

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

L'équivalent des aides en Languedoc

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue par

Jacques VIDAL

Assistant à la Faculté de Droit de Montpellier
Lauréat de la Faculté

MM. P. TISSET, *Président*

L. GUENOUN, *Assesseur*

F. GARRISSON, *Assesseur*

MONTPELLIER 1960

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

FAKULTÉ DES SCIENCES

L'équivalent des aides

L'EQUIVALENT DES AIDES EN LANGUEDOC



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue par

M. JACQUES TOUTAT

Président de la Commission de Thèses
M. JACQUES TOUTAT

M. JACQUES TOUTAT

et M. JACQUES TOUTAT

et M. JACQUES TOUTAT

M. JACQUES TOUTAT



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

L'équivalent des aides en Languedoc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue par

Jacques VIDAL

Assistant à la Faculté de Droit de Montpellier

Lauréat de la Faculté

MM. P. TISSET, *Président*

L. GUENOUN, *Assesseur*

F. GARRISSON, *Assesseur*

MONTPELLIER 1960

A ma femme

INTRODUCTION

Parmi les libertés et privilèges d'ordre financiers reconnus au pays de Languedoc sous l'Ancien Régime, figure en bonne place l'équivalent des aides. Les aides en effet n'ont pas cours en Languedoc et l'impôt qui les remplace — qui tire son nom précisément de cette substitution — donne un revenu qui, suivant l'expression consacrée, « tourne au soulagement de ceux qui payent la taille ».

Le privilège se présente donc sous un double aspect : fiscal et budgétaire, mais il n'est pas gratuit. En ce sens Dognon est parfaitement fondé à considérer l'impôt indirect de l'équivalent comme la « première redevance permanente et fixe » payée par les gens de Languedoc à la royauté.

Cette observation de Dognon dénote l'importance de l'équivalent dans l'histoire financière du Languedoc. N'est-ce pas à l'équivalent que d'Espeisses au milieu du XVII^e siècle — deux siècles environ après l'établissement de l'impôt — consacre les premières pages de son *Traité des tailles et autres impositions*? De fait la province (1) tire de cet impôt la presque totalité de ses revenus : 1.376.000 livres sur 1.400.150 à la fin de l'Ancien Régime (2).

Or cet équivalent, dont l'importance n'est pas contestée, est mal connu. Sous l'Ancien Régime il a fait l'objet d'un seul et unique traité, en 1616, auquel on ajoutera quelques sections de l'ouvrage de d'Espeisses précédemment cité. Et quant aux travaux modernes, si l'on excepte l'important article de Spont (paru dans les *Annales du Midi* en 1891) sur l'établissement et les débuts de l'imposition, ils relèvent surtout de l'histoire anecdotique et leur nombre d'ailleurs est infime.

Combler une lacune importante dans la connaissance des institutions, des privilèges financiers de la province de Languedoc, tel est le but de la présente étude sur l'équivalent : but ambitieux, dont nous n'osons espérer qu'il sera pleinement atteint. Du moins nous sommes-nous efforcé de résoudre, en nous appuyant sur de nombreux documents d'archives (3), les principaux problèmes posés par cette imposition depuis son origine jusqu'à son abolition.

(1) Pays ou province de Languedoc : notre choix pour l'un ou l'autre mot sera naturellement fonction de la période envisagée.

(2) Baron Trouvé : *Essai historique...* De même, mémoire anonyme sur Montpellier en 1768 : « *La province n'a d'autres revenus que le droit d'équivalent* » (Inventaire Archives Montpellier, t. IV, p. 44). Marion (*Dictionnaire, Equivalent*) : « Une des principales ressources du budget de la province ».

(3) Nous désignerons dans nos références les procès-verbaux des Etats de Languedoc par la mention « P-V », suivie de la date de la délibération.

Notre étude est divisée en six livres.

Le premier livre est consacré à l'établissement de l'impôt et de son règlement. L'établissement de l'équivalent sous Charles VII témoigne de la souplesse du roi certes, mais plus encore de la volonté de restauration étatique qui caractérise ce règne. A l'avènement de Louis XI le stade des marchandages sur le principe même du secours accordé à la royauté est dépassé : l'équivalent est devenu un impôt permanent. Tout au plus la révision périodique de son règlement, poursuivie jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, donne aux Etats de Languedoc l'occasion d'affirmer la personnalité du pays face aux représentants du pouvoir central.

L'équivalent est très particulier en effet : toute assimilation aux devoirs de Bretagne ou aux aides en général doit être écartée (4). On s'est efforcé en Languedoc d'exempter le producteur, notamment les viticulteurs, et par exemple il n'est pas question du célèbre « trop bu ou gros manquant », sinon au regard des commerçants. La complexité même de la réglementation fiscale — dont l'étude fait l'objet du livre II — constituait déjà un obstacle pour tous ceux qui auraient été tentés d'appliquer à l'équivalent les principes régissant la levée des aides.

Les Etats de Languedoc en affirmant l'impôt tiennent d'ailleurs à traiter avec des partisans locaux, et l'on a pu, en évoquant leur action au milieu du XVIII^e siècle, dénoncer certaines « adjudications de complaisance » (5). Est-ce à dire que les Etats en étaient coutumiers ? Le livre III, consacré à l'affermage de l'équivalent, permettra de faire justice de cette accusation. L'affermage doit être étudié en détail, car il a été constamment pratiqué, sauf pendant le deuxième quart du XVII^e siècle, période au cours de laquelle l'équivalent fut engagé. Est-il nécessaire de préciser que les autorités sont convaincues de la supériorité du système de la ferme ? On redoute les « embarras » d'une régie (6), on juge même le procédé « impraticable » (7), et de fait lorsqu'on y a recours en 1758, après la résiliation du bail courant, c'est uniquement — pendant un trimestre — pour éviter toute interruption dans la perception des droits.

Le sous-affermage est également couramment pratiqué, mais c'est là l'affaire du fermier général et des sous-bailleurs. Jusqu'au XVIII^e siècle, les Etats en principe n'interviennent pas dans l'administration de la ferme. Le problème de cette administration n'est pas moins essentiel pour l'histoire de l'équivalent et des fermes d'impôts en général. Aussi bien le livre IV lui est consacré.

Exécution du bail général, administration de la ferme, levée des droits... certes il y a matière à contestations, et l'importance, la diversité des intérêts en présence, la multiplicité de juridictions ne facilitent pas la solution des litiges. La question du contentieux, qui d'ailleurs intéresse directement les Etats de Languedoc et leurs rapports avec le pouvoir central, est donc examinée dans le livre V.

(4) Aussi bien Lefebvre de La Bellande étudie les devoirs de Bretagne dans son *Traité général des droits d'aides*, mais non l'équivalent de Languedoc.

(5) Marion : *Dictionnaire*, Languedoc.

(6) P-V 21 févr. 1724 (*Hte-Gar.*, C-2368, f^o 136).

(7) P-V 4 déc. 1747 (*Hte-Gar.*, C-2392, f^o 59).

Nous traitons enfin (livre VI) de la place de l'équivalent dans le budget de la province. Place considérable, on l'a déjà noté. Aussi bien est-ce un large secteur de l'administration financière des Etats de Languedoc qu'il convient en fin de compte d'explorer.

Telles sont, brièvement résumées, les principales directions de cette étude sur l'équivalent des aides. Au lecteur de juger. Nous espérons cependant n'avoir pas été trop indigne du magnifique sujet qui nous a été proposé par notre Maître, Monsieur le professeur Pierre Tisset, et c'est pour nous un agréable devoir de le remercier, non seulement de ce choix, mais encore des directives et des encouragements qu'il a bien voulu nous donner. Nous devons également une grande reconnaissance à Monsieur le professeur F. Garrisson pour ses conseils éclairés, ainsi qu'à Monsieur le professeur R. Aubenas qui, en première et en deuxième année de licence, a contribué à nous révéler l'intérêt des recherches historiques. Nous ne saurions enfin passer sous silence l'accueil que nous ont toujours réservé Messieurs les archivistes des départements de l'ancienne province, et l'aide que, sous le parrainage de Monsieur le professeur P. Petot, nous a fournie le Centre National de la Recherche Scientifique.

LIVRE I

L'imposition de l'équivalent et l'établissement du règlement applicable en la matière

L'historique de l'imposition d'un équivalent des aides en Languedoc ne présente pas seulement un intérêt documentaire. Comme on pourra le constater par la suite, bien des règles posées au XV^e siècle sont encore en vigueur dans les dernières années de l'Ancien Régime. Cependant le règlement de l'équivalent est périodiquement refondu, et l'on devra par conséquent s'interroger sur la procédure suivie à cette occasion.

CHAPITRE PREMIER

L'établissement de l'équivalent

A peine établi — après de laborieuses tractations et des débuts difficiles — l'équivalent est menacé dans son originalité, englobé dans les vastes projets de réforme de Louis XI. Aussi bien est-ce seulement dans le dernier quart du XV^e siècle qu'il est possible de le considérer comme définitivement inclus dans le système fiscal du Languedoc.

SECTION I

L'imposition de l'équivalent des aides en Languedoc (1443)

Les Etats de Languedoc profitent du rétablissement des aides et de l'imposition foraine dans le pays en 1437 (1) pour obtenir l'abolition d'un certain nombre de droits qui s'y percevaient depuis une vingtaine d'années, tels l'impôt de dix deniers tournois par livre de toutes marchandises sortant du royaume, la traite du blé (deux sous t. par setier) et celle du vin (quinze sous t.), autant d'obstacles qui indiscutablement entravaient l'essor du commerce extérieur (2). A compter du 24 juin 1437 seule l'imposition foraine de 6 deniers pour livre est acquittée à l'exportation des marchandises, cependant qu'à l'intérieur du pays la perception des aides — dont le taux est respectivement fixé au vingtième (12 deniers pour livre) du prix de toute denrée ou marchandise vendue ou achetée ainsi que du prix du vin vendu en gros, et au huitième (2 sous 6 deniers pour livre) du prix du vin vendu au détail — commencera le 1^{er} septembre suivant.

En fait dans son application prévue à l'origine pour une durée de trois ans, le nouveau régime déçoit ceux-là même qu'il devait satisfaire ainsi qu'en témoignent les doléances (art. 21) des Etats de Languedoc

(1) *Hérault, A-II, f° 32 v°*.

(2) Les lettres du 18 avril 1437 rappellent le but de la réforme fiscale : « *que marchandise ait mieulx cours en nostredit pais et pour le relievement du peuple* » (HL., t.X, pr. cc. 2127-2128).

tenus au Puy en avril 1439 (3). L'établissement de nouvelles taxes indirectes, notamment sur le vin (4), précipite le ralentissement du courant d'affaires. Quant au taillable, en dépit des promesses faites — car « l'année que lesdits trois Estats accourderent les impositions, fut dit et donné à sentir de par (le roi), que moyennant lesdites impositions et tant qu'elles dureroient, ne mettroit sus ou demanderoit aucune charge, et s'il la demandoit seroit si petite que le dit pays la pourroit bien supporter sans grevance » (5) — il supporte de « grosses et quasi insupportables aides » (6), 80.000 livres par exemple en 1439 (7). En 1440 les représentants du Languedoc doivent cependant consentir à la perception des aides pendant un nouveau trienne (8), et le même sacrifice semble devoir être imposé aux contribuables trois ans plus tard (9) : n'est-ce pas « le plus legier et aisié aide » qui soit ? « chacun en paye sans nul excepté, et qui plus despent, plus en paye », font observer les gens des finances, et d'ailleurs l'accroissement des dépenses publique est incompatible avec l'adoption d'une mesure qui provoquerait nécessairement une diminution des recettes. Tout au plus est-il possible d'envisager une modification de l'assiette de l'impôt, une réforme fiscale (10).

Précisément les ambassadeurs députés auprès du roi par les Etats de Languedoc — qui ne se font pas d'illusion sur le sort de la demande d'abolition pure et simple des aides — sont habilités à proposer une solution de rechange. C'est ainsi qu'au début de l'année 1443, « après plusieurs paroles et ouvertures faites entre MM. du Conseil du roi et les ambassadeurs », le projet de substituer pendant un trienne à l'imposition des aides du vingtième et du huitième une contribution annuelle de 80.000 livres est formé, la perception devant être assurée par les propres agents du pays sous une forme autre que par taille ou fouage (11) et le paiement effectué par quartier entre les mains du

(3) *H.L.*, t. X, pr. cc. 2152-2153. Les députés de Toulouse aux Etats réunis en 1438 avaient déjà mis l'accent sur les inconvénients de l'imposition foraine (Cahier publié par Ph. Wolff, *Ann. Midi*, 1942-43, p. 94).

(4) Sur l'imposition du droit de 5 sous par queue de vin, Cf. *HL.*, t. IX, p. 1141. Les capitouls de Toulouse pour leur part s'élevaient contre l'imposition de quatre « gros » sur chaque charge de pastel à la sortie du royaume (*Toulouse*, AA-38, 25). Plusieurs articles du projet de réforme fiscale dressé en 1443 seront d'ailleurs consacrés au problème de l'imposition de ces taxes : Cf. *infra* p. 13.

(5) Doléances (art. 22) 1439. Cf. également les doléances présentées par les députés de Toulouse aux Etats en 1438 : « Quant las emposicions forem mesas e autreiadas al Rey darrieraient per las gens dels tres statz a Montpelhier foc fait ledit autreg per relevar de talhas lo pais ». (*Ann. Midi*, 1942-43, p. 94).

(6) Doléances (art. 22) 1439. Le mot d'« aide » est ici synonyme de taille.

(7) Doléances (art. 23) 1439.

(8) Doléances (art. 17) 1439.

(9) Cf. *Toulouse*, AA-85, f° 3, la réponse des commissaires du roi aux Etats, 5 mai 1442 ; sur les directives du roi en vue de l'affermage des aides : *BN fr.* 25.711, 153.

(10) Réponse aux doléances des Etats tenus à Béziers, oct. 1442 (*Hérault*, A-46, f° I v°).

(11) Le roi vraisemblablement redoute les machinations des membres de l'aristocratie marchande dont le rôle dans les consulats et aux Etats est prépondérant. Et certes — nous le verrons par la suite — les craintes du souverain sont fondées.

trésorier du roi en Languedoc (12). Le souverain étant d'accord sur le principe de cet « équivalent » — avec d'autant plus d'empressement que les représentants du pays lui ont donné « *ferme espérance que sur ledit équivalent des aides sur la presente année... (ils lui) trouveroient et feroient financer par maniere de prest la somme de XL^m francs* » dans un bref délai (13) — on convient d'assembler les Etats à Montpellier le 25 mars 1443 pour mettre définitivement au point le projet en question. Tanguy de Chastel, Jean de Jambes, Jacques Cœur et Etienne de Cambrai reçoivent mission d'assister aux séances afin d'informer le roi des délibérations prises (14).

Deux préoccupations domineront le projet de réforme fiscale (com prenant 23 articles) dressé dans la ville où, rappelons-le, l'argentier du roi avait installé le « *siège de ses opérations* » (15) : d'une part faciliter le commerce de gros, plus particulièrement le commerce extérieur du pays et par là même les relations d'affaires établies entre le royaume et les pays méditerranéens ; d'autre part placer le mécanisme de la perception de l'impôt sous la haute autorité des Etats de Languedoc.

Incontestablement les intérêts du commerce priment dans l'esprit des promoteurs de la réforme. N'est-ce pas « *depuis le cours desdites impositions et à l'occasion d'icelles* » que le pays se trouve « *très fort diminué, dépeuplé et comme tout apauvry, venu à néant pour la cessation de la marchandise tant des marchandz estrangers qui ont cessé de venir audit pays pour la charges desdites impositions et les dureté et rigueurs qu'ils ont trouvées en ceux qui les ont levéez ez foires, marchéz et ailleurs, comme aussi des marchandz du pais* » (16) ? Habilement d'ailleurs on se refuse à distinguer dans leurs conséquences la perception des aides de celle de plusieurs autres droits « *tant d'entrées que d'issues comme des marques et contre-marques de Gennes et de Catalogne* » imposées depuis 1437 au mépris des promesses faites (17). La « *recompensation* » de 80.000 livres offerte au roi vaut bien le produit de toutes ces taxes ! Or il n'est pas douteux que Jacques Cœur avait un grand intérêt à généraliser ainsi la portée de la réforme projetée. Dans son esprit vraisemblablement cette réforme devait compléter toute une série de mesures destinées à faciliter les échanges commerciaux entre le royaume et les pays méditerranéens... pour son plus grand profit s'entend, l'argentier étant remarquablement installé sur la principale place du littoral français. D'ailleurs ce plan d'expansion commerciale

(12) *Hérault*, A-46, f° 2.

(13) Somme devant être affectée au paiement des capitaines et autres gens d'armes indésirables dans le pays. (*Hérault*, B-13, f° 38, v°).

(14) Cf. *Hérault*, B-13, f° 38 v°, les lettres de commission expédiées de Toulouse le 17 mars 1443.

(15) Sur l'installation de Jacques Cœur à Montpellier et à Aigues-Mortes. Cf. L. Guiraud : *Recherches et conclusions nouvelles...* pp. 50 et suiv. ; Cf. également l'*Histoire du commerce de Marseille* (t. II) par E. Baratier et F. Reynaud, pp. 347-348.

(16) Cf. *Hérault*, A-46, f° 2, les art. 3 et 4 du projet de réforme fiscale dressé par les Etats de Languedoc tenus à Montpellier au mois de mars de l'année 1443. A cette époque Charles VII prend diverses mesures en faveur des marchands du Languedoc et organise la répression de la piraterie (Germain, *Hist. commerce Montpellier*, t. II, p.j. CCIII et CCIV).

(17) Art. 4 et 7 du projet de réforme.

ne restera pas à l'état de projet (18) : au cours de l'année 1445 notamment, à l'instigation d'« *aucuns officies ou dit pais et autres conoiss (a) nt l'estat et gouvernement d'icellui et des pais estrangés voisins d(u) pais de Languedoc* », le roi permet l'entrée en franchise dans le royaume, par Aiguemortes, des produits d'épicerie et de droguerie (19), et il va jusqu'à ordonner l'abolition de l'« *impost mis sus sur les marchandises entrans au pays de Languedoc et yssans d'icelui* » (20). En outre Jacques Cœur ne néglige aucun profit (21) : la municipalité montpelliéraine, on ne l'ignore pas, lui fait de 1440 à 1445 une pension de 250 écus — sans doute pour le remercier de son action désintéressée au conseil du roi (22) — et l'on sait aussi qu'après l'abolition des marques établies entre la France et la Catalogne l'un de ses facteurs, Pierre Teinturier, patron de la galée Notre-Dame-Saint-Denis, est exempté par Alphonse V de toutes taxes tant à l'importation qu'à l'exportation des marchandises (23). Pratiques courantes au demeurant : néanmoins le fait que l'argentier reçoive des Etats de Languedoc une gratification de 2.500 livres en témoignage de reconnaissance lors de l'établissement de l'équivalent aux aides (24) constitue une preuve supplémentaire de l'intérêt qu'il prend à l'affaire. Les Etats particuliers des pays de Velay et de Vivarais ne s'y trompent pas : ayant au mois d'octobre de l'année 1444 quelque proposition à faire au sujet de l'équivalent « *pour eux et en tant que les touche conjointement ou divisement* », c'est à Jacques Cœur qu'ils s'adressent (25).

(18) En acceptant le projet d'un équivalent aux aides en octobre 1443 le roi avait promis d'avoir égard aux demandes des Etats concernant les droits de marque (Cf. *Hérault*, A-46, f° 11, le texte du projet d'imposition, art. additionnel).

(19) Lettres 6 août 1445, *Ann. Midi*, t. VIII (1896), pp. 427-431.

(20) *Ann. Midi*, t. VIII (1896), p. 431.

(21) C'est ainsi qu'en 1441, membre de la compagnie fermière des aides sur les transactions conclues aux foires de Pézenas et de Montagnac, bien que l'exercice d'une telle activité soit incompatible avec celui de ses fonctions gouvernementales, Jacques Cœur trouve moyen d'exploiter ses associés : Cf. le dispositif de l'arrêt de condamnation prononcé contre Jacques Cœur (*Journal du procureur Dauvet*, I. p. 10). Par la suite Jacques Cœur détournera-t-il à son profit des fonds provenant du produit de l'équivalent ? il est très difficile de se prononcer sur ce point. La question sera évoquée au procès de l'argentier (*BN fr. 3868, f° 27 v°*) mais celui-ci parviendra, semble-t-il, à justifier l'emploi des fonds de cette provenance dont il avait eu la disposition (*id.*, f° 32). Il reste que plus de 25.000 livres sont portées au compte de Jacques Cœur dans l'état de distribution du produit de l'équivalent de l'année 1447 (*BN fr. 23259, f° 3*).

(22) Il n'est pas de notre propos de faire ici le compte des sommes allouées à Jacques Cœur à titre d'épices, de dons ou de gratifications. Indépendamment de l'*Hist. de Languedoc* (t. XI, p. 8, note 6 ; p. 16, note 2 ; p. 21, note 6 ; pp. 22-23), on consultera les ouvrages de P. Clément : *Jacques Cœur et Charles VII*, t. I, pp. 154-155 et 163-166 ; L. Guiraud, *op. cit.*, pp. 17-18 ; R. Bouverier : *Un financier colonial au XV^{me} siècle*, pp. 123-129...

(23) Constantin Marinesco, in *Mél. L. Halphen*, 1951, pp. 491-492.

(24) *BN fr. 3868, f° 22 v°*. Indépendamment de cette gratification, 300 livres ont été attribuées à l'argentier pour ses peines et travaux touchant l'équivalent (déposition d'Aubert Pavais au procès de Jacques Cœur (*BN fr. 3868, f° 23 v°*)).

(25) Delcambre : Un inventaire inédit... in *Bull. hist.*, t. XVI (1931), p. 12, n° CXLVIII.

Le désir de dégrever le commerce extérieur est tel qu'on se détermine à taxer le débit de deux denrées — viande et poisson — déjà lourdement imposées dans plusieurs villes de la province (26). On se propose d'appliquer le tarif suivant :

Sur chaque mouton vendu au détail	2 sous 6 deniers	
		tournois
Sur chaque brebis, agneau, chèvre		15. d.
Sur chaque bouc ou castrat	2 s.	
Sur chaque chevreau		12 d.
Sur chaque bœuf ou grosse vache	10 s.	
Sur chaque petite vache	7 s.	6 d.
Sur chaque veau	4 s.	
Sur chaque porc frais	5 s.	
Sur chaque porc salé vendu au détail ou en gros	6 s.	
Sur chaque quintal de poisson frais ou salé	2 s.	6 d. (27)

Toutefois bien que l'impôt soit perceptible en « *quelque terre que ce soit* (dans la province s'entend), *de quelque personne que soient lesdites chair et poisson et de quelque estat ou condition que la personne soit* » (28), il semble que les promoteurs de la réforme aient douté qu'il produise 80.000 livres. Bornons-nous présentement à constater qu'ils règlementent très soigneusement la procédure destinée à jouer dans le cas de déficit, et sans doute l'éventualité de l'imposition d'une taxe sur les vins est-elle d'ores et déjà sérieusement envisagée (29).

De toute façon les Etats du pays tiennent à conserver la haute main en la matière — il suffit de parcourir le projet pour s'en convaincre. Ce pouvoir souverain, les Etats prétendent l'exercer par l'intermédiaire de douze conservateurs nommés par eux — quatre par sénéchaussée, « *c'est a savoir un d'Eglise, un noble et deux de l'estat commun* » (30) — l'assemblée desdits personnages formant le conseil supérieur de l'impôt et en outre l'organe chargé d'exercer la puissance exécutive et de régler les litiges survenus à l'occasion de la perception des droits. En particulier les conservateurs disposant d'un pouvoir d'investigation très étendu devant leur permettre d'évaluer avec précision le rendement de l'impôt (31), au surplus seuls juges de l'opportunité de convoquer les « *gens d'Eglise, nobles et de l'état commun pour avoir avis* » sur la conduite à suivre en cas de déficit (32), sont appelés à jouer un rôle capital dans la période qui suivra immédiatement la mise en application de la réforme. Par la suite les mêmes personnages se réuniront en assemblée ordinaire annuelle, et s'il se trouve que la valeur du produit excède la somme de 80.000 livres ils devront en principe réduire le tarif des droits, sans cependant cesser d'être juges de l'opportunité

(26) On a pourtant quelques scrupules, si l'on en juge d'après la supplique adressée au roi : « *affin qu'il n'ayt trop grande charge..., qu'il lui plaise convertir et octroyer auxdites villes sur autres choses iceux droits* » (Art. 6 du projet).

(27) Projet (art. 4 et 5).

(28) Projet (art. 4).

(29) Projet (art. 19).

(30) Projet, art. 13.

(31) Projet, art. 13 et 15.

(32) Projet, art. 16.

de la mesure à prendre (33) ; dans l'hypothèse inverse — soulignons à ce propos le pouvoir donné aux conservateurs d'emprunter au nom du pays pour faire face à leurs échéances (34) — il leur incombera de relever le tarif ou de « *mettre quelque droit sur le vin ou autre membre dudit pays pour venir à la somme dessus dite tant seulement* » (35). De toute façon « *ce que sera par eux avizé sera tenu et observé* » (36). Ajoutons que l'administration de l'impôt est placée sous la direction effective des conservateurs : notamment il est prévu que ces derniers procéderont à la nomination des receveurs (37) chargés de collecter les fonds recueillis par les consuls, syndics ou autres officiers municipaux (38), qu'ils contrôleront l'activité de ces personnages (39), et qu'après avoir centralisé la recette ils effectueront eux-mêmes le paiement entre les mains du trésorier général des finances (40). Au point de vue juridictionnel enfin le projet, élaboré dans le même esprit, attribue aux conservateurs une compétence exclusive en la matière : « *Pour obvier et pourvoir audit abus, debatz et questions qui pourroient survenir... plaise au Roy... donner autorité et puissance auxdits conservateurs en leurs seneschaussées... d'enquerir ou faire enquerir, corriger et punir autrement pourvoir auxdits abus... et que d'eux ne soit et ne puisse estre aucunement appelé ni réclamé afin que par multiplication de procéz ledit droit ne soit empesché ou diminué* » (41).

Au début du printemps de l'année 1443 les ambassadeurs du Languedoc présentent le projet au roi, et dans le même temps ils lui confirment l'octroi du prêt de 40.000 livres destiné au paiement des gens d'armes. Les Etats tiennent ainsi la promesse faite au terme des négociations qui ont motivé leur réunion (42). Le souverain fait examiner le projet par ses conseillers, ce qui nécessite un certain délai : processus normal au demeurant, et non pas marque d'hostilité, comme l'imagine Spont, à l'endroit de la réforme proposée. Charles VII ne tient pas spécialement à l'imposition des aides du huitième et du vingtième. Il désire surtout pouvoir compter sur une somme fixe, et d'ailleurs dans plusieurs provinces — notamment dans le Limousin, dans la Marche, dans le Périgord — il consent à l'abolition de ces

(33) Projet, art. 18.

(34) Projet, art. 17.

(35) Projet, art. 19.

(36) Projet, art. 19.

(37) « *En chacune sénéchaussée aura un marchand ou bourgeois ou autre demeurant en ladite sénéchaussée tel que les conservateurs de la sénéchaussée avizeront pour le bien dudit pais, lequel recevra de trois mois en trois mois de chaque diocèse tout ce qu'aura rendu ledit droit* » (Projet, art. 12).

(38) « *Chacune cité, ville ou lieu dudit pais ou se vendra chair ou poisson levera a ses despens et perilz ledit droit... et de ce faire ou faire faire auront la charge les consuls, seindicz ou autres ayans l'administration d'icelles citéz* ». (Projet de réforme, art. 9). En outre dans chaque diocèse la ville où siégeaient les élus sur le fait des aides « *aura la charge de faire recevoir a ses despens et perilz... ledit droit de toutes les autres villes et lieux du diocèse* ». (art. 10).

(39) Projet, art. 13 et 15.

(40) Projet, art. 14.

(41) Projet, art. 22.

(42) *HL*, t. X, pr. cc. 2198-2200 ; *BN fr.* 25.711, 161.

taxes moyennant une contrepartie, un « *équivalent* » levé sous forme de taille (43). En Languedoc même, où son argentier ne pouvait que l'engager dans cette voie, au demeurant celle de la facilité, le roi tient à fixer à 3.000 livres par an le prix de l'abonnement à l'imposition foraine, de perception aisée pourtant — ce qui lui permettra d'exiger des Etats une « *recompensation* » totale de 83.000 livres (44). C'est là, semble-t-il, le principal motif de désaccord entre les représentants du pays et les agents du pouvoir central (45). Il ne paraît pas que les modifications qui sur l'initiative de ces derniers sont apportées aux articles du projet concernant l'assiette de l'impôt et le pouvoir juridictionnel des conservateurs rencontrent d'opposition sérieuse dans l'assemblée réunie à nouveau à Montpellier en octobre 1443. De même l'intransigeance manifestée par les commissaires royaux sur le chapitre de l'autorité et des droits du souverain ne peut guère surprendre les Etats. Les concessions que ceux-ci sont amenés à faire dans ce domaine ; sont inévitables ; du moins pendant la session on ne discutera jamais du bien fondé ou de l'opportunité de la réforme envisagée.

La première des modifications procède de certaines craintes exprimées par les gens des finances au sujet du rendement de l'impôt. En fait le contenu de quelques articles du projet laisse supposer que les auteurs de celui-ci partageaient ces craintes, auxquelles l'accroissement des exigences royales donne un nouveau fondement. La décision est ainsi prise d'imposer, non seulement la viande débitée dans les « *mazelz et boucheries* » comme prévu, mais aussi « *toute chair de bœuf, vache grosse, buve, ou petite vache, veau, porc ou mouton, chèvres ou castrat qui se tuera hors desdits mazels pour provision ou despense d'hostel* ». Toutefois la taxe est réduite de moitié dans ce cas (46), la viande de porc est l'objet d'une mesure de faveur motivée par des considérations d'ordre humanitaire (47), et l'exemption totale est accordée aux membres du clergé et de la noblesse (48). Aussi bien certains espoirs pourront être déçus. La plus value du produit de l'impôt compensera-t-elle seulement le supplément de frais qu'entraînera la perception, notamment dans les districts septentrionaux du pays caractérisés par un habitat clairsemé et en outre d'accès difficile ?

Le bien fondé de la seconde modification par contre n'est pas contestable. Comment admettre que le contentieux de l'impôt soit vidé en totalité par douze conservateurs appelés en même temps à remplir d'importantes fonctions administratives et par conséquent surchargés d'affaires ? en outre — alors que l'on tend généralement à rapprocher la justice du justiciable — les auteurs du projet envisageaient apparemment l'installation d'un seul et unique auditoire par sénéchaussée.

(43) Cf. notamment A. Thomas : *les Etats provinciaux de la France centrale...* t. I, pp. 128-134 ; t. II, pp. 24-28.

(44) Art. 24 adjoint au projet.

(45) Démarches effectuées à ce sujet auprès du roi à Poitiers : Jehannosse Bucelle dépensa sans doute à cette occasion les 1.200 livres que les Etats reconnaissent par la suite lui devoir (HL, t. X, pr. c. 2206).

(46) Art. 25.

(47) On convient de taxer la viande de porc, dont « *plus communement le pauvre se pourveoit* », 20 deniers tournois par bête.

(48) Art. 25.

L'amendement consiste, d'une part à reconnaître la compétence des tribunaux ordinaires en première instance (49) — les conservateurs étant appelés à statuer « *par manière de souveraineté* » (50) — d'autre part à augmenter le nombre de ces magistrats : il est fixé à dix-huit. Le roi se réserve d'ailleurs la nomination de deux conservateurs par sénéchaussée (51), dévoilant ainsi son intention de ne pas abandonner aux Etats la direction exclusive de l'imposition.

C'est en effet l'assemblée des conservateurs, composée sinon de la totalité, du moins des deux tiers des membres du corps, qui doit « *traiter, ordonner et appointer tout ce que touchera généralement le fait du pais* » à l'occasion de la nouvelle imposition. Le principe posé par les promoteurs de la réforme reste incontesté. On précise seulement que les conservateurs pourront éventuellement réunir « *jusques au nombre de vingt personnes de tous estatz* » par sénéchaussée pour avoir avis et conseil ; mais que, s'agissant de modifier le tarif ou l'assiette de l'impôt, ils devront préalablement notifier leurs intentions « *au Roy et a ceux qui auront la principale charge dudit pais... pour en avoir leur bon plaisir et avis* » (52). Le roi confirme également le pouvoir des conservateurs de contraindre les receveurs de l'impôt à rendre compte du maniement des deniers « *toutes et quantes fois que bon leur semblera* » (53). La subordination des trois receveurs de sénéchaussée à l'assemblée des conservateurs est cependant moins étroite que ce que les Etats l'auraient souhaité, lesdits receveurs devant être « *élus* » avec le concours des gens du roi (54). De toute façon ces retouches n'altèrent pas profondément l'esprit du projet initial : les droits légitimes du souverain étant sauvegardés, l'administration de l'impôt reste sous la dépendance des Etats du Languedoc.

Le texte précisant les modalités de l'accord réalisé, valable pour un trienne, rappelons-le, est rédigé à Montpellier le 15 octobre 1443 : il comprend vingt-six articles (dont les vingt-trois articles du projet initial) et quelques additions (55). Comme l'année financière a commencé le 1^{er} septembre les dispositions applicables en la matière sont immédiatement portées à la connaissance du public (56), et le 31 octobre le pouvoir juridictionnel est enlevé aux élus, la liquidation du contentieux des aides étant même confiée aux juges ordinaires (57). Quant aux conservateurs, « *commissaires et juges souverains en cette partie* », leur nomination est effective à la date du 11 octobre (58).

(49) Art. 26.

(50) Art. additionnel ; Cf. égal. *Toulouse*, AA-38, 43, lettres royaux expédiées de Saumur, 11 oct. 1443.

(51) Art. additionnel.

(52) Art. addit.

(53) Lettres 11 oct. 1443.

(54) Art. addit.

(55) *Tarn*, E-711, f° XXXIII ; *Hérault*, A-46, f° I. Le texte est publié par Gilles : *Les Etats de Languedoc au XV^e siècle*.

(56) Mandement 17 oct. 1443 (*Hérault*, A-II, f° 294 v°).

(57) Ordon. 31 oct. 1443 (*Hérault*, A-236, f° 93 ; *BN. lat.* 9178, f° 61).

(58) Lettres royaux 11 oct. 1443 (*Toulouse*, AA-38, 43). Cf. mandements des conservateurs 7 et 8 nov. 1443 : *Ann. Midi*, 1897, pp. 422-426 ; *Hérault*, A-II, f° 297 ; *HL*, t. X, pr. cc. 2201-2204.

LISTE DES CONSERVATEURS

PERSONNALITES DESIGNÉES PAR LES ETATS

— Pour la sénéchaussée de Toulouse :

Pierre du Moulin, archevêque de Toulouse (59) ;
Hugues de Caraman, chevalier ;
M^r Jehan du Pont, licencié (60) ;
Jehan de Sers, de Toulouse.

— Pour la sénéchaussée de Carcassonne (61) :

L'évêque de Béziers ;
Pons, seigneur de Clermont-en-Lodève, chevalier, chambellan ,
Jehan Guilhem, de Béziers ;
M^r Bernard de Saint-Martin, licencié.

-- Pour la sénéchaussée de Beaucaire (62) ;

Guillaume-Olivier de Poitiers, évêque de Viviers ;
Loys de Taulignan, chevalier, seigneur de la terre de Barre,
chambellan (63) ;
Pierre Teinturier, de Montpellier (64) ;
Eustache de Conches, du Puy (65).

(59) Sur Pierre du Moulin, Cf. *HL*, t. XI, p. 25 ; Cf. également A. Viala, *Le parlement de Toulouse...* tome 1, p. 99.

(60) Il s'agit vraisemblablement de Jehan du Pont, avocat du roi dans la sénéchaussée de Toulouse en 1453, mentionné dans *le Journal du Procureur Dauvet*, éd. par M. Mollat, tome I, p. 18.

(61) Les conservateurs de cette sénéchaussée tiennent leur auditoire à Béziers (*Cordes*, CC-47).

(62) Les conservateurs de cette sénéchaussée tiennent leur auditoire à Montpellier (*Hérault*, A-12, fo 206, 264 v°, 268 v°). Toutefois pour se rapprocher des justiciables certains d'entre eux, semble-t-il, siègent dans d'autres villes de cette sénéchaussée particulièrement étendue, notamment à Aubenas (Doléances Etats Vivarais 1451, art. 6, publ. par J. Régné, *Hist. du Vivarais*, II, p. j. XVI, pp. 495-504).

(63) Louis de Taulignan (Taulinhan), chevalier, seigneur de Barre, chambellan du roi, en 1436 bailli de la cour commune de Gévaudan, assiste parmi les membres de la noblesse aux Etats de Languedoc réunis à Montpellier en août 1445 et à Toulouse en mars 1456 (*HL*, t. XI, pp. 10 et 35) ; bailli du Vivarais en 1457 et 1460 (Dupont-Ferrier, *Gallia Regia*, t. III, 12915).

(64) Pierre Teinturier, bourgeois de Montpellier, avait été facteur de Jacques Cœur (Cf. *supra* p. 14). En 1449 il est l'un des « XIV de la capella » chargés de faire l'estimation générale des biens meubles et des héritages montpelliérains. Cotisé par les consuls en ce qui le concerne il se prétend exempt de toute contribution à la taille en sa qualité d'officier non marchand (*Hérault*, A-233, fo 27). En 1450 Teinturier est envoyé en ambassade auprès du roi pour solliciter l'octroi d'un rabais sur l'équivalent : Cf. *infra* p. 30.

(65) Au Puy-en-Velay les Vera, dits de Conches, et les Rochier forment dans la deuxième moitié du XIV^e siècle et jusque vers 1460 de véritables dynasties de consuls (Et. Delcambre, *Le consulat du Puy*, p. 61). Eustache de Conches était toujours en fonction en 1448 (Aymard. *Inventaire...* pp. 646-647)

PERSONNALITES DESIGNÉES PAR LE ROI

- Sénéchaussée de Toulouse :
M^r Jehan d'Acy, conseiller (66) ;
Otto Castellain, trésorier de Toulouse (67).
- Sénéchaussée de Carcassonne :
L'évêque de Lodève ;
Pierre Charles, trésorier (68).
- Sénéchaussée de Beaucaire :
M^r Estienne de Cambray, conseiller (69) ;
Estienne Petit, commis à la Recette Générale des Finances de Languedoc.

mais dès 1446 on note la présence d'un nouveau conservateur dans la sénéchaussée de Beaucaire : Eustache Rochier (peut-être en remplacement d'Etienne de Cambrai, appelé à d'autres fonctions). Ajoutons que Rochier fut nommé premier consul de la ville du Puy en 1446, ce que le procureur royal au baillage de Velay jugea « *contra ordinationes dominorum reformatorum inter cetera dicentes quod nullus officarius communis curie Annicii, regie Vallavie curie primarum appellationum civitatis Anicii, notariique illarum non sint consules minusque consilarii sub pena decem marcharum argenti* ». Le lieutenant du sénéchal de Beaucaire trancha le conflit le 22 octobre 1446 : « *attento quod dictus Heustachius primus consul non est de illis non fuisse minusque esse locum inqueste et per consequens penas in dictis ordinationibus contestas non incurrisse sive comississe* » (Delcambre, *op. cit.* p. 59 et p. just. XXII). Par contre vingt ans plus tard le bourgeois Jacques Gondon fut destitué de sa charge de conseiller (au consulat du Puy) pour avoir été nommé juge conservateur (Delcambre. *op. cit.*, p. 87).

(66) Jehan d'Acy (ou Assy), docteur en droit, juge mage dans la sénéchaussée de Beaucaire, conseiller lai au parlement de Toulouse, nommé le 21 juillet 1444 commissaire et juge souverain sur le fait de la justice des aides et tailles au pays de Languedoc et duché de Guyenne (HL, t. X, pr. cc. 2212-2219 ; Dupont-Ferrier, *Gallia Regia*, t. I, 3008).

(67) Sur Otto Castellain, changeur de Toulouse, receveur de l'aide royale en 1441 et trésorier royal de Toulouse en 1443. Cf. Ph. Wolff, *Commerces et Marchands*, p. 141.

(68) Pierre Charles, trésorier et receveur ordinaire de la sénéchaussée de Carcassonne et Béziers de 1442 ou 1443 jusqu'en 1456 (Dupont-Ferrier, *Gallia Regia*, t. I, 4996).

(69) Etienne de Cambrai, très lié avec Jacques Cœur (Cf. à ce sujet L. Guiraud, *op. cit.*, p. 7), figure avec l'argentier sur la liste des commissaires royaux aux Etats réunis à Montpellier en mars et en octobre 1443. Il a donc participé de façon active à l'élaboration du projet de réforme fiscale. Contrôleur général des finances de Languedoc en 1446, Etienne de Cambrai est nommé évêque d'Agde en 1448.

SECTION II

**La levée de l'impôt pendant le règne de Charles VII
Technique et résultats prévus et imprévus**

I. — LE MÉCANISME DE LA PERCEPTION

Bien que la somme de 83.000 livres soit recouvrable par imposition sur la viande et sur le poisson, il est procédé à une répartition semblable à celle opérée en matière de taille, d'abord entre les sénéchaussées ; dans le cadre de chaque sénéchaussée entre les diocèses ; enfin entre les communautés urbaines et rurales. Ainsi l'étendue des obligations mises à la charge des consuls, des syndics et autres administrateurs municipaux est exactement délimitée (70) et la levée des droits peut être mise à l'encan (71). Les procès-verbaux de la « *scieta del equivalen* » dans le diocèse d'Albi — assiette confiée à quelques personnages « *comessaris deputatz per Messers los conservados de lequivalen de la senescalsia de Carcassonna* » — rendent compte de ces opérations (72) : « *las somas sus cascum loc avizadas è taxadas se pagaran dels arrendamens que se faran de las carns(e) peysso... rendamens (que) se faran per los cossols de la diocesa per cascun en sa vila ho loc* ». La ville de Cordes et son ressort notamment sont cotisés (en 1445) à 284 livres 3 sous 4 deniers, frais d'assiette inclus (73). Dans la ville elle-même la levée des droits sur la viande est

(70) Dans chaque localité la charge de la levée des droits incombe en effet aux consuls, aux syndics et autres administrateurs municipaux : Cf. *supra* note 38.

(71) En 1451 le fermier du droit des « *inquants* » de la ville de Beaucaire, prétendant percevoir une taxe à l'occasion de l'adjudication de l'équivalent, est en conflit avec le fermier de ce droit (*Hérault*, A-12, fo 213).

(72) Les renseignements que nous ont fournis les documents conservés dans les archives communales de Cordes (CC-47) ne nous permettent pas de remonter au-delà de la deuxième année (1^{er} septembre 1444 — 31 août 1445) de la mise en application de la réforme fiscale. Cette année-là l'assiette est le fait des « *estatz de la diocesa dalby* », et l'on a tout lieu de croire qu'il en a été de même l'année précédente. Toutefois les assemblées diocésaines n'étaient réunies que plusieurs semaines, voire plusieurs mois après le début de l'année financière, et ce retard préjudicie considérablement, on s'en doute, à l'exploitation de la ferme des droits d'équivalent. Les conservateurs ont dû s'en préoccuper assez tôt. De toutes façon en 1447-1448 le « *département* » fut le fait de quatre personnages — le viguier d'Albi, M^e Jean Lecomte, receveur général de l'équivalent dans la sénéchaussée de Carcassonne, et deux consuls, l'un d'Albi, l'autre de Rabastens, « *totz eusems comessaris deputatz per Messers los conservados* » — réunis dès le mois d'octobre de l'année 1447 ; ce procédé est constamment en usage par la suite.

(73) Il faut compter une dizaine de livres pour les frais d'assiette. La ville de Cordes occupait le troisième rang sur le rôle contributif dressé dans le diocèse d'Albi (lui-même cotisé à 3.000 livres environ) — après Albi (465 l.) et Gaillac (349 l. 9 s.). Venaient ensuite Rabastens (198 l. 8 s.), Réalmont (133 l.) et Lombers (117 l. 16 s.) (*Cordes*, CC-47).

affermée séparément, du moins en 1445 : le « *masel* » rapporte cette année-là 100 livres. Le procédé de l'affermage multiple semble d'ailleurs pratiqué dans les villes de quelque importance (74). Dans les villages par contre on convient généralement d'un prix global, « *compreses totz los arrendamens* ». Enfin dans les lieux où l'on n'a pas trouvé de fermier les redevables rendent compte directement au receveur de l'équivalent « *de so que poyria montar a lor justa (lo drech)* ». Mais l'affermage n'est pas seulement pratiqué à l'échelon local. Très tôt les conservateurs confient la levée de l'impôt dans toute l'étendue de leur ressort à un particulier. C'est le cas dans la sénéchaussée de Beaucaire en 1445 (1^{er} septembre 1444-31 août 1445) et en 1449 (1^{er} septembre 1448-31 août 1449), et dans la sénéchaussée de Carcassonne en 1450 (1^{er} septembre 1449-31 août 1450) et en 1451 (1^{er} septembre 1450-31 août 1451), les fermiers généraux étant respectivement Jean Bosanquet, de Nîmes (75), Paulo Dandrea (76) et Jacques Balmes, marchand de Mende (77). Les uns et les autres passent des sous baux : en 1445 notamment le sieur Pierre Almodenc exerce les fonctions de « *fermier et receveur* » dans le diocèse de Mende, dépendant de la sénéchaussée de Beaucaire (78), et en 1448 le sous-bail du diocèse de Nîmes est passé avec un marchand de Mende, Pierre Monbel, qui de son côté donne l'entreprise à ferme dans la ville de Nîmes à Jacques Arnault de Roquette, à Jacques Couste et à leurs compagnons pour 2.360 livres (79). Les conservateurs eux-mêmes n'hésitent pas à convier tous ceux qui s'intéressent au « *maniement* » de l'équivalent, en bloc ou en particulier, c'est-à-dire « *par diocèses, membres ou autrement* », à traiter directement avec eux (80). La durée des baux étant uniformément fixée à un an, les fermiers doivent s'engager à payer le prix convenu par quartier — au moins lorsqu'il s'agit d'une entreprise de quelque importance (81) — et en outre ils sont tenus de donner caution (82).

(74) La taxation des vins résolue en 1444 contribue à généraliser ce procédé : Il y a trois cent soixante sept paroisses dans le pays de Vivarais, constatent en 1451 les députés de ce diocèse, « *et a une chascune parroisse deux fermiers, l'un pour le charnage et l'autre pour ledit VI^o du vin* » (Jean Régné, *Hist. du Vivarais*, t. II, p. just. XVI, pp. 495-504).

(75) *Hérault*, A-241, f^o 56 ; BN lat. 9178, f^o 64. Jean Bosanquet (ou Bosanquet) figure en 1452 sur la liste des débiteurs de l'impôt dressé par le receveur général de l'équivalent dans la sénéchaussée de Beaucaire (*Hérault*, A-12, f^o 264 v^o).

(76) *Hérault*, A-12, f^o 268 v^o.

(77) Jacme Balmas « *et sos companhos* », fermiers de la levée des droits dans la sénéchaussée de Carcassonne en 1449-1450, renouvellent leur bail en 1450-1451 (*Cordes*, CC-47).

(78) *Hérault*, A-12, f^o 29.

(79) *Hérault*, A-12, f^o 268 v^o. La levée des droits dans la ville de Nîmes était affermée l'année précédente (1447) à un marchand de Montpellier, Bertrand de Fraysse (*id.*, f^o 90).

(80) *Hérault*, A-12, f^o 206.

(81) Les fermiers généraux et les fermiers diocésains acquittent les quartiers directement entre les mains du receveur général (*Hérault*, A-12, f^o 29, 268 v^o).

(82) *Hérault*, A-13, f^o 21.

Nombre de fermiers exerceront ainsi leurs fonctions indépendamment de toute intervention des autorités locales. L'évolution est même rapide : à Cordes par exemple Galhart Rando et Duran Colobres perçoivent encore les droits au nom des consuls et sous leur responsabilité en 1447 (83) et en 1448 (84). On présume qu'il en est de même l'année suivante (1^{er} septembre 1448 — 31 août 1449) car, la proposition de deux partisans albigeois n'ayant pas été retenue (85), les villes et les paroisses du diocèse sont cotisées suivant l'usage (86). Mais en 1450 (1^{er} septembre 1449 — 31 août 1450) la levée des droits étant affermée en bloc dans toute la sénéchaussée de Carcassonne, les commissaires députés par les conservateurs se bornent à répartir entre les communautés le complément du prix du bail. L'administration de l'impôt échappe ainsi au contrôle des consuls — sans toutefois que le principe de la responsabilité subsidiaire des communautés locales cesse d'être indiscuté. Dans le même temps la contribution aux frais de l'assiette et à ceux du recouvrement perd toute raison d'être. En ce sens l'évolution a un effet heureux, car la charge était lourde : dans le diocèse d'Albi, cotisé à 3.320 livres en 1448, on appliquait le taux de 2 sous 1 denier pour livre ; l'année suivante (1^{er} septembre 1448 — 31 août 1449) ce taux est relevé jusqu'à 3 sous 8 deniers pour livre, il est porté à 10 sous pour livre en 1450, mais alors la surtaxe n'est plus calculée qu'en fonction du complément (433 livres 2 sous 6 deniers) du prix du bail, le paiement de celui-ci incombant exclusivement au fermier (87).

(83) Galhart Rando « *fermier par los cossols de Cordoas del equivalent del an M IIIIC XL sieys fenit en XL set* » (Cordes, CC-236).

(84) Sur Duran Colobres, « *borcier de Cordoas* », Cf. Cordes, CC-47.

(85) Cf. *infra* p. 29.

(86) Arch. Cordes, CC-47.

(87) Le produit de la surtaxe reçoit l'affectation suivante : en 1448 (1^{er} septembre 1447 — 31 août 1448) 70 livres, « *part et porcio de VI C lt. degudas per ladite senescalsia* », sont destinées « *a fornir aux frays et despessas* » des conservateurs et au paiement des gages du receveur général de l'équivalent ; le même receveur pour ses peines et vacations reçoit 40 livres ; 60 livres sont affectées au paiement des gages des deux receveurs diocésains (Durandel Pradal et Jahan Girart), lesquels touchent en outre pour leurs peines et vacations 59 livres 12 sous 6 deniers ; enfin 103 livres sont allouées à diverses personnes (consuls, notaires, sergents, etc...) pour leur participation à l'assiette ou leur contribution à l'administration de l'impôt.

L'année suivante (1^{er} septembre 1448 — 31 août 1449) M^e Jean Lecomte, receveur général de l'équivalent dans la sénéchaussée, reçoit 275 livres ; il est alloué aux receveurs diocésains, indépendamment de leurs gages 162 livres, dont 44 livres « *per argen contan en diversas vetz prestat* », et 50 livres « *per alguns argen que ha male diversas vetz a camby de diverses merchants a Monpeylier* ». Enfin la somme de 123 livres est affectée au remboursement des dépenses et des frais de voyage engagés par les consuls, commissaires à l'assiette, notaires, etc...

En 1450 (1^{er} septembre 1449 — 31 août 1450) on doit seulement répartir entre les villes et les paroisses du diocèse la somme représentant le complément du prix du bail. Aussi bien les frais d'assiette diminuent sensiblement : le receveur général reçoit 25 livres ; les consuls et autres répartiteurs 59 livres ; les receveurs diocésains enfin obtiennent pour leurs peines et vacations 124 livres 5 sous (Cordes, CC-47).

Cependant le nouvel usage ne s'établit pas sans heurt. Les Etats du Vivarais le dénoncent en 1451 comme « *moult pericilleux au peuple povre et gens des trois estatz* », et de fait la situation telle qu'elle est décrite dans le cahier des doléances présenté par cette assemblée aux commissaires royaux est tragique (88). Le fermier Gallart Dutour, en exercice dans le diocèse bien que « *n'aye riens et aie caucionné par ung mesme des conservateurs* » commet d'innombrables abus : aucun particulier solvable ne veut « *avoir affaire à luy* », car « *en despences et molestacions et envolicions de procès et exactions indues, faictes par le principal fermier et vagacion et remission d'ung conservateur a l'autre...*, en sont apovris oultre III C hommes dudit bailliage, tellement que nul ne s'en veult mesler de exhigir ledit droit particulièrement ». Gallart ne se tient pas pour battu : avec l'appui des conservateurs il désigne d'autorité les receveurs, et s'il advient que certains résistent il les fait « *arrester, adjorner a Montpellier et puis sa et puis la, lesquelz pour doubte de involucion de procès, pousant qu'ils n'ayant en rien de failly, se ranssonent envers luy, les ungs en somme de deniers, les autres a XII^e de chappons, lesquelx, si au jour entrepris a paier ne les paient, les fait exécuter... et mesmement fait-il quant aucung refuse de estre caucion pour autrui qui a prins la ferme particulière de la parroisse ou lieu* ». Gallart opère également par lui-même, donnant « *moult grant molestacions, despence et charge de sergens sur les singuliers des parroisses par involucion de procès ; car, combien qu'ilz aient juré la somme et quantité de ce qu'ils auront tiré, ne sera content* ». En fin de compte il est « *de nécessité que, au vouloir dudit Gallart, la université du lieu le prengne au pris qu'il veult, veuille ou non, comme a fait mesmement cest an au lieu du Chaylar, Mariac, Saint Michel Alrance et Arcens, et plusieurs autres lieux* ». Les Etats du Vivarais précisent que le fermier exige de chaque paroisse « *et tant pour le charnage que pour le VI^e du vin et de ung chascun fermier particulier* » un écu par « *lettre de bail* ». En tenant compte du coût de la passation des actes et des frais des quittances remises par le même Gallart aux sous-fermiers à l'occasion du paiement des quartiers échus, ils estiment que le diocèse, cotisé à 7.240 livres au titre de l'équivalent, contribue pour près de 3.000 livres en sus. Encore dans les règlements le fermier déprécie-t-il arbitrairement la monnaie, commettant une nouvelle escroquerie au détriment de ses débiteurs. Pour les plaignants ces agissements (89) sont d'autant plus scandaleux que l'affermage tel qu'il est pratiqué attente à un privilège qui leur aurait été accordé lors de l'établissement de l'équivalent : « *fut par lesdits trois estatz (de Languedoc) avec les gens du grand conseil du Roy certain ordre donné et façon de exhigir ledit droit sur ce faiz certains articles et advis et ordonné que par une chascune seneschaucée et diocèse seroit vendu ledit droit au plus offrant et dernier encherisseur auquel achacteur appartendroit tout le prouffit qu'il en pourroit lever exceptés les diocèses de Viverois, Vellay et Givaudan, lesquelles porroient faire receveur a leur vouloir, a leurs perillz et fortunes* ». En réalité les membres

(88) Cahier publié par J. Régné : *Hist. du Vivarais*, t. II, p. just. XVI, pp. 495-504.

(89) Tous les fermiers fort heureusement n'étaient pas de même acabit : Aug. Le Sourd cite en exemple de générosité Jean Nicolay, du Bourg Saint-Andéol (*Essai sur les Etats de Vivarais*, pp. 221-224, note 201).

de l'assemblée vivaraise tiennent pour un privilège ce qui constituait le droit commun du pays de Languedoc dans les toutes premières années de l'imposition de l'équivalent (90). Dans le diocèse d'Albi d'ailleurs Duran del Pradal « *ordenat recebedor per las gens dels tres estatz de la diocesa* » exerce toujours ses fonctions en 1451 (91) ; mais alors, rappelons-le, celles-ci ne consistent plus qu'à recouvrer la somme représentant le complément du prix du bail. De toute façon le cahier des doléances des Etats de Vivarais constitue un témoignage précieux des exactions commises par les fermiers. Sa rédaction démontre en même temps que l'assemblée diocésaine ne se désintéresse pas de la chose, ce qui dans une certaine mesure est susceptible de freiner les agissements coupables. Les assemblées municipales peuvent également agir efficacement dans le même sens. Bien que les organes chargés de la levée des droits n'émanent plus de ces assemblées, ils doivent compter avec elles. Citons le cas des consuls du Puy intervenant en 1448 pour faire cesser certaines pratiques préjudiciables à l'intérêt commun, introduites par les fermiers dans la ville pour faciliter le contrôle du débit des denrées imposées (92).

II. -- LA MOINS-VALUE DU PRODUIT DE L'IMPOT SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES

La perception de l'impôt se heurte cependant à de nombreux obstacles. Notons d'abord que l'année financière étant en cours au moment de l'établissement de l'équivalent (93) : fait suffisant sans nul doute pour compromettre le résultat du premier exercice. On sait également que les promoteurs de la réforme s'étaient inquiétés des conséquences de l'imposition de plusieurs droits sur les mêmes denrées (94). Le roi

(90) Les dispositions élaborées par les Etats de la province et arrêtées à Montpellier en octobre 1443 sont suffisamment explicites sur ce point. Néanmoins l'opinion injustifiée des membres des Etats du Vivarais réunis à Largentière en 1451 (le manque d'information des députés est d'ailleurs manifeste à d'autres égards : Cf. infra p. 30) donnera cours à l'idée d'un « *privilège des assemblées cévenoles* » : Cf. notamment : E. Delcambre, *Les Etats du Velay...* pp. 132-133.

(91) *Cordes*, CC-47.

(92) A la demande des fermiers de l'équivalent les conservateurs avaient réglementé l'entrée des vins et du bétail dans la ville du Puy. Notamment l'accès n'était possible que par certaines portes où des contrôleurs étaient installés, entre les mains desquels les muletiers et les conducteurs de troupeaux devaient laisser des gages. Les consuls obtinrent la révocation de ces mesures (Aymard, *Inventaire..* in *Annales Soc. Agric. du Puy*, t. XV (1850), pp. 646-647).

(93) L'année financière de Languedoc commençait le 1^{er} septembre. (Cf. Dognon, *Institutions polit. et adm...* p. 514). L'année financière 1444 était en cours au moment de l'adoption du projet de réforme par les Etats provinciaux (à la mi-octobre 1443). D'autre part l'affectation de la levée des droits impliquait la réunion préalable des assemblées diocésaines chargées de l'assiette. Or ces assemblées ne pouvaient être convoquées qu'après la séparation des Etats provinciaux.

(94) Cf. *supra* note 26.

certaines avait promis d'avoir égard aux représentations qui lui étaient faites à ce sujet (95), mais le problème ne pouvait être résolu du jour au lendemain. C'est ainsi qu'à Toulouse, où le produit du droit de subvention grevant le débit de la viande et celui du poisson serait devenu « *illusoire* » après l'établissement de l'équivalent si l'on en croit les capitouls, le moyen d'aider la ville à supporter ses charges est encore à l'étude au mois de mars de l'année 1445 (96). De toute façon on peut conjecturer que les magistrats municipaux (appelés à jouer le rôle que l'on sait dans la nouvelle administration fiscale) s'acquittaient de leurs fonctions sans excès de zèle dans tous les cas où la perception de l'équivalent préjudiciait à celle d'une taxe levée au profit de leur communauté (97). Certaines assemblées consulaires n'eurent même aucun scrupule à modifier le taux des droits si l'on en juge d'après le tarif en vigueur à Cordes en 1445 (98). Ce tarif (toujours appliqué en 1448) est manifestement établi dans l'intention de favoriser au maximum le débit de la viande de boucherie. D'une manière générale le taux des droits perçus au « *mazel* » de Cordes est inférieur de moitié à celui que les promoteurs de la réforme avaient convenu d'appliquer en pareil cas. Par contre le taux du droit grevant la consommation du poisson est relevé dans une proportion considérable (plus du triple). Enfin un droit spécifique est substitué à la taxe *ad valorem* imposée dès 1444 sur le vin débité dans la province (99), cette denrée étant en outre frappée à la sortie « *de la villa e senhoria* ». Les consuls de Cordes n'étant vraisemblablement pas seuls à interpréter le règlement de cette façon, on s'explique parfaitement que le roi ait critiqué très sévèrement l'administration de l'impôt — allant jusqu'à proclamer en 1445 que « *se iceles aydes eussent esté par (les) officiers qui en avoient la charge bien levées et gouvernées elles eussent valu la moitié plus qu'elles ne foisoient* » ! En fait les Etats de Languedoc — ses interlocuteurs — n'étaient pas prêts d'être convaincus, persuadés qu'ils étaient du caractère provisoire de la nouvelle imposition, et en outre imbus de l'idée que le roi devait « *estre content de son domaine et droiz anciens et ordinaires* » (100).

Les agissements de certaines personnes se prétendant privilégiées ne contribuent pas pour peu à accroître les difficultés de la perception. M^e Jean Tiray qui remplit en 1447 les fonctions de juge ordinaire dans la ville de Nîmes mérite à cet égard une mention particulière : ayant fait abattre « *certaines bœufs siens propres et après ce fait faire inhibition et deffense aux bouchers de lad ville... de tuer autres beufs jusques a tant que les siens fussent vendus* », il refuse d'acquitter l'impôt sous prétexte que « *iceux beufs estoient du roy* », et comme le fermier tente de faire valoir ses droits, Tiray « *fureusement et par voye*

(95) Cf. *Hérault*, A-46, f^o 1, le texte du traité (disposition finale) conclu en octobre 1443 entre les Etats et le roi au sujet de l'équivalent.

(96) *Toulouse*, AA-38, 53.

(97) Plusieurs lettres de conservateurs font état de la « *négligence et deffaulte* » des autorités locales (*Montpellier*, BB-52, 21 avr. 1444 ; *Aude*, XXXII-C-12, f^o 64).

(98) Publ. par Portal, *op. cit.*, p. 595.

(99) Sur l'imposition des vins au titre de l'équivalent en 1444, Cf. *infra* p. 28.

(100) Doléances (art. 5) 1445. Rappelons qu'aux termes de l'accord conclu en 1443 l'équivalent devait être perçu pendant trois ans.

de fait print et ousta ung livre que pourtoit led (fermier) ouquel estoit escrit... l'émolument dud droit... et le luy oustant violemment et rigoureusement rompist aucuns fuliers... et non content de ce que dit et perseverant en sa fureur print (le fermier) vilainement au coulet de sa robe le voulant jeter a terre, disant teles paroles ou... semblables, menez le ribaut ou le traidez par les pieds en prison... et plusieurs autres paroles injurieuses » (101). De tels faits restent exceptionnels. Les gens d'église et autres « studians et scolliers » par contre se livrent journellement à des pratiques frauduleuses : sous le prétexte de vendre le produit de leur bénéfice ils débitent du vin acquis par achat ou recueilli de divers héritages qui de toute ancienneté supportent le poids de la taille (102). De plus invoquant les nécessités de leur approvisionnement (103) — notamment faisant saigner et saler « plusieurs et un grant nombre de pourceaulx pour ung an que ne mange(raient) ne ne leur (serait) nécessaires de quatre » — ils étendent leur trafic à d'autres denrées, et lorsque les fermiers et les préposés à la levée des droits tentent de s'opposer à leurs entreprises ils les font assigner « par devant plusieurs conservateurs soi-disant de privilèges et autres juges spirituels tellement qu'à l'occasion desd. inqueçations et molestations n'en osent rien exiger ni lever dud. droit ains leur est forcé le laisser perdre » (104).

D'un autre genre la tentative d'affranchissement de l'évêque de Mende, seigneur de la ville maitresse et de plusieurs places du pays de Gévaudan, a également une autre ampleur. Notons simplement qu'au moment de l'établissement de l'équivalent le prélat, invoquant pour les « habitants, hommes et sujets de ladite terre d'ycelle eglise de Mande » le bénéfice d'un privilège général en matière fiscale, était en procès avec les gens du roi devant le parlement de Paris (105). Le recours à la voie judiciaire d'ailleurs n'exclut pas l'emploi de la violence, et en 1440 les habitants de Mende se livraient à des excès sur la personne des élus, des fermiers et des préposés à la levée des aides (106). Bien que les droits d'équivalent soient perceptibles « en quelque terre que ce soit » — les lettres royaux expédiées de Saumur le 11 octobre 1443 précisent : *dans tout le pays du Languedoc, sur les terres relevant immédiatement du roi comme sur celles relevant des comtes d'Armagnac, de Foix, de Castres et autres barons ainsi que sur celles qui appartiennent aux gens d'église* (107) — l'évêque persévère dans son attitude, au point que les Etats provinciaux provoquent à deux reprises l'intervention du roi (108). L'impôt sera finalement perçu dans le diocèse de Mende, mais le fermier Pierre Almodenc est encore troublé

(101) *Hérault*, A-12, f° 90. Sur Tiray (ou Tizay), Cf. Dupont-Ferrier, *Gallia-Reggia*, t. I, 3561.

(102) Les gens d'Eglise étaient exempts du droit au regard du produit de leur bénéfice : Cf. *infra* p. 28.

(103) On sait que les gens d'Eglise étaient exempts pour le bétail qu'ils faisaient abattre en vue de leur approvisionnement : Cf. *supra* p. 17.

(104) Mandement 27 août 1449 (*Cordes*, CC-47).

(105) *Hérault*, A-II, f° 106 v° et 272.

(106) *Hérault*, A-II, f° 212.

(107) *Toulouse*, AA-38, 43.

(108) Décl. 26 févr. 1444 et 17 mars 1445 (*Toulouse*, AA-38, 47, 54). Enregistrement parlement Toulouse 5 juin 1444 (*HL*, t. X, pr. cc. 2213-2214).

dans la jouissance de ses droits au mois d'octobre de l'année 1445 (109) Ajoutons que les conservateurs paraissent avoir joué dans cette affaire un rôle effacé. De toute façon le parlement de Toulouse, à peine installé, n'a pas hésité à empiéter sur leur juridiction (110) — ce qui sans aucun doute n'a pas contribué à accélérer le règlement du conflit.

Le nombre et l'ampleur des difficultés n'expliquent pas à eux seuls l'insuffisance du revenu de l'impôt. Il faut savoir que la première année (1^{er} septembre 1443 — 31 août 1444) il ne fut même pas possible de réunir le quart de la somme dûe au roi ! Vraiment la surprise eût été par trop amère. Nous n'hésitons pas à croire que cette moins-value, sans avoir été délibérément provoquée, était prévue par les promoteurs de la réforme fiscale. Très à propos d'ailleurs : l'effet produit sur les Etats aussi bien que dans l'entourage royal fût tel que l'on se résolut d'un commun accord à taxer les vins et à imposer le taillable — deux mesures vraisemblablement délibérées dans le cadre de la réforme, mais dont l'application avait été différée pour des raisons d'opportunité.

L'éventualité d'une taxation des vins a été envisagée dès l'origine : les dispositions de l'article 19 du projet dressé en mars 1443 en témoignent. Au mois de septembre de l'année suivante 1444, les Etats étant réunis à Montpellier (111), la décision est prise de percevoir la taxe « *par manière de soquet* » à compter du 1^{er} novembre 1444. Le tarif est fixé au sixième du prix de vente, étant entendu qu'il s'agit d'un droit de détail (112) perceptible chez tous les débitants, professionnels ou non, à l'exception des gens d'église et des nobles vivant noblement au regard du vin de leur cru ou du produit de leurs bénéfices (113).

L'autorisation d'imposer sur le taillable la somme correspondant à la moins value de l'équivalent est arrachée au roi « *après grand poursuite* ». Précisons immédiatement qu'à l'issue de la première année cette moins-value se monte à 62.321 livres tournois. Aussi bien s'explique-t-on la résistance du roi qui dès l'origine ne s'était pas mépris sur les intentions des promoteurs de la réforme. Le souverain, redoutant les machinations des membres de l'aristocratie marchande n'avait admis le principe de l'équivalent, on le sait, qu'à la condition d'imposer la somme de 80.000 livres sous une forme autre que par taille ou fouage. De toute façon l'autorisation étant obtenue, la somme de 62.321 livres est répartie entre les sénéchaussées d'après le rôle contributif dressé au moment de l'affermage, compte tenu évidemment des prestations effectuées entre temps. La sénéchaussée de Toulouse est ainsi cotisée à 15.891 livres 17 sous 2 deniers, celle de Carcassonne à 27.109 livres 12 sous 8 deniers et celle de Beaucaire à 19.319 livres 10 sous 2 deniers (114). Dans le cadre de chaque sénéchaussée la répartition est faite

(109) *Hérault*, A-12, f^o 29.

(110) *Hérault*, A-12, f^o 1, 7 v^o, 29 v^o.

(111) Comme l'année précédente Tanguy du Chastel, Jean d'Etampes Jacques Cœur et Etienne de Cambrai président l'assemblée au nom du roi, en compagnie de Jean de Jambes (*HL*, t. XI, p. 8).

(112) *Hérault*, A-241, f^o 56 ; BN lat. 9178, f^o 64. La fraude étant couramment pratiquée sous le couvert du commerce de gros, les conservateurs préciseront que l'impôt est dû en cas de vente « *a barrault, setier ou autrement... au dessous de demi-charge ou saumade* » (*Hte-Gar.* C-2182, f^o 53 v^o sq.).

(113) *Hte-Gdr.* C-2182, f^o 53 v^o-54.

(114) BN lat. 9178, f^o 67-73.

entre les diocèses (115) ; finalement la cotisation de chaque ville et de chaque paroisse est réglée. Les administrateurs municipaux chargés de la levée des deniers peuvent cependant — lorsque le débit des denrées taxées a été contrôlé quelque peu sérieusement — exercer un recours contre les contribuables retardataires ou récalcitrants. Les consuls du Puy notamment poursuivaient encore en 1447 quelques bouchers de la ville « *reffusants et dillayants* » de solder leur arriéré (116).

Sans doute par la suite l'importance de la moins value diminue considérablement — 7.000 livres dans la sénéchaussée de Beaucaire à l'issue de la deuxième année (31 août 1445) (117) — mais le problème de la compensation des fonds manquants ne cesse pas de se poser. On peut citer en exemple le cas du diocèse d'Albi : en 1448 alors que le diocèse est cotisé à 3.400 livres, les partisans proposent leurs bons offices pour 2.327 livres. L'année suivante (1^{er} septembre 1449 — 31 août 1450) la levée des droits étant affirmée pour 24.900 livres dans la sénéchaussée de Carcassonne, cotisée à 32.000 livres, le diocèse doit contribuer pour 433 livres 9 sous 6 deniers au paiement de la somme représentant le complément du prix du bail. Il en sera de même en 1450-1451, le bail étant renouvelé au prix de 22.250 livres (118). Aussi bien les commissaires députés par les conservateurs se résolvent-ils à taxer le vin vendu en gros, à ordonner la perception dans le diocèse, au titre de l'équivalent, de l'ancienne aide du vingtième (119). Il n'est pas possible d'autre part de négliger l'action des consuls, bien qu'elle n'ait pu être déterminante que pendant la brève période au cours de laquelle ils ont dirigé l'administration locale de l'impôt. En cas de déficit « *los cossols, scindix ho juratz de cascun loc* » du diocèse d'Albi étaient habilités à « *metre sus alcuna causa victual et alor mens gravabla et mays aprofechabla alcun cart per pagar la soma a els baylada* » (120), et il leur arriva sans doute d'exploiter cette possibilité dans un sens conforme aux

(115) Les diocèses de la sénéchaussée de Beaucaire sont ainsi taxés :

Maguelonne	3.905 livres 6 sous
Nîmes	4.195 livres 17 sous
Uzès	3.614 livres 14 sous
Viviers	3.573 livres 3 sous
Le Puy	2.645 livres 16 sous
Mende	1.384 livres 14 sous 2 deniers

(Hérault, A-233, f^o 19). Les renseignements font défaut en ce qui concerne la cotisation des diocèses compris dans les autres sénéchaussées. On sait seulement que le diocèse d'Albi fut cotisé à 1708 livres 12 sous (Cordes, CC-45).

(116) E. Delcambre : *un inventaire inédit...*, in *Bull. hist. du Puy et de la Hte-Loire*, tome XVI, 1931, p. 35, n^o 224.

(117) *BN fr.* 23901.

(118) *Cordes*, CC-47.

(119) *Cordes*, CC-47. Pour la sénéchaussée de Beaucaire, Cf. lettre des conservateurs inventoriée en 1652 dans les archives du consulat du Puy (Delcambre, in *Bull. hist.*, tome XV (1930), p. 41, n^o LXXIII) : la lettre (qui date des années 1448-1450, et non pas 1408 comme porte l'inventaire) montre que le vin était imposé suivant le taux de « *III s. torn. pr. quintal, et le VII (il faut lire très certainement le VI^e) du vin à détail* ».

(120) Les consuls tenaient ces pouvoirs des assemblées diocésaines (en 1444-1445) et des conservateurs (par la suite). Il était expressément spécifié qu'en aucun cas le déficit ne pourrait être comblé par le produit d'un impôt levé « *par manieyra la talhe* » (*Corbes*, CC-47).

intérêts de la communauté, encore que les renseignements que nous possédons sur la politique pratiquée à Cordes nous laissent perplexe. A Toulouse les capitouls étaient également à la recherche d'un expédient : en 1448 le déficit de 900 livres est comblé au moyen d'un prélèvement dans la caisse du soquet (121). Mais c'est en fin de compte le taillable qui dans la plupart des cas est sollicité (122) et qui supporte le poids des emprunts que « ceux du pays » doivent faire « pour grand reste en quoi ils sont tenus à cause de l'équivalent » (123). La déposition d'Etienne Perronne au procès de celui qui fut le promoteur de la réforme fiscale prend ainsi tout son sens : « *ledit pays (de Languedoc) a esté fort appauvry puis la venue dudit Jacques (Cœur) à cause des charges plus grandes au double qu'elles n'estoient auparavant* » (124)... Il reste que l'argentier n'est pas responsable de la mauvaise administration de l'impôt. En 1447, en compagnie des autres commissaires royaux, il ne cache pas aux députés languedociens contrits que « *le roi (est) mal content que au temps passé se soit rens mis par taille a cause de l'équivalent et ne voulait qu'il se continuast* » (125). Le souverain n'ignore pas les abus commis dans le déroulement de ces opérations. Au reste les Etats provinciaux pour obtenir le pardon reconnaissent les faits : les receveurs et autres qui se sont mêlés de l'administration financière — capitouls, consuls, syndics, clavaires, etc... — ont « *pris profit et intérêt tant sur ledit pays que sur les villes et lieux particuliers, tant pour avoir avancé le payement de(s) deniers, comme pour avoir attendu le payement d'iceulx que ilz ont... imposé et mis sus par manière de taille ce que leur a convenu payer de leur cote de lequivalent..., outre la valeur des arrendemens de la chair, vin et poisson* » (126). L'amnistie est accordée — moyennant 20.000 livres (127) — et en outre les accords conclus en 1443 sont révisés dans un sens conforme, sinon aux vues des promoteurs de la réforme fiscale, du moins aux enseignements de l'expérience : le montant de la contribution imposée au titre de l'équivalent sur la viande, sur le poisson et sur le vin est réduit de 10.000 livres par an à compter du 1^{er} septembre 1450 (128). Pendant deux ans une taxe compensatrice sera assise sur le taillable (129) — au grand émoi des Etats du Vivarais qui, ayant

(121) Toulouse, AA-38, 60. En 1450 le déficit à Toulouse est de 500 livres (Toulouse, comptes 1458, f^o 27).

(122) Doléances 1445, art. 39.

(123) Montpellier, BB-53. En 1448 la somme de 5.000 livres est répartie entre les diocèses « pour l'intérêt de certains emprunts » faits à cause de l'équivalent. Le diocèse de Maguelonne est cotisé à 313 livres 7 sous 1 denier (Arch. Nat., K-691, 7).

(124) Du Fresne de Beaucourt : Le procès de Jacques Cœur, *Rev. Quest. hist.* t. XLVII, 1890, p. 452.

(125) Doléances 1447, art. 45 ; Cordes, AA-19 f^o 16 vo.

(126) Hérault, A-2, f^o 399.

(127) HL, t. XI, p. 21 ; Arch. Nat., K-691, 7 et 8 ; Hérault, A-2, f^o 399 ; A-233, f^o 33.

(128) Mesure sollicitée en 1448 (Arch. Nat., K-691, 7) et 1449 (HL, t. XI, p. 22), obtenue en 1450 après envoi d'une ambassade composée entre autres de deux conservateurs : Otto Castellain et Pierre Teinturier (Hérault, A-233, f^o 33).

(129) HL., t. XI, p. 25 ; Arch. Nat., K-691, 9.

attribué une toute autre portée à la mesure prise, constatent qu'en fait aucune distraction de deniers n'est opérée en leur faveur (130) — après quoi sur les instances qui lui sont faites, le roi se décide à accomplir un geste qui n'ait pas seulement une valeur sur le plan théorique : il fait grâce au pays de Languedoc de ces 10.000 livres (131).

A la même date (13 avril 1452) toujours à la prière des Etats qui, mis au pied du mur (132), n'ont pas pu se déterminer au rétablissement des aides (133), le roi donne commission à l'évêque de Carcassonne, général sur le fait des finances, à Tanguy du Chastel, chambellan, à Jacques de Meaux, à Gilles Le Lasseur et à Jean Gencien, respectivement président et conseillers au parlement de Toulouse, et à M^e Etienne Petit, trésorier général de Languedoc, de « *besogner* » avec les représentants de la province « *sur le contenu esdits articles et requestes* » qui lui ont été adressés au sujet de l'équivalent. Les commissaires disposent de pouvoirs très étendus ainsi qu'on peut en juger d'après le texte des lettres royaux : « *Prolonge(z) et alonge(z) ledit equivalent à tel temps que verrez estre convenable, icelluy fai(tes) lever, regir et gouverner en la forme et maniere qui a esté par cy devant ou autre, et de telle charge et sur telles autres choses et membres de marchandises que adviserez estre pour le mieulx ; commett(ez) et ordonne(z) pour le fait et exercice dudit equivalent telles gens, tant conservateurs que autres, tels que verrez estre necessaires et profitables, et leur baille(z) vos lettres de commission à ce necessaires et convenables, jusques à ce que par nous en soit autrement ordonné, nonobstant quellesconques lettres que aucuns ayent ou pourroient avoir de nous sur ce, et lesquelles lettres que leur baillerez sur ledit equivalent nous aurons agreables* ». En outre les commissaires ont pour mission de s' « *informer... et enquérir des sommes de deniers qui ont esté mises sus audit pays sans congié, autorité et licence aucunes fois... outre et par dessus (la) taille et soubz ombre de l'equivalent* », et ils doivent châtier les coupables... : conservateurs, receveurs et fermier (134). La menace produit un certain effet : les conservateurs alertés entreprennent de faire rentrer les fonds ; et certes l'arriéré est considérable. Dans la sénéchaussée de Beaucaire au mois d'octobre de l'année 1452 près de 70.000 livres sont dûes par les fermiers au receveur général de l'équivalent Aubert Pavais (135). Des mesures de contrainte sont prises et de plus il faut imposer 3.000 livres sur le taillable pour parfaire la somme correspondant à la

(130) Doléances, art. I et II, Etats Vivarais 1451 (publ. par J. Régéné, *op. cit.*, pp. 495-504).

(131) Mesure prise le 13 avril 1452, applicable à compter du 1^{er} sept. (*Hérault*, A-46, f^o 12).

(132) Sur le choix offert aux Etats réunis à Toulouse en février 1451 entre l'imposition de l'équivalent et celle des aides, Cf. *Montpellier*, BB-60, le témoignage des députés de la ville de Montpellier. La réponse devait être donnée aux Etats suivants. La relation par les députés de Montpellier de la session des Etats tenus à Toulouse en 1451 est publiée par Gilles : *Les Etats de Languedoc*, p. just. n^o 9.

(133) L'indécision des montpelliérains sur ce point (*Montpellier*, BB-60) semble pouvoir être généralisée, ainsi qu'il ressort des enquêtes effectuées par la suite dans la province, notamment à Toulouse et alentour (*Toulouse*, AA-73, 4 ; BB-181).

(134) *HL*, t. XII, pr. cc. 30-37.

(135) *Hérault*, A-12, f^o 264 v^o.

part contributive de ladite sénéchaussée (136). Les commissaires cependant passent à l'action : dans le domaine administratif ils dirigent au nom des Etats de Languedoc l'affermage de l'impôt (137), ce qui sans doute explique qu'en 1454-1455, pour la première fois, l'entreprise soit adjugée en bloc dans toute l'étendue de la province (138). On peut d'ailleurs se rendre compte d'après le montant du prix de l'adjudication (72.000 livres) qu'aucune modification des tarifs en vigueur ne s'imposait. Les commissaires n'en restent pas là. Ils prolongent leur action sur le terrain juridictionnel, au moins en ce qui concerne le contentieux de l'adjudication. On les voit ainsi régler de leur propre autorité le conflit opposant les fermiers généraux Arnault Stellot, Antoine de Bages et Guiraud Chérueil à un concurrent évincé, M^r Jean Fermier, les conservateurs n'intervenant dans la circonstance que sur commission du trésorier général pour recevoir le cautionnement de l'un des fermiers (139).

III. — L'ÉQUIVALENT DANS LA MAIN DU ROI

L'action des commissaires, incisive et probante, n'est certainement pas au goût de l'assemblée provinciale, laquelle n'espère pas tant une réforme que la suppression pure et simple de l'équivalent. Celui-ci était affermé jusqu'au 31 août 1455. Que se passe-t-il exactement aux Etats réunis à Toulouse au mois de février de cette année-là ? Les procès-verbaux faisant défaut, nous sommes réduits à des conjectures. Les représentants de la province vraisemblablement se refusent à consentir l'imposition pour une nouvelle période ; sans doute n'imaginent-ils pas que les commissaires royaux passent outre à leur décision. C'est pourtant ce qui se produit. La levée de l'impôt est adjugée pour trois ans au prix de 73.000 livres par an (140) « sans le vouloir et consentement dudit pays et sans y appeler lesdits conservateurs » ; et lorsque les Etats protestent — « car par ce moyen ledit equivalent est hors des mains et gouvernement dudit pays » — le souverain leur rétorque qu'ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes : « ceux dudit Pais... le mirent hors de leurs mains et abatirent, sans congé ne autorité dudit Seigneur. Pourquoy il a esté meu et a eu cause de le prendre en sa main et de le faire bailler à ferme et pour le bien du Pais mesme ». Au reste le bien fondé et l'opportunité de la réforme ne sont pas discutables : « quand il estoit és mains de ceux dudit Pays de Languedoc, par faute de bon ordre, ou autrement leur falloit chacun an, pource qu'ils ne pouvoient parvenir a leur somme, mettre sus par manière de Taille aucune somme, dont les subiects du Roy estoient fort grevez » (141).

Lorsque les Etats réunis l'année suivante (1456) à Montpellier communiquent leurs doléances au roi, ils ont pu méditer à loisir sur leur

(136) BN lat. 9178, f^o 97-98 ; Hérault A-236, f^o 107 ; HL., t. XII, pr. cc. 37-39

(137) Hérault, A-13, f^o 21.

(138) Les conservateurs procédaient dans le cadre de la sénéchaussée.

(139) Hérault, A-13, f^o 21.

(140) Y compris le prix de l'abonnement à l'imposition foraine, fixé à 3.000 livres. Par conséquent le prix d'adjudication de l'équivalent doit être ramené à 70.000 livres.

(141) Doléances, art. 26 (Caseneuve, *Charles...* pp. 138-139 et 150-151).

infortune. Leur préoccupation, encore qu'exprimée en termes déférents, reste cependant inchangée : il s'agit d'obtenir, sinon la suppression des droits, du moins une réduction du montant de la contribution, et en outre l'exécution des dispositions arrêtées en 1443 relativement à l'administration de l'impôt. En ce qui concerne le premier point un fait mérite d'être noté : l'assemblée pour la première fois s'intéresse d'une manière ostensible au sort du « *pauvre peuple* » qui supporte une charge « *grandement grevable et desplaisante* » du fait de l'équivalent : « *tant à l'occasion de la chair du couteau et des provisions, laquelle charge tombe, et chiet la plupart sur les Laboureurs et gens de Villages, comme aussi à l'occasion de la charge qui est sur le poisson de mer, qui ne se pesche que par pauvres Gens de labeur, en tres-grand danger et péril de leurs personnes, tant pour la fortune de mer comme pour les pirates et robbeurs qui courent par ladite mer* ». Le roi a beau jeu de répondre aux Etats que c'est « *à leur tres grand instance, priere et requeste* » qu'il a consenti jadis à l'établissement d'un équivalent aux aides, et il rappelle qu'il a depuis — « *pour tousjours soulager sondit pays de Languedoc* » — rabattu 10.000 livres sur le montant de l'imposition. Pour le présent il ne peut être question d'un nouveau rabais d'autant que la levée des droits est affirmée pour un trienne « *à gens qui en rendent chacune desdites trois années, soixante et treize mille francs ou environ* ». Cette raison à elle seule explique les réticences du roi en ce qui concerne le deuxième point de la demande des Etats : « *Que ledit équivalent soit remis és mains et gouvernement dudit Pays* ». Quel que soit son désir de ménager la susceptibilité des requérants le souverain manifestement entend se réserver le contrôle de l'administration de l'impôt. Il se déclare « *content que ladite ferme soit au nom dudit Pays... et que l'argent s'en lève au nom d'iceluy* », mais il exige que les Etats « *entretiennent aux fermiers ce que par ses officiers, commissaires, à faire ledit arrentement, leur a esté permis, et que la somme vienne ens* ». Surtout les représentants du Languedoc n'obtiennent aucune précision sur les conditions dans lesquelles la levée des droits sera affirmée dans l'avenir ; ils sont simplement assurés que les conservateurs pourront exercer leurs fonctions « *tant que la chose sera bien conduite et gouvernée* » (142).

Les Etats ne s'y trompent pas. En mai 1458 — trois mois par conséquent avant le renouvellement du bail — ils tentent une ultime manœuvre : ils imaginent d'« *accorder* » et d'« *octroyer* » au roi le produit de l'équivalent pendant un nouveau trienne, en garantissant le paiement de soixante treize mille livres tournois par an (y compris l'imposition foraine), « *pourveu qu'il (l'équivalent) feust au long d'icelles troys années regi et gouverné par les conservateurs de premier instituez en icellui droit, et tout ainsi qu'il a pleu aud. seigneur l'octroyer et accorder aud. pays, tant à l'institution premiere d'icellui droit comme depuis par plusieurs foiz* » (143). Mais Charles VII ne se laisse pas abuser par cette fausse générosité : la levée des droits pendant la période triennale comprise entre le 1^{er} septembre 1458 et le 31 août 1461 est affirmée pour 73.370 livres par an (y compris le prix de l'abonnement à l'imposition foraine) par les soins de ses « *gens et officiers* » réunis à Pont-Saint-

(142) Doléances 1456, art. 26.

(143) Instructions pour Michelet Teincturier... pour remontrer au Roy (publ. par L. Guiraud, *op. cit.*, p. j. n° 4, pp. 126-130).

Esprit en juillet 1458 (144). Les Etats de Languedoc, qui ne sont pas assemblés à Pont-Saint-Esprit cette année-là, ne participent donc pas à l'adjudication. Les commissaires royaux règlent même par avance l'emploi de la somme (370 livres) correspondant à la plus value du produit annuel de l'impôt. Les Etats auraient-ils eu l'occasion d'inscrire une telle question à leur ordre du jour? Le doute est permis. En tout cas les fonds sont affectés au paiement des gages des conservateurs et des autres officiers de l'équivalent « *afin que plus soigneusement ils puissent entendre et vaquer à l'expédition des causes pendantes par devant eux* » (145). Les conservateurs en effet sont cantonnés dans leurs fonctions juridictionnelles et encore dans ce domaine se signalent-ils par leur incurie : « *chascun crie — constatent les consuls de Montpellier en 1460 — car on ne set ou trouver justice pardevant eulx* » (146). Il est vrai que les offices, si l'on en croit l'auteur d'un *Traité du Droit d'équivalent* paru en 1616, étaient tombés entre les mains de « *gens de basse condition, idiots et non lettrés, ny entendus au faict de la justice ny au manienement des finances* » (147).

Bon gré mal gré les représentants des intérêts du pays doivent prendre leur parti de la mainmise royale sur l'équivalent. En 1461 l'impôt est affermé pour la dernière fois sous Charles VII — quelques jours sans doute avant la mort du roi survenue le 22 juillet — sans aucune manifestation de leur part ; et le 17 septembre Louis XI confirme pour un nouveau trienne (1^{er} septembre 1461 — 31 août 1464) Nicolas Bourracier et Arnault Stellot dans les droits découlant de l'adjudication qu'ils ont obtenu des officiers de feu son père au prix de 73.666 livres 13 sous 4 deniers par an (148).

PRIX DU BAIL A FERME DE L'EQUIVALENT
DANS LES DERNIERES ANNEES DU REGNE DE CHARLES VII
ET AU DEBUT DU REGNE DE LOUIS XI

(y compris le prix de l'abonnement — 3.000 livres — à l'imposition foraine)

1 ^{er} septembre 1454 — 31 août 1455	72.000 livres (149)
1 ^{er} septembre 1455 — 31 août 1456	} 73.000 livres
1 ^{er} septembre 1456 — 31 août 1457	
1 ^{er} septembre 1457 — 31 août 1458	
1 ^{er} septembre 1458 — 31 août 1459	} 73.370 livres
1 ^{er} septembre 1459 — 31 août 1460	
1 ^{er} septembre 1460 — 31 août 1461	
1 ^{er} septembre 1461 — 31 août 1462	73.666 livres
1 ^{er} septembre 1462 — 31 août 1463	} 13 sous 4 deniers

(144) BN fr. 25713,27. Cf. également *Nîmes*, EE-4, f° 56 v°, lettres royaux 19 mai 1461 : il y est question de la ferme « *tenue* » du roi.

(145) BN fr. 25713,27.

(146) Loys de Taulignan et Pierre Teinturier notamment sont en conflit avec les Etats de la sénéchaussée de Beaucaire (L. Guiraud, *op. cit.*, p. j. n° 4, pp. 126-130).

(147) Daniel de la Coste, l'auteur du traité en question, ne paraît pas avoir fait œuvre d'imagination sur ce point : Louis XI dans ses lettres du 12 sept. 1467 s'exprime à peu près dans les mêmes termes (*Hérauld*, B-I, f° 1).

(148) *Toulouse*, AA-39, 1 et 2.

(149) Les Etats réunis à Montpellier en avril 1454 imposent 1.000 livres sur le taillable pour parfaire la sommes exigée (*HL*, t. XI, p. 35, note 2).

SECTION III

Historique d'une tentative de réforme fiscale (1462-1465)

On sait que Louis XI dès son avènement s'engage résolument dans une politique de réforme fiscale. D'une manière générale il tient à prendre l'avis des Etats provinciaux et des représentants des villes mais, sans négliger les observations qui lui sont faites, il impose dans chaque pays l'exécution d'un plan conçu en fonction d'une préoccupation dominante : s'assurer des rentrées certaines. Ses réactions contre la variété des contributions, ses efforts tendant à centraliser dans le cadre de chaque pays l'administration des ressources fiscales : autant de manifestations du souci du souverain de faciliter les opérations de recouvrement, autant de témoignages du dessein qu'il a formé de séduire les détenteurs de capitaux, de les engager à se charger de la levée des droits afin de pourvoir ponctuellement aux exigences du Trésor (150).

Les Etats de Languedoc où le successeur de Charles VII dispose d'interlocuteurs animés des meilleures intentions à son égard (151), sont — avec ceux de Normandie (152) — les premiers informés des projets de réforme. Précisons que l'assemblée languedocienne se tient à Montpellier au mois de mars de l'année 1462 (153), et que parmi les commissaires royaux figure Guillaume de Varye qui a été l'associé de Jacques Cœur et qui s'avèrera à plus d'un titre le digne successeur de celui-ci (154). C'est d'ailleurs Guillaume de Varye qui est chargé de sonder l'assemblée. Habilement il fait part à celle-ci de la contrariété du roi conscient des « *mangeries* » dont le « *menu peuple* » souffre du fait de l'imposition des droits d'équivalent et de la taille, pour aussitôt se porter garant des bonnes dispositions du souverain « *si patria velit certam summam pro omnibus offerre et levet dictam summam super membris minus dampnosa* ». Les Etats, qui n'avaient jamais ménagé leurs critiques à l'égard des impositions traditionnelles et qui fréquemment et vigoureusement

(150) Cf. notamment R. Doucet : *Le gouvernement de Louis XI*, Revue des Cours et Conférences (1923-1924) p. 524 ; R. Gandilhon : *Politique économique de Louis XI*, pp. 95, 403-404.

(151) Lettre des commissaires royaux, 14 mars 1462 (HL, t. XII, pr. cc. 175-177, et rectific. par A. Thomas, *Ann. Midi*, t. XXI, 1909, pp. 212-214).

(152) Cf. R. Gandilhon, *op. cit.* pp. 282-283.

(153) *Lettres de Louis XI* publ. par J. Vaesen et E. Chavavay, t. X, p. 170.

(154) Guillaume de Varye, général des finances, fut également — comme Jacques Cœur — chargé du service de l'argenterie. Sur sa participation à l'élaboration des principales mesures de caractère économique et financier prises pendant la première partie du règne de Louis XI, Cf. R. Gandilhon, *op. cit.*, pp. 92-93. Comme Jacques Cœur, de Varye était le porte-paroles des « *gros marchands ou sociétés de commerce françaises dont les intérêts étaient concentrés dans le midi de la France et notamment dans la région de Montpellier* » (id. pp. 227-228).

avaient dénoncé la cupidité et la brutalité des fermiers, se tiennent cependant sur la réserve ; car c'était au fond le bien fondé du principe de l'imposition permanente que l'assemblée sous un prétexte ou sous un autre discutait. Quand au fermiers certes ils commettent des exactions, mais comment se passer d'eux ? Surtout la politique fiscale inspirée par Jacques Cœur facilitait grandement les relations commerciales du Languedoc avec les pays étrangers et plus d'un membres des Etats sans doute était personnellement intéressé à la poursuite de l'expérience. Ajoutons qu'aucune précision ne peut être fournie à l'assemblée en 1462 sur le montant de la compensation que le pays devrait au roi en cas d'abolition des impositions traditionnelles ; or le produit des droits d'équivalent excédait à ce moment-là la somme de 73.000 livres.

Le souverain n'en persiste pas moins dans son dessein. Le 13 juin 1463 de Toulouse où il séjourne il donne commission au seigneur de Clermont-Lodève, à Jean Dauvet, premier président du parlement, à Guillaume de Varye, à Etienne Petit et à Jean Reilhac, trésorier de Nîmes, d'assembler les Etats à Montpellier le 30 du même mois et d'imposer, « *pour et au lieu des deniers qui chacun an se levoient... par tailles et autrement, certaines sommes de deniers sur aucunes denrées, marchandises et autres membres... pour voir et essayer si la chose se pourra mieux conduire au bien et soulagement de(s) sujets qu'elle n'a esté par cy-devant* » (155). Le tarif des nouveaux droits est inclus dans les lettres royaux, mais le roi reconnaît à ces commissaires le pouvoir de le modifier dans le cas où il leur apparaîtrait, au cours de l'affermage, que « *lesdits membres et charges ne puissent par ledit arrentement monter chacun an à la somme que (lui-même) a accoutumé... d'avoir et prendre audit pays pour fournir à (ses) affaires* ». Précisons immédiatement que la viande le poisson et le vin sont toujours imposés. La viande de boucherie, il est vrai, est taxée à tant par livre carnassière, ce qui constitue une innovation par rapport au tarif précédent établi d'après la variété du bétail. En ce qui concerne les « *chairs de provisions* » (156) et le poisson par contre le mécanisme de l'imposition n'est pas modifié ; sans doute ces denrées sont-elles plus lourdement frappées (157), mais l'exemption totale accordée aux pêcheurs pour la « *première vente à la mer* » constitue une mesure répondant aux aspirations du « *menu peuple* ». Le tarif comprend en outre des droits de production (sur le vin, l'huile, le pastel, le fromage, la laine, le cuir et les draps), des droits d'entrée (sur la laine, les draps et les produits de mercerie, d'épicerie, de droguerie, de pelleterie et de cabanasserie) et des droits de sortie du bétail, sur le blé, sur le fromage et sur la laine. Sans entrer présentement dans plus de détails on se rend compte que le système fiscal de Languedoc est bouleversé.

(155) *Hérault*, A-13, f 245 v° sq. ; *HL*, t. XII, pr. cc. 73-77.

(156) Rappelons que l'expression « *chair de provision* » s'applique à la viande exclue du circuit commercial.

(157) En ce qui concerne le poisson le taux du droit double : 5 sous par quintal au lieu de 2 sous 6 deniers. Relativement aux « *chairs de provision* » l'importance de la modification varie suivant le bétail. Le tarif suivant est proposé :

- pour chaque bœuf 10 sous (5 sous sous Charles VII) ;
- pour chaque porc 20 deniers (taux inchangé) ;
- pour chaque mouton (non précisé).

Les Etats à ce qu'il paraît accueillent froidement ces propositions. Les commissaires doivent « *par longtemps conférer et débattre* » avec eux, et finalement l'assemblée présente un contre-projet plus conforme d'après elle aux intérêts du pays et en outre susceptible, du moins l'assure-t-elle, d'intéresser certains « *personnages seurs et souffisans qui feroient valoir par an au Roy... la somme de cent dix mille livres tournois* », indépendamment de la contribution qui serait payée en lieu et place de l'équivalent. Les commissaires se laissent convaincre d'autant plus aisément que les « *advis et articles* » formant le contre-projet « *reviennent et approchent fort au vouloir ou intention* » du roi (158). En fait quelques noms sont ajoutés à la liste des marchandises établies par Louis XI et par ses conseillers, l'innovation la plus remarquable sans aucun doute étant constituée par la généralisation de l'imposition des droits d'entrée. L'assemblée des Etats espère ainsi compenser la moins value devant logiquement résulter de la diminution d'un certain nombre de taxes, tout en répartissant plus équitablement la charge de l'impôt. De toute façon le contre-projet dans son ensemble n'est pas inspiré par des considérations d'ordre économique (159), l'examen de ses dispositions ne peut pas laisser de doute sur ce point (160). On passera successivement en revue les droits de production, ceux de consommation, enfin les taxes imposées sur la circulation des marchandises.

I. — Les droits de production grèvent en premier lieu la viticulture. Toutefois l'assemblée languedocienne a considérablement allégé la charge que le roi se proposait d'imposer sur cette branche de l'activité économique (161) :

— Pour chaque charge (162) de vendange recueillie au pays... 6 deniers.

Les vigneron désireux de faire la récolte doivent le signifier aux traitants. Le paiement du droit peut être effectué en nature (raisin ou vin) ou en espèces, au gré des intéressés. De toute façon les contribuables ne peuvent pas être contraints de l'effectuer dans les quinze premiers jours qui suivent la cueillette. Les gens d'Eglise, les nobles vivant noblement et les privilégiés sont exempts du droit au regard des « *vendanges venant de leurs dixmes et du cru de leurs heritages, lesquels heritages n'avoient accoutumé de contribuer aux tailles* ».

Le vin est en outre taxé à la vente au détail 3 sous 4 deniers pour livre. Ce droit qui n'est autre que l'ancien équivalent du « *sixième* » frappe tous les débitants, les producteurs comme les intermédiaires. Les gens d'Eglise, les nobles, les officiers et tous les privilégiés y sont assujettis, ce qui constitue une remarquable innovation.

Deux autres produits agricoles caractéristiques, l'un du haut-Languedoc — le pastel — l'autre du bas-pays — l'huile — taxés par Louis

(158) *HL.*, t. XII, preuves cc. 78-79 ; *Hérault*, A-13 f° 245 et suiv.

(159) La réglementation fiscale du commerce extérieur de la draperie peut être considérée à ce point de vue comme une exception. Cf. *infra* p. 41.

(160) Le nouveau tarif est publié par Vaissète : *HL.*, t. XII, pr. cc. 80-83 ; Cf. également *Hérault*, A-13, f° 245 sq. ; *BN fr.* 23915, f° 83 sq. ; pour les modalités de l'imposition : *Hte-Gar.*, C-2182, f° 1 à 9.

(161) Le roi avait projeté d'imposer 10 deniers sur chaque charge de vendange (*Hérault*, A-13, f° 245).

(162) La charge (ou saumade) est évaluée à trois quintaux et demi.

XI (dans le projet) d'un droit uniforme de 5 sous par charge, sont ainsi frappés :

- sur toute charge d'huile 2 sous 6 deniers ;
- sur tout cent de pastel en cocagne (163) 5 deniers.

Le paiement de ces deux droits doit être effectué au moulin avant l'enlèvement.

Toute transaction sur le bétail donnant lieu à la perception d'une taxe — ceci sur l'initiative de l'assemblée des Etats (164) — les éleveurs supportent à la première vente le poids de l'impôt :

- sur toute bête à pied rond (pour livre) 6 deniers
- sur tout bœuf ou vache et sur les bêtes à laine (pour livre) 6 deniers
- pour chaque porc d'un an et plus..... (pour livre) 12 deniers

La production fromagère constitue un dérivé de l'élevage. Les producteurs, premiers vendeurs, ne peuvent d'aucune manière échapper à l'impôt :

- pour quintal de fromage vendu au pays 5 sous (165) ;
- du fromage vendu au détail (pour livre) 1 denier (166).

Autre produit dérivé de l'élevage, la laine, abondante en Languedoc, est taxée dans le projet royal d'un droit uniforme de 2 sous 6 deniers par quintal (167). Une distinction sera opérée :

- pour quintal de laine nette 2 sous 6 deniers ;
- pour quintal de laine serge 15 deniers.

Le paiement devait être effectué immédiatement après la tonte.

La pêche est plus favorisée que l'élevage : « le *pescheur de la première vente en gros du poisson de mer frais* » est exempt de droit. Par contre l'impôt grève la salaison :

- pour quintal de poisson salé vendu en gros ou échangé 3 sous 9 deniers.

D'autre part dans la vente au détail l'état du poisson n'est pas pris en considération :

- pour quintal de poisson, frais ou salé, vendu au détail 5 sous (168).

(163) Les feuilles de pastel étaient broyées, et la pâte obtenue était pétrie en forme de boules de 15 centimètres de diamètre environ, appelées « *cocagnes* », que l'on ensachait par la suite. Cette technique facilitait considérablement le transport (Cf. G. Gaster, *Ann Midi*, 1951, pp. 312-319).

(164) Il n'est aucunement question de cette taxation dans le projet royal d'imposition.

(165) Taux fixé par Louis XI.

(166) Taux fixé par Louis XI.

(167) *Hérault*, A-13, f° 245.

(168) Dans le tarif proposé par les commissaires du roi, aucune distinction n'était faite entre les ventes en gros et au détail de poisson salé. Toutes donnaient lieu à la perception du droit de 5 sous par quintal (*Hérault*, A-13, f° 245).

« et au regard du feran, langostes, muscles (moules), enclos, tenilles, carmottes (crevettes), carpes de paluz, cranques (crabes) & coqs (coques ou coquilles) & autres menues espèces de poisson, se paye la moitié des droits seulement ».

Parmi les produits ouvragés en Languedoc les draps et les tissus de laine tenaient incontestablement la première place (169). Les tisserands doivent acquitter un droit *ad valorem* dont le taux, fixé à 12 deniers pour livre par Louis XI (170), est en définitive réduit de moitié : — pour chaque drap « prest ou estimé pour prest selon l'estime baillée (171) (pour livre) 6 deniers.

Il est prévu que le fermier pourra apposer « un scel » sur chaque pièce pour éviter les fraudes (172).

En ce qui concerne le cuir, autre produit ouvragé, la taxe également réduite de moitié par les Etats est dûe à la première vente :

— sur tout cuir du pays tanné et parcheminé (pour livre) 6 deniers

Ici encore une marque doit être apposée sur chaque pièce.

La production du fer est enfin frappée, sur l'initiative de l'assemblée provinciale (173) :

— pour quintal de fer « à l'issue de la moline » 6 deniers.

II. — Dans le cas des « chairs de provision » l'impôt frappe directement la consommation. Louis XI, on le sait, a modifié sur ce point le tarif en vigueur depuis 1443 :

— pour chaque bœuf ou vache 10 sous ;

— pour chaque mouton ou porc 20 deniers.

On retrouve également les anciens droits d'équivalent plus ou moins modifiés parmi les taxes imposées à la vente au détail de certaines denrées :

(169) Cf. notamment l'*Histoire du Commerce de Marseille*, t. II, p. 287. Grand et Delatouche (*L'agriculture au Moyen-Age*, pp. 491-492) situent les principaux centres de production à Toulouse et à Lodève. Pour la région toulousaine, Cf. la carte qui figure dans l'ouvrage de Wolff : *Commerces et Marchands*, p. 682.

(170) *Hérault*, A-13, f° 245.

(171) En cas de désaccord entre le fermier de la levée du droit et le propriétaire du drap le recours à l'expertise d'un marchand renommé et non suspect est prévu. Le drap doit être taxé d'après l'estimation, un abattement de 20 sous préalablement opéré sur le montant de celle-ci. En cas de désaccord entre le fermier et l'expert, le premier nommé devra acheter la marchandise au prix estimé et la payer dans la journée.

(172) Il est interdit aux tisserands de se défaire de la marchandise avant l'apposition du sceau ou l'envoi d'une notification au fermier chargé de la levée des droits.

(173) En effet il n'est aucunement question de cette imposition dans le projet royal.

— pour livre carnassière de viande, fraîche ou salée, vendue au détail 2 deniers (174).

« et ne se payent rien de toute volatile ».

— pour quintal de poisson, frais ou salé, vendu au détail 5 sous.
« & au regard de langostes, muscles, carpes de palu, & autres menues espèces de poisson, se paye la moitié des droits seulement » ;

— du vin vendu au détail (pour livre) 3 sous 4 deniers.
En outre un droit *ad valorem* est imposée sur le fromage :

— du fromage vendu au détail (par livre) 1 denier.

Tous les débitants de vin, de poisson et de fromage sont assujettis aux droits, les producteurs comme les intermédiaires.

III.— Mais les détaillants ne supportent pas seuls le poids de l'impôt.

A. — *Dans le circuit intérieur*, les droits suivants sont perceptibles :

— pour quintal de fromage vendu au pays 5 sous ;

— pour quintal de poisson salé vendu en gros ou échangé, 3 sous 9 deniers (175) ;

— pour chaque saumade de vin vendu en gros 15 deniers.

Exceptionnellement dans ce dernier cas le paiement du droit incombe à l'acheteur. En ce qui concerne les deux autres denrées, le droit est payé par le vendeur, producteur lui-même ou intermédiaire.

Rappelons enfin que toute vente de bétail donne lieu à la perception d'un droit (176).

B. — *Dans le circuit extérieur*. En principe les droits sont imposés à la sortie du pays de Languedoc et à l'entrée dans celui-ci. Une remarque toutefois s'impose : comme les habitants de plusieurs villes et lieux « *par grâce, privilège ou autre* » sont traditionnellement exempts de toute contribution aux tailles et à l'équivalent, ou se prétendent tels, il est expressément spécifié que les taxes seront perçues aux limites de ces lieux tout comme aux frontières du pays.

— Les droits de sortie frappent les produits bruts de l'agriculture (177) et de l'élevage.

(174) Le choix du taux a vraisemblablement été laissé à l'initiative de l'assemblée des Etats : les lettres royaux du 13 juin 1463 renferment un blanc à cet endroit (*Hérault*, A-13, f^o 248 ; *HL*, t. XII, pr. cc. 73-77).

(175) Taux fixé par Louis XI.

(176) Cf. *supra* p. 38.

(177) Le vin ne figure pas sur la liste. En fait les exportations étaient d'importance secondaire, mais non négligeable pour l'économie languedocienne. G. Geraud-Parracha parle de commerce d'appoint (*Le commerce des vins...* pp. 8, 105), Cf. également l'*Histoire du Commerce de Marseille*, t. II, p. 627. Le Vivarais expédiait cependant une partie de sa production dans les pays septentrionnaux : Forez et Auvergne (Cf. l'*Histoire du Vivarais*, t. I, par J. Rouchier, p. 61 ; Cf. également J. Régné : *la vie économique et les classes sociales en Vivarais...* pp. 13-15). De même les vins de Gaillac, de Lisle et de Rabastens étaient expédiés par Bordeaux vers l'Angleterre et les Pays-Bas (Riol : *le Vignoble de Gaillac*, pp. 58-62, 133 et suiv.).

Les céréales venaient en premier rang des exportations de denrées agricoles. Les arrivages de grains du Languedoc notamment étaient particulièrement nombreux à Marseille (178). Dans le projet d'imposition présenté par les commissaires royaux cependant il n'est question que du blé, taxé 20 deniers pour charge à la sortie du pays (179). Les Etats jugeront le tarif trop sommaire sur ce point, et finalement les exportations, « *tant par mer que par terre* », sont grevées des droits suivants :

- pour charge de froment ou de toselles 20 deniers ;
- pour charge de seigle, d'orge ou d'avoine 10 deniers.

On notera une disposition intéressante inspirée par le désir de faciliter les relations de bon voisinage : « *pour ce que ez limites & extremitez dudit pays, marchissans avec autres pays du royaume, y a plusieurs foires & marchez où ont accoustumé les bonnes gens d'iceluy pays communiquer les uns avec les autres, a esté advisé, déclaré & ordonné que s'ils transportent pour leur nécessité & affaires aucuns bleds au dessous d'une charge, ils seront quittes dudit droit, pourveu qu'ils ne le fassent pas se louant, qu'on n'y puisse noter fraude...* ».

Sur l'initiative des représentants du pays l'huile est taxée à l'exportation :

- pour charge d'huile 5 sous.

De même les produits colorants « *croissans audit pays* », particulièrement prisés sur les marchés étrangers :

- pour charge de pastel 5 sous ;
- sur saffran, rouget, graine d'écarlate et verdet (pour livre) 6 deniers.

Le tarif des droits perçus à l'exportation du bétail est en ce qui le concerne établi conformément aux directives royales :

- pour toute bête à pied rond 2 sous 6 deniers.
- pour tout bœuf ou vache d'un an et plus 5 sous.
- pour chaque porc, d'un an et plus 20 deniers.
- pour chaque mouton ou brebis 5 deniers.

La laine supporte un droit variable du simple au triple suivant l'état, ce qui est une innovation : dans le projet royal d'imposition elle est taxée 5 sous par quintal, sans distinction.

- pour quintal de laine serge 2 sous 6 deniers
- pour quintal de laine nette 5 sous
- pour quintal de laine teinte 7 sous 6 deniers.

L'exportation des draps de laine par contre est totalement dégrevée : mesure de faveur, qui dénote le souci des autorités de ne pas

(178) Cf. *l'Histoire du commerce de Marseille...* p. 613-627.

(179) *Hérault*, A-13, f° 245.

contrarier l'essor de la plus importante production artisanale languedocienne (180).

Finalement seuls parmi les produits ouvragés les articles de pelleterie sont taxés à la sortie du pays ; il faut penser qu'ils le sont sur l'initiative des Etats, car il n'est aucunement question d'une telle taxation dans le projet royal.

— Sur toute pelleterie et cuir du cru et de la façon du pays...

..... (pour livre) 6 deniers.

En principe les droits d'entrée frappent toutes les marchandises importées par terre ou par mer, qu'il s'agisse de denrées comestibles, de matières premières ou de produits ouvragés. C'est une remarquable innovation par rapport au projet royal, beaucoup plus restreint dans la portée d'application (181). Les droits sont établis *ad valorem* :

— sur tous draps de laine, pelleterie, mercerie, canebasserie, fer, acier, cuivre, plomb, étain, tout avoir de poids et toutes autres marchandises (pour livre) 6 deniers.

A l'application de ce principe il convient d'apporter deux corrections :

D'une part l'entrée en franchise du poisson frais et salé et de la viande de porc salé, du blé, de l'avoine, du bois « à brûler et à bastir » et de la futaille est autorisée. Cette mesure, du moins en ce qui concerne le poisson et la viande de porc, tend à éviter que les mêmes denrées ne supportent à deux reprises le poids de l'impôt. Quant à l'approvisionnement en bois, il posait un problème particulièrement délicat dans les villes de quelque importance (182).

D'autre part on décide d'appliquer un tarif spécial à l'importation de certaines marchandises :

— sur toute épicerie et droguerie (pour livre) 3 deniers ;

— sur tous draps d'or et d'argent, draps de soie, fils d'or et d'argent, soies filées et à filer et camelots .. (pour livre) .. 2 sous

— pour charge de vin 2 sous 6 deniers ;

— pour quintal de laine nette 5 sous

— pour quintal de laine serge 2 sous 6 deniers.

(180) Les draps tenaient indiscutablement la première place dans les exportations languedociennes. Depuis Jacques Cœur, ils faisaient l'objet d'un « trafic incessant » entre le Languedoc et la Provence, où ils finirent par supplanter leurs concurrents : précisément l'éviction à peu près totale des tissus du nord par ceux du Languedoc se place, à Marseille, entre 1460 et 1470 (*Hist. commerce Marseille*, Baratier et Raynaud, pp. 287, 608-610, 622-624).

(181) Dans les lettres royaux du 13 juin 1463 le tarif des droits d'entrée est ainsi établi :

— pour quintal de laine 5 sous ;

— sur tous draps de laine, pelleterie, mercerie, canabasserie (pour livre) 12 deniers ;

— sur toute épicerie et droguerie (pour livre) 6 deniers.

(*Hérault*, A-13, f° 245 ; HL, t. XII, pr. cc. 73-77).

(182) Cf. pour Toulouse Ph. Wolff : *Commerces et marchands...*, pp. 280-287. Il est question de la « précarité de cet approvisionnement ».

Il est aisé de prévoir que la perception de taxes aussi diverses va entraîner de nombreuses contestations. Or l'autorité dont disposent les conservateurs à ce moment-là les prédispose peu à assumer un rôle appelé à exercer une influence déterminante sur l'avenir de la réforme. La nouvelle réglementation fiscale sera donc complétée par un ensemble de dispositions tendant à faciliter, à accélérer la liquidation du contentieux. Comme ces dispositions sont à l'origine du partage de compétence réalisé par la suite entre les juridictions appelées à intervenir en la matière — quand elles ne continueront pas à s'appliquer elles-mêmes purement et simplement — il nous paraît préférable de ne pas les envisager exclusivement dans le cadre de la réforme opérée en 1463. Nous prions donc le lecteur de se référer aux développements ultérieurs sur le sujet (183). C'est ici la suite des événements qui nous retiendra.

Les « *advis & articles* » précédemment examinés sont immédiatement publiés et l'on fait appel aux partisans. En fait l'affermage de la levée des droits sera laborieux. Pendant « *plusieurs & diverses journées* » — bien que les Etats aient été sommés d'« *asseurer l'offre & promesse par eux faite* » — l'enchère la plus forte reste inférieure d'une vingtaine de milliers de livres à la somme sur laquelle on comptait. Enfin Nicolas Bourracier, seigneur de Gaure, propose ses services, et le 4 août 1463 les commissaires royaux — « *pour vertu du pouvoir à (eux) donné par le Roy..., gardées les solemnitez accoustumées & en tel cas requises, (et) eu sur ce l'avis & deliberation de plusieurs officiers dudit seigneur & gens notables* », lui adjugent la levée des nouveaux droits en bloc, pour deux ans à compter du 1^{er} septembre, au prix de 186.000 livres par an (184).

Nicolas Bourracier n'est pas un inconnu (185) : il s'est déjà chargé de certaines entreprises de travaux publics, notamment à Toulouse où il réside (186), avec pour associé l'un des plus actifs parmi les hommes d'affaires toulousains, Jean Amic (187), qui précisément sera nommé le 5 août 1463 « *juge souverain* » sur le fait de la justice des nouveaux droits (188). Bourracier d'autre part a en 1461 en compagnie d'un habitant de Cordes, Arnault Stellot, pris à ferme la levée des droits d'équivalent dans tout le pays de Languedoc (189) ; d'ailleurs son bail ne doit prendre fin que le 31 août 1464. C'est dire que le traitant dispose sur place d'une partie du personnel nécessaire à l'administration de la future entreprise — ce qui n'est pas un mince avantage. Enfin Bourracier est à la tête d'une importante compagnie, ainsi qu'il ressort de la liste des « *pleiges et principaux payeurs* » qu'il communique aux commissaires royaux le surlendemain de l'adjudication (6 août 1463) au

(183) Cf. *infra* pp. 57 sq.

(184) *Hérault*, A-13, f^o 245 sq. ; HL, t. XII, pr. cc. 80.

(185) Sur la famille Bourracier, Cf Ph. Wolff : *Commerces et Marchands*, p. 596.

(186) Cf. C. Douais : Charles VII et le Languedoc, in *Ann. Midi*, t. IX (1897), pp. 80-95, n^o XL.

(187) Wolff : *Commerces et Marchands*, p. 595, note 163.

(188) Cf. *infra* note 290.

(189) Cf. *supra* p. 34.

moment de passer le bail (190). Précisons à ce sujet que les membres de la compagnie s'engagent « *chacun d'eux pour le tout* » à garantir le paiement du bail, lequel paiement doit être effectué « *aux termes et quarterons accoutumés* » ou au plus tard un mois après ; et qu'en outre Bourracier promet de remettre avant la Toussaint au trésorier général Etienne Petit la liste des fermiers particuliers, afin que ceux-ci puissent être contraints au paiement des sous-baux et exécutés avec leurs cautions préalablement à l'engagement des poursuites contre le fermier général et contre ses associés (191). Le roi a donc d'excellentes raisons d'être satisfait du choix de l'intermédiaire. Il le marque dans sa lettre du 8 septembre 1463 (192), et d'ailleurs à cette date il accorde l'amnistie aux habitants du pays de Languedoc qui se sont rendus coupables de méfaits dans le maniement des deniers publics antérieurement à la mise en application du nouveau régime fiscal (193).

LISTE DES MEMBRES DE LA COMPAGNIE FERMIÈRE AVEC LEUR PARTICIPATION (194)

Jehan Carbonnel, marchand de Carcassonne	}	31.000 livres
Jehan Conques, habitant de Carcassonne		
M ^e Arnault Stellot, de Cordes		
Jacques Rascas, marchand de Castres	}	23.250 livres
M ^e Pierre Belat, de Lavaur		
Guillaume Gasquet, de Lombers		
M ^e Guilhem Turc, Jean Peratier, Jehan Congot, de Puy-laurens	}	23.250 livres
Pierre Montbel et M ^e Antoine Dumas, de Mende		
Pierre Estharin, du Puy		
André Briçonnet, de Tours	}	23.250 livres
Robin Mery, de Lunel		
Jean Rabot, de Limoux		
Ravaut de Haulteterre, avec Geoffroy de Cyvrieu, marchand de Lyon, pour pleige et principal payeur dudit Ravaut		7.750 livres
M ^e Nyvart, trésorier de Toulouse	}	— —
Martin le Roy		

(190) L'acte est passé à Montpellier dans l'hôtel d'un bourgeois de la ville, Jacques Carcassonne. Sont présents : Henri de Dannes et Pierre Jouvelin, auditeurs des comptes ; Jean Pavie, notaire et secrétaire du roi ; Pierre Teinturier, bourgeois ; Guillaume Geoffroy et Philippon de Craponne, marchands de Montpellier ; Pierre Thibault, notaire royal de Montpellier (BN fr. 23915, f^o 83 sq.).

(191) BN fr. 23915, f^o 83 sq.

(192) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 28-29.

(193) Amnistie accordée, il est vrai, moyennant 18.000 livres (*Hérault*, A-236, f^o 119 ; *Arch. Nat.*, K-691, 21).

(194) BN fr. 23915, f^o 83-96.

Jehan Eudon, de Gimont	— —
Nicolas Bourracier, avec Messire Bertrand de Saint-Paul de Toulouse, pour pleige et principal payeur	23.250 livres
Jehan Pelet	{ 15.500 livres
Pierre Touchet	
Etienne Salelles, de Marseille	{ 23.250 livres
Jehan Aoust, notaire de Béziers	
Jehan Bordenni, de Béziers	
Total : 186.000 livres	

Les partisans consacreront le mois d'août (1463) à l'organisation de la ferme. D'abord ils se répartissent les charges : Arnault Stellot par exemple prend sur lui la levée de l'ensemble des droits imposés sur le bétail dans toute l'étendue du pays. Robbin Méry pour sa part limite son activité à la sénéchaussée de Beaucaire, mais dans le cadre de celle-ci il se réserve le contrôle de la perception des droits frappant à la production, à l'exportation et à l'importation, un certain nombre de marchandises bien déterminées, comme la laine et le vin. Des sous-baux sont également passés, et notamment dans le diocèse de Nîmes la levée des taxes de consommation imposées à la place des droits d'équivalent est donnée à ferme à un certain Durand Nadal (195). Précisons que les fermiers sont autorisés à recevoir dans les paiements toutes sortes de monnaie (196) — ce qui ne peut pas manquer de faciliter l'exploitation de la ferme. Aussi bien « *la chose prenait bon commencement* », suivant les propres termes du roi, lorsque vers la mi-septembre la mort frappe Nicolas Bourracier, incontestablement « *principal conducteur en ceste matière* » (197). Le roi fait aussitôt part de ses inquiétudes à dix commissaires (le seigneur de Clermont en Lodève ; M^r Adam Cousinot, président, et Nicole Berthelot, conseiller au parlement de Toulouse ; Etienne Petit, trésorier général en Languedoc ; Henry de Dannes et Pierre Jouvelin, auditeurs à la chambre des comptes ; Jehan Pavye, grènetier de Pézenas ; Jehan de Vaulx, licencié ; Loys Nyvart, trésorier de Toulouse et Martin le Roy) en leur recommandant de veiller avec le plus grand soin à l'application de la nouvelle réglementation, au paiement des sous-baux et au remplacement de Bourracier. Sur ce point Louis XI est formel : si aucun des compagnons du défunt ne veut se charger de l'affaire les commissaires devront intervenir, et à défaut d'un associé ils pourront commettre un étranger aux dépens de la compagnie « *pour tenir le compte et conduire le fait de lad. ferme* » (198). Les craintes du roi sont fondées ; les difficultés, comme nous le verrons par la suite, s'accumulent. Les commissaires en tout cas se mettent immédiatement à la besogne et le 30 novembre (1463) ils précisent dans une déclaration en 64 articles les modalités d'application de la réglementation en vigueur (199).

(195) *Hérault*, A-13, f^o 259 sq.

(196) *BN fr.* 23915, f^o 83 sq.

(197) *Hte-Gar.* C-2182, f^o 30-30 v^o.

(198) *Hte-Gar.* C-2182, f^o 29 v^o-32.

(199) Déclaration faite à Pézenas le 30 nov. 1463 (*Hte-Gar.*, C-2182, f^o 32 v^o-48).

Le contenu de cette déclaration n'est pas sans intérêt : complètement nécessaire des dispositions arrêtées à Montpellier au cours de l'été, il jette quelques lueurs sur la politique fiscale des gens du roi, et en outre il fournit un certain nombre de renseignements de caractère économique. Afin de ne pas dérouter le lecteur, bien que dans ladite déclaration tous les articles relatifs à une même denrée ou à une même marchandise soient groupés, nous suivrons dans nos rubriques le plan adopté lors de la présentation du projet d'imposition.

1. — LES DROITS DE PRODUCTION.

a) — Production viticole. L'expérience des récentes vendanges ayant sans doute démontré l'insuffisance de la réglementation, le problème de l'imposition des produits viticoles figure au premier plan des préoccupations des commissaires. L'inventaire des récoltes en particulier soulève un problème délicat, les vigneronns se refusant à rendre compte du nombre des saumades qu'ils ont recueillies, lorsque les fermiers n'ont pas pu le faire par eux-mêmes ou par leurs agents. Les commissaires condamnent ces prétentions (200). Ils précisent en outre que le poids de la charge ou saumade est invariablement fixé à 3 quintaux et demi (201), et surtout ils délimitent l'étendue du privilège accordé à certaines personnes en la matière. Sur ce dernier point quelques éclaircissements doivent être apportés : les gens de l'Eglise et les nobles, on le sait, sont exempts du droit au regard du produit des dîmes et du cru de leurs héritages. Doit-on admettre que les fermiers des dîmes et que les tenanciers des domaines ecclésiastiques et seigneuriaux jouissent du privilège ? Robin Méry, l'un des traitant à déjà dénoncé certains agissements (202). Les commissaires distinguent entre les « *arrendeurs* » des dîmes et les tenanciers « *à censive* » ou « *à héritage* » d'une part, les colons partiars d'autre part. Seuls ces derniers sont assujettis au paiement du droit (203). Mais il y a d'autres causes de conflit. Certaines tiennent à l'existence de lieux privilégiés, comme la cité de Carcassonne : le régime de droit commun est-il applicable aux habitants de ces lieux possesseurs de vignes dans des territoires non privilégiés ? La réponse sur ce point ne pose pas de problème particulier. Mais il faut encore tenir compte de certaines particularités existant dans la condition des terres au point de vue fiscal : les fermiers envisagent tout particulièrement le cas des vigneronns qui ont « *faites des transactions a aucunes sommes annuelles avec les consuls des lieux es limites desquelz sont assises (leurs) vignes pour contribuer es affaires comuns des communaultez desditz consulatz* », et dont les terres de ce fait n'ont jamais été mises « *en lextime des tailles* ». Les commissaires déclarent que l'imposition des récoltes recueillies sur les héritages contribuables de toute ancienneté aux tailles va de soi ; par contre les propriétaires et les détenteurs des « *fruitz et vendenges des vignes qui n'estoient rurales et n'ont accoustume estre mises en l'extime des*

(200) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 35 v°.

(201) *Hte-Gar.* C-2182, f° 35.

(202) *Hérault.*, A-13, f° 259 sq.

(203) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 32 v°-34.

papiers des tailles ne (de) contribue auxdictes tailles » doivent être exempts du paiement de l'impôt (204).

b) Elevage et production de laine. Les modalités de l'imposition du bétail font également l'objet d'une mise au point, et entre autres choses il est précisé que les gens d'Eglise et les nobles sont exempts du droit à la vente des animaux qu'ils ont élevés. Ce privilège s'étend à la production de la laine (205). Dans ce domaine d'ailleurs l'application de la nouvelle réglementation ne va pas sans soulever des difficultés. On se demande si l'imposition s'étend à la production de l'année précédente (206) ; si la laine provenant des peaux importées et de ce fait taxées à l'entrée est frappée une nouvelle fois dans le pays (207) ; si celle que les chevilleurs et les parcheminiers recueillent et qu'ils vendent en grande quantité pour faire des draps et des couvertures doit être « *reputée de la condition des autres* » (208)... On signale enfin que de nombreux étrangers font paître leurs troupeaux en Languedoc pour les mener hors du pays à l'époque de la tonte (209).

c) Confection des draps et des articles de cuir. Le droit est dû une fois les draps apprêtés. Le procédé d'estimation surtout est critiqué : « *pour ce que les draps de Viveroys comunement ne valent que trois ou quatre livres tournois, dont fault selon la teneur de l'article rabatre une livre, Parquoy le droit demeure bien petit, et ce nonobstant plusieurs pour frauder font d'une pièce de drap trois ou quatre pièces* ». Ajoutons que l'imposition ne frappe pas les draps de laine et les articles de cuir apprêtés avant le 1^{er} septembre 1463 (210). Dans tous les cas l'importance des inventaires n'a pas à être soulignée. Or comme le droit en ce qui concerne les articles de cuir n'est dû qu'à la vente, l'intervention des commissaires royaux est nécessaire pour obliger les cuiratiers à laisser inventorier la production (211). Le droit d'ailleurs n'est dû qu'à la première vente ; aussi bien les cuiratiers du Puy-en-Velay qui fréquentent les foires des pays voisins (Vivarais, Gévaudan, etc...) s'élèvent-ils contre les prétentions des fermiers du Puy qui, sur la foi des inventaires de production, réclament le paiement des droits qui ont été acquittés sur les lieux de vente (212).

II. — LES DROITS DE CONSOMMATION

Plusieurs articles de la déclaration concernent la perception des taxes de consommation. Quant aux « *chairs de provision* » les brebis sont assimilées aux moutons et les truies aux porcs ; mais les particuliers qui pour leur propre usage saignent des agneaux, des chevreaux,

(204) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 33 v°.

(205) *Hte-Gar.* C-2182, f° 48.

(206) *Hte-Gar.* C-2182, f° 38 v°.

(207) Non, déclarent les commissaires (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 40).

(208) Oui, mais les couvertures « *sont de la condition des draps et ne paieront riens* » (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 38 v°-40).

(209) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 39 v°.

(210) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 38 v°-42).

(211) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 40-41.

(212) Prétentions injustifiables, jugent les commissaires dès lors que les acquits de paiement sont présentés par les cuiratiers (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 41-41 v°).

des chèvres et des boucs ne sont pas assujettis au droit. Les fraudes à ce qu'il paraît sont nombreuses, la plus commune consistant à débiter « *soubz umbre de chair de provision et bien souvent en lieu de brebis, chèvres et boucs... des moutons... comme se sestoit boucherie* ». Or dans tous les cas où il y a lieu à un partage de viande entre plusieurs familles, pour quelque motif que ce soit, y compris « *pour noces, confrairies sepultures et autres assemblées* », le droit est dû (213). D'autres dispositions sur lesquelles nous ne nous étendrons pas contiennent des précisions sur l'imposition des diverses denrées. A titre de curiosité, mentionnons que les fermiers s'intéressent à la vente du gibier d'eau : « *que des oizeaulx appelez folques qui se prennent en grant quantité sur la mer et sur les estangs dont se tire grant argent et ne coustent comme riens à ceux qui les prennent, soit dit et declare quilz doivent paier deux deniers tournois pour livre* ». Les commissaires rappellent à ce propos qu'aucun droit n'est dû en cas de vente de « *vollatilhe* » (214), et d'autre part ils conviennent de détaxer les « *petits fromaiges frais molz que bonnes gens de villaige aucunes fois apportent au marché pour vendre et avoir leurs neccessitez* » (215).

III. — LES DROITS IMPOSES SUR LA CIRCULATION DES MARCHANDISES

a) Dans le circuit intérieur : Tout acheteur de vin en gros sans exception est assujetti au droit de 15 deniers. A ce sujet les commissaires précisent que le vin vieux est imposé au même titre que le vin nouveau (216), et que le droit est dû à chaque transaction et aussi en cas de dation en paiement ou lorsqu'il y a lieu à récompense de services (217).

b) Dans le circuit extérieur. Les dispositions réglementant le commerce extérieur appellent plus d'une mise au point. Il faut d'abord préciser le sens de l'expression : commerce extérieur. Le transport en territoire étranger de marchandises en provenance et à destination du pays de Languedoc n'autorise en rien les fermiers à réclamer le paiement des droits d'entrée ou d'issue (218). Cette mesure est particulièrement utile aux habitants de certains districts du pays de Velay qui, pour se rendre au Puy, sont amenés à traverser des enclaves dépendant du pays d'Auvergne. D'un autre côté les marchandises étrangèrèment peuvent se transiter en Languedoc par le Rhône. Notons cependant que sur ce point les commissaires ont à surmonter une forte opposition de la part des traitants et qu'ils ne se prononcent que provisionnellement (219). Encore admettent-ils deux exceptions : la première concerne le blé. Les fermiers envisageant le cas des nautoniers qui descendaient le Rhône pour décharger des cargaisons de blé « *à part de l'Empire* » demandaient s'il convenait de percevoir l'impôt à l'entrée ou à l'issue du pays. En

(213) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 36 v°-37.

(214) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 38.

(215) Ces fromages n'étaient pas vendus au poids mais à la pièce (*Hte-Gar.*, C-2182, fo 44).

(216) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 35 v°-36.

(217) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 34 v°-35.

(218) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 43.

(219) *Hte-Gar.*, C-2182, fo 45 v°-46.

réalité les articles arrêtés à Montpellier quelques mois plus tôt étaient suffisamment explicites sur ce point : le blé n'était taxé qu'à l'exportation. C'était donc exclusivement du problème du transit que l'on se préoccupait. Les commissaires sont catégoriques : « *tout blé passant par la rivière du Rosne es mectes du pays de Languedoc et yssant hors d'icelluy paiera le droit d'yssue* » (220). Pas plus que le blé, les fromages — l'article vise tout particulièrement le cas des fourmes de cantal expédiées en Catalogne (221) — ne peuvent se transiter dans le pays. Sur ce point les commissaires innovent totalement : ils admettent que cette denrée entre en franchise mais ils la taxent à la sortie d'un droit de 5 sous par quintal, exactement comme dans le cas de vente à l'intérieur du territoire (222).

Il faut en second lieu délimiter le domaine d'application des impositions dans chaque circuit : intérieur et extérieur. Nous avons précédemment signalé que la laine provenant des peaux importées n'est pas taxée une deuxième fois dans le pays (223). De même les cuirs étrangers peuvent être vendus franchement en Languedoc dès lors que les droits d'entrée sont acquittés ; or les fermiers, d'après les cuiratiers du Puy, n'hésitent pas à taxer les bottes servant au transport des vins et des « *muscadels* » en France et ailleurs bien que les cuirs d'Auvergne employés dans la fabrication de ces outres soient frappés à l'importation dans le pays (224). Le bétail en ce qui le concerne est taxé à la vente et à l'exportation. Néanmoins les commissaires déclarent à propos des foires du Puy, où l'on amène une grande quantité de bétail d'Auvergne et du Rouergue, que les bêtes qui n'ont pas été vendues et que l'on ramène dans les paturages étrangers ne sont pas sujettes à l'impôt à la sortie du pays (225). En fait ces problèmes semblent pouvoir être résolus sans grande difficulté. Il importe seulement de coordonner l'action des différents services de l'entreprise fermière et d'organiser soigneusement le contrôle des importations et des exportations. Les fermiers qui, on le sait, sont autorisés à apposer des marques sur certaines marchandises, ne manquent pas de réclamer des pouvoirs accrus, voire excessifs : ceux de la sénéchaussée de Toulouse désirent qu'il soit fait commandement au sénéchal de Quercy et autres de « *souffrir mectre gardes sur ce pont de Montalban et les autres passaiges de la seneschaucée* ». Le fermier des entrées pour sa part réclame le droit de « *faire arrester par tout le royaume tous marchans et marchandises qui seront passees par Languedoc sans avoir paie le droit desdites entrees tout ainsi qu'il pourroit faire dans icelluy pays* » (226). Aux uns et aux autres les commissaires conseillent de « *faire tenir bonne garde aux passaiges* », mais les préposés et contrôleurs ne peuvent pas être établis ailleurs que « *dedans les limites* » du pays.

(220) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 42 v° ; la charge de blé correspond à 3 setiers, mesure de Béziers (*id.* f° 47 v°).

(221) L'importation de cette variété de fromage dans les régions méridionales présente un caractère de permanence signalé par Grand et Delatouche : *L'Agriculture au Moyen-Age*, p. 483.

(222) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 42-43 v°.

(223) Cf. *supra* p. 47.

(224) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 41-41 v°.

(225) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 43-43 v°.

(226) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 46-46 v°.

Ces quelques points élucidés, on se bornera à constater que le tarif des droits arrêtés quelques mois auparavant s'applique rigoureusement. Notamment en ce qui concerne les droits de sortie : on précise simplement que la bourre recueillie par les cardeurs est sujette au droit imposé sur la laine (227). Quant aux droits d'entrée, on n'ignore pas qu'ils frappent toutes les denrées et toutes les marchandises, à quelques exceptions près. Les commissaires ajoutent quelques noms à la liste des exceptions : les fromages, les pots de terre, les oignons sont détaxés (228), et surtout il est admis que le bétail peut entrer en franchise dans le pays (229).

On rappellera enfin que les droits d'entrée et de sortie sont perceptibles non seulement aux frontières du pays, mais encore aux limites des lieux privilégiés. La cité de Carcassonne est manifestement un de ces lieux. Encore convient-il de préciser l'étendue du privilège : les habitants de Montredon et de Berriac — bien qu'ils ne soient « *en la prevoste ne e franchises* » de la cité — prétendent bénéficier des avantages réservés aux habitants de cette dernière où pourtant ils ne se rendent que « *es quatre festes années* ». Les commissaires royaux condamnent leur prétention (230). Dans le contrat de bail d'ailleurs Bourracier s'est prémuni contre les conséquences des faits de « *rebellion ou (de) contradiction (d') aucunes villes ou communautés du pays* » (231) et il a tenu également à dégager sa responsabilité dans le cas où certaines importations ou exportations de marchandises taxées s'effectueraient en franchise « *sous ombre d'aucunes lettres... du roi ou autrement* » (232.) La clause vise très certainement les négociants d'Aiguesmortes. Ces derniers ont été expressément assujettis au paiement des droits par Louis XI le 1^{er} novembre 1463 (233) ; néanmoins le contenu d'un des articles de la déclaration faite par les commissaires royaux le 30 du même mois rend compte des difficultés éprouvées par les percepteurs en exercice dans le lieu susdit (234)... et il témoigne en même temps de la prévoyance de Bourracier.

Malgré le mal qu'ils se donnent les commissaires ne parviennent pas à convaincre les représentants du Languedoc du bien fondé de la réforme. A ce sujet il est frappant de constater l'analogie des arguments développés par les Etats à quelques vingt ans d'intervalle : comme en 1443 ce sont les « *vexations et rigoreuses execucions* » des fermiers que l'on évoque dans l'assemblée réunie au Puy en avril 1464 (235), et le fait qu'à cette occasion les marchands étrangers ont cessé de fréquenter le pays, ce qui pourrait « *estre cause de la destruction d'icellui* »

(227) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 39 ; 39 v°.

(228) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 44.

(229) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 46 v°.

(230) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 46.

(231) Une clause du contrat précise que le preneur sera quitte du paiement du bail « *en tant que pourrait toucher lesdites villes et communautés* » (BN fr. 23915, f° 83 et suiv.).

(232) BN fr. 23915, f° 83 et suiv.

(233) BN lat. 9178, f° 163 ; *Hérault*, A-237, f° 139. Lettres royaux publ. par Pagezy : *Mémoires sur... Aiguesmortes*, p. j. n° LXX.

(234) *Hte-Gar.* C-2182, f° 47.

(235) *Toulouse*, AA-84, f° 2, 4-5, 8-9.

(236)... Mais on ne saurait s'y méprendre : le roi qui a imposé avec l'impétuosité que l'on sait le nouveau régime serait sans doute resté insensible à ces plaintes si les fermiers avaient assuré la rentrée des fonds aussi ponctuellement qu'il l'attendait. En fait la fatalité a voulu que Bourracier disparaisse au début de l'expérience, et le souverain et ses conseillers ont tôt fait de reconnaître l'incapacité des autres membres de la compagnie fermière à remplir « *a beaucoup près* » les engagements pris. A la suite d'une enquête, dirigée par les commissaires royaux, la moins value pendant les huit premiers mois du bail est estimée à trente neuf mille cinq cents livres (237).

Les Etats sont donc réunis au Puy afin de pourvoir au paiement de la somme de 186.000 livres « *à quoy les droitz nouvellement mis sus en lieu des tailles et equivalent... avoient esté arrendez* ». En outre et surtout il faut « *trouver bonne autre maniere* » de lever ladite somme de 186.000 livres que le roi « *avoit accoustumé de prendre chacun an communement audit pays* » (238) : il semble que tous les membres des Etats soient d'accord sur ce point dès l'ouverture de la session. De toute façon on s'abstient de discuter comme jadis autour du principe de la contribution permanente du pays aux charges du royaume, et les négociations sont conduites sans passion : pour les députés languedociens il n'existe pas de charge « *plus aisée et mendre* » à lever que cet équivalent aux aides dont on réclame « *tout d'un commun assentiment* » et « *tres instamment* » le rétablissement ; quant au roi, qui n'ignore pas la valeur du produit de l'équivalent dans les dernières années du règne de son prédécesseur, il ne s'engagera pas dans une aventure en rétablissant l'équivalent. Il est donc posé en principe que l'on continuera à percevoir après le 30 avril 1464 quelques unes seulement des taxes imposées en vertu des accords de Montpellier, précisément celles-là même qui frappent les anciens « *membres* » de l'équivalent. Seul le tarif est quelque peu modifié (239), la mise en application des nouvelles dispositions étant cependant suspendue pendant la durée du bail courant (240). Ce point acquis, deux séries de mesures sont prises : pour ce qui est de l'exercice en cours l'assemblée accorde au roi 65.000 livres, dont 39.500 livres à titre de compensation pour la moins value du produit de l'impôt pendant les huit premiers mois de l'année (241), et 25.500 livres à titre de dédommagement pour la perte devant résulter de la cessation de la levée de la plupart des droits pendant les quatre derniers mois (242) ; les sommes en question, il va sans dire, seront

(236) *HL*, t. XII, pr. cc. 84-85.

(237) *Toulouse*, AA-84, f° 2-9.

(238) *HL*, t. XII, pr. c. 85.

(239) Cf. *infra* pp. 53 et suiv.

(240) *Toulouse*, AA-84, f° 10, 11.

(241) En somme les fermiers obtiennent un rabais de 39.500 livres sur le prix des premiers huit mois du bail. Comme de bien entendu ils restent obligés pour le restant du prix, et le sieur Pierre Dujardin est commis par le roi à recevoir les « *restes* » dûs par la compagnie. Sur les fonds recueillis par Dujardin, BN fr. 20497, f° 5 ; Cf. également J. Vaesen : *catalogue du fonds Bourré* à la BN, in *Bibl. Ec. Chartres*, 1884, pp. 158-159, n° 639-640.

(242) *Toulouse*, AA-84, f° 4-6, 11, 12.

imposées sur le taillable (243). Pour les « *années à venir* », s'agissant de compléter la somme de 186.000 livres représentant la contribution annuelle du pays aux charges du royaume, on convient de taxer « *chascun chief d'ostel selon la faculté et extime de ses biens tant en heritages et meuble que cabal* » (244).

La réforme de la taille ne nous intéresse pas directement. Signalons seulement que les habitants sont répartis en un certain nombre de classes suivant l'estimation des biens roturiers et ruraux « *qui par cy-devant ont acoustumé de paier tailles* » (245). Les rôles établis en avril 1464 sont d'ailleurs révisés quelques mois plus tard (janvier 1465), une fois connu le résultat des enquêtes menées dans les divers diocèses sur la « *faculté et puissance d'un chacun habitant* » (246). Mais la réforme se heurtera à une forte opposition dans plusieurs diocèses, à tel point que les commissaires royaux consentiront en 1465 à ce qu'il soit procédé à la répartition de la taille suivant la manière ancienne, au gré des intéressés (247).

Entre temps les associés de Bourracier continuent de percevoir les taxes imposées en 1463 sur les anciens « *membres* » de l'équivalent (248) ; et ils resteront en fonctions jusqu'au 31 août 1465, date à laquelle le bail passé avec Bourracier aurait normalement pris fin. Cependant dès le mois de mai de cette année-là à Montpellier où se tiennent les Etats il est procédé à la mise à l'encan de la levée des droits pour la période comprise entre le 1^{er} septembre 1465 et le 31 août 1468. Des publications sont faites à ce sujet dans les diocèses et dans les principales villes du pays, et le 29 mai « *après plusieurs termes et assignations tenues et contenues par diverses journées* » l'équivalent est « *baillé et livré particulièrement par diocèzes... pour le prix et somme de soixante quatre mille livres tournois à ceux que lesdits diocèzes ont mis à plus haut prix et auxquels sont demourés à la chandelle estaincte* » (249).

On remarque immédiatement que la mise à l'encan a lieu dans l'assemblée des Etats. Le procédé ne peut que flatter l'amour propre des représentants du pays, blessé par Charles VII, d'autant plus que l'assemblée interprète très certainement le contenu des lettres royaux du

(243) Sur la demande des Etats, afin qu'aucune exécution ne puisse avoir lieu en septembre, pendant la foire de Pézenas, le terme de paiement de la somme de 65.000 livres est fixé au 15 août 1464 (*Toulouse*, AA-84, f^o 5).

(244) HL, t. XII, pr. c-86 ; *Toulouse*, AA-84, f^o 11, 12, 13.

(245) *Toulouse*, AA-84, f^o 13.

(246) Les auteurs de l'Histoire du Languedoc ont publié les instructions adressées le 2 mai 1464 par les commissaires royaux à M^e Anthoine Eymeric, juge d'Uzès, et à Jehan Menon, commis du trésorier de Nîmes, à l'effet de « *faire l'extime du taxaige du diocèse d'Uzès* » (HL, t. XII, pr. cc. 84-91). Les enquêtes établirent que l'on pourrait réunir en tout et pour tout dans tout le pays 88.956 l. 12 s. 6 d. ; or le roi désirait pouvoir compter sur 150.000 livres. Les rôles furent donc révisés (BN fr. 6963, 56).

(247) HL, t. XII, pr. cc. 97-100 ; *Hérault*, A-233, f^o 57.

(248) La levée des droits fut quelque peu troublée, semble-t-il, en 1465 pendant la guerre du Bien Public : le vicomte de Polignac qui tenait le parti des princes rebelles avait fait défense à ses sujets de payer les impôts au roi (HL, t. XI, p. 56), notamment l'équivalent (*Hérault*, A-3, f^o 110).

(249) HL, t. XII, pr. cc. 102-103 ; *Hérault*, A-241, f^o 58 ; BN lat. 9178, f^o 174-175).

15 mai 1465 (250) comme une invitation à prendre en main l'administration de l'impôt. N'a-t-elle pas participé activement à l'élaboration des diverses mesures fiscales appliquées dans le pays depuis le début du règne ? En réalité si la procédure d'adjudication a été mise en mouvement « *à la requeste desdits gens des troys estats* », le roi a confié à ses commissaires le soin de la diriger. Et l'on constatera assez rapidement — notamment lorsqu'il sera question d'amender ou d'interpréter les dispositions arrêtées au Puy en 1464 — que les commissaires n'entendent pas se cantonner dans un rôle passif, se bornant à rendre exécutoires, en les sanctionnant de l'autorité dont ils sont investis, toutes et chacune les délibérations de l'assemblée.

SECTION IV

L'équivalent définitivement inclus dans le système fiscal du Languedoc

L'importance de la réglementation élaborée en matière d'équivalent dans la période qui suit l'échec de la réforme fiscale doit être soulignée dès l'abord. Non seulement on ne reviendra pas par la suite sur bien des principes qui sont alors dégagés, mais certaines règles continueront de s'appliquer, parfois jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Ainsi la procédure employée dans l'adjudication de la levée des droits sous le règne de Louis XI, dès 1461, restera inchangée dans ses grandes lignes pendant au moins deux siècles. Elle sera analysée dans nos développements ultérieurs. Dans le cadre de cette section nous nous efforcerons de décrire la genèse des dispositions caractéristiques de la législation de l'équivalent. Comme il convient, nous nous pencherons d'abord sur les modalités de l'imposition. Nous envisagerons ensuite le problème de l'organisation judiciaire et ce faisant nous délimiterons la portée exacte des mesures prises par Louis XI dans le domaine du contentieux de l'impôt. En traitant enfin de certaines questions d'ordre budgétaire, notre préoccupation sera de situer la place de l'équivalent dans les finances du pays pendant la deuxième moitié du XV^e siècle.

I. — LE TARIF DES DROITS ET LES MODALITES DE L'IMPOSITION

Le nouveau tarif est arrêté le 21 avril 1464 au Puy dans l'assemblée des Etats de Languedoc. Le procès-verbal de séance rend compte de l'opération : le tarif a été « *conclu et délibéré* » par les commissaires royaux, « *du gré et consentement* » des représentants du pays, le « *bon plaisir* » du roi étant réservé (251). La formule par la suite ne cessera

(250) Lettres ordonnant la mise à l'encan de la levée des droits (*Hérault*, A-241, f^o 58).

(251) *Toulouse*, AA-84, f^o 12. Rappelons que le nouveau tarif est applicable à compter du 1^{er} septembre 1465.

pas d'être valable dans les rapports des Etats et des agents du pouvoir central : qu'il s'agisse d'amender ou d'interpréter les dispositions en vigueur la décision appartient à ces derniers. En 1488 par exemple les commissaires royaux, sur requête et suivant l'avis des Etats réunis à Montpellier, précisent plusieurs points litigieux (252), concernant entre autres choses l'étendue du privilège accordé aux gens d'Eglise (253) et l'administration de la justice (254) ; mais les Etats ne sont pas toujours écoutés (255). En outre bon nombre de cas sont soumis aux conservateurs, et le parlement de Toulouse lui-même ne se prive pas d'intervenir bien que la matière échappe à sa compétence.

a) — LES DROITS SUR LA VIANDE

Le taux du droit imposé sur la viande fraîche ou salée débitée en boucherie, est porté de 2 à 3 deniers pour livre carnassière : c'est là la principale modification apportée au tarif en vigueur par les Etats réunis au Puy en avril 1464 (256). Par contre plusieurs dispositions adoptées à ce moment là concernent la police du marché de la viande : il est précisé que les bouchers ne peuvent exercer leur métier que dans les lieux publics traditionnellement réservés à cet effet ; que ces commerçants doivent soumettre la viande au contrôle des fermiers ou de leurs préposés préalablement à toute mise en vente (257) ; que les consommateurs enfin sont tenus de s'approvisionner dans le lieu de leur résidence, sauf impossibilité matérielle tenant à la pénurie de viande dans ce lieu (258). Par la suite cette dernière disposition sera critiquée par les Etats, mais les commissaires royaux se refuseront catégoriquement à y « *toucher* », car cela serait « *contre les ordonnances faictes touchant l'équivalent* » (259). En fait les difficultés tiennent pour la plus large part à l'imposition des « *chairs de provision* ». Non qu'il y ait innovation sur ce point, le tarif établit par Louis XI en 1463 étant toujours en vigueur :

— Pour chaque bœuf ou vache 10 sous

— Pour chaque mouton, porc ou truie 20 deniers

Au Puy en 1464 on étend simplement l'imposition à une nouvelle variété de bétail :

— Pour chaque brebis, chèvre, bouc 15 deniers (260).

(252) *Ardèche*, C-752, 64.

(253) Cf. *infra* p. 56.

(254) Cf. *infra* p. 62.

(255) En 1482 notamment les commissaires refusent de revenir sur l'interdiction faite aux habitants de s'approvisionner en dehors du lieu de leur résidence.

(256) *Toulouse*, AA-84, f° 12 et 13 ; *Hte-Gar.*, C-2182, f° 47 v°-48 ; *Hérault* A-241, f° 58.

(257) La pesée de la viande est prévue. Afin qu'il n'y ait aucune confusion entre la viande destinée au débit public et les « *chairs de provision* », on déclare que toute viande trouvée « *en la possession des bouchers* » sera présumée viande de boucherie (*Hérault*, A-14, f° 187 et suiv.).

(258) *Hérault*, A-14, f° 184 et suiv. ; *Hte-Gar.* C-2182, f° 48 v°-50 v°, 52-52 v° ; *Castelnaudary*, CC-37, n° 1.

(259) Doléances 1482 (art. 21) ; *HL*, t. XII, pr. c. 234.

(260) *Toulouse*, AA-84, f° 12 et 13.

Surtout, afin de se prémunir contre les fraudes les plus courantes, on fait une obligation aux intéressés — en particulier lorsqu'il s'agit d'hôteliers, de pâtisseries, de rôtisseurs — de soumettre le bétail abattu au contrôle fiscal (261) ; même la dépouille des animaux ayant péri de maladie ou sous la dent des loups doit être présentée au fermier (262)... En vain. Les habitants prétendent procéder à des partages de viande en franchise à l'occasion de certaines festivités (noces, « *cantaiges* » de morts, anniversaires, etc...) (263) ; de même les gens d'Eglise : exempts de droit — comme les nobles — au regard de la viande destinée à l'approvisionnement de leurs hôtels (264), ils entendent jouir du privilège « *pour faire leur feste de leur premiere messe* » (265) ; les étudiants, les officiers et autres « *praticiens* » pour leur part déclarent ne rien devoir en temps normal (266) ; il n'est pas jusqu'aux commerçants spécialisés dans le débit des viandes cuites — les mangonniers, les taverniers, les rôtisseurs, les pâtisseries — qui discutent le principe de leur assujettissement à l'impôt (267). Malgré plusieurs interventions des juges conservateurs (268) les débats se poursuivront... jusqu'à ce que les commissaires royaux et l'assemblée des Etats à la fin du premier quart du XVI^e siècle prennent le sage parti de dégrever en totalité la consommation des « *chairs de provision* » (269).

b) — LES DROITS SUR LE POISSON

Les Etats réunis au Puy en 1464 n'apportent qu'une modification au tarif établi l'année précédente à Montpellier. Rappelons que le droit était dû en cas de vente au détail et aussi en cas de vente en gros ou d'échange, au moins lorsqu'il s'agissait de poisson salé (270) :

— Pour quintal de poisson frais ou salé vendu à détail : 5 sous.

— Pour quintal de poisson salé vendu en gros ou échangé : 3 sous 9 d.

L'innovation consiste en ce que le droit de 3 sous 9 deniers est dû seulement « *à la première vente ou échange* ». En d'autres termes l'impôt grève la salaison... du moins rationnellement on pourrait le penser.

(261) *Hérault*, A-14, f^o 187 sq. ; *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 49 v^o-50.

(262) Aucun droit n'est dû dans ce cas (*Toulouse*, AA-84, f^o 12-13 ; *Hérault*, A-241, f^o 58 ; *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 48 v^o). En fait il y a tellement d'abus qu'on finit par percevoir la moitié du droit lorsque la viande est consommable (*Hérault*, A-14, f^o 187 sq. ; *Nîmes*, FF-31, f^o 82).

(263) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 53 et 59 ; les membres des confréries sont assujettis au paiement des droits frappant les denrées qu'ils consomment en commun (*Hérault*, A-14, f^o 187 sq.).

(264) Bien entendu à condition qu'il s'agisse de « *chairs de provision* » (*Hérault*, A-14, f^o 354 sq.).

(265) Ils obtinrent gain de cause sur ce point, semble-t-il (*Hérault*, A-14, f^o 187 sq. ; *Nîmes*, FF-31, f^o 82), encore que l'exemption soit contestée par les fermiers de la ville et du diocèse de Toulouse à l'extrême fin du XV^e siècle (*Hte-Gar.*, C-2182, f^o 58 v^o-59).

(266) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 59.

(267) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 59.

(268) *Hérault*, A-14, f^o 354.

(269) Cf. *infra* pp. 102 sq.

(270) La première vente en gros du poisson de mer frais étant détaxée (*Hérault*, A-241, f^o 58 ; *Hte-Gar.* C-2182, f^o 49).

En fait la nouvelle disposition sera généralisée dans son application. On l'interprètera comme une affirmation du principe d'après lequel l'équivalent n'est perceptible qu'une fois dans un lieu bien que les marchandises y soient vendues et revendues ; et les hôteliers, pâtisseries, rôtisseurs s'approvisionnant eux-mêmes à la boucherie ne seront pas assujettis à l'impôt pour la viande ou la charcuterie livrée à leur clientèle (271).

Le problème de l'imposition du poisson salé débité dans le lieu même ou il a été acheté en gros se pose immédiatement. Les deux droits (3 sous 9 deniers et 5 sous) frappent-ils la même denrée cumulativement ? Le parlement de Toulouse appelé à intervenir en 1490 estime que le poisson salé est taxé en tout et pour tout 5 sous par quintal, comme le poisson frais ; seules les modalités de l'imposition varient, le poisson salé payant 3 sous 9 deniers chez le grossiste, 1 sous 3 deniers chez le débitant (272). Cette interprétation manifestement contraire à la lettre du règlement et au principe énoncé ci-dessus représente malgré tout un effort de conciliation entre les intérêts en présence. Aussi bien s'imposera-t-elle pendant la plus grande partie du XVI^e siècle.

c) — LES DROITS SUR LE VIN

Depuis 1444 le vin est taxé au débit 3 sous 4 deniers pour livre (273). Seule innovation : en 1463 les gens d'Eglise et les nobles ont été assujettis au droit (274). En 1464 les Etats réunis au Puy maintiennent expressément cette réglementation (275), mais les protestations sont telles qu'on doit l'année suivante à Montpellier (juin 1465) revenir au système traditionnel : « *Touchant le sixième du vin vendu à détail les gens d'esglise et nobles vivant noblement, au regard du vin creu aux dismes de leurs benefices (et) heritages nobles qui anciennement n'avoient accoustumé de contribuer aux tailles ne estoient subjets audit droit... n'en payent rien* » (276). Or parmi les gens d'Eglise d'aucuns abusent de leurs prérogatives, tel ce commandeur de l'ordre de St Jean de Jérusalem, frère Jacques de Pignas, qui en 1477 fait transporter et débiter à Pézenas du vin qui ne provient pas plus des dimes du terroir que des vignes dépendant du bénéfice attaché à la commanderie (277). Il est bien précisé à l'intention des privilégiés en 1488 que la vente du vin au détail ne peut être effectuée en franchise que dans les lieux où les bénéfices sont « *scituez et assis* » (278) : les abus à ce qu'il paraît ne cesseront pas pour autant (279).

De nombreuses difficultés procèdent également de l'insuffisance de la réglementation fiscale applicable aux hôteliers et aux maîtres de pension. La boisson en effet n'entre que pour partie dans les fournitures procurées à la clientèle moyennant un prix d'ensemble. Sur quelle base percevoir le droit ? Doit-on s'en tenir à la déclaration des intéressés ?

(271) *Hérault*, A-14, f^o 187 et suiv.

(272) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 57 v^o-58, 59-59 v^o.

(273) Cf. *supra* p. 28.

(274) Cf. *supra* p. 37.

(275) *Toulouse*, AA-84, f^o 12-13 ; *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 48.

(276) *Hérault*, A-241, f^o 58 ; *BN lat.* 9178, f^o 173 ; *HL*, t. XII, pr. c. 103.

(277) *Pézenas*, armoire A, layette 2, liasse 6, charte 13.

(278) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 55-56. Les membres des ordres mendiants ne jouissent évidemment pas du privilège. *Ardèche*, C-752, n^o 64.

(279) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 56, 59 v^o ; *Ardèche* C-752, n^o 64.

Les fermiers ne manquent pas de réclamer le droit de visite (280) ; les hôtes au contraire invoquent les dispositions d'un arrêt du parlement de Toulouse les autorisant à rendre compte aux traitants de l'importance du débit effectué dans leurs établissements et précisant que ce faisant ils doivent être crus sur leur serment (281). Le débat en fait se poursuivra au siècle suivant (282), et même d'un certain côté restera ouvert jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

II. — LA LIQUIDATION DU CONTENTIEUX DE L'IMPOT

A la fin du règne de Charles VII les conservateurs ont perdu une grande partie des attributions qui leur avaient été reconnues à l'origine : ils n'exercent plus que des fonctions d'ordre juridictionnel (283). Louis XI en 1463 sanctionne l'évolution, mais dans le domaine juridictionnel précisément l'esprit de la nouvelle réglementation reste fidèle à la tradition. Certes pour vider avec célérité le contentieux de l'impôt — la nécessité d'une solution rapide s'imposant surtout dans le cas de différend entre les fermiers — des juridictions spécialisées établies dans les principales villes du pays sont à priori mieux placées qu'une cour éloignée des justiciables, encombrée de praticiens et préoccupée de problèmes d'ordre divers. L'essentiel est que les juridictions **en question** disposent d'une autorité suffisante en fait pour remplir leur fonction.. Or les conservateurs en vingt ans n'étaient pas parvenus à s'imposer. Néanmoins l'expérience tentée en 1443 est poursuivie.

Les juges des juridictions ordinaires, royales ou seigneuriales, conservent leur compétence en première instance (284) ; on s'efforce surtout d'accélérer la procédure en obligeant les intéressés, d'une part à faire leur demande « *au premier jour des adiournemens* », d'autre part à venir défendre dans un délai de quatre jours ; en écartant les avocats et les « *gens de conseil* » ; en exigeant la remise des pièces écrites dans les quarante huit heures et d'une manière générale en imposant aux parties et aux juges l'obligation de procéder « *sans solennité* » et dans les délais les plus brefs (285).

Les conservateurs, appelés « *juges souverains* », connaissent en appel et souverainement des causes plaidées devant les juges des juridictions ordinaires (286). Ils sont également compétents en premier ressort — à l'exclusion de tous les autres juges — dans les cinq villes où leurs auditoires sont installés (287). Ils peuvent d'autre part à la

(280) *Hérault*, A-14, f° 354 sq.

(281) Le parlement s'était prononcé en 1488 au cours d'un procès entre le fermier de l'équivalent de la sénéchaussée de Toulouse, Jehan de Lordre, et trente-quatre hôteliers. (*Toulouse*, AA-13, 259 ; *Hte-Gar.*, C-2182, f° 59 v°, 60).

(282) P-V 14 nov. 1520 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 173).

(283) Cf. *supra* p. 34.

(284) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 12 v°-13.

(285) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 13-14. Les écrits doivent être rédigés en « *languaige françois ou languaige commun du pays* ».

(286) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 17.

(287) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 15.

requête d'une partie évoquer certaines causes, à savoir « *s'il y avoit aucunes questions de fermier contre fermier ou que aucun desd. fermiers vouldist faire question et demande daucune grant somme de deniers ou daucune grosse confiscacion ou amende* » (288). Ils peuvent enfin informer de leur propre initiative des abus commis par les fermiers, par les marchands et par les juges subalternes (289). Trois « *juges souverains* » (290) siègent dans chaque auditoire. Le ressort de celui de Toulouse s'étend sur toute la sénéchaussée. Par contre le territoire des deux autres sénéchaussées « *de grant longue et extendue* », est divisé : les « *juges souverains* » siégeant à Carcassonne exercent leur juridiction sur les diocèses de Carcassonne, Alet et Limoux, Mirepoix, Albi et Castres, cependant que les diocèses de Narbonne, Saint-Pons, Béziers, Agde et Lodève sont rattachés au siège de Béziers ; dans la sénéchaussée de Beaucaire, les diocèses de Maguelonne, Nîmes et Uzès dépendent du siège de Montpellier, les pays de Velay, de Vivarais et de Gévaudan étant rattachés au siège du Puy (291). Dans chaque auditoire un greffier est adjoint aux juges : il a pour mission de « *recueillir, recevoir et faire venir ens les amendes, forfaitures et confiscacions déclairez au prouffit du roy* », de centraliser la recette provenant des juridictions subalternes et de verser les fonds semestriellement à la trésorerie ou à la recette générale (292). Précisons à ce sujet que tout règlement par voie de composition est proscrit (293). La procédure est accélérée : les parties devant « *conclure esd. procès le jour de ladjournement escheu ou le lendemain au plus tard sans bailler libelles & manière de faiz nouveaulx ne de raisons de droit* » ; les avocats n'étant admis qu'en cas de nécessité, au gré des juges ; les délais étant abrégés à l'extrême (294)... On espère ainsi faciliter l'exercice de la justice et surveiller à la fois son administration et le comportement des traitants. A ce point de vue l'opportunité de la création des sièges de Carcassonne et du Puy est indiscutable. Mais il est à craindre que l'autorité du parlement de Toulouse n'éclipse celle des « *juges souverains* », d'autant

(288) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 15.

(289) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 15 v° : par les marchands c'est-à-dire par les contribuables.

(290) Trois personnes notables, à savoir deux laïcs — bourgeois ou marchands — et un clerc, homme de justice, contraints à faire résidence et à exécuter leur office en personne, sans pouvoir commettre un lieutenant (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 14 v°). Le 5 août 1463 les commissaires royaux nomment les juges souverains de la sénéchaussée de Toulouse : M^{re} Bertrand de Saint-Pierre, licencié es lois, Jehan Amic, chevalier, seigneur de Roquefort, et Jehan Le Brun, receveur de la cour de parlement (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 4 v°). Le 8 septembre suivant le roi approuve le choix, il assigne à chacun des juges 60 livres de gages par an et il mande aux généraux conseillers sur le fait et gouvernement des finances de recevoir le serment des nouveaux promus et de les « *instituer en possession et sayzine de (leur) commissions et charge* » (*id.* f° 83 v°-85).

(291) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 4 v° et 14 v°.

(292) *Hte-Gar.*, C-2182 ; f° 17 v°, 18. Le greffier du siège de Toulouse a 20 livres de gages par an (*id.* f° 83 v°-85).

(293) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 18.

(294) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 15 v°, 17 v°.

que les affaires plaidées devant les juridictions ordinaires vont normalement en appel devant le parlement, et qu'en outre la cour des généraux des aides chargée de vider une partie du contentieux fiscal (295) est incorporée audit parlement.

Ces craintes se trouveront grandement justifiées après l'échec des mesures de réforme prises dans le domaine des impositions. Comme l'on revient au système fiscal traditionnel, la compétence des « *juges souverains* » en matière de taille est tout naturellement discutée (296). Ces juges ne succédaient-ils pas purement et simplement aux conservateurs de l'équivalent ? Et les Etats eux-mêmes ne tardent pas à requérir leur suppression, avec attribution de compétence aux juridictions ordinaires (297). Cette demande sera mal accueillie : « *Il n'y a celui qui osast conseiller au Roy qu'il fist les dits juges ordinaires juges souverains du fait de ses finances, et n'est pas chose pertinent d'en parler* » déclarent les commissaires royaux (298), et les officiers en question ne disparaîtront pas. Leur nombre ne sera même pas réduit, contrairement aux prescriptions d'une ordonnance du 12 septembre 1467. Toutefois la compétence souveraine en matière d'équivalent sera transférée à la cour des Généraux sur le fait de la justice des aides, qui alors s'efforce d'affermir son autorité face au parlement. Pittoresque à plus d'un égard, l'histoire des vicissitudes subies pendant près d'un demi-siècle par les diverses juridictions chargées du contentieux de l'impôt, mérite d'être retracé : on y découvre l'origine de la plupart des règles de compétence appliquées par la suite dans ce domaine.

a) — L'ORDONNANCE DU 12 SEPTEMBRE 1467 ET LES JUGES CONSERVATEURS

L'ordonnance du 12 septembre 1467 réduit d'un tiers le nombre des officiers qui sous le nom de « *juges souverains* » siégeaient à Toulouse, à Carcassonne, à Béziers, à Montpellier et au Puy : dans chaque auditoire « *ou vouloit avoir trois conservateurs* » deux juges seulement restent en fonction. L'ordonnance surtout restreint la compétence des conservateurs, la juridiction souveraine en matière d'équivalent échappant à ces derniers pour la première fois depuis l'établissement de l'impôt (299).

(295) La cour des généraux avait vu son autorité « *grandement diminuée* » en 1443 du fait de l'abolition des aides. Elle connaissait néanmoins des causes d'appel en matière de taille et de gabelle, et depuis 1444 elle était incorporée au parlement de Toulouse (*Hérault*, B-I, f° 1 ; HL t. XI, pp. 3-4 ; Cf. également Dognon, *les Institutions polit. et adm.*, pp. 387-389 ; A. Viala *op. cit.*, II, pp. 317-321) ; il est évident que les mesures prises en 1463 dans le domaine fiscal ne renforçaient pas la position de cette compagnie.

(296) Malgré la prise de position formelle des commissaires du roi aux Etats tenus au Puy en 1464 (*Toulouse*, AA-84, f° 16).

(297) Car « *aussi bien y sera pourveü un juge que par plusieurs* » (*Doléances* 1467, art. 12 ; *Hérault*, A-241, f° 73 ; BN lat. 9178, f° 181).

(298) *Doléances* 1467, art. 12 (*Hérault*, A-241, f° 73).

(299) *Hérault*, B-I, f° 1 ; Fontanon, t. II, p. 555.

EXTRAIT DE L'ÉTAT DE DISTRIBUTION DES FINANCES
GAGES ATTRIBUES AUX JUGES CONSERVATEURS

(ANNEE 1469). — (1^{er} septembre 1468 — 31 août 1469) (300).

Béziers : Afrodizy Rouch, licencié en lois	44 l. 13 s. 6 d.
— Arnault de Mailhac	44 l. 13 s. 6 d.
— Guillaume de Taschart, bourgeois de Béziers	44 l. 13 s. 6 d.
— Michel Picart, de Béziers, notaire royal (greffier)	14 l. 17 s. 9 d.
Total	148 l. 18 s. 3 d.

(ANNEE 1470). — Montant total du fonds (301) 700 livres

(ANNEE 1475). — (1^{er} septembre 1474 — 31 août 1475) (302).

Béziers : M ^e Nicolle Tilhart	40 livres
Montpellier : Pierre du Jardin	40 —
— Guillaume de Nève	25 —
— Pierre Mace	25 —

(ANNEE 1476).

Béziers (303) : M ^e Nicolle Tilhart	40 —
--	------

(ANNEE 1479). — (1^{er} septembre 1478 — 31 août 1479) (304).

Toulouse : M ^e Bernard du Pont	25 —
— Jehan le Brun	25 —
Carcassonne : M ^e Bertrand de Saint-André	25 —
— Pierre Geoffroy	25 —
— X	25 —
Béziers : Jehan Midy	40 —
— M ^e Affrodizy Rouchy	25 —
— Pierre Cavalletz	25 —
Montpellier : M ^e Guillaume de Nève	40 —
— M ^e Pierre du Jardin	40 —
— M ^e Pierre Mace	40 —
— M ^e Merlas Cordellier, notaire (greffier)	10 —
Le Fuy : M ^e Jean de Saint-Didyer	25 —
— Jacques Godon	25 —
— M ^e Raymond Montaignac	25 —
Montant total du fonds	420 —

(300) *BN clair* 197, 15.

(301) *BN fr.* 23263, f^o 6.

(302) *BN fr.* 23263, f^o 6.

(303) *BN clair* 202, 61.

(304) *Arch. Nat.*, K-691, 73. Précisons que M^e Guillaume de Nève, seigneur de Boutonnet, était trésorier et receveur général des finances.

(ANNEE 1486). — Montant total du fonds (305)	500 livres
(ANNEE 1487). — Montant total du fonds (306)	500 —
(ANNEE 1488). — Montant total du fonds (307)	500 —
(ANNEE 1497). — (1 ^{er} septembre 1496 — 31 août 1497) (308)	

Toulouse : M ^e Bernard du Pont	25 livres
— M ^e Berenguiet Bonnefoy	25 —
— Robert de Bardy	25 —
Carcassonne : M ^e Arnaud Boyer	30 —
— Guillaume Belissen	25 —
— Jehan de Brueilh	25 —
Béziers : Guynot de Lozière	40 —
— M ^e Robert Tuitcan	25 —
— Bermont Archimbault	25 —
Montpellier : M ^e Hug Feurany	40 —
— Guillaume Barbault	40 —
— Jehan Primier	40 —
— M ^e Yve Robert (greffier)	10 —
Le Puy : M ^e Raymond de Montaignac	25 —
— Marot Rion	25 —
— Guillaume Darlempde	30 —
Siège de Vivarais : Charles de Jussac	30 —

Montant total du fonds 485 livres

(ANNEES 1522-1523). — Montant total du fonds (309)	500 livres
--	------------

Ces dispositions seront-elles appliquées ? Non incontestablement en ce qui concerne la première d'entre elles, ainsi qu'en témoigne l'état annuel de distribution des finances dressé après 1467. Un nouvel auditoire — le « *siège de Viverois* » — pourvu, il est vrai, d'un seul conservateur est même établi dans les dernières années du XV^e siècle (310). Le transfert de souveraineté par contre paraît avoir été accompli, encore qu'une remarque s'impose à ce sujet. Il est en effet question après 1467 des « *conservateurs et juges souverains* » : dans les états de distribution des finances des années 1469 (311), 1476 (312) et 1479 (313) notamment, dans les remontrances adressées par les députés du Lan-

(305) *BN fr.* 23267, f^o 16.

(306) *BN nouv. acq. franç.* 20029, f^o 41.

(307) *BN fr.* 23267, f^o 22.

(308) *BN fr.* 22406,50 ; bien que le montant des gages attribués aux conservateurs fut moindre, la somme de 500 livres fut affectée à ce chapitre de dépense. Bérenguiet Bonnefoy, bachelier en droits, a été pourvu de l'office de conservateur dans la sénéchaussée de Toulouse le 18 janvier 1493. Précédent titulaire : Jean Bosquet (*Hérault*, A-3 360).

(309) *BN fr.* 23269, 11.

(310) Il en est question dans l'état de distribution des finances de l'année 1497 (*BN fr.* 22406 n^o 50).

(311) *BN clair* 197, n^o 15.

(312) *BN clair* 202, n^o 61.

(313) *Arch. Nat.* K-691, n^o 73.

guedoc au roi tenant les Etats généraux du royaume en 1484 (314), enfin dans une requête présentée par les Etats du pays aux commissaires royaux en 1488 (315). Cette qualification est-elle totalement injustifié ? En droit certainement. En fait les conservateurs continuent pendant un certain temps après 1467 à connaître en appel des causes plaidées devant les juges ordinaires (316). La tradition consacre en effet la souveraineté de leurs attributions relativement aux contentieux de l'équivalent... et les Généraux sur le fait de la justice des aides ont à ce moment-là de telles préoccupations avec le parlement (317) qu'on ne peut pas imaginer qu'ils chicanent les conservateurs à ce sujet.

Ce point éclairci on rappellera que les « *juges souverains* », indépendamment de leur compétence exclusive dans le lieu de leur siège, pouvaient être appelés à juger en premier ressort les affaires les plus importantes, les procès entre fermiers par exemple, par préférence aux juges des juridictions ordinaires normalement compétents. La juridiction des conservateurs, héritiers en cela des « *juges souverains* », est donc plus étendue que celle reconnue aux juges ordinaires en la matière. Pour les Etats de Languedoc néanmoins la nécessité d'une telle juridiction spécialisée ne s'impose aucunement, et de fait les représentants du pays réclament à plusieurs reprises la suppression des offices de conservateur (318). En pure perte : aux Etats de Tours où pourtant d'importantes concessions leur sont consenties (319), les députés du Languedoc n'obtiennent du roi — en réponse à la demande d'abolition desdits offices — que la vague promesse d'une enquête *super commodo et incommodo* (320). Et progressivement la position des conservateurs se renforce. Il ressort du contenu d'une requête adressée aux commissaires royaux par les Etats en 1488 et de la réponse donnée à cette requête (321), que ces officiers sont alors considérés comme devant connaître des affaires les plus importantes, à l'exclusion des juges des juridictions ordinaires. Parmi ces affaires les conservateurs du siège de Montpellier rangent sans hésitation dès 1486 les litiges survenus entre le fermier général et les fermiers particuliers (322). Cette interprétation donne la mesure de l'évolution accomplie depuis 1463 où, rappelons-le, les « *juges souverains* » pouvaient simplement évoquer les causes de ce genre à la demande des parties ou du moins de l'une d'elles. Dans les dernières années du XV^e siècle les représentants du pays tiennent seulement à ce que les conservateurs procèdent « *sommairement et de plain et sans figure de procès* » (323), et ils s'élèvent vigoureusement contre les empiètements des juges ecclésiastiques sur la juridiction des

(314) Caseneuve, *Chartes des principaux privilèges...* pp. 53-54.

(315) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 56 v^o-57.

(316) Cf. *infra* p. 381.

(317) Sur leurs démêlés, Cf. *infra* pp. 63 sq.

(318) Notamment en 1483 : *HL*, t. XI, p. 109.

(319) La suppression de la cour des Généraux sur le fait de la justice des aides notamment : Cf. *infra* p. 64.

(320) Caseneuve, *Chartes des principaux privilèges...* pp. 53-54.

(321) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 56 v^o-57.

(322) *Hérault*, A-14, f^o 354 sq. (lettre 27 sept. 1486).

(323) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 56 v^o ; *Ardèche*, C-752, n^o 64.

tribunaux compétents en matière d'équivalent (324). L'établissement d'un siège supplémentaire de conservateur (dans le pays de Vivarais) est également un fait caractéristique d'une période au cours de laquelle l'hostilité des Etats à l'égard de la Cour des Aides ne se dément pas un seul instant.

b) — LES VICISSITUDES DE LA COUR DES AIDES APRES 1467

L'ordonnance du 12 septembre 1467 attribue la juridiction souveraine en matière d'équivalent à la cour des Généraux sur le fait de la justice des aides (325). Cette cour est toujours installée à Montpellier avec le parlement (326), mais elle est entièrement séparée de celui-ci : cinq généraux sont nommés — auxquels le roi attribue les gages des « juges souverains » supprimés — ainsi qu'un avocat, un procureur, un greffier et un huissier (327). A la fin de l'année 1468 le roi donne l'ordre de transférer les deux compagnies à Toulouse (328), mais comme « la pluspart desdits generaux estoient habitans, residens (à) Montpellier, en laquelle se tenoient la pluspart du temps le lieutenant (du) duc de Bourbonnois et d'Auvergne, gouverneur audit pays, et le général de(s) finances, presidens en ladite cour des generaux, et que lesdits generaux n'avoient esté appointez de leurs gages », ils refuseront de « se departir du dit Montpellier », où ils continueront de tenir auditoire. Ceux de leurs collègues qui se sont déplacés sur les bords de la Garonne siègent de leur côté, en sorte qu'« aucuns appointemens... faits en l'un des auditoires estoient contraires, revoquez et annulez par l'autre, ou reputés estre nuls et de nulle valeur ; parquoy s'ensuivoit grand confusion et inconveniens, tellement que aucunes fois nos sujets estoient contrainsts avoir sur ce recours en (la) cour de parlement ; laquelle entreprenoit la connoissance de la justice de(s) finances » (329). Le roi désireux de mettre fin à cet état de choses consent le 3 mars 1478 à ce que la cour des généraux ait son siège à Montpellier et il proclame sa ferme résolution de contenir le parlement dans les bornes de sa compétence (330).

Ces vicissitudes ne contribuent pas pour peu à renforcer la position du parlement, à accroître l'autorité de celui-ci dans le pays. Il dispose d'un allié d'ailleurs : les Etats de Languedoc, tout prêts à dénoncer les entreprises de « messieurs les generaulx » sur la juridiction des « ordinaires » et à conclure que la cour desdits généraux n'était d'aucune utilité ni profit au pays et qu'il convenait de la suspendre

(324) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 6 v° ; C-2182, f° 55.

(325) *Hérault*, B-I, f° I.

(326) Sur le transfert des deux juridictions à Montpellier et les vicissitudes qu'elles connurent alors, Cf. A. Viala, *op. cit.*, I, pp. 72-77 ; II, pp. 321 sq.

(327) *Hérault*, B-I, f° 1.

(328) *HL*, t. XI, p. 71.

(329) *HL*, t. XII, pr. cc. 192-193.

(330) *HL*, t. XII, pr. cc. 193-195.

et de l'abattre (331). A Tours en 1484 les Etats parviennent à leurs fins : « *Au regard de la cour des generaux de la Justice des Aides séant à Montpellier, veut (le roi) qu'elle soit abattue et que dores en avant se tienne icelle cour en la ville de Toulouse par les gens du Parlement illec seant, qui à ce seront ordonnés et commis par la forme et manière qui se faisait au temps du roi Charles* » (332). Mais les inconvénients de cette mesure sont tels sur le plan financier (333) que la cour doit être rétablie peu après (334). Le parlement ne cesse pas pour autant de connaître des causes touchant les finances : en matière d'équivalent deux de ses interventions concernant, l'une l'assujettissement au droit des hôteliers et des maîtres de pension, l'autre les modalités de l'imposition du poisson salé, nous ont paru dignes d'être notées (335). Dans les deux cas l'interprétation donnée par le parlement des dispositions réglementant la perception de l'impôt semble peu conforme aux intentions des promoteurs de la réglementation en question.

On s'explique parfaitement qu'une telle action excite la méfiance du pouvoir central : « *Aucuns habitants de notre pays pour fuir et delayer le paiement de nos deniers ont recours à vous* », observe Charles VIII à l'adresse des parlementaires en 1493, et « *tous les jours cognoissez desd. matieres et entreprenez sur les arrestz donnez et prononcez par (la) court des generaulx soubz couleur des appellations frivoles interiectees par aucunes des parties* » (336)... Aussi bien grâce à la sollicitude dont on l'entoure en haut lieu, et malgré les violentes attaques dont elle est l'objet dans le pays (337), la cour des Aides réussit à se maintenir. Sa compétence souveraine sur « *tout le faict desdites aides, tailles, gabelles, equivalents, octroiz, compoix, assignations, crues, traites, fournissement de greniers à sel et toutes autres aides, dons, octrois et impositions* » est confirmée à diverses reprises par les successeurs immédiats de Louis XI (338), mais le parlement — nous aurons l'occasion de le constater par la suite — ne désarmera pas sur le champs.

(331) Sur l'hostilité des représentants des villes à l'égard de la cour, dont les officiers « *reformaient et corrigeoient des mangenes et abus qu'ils faisoient estidits consulats* », Cf. HL, t. XII, pr. c. 262 ; Cf. en particulier doléances 1482, art. 20 (HL, t. XII, pr., c. 234), doléances 1483 (*id.*, t. XI p. 109).

(332) Caseneuve, *Chartes*... pp. 53-54. La cour des aides fut supprimée le 8 mars 1485 (HL, t. XI, p. 131).

(333) HL, t. XII, pr. cc. 262-263.

(334) 5 oct. 1486 (HL, t. XII, pr. cc. 260-267). Doit-on préciser que le parlement fit des difficultés pour enregistrer les lettres royaux (HL, t. XI, pp. 131-132).

(335) Cf. *supra* pp. 56 et 57.

(336) Lettres royaux 4 nov. 1493 (Hte-Gar., C-2182, f° 67 v°). Exemple d'intervention inopportune du parlement : Ardèche, C-752, 64.

(337) HL, t. XI, pp. 147-148.

(338) Notamment lettres de Charles VIII 16 mars 1494 (Hte-Gar., C-2182, f° 68-71) et 8 juil. 1495 (*id.*, f° 71 v°-74) ; de Louis XII 19 juil. 1512 (*id.*, f° 74 v°-81).

III. — LA PLACE DE L'ÉQUIVALENT DANS LES FINANCES DE LANGUEDOC

Dès l'origine l'équivalent par sa destination est lié à l'aide. En effet la substitution des droits d'équivalent aux taxes indirectes levées sous le nom d'aides n'entraîne aucun changement dans l'affectation du produit de l'imposition : il s'agit de pourvoir aux dépenses engagées « *pour le fait de la guerre* » (339) ; or on n'ignore pas que le revenu de l'aide imposée sur le taillable est en grande partie affecté au même objet (340). Ainsi les deux contributions sont complémentaires ; et comme l'équivalent est porté au compte de chaque exercice pour 80.000 livres (341), logiquement lorsqu'en 1446 la cotisation totale annuelle du pays de Languedoc « *jusques à final & certaine conclusion de paix ou guerre* » est réglée en fonction de la somme nécessaire à l'entretien d'un contingent déterminé de gens d'armes (cinq cents lances et un millier d'archers) (342), le montant annuel de l'aide semble lui-même définitivement arrêté pour les années à venir. En fait il n'en est rien pendant la durée des hostilités. Mais à compter de 1456, le montant de l'aide et celui de la contribution versée au roi au titre de l'équivalent (70.000 livres) formeront à quelques milliers de livres près la même somme : 186.000 livres en 1456 (1^{er} septembre 1455 — 31 août 1456), en 1457 et en 1458 ; 188.000 livres en 1459 ; 184.000 livres en 1460 et en 1461 ; 190.000 livres en 1462 et en 1463 (343). En 1464 la réforme du système fiscal ne devant en rien préjudicier aux intérêts du souverain, la levée des nouveaux impôts est adjugée par les commissaires au prix de 186.000 livres. L'enchère de Bourracier s'inscrit ainsi dans la tradition, à tel point qu'après l'échec de la réforme le roi tient pour principe que la contribution annuelle du pays s'élève à la somme de 186.000 livres « *tant pour la taille qu' (il) avoit accoustumée d'avoir communes années... que pour l'équivalent aux aides* » (344). Si l'on considère les variations de la demande royale sous Charles VII (345),

(339) *HL*, t. IX, p. 1125 ; t. X, pr. cc. 2127-2128 et c. 2198.

(340) Il n'est pas de notre propos de nous étendre sur ce point. Cf. notamment *HL*, t. XII, pr. c. 4, la déclaration du roi du 26 février 1444.

(341) Il ne doit pas être tenu compte ici du supplément de 3.000 livres représentant le prix de l'abonnement à l'imposition foraine. Traditionnellement cette somme est imputée sur le douaire de la reine (*BN*, fr. 25712, 260).

(342) *HL*, t. XI p. 16 ; t. XII, pr. cc. 9-12 ; 100.000 livres sont en 1446 octroyées au roi au titre de l'aide. Ainsi avec l'équivalent le pays contribue pour 180.000 livres aux dépenses d'ordre militaire.

(343) *HL*, t. XI, pp. 35, 37, 38, 39 et 44 ; Tardif, *Monum. hist.*, n° 2407.

(344) *HL*, t. XII, pr. c. 98.

(345) En 1457, demande : 130.000 livres ; octroi : 116.000 l. (*HL*, t. XI, p. 35) En 1458, demande : 150.000 l. ; octroi : 116.000 l. (*id.*, p. 37). En 1460 demande : 120.000 l. ; octroi : 114.000 l. (*id.*, p. 38). Pendant cette période par conséquent les Etats contribuent pour une large part à fixer le chiffre de l'aide.

on s'accordera pour reconnaître que l'expérience tentée au début du règne de Louis XI a contribué à fixer de façon certaine le montant de la participation annuelle du Languedoc aux charges ordinaires du royaume. La forme même de la demande royale et celle de la réponse donnée par les Etats donnent la mesure de l'évolution accomplie ; alors que sous Charles VII il n'est pas question de l'équivalent dans les lettres de commission concernant la taille, Louis XI au contraire, et les Etats de Languedoc à sa suite, ne manquent pas de préciser qu'ils affectent à la constitution du fonds de 186.000 livres « *ce que monte ledit equivalent par arrendement* » (346). Certes après 1465 on enregistre d'une année à l'autre des variations dans le montant total de la contribution. Mais ces variations, dues à l'affectation de fonds au paiement des commissaires chargés d'affermir l'équivalent, sont d'importance tout à fait secondaire (347). Elles cessent d'ailleurs dans le dernier quart du XV^e siècle, l'aide et l'équivalent étant inscrits dans le chapitre des recettes du budget pour 187.975 livres (348). L'aide dès lors ne varie plus qu'en fonction du rendement de l'équivalent. A compter de 1495 toutefois le taillable languedocien surchargé bénéficie annuellement d'un rabais fixe de 20.000 livres sur le montant de l'aide (349), et de ce fait un second élément intervient dans la fixation de cette imposition ; mais le chiffre de 187.975 livres ne cesse pas de figurer, et pour longtemps encore, à la base des calculs auxquels se livrent les gens des finances.

Les rapports entre l'aide et l'équivalent ainsi définis, on se bornera à évoquer les modifications intervenues au cours de cette période dans l'assiette de ces impositions. Ces modifications procèdent d'exemptions fiscales ou de rectifications de frontières. Le cas de la ville de Toulouse exemptée de taille pour une durée de cent ans en 1463 est suffisamment connu (350). Rappelons que la quote-part contributive de la ville fut répartie intégralement sur le reste du taillable jusqu'en 1476, et que par la suite — le roi ayant convenu d'un abonnement avec les capitouls (351) — la somme représentant le prix de l'abonnement vint en déduction de celle de 187.975 livres (352). Le cas de la ville du Puy, dont les habitants

(346) *HL*, t. XII, pr. c. 98 ; *Arch. Nat.* K-691,30 ; *BN fr.* 20409,16 ; *Hérault A-233*, f^o 79.

(347) Les gages (1.200 livres environ) attribués aux commissaires chargés de l'adjudication de l'équivalent pendant la trienne 1469-1471 notamment sont prélevés sur le produit de la première année du bail. L'équivalent étant affermé au prix de 65.300 livres, le montant de l'aide s'élève donc cette année-là, à 122.000 livres, soit au total 187.300 livres (*Arch. Nat.*, K-691,30 ; *Hérault*, A-233, f^o 79). L'année suivante (1^{er} septembre 1469 — 31 août 1470) le montant de l'aide sera ramené à 121.000 livres (*Arch. Nat.*, K-691,33).

(348) En 1474 (*BN fr.* 20409, 20 ; lat. 9178, 286-288 ; Tardif, *Monum. hist.*, n^o 2540) ; pour la suite : *Arch. Nat.*, K-691, 41, 43, 45, 56, 64 ; *Hérault*, A-236, f^o 143.

(349) *Hérault*, A-17, f^o 129 ; *HL*, t. XI, pp. 144-145 et 150 ; Dognon, *Institutions polit. et adm.*, pp. 500 et suiv. ; la taille en Languedoc, *Ann. Midi* (1891) pp. 349 sq. L'essai de péréquation des charges ayant été entrepris sur les instances des députés de Normandie aux Etats de Tours les représentants du Languedoc évoqueront constamment par la suite « les 20.000 livres de la recherche de Normandie ».

(350) *Toulouse*, AA-3, 275 ; *HL*, t. XI, p. 51.

(351) Prix de l'abonnement : 2.000 liv. par an (*Toulouse*, AA-49, 2).

(352) *HL*, t. XII, pr. c. 223.

furent exemptés par Louis XI en 1476 non seulement de la taille mais aussi de l'équivalent, nous intéresse d'une façon plus directe. Au moment de l'exemption la levée des droits d'équivalent dans la ville était adjugée au prix de 3.410 livres par an. L'exploitation de la ferme étant interrompue, la somme de 3.410 livres est imposée par manière de taille sur le reste du pays de Languedoc, y compris le diocèse du Puy (353), et il en sera ainsi pendant toute la durée de l'exemption (354). Il va sans dire que les Etats de Languedoc protestent contre ces modifications concernant, outre les villes de Toulouse et du Puy, celles de Villeneuveles-Avignon, les diocèses d'Alet, de Limoux, de Rieux et Couserans, plusieurs communautés des pays cévenols et les juries de Rivière et de Verdun rattachées en 1469 au duché de Guyenne (355). Au lendemain des Etats de Tours on peut penser que les réclamations de l'assemblée occitane ont été entendues (356) ; mais les habitants de Toulouse parviennent à s'exempter de l'application de la règle générale que Charles VIII d'ailleurs ne tient pas tellement à leur imposer (357), et constamment par la suite ils resteront à cet égard « *séparés du corps du pays de Languedoc* ».

Si l'aide et l'équivalent constituent à l'inverse de la crue l'élément stable du budget, l'importance respective du produit des deux impositions n'est jamais fixée que pour un trienne. En fait la stabilité du rendement de l'équivalent pendant le règne de Louis XI est remarquable : 64.000 livres par an, pendant le trienne compris entre le 1^{er} septembre 1465 et le 31 août 1468 (358) ; 65.300 livres pendant le trienne suivant (359) ; 64.250 livres pendant le trienne compris entre le 1^{er} septembre 1474 et le 31 août 1477 (360) ; 65.000 livres pendant le trienne compris entre le 1^{er} septembre 1477 et le 31 août 1480. Précisons que la levée des droits est alors adjugée par sénéchaussée (361) :

— La sénéchaussée de Toulouse à Guillaume Gasquet pour	11.415 l.
— La sénéchaussée de Carcassonne à Jean Aoust pour	22.085 l.
— La sénéchaussée de Beaucaire à Guillaume de Leuze pour ..	31.500 l.
	65.000 l.

Les prix, on le voit, restent constamment inférieurs au niveau atteint à la fin du règne précédent. Il en va de même pendant la première moitié du règne de Charles VIII : « *la taxe de l'équivalent... ne monte à ladite somme de soixante dix mille livres tournois, où il a resté & reste la somme de trois mille quatre cens livres tournois* », constataient les

(353) *BN fr.* 6984, 220.

(354) *Arch. Nat.*, K-691, 56, 60, 64, 68 ; *HL t.* XII, pr. c. 215.

(355) Doléances 1482, art. 7, 8, 9, (*HL t.* XII, pr. cc. 228-230 ; *Hérauld A-17*, f° 108 sq.). Sur Rivière et Verdun : *HL t.* XI, pp. 73, 95 ; t. XII, pr. cc. 139, 142, 161, 165 sq.

(356) *Hérauld A-17*, f° 108 sq. ; *HL t.* XII, pr. cc. 242-247.

(357) *Toulouse*, AA-3, 289 ; *Hérauld A-17*, f° 108 sq. ; *HL t.* XI, p. 130.

(358) Cf. *supra* p. 52.

(359) *Arch. Nat.*, K-691, 30 ; *BN fr.* 23263, f° 5 ; *Hérauld A-233*, f° 79.

(360) *Arch. Nat.*, K-691, 41-45.

(361) *BN fr.* 6984, f° 289 ; *Arch. Nat.*, K-691, 56, 64, 68.

représentants du pays au début du trienne compris entre le 1^{er} septembre 1489 et le 31 août 1492 (362). Cependant par la suite la valeur nominale du produit de l'impôt augmente brutalement — d'un tiers environ en l'espace de quatre triennes (363) — pour des raisons d'ordre monétaire sur lesquelles il n'y a pas lieu de s'étendre ici.

(362) *HL*, t. XII, pr. c. 277 ; BN fr. 23901, f^o 103, 106.

(363) Prix du bail, trienne 1489-1492 : 66 600 livres (*HL*, t. XII, pr. c. 277) ; trienne 1504-1507 : 91.325 livres (*Hte-Lotre*, C-7300).

CHAPITRE II

L'établissement du règlement de l'équivalent

Le règlement de l'équivalent n'est pas seulement la loi fiscale fixant l'assiette de l'impôt ainsi que les modalités de la liquidation et du recouvrement. Il comprend également une série de dispositions concernant l'adjudication de la levée des droits (procédure, droits et devoirs du fermier, sous-affermage, etc...) et en ce sens il peut être comparé à un cahier des charges. Certains articles sont relatifs à la police du marché, voire à la police économique générale. Il en est enfin qui concernent le contentieux de l'impôt.

Le règlement est en principe élaboré par l'assemblée provinciale et le texte en est publié, après avoir reçu la sanction des commissaires royaux, dans les quelques jours précédant le renouvellement du bail ; il est applicable pendant toute la durée de celui-ci : l'équivalent est « communément régi par les instructions qu'à chaque trienne de l'alferme le pays fait et dresse par permission du Roy », observe à ce sujet Philippi (364), cependant que le syndic général aura l'occasion de préciser à la fin de l'Ancien Régime que ce règlement « n'est point une convention particulière, mais une véritable loi enregistrée en la cour, une des productions de notre droit public » (365). Toutes les dispositions applicables en la matière cependant ne sont pas dûes à l'initiative des Etats, contrôlée plus ou moins étroitement par le pouvoir royal. Un certain nombre de règles sont purement coutumières ; d'autres procèdent de l'action de la Cour des Aides. L'influence de la doctrine enfin n'est pas négligeable.

Nous aurons l'occasion à plusieurs reprises de souligner le rôle de l'usage en la matière. En 1687 par exemple le syndic général l'invoque à l'encontre de la prétention du fermier de taxer les graisses impropres à la consommation : a-t-on vu jusqu'à présent, s'enquiert-il, que l'équivalent soit levé sur un produit non comestible ? et le règlement publié en 1693 ne manque pas de préciser que les graisses détachées de la bête et vendues séparément sont détaxées (366). De même la viande destinée à l'approvisionnement des hôpitaux et des hôtels-Dieu est imposée au XVIII^e siècle d'après un tarif spécial, resté exclusivement

(364) Arrests de conséquence, art. XIII.

(365) *Hérault*, B-9131.

(366) Cf. *infra* p. 98.

coutumier jusqu'en 1735 (367). Quant au mode de calcul de la « *déduction* » opérée sur le montant du droit en fonction de la consommation particulière des hôteliers, de leur famille et de leurs domestiques, il varie pendant longtemps d'un lieu à l'autre suivant l'usage (368) ; et c'est également l'usage qui fonde la plupart des privilèges invoqués en la matière (369). Il arrive même qu'un usage persiste et finisse par s'imposer contre les dispositions formelles du règlement : l'usage de débiter publiquement des agneaux par exemple (370). On voit même en 1741 les Etats invoquer l'usage, « *général dans presque toute la province* », d'égorger les porcs dans les maisons particulières, à l'encontre de la prétention du fermier d'appliquer l'article 27 du règlement interdisant la mise en vente de la viande des animaux non abattus aux écorchoirs (371). Dans les deux cas le texte du règlement sera amendé conformément à l'usage...

On ne saurait en outre passer sous silence l'action législative des cours souveraines, en particulier celle de la Cour des Aides (encore qu'elle ait été contrôlée étroitement par les Etats au XVIII^e siècle), et pas davantage négliger l'influence de la jurisprudence de ladite cour sur la législation de l'équivalent. Au début du XVI^e siècle le parlement de Toulouse joue encore un rôle en la matière, d'ailleurs reconnu par les Etats de Languedoc (372). Assez vite cependant le parlement cesse de s'entremettre des questions d'équivalent : au milieu du XVI^e siècle le principe d'après lequel on doit s'adresser en dernier ressort à la Cour des Aides, « *tant pour faire interpréter les articles de la ferme de l'équivalent que pour l'observation et entretien d'iceux* » est très généralement admis (373). On se bornera présentement à évoquer le rôle déterminant joué par la cour dans l'établissement de la réglementation applicable aux habitants tenant « *assiette de buveurs* » (374), aux maîtres de pension (375), aux débitants de vin provenant de vignes affermées (376)... Il s'en faut cependant que les Etats de Languedoc aient approuvé toutes et chacune des décisions de la cour (377). Le libéralisme dont ils font preuve à divers endroits, notamment en réglementant le débit du vin de propriétaire ou la vente du poisson frais, contraste singulièrement avec la rigueur de certains arrêts de règlement rendus par la cour dans la deuxième moitié du XVII^{me} siècle. Citons l'arrêt du

(367) Cf. *infra* p. 91.

(368) Cf. *infra* pp. 176 sq.

(369) Cf. *infra* p. 150.

(370) Cf. *infra* pp. 93 sq.

(371) Cf. *infra* p. 170.

(372) P-V 13 oct. 1518 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 114 v°).

(373) P-V 17 nov. 1558 (*Hte-Gar.*, C-2280, f° 287 v°).

(374) Cf. *infra* pp. 122 sq.

(375) Cf. *infra* p. 125.

(376) Cf. *infra* p. 134.

(377) P-V 14 et 29 avril 1617 (*Hte-Gar.*, C-2297, f° 45, 47), 12 avril 1647 (*id.*, C-2304, f° 256 v°), 21 mars 1661 (*id.*, C-2311, f° 260), etc... Cf. également *Hérault*, B-9225, la requête adressée à la cour par le syndic général le 2 juillet 1661.

23 juillet 1671 rendu sur requête du fermier général Populaire (378) et l'arrêt du 20 janvier 1689 rendu sur requête du fermier Pierre Boyer (379), qui reprennent les dispositions du *Traité du droit d'équivalent*, de La Coste, ouvrage considéré par le syndic général en 1639 comme « *contenant autant d'innovations que d'articles blessant les privilèges et libertés des habitants* » (380). Vers la fin du XVII^e siècle cependant les Etats désireux de prévenir toute interprétation non conforme à leurs intentions entreprennent de contrôler l'action de la Cour des Aides. Ils s'informent donc des litiges en suspens, ils en délibèrent et souvent les justiciables s'en rapportent à eux. Cette action n'est pas du goût de tout le monde : « *Les Etats... entrent dans bien des matières et font beaucoup d'assemblées et de commissions sur presque toutes les natures de recouvrement* », constate l'intendant d'Aguesseau le 5 novembre 1683 ; et de rappeler « *qu'il y avait des juges établis pour connaître de ces sortes de droits (et) que, s'ils ne faisaient pas justice, on avait la voie d'appel à la Cour des Aides, sauf, en cas que cette Cour jugeât contre les règlements, à se pourvoir au Conseil, mais qu'il fallait conserver l'ordre des juridictions parce qu'autrement ce serait ériger un nouveau tribunal... ce qui ne serait pas régulier* ». Au surplus « *il serait dangereux que les Etats voulussent se mêler de trop de choses* » (381). De toute façon en 1693 les Etats interdisent au fermier de l'équivalent de « *poursuivre aucun arrêt de règlement, même à l'occasion d'une instance particulière* », avant qu'eux-mêmes aient délibéré sur le sujet (382). Cette défense par la suite sera constamment renouvelée (383), et elle est en zénéral observée. En 1732 par exemple le syndic général est appelé à intervenir dans le procès opposant le fermier Michel Dumas à certaines communautés religieuses qui s'efforcent d'échapper à l'impôt : « *Il est vrai, déclare le syndic dans sa requête, que les articles arrêtés par les Etats ont besoin de quelques explications que les Etats se sont proposés de faire ; cependant on doit pourvoir aux cas particuliers lorsqu'ils se présentent, et dans celui-ci l'intention des Etats ne peut être douteuse* ». En conséquence le 22 janvier 1733 la cour « *tenant le consentement du syndic général de la province* » enjoint aux membres desdites communautés de se plier à la règle commune (384). Dans d'autres circonstances — en 1761 notamment les religieux bénédictins de Saint-Thibéry étant en procès avec le fermier de l'équivalent, et la volonté des Etats n'étant pas très explicite sur le point débattu — le syndic général requiert

(378) Cet arrêt (*Hérault*, B-9340) prescrit entre autres choses l'observation d'un délai de six mois entre la cessation d'un commerce d'hôtellerie et l'ouverture d'une pension. Cette mesure, prônée par la Coste, n'a jamais été sanctionnée par le règlement (Cf. *infra* p. 126).

(379) Cet arrêt (*Hérault*, A-159, f^o 6) n'autorise l'établissement d'auberges et de pensions que dans certaines villes de la province (*infra* p. 125). Le 25 novembre 1639 l'assemblée provinciale jugeant ces dispositions contraires à l'esprit du règlement donne l'ordre au syndic général de se pourvoir en interprétation (*Hte-Gar.*, C-2334, f^o 29 v^o).

(380) Premières écritures contre Laurent Ardon (*Arch. Nat.*, H* 748200 f^o 474).

(381) Boislisle, *correspondance*, t. I, n^o 19.

(382) P-V 5 déc. 1693 (*Hte-Gar.*, C-2338, f^o 17), et Règl. 1693, art. 56.

(383) Règl. 1699-1717 (art. 56) ; 1723 (58) ; 1729 (50) ; 1735 (60) ; 1741-1747 (67), 1754 (68) ; 1757-1762 (69) ; 1768 (68) ; 1776 (67) ; 1781 (72) ; 1786 (85).

(384) *Hte-Gar.*, C-5, f^o 23.

la cour — et il obtient — qu'il soit sursis aux poursuites jusqu'à ce que, « *s'agissant de l'interprétation d'un article, l'assemblée ait délibéré sur le sujet de la contestation* » (385).

Ainsi la cour ne joue plus qu'un rôle modeste au XVIII^{me} siècle dans l'élaboration de la législation de l'équivalent. Les arrêts de règlement sont directement inspirés par les Etats, lesquels ne manquent pas de réagir lorsque d'aventure un fermier réussit à surprendre un arrêt de cette nature avant qu'eux-mêmes aient délibéré sur le sujet. Le cas se produit quelquefois. Le 19 avril 1731 par exemple la cour autorise l'établissement de commis aux portes des villes, ce qui manifestement dépasse l'intention des Etats : le syndic général sur l'ordre de l'assemblée (386) réclame immédiatement la révocation de la disposition, et il l'obtient le 16 janvier 1733 (387). L'arrêt du 13 octobre 1738, rendu sur requête du fermier Valord, également sans consultation préalable des Etats, réglemente le débit de la viande porc (388). Les Etats expriment leur mécontentement le 25 janvier 1740 : « *Les fermiers se pourvoient souvent devant la Cour des Aides pour y poursuivre des règlements ou des explications aux articles... ce qui occasionne des procès souvent à charge aux habitants* ». Or les représentants de la province ont « *une attention particulière à prévoir dans les articles... tous les cas qui pourraient subvenir, (et) leur intention a été d'abroger tous les règlements faits antérieurement... ; c'est sur la teneur de ces articles que le bail fut passé, il paraît par conséquent naturel de s'en tenir à leurs dispositions sans qu'il soit loisible au fermier de chercher à les étendre ou à y faire donner des explications qui ne doivent venir que des Etats. Car il n'appartient qu'à ces derniers de remédier lors du renouvellement de la ferme aux inconvénients remarqués dans le cours du bail courant* » (389). A la suite de cette délibération il sera précisé dans le règlement de l'équivalent que l'interdiction de poursuivre « *aucun arrêt de règlement* » s'étend même à l' « *explication des articles* » (390) ; quant à l'arrêt du 13 octobre 1738 il sera cassé par le Conseil d'Etat le 8 mai 1742 (391).

Quelques années plus tard l'assemblée fait une obligation aux « *fermiers, sous-fermiers et arrière-fermiers... de notifier le verbal sur lequel ils entendent se pourvoir pour fait de contravention au syndic du diocèse lors de l'introduction de la première instance, et au syndic général lors de l'assignation en appel, pour qu'ils puissent intervenir dans les instances ; et de justifier devant les juges, lors de la contestation en cause, de ladite notification* ». Cette disposition, incorporée au règlement (392) sur la proposition des députés du diocèse d'Alès, tendrait à prévenir les abus commis par les employés de l'équivalent dans la rédaction des procès-verbaux de fraude. En fait il faut admettre avec les Etats que « *cette précaution n'est en quelque façon qu'une suite des*

(385) P-V. 14 nov. 1761 (*Hte-Gar.*, C-2404, f° 92).

(386) P-V 1^{er} mars 1732 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 138).

(387) *Hte-Gar.*, C-5, f° 21.

(388) *Arch. Nat.*, H-824, 48.

(389) *Hte-Gar.*, C-2384, f° 111.

(390) Règl. 1741 (art 67) et suivants mentionnés *supra* note 383.

(391) Arrêt rendu sur requête du syndic général (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 189).

(392) Règl. 1747, art. 68.

dispositions de l'article 67 par lequel il est défendu aux fermiers de poursuivre aucun arrêt de règlement avant que l'assemblée en ait délibéré » (393). Ajoutons que l'inexécution de l'obligation ainsi faite aux fermiers est sévèrement sanctionnée : « *A faute de ladite notification, proclame l'assemblée en 1754, lesdits fermiers, sous-fermiers et arrière fermiers demeureront irrécevables dans leurs poursuites et ne pourront en aucun cas répéter les frais de celles qu'ils auront faites avant ladite notification* » (394). Les Etats « *seuls légitimes interprètes* » du règlement (395) sont ainsi bien armés pour prévenir toute interprétation non conforme à leurs intentions.

Le 10 juin 1755 cependant à leur insu la cour sur requête du fermier général Pierre Saint, rend un arrêt de règlement (396) contenant plusieurs innovations, tendant en particulier à renforcer les pouvoirs des commis. Le syndic général fait immédiatement opposition à l'exécution de l'arrêt, et la cour le 17 janvier 1758 fait droit à la requête du syndic (397). En 1780, une nouvelle et dernière fois, les Etats s'estiment « *fondés à réclamer* », la cour ayant rendu (le 1^{er} octobre 1779) un arrêt de règlement modifiant les pouvoirs des commis : « *Quoiqu'ils (les Etats) puissent porter leur réclamation au Conseil, vu la nature et l'importance de l'objet, il sera néanmoins plus simple de charger le syndic général de prendre la voie de l'opposition, comme il le fit en 1758... cette voie lui étant d'ailleurs ouverte puisqu'il n'a été ni oui ni appelé lors de l'arrêt du 1^{er} octobre 1779, et qu'aux termes de l'article 67 du règlement il est défendu au fermier de poursuivre des règlements pour la perception des droits ou autrement qu'après que l'assemblée y aura délibéré sur ses représentations* » (398). La province obtiendra satisfaction : le 23 septembre 1782 la cour déclare que les dispositions de l'arrêt du 1^{er} octobre 1779 contraires aux prescriptions du règlement de l'équivalent doivent être tenues pour nulles et non avenues, et elle renouvelle l'interdiction faite au « *fermier général, aux sous-fermiers et à tous autres de se pourvoir en règlement général ou particulier* » devant elle préalablement à une délibération des Etats (399).

Etroitement contrôlée dans son action législative directe, la Cour des Aides est à même d'exercer par ailleurs une influence sur la législation de l'équivalent. D'abord elle peut en procédant à l'enregistrement du règlement faire des remontrances. Possibilité restée pratiquement inexploitée : à notre connaissance les seules remontrances faites par la cour en matière d'équivalent concernent les modalités de l'assujettissement des hôteliers et des cabaretiers à l'impôt, plus précisément le mode d'évaluation de la quantité de vin destiné à la boisson de ces commerçants et de leur famille. Encore ces remontrances ont-elles été faites dans des circonstances particulières, au moment de la vérification de l'édit de juillet 1634 autorisant le traité passé entre les Etats et

(393) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 59.

(394) P-V 9 fév. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 67 et Règl. 1754, art. 69).

(395) P-V 1^{er} mars et 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 150 v° ; C-2399, f° 86).

(396) *Hérault*, A-70.

(397) *Hte-Gar.*, C-25, f° 41.

(398) P-V 21 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 189).

(399) *Hérault*, A-121, f° 146.

les engagistes. Ajoutons qu'elles n'eurent pas d'effet, le souverain ayant adressé à la cour ses lettres de jussion (400). Il reste donc à évoquer l'influence de la jurisprudence de la cour sur la législation de l'équivalent. Cette influence, qui d'ailleurs complète l'action législative directe de la compagnie montpelliéraine, est considérable au XVI^e et au XVII^e siècle ; comme on pourra le vérifier, elle s'étend à toute la matière. Elle n'est pas négligeable au XVIII^e siècle, il s'en faut de beaucoup. Il n'est pas vrai d'ailleurs, contrairement à ce qu'affirment les Etats en 1740, que la cour est alors réduite à se prononcer sur les « *fraudes commises sur la teneur littérale des articles* » (401). La Cour notamment vide la totalité du contentieux de l'administration fermière ; or le règlement de l'équivalent jusqu'en 1754 ignore complètement le problème du sous-affermage (402)... Il n'est pas moins certain que la jurisprudence de la cour inspire de moins en moins l'action réglementaire des Etats. Le règlement de l'équivalent progressivement est devenu plus complet. Les Etats ont juridiction sur le fermier général en cas de non-jouissance (403), et partant l'influence de la cour en matière d'indemnisation est nulle (404). L'assemblée enfin étant fréquemment appelée à se prononcer sur un point litigieux avant que la juridiction compétente soit saisie, c'est elle plutôt qui aurait tendance à empiéter sur le pouvoir judiciaire.

Enfin l'influence de la doctrine sur la réglementation applicable en matière d'équivalent ne saurait être passée sous silence. Nous aurons l'occasion de citer à plusieurs reprises Philippi et d'Espeisses qui ont commenté un certain nombre d'arrêts et de dispositions du règlement, et surtout La Coste dont il a déjà été question et qui s'est intéressé à divers titres à l'adjudication de la levée de l'impôt pendant le premier quart du XVII^e siècle. Bornons-nous pour le présent à mentionner que La Coste, viguier royal de Montaren, a composé et publié en 1616 un « *Traicté du droit de l'Equivalent* » dont l'influence sur la législation de l'équivalent, quoique les Etats en aient dit parfois, est incontestable. Sans doute La Coste, qui a été fermier, a-t-il tendance à exagérer les prérogatives du fisc. Mais l'un des mérites de l'ouvrage est précisément d'avoir attiré l'attention des Etats sur les problèmes de l'exploitation de la ferme et, en proposant certaines solutions, d'avoir amené le législateur à préciser ses intentions sur un grand nombre de points.

(400) Cf. *infra* p. 178. également Il semble que la cour ait fait quelques difficultés pour enregistrer les lettres patentes du 26 novembre 1729 autorisant l'augmentation de l'équivalent. (*Hérault*, A-45, f° 69).

(401) P-V 25 janv. 1740 (*Hte-Gar.*, C-2384, f° 111).

(402) Cf. *infra* p. 304.

(403) Cf. *infra* p. 286.

(404) L'action réglementaire est directement liée à l'exercice du pouvoir juridictionnel de l'assemblée : par exemple l'adjonction au texte du règlement en 1786 d'une disposition privant l'adjudicataire de tout recours contre la province « *même sous prétexte de démolition des murs de ville et de diminution de population* » est faite en considération de la réclamation présentée peu auparavant par le fermier à propos de la démolition des remparts de Toulouse et de l'exode de la population de Carcassonne (*Hte-Gar.*, C-2429 f° 462).

Le « *Règlement de l'équivalent* » étant ainsi la principale source de droit, plusieurs problèmes doivent être envisagés, concernant l'élaboration du texte, la sanction des commissaires royaux, l'enregistrement et la publication.

I. — L'ELABORATION DU REGLEMENT

Dès l'origine le travail d'élaboration incombe aux Etats. Ils s'acquittent de cette tâche dans les quelques jours précédant le renouvellement du bail, consacrant une ou plusieurs séances à l'audition des personnes intéressées et compétentes en la matière, examinant les requêtes qui leur sont présentées, discutant enfin des problèmes d'ordre divers concernant l'imposition. Assez tôt l'assemblée nomme une commission à cet effet. La première relation de la mise en œuvre d'une telle procédure nous est donnée par le procès-verbal des Etats tenus le 17 octobre 1542 : le vicaire de l'archevêque de Toulouse, l'envoyé du vicomte de Polignac, le capitoul de Toulouse et les consuls de Montpellier et d'Albi furent spécialement chargés de la mise au point du règlement (405). Par la suite le procédé est constamment employé (406). Au XVIII^e siècle l'équivalent entre dans les attributions de la commission des Affaires Extraordinaires.

La méthode de travail reste pourtant critiquable pendant le premier tiers du XVIII^e siècle, la commission ne disposant pas d'un délai suffisant, avant le renouvellement du bail, pour effectuer les enquêtes nécessaires et délibérer en connaissance de cause sur les mesures projetées. En 1717 par exemple la commission se réunit le 21 décembre et fait son rapport le lendemain à l'assemblée, les enchères étant reçues le 29 (407). L'élaboration hâtive du règlement explique en grande partie les lacunes, les contradictions, l'imprécision du texte : le lecteur d'ailleurs sera promptement édifié sur ce point (408). Ajoutons qu'il n'est pas rare à cette époque de voir les Etats contraints de procéder à l'examen de certaines questions, ou pressés de fournir des explications, au cours des séances consacrées à la réception des enchères ou même pendant la durée du bail (409). Au demeurant le fait n'a rien d'extraordinaire puisque l'assemblée entend contrôler l'action législative de la Cour des Aides en la matière. La commission des Affaires Extraordinaires est ainsi amenée à débattre certains points de droit à propos d'une affaire déterminée. Progressivement elle prend conscience de la nécessité de corriger, de compléter, de coordonner les dispositions en vigueur. Le travail est considérable ; il ne saurait être accompli en quelques séances. Aussi bien une commission est-elle chargée par les

(405) *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 236.

(406) En 1545 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 342) ; en 1554 (*id.*, C-2279, f^o 412 v^o) ; en 1557 (*id.* C-2280, f^o 183)...

(407) *Hte-Gar.*, C-2362, f^o 27 v^o, 32 v^o.

(408) On évoquera simplement ici la complexité de la réglementation relative à l'imposition du poisson frais.

(409) Ainsi la délibération du 27 novembre 1687 concernant l'imposition des agneaux (*Hte-Gar.*, C-2332, f^o 50) ; or la mise à l'encan de la levée des droits avait débuté le 22 novembre. Citons également la délibération du 4 février 1709, par laquelle les Etats fournissent certaines précisions sur la réglementation du débit du vin de propriétaire (*Hte-Gar.*, C-2353, f^o 144) ; cette délibération se situe au début de la troisième année du bail.

Etats en 1732 d'étudier pendant l'intersession l'interprétation à donner à certains articles (410). Deux ans plus tard le syndic général Joubert, convaincu des avantages de cette méthode de travail, suggère à l'assemblée de l'utiliser systématiquement (411). L'assemblée se range aux vues du syndic, et dès ce moment la commission des Affaires Extraordinaires disposera d'un délai suffisant pour remplir ses fonctions. Au milieu du XVIII^e siècle la nouvelle méthode de travail a déjà fait ses preuves : pendant la durée du dernier bail, observe l'assemblée le 5 décembre 1747, « les procès ont été en petit nombre, on les a terminés aisément par conciliation et les diocèses auxquels on avait demandé expressément ce qu'ils pourraient remarquer de defectueux sur la teneur desdits articles n'ont donné que quelques observations de peu de conséquence » (412).

Nous aurons maintes fois l'occasion d'évoquer l'activité de la commission des Affaires Extraordinaires en la matière. Accueillant les suggestions des partisans qui s'intéressent à l'adjudication (413), collaborant avec les syndics, généraux et diocésains, et avec les fermiers (414), jouant le rôle d'intermédiaire entre le pouvoir central et l'assemblée, elle s'efforce de « rendre les dispositions (du règlement) plus claires, plus précises et plus propres à concilier, suivant les vues des Etats, l'intérêt de la ferme avec la tranquillité des redevables » (415).

II. — LA SANCTION DES COMMISSAIRES ROYAUX

S'il arrive encore au début du XVI^e siècle que les Etats de Languedoc fassent directement part au roi de leurs projets touchant l'équivalent (416), en principe ce sont les commissaires royaux qui sanctionnent eux-mêmes de leur autorité toute modification au règlement. Ainsi sont-ils requis le 21 novembre 1503 de pourvoir à ce que l'« avis » donné par l'assemblée relativement aux privilèges des habitants de la cité de Carcassonne « sorte son effet » (417), et consentent-ils le 3 septembre 1515 à détaxer certaines ventes de poisson d'eau douce (418).

(410) *Hte-Gar.*, C-2376, f^o 138.

(411) *Hte-Gar.*, C-2378, f^o 134 v^o.

(412) *Hte-Gar.*, C-2392, f^o 59.

(413) Cf. notamment P-V du 7 déc. 1781 (*Hte-Gar.*, C-2424, f^o 49).

(414) Par exemple P-V 23 déc. 1735 (*Hte-Gar.*, C-2380, f^o 41) ; P-V 29 déc. 1741 (*id.*, C-2386, f^o 25).

(415) Extrait d'une lettre adressée par le syndic du diocèse d'Albi aux consuls des villes du diocèse, 12 avril 1770 (*Albi*, CC-126). Cf. également la lettre du syndic général aux syndics diocésains, du 18 avril 1764, accompagnant l'envoi de quelques exemplaires du règlement : « On a eu toute l'attention possible dans la rédaction des articles... pour prévenir par leurs dispositions toutes les difficultés que l'expérience a fait connaître et qu'on a pu prévoir » (*Ardèche*, C-754, n^o 110).

(416) En 1501 le projet d'une modification au règlement (touchant l'obligation de « raisonner » imposée aux transporteurs de vin) est encore couché dans un article du cahier de doléances (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 28).

(417) *Hte-Gar.*, C-2276, f^o 97.

(418) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 55.

Par la suite les procès-verbaux des Etats relatent fréquemment la « *communication* » qui est faite aux commissaires royaux, par une députation de l'assemblée, des articles du Règlement (419). On ne saurait voir là une simple marque de déférence : habilités, par commission du souverain, à adjuger la levée des droits — « *ainsi qu'aviseront être le plus convenable pour le profit du roi et l'avantage du Pays* » (420) — les commissaires doivent s'enquérir du bien fondé des mesures arrêtées par les Etats et de leur compatibilité avec les ordres du roi. L'assemblée remplit donc une obligation en leur soumettant le texte du règlement, et elle ne s'y trompe pas : les commissaires sont « *suppliés de confirmer* » le règlement, ils sont « *priés de l'autoriser* », lit-on couramment dans les procès-verbaux (421). Et le texte communiqué aux commissaires ne peut plus être modifié, sinon avec l'accord de ces derniers. Le procès-verbal du 5 novembre 1548, relate l'un des rares incidents qui aient éclaté à ce propos : les commissaires venus présider l'adjudication avaient ordonné, suivant l'usage, la lecture des articles qui leur avaient été communiqués deux jours auparavant. Le greffier Bertrand avait obéi, et il avait lu en outre un nouvel article incorporé le matin même au règlement. Le député de la ville de Toulouse, visée par l'article en question (422), déclara aussitôt qu'il n'était pas possible d'ajouter une disposition au règlement, quelle qu'elle soit, après la présentation de celui-ci aux commissaires, lesquels effectivement ordonnèrent à l'assemblée de délibérer à nouveau sur l'article litigieux, « *pour après, le tout rapporté par devers eux le jour suivant, y être ordonné comme de raison* » (423).

Certes faisant « *arrêter les articles en pleine assemblée et sans l'intervention des Commissaires, pour régler tant l'affirme de la levée dudit droit que... l'ordre qui doit être tenu à faire les enchères* » (424), les Etats se targuent de « *pouvoir mettre à l'équivalent telles modérations qu'ils voient utiles et profitables au Pays* » (425) ; et de fait les mesures qu'ils adoptent reçoivent en général l'agrément des commissaires du roi (426). Il arrive cependant que ceux-ci se refusent à

(419) P-V 14 oct. 1524 (*Hte-Gar.*, C-2182, f° 95) ; 18 oct. 1542 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 239) ; 30 nov. 1545 (*id.*, f° 354) ; 13 janv. 1618 (C-2296, f° 6 v°) ; 30 janv. 1655 (C-2307, f° 182)... Au XVIII^e siècle c'est tout naturellement la commission des Affaires Extraordinaires qui joue le rôle d'intermédiaire entre l'assemblée et les agents du pouvoir central.

(420) Commission 15 août 1557 (*Hte-Gar.*, C-2280, f° 175).

(421) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 163 v° ; C-2292, f° 150 v°...

(422) Les toulousains prétendaient empêcher le fermier de peser la viande de boucherie dans la ville (Cf., *infra* p. 158) et de lever les droits dans un certain nombre d'hôtelleries (Cf. *infra* p. 149).

(423) *Hte-Gar.*, C-2279, f° 81, 83 v°, 89. De même la transaction du 1^{er} février 1725 passée entre les Etats et les fermiers à l'effet de rectifier une erreur qui s'était glissée dans le texte de l'article réglementant l'imposition des agneaux, sera confirmée par ordonnance des commissaires royaux (*Tarn*, C-163).

(424) P-V 28 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 181).

(425) P-V 7 nov. 1529 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 430) ; autre délibération dans le même sens le 9 déc. 1530 (*id.*, f° 443).

(426) Bornons-nous à évoquer ici la participation des commissaires royaux à la lutte entreprise par l'assemblée contre les coalitions de prétendants (Cf. *infra* p. 225), et le soutien qu'ils ont constamment apporté aux Etats dans les nombreuses et souvent peu cohérentes tentatives effectuées par ces derniers dans le but de susciter de nouvelles enchères (Cf. *infra* p. 231).

approuver certaines délibérations de l'assemblée. Le 5 septembre 1521 par exemple les commissaires, informés du projet des Etats de dégrever le débit de la viande de porc et suppliés de sanctionner cette réforme, répliquent n'avoir « *puissance aucune de ce faire et qu'ils ne toucheront point au règlement* ». De nouvelles représentations leur étant faites à ce sujet, ils précisent que « *par leur commission leur est mandé arrester (l'équivalent) pour trois années à venir en la manière accoutumée, et non autrement, et qu'ils n'ont pouvoir de le faire autrement et n'y feront autre chose, quelques remontrances leur soient faites* » (427). Dans certains cas, lorsque la réforme proposée soulève un problème dont la solution dépasse leur compétence, les commissaires renvoient l'affaire au roi et au Conseil : Ainsi procèdent-ils en 1548, l'assemblée leur ayant fait part de ses intentions d'exclure les étrangers du groupe des enchérisseurs (428). Les Etats eux-mêmes s'adressent directement au souverain lorsqu'ils mettent en question l'un des principes posés lors de l'établissement de l'équivalent. La réforme qu'ils entreprennent en 1614 leur en donne par deux fois l'occasion, s'agissant d'une part de préciser la responsabilité des trésoriers de France dans la réception des cautions du fermier (429), d'autre part de supprimer la possibilité de l'enchérissement en bloc (430).

D'une manière générale les pouvoirs de l'assemblée languedocienne, en ce qui concerne l'établissement du règlement de l'imposition, doivent être envisagés en fonction de l'ordre des questions discutées. On peut ainsi se référer aux dispositions de l'édit de Béziers précisant que les Etats ne sauraient « *augmenter ledit équivalent... et le faire lever sur telles autres denrées* » sans informer le roi de ces modifications et obtenir ses « *lettres de ratification sur ce nécessaires* » (431). D'autre part certains principes ont fini par se dégager, de façon purement empirique, et d'ailleurs sans qu'il y ait rien d'absolu dans leur application. Manifestement les Etats ont la direction effective de l'adjudication, et de même ils fixent à loisir les modalités de la liquidation de l'impôt ou du recouvrement ; mais ils se heurtent à l'opposition des commissaires dès qu'ils tentent de passer outre au contenu de la commission royale ou qu'ils se risquent à empiéter sur les prérogatives du pouvoir central. Ainsi le prince de Conti, premier commissaire, et ses collaborateurs, laissent à l'assemblée en 1655 toute latitude pour déterminer les conditions de l'assujettissement des hôteliers à l'impôt (432), mais ils invoquent la tradition à l'encontre des prétentions de la même assemblée d'écarter les receveurs généraux de la recette des deniers de la ferme et leur propre greffier de la mise à l'encan et de la passation des actes subséquents : « *Il fallait user de termes généraux et disant sur ces articles qu'il serait usé à la manière accoutumée, sans spécifier qui ferait la recette, qui recevrait les cautionnements particuliers et... les actes* ». Finalement les Etats s'obstinant dans leur projet de substituer

(427) *Hte-Gar.*, C-2279, f° 80 v°.

(428) *Hte-Gar.*, C-2279 f° 78 v°-80.

(429) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 136.

(430) P-V 13 déc. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 170 v°). Précisons que les lettres de commission prescrivent la mise à l'encan « *soit en bloc, par sénéchaussée ou particulièrement par diocèse* ».

(431) *Hérault*, A-22, f° 2 ; A-49, f° 82.

(432) P-V 27 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 179 v°).

aux officiers royaux les agents de la province, et menaçant — « *à faute de leur donner cette satisfaction* » — de ne pouvoir affecter le produit de l'impôt au paiement du don gratuit, un compromis est résolu, et l'on proclame dans les articles « *que les actes (en question) seront faits par le greffier sans spécifier que ce soit celui du roi ou des Etats* » (433).

Au XVIII^e siècle le contrôle du pouvoir central s'exerce aussi strictement sur les principaux changements apportés au règlement. Toute modification de l'assiette de l'impôt, toute augmentation des droits est préalablement autorisée par arrêt du conseil (434), et de même c'est le conseil qui se prononce sur les privilèges invoqués en la matière (435). Le travail par commission permet d'ailleurs de soumettre à l'intendant tout projet de quelque importance, et l'assemblée n'a plus qu'à se conformer aux vues du pouvoir central. L'intendant Le Nain par exemple prévoyant une discussion à l'assemblée sur le principe des adjudications en bloc sollicite l'opinion du contrôleur général le 15 novembre 1747, afin — souligne-t-il dans sa correspondance — « *que je puisse fortifier mon avis de votre suffrage et de vos ordres et arrêter tout court les altercations qui pourront s'élever à ce sujet* » (436). Et le contrôleur répond : le débat ne saurait « *retarder l'adjudication ni empêcher qu'elle se fasse en la manière que vous jugerez être le plus utile à la Province* » (437). De même le maréchal de Richelieu, commissaire du roi en 1754, faisant allusion à la décision des Etats d'inclure dans le texte du règlement une disposition tendant à écarter les compagnies étrangères de la mise en adjudication assure que « *l'obstacle ne doit pas être insurmontable et que (éventuellement) il faudra bien le lever d'une façon ou d'une autre* » (438). Ces propos atténuent sensiblement la portée de certaines déclarations des représentants de la province, telle cette proclamation, faite en 1757, aux termes de laquelle « *le droit des Etats de régler seuls les conditions de bail de l'équivalent est établi tant par la nature même de ce droit que par l'usage le plus constant* » (439).

Ajoutons que les Etats à cette époque là conforment volontiers les dispositions du règlement au texte des ordonnances royales. Plusieurs délibérations, sur lesquelles nous aurons l'occasion d'insister, illustrent cette tendance, perceptible au début du deuxième quart du XIII^e siècle. Bornons-nous présentement à évoquer la délibération du 5 janvier 1775, consacrée à la réglementation des tiercements et des triplements : après avoir rappelé les prescriptions de l'ordonnance des Fermes de 1681 l'assemblée s'accorde pour reconnaître qu'elle « *ne saurait mieux faire que de se conformer à l'esprit et à la lettre de cette loi dans le procédé de la nouvelle adjudication, laquelle n'en deviendra par là que plus régulière* » (440).

(433) P-V 30 janv. et 1^{er} févr. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 182 sq.).

(434) Cf. *infra* p. 444.

(435) Cf. *infra* p. 154.

(436) *Arch. Nat.*, H-840, n^o 8.

(437) Lettre du 26 novembre 1747 (*Arch. Nat.*, H-840, n^o 6).

(438) Lettre au contrôleur général, 11 fév. 1754 (*Arch. Nat.*, H-857, n^o 36).

(439) P-V 22 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-2400, f^o 34).

(440) *Hte-Gar.*, C-2417, f^o 312.

III. — L'ENREGISTREMENT ET LA PUBLICATION DU RÈGLEMENT

Le règlement de l'équivalent est en principe enregistré par la Cour des Aides. Il n'est pas douteux cependant qu'au XVI^e siècle un grand nombre de dispositions ont été progressivement incorporées au règlement sans avoir été soumises à l'enregistrement. On s'explique ainsi que les décisions de la cour en cas de litige n'aient pas toujours correspondu aux vues des Etats. Au début du XVII^e siècle ceux-ci envisagent plus sérieusement le problème de l'enregistrement. Ils se préoccupent le 23 octobre 1600 de « *poursuivre autorisation par arrêt de la cour* » d'un certain nombre de dispositions récemment adoptées et « *confirmées* » par ordonnance des commissaires royaux (441). Il est évident, comme le souligne le syndic général le 28 novembre 1620, que « *sur les procès intentés devant les juges conservateurs ou par appel en la Cour des Aides interviennent bien souvent des sentences et des arrêts contraires à la teneur des articles faits et arrêtés par le Pays, et provenant de ce que ledit bail et articles ne sont point enregistrés en la cour* » (442). Dès cette époque les Etats tiennent la main à ce que l'enregistrement soit effectué (443).

L'enregistrement assure une certaine publicité au règlement, mais celle-ci ne saurait être considérée comme suffisante. Pendant toute la première moitié du XVI^e siècle les Etats cependant ne jugent pas utile de procéder à une publication complète du règlement, bien que certaines dispositions remontent aux premières années du règne de Louis XI. Ils se contentent d'attirer l'attention des intéressés sur les amendements auxquels ils ont cru devoir procéder, proclamant au surplus la validité de « *tous autres articles et modifications ci-devant faits touchant la terme de l'équivalent* » (444). La publication, essentiellement orale — le greffier procède à la lecture des nouveaux articles — a sa place dans le cadre des formalités qui entourent la mise à l'encan. Il convient d'ajouter que les assemblées diocésaines, en recevant les cautions de l'adjudicataire, assurent une certaine publicité aux dispositions adoptées par les Etats (445). L'insuffisance d'un tel système de publicité n'est pas moins manifeste. Déjà en 1506 les Etats du Vivarais, dénonçant les exactions commises par les fermiers de l'équivalent, attribuent le fait à l'ignorance dans laquelle se trouve la généralité des contribuables de ce que contiennent « *au vrai* » les articles et les ordonnances appli-

(441) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 163 v^o.

(442) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 3 v^o ; Cf. également P-V 27 avr. 1624 (*id.*, f^o 236).

(443) La cour par un seul et même arrêt enregistre le règlement et le contrat de bail passé entre la province et le fermier général : Cf. arrêt du 24 déc. 1688 (*Hte-Loire*, C-7303).

(444) P-V. 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 27 v^o) ; Cf. également *Ardèche* C-752, n^o 64.

(445) Cf. notamment P-V de la réception du fermier Antoine Guilhe par l'assemblée du diocèse de Nîmes, 21 nov. 1560 (*Gard*, C-629, f^o 282 v^o).

cables en la matière (446). L'assemblée provinciale finit par ordonner une enquête en 1554 : « *Seront vus les registres anciens de l'institution du droit d'équivalent... pour obvier aux procès qui se pourraient introduire et la foule qui serait à faute de savoir quel est le droit* » (447). Le 3 octobre (1554) les députés commis « *à voir les archives du pays* » font leur rapport à l'assemblée. Celle-ci entend la lecture des nouveaux articles et d'une partie des anciens, et une « *copie* » de l'ensemble — quarante articles (448) — est remise à chaque délégué de diocèse (449). Il en sera de même par la suite à chaque renouvellement du bail (450). Malgré l'obscurité de certaines dispositions et plusieurs lacunes — on peut reprocher aux rédacteurs notamment de reprendre pendant toute cette période la formule traditionnelle consacrant la validité de « *tous autres articles et modifications ci-devant faits* » — la publication répond à un réel besoin et elle met fin en grande partie à l'incertitude régnant en la matière.

Toutefois l'assemblée provinciale vraisemblablement stimulée par les travaux de La Coste sur le sujet n'entreprend qu'au XVII^e siècle de codifier l'ensemble de cette législation. L'auteur du *Traité du droit d'équivalent* constate en effet dans la préface de son ouvrage que « *la cognoissance du droit a demeuré jusques icy plus incognüe qu'il n'eust esté besoin pour le profit de ce pays* » (451). Les Etats en ressentent-ils de l'amertume? Toujours est-il qu'ils s'appliquent aussitôt à compléter le texte du règlement et à en assurer la publication intégrale. Dans les deux derniers siècles de l'Ancien Régime une soixantaine d'articles au minimum (452) sont publiés à chaque renouvellement du bail, « *ayant seuls force et vigueur et tenant lieu de tous les autres, sans que les fermiers ni les sous-fermiers ou arrière-fermiers puissent s'aider d'aucun autre règlement antérieur, sous quelque dénomination qu'il ait été fait* » (453).

La diffusion du règlement dans la province est confiée aux syndics généraux ou diocésains (454). Et l'on constate que ces derniers profitent

(446) P-V. Etats du Vivarais 31 déc. 1506 (*Ardèche*, C-329, f° 4). Autre délibération de la même assemblée sur le même sujet, 17 nov. 1516 (*Id.*, f° 59, 59 v°).

(447) P-V 25 sept. 1554 (*Hte-Gar.*, C-2279, f° 415).

(448) Alors que vingt-et-un articles seulement avaient été publiés en 1542; vingt-deux en 1545; vingt-cinq en 1548.

(449) P-V 3 oct. 1554 (*Hte-Gar.*, C-2279, f° 442 v°).

(450) Quarante-cinq articles en moyenne sont publiés dans la deuxième moitié du XVI^e siècle.

(451) La Coste, *op. cit.* p. 102.

(452) De soixante à soixante-dix en général; quatre-vingt-cinq en 1786.

(453) Règl. 1618 (art. 52); 1620 (53); 1624-1664 (54); 1667-1684 (53); 1687-1717 (56); 1723 (58); 1729 (50); 1735 (60); 1741-1747 (67); 1754 (68); 1757-1762 (69); 1768 (68); 1776 (67); 1781 (72); 1786 (85).

(454) Parfois aux députés des villes et des diocèses, membres des Etats : P-V. 25 nov. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 153). Sur le rôle des syndics dans la diffusion du règlement, Cf. *Ardèche*, C-754, n° 110, une lettre du syndic général Joubert au syndic du Vivarais, en date du 18 avril 1764; Cf. également *Albi*, CC-126, une lettre du syndic du diocèse d'Albi aux consuls de la ville d'Albi, en date du 12 avril 1770, ces deux lettres accompagnant l'envoi d'exemplaires du texte du règlement.

de l'occasion pour expliquer les réformes réalisées, pour commenter les arrêts récents de la Cour des Aides et du Conseil d'Etat, pour conseiller utilement les autorités locales (455) et leur rappeler que « *le produit de la ferme tournant en entier au soulagement de ceux qui payent la taille, par l'emploi qui en est fait à différents objets de dépense auxquels il faudrait pourvoir par imposition sans cette ressource, il est de l'intérêt des redevables de ne point favoriser la fraude qui ne tend qu'à la diminution du prix de la ferme* » (456). Plusieurs centaines d'exemplaires du texte du règlement sont ainsi distribués dans la province à chaque renouvellement du bail (457). Certains d'entre eux, en forme de « placard », sont affichés ; d'autres, « en cahier », restent en dépôt au greffe de l'hôtel de ville dans les communautés les plus importantes (458) ou sont remis aux fermiers (459). Quant à l'original, signé par l'archevêque de Narbonne, président des Etats, il est déposé au greffe de l'assemblée (460).

Un grand nombre de ces documents, pour la plupart en forme de cahiers imprimés, sont conservés dans les dépôts d'archives. Nous donnons ci-après, avec les indications nécessaires, la liste de ceux que nous avons eu l'occasion d'utiliser dans nos recherches. Le lecteur pourra ainsi compléter nos références. Afin de ne pas surcharger les annotations nous avons volontairement réduit ces références à la simple mention « Règl. », suivie de l'indication de l'année de la publication et du numéro de l'article envisagé (461).

(455) La lettre adressée par le syndic du diocèse d'Albi aux consuls de cette dernière ville le 12 avril 1770 est un modèle du genre. Le syndic commente les réformes réalisées, touchant notamment la réglementation du débit du vin de propriétaire et le statut des communautés privilégiées : « *Vous voyez par ces observations, écrit-il qu'on s'est attaché à rendre les dispositions (du Règlement) plus claires, plus précises... de manière que, pour peu qu'on veuille concourir de bonne foi aux vues (des Etats), il sera très aisé d'éviter ou de faire bientôt cesser sans litige les contestations qui pourraient s'élever* ». Le syndic informe en outre les consuls qu'il a été commis, par arrêt de la Cour des Aides, un juge conservateur dans la ville d'Albi — ce qui ne sera pas moins avantageux aux redevables qu'au fermier parce que l'établissement de ce premier Tribunal sur les lieux évitera aux uns et aux autres des frais ». Il rappelle enfin que plusieurs arrêts de la Cour des aides interdisent aux officiers de police de fixer le prix de vente en détail du vin, et que l'arrêt du parlement du 7 février 1770 autorise l'abattage des veaux et des agneaux (Albi, CC-126).

(456) Lettre du syndic général Joubert au syndic du Vivarais, 18 avr. 1764. L'expéditeur précise qu'il « *offre tous les éclaircissements qu'il dépendra de (lui) donner, dans le cas où (le destinataire) juger(ait), à propos de (le) consulter sur quelque doute qui n'ait pas été prévu ou suffisamment expliqué* ».

(457) 1.200 exemplaires en 1672 (Hte-Gar., C-2318, f° 138) ; 3.000 en 1747 (*id.*, C-2392, f° 66), en 1754 (*id.*, C-2396, f° 68), etc...

(458) Lettre du syndic général au syndic du Vivarais, 18 avr. 1764.

(459) P-V 27 févr. 1591 (Hte-Gar., C-2288, f° 6 v°).

(460) Hte-Gar., C-2369, f° 71 ; C-2405, f° 112. Traditionnellement l'assemblée dénie toute « *foi aux articles de l'équivalent, soit en jugement ou dehors, s'ils ne sont signés ou collationnés par le greffier des Etats* » : Cf. Règl. 1557 et suiv., notamment 1618 (art. 42) ; 1620 (43) ; 1624-1684 (46) ; 1687-1717 (48) ; 1723 (50) ; 1729 (42) ; 1735 (61) ; 1741 (68) ; 1747 (69) ; 1754-1762 (70) ; 1768 (69) ; 1776 (66) ; 1780 (71) et 1786 (84).

(461) En principe, pas de numérotation d'article avant 1618.

LE RÈGLEMENT DE L'ÉQUIVALENT

Année de la publication	Règlement en application			Réf. Archives
1536	du 1 ^{er} sept.	1537	au 31 août 1540	Hérault, B-I, f° 189.
1542	—	1543	— 1546	Ardèche, C-752, n° 6
1545	—	1546	— 1549	— n° 5.
1548	—	1549	— 1552	— n° 18.
1554	—	1555	— 1558	Hte-Gar. C-2279, f° 443-450.
1557	—	1558	— 1561	Toulouse, AA-20, 46.
1563	—	1564	— 1567	Ardèche, C-752, n° 30.
1567	—	1567	— 1570	— n° 25.
1570	—	1570	— 1573	Hte-Loire, C-7300.
1572	—	1573	— 1576	Ardèche, C-752, n° 79.
1581	—	1582	— 1585	Aude, VII-C-8.
1585	—	1515	— 1588	Aude, VII-C-5.
1588	—	1588	— 1589	—
1591	—	1591	— 1594	—
1605	—	1606	— 1609	Aude, VII-C-6.
1608	—	1609	— 1612	Toulouse, AA-22,2.
1614	—	1615	— 1618	Arch. Nat., H* 748 ²⁰⁰ , f° 182
1618	—	1618	— 1621	— f° 200
1620	—	1621	— 1624	— f° 236 v°
1624	—	1624	— 1627	— f° 261
1627	—	1627 à fin févr.	1656	— f° 276.
(462)				
1655	du 1 ^{er} mars	1656	à fin févr. 1659	Ardèche, C-753, n° 6.
1657	—	1659	— 1662	Hte-Gar., C-161.
1664	—	1665	au 31 déc. 1667	Hte-Gar., C-2196.
1667	du 1 ^{er} janv.	1668	— 1670	Hérault, A-217.
1669	—	1671	— 1673	Hérault, A-179, f° 2.
1681	—	1683	— 1685	Hérault, A-189, f° I.
1684	—	1686	— 1688	Hte-Gar., C-161.
1687	—	1689	— 1694	Hérault, A-179, f° 5.
1693	—	1695	— 1700	Ardèche, C-753, n° 11.
1699	—	1701	— 1706	Hérault, A-196, f° 17.
1705	—	1707	— 1712	Hérault, A-210, f° 47.
1711	—	1713	— 1718	Hérault, A-209 f° 23.
1717	—	1719	— 1724	— f° 24.
1723	—	1725	— 1730	— f° 28.
1729	—	1731	— 1736	— A-196 f° 88.
1735	—	1737	— 1742	— A-206 f° 26.
1741	—	1743	— 1748	Hte-Gar. C-12, f° 186.
1747	—	1749	— 1754	Hte-Gar. C-161.
1754	—	1755	au 31 mars 1758	
1757	du 1 ^{er} avril	1758	— 1764	Hérault, A-107, f° 15.
1762	—	1764	— 1770	Hérault, A-109, f° 120.
1768	—	1770	— 1776	Hérault, A-III, f 221.
1776	—	1776	— 1782	Hte-Gar., C-2196.
1781	—	1782	— 1788	Hérault, A-120, f° 23,147.
1787	—	1788	— 1788	Hte-Gar., C-161.

(462) Texte à nouveau imprimé en décembre 1638 (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰ f° 17 et suiv.) et en 1642 (*id.*, f° 286).

LIVRE II

Etude analytique de l'impôt

L'équivalent ne frappe qu'un nombre limité de denrées, mais la réglementation, inspirée de considérations diverses, voire contradictoires, et souvent maintenue par la force seule de la tradition, n'est pas moins extrêmement complexe. Nous traiterons successivement de l'assiette et du tarif des droits, du mécanisme et de la portée de l'imposition, de la liquidation et enfin du paiement de l'impôt.

CHAPITRE PREMIER

L'assiette et le tarif des droits d'équivalent

La viande, le poisson et le vin sont les seules denrées imposées au titre de l'équivalent, sous Louis XVI comme sous Charles VII (1). Mais l'impôt ne frappe qu'une partie de la consommation. Déjà au XV^e siècle les pêcheurs sont exempts de droit à la première vente. Vers 1525 l'exonération est étendue au vin de propriétaire et aux chairs de « provision » ; la notion même de « provision » finit par s'entendre dans un sens très large. En contrepartie le tarif resté inchangé jusqu'à la fin du premier quart du XVIII^e siècle sera par la suite considérablement relevé.

SECTION I

Les droits sur la viande

L'équivalent n'a jamais été imposé que sur la viande livrée à la consommation : « *du bétail vendu vif et au poids, ont toujours proclamé les règlements, n'en sera payé aucun droit* » (2). A l'origine, rappelons-le, toutes les viandes livrées à la consommation étaient imposées. Mais moins d'un siècle après l'établissement de l'équivalent, il est loisible aux particuliers d'abattre du bétail pour la consommation de leur ménage, et même d'opérer dans certaines conditions des « partages » de viande avec d'autres particuliers, sans être assujettis au paiement du droit. Compte tenu de cette évolution nous envisagerons successive-

(1) La taxation de la bière, envisagée à l'extrême fin de l'Ancien Régime en contrepartie de la diminution des droits sur le poisson, n'a finalement pas été décidée (P-V 22 déc. 1787 ; *Hte-Gar.*, C-2430, f^o 40 sq.).

(2) Régl. 1554 et suiv. : 1618-1620 (art. 19) ; 1624-1669 (20) ; 1681-1684 (19) ; 1705-1723 (20) ; 1729-1735 (12) ; 1741-1747 (9) ; 1754-1776 (10) ; 1781 (15) ; 1786 (27). Dans son traité (p. 90) La Coste juge bon de préciser que l'impôt doit être perçu lorsque « *dans le marché (il est) dit et convenu par exprez entre les contractans que le prix de la beste se payera à raison de ce qu'elle pourra peser estant morte* ». Une telle opération est en effet assimilable à un débit de viande. On note quelques contestations : *Ardèche*, 13-B-15, n^o 146, 159, 167.

ment le cas de la viande débitée en boucherie, celui de la viande débitée hors boucherie, enfin le cas des « *chairs de provision* » exclues du circuit commercial.

1. — L'IMPOSITION DE LA VIANDE VENDUE A LA BOUCHERIE

En principe la viande est taxée d'après son poids, indépendamment de la variété du bétail. En fait on devra tenir compte de certaines particularités : taux de faveur destiné à faciliter l'approvisionnement des hôpitaux ; réglementation spéciale applicable au débit de quelques bestiaux et des morceaux de qualité inférieure... autant de dispositions d'origine diverses et d'importance inégale, restées pour la plupart en vigueur pendant une partie seulement de la période envisagée.

a) TARIF GENERAL

Le taux du droit d'équivalent reste inchangé pendant plus de deux siècles : « *toute chair fraîche ou salée vendue en gros, détail ou menu, au poids ou autrement, sera sujette à l'équivalent selon le taux ancien, proclament les règlements, savoir 1 denier pour livre prime, ou 3 deniers par livre carnassière* » (3).

Mais la viande de boucherie n'est pas sujette à ce seul droit : elle figure au début du XVIII^e siècle parmi les denrées les plus imposées, et les Etats doivent intervenir pour défendre aux villes et aux communautés de la province d'établir des taxes supplémentaires sans leur consentement et la permission du roi (4). En 1717 cependant il semblait qu'un allègement des droits levés sur le « *pied fourché* » depuis la création d'un certain nombre d'offices (5) fût acquis. Quelques explications à ce sujet sont nécessaires :

Les offices d'Inspecteurs des boucheries avaient été créés par l'édit de janvier 1704 et il avait été attribué aux officiers, par l'arrêt du conseil du 19 avril de la même année, le produit d'un droit de 2 deniers par livre prime de viande de boucherie. Les Etats de Languedoc ayant racheté les offices, la levée du droit avait été affermée au nom de la province à compter du 1^{er} mai 1705 (6).

Les offices de Contrôleurs des suifs, créés par l'édit de décembre 1708, avaient été cédés à Guillaume Dauteman. Il avait été convenu que le

(3) Cf. règl. publiés au XVI^e siècle et au début du siècle suivant : 1618-1620 (art. 18) ; 1624-1634 (19) ; 1687-1711 (20). La livre prime, poids de table, utilisée dans les diocèses d'Agde, de Béziers, de Lodève, de Montpellier et de Saint-Pons est égale à 414,65 grammes (Fort, p. 4) ; à Toulouse elle est légèrement plus faible : 407,9 grammes. La livre carnassière est égale à trois livres primes (sur son utilisation à Toulouse, Cf. Wolff, *Commerces et marchands*, p. XXIX). Au début du XVII^e siècle la livre prime est couramment utilisée ; d'après La Coste la livre carnassière ne serait guère usitée qu'aux quartiers de Toulouse et de Carcassonne.

(4) P-V 7 janv. 1700 (*Hte-Gar.*, C-2344, f^o 68).

(5) On désignait sous le nom de pied fourché, ou fourchu, l'ensemble des taxes imposées sur la viande de boucherie autres que les subventions votées par les villes et l'équivalent.

(6) *Hérault*, A-36, f^o 15 bis, 25.

traitant percevait pendant huit ans, à compter du 1^{er} octobre 1710, le droit de 2 deniers par livre de viande de boucherie attribué aux titulaires des offices en question.

Enfin la levée du droit de 2 deniers par livre de viande de boucherie attribué aux Receveurs des octrois créés par l'édit de janvier 1709 avait été adjugée également à Dauteman pour six ans à compter du 1^{er} mai 1711.

A la suite de ces deux adjudications les Etats avaient représenté au roi que *« la viande de boucherie se trouvait déjà chargée d'un droit qui faisait partie de celui de l'Equivalent... et qu'il était encore établi 2 autres deniers sur chaque livre de viande (il s'agit du premier des droits évoqués ci-dessus, primitivement attribué aux Inspecteurs des boucheries)... ; que si tous ces droits joints à ceux que les villes et communautés (avaient) encore imposés sur la viande de boucherie... étaient levés par différents particuliers la Province en souffrirait un dommage très considérable non seulement par la diminution des droits qui lui appartenaient..., mais encore par les troubles que la multiplicité des commis ferait naître dans la perception »*. Le roi avait alors consenti à subroger la province à Guillaume Dauteman, à charge pour les Etats de rembourser le traitant des sommes par lui payées pour l'achat des offices (au total 704.000 livres), et il avait autorisé l'assemblée à affermer la levée des droits aux clauses et conditions qu'elle jugerait à propos (7). Les trois taxes du *« pied fourché »* avaient donc été réunies, et le droit de percevoir les six deniers pour livre — dont la propriété avait été reconnue à la province — avait été adjugée le 23 mai 1711 à Louis Bénézech (8).

L'imposition de ces droits et celle de l'équivalent avaient de nombreux points communs, mais il existait entre elles quelques différences. Bornons-nous à signaler les plus importantes : les taxes du pied fourché frappaient les *« chairs de provision »* ; elles n'étaient pas imposées sur la viande de porc ni sur les agneaux de lait ; le contentieux enfin appartenait à l'intendant. De toute façon la ferme du *« pied fourché »* était indépendante de celle de l'équivalent. Le paiement du bail d'ailleurs devait être effectué par Bénézech de six mois en six mois, alors que le fermier de l'équivalent s'acquittait par quartiers (9). De plus les Etats n'avaient pas modifié la durée respective des divers baux dont Bénézech était devenu seul titulaire. En conséquence la perception des premiers *« deux deniers »* ordonnée pour six ans à compter du 1^{er} mai 1705, puis affermée (précisément à Bénézech) pour une période d'égale durée ayant commencé le 1^{er} mai 1711, cessait le 30 avril 1717. La perception des seconds *« deux deniers »*, prévue pour huit ans à compter du 1^{er} octobre 1710, allait se poursuivre jusqu'au 30 septembre 1718. Quant à la levée des troisième *« deux deniers »*, ordonnée pour six ans à compter du 1^{er} mai 1711, elle aurait dû cesser le 30 avril 1717, mais les Etats avaient délibéré de la continuer jusqu'au 31 décembre 1718, et ils l'avaient affermée pour cette période à Etienne-André Feautrier (10). Très justement la commission des Affaires Extraordinaires faisait observer le 22 décembre 1717 que *« tous les droits qui se levaient sur le pied*

(7) Arrêt conseil 28 avr. 1711 (*Hérault*, A-147, f^o 49).

(8) *Hérault*, A-88, f^o 423 ; A-147, f^o 47 et 63.

(9) *Hérault*, A-89, f^o 329 ; A-147, f^o 63, 69 ; *Castelnaudary*, CC-37, 2.

(10) *Hérault*, A-89, f^o 329.

fourché seraient éteints dans le temps que le nouveau bail de l'équivalent aurait son effet», c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1719 (11).

L'assemblée cependant, vu l'état des finances de la province, ne se résigne pas à l'abolition pure et simple de ces droits. N'a-t-elle pas déjà opté pour la continuation, jusqu'au 31 décembre 1718, de la levée des 2 deniers anciennement attribués aux Receveurs des octrois, alors que la perception en aurait dû normalement cesser en avril de l'année précédente ? Cette décision ayant été imposée par « *la nécessité... de trouver un fonds pouvant être employé annuellement à payer les rentes et capitaux des sommes empruntées pour le doublement des octrois et acquitter ensuite les dettes de la province* » (12). Le 22 décembre 1717 les Etats estiment « *qu'il n'y a pas lieu d'espérer que ce secours soit moins nécessaire* » en 1719 et par la suite. Du reste, affirmant-ils, « *la levée de ce droit qui se prend sur les riches et qui a produit jusqu'à présent tous les ans un revenant bon d'environ 100.000 livres est moins onéreuse au peuple qu'une imposition sur les fonds de terre* ». Ils observent pertinemment que le droit de deux deniers pour livre « *pourrait être exigé avec un plus grand avantage s'il était levé par augmentation du denier qui se prend sur la viande de boucherie par le fermier de l'équivalent, s'il était perçu de la même manière et par les mêmes commis dans les endroits où l'équivalent se paie* » (13). La cause est entendue et l'article 20 du règlement applicable à compter du 1^{er} janvier 1719 consacre la fusion de la dernière des taxes du « *pied fourché* » et du droit d'équivalent traditionnellement imposé sur la viande : « *Toute chair fraîche ou salée qui se vendra en gros ou au détail, à poids ou autrement, sera sujette à l'équivalent... et se paiera 3 deniers par livre prime et 9 deniers par livre carnassière... et moyennant ce les 4 deniers par livre établis sur le pied fourché demeureront supprimés* » (14).

La nécessité de rembourser les dettes de la province se faisant de plus en plus impérieuse, un tel dégrèvement ne pourra être définitif. En 1729 les Etats doivent revoir le tarif des droits d'équivalent imposés sur les diverses denrées : ils règlent l'augmentation, en ce qui concerne la viande de boucherie, à 3 deniers par livre prime, ce qui revient à doubler le taux fixé en 1717 (15). Au milieu du XVIII^{me} siècle le débit de cette catégorie de viande supporte donc une très lourde charge, que l'assemblée jugera impossible d'aggraver par la suite en dépit de pressants besoins financiers. Ainsi, maintiendra-t-elle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime le taux de l'impôt à 6 deniers par livre prime (16), alors qu'elle se résoudra à majorer le droit frappant la viande de porc et les agneaux, précédemment objet de toute sa sollicitude. Cette attitude s'explique d'autant mieux que la viande de boucherie, on le sait, n'est pas imposée au seul titre de l'équivalent. A Montpellier à la veille de la Révolution le montant total des droits (équivalent, octroi, deniers des hôpitaux, triperies, fourniture aux troupes en garnison) s'élève à 25 ou 27 deniers par livre vendue en boucherie au

(11) *Hte-Gar.*, C-2362, f° 32 et suiv.

(12) *Hte-Gar.*, C-2362, f° 32 v° et suiv.

(13) P-V 22 déc. 1717 (*Hte-Gar.*, C-2362, f° 32 v°).

(14) Règl. 1717 et 1723, art. 20.

(15) P-V 14 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f° 30) et règl. 1729 (art. 12).

(16) Règl. 1735 (art. 12) ; 1741-1747 (9) ; 1754-1776 (10) ; 1780 (15) ; 1787 (27).

prix de 6 sous (17). Cette fiscalité excessive encourage la contrebande, à tel point que l'approvisionnement de la ville en viande après 1780 échappe en grande partie au contrôle des fermiers. Ajoutons que la contrebande s'exerce au grand jour et que les autorités sont impuissantes à la réprimer (18) : autant de signes avant-coureurs du bouleversement qui va s'opérer.

b) — LE DROIT PERÇU SUR LA VIANDE CONSOMMÉE DANS LES HOPITAUX ET HOTELS-DIEU

Contrairement à l'équivalent les taxes dites du « *pied fourché* » n'étaient pas imposées sur la viande livrée aux hôpitaux et aux hôtels-Dieu « *jusque et à concurrence de la juste consommation qui en pouvait être faite* » (19). Cette exemption ne devait subir aucune atteinte du fait de la fusion en 1717 de l'une de ces taxes, anciennement attribuée aux Receveurs des octrois, et de l'équivalent : l'intendant repousse catégoriquement la prétention du fermier général Thomas de percevoir 3 deniers sur chaque livre de viande destinée à l'approvisionnement de ces établissements (20), si bien qu'en 1729 — comme sous Louis XI — les hôpitaux et les hôtels-Dieu acquittent l'équivalent sur la base de 1 denier pour livre prime.

Certes la majoration du droit résolue en 1729 est applicable en la matière ; du moins le fermier ne saurait tirer prétexte de la suppression, dans le texte du règlement, de toute référence aux « *anciens 2 deniers attribués aux contrôleurs des octrois* » pour percevoir 6 deniers, soit l'intégralité du droit d'équivalent, sur chaque livre de viande destinée à la consommation des pensionnaires des hôpitaux : « *s'il est bien vrai, constatent les Etats, que tous les deniers sont confondus ensemble et forment le droit d'Equivalent* », encore convient-il d'observer qu'il n'y a dans le Règlement aucune disposition contraire à l'exemption dont les hôpitaux et les hôtels-Dieu ont traditionnellement joui depuis le jour où les deniers du pied fourché ont été unis à l'équivalent (21). A compter de 1735 le règlement précisera donc que la viande destinée à l'approvisionnement des hôpitaux et des hôtels-Dieu est taxée 4 deniers par livre prime (22). Ce taux, applicable à compter du 1^{er} avril 1776 au droit imposé sur la viande de porc (23), restera en vigueur jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

(17) *Hte-Gar.*, C-2431, f° 335 sq. ; *Hérault*, B-9045 et 9380.

(18) Sur la contrebande à la fin de l'Ancien Régime, Cf. *infra* p. 291.

(19) Bail Bénézech (art. 16), 23 mai 1711 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 81) ; bail Feautrier, 18 mars 1717 (*Hérault*, A-89, f° 329).

(20) Ordonn. de Bernage, 6 mai 1719 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 81).

(21) P-V 22 févr. 1732 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 81). L'intendant de Bernage, à qui cette délibération fut communiquée, rendit une ordonnance conforme le 29 mars de la même année (*Hérault*, A-94, f° 207).

(22) Régl. 1735 (art. 18) ; 1741-1762 (19) ; 1768-1776 (18) ; 1780 (23) ; 1787 (35).

(23) *Hte-Gar.*, C-2429, f° 465.

c) — TARIF APPLICABLE AU DÉBIT DE LA VIANDE DE PORC

Aux XV^{me}, XVI^{me} et XVII^{me} siècle la viande de porc est taxée 1 denier par livre prime, comme la viande de boucherie (24). Il n'y a pas lieu de distinguer les salaisons des viandes fraîches : « les hôtes, taverniers, bouchers, revendeurs et autres qui vendent et détaillent les pourceaux salés payent ledit droit comme ils ont coutume », rappellent les Etats en 1520 (25). D'Espeisses est également catégorique : « Toutes chairs fraîches ou salées, vendues tant en gros que menu, à poids ou sans poids, soit du cru ou non, payent l'Equivalent, même les chairs des pourceaux tués par les hôtes et débitées en leurs hôtelleries, comme il a été jugé en la Cour (des Aides de Montpellier) entre Jolin, fermier de l'équivalent de Toulouse et Jean Florac, hôte de ladite ville, le 13 janvier 1618 » (26). Citons également l'arrêt de règlement de la même Cour du 20 janvier 1689, ordonnant à « tous traiteurs, pâtisseries, rôtisseurs et revendeurs... de déclarer au fermier les lards et chairs de pourceaux tués dans leurs maisons et d'en payer l'Equivalent à peine de confiscation et d'amende (27).

Ce n'est que dans le premier quart du XVIII^{me} siècle que la viande de porc est frappée d'un droit différent de celui imposé sur la viande de boucherie en général : les taxes du « pied fourché » en effet n'étant pas perçues sur la viande de porc, l'adjonction de ces taxes au droit d'équivalent en 1719, ne modifie en rien l'imposition de cette denrée : « Toute chair fraîche ou salée vendue en gros ou détail, à poids ou autrement, est sujette à l'équivalent suivant le taux de 3 deniers par livre prime », proclame le règlement, « excepté la chair de pourceau et truie fraîche ou salée qui n'est sujette qu'à 1 denier par livre prime » (28).

En 1729 les besoins financiers de la province sont tels qu'une augmentation générale des droits d'Equivalent doit être envisagée. La décision est prise de doubler le droit perçu sur les diverses denrées et l'on taxe par conséquent la viande de porc 2 deniers par livre prime (29).

Ce taux reste en vigueur jusqu'à ce que la nécessité de trouver de nouvelles ressources en 1775 incite l'Assemblée à considérer à nouveau la question des droits levés sur la viande et à mettre en doute l'opportunité de l'application d'un tarif spécial à la viande de porc. Les droits « sur le cochon frais et salé n'ont été ci-devant que de 2 deniers par livre prime, constate la commission des Affaires Extraordinaires, tandis que les autres viandes de boucherie ont été assujetties à un droit de 6 deniers, sans qu'on voie le motif d'une pareille disproportion puisque la chair de la vache, brebis et chèvre qui est d'une qualité bien inférieure pour l'usage et le prix à celle du cochon, n'a pas mérité la même faveur ». On conviendra donc de mettre la

(24) Règl. XVI^e siècle et suiv. : 1618 (art. 61) ; 1620-1664 (62) ; 1667-1669 (61) ; 1681 (62) ; 1684 (63) ; 1687-1711 (65).

(25) P-V 15 nov. 1520 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 174).

(26) D'Espeisses, édit. 1750, tome III, pp. 250-251.

(27) *Hérault*, A-159, f^o 6.

(28) Règl. 1717 (art. 20 et 61) et 1723 (art. 20 et 63)

(29) P-V 14 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f^o 30). Règl. 1729 (art. 12 et 55) ; 1735 (12) ; 1741-1747 (9) ; 1754-1768 (10)

viande de porc « au même rang que les autres chairs », suivant le régime antérieur à 1717 : « cette augmentation de 4 deniers par livre est susceptible de produire 140.000 livres sur le prix de la nouvelle ferme... Ainsi la chair de bœuf ou de mouton, déjà assez chargée, est épargnée et il n'y a pas de nouveaux droits, lesquels ne tourneraient qu'au profit des fermiers par l'ignorance où en seraient les Etats de leur produit, même approximatif » (30).

d) — TARIF APPLICABLE AU DÉBIT DES AGNEAUX.

Les dispositions arrêtées au Puy en 1464, relativement à l'imposition des chevreaux et des agneaux ne sont pas très claires. Il convient cependant de s'y référer dans le silence du règlement pendant plus d'un siècle : « des agneaux et chevreaux qui se vendent, fut-il déclaré, se payera le droit comme il soloit excepté que les bonnes gens qui les vendront ne payeront rien » (31). Un point est acquis : la viande d'agneau ou de chevreau vendue par les « bonnes gens », c'est-à-dire par de simples particuliers, est détaxée (32) ; débitée au « mazel » elle paie l'équivalent. Mais il ne semble pas que le taux général de 1 denier par livre prime soit applicable en la matière. Le règlement de 1464 se réfère à l'usage. Le droit serait donc perçu suivant le taux en vigueur sous Charles VII : 15 deniers par bête. Cette explication nous paraît la plus plausible. » D'ailleurs le principe d'après lequel les agneaux sont taxés à tant par bête s'imposera indiscutablement par la suite.

La première intervention des Etats, en 1567, concerne le débit des chevreaux. En 1569 l'assemblée se préoccupe des agneaux, faisant « défense et inhibition à tous cabriers, bouchers et revendeurs d'en tuer, vendre ni débiter sur peine de confiscation aux pauvres de l'hôpital et d'amende » (33). Cette prohibition est renouvelée par les règlements publiés à la fin du XVI^e siècle et au siècle suivant (34), et partant — déduit d'Espeisses — « il n'est pas à propos de demander si l'équivalent est dû pour ceux (les agneaux) qui sont vendus par lesdits bouchers puisqu'il leur est défendu de ce faire » (35).

En fait il se débite couramment des agneaux dans la province — ce dont La Coste, qui sera fermier de l'équivalent, ne se plaint guère : « si toutefois il se rencontre qu'on en tue hors des maisons particulières, conclut-il, « soit aux boucheries ou ailleurs pour estre revendus,

(30) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f^o 305). Règl. 1776 (art. 10), 1780 (art. 15), 1787 (art. 27).

(31) *Hérault*, A-241, f^o 58.

(32) La Coste (*op. cit.* p. 95) et d'Espeisses (*op. cit.* p. 251) sont formels sur ce point.

(33) P-V 3 nov. 1569 (*Hte-Gar.*, C-2382 f^o 131 v^o) et règl. 1570. Précisons que Charles IX en 1563 avait pris diverses mesures tendant à assurer la « conservation des troupeaux » ; notamment il avait interdit le débit des agneaux de la Saint-Martin à la mi-mai (*Hérault*, A-62, f^o 232 v^o).

(34) Notamment 1618 (art. 35) ; 1620 (36) ; 1624-1684 (41).

(35) D'Espeisses, *op. cit.* p. 251.

ils seront sujets au droit » (36). On constate cependant qu'à Toulouse, où les règlements de police édictés par les capitouls autorisent la vente des agneaux (37), les fermiers ne parviennent pas à faire triompher leurs prétentions : un arrêt du Grand conseil rendu le 6 juillet 1609 rejette la demande formulée à ce sujet par le fermier Jean Chambres (38), et lorsque dix ans plus tard un des successeurs de celui-ci, Bernard Joly, actionne à nouveau les maîtres jurés agneliers et chevrotiers en paiement du droit, il est également débouté (39). Il est d'ailleurs peu vraisemblable que l'intention des Etats ait jamais correspondu aux vues de La Coste. Malgré les plaintes qui leur étaient parvenues au début du XVII^e siècle à l'encontre de « ceux qui vendaient en détail les chevreaux et les agneaux contre la teneur dudit règlement » (40), les Etats n'avaient pas cru devoir intervenir ; le 25 novembre 1608 notamment, lorsque le représentant de la ville de Toulouse s'était inquiété de la « grande contrariété existant ez articles de l'équivalent pour raison de la vente des agneaux », ils avaient allégué que la levée des droits était affermée et qu'il ne pouvait donc être question de « réformation » du règlement (41). Le 27 novembre 1687 enfin l'assemblée finit par reconnaître que les agneaux de lait « ont été exemptés jusqu'à présent » du droit d'équivalent (42).

Il est donc permis de s'interroger sur le sens — et l'opportunité — du maintien de la prohibition du débit public des agneaux dans le règlement de l'imposition. On l'explique par l'esprit traditionnaliste des rédacteurs du règlement au XVII^e siècle, par leur prudence aussi, car les conditions économiques générales (qui sont à l'origine de cette mesure) en motifent de temps à autre le renouvellement : par exemple l'arrêt du conseil du 2 décembre 1666 ne tolère la vente des agneaux que dans la période comprise entre Pâques et Pentecôte (43). Il est vrai que de telles prohibitions seront également édictées au XVIII^e siècle (44), après que les Etats auront pris la décision d'assujettir les agneliers à l'équivalent ; et le règlement de l'imposition ne cessera pas pour autant d'envisager la perception du droit sur cette variété de viande... Bornons-nous donc à constater le manque de cohésion entre la politique économique générale et la réglementation fiscale en vigueur dans la province.

Nous avons envisagé jusqu'ici le débit des agneaux de lait. En fait les agneliers, notamment à Toulouse, n'hésitent pas à débiter de gros agneaux — tels des moutons, qui ont « demi pied de corne » —

(36) La Coste, *op. cit.*, p. 95. D'Espeisses, qui écrit au milieu du XVII^e siècle, est du même avis. De même Philippi (*Arrests de consequence*, art. XIII) qui cite les arrêts de la Cour des Aides de Montpellier du 31 juillet et du 6 septembre 1570.

(37) Cf. notamment ordonn. capitouls 17 févr. 1561 (*Hérault*, B-9340) et 25 janv. 1601 (*id.*, A-46, f^o 493).

(38) *Toulouse*, AA-21, 229 ; *Hérault*, A-46, f^o 185.

(39) *Hérault*, A-88, f^o 455 ; B-31, f^o 922.

(40) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 33 v^o.

(41) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 153.

(42) *Hte-Gar.*, C-2332, f^o 50. De même P-V 10 déc. 1688 (*id.*, C-2333, f^o 102).

(43) *Hérault*, A-62, f^o 232 v^o.

(44) Par exemple arrêts du conseil du 29 oct. 1701 (*Hérault*, A-62, f^o 232 v^o) et du 15 octobre 1743 (*Hte-Gar.*, C-14, f^o 103).

transgressant par là les règlements de police faits par les capitouls (45). Ces derniers « *se formalisent de temps à autre du procédé vitieux desdits vendeurs* » (46), mais ce sont surtout les fermiers de l'équivalent et du pied fourché qui veillent à empêcher l'extension de pratiques directement préjudiciables à leurs intérêts. Car la jurisprudence, qui s'accorde à favoriser le débit des agneaux de lait dans la ville de Toulouse, réprime avec non moins de fermeté les fraudes des agneliers : le sénéchal de la ville, juge conservateur de l'équivalent, rend ainsi une ordonnance le 1^{er} mars 1675 par laquelle il décharge Jean Cestac du paiement du droit des agneaux par lui vendus « *à l'œil et à pièces... conformément aux sentences des capitouls de Toulouse des 26 juin 1647 et 17 février 1651, autorisées par arrêt du Parlement du 28 avril 1657, faisant défense au fermier de le troubler à peine de 500 livres... et néanmoins, faisant droit sur le surplus de la demande du fermier, vu ce qui résulte des verbaux par lui remis des 11 juin et 28 juillet 1674 et 19 janvier (1675), (il) condamne Cestac à lui payer l'Equivalent des moutons bourrels et brebis par lui vendus... et (il lui) défend et (à) tous autres de vendre et de débiter des moutons, bourrels ni brebis sans les avoir dénoncés et payé le droit* » (47). En réalité les fraudes auxquelles donnait lieu le débit des agneaux ne pouvaient cesser qu'autant que les Etats préciseraient sans équivoque leurs intentions. Ils le feront seulement dans les dernières années du XVII^{me} siècle et la nécessité de mettre fin à une « *infinité de procès* » leur dictera une mesure catégorique : à compter du 1^{er} janvier 1689 les chevrotiers, agneliers et autres qui tuent et revendent des agneaux payeront un sol pour le droit d'équivalent de chaque agneau (48).

Cette décision est très mal accueillie à Toulouse où les agneliers prétendent être « *fondés en titre* » de ne pas payer le droit des agneaux et avoir joui paisiblement jusqu'à présent de cette exemption (49). Condamnés le 2 avril 1689 par le juge conservateur, ils se pourvoient devant le parlement avec l'appui du syndic de la ville, cependant que le fermier de l'équivalent sollicite des Etats une indemnité pour non-jouissance de son bail (50). Les représentants de la province alertés se pourvoient alors devant le conseil en cassation de la procédure faite devant le parlement. La cause est enfin renvoyée devant la Cour des Aides de Montpellier (51) où les agneliers sont définitivement condamnés le 4 août 1691 (52).

(45) *Hérault*, B-9340.

(46) *Hérault*, B-9340.

(47) *Hérault*, B-9340.

(48) P-V 27 nov. 1687 (*Hte-Gar.*, C-2332, f° 50), et Règl. 1687-1711 (art. 45 et 65).

(49) *Hte-Gar.*, C-2333, f° 102.

(50) *Hte-Gar.*, C-2334, f° 29 v°, 41-42.

(51) Arrêts du conseil du 5 sept. 1689 et du 28 mars 1690 (*Hte-Gar.*, C-2334, f° 42 ; C-2336, f° 16 ; *Hérault*, A-57, f° 208).

(52) L'arrêt ordonne aux capitouls de mettre à la disposition des agneliers deux écorchoirs « *aux endroits de la ville les plus commodes* » (*Hérault*, A-57, f° 208). Les capitouls résistent encore quelques mois (*Hte-Gar.*, C-2336 f° 16). En décembre 1692 enfin le syndic général Boyer peut affirmer à l'assemblée que le droit d'équivalent est « *bien établi dans la ville de Toulouse comme dans le reste de la province* » (*Hte-Gar.*, C-2337, f° 31).

L'adjonction du pied fourché à l'équivalent en 1719 ne modifie rien l'imposition des agneaux ; des agneaux de lait s'entend, car les taxes du pied fourché s'appliquaient aux ventes de moutons, ou d'agneaux considérés comme tels. La qualification du bétail d'ailleurs n'étaient pas laissée à l'appréciation des intéressés ou du juge, comme en matière d'équivalent : aux termes d'une ordonnance de l'intendant de Basville du 7 septembre 1711 seuls les agneaux pesant moins de 20 livres, poids brut, étaient détaxés (53). Les rédacteurs du règlement de l'équivalent applicable à compter du 1^{er} janvier 1719 ne pouvaient pas faire moins que préciser leurs intentions sur le sujet. Cependant ils devaient se montrer plus libéraux que l'intendant, le poids net des agneaux étant pris en considération dans le nouvel article : « *Sera payé 1 sol pour chaque agneau du poids de 20 livres primes et dessous, net et vide de fressures, par les chevrotiers, agneliers et autres qui tuent et revendront lesdits agneaux. Et lorsque lesdits agneaux excéderont ledit poids, il seront réputés viande de boucherie et payeront 3 deniers par livre prime* » (54).

Mais les besoins financiers de la province au XVIII^{me} siècle nécessitent un accroissement constant des charges fiscales. Les taxes imposées sur les agneaux et sur la viande de boucherie sont doublées à compter du 1^{er} janvier 1731 (55) ; puis en 1768 devant l'impossibilité de grever plus lourdement le débit de cette dernière denrée, les Etats se résolvent à modifier une nouvelle fois le taux du droit levé sur les agneaux, « *seul susceptible de quelque augmentation* » (56). Les vices du système en vigueur d'ailleurs n'étaient pas contestables, la pesée du bétail donnant lieu à « *une infinité de discussions et de fraudes* » (57). Aussi l'assemblée convient-elle d'abolir à compter du 1^{er} avril 1770 « *une distinction dont on n'aperçoit pas un motif raisonnable* », et elle s'y détermine d'autant plus volontiers qu'en somme ce sont les « *personnes les plus aisées qui font la plus grande consommation des agneaux* » (58). Dans les dernières années de l'Ancien Régime par conséquent « *les chevrotiers, agneliers et autres qui tuent et revendent des agneaux en paient le droit sur le pied de 6 deniers par livre, de quelque poids que soient lesdites bêtes, (lesquelles) sont réputées viande de boucherie et traitées de même* » (59).

(53) Sur les tractations et expertises ayant précédé l'intervention de l'intendant, Cf. *Hérault*, A-36, f° 67 ; A-88, f° 455 ; A-147, f° 63 ; *Hte-Gar.*, C-2358, f° 34 v°. L'ordonnance du 7 sept. 1711 fut confirmée par arrêt du conseil le 19 août 1713 (*Hérault*, A-88, f° 455).

(54) Règl. 1717 (art. 65).

(55) « *Sera payé 2 sols pour chaque agneau du poids de 20 livres primes et dessous, net et vide de fressure* »... etc... (Règl. 1729, art. 39 et 59 ; 1735, art. 26 ; 1741 et suiv., art. 23).

(56) P-V 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 28).

(57) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 28 ; Cf. *Castelnaudary*, CC-37, 4, les plaintes du fermier en 1738.

(58) P-V 3 déc. 1768.

(59) Règl. 1768-1776, art. 22 ; 1780-1787 (39).

E) — EXEMPTION D'EQUIVALENT POUR LES CHEVREAUX.

En 1567 les chevreaux jusqu'alors imposés comme les agneaux (60) sont détaxés (61) : mesure discutée, semble-t-il, puisque le 3 novembre 1569 les Etats établissant le règlement destiné à s'appliquer pendant le trienne commençant le 1er septembre 1570 délibèrent d'assujettir à l'équivalent tous les bouchers qui débitent des chevreaux, « *savoir pour chaque chevreau 4 deniers* ». Le texte de cette délibération est couché dans le règlement, mais l'assemblée revient tout aussitôt sur sa décision : « *Encore que par lesdits articles dessus mentionnés l'équivalent fut ordonné sur les chevreaux à raison de 4 deniers par chevreau, est avisé et accordé qu'il ne sera payé aucun droit pour ce trienne* » (62). Ajoutons que la Cour des Aides se refusera pendant un certain temps à conformer sa jurisprudence à la décision des Etats. La Coste, Philippi et d'Espeisses citent plusieurs arrêts rendus entre 1569 et 1590 assujettissant les chevrotiers au paiement du droit (63). La Coste ne cache pas d'ailleurs son hostilité à l'endroit de la mesure adoptée en 1567, mais les propos qu'il écrit à ce sujet dans son traité, paru en 1616, ressemblent beaucoup à des regrets (64)...

Effectivement au XVII^e siècle la cause est entendue : le débit des chevreaux, dans les boucheries ou ailleurs, ne donne pas lieu à la perception de l'équivalent (65). Et l'on constate qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (66) — fait remarquable au regard de l'évolution, dans le même temps, de la législation fiscale applicable aux ventes d'agneaux.

F) — LA PERCEPTION DU DROIT SUR LA VIANDE DE QUALITE INFERIEURE ET SUR LES GRAISSES.

La défense faite par les Etats au milieu du XVI^me siècle de « *bailler et vendre à poids les têtes, pieds et entrailles des bêtes tuées aux boucheries* » (67) revenait à exempter la vente de ces morceaux, de qualité inférieure, d'une taxe réglée d'après le poids de la viande débitée. Par la suite l'assemblée devait charger les consuls et les syndics dans chaque ville d'assurer sur ce point la police du marché (68).

En 1687 l'assemblée juge préférable d'abandonner le principe d'une prohibition qui, tout au moins en ce qui concerne le débit des fressures, paraît assez contestable. Elle ne se résout pas cependant à détaxer purement et simplement les morceaux en question, et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime elle recourra au critère traditionnel : « *les têtes, pieds*

(60) Cf. *supra* p. 93.

(61) *Hte-Gar.*, C-2282, f^o 131 v^o.

(62) Règlement de 1570.

(63) La Coste, *op. cit.*, p. 95. Philippi, *Arrests de conséquence*, art XIII. D'Espeisses, *op. cit.*, p. 251.

(64) *Traité...* p. 95.

(65) D'espeisses notamment (p. 251) est formel.

(66) Règl. 1618 (art. 37) ; 1620 (38) ; 1624-1684 (43) ; 1687-1717 (45) ; 1723 (47) ; 1729 (39) ; 1735 (26) ; 1741-1762 (23) ; 1768-1776 (22) ; 1780 (27) ; 1786 (39).

(67) P-V du 25 sept. 1554 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 415).

(68) Règl. 1572 et suiv., notamment 1618 (art. 36), 1620 (37), 1624-1684 (42).

et entrailles des bœufs, pourceaux, moutons et autre bétail qui seront vendus à poids paieront l'équivalent, et non autrement » (69).

En 1687 d'ailleurs une controverse surgit relativement à la portée d'application de cet article : le fermier général Pierre Boyer prétendit que les graisses étaient « comprises » dans les entrailles, qu'elles étaient donc imposées en cas de débit « à poids ». Il actionna en conséquence les bouchers de Montpellier et de Nîmes en paiement de l'équivalent, mais la Cour des Aides suivant l'avis du syndic général de la province (70) fit des réserves au regard de l'imposition des graisses non comestibles (71). Les Etats, auxquels les bouchers eurent finalement recours (72), précisèrent que leur intention n'avait jamais été de taxer les graisses vendues pour un autre usage que celui de la table (73), et pour couper court à toute discussion sur le sujet, ils ajoutèrent à l'article reproduit ci-dessus la disposition suivante : « *Et à l'égard des graisses, elles ne paieront pas le droit lorsqu'elles seront détachées de la bête et vendues séparément* » (74).

g) LA PERCEPTION DU DROIT SUR LA VOLAILLE, LE GIBIER, LA CHARCUTERIE.

— La volaille.

Au milieu du XVI^e siècle les Etats constatent que « *les oisons et autres petites choses menues... n'ont coutume de payer d'ancienneté* » le droit d'équivalent (75). Effectivement il était déjà spécifié dans le traité conclu en 1463 avec Nicolas Bourracier que « *rien* » ne serait dû « *de toute volatile* » (76). En 1554 l'assemblée précisera le sens de l'expression « *petites choses menues* » : les « *poulaillies, canards et autres volatiles* », dont le débit jusqu'à la fin de l'Ancien Régime sera franc d'équivalent (77).

En ce qui concerne les oies le règlement pendant toute la première moitié du XVI^e siècle rappelle qu'elles doivent être « *vendues vives ou cuites* », et non pas « *mortes crues, entières ou à quartiers, pour le préjudice fait aux boucheries* » (78). Le débit des oies salées ne sera autorisé qu'après 1560, et il sera immédiatement, et d'une manière définitive, frappé de l'équivalent (79).

(69) Règl. 1687 (art. 44) ; 1693-1717 (id.) ; 1723 (46) ; 1729 (38) ; 1735 (25) ; 1741-1762 (22) ; 1768-1776 (21), 1780 (26) ; 1787 (38).

(70) *Hérault*, B-9266.

(71) Arrêt de règlement du 20 janv. 1689, art. 10 (*Hérault*, A-159, f^o 6).

(72) *Hte-Gar.*, C-2334, f^o 29 v^o.

(73) P-V 5 déc. 1689 (*Hte-Gar.*, C-2334, f^o 40 v^o).

(74) P-V 5 déc. 1693 (*Hte-Gar.*, C-2338, f^o 17). Règl. 1693 (art. 44) et suiv. mentionnés *supra* note 69.

(75) P-V 3 nov. 1548 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 78 v^o) ; Règl. 1548.

(76) *BN*, fr. 23915, f^o 83.

(77) Règl. 1618 (art. 35) ; 1620 (36) ; 1624-1684 (41) ; 1687-1717 (43) ; 1723 (45) ; 1729 (37) ; 1735 (24) ; 1741-1762 (21) ; 1768-1776 (20) ; 1780 (25) ; 1787 (37).

(78) Ces dispositions figurent encore dans le règlement en 1554.

(79) Règl. 1563 et suiv., mentionnés *supra* note 77. Ajoutons qu'en 1756 le fermier général ayant dénoncé certains abus dans le commerce des oies salées les Etats consacreront une délibération à ce sujet (le 1^{er} mars) réaffirmant que la chair de ces animaux était assimilée du point de vue fiscal à la viande salée (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f^o 151 et suiv.).

— Le gibier.

Le principe de l'exemption d'impôt est posé dès le début du XVI^e siècle (5 août 1515) (80) et à compter de 1554 le gibier est constamment mentionné dans les dispositions du règlement à côté de la volaille.

— La charcuterie.

D'après La Coste et d'Espeisses la Cour des Aides de Montpellier a jugé le 20 février 1509 que « *le lard employé par les pasticiers, & les chairs dont ils font les saucisses, comme aussi les langues, oreilles, & costes de pourceaux* », ne devaient pas l'équivalent (81). De toute façon le règlement au milieu du XVI^e siècle est formel : les « *saucisses, pâtés, andouilles et coustillons de porc* » sont détaxés (82). En 1570 les cochons de lait sont ajoutés à la liste (83) mais les « *coustillons* » de porc en sont exclus un siècle plus tard, à compter de 1687 (84).

Précisons enfin que la vente des saucissons est imposée, « *non seulement parce que leur consommation est un objet de commerce de quelque considération, mais aussi parce qu'on juge par la contexture de l'article où la saucisse est mise au même rang que les pâtés, les andouilles et le cochon de lait, que l'esprit des Etats n'a pas été d'étendre l'exemption aux saucissons dont l'objet est de plus grande conséquence* » (85).

II. — L'IMPOSITION DE LA VIANDE VENDUE HORS BOUCHERIE

En principe la viande vendue hors boucherie paie l'équivalent dans les mêmes conditions que celle qui est exposée à l'étal et suivant le même tarif. Il n'y a pas lieu de distinguer entre les vendeurs : éleveurs et intermédiaires, tous « *ceux qui font tuer lesdites bêtes sujettes au droit... et puis les distribuent à d'autres* — proclame le règlement pendant plus de deux siècles — *sont tenus, avant de les départir entre eux, de les faire peser et d'en payer le droit comme si elles avaient été vendues à la boucherie en détail, à peine de confiscation et d'amende* » (86). Cette réglementation est totalement différente de celle applicable au débit du vin puisque — comme nous le verrons — le propriétaire est exempt d'équivalent à la vente de son vin.

(80) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 60.

(81) La Coste, *op. cit.* p. 97. D'Espeisses (*op. cit.*, p. 251) cite également l'arrêt du 4 mars 1652, rendu en faveur de Fabry, « *faiseur de saucisses* ».

(82) Règl. 1557 et suiv.

(83) Règl. 1570 et suiv., mentionnés *supra* note 77.

(84) Du droit d'Equivalent suivant les augmentations... (art. 26) ; *Hérault* A-68, 471.

(85) P-V 6 nov. 1762 (*Hte-Gar.*, C-2405, f^o 58 v^o).

(86) Règl. 1554 et suiv., notamment 1618 (art. 59) ; 1620 (23) ; 1624-1669 (24) : 1681-1684 (23) ; 1687-1717 (24) ; 1723 (25) ; 1729 (17) ; 1735 (16) ; 1741-1762 (18) ; 1768-1776 (17) ; 1780 (22) ; 1787 (34).

Le principe de l'imposition de la viande vendue hors boucherie ne s'applique pas cependant d'une manière absolue : il est loisible aux habitants dans certaines conditions de procéder entre eux, en franchise, à une répartition des quartiers du bétail abattu ; il apparaît même que les « *départements* » en question n'ont été soumis à aucune restriction dans le diocèse de Mende pendant la plus grande partie de l'Ancien Régime.

a) LES PARTAGES DE VIANDE EFFECTUES EN FRANCHISE D'EQUIVALENT.

A la fin du premier quart du XVI^e siècle les « *chairs de provision* », par définition exclues du circuit commercial, sont détaxées. Toutefois le moindre « *département* » de viande entre plusieurs particuliers étant assimilé au débit de boucherie, le bénéfice de l'exemption est réservé en fait aux gens fortunés. Par contre la faculté reconnue en 1536 à « *quatre habitants pour le plus et au dessous d'acheter et départir un bœuf ou vache* » sans payer l'équivalent (87) doit faciliter l'approvisionnement en viande de la classe nécessiteuse. En 1532 d'ailleurs une requête avait été présentée dans ce sens aux Etats « *au nom des pauvres du Pays* » (88).

L'autorisation n'est accordée à l'origine que « *pour une fois chaque année seulement* » (89). Mais l'assemblée accentuant sa politique de dégrèvement fiscal admet en 1563 la possibilité de quatre « *départements* » annuels, après avoir quelques années auparavant supprimé toute distinction entre les diverses variétés de viande. Cette réglementation, très préjudiciable aux intérêts des bouchers et du fermier, restera inchangée jusque dans les dernières années de l'Ancien Régime (90), malgré quelques tentatives hostiles, dont celle de La Coste qui, par une habile confusion des conditions d'application des diverses exemptions, limite au temps de « *la cueillette des fruits* » la possibilité de partager le bétail (91). Précisons cependant qu'au début du XVIII^e siècle l'obligation est imposée aux intéressés de faire une déclaration au fermier (92) afin de prévenir les fraudes.

En 1768 l'assemblée qui — nous le verrons par la suite — comprend très largement l'exemption en matière de « *chairs de provision* », et qui de plus ne méconnaît pas la crise qui sévit dans le commerce de boucherie, se résout à supprimer la « *liberté* » octroyée aux habitants de procéder annuellement à quatre partages de viande en franchise d'équivalent : « *faculté peu utile en elle-même à ceux qui en usent, déclare-t-elle, et très propre à occasionner des fraudes et une infinité de tracasseries ou de procès qu'il est bon d'éviter* » (93). Mesure très

(87) P-V 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 27 v°).

(88) P-V 28 oct. 1532 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 358 v°).

(89) Règl. 1542 (art. 12). Règl. 1545 et 1548.

(90) Règl. 1563 et suiv. notamment 1618-1620 (art. 22) ; 1624-1669 (23) ; 1681-1684 (22) ; 1687-1717 (23) ; 1723 (24) ; 1729 (16) ; 1735 (15) ; 1741-1762 (17).

(91) La Coste, *op. cit.* p. 91.

(92) Cf. *infra* p. 185.

(93) P-V 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 29 v°).

sévère malgré tout à l'encontre de ceux des habitants qui, faute de moyens, ne peuvent pas se permettre de consommer en totalité la viande des bestiaux qu'ils abattent : l'assemblée déplorera presque immédiatement cet excès de rigueur, et en 1776 elle consentira à ce que les intéressés fassent « *département* » de la viande qu'ils ne pourront pas consommer ; ils avertiront le fermier avant de procéder à la distribution, mais ils ne seront imposés qu'à raison de la partie qu'ils ne consommeront pas (94). La conciliation des deux principes traditionnellement appliqués en la matière — imposition du droit en cas de détail et détaxation des « *chairs de provision* » — est ainsi opérée... bien tardivement.

b) LE « PRIVILEGE » DU GEVAUDAN

Pour les habitants du diocèse de Mende la liberté de détailler la viande ne subit aucune entrave : « *Il est constant que les particuliers... autres que les bouchers sont exempts d'équivalent non seulement 4 fois l'an comme tous les autres habitants de la Province, suivant le Règlement, mais encore pendant toute l'année et pour tout le bétail qu'ils font égorger pour leur usage et dépense de leur maison, soit qu'ils fassent quartier entre eux, soit qu'ils fassent tuer pour eux seuls* » (95).

Des conditions économiques particulières, le genre de vie, un climat rigoureux — autant d'obstacles à l'action du fermier — concourent à procurer aux habitants du diocèse cette faculté que l'on nomme au XVIII^{me} siècle le « *privilege du Gévaudan* » : Le « *département* » de la viande hors boucherie y est « *nécessité par l'impossibilité où ils (les indigènes) se trouvent presque partout de s'en procurer des boucheries à cause de leur éloignement... Les paroisses ont une très grande étendue et sont pour la plupart composées de beaucoup de petits villages ou hameaux très éloignés les uns des autres ; il est certaines qui ont jusqu'à 47 hameaux et plus de 6 lieux de circuit. Il serait bien gênant et bien dispendieux pour les habitants de ces lieux d'aller chercher quelques livres de viande aux boucheries les plus prochaines, et de faire pour cela un voyage qui exigerait une journée entière de leur part. Il est même des circonstances pendant l'hiver où ils ne sauraient sans danger entreprendre de tels voyages* » (96)... L'indigence des paysans est telle d'ailleurs que tout achat en boucherie leur est pratiquement interdit ; et l'on assure qu'ils s'abstiendraient de consommer la viande des brebis qu'ils élèvent si elle était assujétie à l'impôt (97). Il n'est

(94) Règl. 1776 (art. 16), 1781 (21) et 1787 (33).

(95) *Mende*, HH-8.

(96) L'élevage étant très répandu, les boucheries « *closes* » sont inutiles, déclare le syndic du diocèse en 1732, et « *il n'y en a jamais eu d'établies, n'y ayant même dans les 200 paroisses qui composent le Pays de Gévaudan qu'un très petit nombre de personnes qui fassent métier de vendre la viande* ». (*Arch. Nat.*, H-1072,2). En fait un tel commerce est pratiqué à Mende, la ville la plus peuplée du diocèse (environ 5.000 habitants dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle) et dans quelques bourgs (*Mende*, HH-8).

(97) Mémoire au sujet de Privilège du Pays de Gévaudan, 1764 (*Mende*, HH-8).

pas exclu de penser enfin que la tolérance dont bénéficient les habitants de ce diocèse au regard des « *partages* » de viande tende à compenser les avantages accordés à ceux qui dans d'autres régions débitent le produit de leurs vignes.

Quant au fermier, il n'ignore pas à quelles difficultés se heurterait l'organisation d'un contrôle de la consommation de la viande, ni le nombre de commis qu'il faudrait y employer. Aussi bien n'est-ce pas l'abolition du « *privilege* » qui l'intéresse particulièrement en 1732, mais le concours des consuls de Mende à l'action entreprise contre les fraudes commises par les bouchers et autres détaillants dans cette seule ville (98). L'arrangement conclu le 28 mars 1773, exclusivement consacré au contrôle du bétail abattu (99), concourra d'ailleurs à consolider, sinon un « *privilege* » que nul titre ne fonde (100), du moins un usage imposé par l'état économique et social du pays et qui se perpétuera jusqu'à ce que les Etats affectent, en 1768, le produit de l'équivalent au paiement de l'abonnement des Dons Gratuits payables par toutes les villes et les communautés de la province, sans exception, et ordonnent en conséquence l'abolition de tous les privilèges existant en la matière (101).

III. — LE CAS DE LA VIANDE EXCLUE DU CIRCUIT COMMERCIAL

L'expression « *chair de provision* », couramment employée dans le règlement de l'équivalent, s'applique à la viande exclue du circuit commercial. Le fait que le bétail ait été acheté « *vif* » ou élevé par l'intéressé est par lui-même indifférent, précisons-le dès l'abord. Par contre le bétail abattu ne doit faire l'objet d'aucune transaction : les « *chairs de provision* » sont exclusivement réservées à la consommation du ménage du propriétaire du bétail.

On sait que l'imposition de la viande ainsi entendue fut résolue en 1443 sans enthousiasme, les commissaires royaux ayant exprimé certaines craintes au sujet du rendement de la taxe perçue dans le commerce. Sous Charles VII le taux du droit frappant les « *chairs de provision* » est d'ailleurs inférieur de moitié à celui du droit levé au « *mazel* ». Ce taux est relevé en 1463 lorsque Louis XI imagine de remplacer la taille par des taxes indirectes : fixé à 10 sous pour un bœuf ou pour une vache et à 20 deniers pour un mouton ou pour un porc, il demeure inchangé par la suite malgré le retour au système fiscal traditionnel. Seule innovation : en 1464 les brebis, les chèvres, les boucs sont taxés 15 deniers pièce. Rappelons que le taux du droit perçu dans le commerce est alors fixé à 1 denier par livre prime.

(98) Délib. conseil de ville Mende, 29 sept. 1731 (*Mende*, HH-8).

(99) *Mende*, HH-8.

(100) « *L'on n'a ni l'on ne peut avoir connaissance du titre... parce que les archives du diocèse ainsi que tous les autres dépôts publics de Mende furent pillés en 1579 par le Capitaine Merle qui, à la tête d'un parti de relligionnaires, saccagea cette ville* » (Mémoire au sujet du privilège ; *Mende*, HH-8).

(101) Cf. *infra* pp. 152 sq.

Les Etats restent cependant fidèles à leurs premières conceptions, et moins d'un siècle après l'établissement de l'équivalent, désormais assurés du produit de la ferme ils s'attachent à dégrever la viande exclue du circuit commercial. On ne sera pas surpris qu'ils se préoccupent d'abord de la viande de porc « *parce que c'est la chair dont le pauvre peuple se pourvoit et dont il ne pourrait se passer* » (102). Les capitouls et les habitants de Toulouse d'ailleurs s'étaient toujours prétendus « *quittes et exempts (de droit) pour les lards et chairs salées, consommées en leurs maisons et ménages* » (103). Bon gré mal gré les fermiers de l'équivalent avaient dû s'accorder de l'existence de ce privilège : pour y avoir attenté l'un d'eux, Jean Catel, est ainsi condamné le 1^{er} octobre 1511 par le juge conservateur des privilèges de la ville (104). Le 15 novembre 1520 les Etats tirent prétexte des « *abus, pilleries et rançonnements* » commis « *journellement* » par les traitants au préjudice des habitants de la province pour poser en principe que ces derniers ne paieront aucun droit « *pour les pourceaux qu'ils tueront et feront saler pour leur provision* » (105). L'hostilité des commissaires du roi à toute modification aux articles du règlement et aussi certaines divergences de vues entre les membres des Etats retarderont cependant la mise en application de cette mesure (106). Le 24 juillet 1523 l'assemblée réaffirme le principe posé trois ans auparavant (107). Le 14 octobre 1524 enfin, à l'issue d'un vif débat entre les députés des pays de Velay et de Gévaudan et ceux des autres diocèses, la décision est prise — et sanctionnée par les commissaires — de détaxer non seulement les pourceaux, mais encore les bœufs et les vaches tués et salés par les particuliers « *pour leur provision* » (108). L'exemption est donc accordée d'une manière très large ; elle n'est cependant pas générale, comme le précisent les Etats quelques années plus tard : les brebis, les moutons, les boucs et les chèvres restent imposés (109).

A la même époque de nouveaux cas d'exemption sont prévus, alors même que le bétail n'est pas exclusivement réservé à la consommation du seul ménage de l'intéressé. La première mesure, adoptée le 10 décembre 1530, tend à favoriser certaines cérémonies familiales ou religieuses

(102) *Hérault*, A-46, f^o 1 sq.

(103) *Toulouse*, AA-13, 18.

(104) *Toulouse*, AA-3, 333. En 1515 les capitouls envoient une ambassade auprès du roi pour obtenir la confirmation du privilège, lequel, prétendent-ils, est de « *peu de profit* » et « *ne monte à plus de 200 livres* » par an (y compris le privilège du vin du cru). Or le roi avait promis son consentement si « *le dommage à son pays de Languedoc ne dépassait pas 500 livres par an* » (*Toulouse*, AA-13, 18, 22). Le 11 décembre 1519 les Etats du pays reconnaissent expressément que les habitants de Toulouse sont exempts d'équivalent pour « *les pourceaux qu'ils tuent pour saller à leur provision* » (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 161)...

(105) « ... non compris les hôtes, taverniers, bouchers, revendeurs et autres qui vendent et détaillent lesdits pourceaux salés, lesquels paieront ledit droit comme ils ont coutume » (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 174).

(106) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 191, 194, 197-201 ; *Hérault*, A-46, f^o 58-65.

(107) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 258.

(108) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 285, 287 ; *Ardèche*, C-752, 64. L'exemption est accordée à compter du 1^{er} septembre 1525 ; sur l'application de cette mesure dans le pays de Vivarais, Cf. *Ardèche*, C-329, 137, 137 v^o.

(109) P-V. 15 déc. 1530 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 457).

à l'occasion desquelles un « *département* » ou une « *distribution* » de viande a généralement lieu : à compter du 1^{er} septembre 1531 « *tout bétail tué pour fiançailles, noces, obits, mortailles, confréries et messes nouvelles, soit du cru ou acheté hors boucherie en quelque façon que ce soit* », est détaxé (110). Quelques années plus tard — le 15 octobre 1539 — la faculté est accordée aux habitants du pays au temps des moissons, de « *tuer chacun en son endroit et chacune année une brebis ou une chèvre tant seulement, et une autre brebis ou une chèvre seulement au temps des vendanges, et ce de leur cru et pour leur usage, sans payer aucun droit* » (111). Cette seconde mesure doit faciliter l'entretien de la main d'œuvre chargée de la récolte, entretien fort onéreux pour l'exploitant contraint de faire momentanément appel à une aide étrangère et de supporter les frais auxquels donne lieu l'exécution des travaux. C'est dire qu'il ne s'agit pas d'une viande exclusivement réservée à la consommation particulière de l'agriculteur intéressé. Par contre l'éleveur seul bénéficie de l'exemption... du moins pour un trienne. A compter de 1542 en effet le règlement de l'imposition n'exige plus que le bétail soit « *du cru* » (112).

Au milieu du XVI^e siècle plusieurs cas d'exemption d'équivalent sont ainsi prévus. Cette réglementation, élaborée de manière fragmentaire, manque évidemment d'unité : est-il besoin de souligner l'arbitraire des distinctions opérées entre les diverses variétés de viande ? Fort heureusement les Etats y remédient promptement. En 1548 l'abattage d'un mouton « *en temps de moisson ou de vendanges* » est assimilé à celui d'une brebis ou d'une chèvre (113), et peu après un dernier pas est accompli : d'une part tous les bestiaux — et non pas seulement les porcs, les bœufs et les vaches — abattus par les habitants pour leur provision fraîche ou salée sont détaxés, exactement comme dans le cas d'approvisionnement pour les diverses cérémonies mentionnées ci-dessus ; d'autre part « *le laboureur qui tue un bœuf, une vache, une brebis ou un mouton pour faire les moissons ou autres cueillettes ou labourages* » est exempt de droit (114). Ajoutons que les têtes, les pieds et les fressures des bestiaux ainsi abattus peuvent être vendus librement (115), ce qui n'a rien de surprenant puisque les bouchers eux-mêmes ne sont pas assujettis au droit pour le débit qu'ils en font.

On a pu remarquer l'extension donnée à la portée d'application de l'exemption dans le domaine agricole : Quels que soient les travaux accomplis, les intéressés jouissent de la franchise. D'une manière générale d'ailleurs — bien que le règlement de l'imposition fasse seulement état de l'« *usage* » suivi en la matière dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle — les ouvriers nourris par leur maître sont admis à partager les « *chairs de provision* ». Ce n'est que justice ; ainsi l'artisanat

(110) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 443 v^o.

(111) *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 101 v^o.

(112) Règl. 1542, art. 17.

(113) Règl. 1548.

(114) Règl. 1554 et suiv., notamment 1618 et 1620 (art. 21) ; 1624-1669 (22) ; 1681-1684 (21) ; 1687-1717 (22) ; 1723 (23) ; 1729 (15) ; 1735 (14) ; 1741-1776 (16) ; 1780 (21) ; 1787 (33).

(115) P-V 26 oct. 1535 et 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 14 v^o, 27 v^o). Règl. 1542 (art. 13) et suiv., notamment 1618 (art. 29) ; 1620 (24) ; 1624-1669 (25) ; 1681-1684 (24) ; 1687-1717 (25) ; 1723 (26) ; 1729 (18) ; 1735 (17) ; 1741-1762 (20) ; 1768-1776 (19) ; 1780 (24) ; 1787 (36).

bénéficie des facilités accordées à l'agriculture pour l'entretien de la main d'œuvre. Les fermiers s'en accommodent assez volontiers, semble-t-il, et l'assemblée provinciale n'a guère à intervenir au XVIII^e siècle. Tout au plus en 1667 soutient-elle les « *maîtres cardeurs et facturiers de laine* » d'Uzès actionnés en paiement du droit pour les denrées (pain, vin, lard, etc...) qu'ils distribuent à leur personnel (116). A notre connaissance la tentative la plus sérieuse dirigée contre l'exemption se place au milieu du XVIII^e siècle sous l'administration de la compagnie des Fermes du Roi. Les partisans s'en prennent d'abord en 1754 aux « *marchands tanneurs, fabricants blanchiers et papetiers* » d'Annonay qui d'ailleurs ne se laissent pas intimider (117). Par la suite ils dénoncent les agissements, qu'ils estiment coupables, des entrepreneurs de manufactures et de travaux publics (118), et ils requièrent enfin les Etats en 1756 de limiter l'exemption, dans les villes pourvues de boucheries publiques, aux « *abbatis pour le salage* ». Cette tentative se solde par un échec total (119) mais elle incite l'assemblée provinciale à compléter le règlement sur ce point essentiel. Il est donc spécifié en 1757 qu'en ce qui concerne les manufactures, forges ou fabriques, « *les maîtres ou régisseurs qui sont dans l'usage de nourrir les ouvriers dans l'enclos desdites manufactures, forges ou fabriques... continueront de jouir de la même liberté que les habitants de tuer pour leur provision* » (120). Il s'agit là manifestement d'entreprises d'une certaine importance, groupant un personnel nombreux, ayant quasiment perdu le caractère familial justificatif de l'octroi de l'exemption. Les Etats s'en rendent compte : déjà en 1747 ils avaient expressément assujéti au paiement des droits les entrepreneurs du Tirage des Sels installés dans la Maison des Adoux (terroir de Beaucaire) (121) ; et en 1762 ils préciseront qu'il ne saurait être question de « *chairs de provision* » dans les « *forges et fabriques où, pour la commodité des ouvriers, les vivres leur sont fournis par des préposés établis dans l'enclos desdites forges et fabriques, à un prix fixe et selon le poids et la mesure qu'ils en demandent* » (122). La portée d'application de l'exemption n'en reste pas moins considérable (123). Dans les régions d'élevage et partout où l'achat du bétail est possible les particuliers ayant les moyens d'effectuer de tels achats peuvent subvenir aux besoins de leur ménage et pourvoir à l'entretien de la main d'œuvre qu'ils emploient sans avoir à supporter le poids de l'impôt.

Il va sans dire que le fait de nourrir des pensionnaires prive les intéressés de la faculté d'abattre du bétail en franchise d'équivalent.

(116) P-V 1^{er} mars 1667 (*Hte-Gar.*, C-2315, f^o 241).

(117) *Ardèche*, C-754, 57 ; 13-B-18, 7 et 8.

(118) *Ardèche*, 13-B-18, 7et 8.

(119) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196).

(120) Règl. 1757 (art. 19) ; 1762 (id.) ; 1768-1776 (18) ; 1780 (23) ; 1787 (35).

(121) P-V 5 déc. 1747 (*Hte-Gar.*, C-2392, f^o 59) et Règl. 1747-1762 (art. 19) ; 1768-1776 (18) ; 1780 (23) ; 1787 (35).

(122) « *Une telle fourniture renferme en soi un commerce réel et direct des vivres* » (P-V 6 nov. 1762, *Hte-Gar.*, C-2405, f^o 95 et suiv.). Cf. également Règl. 1762 (art. 19) et suiv. mentionnés *supra* note 120.

(123) A noter une nouvelle tentative du fermier en vue de la limiter, à Annonay en 1765, provoquant un violent incident dans une chamoiserie (*Ardèche*, 13-B-11, 13-18) ; le fermier sera condamné par le juge conservateur le 20 décembre 1765 (*id.*, 13-B-20, 68).

Encore que les pensionnaires soient reçus à la table du maître de maison et admis à partager les provisions du ménage, leur « *tendue* » fait l'objet d'un commerce et par conséquent il ne peut pas être question de « *chairs de provision* » au sens précédemment défini. Il ne semble pas d'ailleurs que les maîtres de pension aient songé à tirer argument de la déclaration ambiguë faite par les Etats le 2 mai 1594 pour prétendre s'exempter du droit sur la viande. Néanmoins l'assemblée ayant déclaré que les fournitures de vin et d'« *autres denrées* » faites par les habitants à leurs pensionnaires étaient détaxées (124), une explication est nécessaire : la franchise dont il est fait état ne se rapporte qu'aux fournitures de vin ; et certes le maître de pension qui sert du vin à ses clients en exemption d'équivalent bénéficie d'une mesure de faveur puisque — comme nous le verrons — tous les vendeurs de vin sont assujettis à l'impôt dès lors qu'ils tiennent « *assiette de buveurs* », ce qui est incontestablement le cas des personnes envisagées ici. Pour ce qui est des « *autres denrées* » par contre il n'y a pas lieu d'invoquer un privilège, mais simplement l'application du principe général bien connu d'après lequel l'équivalent n'est imposé qu'une fois dans un lieu sur le même produit. Ajoutons que la place occupée dans le texte du règlement aussi bien que dans les commentaires de La Coste et de d'Espeisses par les dispositions concernant la tenue des pensionnaires indique clairement que l'exemption n'est relative qu'à la boisson. Cette explication paraîtra toute naturelle lorsque les Etats se décideront — bien tardivement (en 1735) — à compléter le texte du règlement : « *Ne pourront... ceux qui tiennent des gens en service ou en pension... faire tuer aucun bête dans leur maison d'habitation ou de campagne et seront tenus de se pourvoir aux boucheries publiques* » (125).

Alors que dans le cas des pensionnaires les seules difficultés, du moins pour ce qui est du « *partage des chairs* », procèdent de tentatives frauduleuses, les supérieurs des communautés religieuses et les directeurs des établissements hospitaliers se prétendent en droit de faire abattre en franchise le bétail destiné à la consommation des personnes dont ils ont la charge. Ces prétentions se manifestent surtout après que l'assemblée prend la décision en 1729 de doubler le taux de l'impôt. En 1732 l'obligation est imposée aux directeurs et aux syndics des hôpitaux et des hôtels-Dieu de s'approvisionner en viande dans les boucheries publiques (126). La même année le fermier Dumas dénonce les agissements des Jésuites du collège de la ville de Toulouse et d'autres communautés régulières et séculières, et la Cour des Aides par l'arrêt du 22 janvier 1733 interdit formellement à ces communautés « *de faire boucherie, de tuer et d'égorger des bêtes pour leur usage ni autrement dans leurs enclos et métairies* » (127). Le règlement de l'équivalent est lui-même complété en 1735 (128). Les abus ne cessent pas pour autant : on a entrepris de faire tuer dans les bâtiments de l'hôpital St Joseph

(124) *Hte-Gar.*, C-2289, f° 15 v°.

(125) Règl. 1735 (art. 18) et suiv. : 1741-1762 (19) ; 1768-1776 (18) ; 1780 (23) ; 1787 (35).

(126) P-V 22 févr. 1732 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 81).

(127) *Hte-Gar.*, C-5, f° 23.

(128) Règl. 1735, art. 18 et règlements suiv. mentionnés supra note 125.

de la Grave à Toulouse « quantité de pourceaux, même jusqu'à plus de cent par an », affirme le fermier Valord en 1739 ; on y débite publiquement du lard, on y abat même des moutons (129). Mais la contestation la plus vive s'élève en 1761, et sans doute — si l'on songe aux facilités accordées aux habitants pour l'entretien de la main d'œuvre — comprend-t-on l'indignation du syndic des religieux bénédictins de l'abbaye de Saint-Thibéry : oser « priver les maisons religieuses, et singulièrement celles qui gardent l'abstinence perpétuelle des viandes, de faire tuer en franchise les bêtes nécessaires pour la nourriture des valets, ouvriers et domestiques employés dans leurs maisons de campagne » ! Les Etats se placent sur le terrain du fait : « la plus légère exception à la règle déjà établie pourrait introduire tous les inconvénients qu'on a voulu prévenir, les maisons de campagne n'étant pas moins propres que celle de la résidence pour favoriser la fraude ». Ils ajoutent que les fermiers des domaines ecclésiastiques jouissent de la faculté d'abattre du bétail en franchise d'équivalent, comme les habitants ; or il est « assez rare » que les maisons religieuses exploitent directement leurs domaines (130)... Nulle restriction n'est donc apportée au principe de l'interdiction défini ci-dessus. L'assemblée provinciale éprouvera même une certaine hésitation en 1767 à laisser les communautés ecclésiastiques et les établissements hospitaliers s'approvisionner en viande dans les boucheries publiques de leur choix (131).

La rigueur de l'assemblée envers ces communautés et ces établissements contraste absolument avec son attitude à l'égard des particuliers. Cette attitude ne varie pas dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. C'est ainsi que la décision est prise en 1754 de supprimer le contrôle de la consommation des « chairs de provision » établi douze ans auparavant (132). Surtout la réglementation applicable en la matière est considérablement assouplie dans les dernières années de l'Ancien Régime. L'expression « chairs de provision » s'entendait en effet de pièces de bétail, et non de quartiers. Il est évident qu'en fait seuls les habitants aisés jouissaient de l'exemption. Quant aux autres... les Etats, on le sait, toléraient quatre « départements » annuels en franchise d'impôt. Faculté précieuse malgré tout, permettant les salaisons ; l'effet fâcheux de sa suppression en 1768 se comprend parfaitement, et l'on s'explique que l'assemblée revienne sur la question quelques années plus tard. De toute façon à compter du 1^{er} avril 1776 les particuliers sont autorisés à faire « département » de la viande qu'ils ne peuvent pas consommer ; l'imposition ne les frappe qu'« à raison de la partie qu'ils ne consomment pas » (133). Cette nouvelle législation dont le bien fondé n'est pas discutable facilite l'approvisionnement de la population en viande, mais elle cause un préjudice certain aux bouchers en leur suscitant des concurrents. Le ressentiment que les membres de cette profession nourrissent à l'égard de l'administration des Etats à cette époque n'en sera que plus vif ; et la faiblesse des autorités dans la répression de l'agitation n'incitera guère à la soumission ceux d'entre ces commerçants qui pratiquent ouvertement la contrebande.

(129) *Hte-Gar.*, C-11, f^o 53.

(130) P-V 14 nov. 1761 (*Hte-Gar.*, C-2404, f^o 92 et suiv.) et 6 nov. 1762 (*id.*, C-2405, f^o 88-95).

(131) P-V 5 janv. 1767 et 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2409, f^o 299 ; C-2411, f^o 29 v^o).

(132) Cf. *infra* p. 186.

(133) Cf. *supra* p. 101.

SECTION II

Les droits sur le poisson

Le tarif des droits imposés sur le poisson est très varié. Les distinctions établies en la matière au début du règne de Louis XI et les nombreuses, et parfois confuses, interventions subséquentes des Etats de Languedoc expliquent le fait. Si l'équivalent est dû en principe « *de tout poisson frais et salé, tant de la mer, étangs que d'eau douce, vendu à gros ou menu, à poids ou sans poids* » (134), le taux du droit est fonction de la variété et de l'état (frais ou salé) du poisson ainsi que du caractère de la transaction (gros ou détail) dont il fait l'objet. Est considérée comme vente en gros celle qui est faite « *à poids d'un quintal, demi-quintal, carteron, demi-carteron, ou en nombre de cent, demi-cent, carteron et demi-carteron* » (135).

I. — TARIF GÉNÉRAL

Le tarif qui est encore en vigueur pendant le premier quart du XVIII^e siècle est celui-là même qui avait été établi en 1463 :

- Pour quintal de poisson frais et salé, vendu au détail, 5 sous ;
- Pour quintal de poisson salé vendu en gros (à la première vente ou échange) 3 sous 9 deniers (136).

Deux éléments interviennent donc en principe dans la fixation du taux du droit : l'état du poisson et le caractère de la transaction dont il fait l'objet, étant entendu que le poisson salé est taxé à la première vente seulement. En fait dès avant la fin du XV^e siècle cette réglementation est interprétée d'une façon pour le moins originale : toute vente de poisson salé donne lieu en principe à la perception du droit de 3 sous 9 deniers ; cependant lorsque les transactions se déroulent dans une même ville, le droit n'est perceptible qu'une fois ; enfin le poisson salé débité dans le lieu même où il a été acheté en gros ne paie que le complément du droit normalement dû (5 sous), soit 1 sou 9 deniers par quintal.

Cette interprétation, due au parlement de Toulouse, s'impose sans difficulté, semble-t-il, au XVI^e siècle, mais à la fin dudit siècle brusquement le cas du poisson salé débité dans le lieu même où il a été acheté en gros devient matière à controverse : les fermiers réclament, et le

(134) *Hérault*, A-68, 471 (art. 28).

(135) Règl. 1608-1614. Le quintal, poids de table, utilisé dans les diocèses d'Agde, de Béziers, de Lodève, de Montpellier et de Saint-Pons vaut 41.465 grammes (Fort. p. 4).

(136) Règl. XVI^e siècle et suiv. : 1618 (art. 57, 58) ; 1620-1664 (59, 60) ; 1667 et 1669 (58, 59) ; 1681-1684 (60, 61) ; 1687-1717 (17, 62, 63) ; 1723 (17, 64, 65).

droit de gros, et le droit de détail (137). Ces prétentions seront formellement condamnées par la Cour des Aides au début du XVII^e siècle (138), et la nouvelle rédaction de l'article règlementant la matière fera ressortir l'identité de vues entre les Etats et la Cour : « *Si les denrées... se vendent plusieurs fois en une même ville ou village, soit en gros ou menu, ne se payera néanmoins qu'une fois l'équivalent, savoir si se vendent en gros 3 sols 9 deniers pour quintal et en menu 5 sols* » (139).

Dans son traité paru en 1616 La Coste cependant opte pour la solution traditionnelle : le revendeur de poisson salé, écrit-il, est « *tenu de parfaire le surplus de l'entier droict de cinq sols pour quintal, qui est ordinairement deu, & ledit surplus reviendra à quinze deniers pour quintal* » (140). En fait La Coste défend les intérêts de la ferme et ses commentaires reflètent cette préoccupation. Une note manuscrite anonyme insérée dans l'exemplaire du *Traité du Droit d'Equivalent* conservé aux Archives départementales de l'Hérault met d'ailleurs le lecteur en garde contre l'opinion exprimée sur ce point (141). Quoi qu'il en soit, La Coste est en grande partie responsable de la confusion qui persiste dans ce domaine dans le deuxième quart du XVII^e siècle. Les dispositions de son traité sont invoquées devant la Cour des Aides en 1637 (142), et de plus l'ouvrage en question, réédité par les soins des engagistes de l'équivalent en 1638, fut diffusé dans la province sous le titre trompeur de « *Règlement des denrées sur lesquelles se doit prendre le droit d'équivalent* » (143). L'imposture, bien que dénoncée presque immédiatement par les Etats, fut certainement à l'origine de plus d'une méprise pendant la période au cours de laquelle les engagistes eurent la jouissance du revenu de l'impôt. De toute façon après le rachat de l'équivalent au milieu du XVII^e siècle le recouvrement s'opère sans difficulté conformément aux dispositions du règlement.

En 1729 la nécessité de rembourser les dettes de la province et de faire face aux exigences du pouvoir central contraint les Etats à relever le taux des droits. Il est uniformément fixé à 10 sous par quintal de poisson vendu à compter du 1^{er} janvier 1731, début du nouveau bail (144). Pendant la durée de celui-ci quelques difficultés résultent néanmoins du fait que les articles règlementant la matière — deux articles, suivant la tradition — ne faisaient aucune mention de l'imposition du poisson vendu en gros. La commission des Affaires Extraordinaires de l'assemblée provinciale, chargée de la mise au point du règlement, était responsable de l'omission (145) — car il s'agissait simplement d'une omission : le

(137) Difficultés à Lavaur (*Hte-Gar.*, C-2287, f^o 200) ; à Narbonne (*Narbonne*, BB-7, f^o 55) ; à Toulouse (*Hte-Gar.*, C-2291, f^o 104-104 v^o) ; etc...

(138) Arrêts 23 août 1602, 27 mars et 28 août 1604 (*D'Espeisses*, *op. cit.* p. 249).

(139) Règl. 1605-1608, 1618 (art. 34), 1620 (35), 1624-1684 (40), 1687-1717 (42).

(140) *Op. cit.* p. 249.

(141) D'après cette note il aurait été « *jugé contre cet article par arrêt du... juillet 1629 entre le fermier de l'équivalent du diocèse de Béziers et le syndic des mangonniers de ladite ville* ».

(142) *Hérault*, B-9162-9166.

(143) Cf. *infra* p. 430.

(144) Règl. 1729, art. 56, 57.

(145) Dans le rapport présenté à l'assemblée par la commission le 14 novembre 1729, il n'est aucunement question de l'imposition du poisson vendu en gros (*Hte-Gar.*, C-2374, f^o 40).

contenu de la délibération de l'assemblée du 5 janvier 1733 (146) et l'action du syndic général en faveur des mangonniers et des marchands en gros de Toulouse refusant d'acquitter les droits (147) témoignent d'ailleurs de la désinvolture avec laquelle certaines questions étaient traitées. Le fermier général Michel Dumas, on s'en doute, pressa les représentants de la province de mettre fin à l'équivoque — ce qu'ils firent de fort bonne grâce en convenant que les articles arrêtés en 1729 « *étant un peu obscurs méritaient d'être mieux expliqués* » (148).

Le principe d'une nouvelle augmentation est posé en 1775 afin de pourvoir au paiement des 720.000 livres réclamées par le roi : le rendement de l'impôt de 20 sous par muid de vin, qui était établi à cet effet s'avérant insuffisant, les Etats pensent combler le déficit avec le produit des droits d'équivalent frappant la viande de porc et le poisson, seuls jugés « *susceptibles d'augmentation* ». Le poisson était taxé 10 sous par quintal en effet « *tandis que la viande, étant d'une nécessité plus absolue, supportait un droit de 50 sols, quatre fois conséquemment plus fort* ». L'assemblée délibère donc de tripler le taux du droit imposé sur le poisson, en supputant que cette mesure, applicable à compter du 1^{er} avril 1776, entraînerait une augmentation du prix du bail d'environ 80.000 livres. Cet « *arrangement* » est « *le moins sujet à réclamations* » déclare-t-on le 5 janvier 1775 : « *la chair de bœuf ou de mouton, déjà assez chargée, est épargnée et il n'y a pas de nouveaux droits, lesquels ne tourneraient qu'au profit des fermiers par l'ignorance où en seraient les Etats de leur produit, même approximatif* » (149).

En fait cette augmentation brutale, résolue comme un moindre mal sous l'emprise de la nécessité, entraînera de telles réclamations qu'une réforme devra être envisagée quelques années plus tard. En janvier 1787 la commission des Affaires Extraordinaires — ayant pris « *connaissance de divers mémoires présentés par les Pêcheurs de la Province et des lettres écrites à l'Intendant par les ministres des Finances et de la Marine* » tendant à « *faire connaître combien ce droit est onéreux et contraire à la protection que le Gouvernement accorde à la profession des Pêcheurs, qui forme des sujets pour la Marine Royale* » — propose à l'assemblée de réduire de moitié le droit sur le poisson frais et d'exempter de toute taxe le poisson d'eau douce (150). L'assemblée désireuse de donner au roi « *une nouvelle preuve de son empressement à suivre ses volontés* » consent à la réforme, et par conséquent à l'extrême fin de l'Ancien Régime le taux du droit varie à nouveau d'après l'état matériel du produit envisagé : « *pour quintal de poisson frais, de mer ou d'étang salé, vendu en gros ou au détail, se paie 15 sols* », proclame le règlement applicable à compter du 1^{er} avril 1788, et « *pour quintal de poisson salé, vendu en gros ou au détail, se paie 30 sols* » (151).

(146) *Hte-Gar.*, C-2377, f^o 82.

(147) *Hte-Gar.*, C-5, f^o 21.

(148) *Hte-Gar.*, C-5, f^o 41. Le texte du règlement ne fut cependant complété qu'en 1741 : Cf. Règl. 1735 (art. 56 et 57) et Règl. 1741-1768 (rubrique « *tarif* »).

(149) *Hte-Gar.*, C-2417, f^o 307.

(150) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f^o 466).

(151) Règl. 1787 (tarif et art. 41).

II. — TARIF SPÉCIAUX

a) POISSON DE QUALITE INFERIEURE

L'application d'un taux de faveur au droit grevant le débit de certaines variétés de poisson, à la chair peu estimée, ne saurait surprendre : ainsi Charles VI avait exempté « *les pauvres marchands regrattiers* » de toute imposition sur la revente au détail des « *menus* » poissons de mer de peu de valeur (152). L'origine d'une telle mesure, en ce qui concerne l'équivalent, doit être recherchée dans les accords conclus en août 1463 entre les commissaires de Louis XI, les Etats de Languedoc et Nicolas Bourracier. Alors qu'un droit de 5 sous frappait le débit d'un quintal de poisson, il fut précisé qu'en cas de vente de certaines « *menues espèces* », notamment les carpes « *de paluz* », la moitié du droit seulement, soit 2 sous 6 deniers, serait perceptible (153).

Cette mesure ne fut pas rapportée après l'échec de la réforme fiscale, ainsi qu'en témoigne le règlement élaboré dans l'assemblée tenue au Puy en 1464 (154). On constate cependant qu'au début du XVI^e siècle les coquillages, les crustacés et quelques poissons peuvent être vendus en franchise complète d'équivalent (155) tandis qu'il n'est plus question du taux de 2 sous 6 deniers dans les règlements. Ce taux réapparaîtra en 1570 et jusqu'à sa disparition en 1729 devant la nécessité — qui l'emportera sur toute autre considération — d'augmenter le rendement de l'impôt il s'appliquera à deux variétés bien déterminées de « *menus* » poissons : les « *clavieres et la melette fraîche ou salée* » (156).

b) BARILS DE SARDINES ET D'ANCHOIS

C'est en 1614 que fut adopté le principe d'un taux spécial applicable aux ventes de barils de sardines et d'anchois : « *Sera payé 12 deniers pour chacun, étant du poids de 30 livres, tant bois, poissons, eau et sel, proclame le règlement, et si pèsent plus ou moins, sera payé ou rebattu à raison de 5 en 5 livres* » (157).

(152) Let. pat. 18 déc. 1409 (Toulouse, AA-5, 308).

(153) BN, fr. 23915, f^o 83 et suivants ; Hte-Gar., C-2182, f^o 1.

(154) Castelnaudary, CC-37, n^o 1.

(155) Cf. *infra* p. 116.

(156) Règl. 1570 et suiv. : 1618 (art. 57) ; 1620-1664 (59) ; 1667-1669 (58) ; 1681-1684 (60) ; 1687-1717 (17, 62) ; 1723 (17, 64).

(157) Règl. 1614 et 1618 (art. 64). La Coste dans son traité (p. 100) complétant le règlement, ne craint pas de proclamer que « *pour les barrils de harencs blancs, tant pour le bois, poisson, eau que sel, sera payé à raison de cinq sols pour quintal : sauf à rabattre pour le bois, eau ou sel, dix livres sur chaque quintal* ». Ces allégations n'ont aucun fondement : la vente en gros des harengs salés est assujétie au droit de 3 sous 9 deniers par quintal. Quant à la déduction de 10 livres par quintal pour le bois, l'eau et le sel, elle ne saurait résulter que d'accords particuliers conclus entre fermiers et contribuables. Le taux général s'applique également au débit des morues, comme le confirment les Etats le 24 mars 1661 (Hte-Gar., C-2311, f^o 260).

Cette mesure ne favorise aucunement la salaison. Auparavant en effet le droit étant levé sur la base de 3 sous 9 deniers par quintal (158) une vente de trente livres, — poids net — de sardines salées donnait lieu à la perception d'une taxe de 13 deniers. En 1614 le montant du droit est abaissé à 12 deniers, mais le poids brut du baril entrant seul en considération le poisson se trouve en définitive beaucoup plus lourdement grevé. Par contre la perception de l'impôt est facilitée. Elle n'entraînera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime qu'un nombre infime de contestations (159). La seule modification qui intervient concerne le taux, doublé en 1729 par suite de l'augmentation générale des droits ordonnée cette année-là (160).

III. — EXEMPTION D'ÉQUIVALENT POUR CERTAINES VENTES DE POISSON FRAIS

Plusieurs mesures témoignent de la faveur traditionnellement accordée par le fisc aux pêcheurs ; mais la réglementation applicable en la matière, élaborée au gré des circonstances, manque d'unité, et les Etats de Languedoc ne prendront conscience de la nécessité d'une réforme que dans les dernières années de l'Ancien Régime.

a) RÉGLEMENTATION FISCALE DU MARCHÉ DE GROS ANTERIEUREMENT À 1776

Le traité conclu le 5 août 1463 avec Nicolas Bourracier exemptait d'impôt le pêcheur à la première vente en gros du poisson de mer frais (161). Les plaintes exprimées sous le règne de Charles VII par les Etats du pays relativement à la condition des « *pauvres gens de labeur* » exposés à la fureur des flots et aux entreprises des pirates (162) avaient donc été entendues. Par la suite on ne revint jamais sur la décision prise (163). Au contraire l'exemption fut étendue en 1687 aux vendeurs de poisson d'eau douce dans le but évident de dégrever la production car les dangers de la pêche fluviale ne sont aucunement comparables à ceux de la pêche maritime.

Le bénéfice de l'exemption est réservé aux premiers vendeurs en gros, c'est-à-dire aux pêcheurs ; « *mais s'ils vendent ledit poisson à parcelles*, précise-t-on en 1687, *ils paieront l'équivalent quoiqu'il soit*

(158) S'agissant par hypothèse de ventes en gros.

(159) Exemples de contestations : *Hte-Gar.*, C-2311, f° 260 ; *Ardèche* 13-B-20 n° 55 ; *Hérault*, B-41684 : contestation provoquée par le refus, de la part du patron d'une tartane génoise amarée à Bages en juillet 1689, d'acquitter la totalité des droits d'équivalent de 2.514 barils de sardines vendus à quelques marchands de Carcassonne.

(160) Règl. 1620-1664 (art. 65) ; 1667-1669 (64) ; 1681 (65) ; 1684 (66) ; 1697 1717 (68) ; 1723 (70) ; 1729 (62) et suiv., le taux étant alors fixé à 2 sous par baril.

(161) *Hte-Gar.*, C-2182, f° 1.

(162) Cf. *supra* p. 33.

(163) Règl. 1554 et suiv. : 1618 (art. 57) ; 1620-1664 (59) ; 1667-1669 (58) ; 1681-1684 (60) ; 1687-1717 (18, 62) ; 1723 (18, 64) ; 1729 (10, 56) ; 1741-1762 (27, 56) ; 1768 (26-56).

vendu au bord de la mer, de l'étang ou de la rivière où il aura été pris parce que pour lors ils font commerce » (164). En fait les Etats attachent une importance capitale au lieu de la transaction. C'est ce dernier qui, dès 1570, sert de critère pour distinguer les ventes réalisées par les pêcheurs de celles qu'effectuent les intermédiaires. La Coste insiste sur ce point : « *Les pêcheurs vendant leur poisson sur le bord de la mer, ou de l'estang... ne doivent rien de ceste premiere vente, écrit-il, mais bien s'ils le portent aux marchez & poissonneries publiques des villes & lieux pour les y vendre* » (165). Quant à d'Espeisses, il confirme que l'exemption est accordée « *parce que cette pêche est dûe à l'industrie seule du pêcheur sans qu'il y ait aucun sien trafic* » ; et « *la vente faite au bord de la mer ou de l'étang montre que tel vendeur n'a pas eu dessein de trafiquer, puisqu'on n'appelle faire trafic que de ce qu'on achète pour revendre* » (166). D'Espeisses cite à l'appui de son opinion un arrêt de la Cour des Aides du 25 octobre 1641. Sans doute en 1647 l'évêque d'Uzès dénonce aux Etats un arrêt de la même Cour obligeant les fermiers de la pêche de l'étang de Thau à payer l'équivalent « *du poisson qui sort de l'étang* » (167) ; mais il précise que l'arrêt a été « *obtenu par surprise* » et effectivement la jurisprudence de la cour est bien arrêtée. Le dispositif de l'arrêt rendu le 3 septembre 1675 au cours du procès opposant le syndic et les pêcheurs de Pérols au fermier de l'équivalent est particulièrement intéressant parce que dans l'espèce le poisson n'avait pas été débité à la poissonnerie mais dans les maisons des pêcheurs. Ces derniers furent néanmoins condamnés (168).

Le règlement de 1687 fournit de nouvelles précisions. Le fermier de l'équivalent était d'ailleurs en procès avec un groupe de pêcheurs de Pérols qui avaient vendu 31 quintaux de thon (169) à un poissonnier de Lunel, la vente n'ayant pas été faite directement « *au rivage de la mer* » mais sur les bords de la « *roubine* » de Lunel, canal artificiel communiquant avec la Méditerranée par les étangs de Mauguio et de Pérols. Or « *dès le moment que les pêcheurs joignent à leur industrie les manières du commerce, qu'ils vont chercher les acheteurs et font transporter le poisson du lieu de pêche en d'autres contrées, il y a trafic* », estimait le fermier, et l'équivalent est perceptible (170). Les Etats ne jugent pas autrement : aux termes de l'article 18 du règlement publié en 1687 les pêcheurs, premiers vendeurs, peuvent vendre le poisson en gros sur le bord de la mer, de l'étang ou de la rivière où il a été pêché sans payer l'équivalent ; quant aux pêcheurs qui vont en mer avec des tartanes et qui sont « *obligés* » d'entrer dans une rivière pour vendre le poisson pêché, ils bénéficient de l'exemption pourvu que la vente soit effectuée « *dans les tartanes et non autrement* » (171). Le règlement envisage là

(164) Du droit d'équivalent... (art. 37), *Hérault* A-68, 471.

(165) La Coste, *op. cit.* p. 99.

(166) D'Espeisses, *op. cit.* p. 251.

(167) Les Etats donnent l'ordre au syndic général de se pourvoir en cassation « *afin que ledit droit ne soit point établi ni levé au bord dudit étang* » (P-V. 12 avr. 1647, *Hte-Gar.*, C-2304, f° 256 v°).

(168) *Hérault*, A-55, f° 223.

(169) A raison de 8 livres 10 sous le quintal.

(170) Les pêcheurs avaient été condamnés par le juge conservateur siégeant à Montpellier le 12 octobre 1686 (*Hérault*, B-9170, 9171, 9172).

(171) Règl. 1687 (art. 18) et suiv. mentionnés ci-dessus, note 163.

un cas de force majeure — on ne saurait en douter après avoir pris connaissance de la notice explicative qui lui fut jointe : « *S'ils (les pêcheurs) vendent ledit poisson en quelque autre endroit, quoi qu'au bord de l'eau, si ce ne sont pas les mêmes eaux où il a été pris et quoi-qu'ils le vendent tout à coup en gros, ils payeront l'équivalent* », et tout particulièrement « *les pêcheurs des tartanes de la ville d'Agde, du poisson qu'ils vendent dans ladite ville et au port d'icelle* » (172).

b) REGLEMENTATION FISCALE DU MARCHÉ DE DÉTAIL ANTÉRIEUREMENT A 1776

Au XV^e siècle toute vente au détail de poisson frais donne lieu en principe à la perception de l'équivalent. Dès 1501 cependant le consul du Puy suggère aux Etats d'exempter d'impôt le vendeur d'une pesée « *de 10 livres et au-dessous* » de poisson d'eau douce. Cette mesure, assure-t-il, serait susceptible de mettre fin à certains abus commis par les fermiers, et elle procurerait un réel soulagement aux habitants du pays (173).

L'impossibilité de modifier le règlement — la levée des droits étant affirmée — fait momentanément ajourner la discussion, et en fait on ne la reprendra qu'en 1514 : le point de vue du magistrat ponot est alors adopté (174).

Si l'on met en parallèle les dispositions relatives aux ventes en gros, précédemment analysées, et celles concernant le débit, on note d'importantes différences. D'une part jusqu'en 1687 le bénéfice de l'exemption en cas de vente en gros est exclusivement réservé à ceux qui pratiquent la pêche maritime ; or le poisson d'eau douce seul est détaxé en cas de vente au détail conforme aux conditions fixées ci-dessus. Cette différence s'atténue cependant en 1548, les Etats convenant d'appliquer au débit du poisson « *de toutes eaux* » la réglementation adoptée en 1514 (175). D'autre part alors que les pêcheurs, premiers vendeurs, bénéficient seuls de l'exemption d'équivalent pour les ventes en gros, il apparaît que les revendeurs, les hôteliers, les taverniers notamment, peuvent vendre à toutes sortes de gens du poisson frais jusqu'au poids de 10 livres, en exemption du droit (176). Les Etats ne s'encombrent pas de principes : peu leur importe d'établir une mesure incompatible avec le caractère fondamental de l'équivalent, taxe de consommation.

Au point de vue pratique l'obligation de se référer au poids des denrées vendues, comme critère de l'application ou non de l'impôt, s'avère une source de difficultés. La Coste la dénonce dans son Traité : « *Pour frauder lesdits droicts, le plus souvent s'assemblent quatre ou cinq pescheurs de compagnie, lesquels ayant pris une grande quantité de poisson, le partagent entre eux ; si bien qu'il n'en reste que dix livres à chacun, lequel ils apportent separement au marché* » ; ou encore « *lesdits pescheurs, ou l'un d'iceux, ayant pris plus grande quantité de*

(172) « Du droit d'Equivalent... » (art. 38 et 40), *Hérault*, A-68, 471.

(173) P-V 18 sept. 1501 (*Toulouse*, AA-94, f^o 18 v^o).

(174) P-V 4 oct. 1514 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 33 v^o).

(175) P-V 3 nov. 1548 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 78 v^o). Précisons que l'exemption couvre toutes les ventes de poisson frais jusqu'au poids maximum de 10 livres « *par jour tant seulement* ».

(176) Règl. 1618-1620 (art. 15) ; 1624-1684 (16)... 1741-1762 (25) ; 1768 (24).

poisson que de dix livres, cachent le reste pour le vendre à une autre fois » (177). La possibilité laissée aux intéressés de débiter le poisson où bon leur semble — l'exposition à la poissonnerie ou sur la place publique n'étant obligatoire que dans le cas de pesée excédant dix livres (178) — facilite considérablement ces agissements. Les abus sont tels que tout débit d'une quantité insignifiante de poisson de mer ou d'étang laisse présumer la fraude et que les fermiers finissent par s'estimer en droit d' « *exiger l'équivalent du poisson qu'on vend ez villes et lieux quoiqu'il n'y en ait que 10 livres et au dessous, parce qu'il a été pris en plus grande quantité* » (179).

c) LA REFORME OPEREE DANS LES DERNIERES ANNEES DE L'ANCIEN REGIME.

L'assemblée n'apercevra la nécessité de réformer les textes et de coordonner les diverses règles applicables en la matière que dans les dernières années de l'Ancien Régime. Elle aspire alors à une action plus ordonnée, méthodique ; ses décisions ne sont pas commandées exclusivement par la tradition ou par l'opportunité des circonstances. La délibération du 5 janvier 1775 est significative à cet égard : à cette date seulement les Etats prennent conscience de la complexité de la réglementation relative à l'imposition du poisson frais.

Le rapporteur de la commission des Affaires Extraordinaires se montre particulièrement sévère : « *Au lieu de pareille bigarrure des différentes conditions de la vente du poisson, permise tantôt avec exemption des droits en détail ou en gros, et au contraire dans une autre combinaison, il serait plus naturel et plus simple d'assujétir au droit actuel toute espèce de poisson, frais ou salé, qui après avoir été acheté soit en gros ou en détail, des pêcheurs immédiatement sur leurs barques, au bord de la mer ou des rivières, sans payer ledit droit, serait transporté et revendu ailleurs en quelque quantité qu'en fût faite la vente en gros ou en détail* » (180). L'assemblée approuve entièrement le rapport ; les termes en seront reproduits d'ailleurs dans l'article 24 du règlement applicable à compter du 1^{er} avril 1776 (181).

Ainsi la notion de lieu, précédemment dégagée, s'impose définitivement comme critère d'une distinction entre les ventes sujettes ou non à

(177) La Coste, *op. cit.* pp. 97, 98.

(178) Règl. 1567 et suiv. : 1618 (art. 16 et 63) ; 1620 (16-64) ; 1624-1664 (17-64) ; 1667-1669 (17, 63) ; 1681 (17, 64) ; 1684 (17, 65) ; 1687-1717 (16, 67) ; 1723 (16, 69) ; 1729 (61). Bien entendu nous envisageons la réglementation du marché du poisson exclusivement du point de vue fiscal. Dans la plupart des villes de la province des règlements d'origine municipale se superposent au règlement de l'équivalent, notamment à Toulouse ; le parlement contrôle souverainement leur application. Citons l'arrêt du parlement du 15 avril 1549 (Toulouse, AA-17, 141) et celui du 14 février 1551 qui défend la vente d' « *aucun merluz merlusse salmon thonyne ne autres poissons en rues et places publiques ou maisons privees ne ailleurs que es lieux e ces fins destinez* » (Id., 156).

(179) Car « *il est constant que pour peu de poisson que les pêcheurs de la mer et étangs prennent, ils en prennent plus de 10 livres* » (Hérault, A-68, 471). L'imposition du poisson d'eau douce suscite également de nombreux conflits : Hérault, B-9078-9079.

(180) Hte-Gar., C-2417, f^o 314 v^o.

(181) Cf. également Règl. 1780 (art. 29) et 1787 (41).

l'impôt. La réforme est heureuse : le fermier sans doute perd son droit d'intervention sur le lieu de pêche mais le recouvrement est considérablement facilité par la généralisation de l'imposition sur le poisson vendu dans tout autre lieu.

IV. — EXEMPTION D'ÉQUIVALENT POUR LES VENTES DE CERTAINS POISSONS ET DE CRUSTACÉS, DE COQUILLAGES ET DE GRENOUILLES

Le taux de faveur appliqué sous Louis XI au débit de « *menues espèces de poisson* » — ce dernier terme étant entendu dans un sens très large : les langoustes, les crevettes, les crabes, les moules et autres coquillages figurent parmi les espèces citées — se transforme bientôt pour les coquillages et certains crustacés et poissons en une véritable exemption.

Les limites en sont étroitement tracées dès le début du XVI^e siècle ; aussi lorsque les habitants du Gévaudan et du Vivarais requièrent les Etats en décembre 1509 de déclarer « *que le poisson d'eau douce comme petites loches, umbres, truites et autre menu poisson qui se prend aux petites rivières du pays* » ne paierait aucun droit, il leur est répondu que le tarif « *mis et couché ez articles et ordonnances sera entretenu et gardé* » (182) ; et les règlements sont formels sur ce point : seules les ventes d'« *huitres, muscles* (moules), *bigours* (bigorneaux), *crans* (crabes), *écrevisses, jol, caramotes ou sivades* (crevettes), *coquilles et tenilles* » sont franches d'équivalent (183).

Aucune modification notable n'intervient en la matière pendant la presque totalité de l'Ancien Régime (184). Par conséquent l'exemption en ce qui concerne le poisson s'applique uniquement au débit du jol. Toutefois, à compter du 1^{er} avril 1788, le poisson d'eau douce est également détaxé (185). Nous avons évoqué précédemment les circonstances dans lesquelles cette mesure de portée générale fut adoptée (186). Ajoutons que le 9 janvier 1789 les Etats apportent certaines précisions au texte du règlement, par une délibération qui témoigne de la conscience avec laquelle ils s'efforcent à cette époque-là de résoudre les divers problèmes posés par la perception de l'équivalent. Une contestation s'était élevée entre les pêcheurs d'Agde et le sous fermier de l'équivalent au sujet de la taxation du poisson pêché dans l'Hérault « *depuis la dernière chaussée ou digue du Moulin jusqu'à l'embouchure* ». Les pêcheurs refusaient de payer le droit pour les aloses, les loupes, les

(182) P-V 7 déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 210).

(183) Règl. XVI^e siècle et suiv. : 1618-1620 (art. 17) ; 1624-1684 (18) ; 1687-1723 (19) ; 1729 (11) ; 1735 (31) ; 1741-1762 (28) ; 1768 (27) ; 1776 (24) ; 1780 (29) ; 1787 (41).

(184) Quelques variantes dans le règlement au XVI^e siècle : en 1572 les langoustes et « *autre poisson de coque dure* » sont détaxés. De même les lamproies. Les anguilles seront toujours imposées (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 257) mais non les grenouilles.

(185) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f^o 466) ; Règl. 1787, art. 41.

(186) Cf. *supra* p. 110.

muges et les autres poissons capturés dans cette partie de la rivière ; le sous fermier prétendait au contraire recouvrer l'impôt parce que l'exemption concernait seulement le poisson d'eau douce ; or l'eau de l'Hérault était saumâtre sinon salée jusqu'à la chaussée du Moulin — la compétence de l'Amirauté d'Agde ne s'étendait-elle pas jusqu'à cette digue ? En outre les poissons dont il s'agissait ne pouvaient pas être « réputés » d'eau douce. Ces arguments n'étaient pas sans valeur. La commission des Affaires Extraordinaires après un examen très sérieux de l'affaire rejeta pourtant les prétentions du fermier : « *une démarcation à raison des eaux salées, observerait-elle, donnerait lieu à des difficultés sans nombre... attendu que les eaux de la plupart des rivières sont salées à leur embouchure* ». Il fut donc délibéré de « *déclarer tout poisson pêché dans les rivières jusqu'à leur embouchure poisson d'eau douce et exempt du droit* » (187).

SECTION III

Les droits sur le vin

Le taux du droit d'équivalent fixé sous Charles VII au sixième du prix du vin, soit 3 sous 4 deniers pour livre ne sera majoré qu'en 1729 : cette année-là les Etats conviennent de le porter au cinquième, c'est-à-dire de percevoir 4 sous pour livre, l'augmentation étant applicable à compter du 1^{er} janvier 1731 (188).

L'imposition est réglée suivant le même taux, qu'il s'agisse de vins de consommation courante ou de vins de liqueur (189), et seules les ventes au détail sont grevées : il suffit de rappeler les dispositions du règlement concernant les « *marchands forains et étrangers trafiquant en vin* » — « *s'ils en apportent de leur cru ou acheté et le vendent en gros, ne paient l'équivalent, pourvu que la vente ne soit moindre de demi charge de cheval, mulet ou mule* » (190) — et aussi les débitants de vins de qualité supérieure : « *les parfumeurs et autres qui vendent du vin muscat et autres vins de liqueur paieront l'équivalent pour raison desdits vins lors toutefois que la vente sera faite en détail, c'est-à-dire à moindre quantité que de demi charge composée de 40 bouteilles pinte de Paris ou 60 bouteilles chopine de Paris, expédiées à la fois en une ou*

(187) *Hte-Gar.*, C-2431, f^o 247.

(188) Règl. XVI^e siècle et suiv. : 1618 (art. 60) ; 1620-1664 (61) ; 1667-1669 (60) ; 1681 (61) ; 1684 (62) ; 1687-1717 (64) ; 1723 (66). Sur l'augmentation du taux, Cf. P-V 14^e nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f^o 32) et Règl. 1729 (art. 58). Pour les règlements postérieurs, se référer aux articles classés sous la rubrique « *tarif* ».

(189) L'arrêt de règlement de la Cour des Aides du 20 janvier 1869 précise que l'hypocras n'est pas compris dans les vins de liqueur (*Hérault*, A-159, f^o 6). Ajoutons qu'il n'a jamais été question d'imposer les eaux-de-vie au titre de l'équivalent.

(190) Règl. XVI^e siècle et suiv. : 1618 (art. 38) ; 1620 (39) ; 1624-1669 (30) ; 1681-1684 (29) ; 1687-1717 (30) ; 1723 (32) ; 1729 (24) ; 1735 (41) ; 1741-1747 (43) ; 1754-1762 (44) ; 1768 (43) ; 1776 (41) ; 1780 (46) ; 1787 (58).

plusieurs caisses » (191). La charge de cheval, de mulet ou de mule doit être comptée pour trois quintaux et demi (192) ou trois cent cinquante livres, et la demi-charge pour cent soixante quinze livres. D'après La Coste, à qui nous nous fions volontiers sur ce point, deux « *cestiers* », mesure de Montpellier, pèsent approximativement cent soixante quinze livres (193). Comme le « *cestier* » ou « *barral* » de Montpellier est égal à 38,47 litres (194), on peut d'une manière générale considérer comme vente en gros au regard du règlement de l'équivalent toute vente d'une quantité de vin supérieure à 75 litres.

La prise en considération du caractère de la transaction dont le vin est l'objet est devenue rapidement primordiale. En effet dès le deuxième quart du XVI^{me} siècle seul l'acte de commerce est frappé : les cabaretiers, les hôteliers et tous ceux qui par profession tiennent « *assiette de buveurs* » acquittent l'équivalent, au lieu que parmi les particuliers sont seuls assujettis à l'impôt ceux qui débitent un vin qui ne mérite pas la qualification de vin de propriétaire. Comme le note d'Espeisses, « *on ne prend point l'Equivalent du vin qu'on vend de son cru parce que ce droit n'est exigé qu'à cause du trafic ou négoce (et que) celui qui vend ce qu'il a de son cru n'est pas estimé marchand, mais seulement celui qui revend ce qu'il a acheté* » (195).

I. — L'EXEMPTION D'ÉQUIVALENT POUR LE VIN DE PROPRIÉTAIRE

Pendant le premier quart du XVI^e siècle l'imposition frappe le vin de propriétaire, dénommé vin du cru par le règlement. Celui-ci est formel, comme le rappellent les Etats aux habitants de Carcassonne en 1502 (196) ; et d'ailleurs les capitouls à l'avènement de François 1^{er} s'emploient activement à obtenir la confirmation des privilèges octroyés à la ville de Toulouse, « *et principalement du privilège du cru du vin que les habitants vendent en détail de leurs propres vignes* » (197).

Le principe de l'exemption pour les vins du cru est posé par l'assemblée provinciale en 1521 (198), mais par suite de l'hostilité des commissaires royaux à toute idée de réforme (199), la mesure n'entrera

(191) Règl. 1687 (art. 34) et suiv. : 1693-1717 (id.) ; 1723 (36) ; 1729 (28) ; 1735 (46) ; 1741-1747 (47) ; 1776 (45) ; 1780 (50) ; 1787 (62).

(192) Déclaration faite par les commissaires royaux le 30 novembre 1463 : Cf. *supra* p. 46.

(193) La Coste, pp. 88-89.

(194) Fort, pp. 25-38. La mesure de Montpellier peut être prise comme une moyenne, au moins pour les diocèses d'Agde, de Béziers, de Lodève, de Montpellier et de Saint-Pons. Dans ces diocèses en effet le muid varie entre 575,44 litres (Montels) et 788,80 litres (Cazouls, Cessenon) : le muid de Montpellier vaut 692,41 litres.

(195) D'Espeisses, *op. cit.* p. 256.

(196) P-V 27 oct. 1502 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 51) .

(197) Toulouse, AA-13, 18.

(198) P-V 4 sept. 1521 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 197).

(199) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 198-201.

en vigueur qu'en septembre 1525 (200) et encore non sans difficulté (201). Par la suite jusqu'à la fin de l'Ancien Régime le principe de l'exemption de droit pour vente de vin du cru ne subira plus aucune atteinte. Les Etats veilleront seulement à empêcher les bénéficiaires de l'exemption de tenir « *assiette de buveurs* » et ils s'attacheront à préciser les modalités d'application de l'exemption.

A. — LES BENEFICIAIRES DE L'EXEMPTION

Propriétaire, exploitant ou non, débitant le vin de sa récolte ou part de récolte.

Les propriétaires de vignes peuvent se prévaloir du bénéfice de l'exemption, non point, contrairement à l'opinion de La Coste, parce qu'ils « *payent des tailles au déchargement dudit pays* — les vins étrangers n'étant pas plus imposés que les vins originaires de la province — mais parce que dans l'esprit des Etats toute spéculation est exclue des opérations de vente auxquelles se livrent les propriétaires, dès lors qu'elles ont pour objet le produit de leur récolte. L'intention de favoriser la viticulture est également manifeste puisque les éleveurs en ce qui les concerne sont assujettis à l'impôt lorsqu'ils abattent une bête de leur troupeau et qu'ils la détaillent.

L'exemption est accordée très largement : les « *sieurs ecclésiastiques, seigneurs gentilhommes et autres propriétaires* » en bénéficient, « *soit que lesdits fruits proviennent du domaine de leurs biens ou des bénéfices, prémices, dîmes, offrandes ou autrement et en quelque manière que ce soit, même lorsqu'ils les prennent en paiement de leur ferme* » (202). Ainsi le vin provenant de la part de récolte du propriétaire, dans cette variété de bail à ferme appelée métayage, est exempt d'équivalent. Précisons enfin que « *les possesseurs de vignes par bail à location perpétuelle* » sont assimilés aux propriétaires (203).

Propriétaire non exploitant débitant le vin de la part de récolte de son fermier .

« *Les propriétaires qui, après avoir baillé à travailler leurs vignes à moitié fruits, ou autrement, prennent en paiement la portion de vin échue à la part des vigneron pour la culture desdites vignes* » sont, à compter de 1620, exempts d'équivalent lors du débit de ces vins (204).

Cette disposition envisage le cas d'inexécution, par le fermier, des obligations résultant du contrat de bail. Elle n'est à aucun égard en

(200) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 285, 287 ; *Ardèche*, C-329, f° 137 ; C-752, 64.

(201) P-V 2 et 8 oct. 1526 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 341 et 347 v°).

(202) P.V. 18 nov. 1553 (*Hte Gar.*, C-2279, f° 381 v°) et du 13 novembre 1566 (*Hte-Gar.*, C-2281, f° 347 v°). Règl. 1554 et suiv. : 1618 (art. 31) ; 1620 (32) ; 1624-1684 (37) ; 1687-1717 (39) ; 1723 (41) ; 1729 (33) ; 1735 (49) ; 1741-1747 (39) ; 1754-1762 (40) ; 1768 (39) ; 1776 (37) ; 1780 (42) ; 1787 (54).

(203) Règl. 1757 (art. 37) ; 1762 (id.) ; 1768 (36) ; 1776 (34) ; 1780 (39) ; 1787 (51).

(204) Règl. 1620 (art. 40) ; 1624-1669 (31) ; 1681-1684 (30) ; 1687-1717 (31) ; 1723 (33) ; 1729 (25) ; 1735 (43) ; 1741-1747 (36) ; 1754-1762 (37) ; 1768 (36) ; 1776 (34) ; 1780 (39) ; 1787 (51).

contradiction avec l'ensemble de la réglementation relative à l'imposition du vin : « Quoique (celui-ci) eût appartenu au fermier s'il eût payé le loyer de sa ferme, explique d'Espeisses, si est-il vrai toujours de dire que ce vin est du cru du propriétaire des vignes, qui a eu droit de prendre ledit vin comme sien, à faute du paiement de sa ferme ; car comme la chose vendue n'est acquise à l'acheteur qu'après qu'il a payé le prix..., aussi le bail à loyer étant semblable à l'achat... ne transfère la propriété des fruits au fermier que le propriétaire ne soit payé de son loyer » (205).

Métayer débitant le vin de sa part de récolte.

L'assemblée admet volontiers qu'à l'égal d'un titre de propriété le travail accompli sur la terre d'autrui mérite d'être pris en considération pour l'octroi du bénéfice d'exemption. En conséquence « les vigneron qui prennent les vignes à mièges, les faisant et entretenant de leurs mains et de leur labeur d'eux et de leur famille, à leur dépens, s'ils vendent le vin de leur part en détail et menu, ne sont tenus de payer l'équivalent » (206).

On constate qu'il n'est encore question, au début du XVII^e siècle, que du « vin provenu de la part et portion (des vignerons) à raison de leurdit travail et culture ». Mais les Etats ne pouvaient pas pratiquement refuser le bénéfice de l'exemption aux particuliers ayant recours à une aide étrangère, et La Coste lui-même consent à ce que les vignerons ayant « vignes à moitié de fruits, & icelles cultivant eux memes de leurs bras », ou les faisant cultiver « par leurs domestiques ordinaires », ne soient pas assujettis à l'équivalent (207). Le règlement de l'imposition consacre cette interprétation en 1618. Ces précisions ne sont pas superflues : les Etats attachent une importance capitale à la participation personnelle du vigneron à l'exploitation, et ils considèrent que « les bourgeois ou autres de toute espèce qui ne travaillent pas la vigne par eux-mêmes mais par des gens loués ne pourront être censés vignerons » ; ils seront regardés comme fermiers et par conséquent sujets à l'équivalent » (208).

B. — CONDITION DE L'EXEMPTION

Le bénéfice de l'exemption est réservé à ceux qui débitent le vin de leur cru « sans faire assiette de buveurs » (209).

En fait il est souvent difficile de distinguer les débiteurs professionnels des particuliers qui écoulent le produit de leur récolte lorsque la consommation s'effectue sur le lieu même de la vente. Au XVI^e siècle

(205) D'Espeisses, *op. cit.*, p. 256.

(206) P-V 24 oct. 1535 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 11 v°) et 19 janv. 1603 (*id.*, C-2290, f° 384) ; Règl. 1548 et suiv. : 1618 (art. 24) ; 1620 (26) ; 1624-1669 (27) ; 1681-1684 (26) ; 1687-1717 (27) ; 1723 (28) ; 1729 (20) ; 1735-1747 (37) ; 1754-1762 (38) ; 1768 (37) ; 1776 (35) ; 1780 (40) ; 1787 (52).

(207) *Op. cit.* p. 71.

(208) Règl. 1729 (art. 20) ; 1735 (*id.*) ; 1741-1747 (38) ; 1754-1762 (39) ; 1763 (38) ; 1776 (36) ; 1780 (41) ; 1787 (53).

(209) Règl. 1542 (art. 7) et suiv. : 1618 (art. 23) ; 1620 (25) ; 1624-1669 (26) ; 1681-1684 (25) ; 1687-1717 (26) ; 1723 (27) ; 1729 (19) ; 1735 (35) ; 1741-1762 (32) ; 1768 (31) ; 1776 (29) ; 1780 (34) ; 1787 (46).

par mesure de précaution la Cour des Aides défendait aux vendeurs de vin « *du cru* » de permettre aux acheteurs « *de boire ledit vin dedans leurs maisons, caves et celliers* » (210). C'était outrepasser l'intention des Etats, ainsi qu'il ressort d'une part de la conception que ces derniers se font de l'« *assiette de buveurs* », d'autre part des mesures prises en vue de faciliter l'entretien des pensionnaires et des gens « *tenus en service* ».

a) Définition de l'« *assiette de buveurs* ».

Les mises au point auxquelles les Etats procèdent au début du XVIII^e siècle ne permettent pas de douter qu'ils admettent la possibilité de consommer sur place le vin acheté : ils rappellent d'abord en janvier 1610 que les habitants sont autorisés, « *en vendant en menu ledit vin de leur cru, à bailler pot et verre, comme il est accoutumé* » (211) ; puis en 1614 ils précisent que l'expression « *faire assiette de buveurs* » s'applique seulement à ceux qui « *administrent la nappe, la viande, la table et les couteaux* » (212). Ainsi « *le vendeur a plus de facilité à vendre son vin pour subvenir au paiement des charges, et l'acheteur qui n'a point de domicile ni moyen d'avoir un pot et un verre en trouve chez le vendeur et en meilleur marché que dans les cabarets, outre que... les particuliers peuvent caresser leurs parents et amis en leur donnant un verre de vin dans leur basse-cour* » (213)...

Les fermiers réagissent immédiatement, tel Bernard Joly qui « *moleste* » les habitants de Toulouse « *sous ce prétexte du verre d'eau* » fourni aux consommateurs (214) et qui obtient de la Cour des Aides, le 27 octobre 1616, un arrêt renouvelant les prohibitions édictées au siècle précédent (215). La Coste pour sa part désire que la vente « *se fasse publiquement en pleine rue au vu de tout le monde* » (216) ; sinon c'est « *faire assiette de buveurs* », c'est-à-dire « *tenir le lieu pour boire et recevoir les buveurs, comme font les cabaretiers, bailler et vendre vin à toute sorte de personnes, allans, venans, passans et repassans* » (217). Les Etats, qui avaient précisé de façon très nette le sens de l'expression « *faire assiette de buveurs* » se devaient d'intervenir. Sur les plaintes qui leur sont adressées en avril 1617 ils ordonnent au syndic général de se pourvoir en interprétation de l'arrêt du 27 octobre 1616 (218). Ils réaffirment ensuite dans le règlement de l'imposition n'entendre considérer comme tenant « *assiette de buveurs* », que « *ceux qui administrent*

(210) Cf. notamment arrêt 26 oct. 1556 (La Coste, p. 82), 2 août 1567 (Hte-Gar., C-2182, f° 93), 14 mars 1570 (Arch. Nat. H* 7482^{oo}, f° 180). Cf. également Philippi (Arrêts... art. XIII). Sur la réglementation générale de la vente du vin « *à huis coupé et pot renversé* », Cf. R. Dion, Hist. de la vigne... p. 480.

(211) Hte-Gar., C-2292, f° 266 v° ; 277 v° ; Cf. également Narbonne BB-6, f° 228, 233 ; BB-60, f° 101.

(212) P-V 27 nov. 1614 (Hte-Gar., C-2294, f° 135) et Règl. 1614.

(213) Production du syndic général (Arch. Nat., H* 7482^{oo} f° 474).

(214) Toulouse, AA-22, 68.

(215) Arch. Nat. H* 7482^{oo}, f° 198.

(216) « *Car donnant à boire dans icelle (maison) il y pourroit avoir de l'abus, et devant chasque maison il faudroit un commis* ».

(217) Traité... p. 82

(218) P-V 14 et 29 avr 1617 (Hte-Gar., C-2297, f° 45-47).

pain, nappe, viande, table et couteaux», proclamant au surplus que les habitants peuvent «*bailler le pôt, le verre et l'eau pour boire le vin (de leur cru) dans la basse-cour et passage des maisons, les portes ouvertes, et sans que le vendeur puisse être en peine ne baillant que le pôt, le verre, l'eau et ledit vin*» (219).

Le débat, apparemment clos, va pourtant rebondir. Indépendamment des prétentions émises par les engagistes de l'équivalent (220) deux questions feront l'objet d'interminables controverses : d'une part le vendeur doit-il être considéré comme tenant «*assiette de buveurs*» lorsque les acheteurs consomment avec le vin les aliments qu'ils ont eux-mêmes apportés ? Convient-il, d'autre part, d'autoriser le débit des vins «*du cru*» ailleurs que dans la «*basse-cour et passage des maisons*» ?

Sur le premier point les prétentions du fermier, contraires à la tradition, heurtent les conceptions des Etats : «*empêcher que ceux qui vont boire puissent porter du pain, chair cuite et fromage... priverait le menu peuple d'une commodité qu'il a eue de tout temps et qui soulage sa pauvreté*» (221). Mais il ne fait aucun doute que l'équivalent est dû lorsque le vendeur du vin fournit lui-même les aliments et notamment le pain, des «*croûtes*» ou des gâteaux (222). La Cour des Aides interdit même «*de cuire de la viande ou du poisson, ni souffrir qu'on en cuise au feu qui sera aux endroits où (les particuliers) vendront du vin à petites mesures*» (223). Signalons enfin que l'emploi de la serviette est considéré comme caractéristique de l'«*assiette de buveurs*» (224). De toute façon les Etats auraient évité bien des conflits en consacrant dans le règlement de l'imposition l'usage traditionnel et la jurisprudence de la Cour des Aides. Or ils ne se résoudront à compléter le texte élaboré en 1618 qu'au milieu du XVIII^e siècle, après avoir brisé les tentatives de réforme de la compagnie fermière (225). Le nouvel article, «*l'un des plus essentiels du Règlement*» (226), est rédigé d'ailleurs conformément à l'arrêt de la Cour des Aides du 7 juin 1757 : «*Assiette de buveurs ne se pourra entendre que de ceux qui administreront aux buveurs nappe, viande, sel, couteaux, pain de toutes espèces, même des croûtes ou gâteaux, ou qui souffriront que les hôtes, cabaretiers et tous autres qui font le débit d'aliments, de quelque espèce qu'ils puissent être, les portent eux-mêmes ou fassent porter par leurs domestiques ou autres personnes*»

(219) Règl. 1618 (art. 23) et suiv. : 1620 (25) ; 1624-1669 (26) ; 1681-1684 (25) ; 1687-1717 (26) ; 1723 (27) ; 1729 (19) ; 1735 (35) ; 1741-1754 (32).

(220) Arch. Nat., H* 748²⁰, f° 458.

(221) P-V 27 janv. 1672 (*Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v°). Cf. également l'avis du syndic général, rapporté dans une ordonnance de l'intendant Le Nain, du 2 août 1747 (*Toulouse*, AA-30, 71).

(222) Arrêt aides 27 avril 1637 (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 496) et 14 déc. 1741 (*Tarn*, C-195). Règl. 1741 (art. 32) et suiv. mentionnés *supra* note 209. Malgré les fermiers (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰ f° 539 ; *Hte-Gar.*, C-2305, f° 267 ; C-2314, f° 223 v°) les boulangers et les mangonniers seront autorisés à vendre le vin de leur cru dans leur maison : P-V 27 janv. 1672 (*Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v°, 1^{re}) ; Règl. 1681 (art. 33), 1684 (id.), 1687-1717 (35), 1723 (37), 1729 (29), 1735 (47), 1741-1747 (41) ; 1754-1762 (42) ; 1768 (41) ; 1776 (39) ; 1780 (44) ; 1787 (56).

(223) Arrêt 19 déc. 1680 (*Albi*, CC-126).

(224) P.V. 5 janv. 1767 (*Hte-Gar.*, C-2409, f° 296 v°).

(225) *Hte-Gar.*, C-2196 et C-2398, f° 151 et suiv., sur les prétentions de la compagnie fermière, Cf. *Ardeche*, C-754, 57 et 59.

(226) P.V. 25 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-2400, f° 40 v°).

à ce préposées, dans les caves ou maisons où sera vendu ledit vin du cru ; comme aussi que les vendeurs fassent cuire ou réchauffer de la viande ou du poisson, ou souffrent qu'on en cuise ou réchauffe au feu qui sera dans les endroits où ils vendront le vin à petites mesures, ou permettent que les buveurs apportent du dehors des réchauds pour y faire cuire ou réchauffer lesdites viandes ou poisson ; sans que lesdits vendeurs qui ne feront ni ne souffriront aucune des choses ci-dessus spécifiées puissent être recherchés ni actionnés lorsque les buveurs apporteront eux-mêmes de quoi manger, le tout sans fraude ; et sera permis aux dits vendeurs du vin du cru de fournir bancs, chaises, tables, pot, verre et eau pour boire toutes sortes de vin, même de faire rincer les verres et verser à boire aux buveurs » (227).

A la même époque les Etats s'efforcent de concilier sur un autre point les intérêts du fermier et ceux des habitants. On sait que l'obligation était imposée à ces derniers, dans le but de faciliter les opérations de contrôle, de débiter leur vin dans les pièces situées au rez-de-chaussée des maisons (228), les portes étant ouvertes : « il est aisé de comprendre que le vin du cru étant le moins chargé des droits qu'on a fait tomber principalement sur la débite des cabarets, si les particuliers avaient la liberté de donner à boire dans l'intérieur de leurs maisons et par conséquent hors de portée de la vue des commis, tous tiendraient cabaret et le fermier serait privé de son produit. Il s'ensuivrait mille procédures et des voies de fait dangereuses, car les commis allant faire leur visite et trouvant par hasard les portes fermées pourraient de là induire la fraude et verbaliser sans entrer, ou seraient exposés, s'ils entraient, aux insultes des buveurs et à mille inconvénients » (229). Les habitants se plaignaient de la rigueur de ces dispositions ; ceux d'entre eux logeant aux étages s'estimaient injustement désavantagés (230). En 1747 les députés des diocèses de Viviers et de Castres ne parviennent pas cependant à convaincre la majorité de l'assemblée provinciale de la nécessité d'une réforme : les Etats estiment qu' « on a porté aussi loin que possible la liberté (de l'habitant de vendre le vin de son cru) en l'étendant indistinctement à toutes les pièces basses de la maison » (231). Mais en 1754 les Etats ont égard aux « représentations réitérées » du syndic du Vivarais, et ils consacrent « l'usage suivi en certains lieux de vendre le vin au premier étage des maisons » (232). Toutefois il s'agit là d'une mesure exceptionnelle justifiée par la tradition ou par la « disposition des lieux » (233). Le principe reste en vigueur d'après lequel

(227) Règl. 1757 (art. 32) et suiv. : 1762 (32) ; 1768 (31) ; 1776 (29) ; 1780 (34) ; 1787 (46).

(228) *Dans la basse-cour et passage des maisons* : Règl. 1618 (art. 23) ; 1620 (art. 25) ; 1624-1667 (art. 26). Le débit devait être autorisé par la suite dans les pièces du « bas » : Règl. 1669 (art. 26) ; 1681-1684 (25) ; 1687-1717 (26) ; 1723 (27) ; 1729 (19) ; 1735 (35) ; 1741-1747 (32).

(229) P.V., 5 déc. 1747 (*Hte-Gar.* C-2392, f° 59).

(230) *Hérault*, B-9228, 9229 ; *Ardèche*, C-754, n° 58.

(231) P.V. 5 déc. 1747 (*Hte-Gar.*, C-2392, f° 59).

(232) P.V. 9 fév. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 67).

(233) Règl. 1754 (art. 33) et suiv. : 1757-1763 (art. 32) ; 1776 (30) ; 1780 (35) ; 1787 (47).

« la vente en détail ne peut être faite que dans la basse-cour, passage et autres pièces du bas, les portes ouvertes » (234), et les juges conservateurs ne manquent pas de condamner les contrevenants à l'amende (235).

b) LE CAS DES MAÎTRES DE PENSION

Incontestablement les maîtres de pension tiennent « assiette de buveurs », au sens précédemment défini. Or dans les dernières années du XVI^e siècle les Etats conviennent d'affranchir d'équivalent les fournitures de vin et d'autres denrées faites par les habitants à leurs pensionnaires (236) : à cet effet un nouvel article est adjoint au règlement en 1599 (237), précisant que l'exemption est accordée aux particuliers « *tenant pensionnaires pour quelque cause que ce soit* » ; les hôteliers, les taverniers et les cabaretiers sont formellement exclus du bénéfice de cette mesure (238).

Précisons immédiatement que celle-ci, en ce qui concerne la boisson, n'est relative qu'aux fournitures de vin de propriétaire. Le maître de pension qui sert à ses clients un vin qui n'est pas de « *son cru* » est tenu d'acquitter le droit ; nul d'ailleurs n'a jamais songé à le contester. Par contre on ne sera nullement surpris de voir les hôteliers prétendre n'entretenir que des pensionnaires, et n'être pas tenus en conséquence d'acquitter le montant de l'impôt : ainsi Barthélémy Usson, de Montpellier, qui en 1628 « *tient logis ouvert et loge indifféremment toutes personnes, tant à pied qu'à cheval, du soir au matin* » (239) ; Pierre Sigeas, également de Montpellier, qui « *administre* » des vivres à « *tous allans et venans* » en 1657, au prix de 8 sous le repas (240) ; et tous ceux qui, à l'instar de cet hôtelier toulousain, Jacques Villeneuve, affirment tenir « *une simple auberge et maison à pensionnaires* » (241). Ces agissements, et les réactions non moins excessives des fermiers, inciteront les Etats à réglementer strictement l'exercice du droit de « *tenir pensionnaires* », but qui ne sera atteint qu'au XVIII^e siècle alors que les controverses agitées autour de cette question en avaient fait dès le début du siècle précéder l'une des plus délicates que posât la perception de l'équivalent.

La Coste, à qui l'importance du problème n'avait pas échappé, soulignait alors la différence de fait existant entre la clientèle des

(234) « *...ouvertes ou simplement poussées, sans être fermées, de manière que l'entrée demeure libre* » (Règl. 1757, art. 32) et suiv. mentionnés *supra* note 233 mais les acheteurs sont libres de consommer le vin dans la rue ; P.V. 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f^o 30) ; Règl. 1768 (art. 32) et suiv. mentionnés *supra*, note 233.

(235) Par exemple sentences du juge conservateur d'Annonay, 26 août 1766 (*Ardèche*, 13-B-12, 7), 19 janv. 1780 (*id.*, 13-B-20, 141), 25 mai 1781 (*id.* 142), 9 sep. 1785 (13-B-7, 52).

(236) P.V. 2 mai 1594 (*Hte-Gar.* C-2289, f^o 15 v^o).

(237) P.V. 2 déc. 1599 (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 83 v^o).

(238) Règl. 1605, 1608, 1614, 1618 (art. 65) ; 1620-1664 (56) ; 1667-1684 (55) ; 1687 (58). Pour la période postérieure, Cf. *infra*, note 246.

(239) *Arch. Nat.*, H. 748200, f^o 400.

(240) *Arch. Hérault*, B-47.236. Cf. également le cas de Jacques Combes à Nîmes en 1672 (*Hérault*, B-9265).

(241) En 1680 (*Hérault*, B-44988).

hôtelières et les pensionnaires, et il formulait une opinion qui devait servir de base aux discussions ultérieures. Il se montrait malheureusement trop exclusif dans ses déductions, allant jusqu'à limiter l'application du règlement à certaines villes de la province et autorisant seulement les « *plaidans, soldats, commis, officiers ou escoliers (à) se qualifier pensionnaires* » (242). Les engagistes de l'équivalent, dont les prétentions coïncidaient avec les vues de La Coste, n'hésitèrent pas à suivre celui-ci sur le premier point (243). Le syndic général dénonce leurs agissements en 1639 (244). Un demi siècle plus tard (20 janvier 1689) dans un arrêt de règlement la Cour des Aides proclame encore que les auberges et pensions ne peuvent être « *établies que dans les villes où il y a évêché, où sont séantes les cours supérieures et les sièges des sénéchaussées et baillages, ou bien les Universités et Collèges* » (245). Aussi bien les Etats procédant à la mise au point des articles du règlement, le 5 décembre 1693, jugent indispensable de préciser que l'exemption relative aux fournitures faites aux pensionnaires se doit entendre « *en quelque ville et lieux de la province que ce soit* » (246).

Les délibérations des Etats et les dispositions du Règlement n'auto-risaient pas davantage La Coste à subordonner l'octroi de l'exemption à l'emploi des intéressés. Du moins l'accent est-il mis sur l'incompatibilité entre l'exercice d'une profession nécessitant de fréquents changements de résidence et la qualité de pensionnaire ; et l'on ne mettra plus en doute désormais que l'entretien d'une clientèle passagère donne lieu à la perception de l'équivalent (247). La jurisprudence de la Cour des Aides est fermement établie (248) lorsque les Etats conviennent d'inclure dans le règlement le dispositif de l'arrêt du 19 décembre 1680 (249) : « *Nul habitant tenant pensionnaires ne pourra se servir de ladite exemption s'il reçoit chez lui des marchands, voituriers et muletiers fréquentant foires et marchés, et autres passagers de quelque qualité et condition qu'ils soient, sauf lorsqu'ils séjourneront pour leurs affaires particulières* » (250). Encore importait-il de ne pas s'en tenir à une formule imprécise — la profession n'étant retenue qu'à titre indicatif — mais de dégager un critère permettant de distinguer les pensionnaires des « *passagers* ». La possession d'écuries en particulier dénote la réception d'une clientèle de passage. Aussi la Cour des Aides (251) et le règlement de l'imposition interdisent-ils au maîtres de pension de « *tenir dans leurs*

(242) *Traité*, pp. 80-81.

(243) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 474.

(244) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 474.

(245) *Hérault*, A-159, f° 6.

(246) *Hte-Gar.* C-2338, f° 17. Règl. 1693 (art. 58) ; 1699-1717 (art. 58) ; 1723 (60) ; 1729 (52) ; 1735 (10) ; 1741-1747 (51) ; 1754-1762 (52) ; 1768 (51) ; 1776 (49) ; 1780 (54) ; 1787 (67).

(247) Cf. notamment P.V. 4 avr. 1669 (*Hte-Gar.* C-2316, f° 164 v°).

(248) Cf. par exemple arrêts 22 avr. 1676 (*Aude*, B- 2513) et 19 déc. 1680 (*Albi*, CC-126).

(249) P.V. 9 déc. 1681 (*Hte-Gar.*, C-2326, f° 50).

(250) Règl. 1681-1684 (art. 56) ; 1687-1717 (59) ; 1723 (61) ; 1729 (53) ; 1735 (11) ; 1741-1747 (52) ; 1754-1762 (53) ; 1768 (52) ; 1776 (50) ; 1780 (55) ; 1787 (68)

(251) Arrêt 19 déc. 1680.

maisons des gens à cheval ni avoir ailleurs des écuries pour les chevaux et autres bêtes de voiture de leurs pensionnaires, sous quelque prétexte que ce soit » (252).

La durée du séjour est également prise en considération. D'après La Coste (253) cette durée doit être d'au moins quinze jours pour les pensionnaires. C'est également l'opinion du syndic général de la province en 1680 (254), mais le nombre et l'importance des fraudes étaient considérables. Citons par exemple le procès-verbal dressé le 21 juillet 1675 à Jeanne de Sartres par les commis de l'équivalent au diocèse de Saint-Papoul : « ... Ce joud'hui veille de foire de la Madeleine à Castelnaudary, ayant eu divers avis que la plus grande partie des personnes fréquentant les foires et marchés, au lieu d'aller loger chez les hôtes et cabaretiers de la ville qui payent les droits allaient loger chez ceux qui logent en pension ou en service, et dans les hôtelleries n'y avait presque personne » (255). La Cour des Aides cependant est très libérale : elle fixe à trois jours au moins — ce qui est peu, on en conviendra — la durée du séjour des pensionnaires (256), l'hôte étant astreint à tenir un registre de contrôle (257). Les Etats finiront par consacrer cette solution (258), sans pourtant se résoudre à compléter le texte du règlement sinon dans les dernières années de l'Ancien Régime (259).

La nécessité était apparue en outre de mettre fin à la confusion entretenue autour de certains commerces par l'emploi d'enseignes et de marques équivoques. Les abus, particulièrement nombreux dans la ville de Toulouse, avaient suscité un violent conflit en 1636 entre les capitouls et les engagistes de l'équivalent, conflit momentanément apaisé par une transaction aux termes de laquelle les hôteliers et les cabaretiers sujets au droit furent seuls autorisés à « tenir enseigne » (260). La Cour des Aides confirma à plusieurs reprises cette transaction (261) ; sa dernière intervention, en date du 14 octobre 1738 (262), incita d'ailleurs les Etats à prendre publiquement position : « pour prévenir les fraudes auxquelles l'exemption peut donner lieu, proclament-ils dans un nouvel article adjoint au Règlement en 1741, tous ceux qui voudront en jouir sous prétexte qu'ils ne tiennent que des pensionnaires ne pourront mettre aucunes enseignes, mais seulement un écriteau sur la porte avec ces mots ; ici l'on tient pensionnaires » (263). L'assemblée s'est cependant toujours refusée à prescrire l'observation d'un délai entre la cessation d'un commerce d'hôtellerie et l'ouverture d'une pension, cette précaution

(252) Règl. 1681 (art. 56) et suiv. mentionnés *supra* note 250.

(253) *Op. cit.*, p. 79.

(254) *Hérault*, B-44988.

(255) *Aude*, B-2513.

(256) Arrêt 20 janv. 1689 (*Hérault*, A-159, f° 6).

(257) Arrêt 14 oct. 1738 (*Castelnaudary*, CC-37, 5).

(258) P.V. 1er mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 151 et suiv.).

(259) Règl. 1776 (art. 50), 1780 (55), 1787 (68).

(260) *Castelnaudary*, CC-37, 5 ; *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 533.

(261) Notamment arrêt 27 sept. 1663 (*Castelnaudary*, CC-37, 5).

(262) *Castelnaudary*, CC-37, 5.

(263) Règl. 1741-1747 (art. 53) ; 1754-1762 (54) ; 1768 (53) ; 1776 (51) ; 1780 (56) , 1787 (69).

supplémentaire s'imposant d'après La Coste (264). Le syndic général considère qu'une telle réglementation serait « injurieuse à la liberté publique, car tous les habitants de la Province ont la faculté de recevoir des pensionnaires, sans en excepter ceux qui ont été hôtes et qui étant devenus personnes privées en délaissant leur hôtellerie doivent jouir des privilèges des particuliers et avoir des pensionnaires quand bon leur semblera sans délai ni formalité, puisqu'après avoir ôté leur enseigne ils ont retranché aux hôtes les moyens de revenir loger et au fermier tout soupçon de fraude » (265). En fait les abus sont tels que l'opinion de La Coste prévaut devant la Cour (266), et l'on sait le rôle déterminant joué par la jurisprudence en la matière.

c) LE CAS DES GENS SPECIALISES DANS LA PRESTATION DE « SERVICES »

La notion de « service » s'applique à un ensemble de prestations telles que la cuisson des aliments, la préparation des plats, la mise de table, le service de la table, le logement de la clientèle, etc... Traditionnellement la doctrine (267), et la jurisprudence (268) avec l'approbation tacite des Etats (269), assimilent aux pensionnaires les gens « tenus en service ». Les fournitures de vin « du cru » faites à ces derniers échappent à l'impôt bien qu'effectuées dans les conditions caractéristiques de la tenue d'« assiette de buveurs » (270). D'ailleurs, si le propriétaire qui débite son vin n'est pas considéré comme se livrant à un trafic, la notion de « service » elle-même exclut toute spéculation sur les provisions elles-mêmes : celles-ci sont réputées appartenir aux consommateurs, soit qu'ils les aient apportées avec eux, soit qu'ils les aient fait acheter par les gens qui louent leurs services, sans que ces derniers tirent de leur intervention « autre profit ou salaire que celui du service seulement » (271).

(264) La Coste (*op. cit.* p. 79) prévoit un délai de six mois.

(265) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 474.

(266) D'Espeisses est formel sur ce point (*op. cit.* p. 255). Cf. arrêts aides 23 juil. 1671 et 20 janv. 1689 (*Hérault*, B-9340 ; A-159, f° 6).

(267) « Et ce qui a esté dict desdicts pensionnaires... doit estre aussi, entendu en pareils termes, et à mesme rigueur de ceux que l'on prend en service » (La Coste, p. 81) ; De même D'Espeisses, p. 255.

(268) Arrêts aides 22 avr. 1673 (*Aude*, B- 2513), 19 déc. 1680 (*Albi*, CC-126) ; 14 oct. 1738 (*Castelnaudary*, CC-37, 5).

(269) Aucun article du règlement n'est consacré aux gens « tenus en service ». Le syndic général eut toutefois l'occasion de préciser la position des Etats sur ce point : « Et d'autant que c'est la coutume de tenir gens en service qui ne sont en effet que pensionnaires, introduite de tous temps en Languedoc et toujours tolérée par les Etats, ce point doit demeurer dans les termes de cette coutume passée en force de loi ». (*Arch. Nat.*, H* 748200 f° 474).

(270) Tentatives hostiles des fermiers : *Albi*, CC-265, f° 278 ; *Arch. Nat.*, H* 748 200, f° 454-460, 474 et suiv., 533 et suiv., *Hérault*. B-37324.

(271) La Coste, p. 81.

C. — MODALITES D'APPLICATION DE L'EXEMPTION

Les cas de transfert de vin et de vente effectuée par un préposé, qui s'avèrent une source de difficultés, retiennent particulièrement l'attention des Etats.

a) *Transfert de vin.*

Les premières délibérations relatives à l'exemption précisent que le vin peut être débité « *sur le lieu* » ou — encore qu'il soit apporté de quelque « *lieu que ce soit* » — « *à la maison ou habitation* » du propriétaire viticulteur, « *ez maison et domicile* » précise-t-on en 1527 (272).

A compter de 1530 par contre les Etats paraissent se désintéresser du lieu de la vente (273), et ils persistent dans cette attitude pendant près d'un siècle : « *Le vin du cru vendu à menu ou détail sans faire assiette de buveurs, de quelque part qu'il soit cru, recueilli et porté pour vendre, ne paye l'équivalent* », proclame le règlement de l'imposition (274). C'était laisser la porte ouverte à la fraude, les marchands ayant toute latitude, dans les lieux où ils n'étaient pas connus, de débiter du vin prétendu « *de leur cru* » sans acquitter les droits. L'assemblée les assujettit formellement à l'équivalent dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, avec les « *autres forains et étrangers... (qui) portent... vin de leur cru ou acheté* » et le vendent « *par menu et détail* » (275). Or s'il apparaît que l'intention des Etats n'était pas d'appliquer ces nouvelles dispositions aux viticulteurs débitant leur propre vin, du moins les fermiers pouvaient prétendre y être autorisés et percevoir l'impôt dès lors qu'un transfert avait précédé la mise en vente de ces vins. La Cour des Aides elle-même devait consacrer cette interprétation : en 1607 elle condamne le sieur Garrigues, bourgeois de Gaillac, au paiement de l'équivalent du vin qu'il a fait transporter et vendre dans la ville de Castres — « *ce qui est donner une interprétation contre au vrai d'un article qui ne doit être entendu que des marchands faisant trafic d'acheter du vin en gros pour après le vendre en détail, et non pour ceux qui, ayant vin de leur cru, le font porter aux villes circonvoisines pour le vendre* » (276). On ne voit pas en effet dans quel but les Etats auraient prévu, dès 1557, un contrôle de l'origine des vins (277) si le seul fait du transfert enlevait aux viticulteurs la possibilité de les débiter en franchise. La Coste lui-même, qu'on ne saurait suspecter de parti pris à l'encontre des intérêts du fermier, ne s'y trompe pas : il admet que les

(272) P.V. 2 oct. 1526 et 16 août 1527 (*Hte-Gar.* C-2277, f^o 341 et 363 v^o).

(273) P.V. 10 déc. 1530 (*Toulouse*, AA-5, 253 ; *Ardèche*, C-752, 64).

(274) Règl. 1542 (art. 7) et suiv. jusqu'en 1614.

(275) Règl. 1554 et suiv. : 1618 (art. 38) ; 1620 (39) ; 1624-1669 (30) ; 1681-1684 (29) ; 1687-1717 (30) ; 1723 (32) ; 1729 (24) ; 1735 (41) ; 1741-1747 (43) ; 1754-1762 (44) ; 1768 (43) ; 1776 (41) ; 1780 (46) ; 1787 (58).

(276) Plainte du député du diocèse de Castres et des capitouls (*Hte-Gar.* C-2292, f^o 33 v^o). Autres plaintes, toujours aux Etats, en 1608 (*id.*, f^o 136) et en 1617 (*id.*, C-2297, f^o 49).

(277) P.V. 28 sept. 1557 : « *Foi sera ajoutée aux attestations faites par les juges et consuls ayant juridiction royale ou ordinaire si le vin qu'on vendra est du cru ou non* » (*Hte-Gar.*, C-2280, f^o 182 v^o). Règl. 1618 (art. 41) ; 1620 (42) ; 1624-1684 (45) ; 1687-1717 (47) ; 1723 (49) ; 1729 (41) ; 1735 (57) ; 1741-1747 (60) ; 1754-1762 (61) ; 1768 (60) ; 1776 (58) ; 1780 (63) ; 1787 (76).

habitants débitent leur vin « dans le lieu où ils payent les charges de leurs vignes ou bien à leur domicile », sans être assujettis au paiement du droit : « Tous ceux qui auront vignes hors les lieux, terroirs & juridictions de leurs domiciles, ou diocèses, faisant apporter la vendange au lieu de leur domicile, peuvent vendre le vin qui en proviendra, tant en gros qu'en détail & par le menu, sans payer aucun droict d'Equivalent, moyennant qu'ils ayent certificat des Consuls, Officiers, ou autres personages ayant charge en la justice, ou en la police, comme ladict vendange est provenuë desdites vignes & proprietez, la situation, contenance, ou confrontation desquelles doivent estre exprimees dans ledit certificat » (278). Lorsqu'enfin l'assemblée se décide à intervenir, en 1618, c'est pour revenir au système en vigueur avant 1530, beaucoup plus libéral que celui préconisé par l'auteur du *Traité du droit d'équivalent*. Sans envisager le cas d'importation de vins étrangers dans la province, à propos duquel l'opinion de La Coste est formellement condamnée (279), on constate que l'exemption est accordée aux propriétaires débitant leur vin sur le lieu même de production ou dans la ville où ils sont domiciliés ou possèdent une maison (280).

Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime les Etats s'en tiendront à cette réglementation, se bornant à l'occasion d'un litige à préciser certains points. C'est ainsi que le viticulteur « ne sera pas censé domicilié dans un lieu si sa famille, ou tout au moins le chef n'y habite pendant six mois chaque année (281). Un certificat de garantie d'origine est toujours exigible en cas de transfert des vins (282). Son contenu, contrairement à l'opinion de La Coste, est laissé à la libre appréciation des magistrats appelés à les rédiger, et c'est en vain que le fermier général sollicitera les Etats, au milieu du XVIII^e siècle, d'ordonner à « ceux qui ont des vignes éloignées de leur domicile de justifier, avant la vente, de l'objet de leur récolte par la copie d'inventaire » (283). Quant aux conditions matérielles de transfert, elles ne sont pas laissées à la libre détermination des intéressés, du moins au XVIII^e siècle : le règlement prescrit

(278) La Coste, *op. cit.* p. 71, 72.

(279) « D'autant que les propriétaires des vignes dans le susdict pays de Languedoc payent les tailles d'icelles au deschargement dudict pays... il est raisonnable que le vin estranger ne se puisse vendre dans le pays sans tremper audit droict » (La Coste, pp. 74-75). Le règlement de l'imposition cependant est formel : l'exemption est accordée aux habitants du pays, « en quelque part que leurs vins aient été levés et cueillis, soit dedans ou dehors la province » : Règl. 1618 (art. 23) et suiv. mentionnés *infra* note 280. Cf. également D'Espeisses, *op. cit.* p. 255.

(280) P.V. 28 nov. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 3 v°) ; Règl. 1624-1669 (art. 26) : 1681-1684 (25) ; 1687-1717 (26) ; 1723 (27) ; 1729 (19) ; 1735 (35) ; 1741-1762 (32) ; 1768 (31) ; 1776 (29) ; 1780 (34) ; 1787 (46). Cf. également P.V. 27 janv. 1672 (*Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v°).

(281) Règl. 1687 (art. 26) et suiv. mentionnés *supra* note 280. Exemples de contestations : *Aude*, B-1000 ; *Hte-Gar.*, C-161 (ordonn. 3 mars 1769) et P.V. Etats 11 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 519).

(282) *Arch. Hérault*, B-9155.

(283) P.V. 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151 et suiv.). Sur l'inventaire des vins récoltés, Cf. *infra* p. 187.

l'utilisation de tonneaux (284), et encore exige-t-il que ces récipients excèdent un certain poids bien déterminé : deux quintaux, poids de marc, avant 1770 (285), un quintal par la suite (286).

b) *Débit fait par un préposé*

Certaines personnes se trouvent, faute de local approprié par exemple, dans l'impossibilité matérielle de débiter elles-mêmes leur vin. Elles ont donc recours aux services d'un tiers — tel cet avocat au parlement de Toulouse, Jean de Balbaria, « *qui n'est pas marié et qui, par la nécessité de sa condition ne pouvant vendre dans sa maison le vin recueilli dans ses vignes* », le fait apporter (en 1637) chez Bertrand Fraissinet pour être vendu « *à pot et pinte* » moyennant un salaire de 20 sous par pipe (287). Il fut jugé pendant un certain temps que l'équivalent était perceptible dans ce cas — d'Espeisses est formel : « *Bien que le vin n'appartienne pas au vendeur, mais qu'il se soit obligé au propriétaire d'en faire la vente moyennant certaine somme de deniers pour chaque tonneau qu'il lui en débitera, néanmoins l'équivalent est dû dudit vin par le vendeur comme il a été jugé en lad. Cour par arrêt donné en Audience, moi présent, le 27 avril 1637 ; car puisque ceux qui revendent le vin qu'ils ont acheté en payent le droit d'équivalent à cause du profit qu'ils font en cette revente, aussi est-il juste que ceux qui s'obligent à vendre le vin d'autrui moyennant certaine somme de deniers payent ledit droit à cause dudit trafic* » (288). Mais ce point de vue ne prévalut point et la jurisprudence dont il est fait état ne parvint pas à s'imposer : dans la deuxième moitié du XVII^e siècle il est universellement admis que le vin de propriétaire confié à un tiers en vue du débit conserve sa qualification de vin du cru. L'arrêt de règlement des aides du 23 juillet 1671 notamment est formel (289).

La pratique du débit par personne interposée ne va pas sans favoriser la fraude. Ce sont en général des commerçants et des artisans dont la boutique ouvre de plain-pied sur la rue qui entreprennent de débiter le vin d'un ou de plusieurs particuliers, transformant volontiers leurs locaux en cabarets : ainsi Anne Azemar, boulangère à Toulouse, qui s'est engagée en décembre 1635 à vendre le vin de Jean Olivier de Chabiraud « *arbore devant sa porte un bouchon et reçoit à manger toutes sortes de gens, leur administrant pain, vin, nappe, couteaux et faisant assiette de buveurs* » (290). Les intérêts du fisc sont singulièrement compromis, on l'admettra sans peine, par la possibilité donnée aux taverniers, aux cabaretiers et aux hôteliers de débiter du vin en exemption d'équivalent ; car le règlement de l'imposition, autorisant les viticulteurs à

(284) Le transport en bouteilles est expressément défendu : P.V. 4 févr. 1709 (*Hte-Gar.*, C-2353, f^o 144), 5 janv. 1724 (*id.*, C 2368, f^o 28). Règl. 1724 (art. 29) et 1729 (art. 21).

(285) Règl. 1735 (art. 38) ; 1741-1747 (33) ; 1754-1762 (34).

(286) P.V. 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f^o 30 v^o) ; Règl. 1768 (art. 33) ; 1776 (31) ; 1780 (36) ; 1787 (48).

(287) *Hérault*, B-9338.

(288) *Op. cit.* p. 252.

(289) *Hérault*, B-9340.

(290) *Arch. Nat.* H* 748200, f^o 496 v^o.

« faire vendre » leur vin (291), les laisse libres du choix de leurs préposés. C'est ainsi qu'en 1686, le fermier du diocèse de Toulouse s'avisant de poursuivre quelques taverniers, le syndic général de la province intervient dans l'instance et il obtient du sénéchal, juge conservateur, que les habitants soient maintenus « en la faculté de vendre ou faire vendre leur vin par telles personnes que bon leur semblera, dans leurs caves ou dans celles que les taverniers louent à cet effet, avec défense aux fermiers de l'équivalent de rien exiger pour raison de ce des habitants ou des taverniers directement ni indirectement » (292).

Au milieu du XVIII^e siècle les fermiers généraux font part de leur indignation aux Etats : « Il n'est plus besoin d'auberges ni de cabarets, et le peu qui reste est déserté parce qu'on est servi plus commodément chez les privilégiés que chez eux. Ces derniers voyant un si beau champs à participer au bénéfice du commerce sans en supporter les charges, changent leur titre pour celui de revendeur, ils garnissent leurs caves de vins qu'ils vendent sous le nom de différents particuliers, quoi-qu'ils les achètent ; et la preuve en résulte de ce qu'ils les mélangent ensemble pour s'en défaire ; et au moyen de ce qu'ils prétendent que les buveurs apportent à manger, ils continuent leur commerce, dont ils ne perdent que le titre » (293)... L'assemblée ne rejette pas moins la demande des fermiers tendant à ce que les personnes qui se chargent de la vente du vin des habitants n'en puissent prendre que d'un seul bourgeois à la fois, et qu'elles soient tenus de le justifier par le certificat du vendeur et la copie d'inventaire ; mais elle affirme n'entendre empêcher que les préposés déclarent la quantité du vin mis en vente et le nom du propriétaire (294), et en effet elle y contraindra les taverniers par une disposition du règlement (295). Quant aux viticulteurs, dont la récolte a été inventoriée après la vendange et chez qui le fermier est habilité à faire une « seconde visite » en cas de vente — « sans qu'à l'occasion de ladite visite ou vente, ni sous aucun prétexte, ledit fermier ou ses commis puissent exiger aucune déclaration » — ils ne sont astreints à « remettre aucune pièce » aux préposés, cabaretiers ou autres, qu'ils chargent de la vente du vin. Le règlement de l'imposition précise enfin que l'activité frauduleuse de ces derniers ne saurait engager la responsabilité du propriétaire (296), mettant un terme aux innombrables contestations et aux recours en garantie auxquels donnaient lieu précédemment les poursuites du fermier (297).

(291) Règl. 1669 (art. 26) ; 1681-1684 (25) ; 1687-1717 (26) ; 1723 (27) ; 1729 (19) ; 1735 (35) ; 1741-1762 (32) ; 1768 (31) ; 1776 (29) ; 1780 (34) ; 1787 (46).

(292) Ordon. 18 nov. 1686 (Toulouse, AA-28, 63).

(293) Représentation des fermiers généraux, 1756 (Ardèche, C-754, 57).

(294) P.V. 1er mars 1756 (Hte-Gar., C-2196).

(295) Règl. 1757-1762 (art. 35) ; 1768 (34) ; 1776 (32) ; 1781 (37) ; 1787 (49)

(296) Règl. 1757 (art. 35) et suiv. mentionnés *supra* note 295

(297) Exemple : Hérault, B-9338.

II. — L'IMPOSITION DES VINS

Le fisc s'efforce d'atteindre le commerce, et partant la tenue d'« assiette de buveurs » sert ici encore de critère.

A. — DEBIT PUR ET SIMPLE

Tout particulier débitant du vin qui n'est pas de son cru est assujéti à l'équivalent. Tel est le principe, mais dans son application il reçoit un certain nombre d'exceptions, on n'en sera point surpris.

a) LE PRINCIPE : L'IMPOSITION DU VIN AUTRE QUE CELUI DE PROPRIETAIRE

Les revendeurs sont évidemment imposés. Mais pour prévenir toute équivoque les Etats de Languedoc ont tenu à préciser leur position sur certains points.

Vin acquis par achat

Le 10 décembre 1530 les Etats délimitent la portée de l'exemption consentie quelques années plus tôt aux habitants débitant leur propre vin : « *Si aucuns, pour leur nécessité et affaires ont vendu le vin de leur cru, en pourront avant et après acheter, si bon leur semble, pour leur boire tant seulement, sans le pouvoir revendre à détail et menu, et pour ce n'en payeront aucun droit pourvu qu'il n'y ait fraude* » (298). Cette disposition n'implique aucunement l'interdiction, pour les particuliers, de débiter le vin qu'ils ont eux-mêmes acheté : ils doivent simplement acquitter le montant du droit, comme l'indique le règlement, de 1567 jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (299).

Le propriétaire qui a racheté son propre vin n'échappe pas à l'imposition à la revente. Le vin n'est plus considéré comme étant de son cru. C'est le cas du viticulteur qui paie la dîme en espèces. Vainement les habitants de Milhaud en 1677 et ceux du Vigan quelques années plus tard soutiennent le contraire. Les fermiers répliquent que la dîme appartient à l'Eglise *jure divino*, et non au propriétaire du fonds (300) ; et d'ailleurs elle est « *tellement propre* » au bénéficiaire que celui-ci est exempt d'équivalent à la vente du vin de cette provenance. C'est cette argumentation, d'une logique parfaite, qui emporte la décision devant les tribunaux (301).

(298) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 443 v° ; *Ardèche*, C-752, 64. Règl. 1542, art. 7.

(299) Notamment règl. 1618 (art. 25) ; 1620 (27) ; 1624-1669 (28) ; 1681-1684 (27) ; 1687-1717 (28) ; 1723 (30) ; 1729 (22) ; 1735 (39) ; 1741-1747 (34) ; 1754-1762 (35) ; 1768 (34) ; 1776 (32) ; 1780 (37) ; 1787 (49).

(300) « *Il y a communauté de propriété entre l'Eglise et le maître du fonds. D'ailleurs Saint-Augustin ne dit-il pas que celui-là même qui est dans cette criminelle avarice de soustraire le dîme de son propre fonds furtum committit* ». (*Hérault*, B-19049).

(301) Sentence conservateur Montpellier 22 mars 1677 (*Hérault*, B-17559, 19049). Aussi bien au Vigan désormais paiera-t-on la dîme en nature (*Le Vigan*, BB-9, f° 521).

Une disposition exceptionnelle concerne le vin du cru racheté par le propriétaire après une saisie, et par la suite revendu. Ce vin ne paie pas l'équivalent (302) : il a repris « *sa première qualité de vin de creu* », selon La Coste (303), cependant que d'Espeisses considère que « *le propriétaire en payant sa dette a seulement libéré le vin de l'hypothèque du créancier, mais n'en a pas acquis la propriété puisqu'auparavant elle était à lui... et qu'ainsi le débiteur étant toujours, même pendant sa saisie, demeuré plein maître de sa chose..., et c'est ce qu'on dit « que la main du Roi ne dépouille personne », le vin est toujours de son cru* » (304).

Vin reçu en paiement d'une dette

Il a toujours été admis que le vin reçu en paiement d'une dette devait être assimilé au vin acquis par achat. La Coste et d'Espeisses sont formels sur ce point (305), ainsi que Philippi qui cite le cas suivant : « *Pierre baille un sien fils pour apprentif à Jean, & pour le prix du temps de l'apprentissage Pierre baille une sienne vigne ou les fruits d'icelle audit Jean, lequel prétendoit en vendre le vin sans payer équivalent, comme estant de son cru, & ainsi lui estre loisible ce faire à pot & pinte : Le fermier demandoit au contraire ledit droit disant ledit vin n'estre proprement du creu de Jean, mais provenant de negotiation... Et ainsi fut jugé pour le fermier le 29 d'avril mil cinq cens soixante trois. Car ces paroles du creu s'entendent du propre et patrimoine du vendeur en propre signification & de ce que se cueille en ses terres, non ailleurs* » (306)...

Vin provenant de vignes affermées

Les Etats avaient précisé en 1536 qu'il n'entendaient comprendre dans la liste des bénéficiaires de l'exemption « *les rentiers et acenseurs de bénéfices ou autres biens particuliers soit en argent, denrées, vignes à mi ou autre part de fruits, et vendant le vin d'iceux arrentements et vignes par le menu et détail* » (307). Cette disposition, qui concerne seulement les gens qui ne travaillent pas les vignes par eux-mêmes (308), est reproduite constamment par la suite dans le règlement de l'imposition (309).

Si La Coste et d'Espeisses approuvent sans réserve la décision de l'assemblée — « *car tels vendeurs font trafic dudit vin* » (310) — la

(302) P.V. 4 nov. 1605 (*Hte-Gar.*, C-2291, f° 104 v°). Règl. 1618 (art. 39) ; 1620 (40) ; 1624-1669 (31) ; 1681-1684 (30) ; 1687-1717 (31) ; 1723 (23) ; 1729 (25) ; 1735 (43) ; 1741-1747 (35) ; 1754-1762 (36) ; 1768 (35) ; 1776 (33) ; 1780 (38) ; 1787 (50).

(303) *Op. cit.* p. 73.

(304) *Op. cit.* p. 256.

(305) La Coste, p. 73 ; D'Espeisses, p. 256.

(306) *Arrests...*, art. XIII.

(307) P.V. 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 27 v°).

(308) Cf. *supra* p. 120.

(309) Règl. 1542 (art. 15) et suiv. ; 1618 (art. 31) ; 1620 (32) ; 1624-1684 (37) ; 1687-1717 (39) ; 1723 (41) ; 1729 (33) ; 1735 (49) ; 1741-1747 (39) ; 1754-1762 (40) ; 1768 (39) ; 1776 (37) ; 1780 (42) ; 1787 (54).

(310) La Coste, p. 72 ; D'Espeisses, p. 252

perception du droit soulève en pratique d'innombrables contestations, les particuliers tendant à considérer comme vin de propriétaire celui qu'ils recueillent des vignes qu'ils tiennent à ferme (311). Mais les tribunaux se sont toujours refusés à consacrer de telles théories : les contribuables récalcitrants sont régulièrement condamnés (312), et l'arrêt de règlement des aides du 20 janvier 1689 enjoint à « tous les ecclésiastiques et bénéficiers de déclarer aux commis de l'équivalent le nom et domicile des fermiers de leur bénéfice », rendant ainsi plus aisée la perception du droit (313).

Mélange de vin de propriétaire et de vin étranger

Nul contrôle n'étant prévu, nombre d'habitants débitent concurremment leur vin avec celui qu'ils ont acquis d'autres viticulteurs ou qu'ils ont récolté sur des terres afferméées. Les Etats n'ignorent pas les possibilités de fraude ainsi offertes au vendeur : en 1557 d'ailleurs tout achat de vin avait été prohibé préalablement à la liquidation de celui provenant de sa propre récolte (314) ; mais cette réglementation avait été abandonnée quelques années plus tard et il n'en était plus question au début du XVII^e siècle.

Le problème préoccupe La Coste. Si l'on n'est pas surpris de voir cet auteur contester à l'habitant ayant son vin encavé le droit d'acheter d'autre vin, on note que la sanction prévue laisse la porte à une solution de compromis sauvegardant les intérêts du fermier et ceux des contribuables : « *s'il y en avoit (du vin de son cru) et qu'il n'eust raisonné ou faict marquer au commis du fermier le vin acheté, avant que le mettre dans sa cave, il ne pourroit apres vendre celui de son creu... sans payer ledit droict d'équivalent* » (315). Mais le règlement reste muet pendant tout le XVII^e siècle. Aussi bien, comme la pratique des coupages et des mélanges de vins est courante, on note un nombre considérable de litiges (316) malgré les efforts que déploie la Cour des Aides, suivant sur ce point La Coste, pour faciliter la tâche du fermier et pour mettre fin aux manœuvres frauduleuses (317).

Au XVIII^e siècle enfin les Etats interviennent pour consacrer l'opinion de La Coste et la jurisprudence de la cour : l'obligation de « *déclarer* » au fermier le vin acheté est prescrite par le règlement de l'imposition en 1705 (318) ; en 1735 le règlement précise que cette déclaration doit être faite « *avant d'enfermer (le vin étranger) et le mêler avec le vin du cru* ».

(311) P.V. 13 nov. 1566 (*Hte-Gar.*, C-2281, f^o 347 v^o).

(312) Ex. sentences conservateurs : Montp. 27 août 1628 (*Hérault*, B-9313) : Annonay 21 févr. 1710, 14 mars 1715, 21 juil. 1718, 31 janv. 1728, 23 janv. 1771 (*Ardèche*, 13-B-19, 24, 29-30, 32, 66 ; 13-B-20, 101). Pour la Cour des Aides, arrêts 5 août 1603, 13 août 1613 et 27 oct. 1616 (*D'Espeisses*, p. 252), 23 juil. 1671 (*Hérault*, B-9340).

(313) *Hérault*, A-159, f^o 6 ; ex. d'application : 29 oct. 1712 (*Aude*, B-2539).

(314) « *Et si aucuns... ont vendu le vin de leur cru, en pourront acheter après si bon leur semble* » (Règl. 1557).

(315) *Op. cit.* pp. 71, 72.

(316) Ex. caractéristique : *Hérault*, B-9313.

(317) Arrêts 27 oct. 1606, 6 mars 1617, 23 juil. 1671 (*Hérault*, B-9340), 19 déc. 1680 (*Albi*, CC-126), 20 janv. 1689 (*Hérault*, A-159, f^o 6).

(318) Règl. 1705-1717 (art. 28) ; 1723 (30) ; 1729 (22).

afin que les tonneaux puissent être marqués » (319) ; en 1754 enfin il est proclamé que *« faute par l'habitant d'avoir fait cette déclaration le vin du cru demeurera sujet à l'équivalent de la même manière que le vin acheté pour tout ce qui sera vendu en détail », étant entendu que « ceux des habitants qui ne renfermeront point sous le même toit le vin acheté avec celui du cru ne seront point sujets à la déclarer, sauf en cas de vente en détail »* (320). Ces mesures sont insuffisantes si l'on en juge d'après les plaintes des fermiers généraux en 1756 : *« Chacun, déclarent-ils, fait commerce, et sous prétexte peut-être d'une pièce ou deux de vin du cru, on l'a impunément continué toute l'année. Plusieurs particuliers sont dans l'usage de faire venir des vins de 12 et 15 lieues de leur domicile, même plus loin ; ils le vendent également sans déclaration et avec les mêmes précautions ; il s'ensuit de là que tout le monde peut faire acheter des vins ; et sous prétexte qu'on en a du cru, que le fermier n'a pas droit de suivre, faire un commerce frauduleux »* (321). Ces plaintes portent leurs fruits. Le contrôle de la production vinicole devient plus sérieux après 1756 (322), et surtout la surveillance du débit des vins de propriétaire est organisée (323). En 1780 enfin le fermier est *« autorisé à prouver, tant par actes que par témoins, comme les vins vendus par les particuliers sous la dénomination de leur cru ont été réellement achetés en totalité ou en partie »* (324). Comme la fraude se pratiquait principalement sous le couvert des ventes de vin du cru, le fisc semble à peu près bien armé... à la fin de l'Ancien Régime.

b) L'EXCEPTION : EXEMPTION D'EQUIVALENT

Certaines fournitures de vin sont détaxées, en particulier celles qui sont faites par les maîtres à leurs ouvriers : nouveau témoignage du désir des autorités de faciliter l'entretien de la main d'œuvre artisanale.

Vin fourni par les maîtres à leurs serviteurs et à leurs ouvriers.

Le montant des droits dûs par les hôteliers et par les cabaretiers n'étant établi qu'après déduction de la part correspondant à la boisson de leurs valets et de leurs servantes (325), il faut en conclure que les fournitures de vin faites par les maîtres à leurs serviteurs sont détaxées.

A compter de 1618 d'ailleurs le règlement exempté formellement *« ceux qui baillent du vin aux mercenaires pour leur boisson pendant le temps qu'ils travaillent pour eux »* (326) ; et l'on n'enregistre pratiquement

(319) Règl. 1735 (art. 39) ; 1741-1747 (34).

(320) Règl. 1754-1762 (art. 35) ; 1768 (34) ; 1776 (32) ; 1780 (37) ; 1787 (49).

(321) *Ardèche*, C-754, 57.

(322) Cf. *infra* pp. 187 sq.

(323) Cf. *infra* p. 188.

(324) P.V. 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f^o 270) ; Règl. 1781 (art. 45) ; 1787 (57).

(325) Cf. *infra* p. 176.

(326) Règl. 1618 (art. 24) ; 1620 (26) ; 1624-1669 (27) ; 1681-1684 (26) ; 1687-1717 (27) ; 1723 (28) ; 1729 (20) ; 1735 (37) ; 1741-1747 (40) ; 1754-1762 (41) ; 1768 (40) ; 1776 (38) ; 1780 (43) ; 1787 (55).

aucune contestation sur ce point pendant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime (327).

Vin fourni par les géôliers aux prisonniers.

Le Règlement étant silencieux sur ce point, La Coste considère que les géôliers — « *faisant assiette de buveurs aussi bien que tous les autres hostes* » — doivent être assujettis à l'équivalent. Il consent cependant à leur accorder le bénéfice de l'exemption pour le vin « *de leur cru* » lorsqu'ils entretiennent les prisonniers comme des pensionnaires, ou même, « *n'ayant point du vin de leur cru, s'ils achètent le vin pour leurs prisonniers, et le leur baillent pour le prix qu'il leur coûte ; et ce faisant ils seront censés tenir leurs prisonniers en service* » (328). C'est également la solution de la Cour des Aides à la même époque : l'arrêt du 5 août 1616 décharge les géôliers du sénéchal, du viguier et de la maison consulaire de Toulouse du paiement de l'équivalent du vin et des autres denrées fournies aux prisonniers ; par contre il défend formellement auxdits géôliers de tenir assiette de buveurs « *pour personne* » (329).

On peut donc considérer que les géôliers ne paient pas l'équivalent du vin fourni aux détenus. Les fermiers s'en accommodent (330), et les Etats finiront par déclarer au milieu du XVIII^e siècle que « *leur intention, justifiée par l'usage le plus ancien, n'a jamais été d'assujettir au droit le vin consommé par les prisonniers* » (331).

B. — DEBIT AVEC « ASSIETTE DE BUVEURS »

Les hôteliers, cabaretiers, pâtisseries, rôtisseurs et tous vendeurs de vin au détail sont assujettis à l'équivalent : les délibérations des Etats (332) et les articles du règlement sont formels, qui précisent qu'à l'égard des particuliers faisant « *assiette de buveurs* » il n'y a pas lieu de distinguer entre les vins du cru ou non. Cependant le vin destiné à la consommation personnelle du contribuable, de sa famille et de ses domestiques est détaxé. Le fermier devra donc opérer une « *déduction* » proportionnelle à l'importance de cette consommation : problème délicat, mais qui concerne plutôt la liquidation de l'impôt. Nous nous bornons ici à le signaler. Seule la réglementation du débit dans les pays de Velay et de Gévaudan pendant un siècle environ (1560-1673) appelle quelques explications.

Les vins originaires du Velay et du Gévaudan ayant été proclamés impropres à la consommation vers 1560, les habitants de ces diocèses, tenant ou non « *assiette de buveurs* », furent autorisés à les débiter en

(327) Une seule plainte aux Etats en 1667, émanant des « *maîtres cardeurs et facturiers de laine* » d'Uzès (Hte-Gar., C-2315, f^o 241).

(328) La Coste, p. 85.

(329) Toulouse, AA-81, 279 ; Cf. également AA-22, 72.

(330) Cependant Barthélémy Vernet, concierge des prisons du Palais de Toulouse, est en procès avec les engagistes de l'équivalent en 1640 (Hérault, B-36, f^o 682 v^o).

(331) P.V. 1^{er} mars 1756 (Hte-Gar., C-2398, f^o 150 v^o et suiv. ; C-2196) ; Règl. 1757-1762 (art. 41) ; 1768 (40) ; 1776 (38) ; 1780 (43) ; 1787 (55).

(332) P.V. 21 janv. 1496 (Hte-Gar., C-2276, f^o 6) ; 14 oct. 1524 (Ardèche, C-752. 64) ; 10 oct. 1538 (Hte-Gar., C-2278, f^o 73) ; etc...

franchise (333). Toutefois ces vins étant généralement mis en vente mêlés à des vins importés, provenant le plus souvent du Vivarais et du bas-Languedoc, en tout cas sujets à l'équivalent, le fermier fut autorisé à contrôler le coupage, très propice à la fraude. Ajoutons que les Etats ont hésité longtemps avant d'établir une telle réglementation (334). Le texte adopté était d'ailleurs susceptible de plusieurs interprétations. La Coste par exemple restreint son application aux vins reconnus effectivement impropres à la consommation : « *aux lieux dudict pays où les propriétaires pourroient recueillir du vin meur, qu'ils voudroient faire passer pour verd*, précise-t-il, *en ce cas on s'en remettra au dire d'experts* » (335). Il n'y a donc pas lieu d'être surpris du nombre de conflits opposant les fermiers de l'équivalent aux habitants de ces régions, notamment à ceux de Florac (336), de Saint-Etienne-Vallée-Française (337), de Marvejols (338), d'Ispagnac (339), etc... Vainement les Etats s'efforcèrent de mettre un terme aux abus résultant de la pratique des mélanges de vins (340). Ils convinrent finalement d'abolir une réglementation très préjudiciable aux intérêts du fisc, et dont la raison d'être était pour le moins discutable. La décision fut prise le 29 novembre 1672 (341). Les protestations que l'évêque du Puy et les députés des deux diocèses adressèrent immédiatement à l'assemblée (342) furent impuissantes à ébranler la détermination de celle-ci. Un nouvel article fut même adjoint au règlement de l'imposition, précisant que les hôtes et cabaretiers du Velay et du Gévaudan devaient payer l'équivalent pour tout le vin qu'ils débitaient dans leurs cabarets, conformément à la réglementation en vigueur dans le reste de la province (343).

(333) Ce qui n'est pas faire grand cas, on en conviendra, de la santé publique.

(334) Les consuls de Marvejols réclamaient déjà en 1532 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 531 v°).

(335) Très logiquement La Coste (pp. 78, 79) ne se borne pas à envisager le débit des vins verts récoltés dans les seuls diocèses de Mende et du Puy : dans toute la province, écrit-il, la « *trampe, aygade ou demy-vin qui se fait dans la tine* (cuve) *après que le vin en a este tiré* (c'est-à-dire la piquette obtenue en arrosant d'eau le marc de raisin) *peut estre vendue et revendue... sans payer aucun droit* ».

(336) P.V. 4 sept. 1601 (*Hte-Gar.*, C-2290, f° 22R).

(337) P.V. 12 janv. 1616 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 280 v°) ; P.V. Etats Gévaudan, Marvejols 20 déc. 1641 (*Bull. Soc. Agric. Lozère*, 1878, p. 169).

(338) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 504, 506.

(339) *Hérault*, B-47130.

(340) Notamment en refusant de prendre en considération les coupages dans lesquels la proportion de vin vert est inférieure au tiers : Règl. 1618 (art. 48) ; 1620 (49) ; 1624-1669 (33) ; Cf. également d'Espeisses, p. 257.

(341) *Hte-Gar.*, C-2318, 138.

(342) Les plaignants insistent sur le fait que le vin produit dans leur diocèse est aussi « *méchant* » que lorsque les Etats l'ont reconnu impropre à la consommation : ils avouent cependant que les habitants ont pris quelque soin et fait des dépenses extraordinaires pour planter des vignes dans leur terroir, quoique très rude et ingrat, dans l'espérance qu'ils avaient d'être exempts d'équivalent (*Hte-Gar.*, C-2318, f° 139). En janvier 1673 les consuls de Marvejols, de Chirac et du Monestier tentent encore de faire revenir les Etats sur leur décision (*Hte-Gar.*, C-2318, f° 155 v°).

(343) Règl. 1681-1684 (art. 32) ; 1687-1717 (33) ; 1723 (35) ; 1729 (27) ; 1735 (45) ; 1741-1747 (46) ; 1754-1762 (47) ; 1768 (46) ; 1776 (44) ; 1780 (49) ; 1787 (61).

CHAPITRE II

Le mécanisme de l'imposition

L'équivalent frappe la consommation d'une manière indirecte en principe, car c'est un droit de vente. Toutefois exceptionnellement il arrive que le consommateur soit directement imposé.

I. — L'ÉQUIVALENT, DROIT DE VENTE

Les chairs de « provision » ayant été détaxées assez tôt, on peut considérer que l'équivalent n'est dû qu'autant qu'il y a vente. Vente commerciale, convient-il d'ajouter puisque le producteur en principe échappe à l'impôt. De toute façon l'accord entre l'acheteur et le vendeur ne produit par lui-même aucun effet au point de vue fiscal. Le vendeur est imposé au moment de la livraison des denrées. La Cour des Aides a nettement pris position sur ce point le 26 avril 1572, en déboutant le fermier de Montagnac de sa prétention de percevoir le droit sur des marchandises pesées et livrées à Pézenas consécutivement à une convention faite à Montagnac pendant la foire (344). Citons également l'arrêt du 20 juillet 1599 par lequel la cour a jugé que les fermiers n'avaient aucun droit sur les denrées vendues mais non encore livrées à la fin de leur bail. La Coste en donne un commentaire, indiquant notamment que « *le fermier nouveau entrant en charge ne sera tenu exempter aucunes marchandises ny denrées se trouvant en nature, ores lesdites marchandises ayent esté vendues avant l'entrée de ladite afferme, pour n'avoir esté delivree, parce que le payement de l'Equivalent ne se prend lors de la vente, mais lors de la delivrance, & non autrement* » (345). A compter de 1608 d'ailleurs le règlement est formel : « *Il ne sera censé avoir été*

(344) Philippi (*Arrests*, art. CH) ; D'Espeisses, *op. cit.* pp. 248-249.

(345) La Coste, p. 103 ; D'Espeisses, p. 250. Difficultés entre fermiers successifs : en 1665 (*Hérault*, B-37226 ; B-37227) ; en 1662 (B-9359) ; en 1663 (B-9759, 37138, 45485) ; en 1688 (B-47171 ; 47172) ; en 1687 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 517)...

fait dol ou fraude s'il a été traité seulement de la vente, s'il n'a été fait délivrance » (346) — La Coste précise : s'il n'y a eu déplacement de la marchandise (347).

Ce point étant acquis une importante réserve doit être faite. Les denrées paient l'équivalent autant de fois qu'elles sont vendues, mais à condition que chaque vente s'effectue dans une ville différente. Dégagé au XV^e siècle (348) le principe d'après lequel l'équivalent ne frappe qu'une fois dans une ville les mêmes denrées reste en vigueur jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (349). Il explique certaines dispositions du règlement : ainsi les mangonniers et autres « *revendeurs* » et marchands de salaisons ne sont pas tenus de déclarer ni de payer le droit à raison des viandes qu'ils achètent aux étaux publics des lieux de leur résidence (350). De même le poisson salé n'est frappé qu'une seule fois dans la même ville. Ce souci d'éviter l'enchérissement des salaisons de viande et de poisson, denrées de première nécessité pour le peuple, témoigne que le fisc a parfaitement conscience de frapper la consommation à travers la vente. Les Etats même s'appuient sur le principe exposé ci-dessus pour dénier à l'équivalent le caractère d'un « *pur* » droit de vente : effectivement si le seul fait de la vente autorisait l'imposition il n'y aurait pas de raison de distinguer les ventes faites dans un même lieu de celles qui sont faites dans des lieux différents. La « *cause productive* » du droit est la consommation effective ou présumée, affirme l'assemblée le 11 janvier 1787 (351), et ce n'est que pour la « *commodité de la perception* » que le règlement se réfère à la vente. Il arrive d'ailleurs, comme on va pouvoir le constater, que l'équivalent frappe directement le consommateur dans la personne de l'acheteur.

II. — L'IMPOSITION DIRECTE DE LA CONSOMMATION

Le principe d'après lequel les habitants peuvent s'approvisionner dans le lieu de leur choix, pose plus que tout autre dans son application le délicat problème de la conciliation des droits individuels et des exigences du fisc. Le principe lui-même n'a pas été admis sans hésitation. Les Etats d'abord se sont bornés à autoriser les habitants à s'approvisionner en viande dans les limites de leur diocèse (352). Et le fermier de l'impôt à Valentine est justement fondé en 1582 à se

(346) Rêgl. 1608-1618 (art. 49) ; 1620 (50) ; 1624-1664 (51) ; 1667-1684 (50) ; 1687-1717 (52) ; 1723 (54) ; 1729 (46) ; 1735 (32, 42) ; 1741-1747 (29, 44) ; 1754-1762 (29-45) ; 1768 (20, 28, 44) ; 1776 (20, 25, 42) ; 1781 (25, 30, 47) ; 1786 (37, 42, 54).

(347) *Op. cit.* p. 98.

(348) Cf. *supra* p. 56.

(349) Rêgl. 1545 et suiv., 1618 (art. 34) ; 1620 (35) ; 1624-1684 (40) ; 1687-1717 (42) ; 1723 (44) ; 1729 (36) ; 1735 (50) ; 1741-1747 (56) ; 1754-1762 (57) ; 1768 (56) ; 1776 (54) ; 1781 (59) ; 1786 (72). Cf. également arrêt aides 23 juil. 1671 (*Hérault* B-9340).

(350) Rêgl. 1776, art. 35.

(351) *Hte-Gar.*, C. 2429, f^o 517.

(352) P-V 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 27 v^o).

plaindre des agissements de certains habitants de la ville qui se fournissent en dehors du diocèse de Comminges (353). C'est seulement à l'extrême fin du XVI^e siècle (354) que l'assemblée provinciale reconnaît formellement aux habitants la liberté d'acheter les « *vivres nécessaires à leur nourriture et provision* », sans distinction, dans les lieux qui leur paraîtront « *le plus commode* ». De toute façon le droit est dû : par le vendeur normalement ; par l'acheteur exceptionnellement, pour les provisions faites hors Languedoc ou dans un lieu privilégié de la province. Cette réglementation restera inchangée dans son principe jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (355), sauf pendant une brève période au cours de laquelle les fermiers parviennent à convaincre l'assemblée de restreindre la liberté des habitants sur le point envisagé.

Les dispositions dont nous venons de faire état sont en effet sévèrement critiquées par les fermiers, et l'on est bien forcé de reconnaître que les « *versements* » de denrées effectués d'un lieu à un autre sont une excellente occasion de frauder le fisc. Les fermiers du pied fourché notamment se préoccupent de la question (356), ainsi que le fermier général Dumas en 1731 (357). Un contrôle est même établi aux portes des villes de la province, notamment à Toulouse, pour taxer les habitants à raison des denrées achetées à l'extérieur. Mais les Etats le 1^{er} mars 1732 jugent cette « *nouveauté* » absolument contraire au règlement, et ils prennent des mesures pour empêcher les fermiers de continuer dans cette voie (358). Trois ans plus tard cependant (359) l'assemblée reconnaît que l'augmentation des droits encourage la fraude, surtout par le « *versement de la viande des petits lieux dans les grandes villes* ». L'obligation est donc faite aux habitants de « *se pourvoir de viande dans les boucheries publiques établies dans les villes et lieux de leur habitation, sans pouvoir faire versement d'un lieu à un autre, sauf en cas de défaut de boucherie ou qu'il n'y soit tué toutes sortes de viandes* » ; alors seulement les habitants pourront aller se fournir dans les boucheries « *voisines* », à la condition de rapporter un certificat du fournisseur attestant le paiement des droits (360).

On peut constater que l'interdiction de s'approvisionner en dehors du lieu de consommation n'est pas générale : elle concerne seulement les fournitures de viande. En outre et surtout la mesure n'est pas applicable aux habitants de Toulouse pour une raison majeure : la population toulousaine tire une « *grande partie de sa subsistance* » de la Guyenne et le ravitaillement de la ville poserait un problème insoluble sans cette possibilité d'approvisionnement. Les gens qui introduisent de la viande dans la ville sont cependant tenus de fournir aux commis un certificat attestant le paiement des droits, et à faute de cette pièce

(353) P-V 13 oct. 1582 (*Hte-Gar.*, C-2284, f^o 158 v^o).

(354) P-V 10 mai et 2 déc. 1599 (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 42, 83 v^o).

(355) P-V 18 nov. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f^o 136) et Règl. 1618 (art. 30) ; 1620 (31) ; 1624-1684 (36) ; 1687-1717 (38) ; 1723 (40) ; 1729 (32). Pour la période postérieure, Cf. *infra* note 367.

(356) Bail Bénézech (art. 12), 23 mai 1711 (*Hérault*, A-147, f^o 63 ; *Castelnaudary*, CC-37, n^o 2). Bail Feautrier, 18 mars 1717, *Hérault*, A-89, f^o 329).

(357) *Hérault*, A-94, f^o 21.

(358) Cf. *infra* p. 165.

(359) P-V 23 déc. 1735 (*Hte-Gar.*, C-2380, f^o 40 v^o).

(360) Règl. 1735 (art. 21) ; 1741-1747 (14).

ils sont eux-mêmes taxés (361). Le certificat, rappelons-le, émane du fournisseur (362), et non du fermier du lieu où le débit s'est effectué. Pour les fraudeurs évidemment rien de plus simple que de se procurer des certificats de complaisance. En réalité cette réglementation ne permet pas aux fermiers de l'équivalent, et notamment à celui de Toulouse qui a toujours été le principal plaignant, d'entreprendre une action efficace contre la contrebande. Les réclamations continuent (363) ; même à Carcassonne les commis sont impuissants à mettre fin au trafic frauduleux qui se fait entre la cité et la ville basse (364). Aussi bien les Etats en 1754 estiment-ils que les résultats obtenus ne justifient pas « *l'inconvénient de gêner la liberté des habitants sur un point si essentiel* » ; et ils se déterminent à « *remettre les choses au même état où elles étaient auparavant* », c'est-à-dire à proclamer la liberté d'un chacun de s'approvisionner dans le lieu de son choix (365). Malgré les réclamations des fermiers (366) ils ne reviendront pas sur cette décision (367) ; bien plus en 1768 ils reconnaîtront la même faculté aux communautés régulières et séculières, aux hôpitaux, aux hôtels-Dieu, aux entrepreneurs du Tirage des sels et d'une manière générale à tous ceux qui entretiennent des pensionnaires ou pratiquent la fourniture de services (368).

En définitive le paiement du droit dans le lieu de consommation dépend de la bonne volonté, de la conscience des intéressés. En 1786 seulement l'assemblée songera à imposer aux habitants qui se fournissent en viande dans un lieu où l'équivalent ne se lève pas l'obligation d'en faire la déclaration aux commis avant d'enfermer les provisions chez eux (369). Les fermiers se défendent comme ils peuvent. Notamment lorsqu'ils sous-afferment l'entreprise à un boucher dans une paroisse ils requièrent son engagement de ne se prêter à aucun « versement » dans une autre paroisse (370). Mais la levée des droits n'est pas toujours cédée à un boucher. Les sous-bailleurs s'efforcent alors de prévenir les conflits entre leurs sous-fermiers en stipulant que les droits, en cas de versement, seraient acquis au fermier du lieu où les denrées auraient été consommées (371), et en imposant au fermier du lieu où les fournitures auraient été faites l'obligation de rembourser les sommes qu'il aurait éventuellement perçues à cette occasion (372). L'organisation d'une régie générale dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle permet de coordonner les opérations de contrôle et facilite la surveillance ; de même la suppression des privilèges dont jouissaient un grand

(361) Règl. 1735 (art. 22) ; 1741-1747 (15).

(362) En cas de refus de celui-ci le certificat sera fait par les consuls.

(363) *Arch. Nat.*, H-1073, n° 62.

(364) *Aude*, B-994, 996, 997.

(365) P-V 9 févr. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 65). Règl. 1754 (art. 15).

(366) Représentations aux Etats (*Ardèche*, C-754, n° 57).

(367) P-V 1^{er} mars et 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151 et suiv. : C-2399, f° 86 et suiv.). Règl. 1758-1776 (art. 15) ; 1781 (20) ; 1786 (32).

(368) P-V 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 29 v°) Règl. 1768-1776 (art. 18) ; 1781 (23) ; 1786 (35).

(369) Règl. 1786 (art. 32).

(370) Affermage Saint-Fortunat, 23 mars 1758 (*Ardèche*, 13-B-18, n° 52).

(371) Affermage Roche, 25 mars 1776 (*Hte-Loire*, C-7304).

(372) Affermage Gincla, 10 mars 1788 (*Aude*, VII-C-8).

nombre de communautés de la province a pour effet inévitablement de tarif une des principales sources du trafic frauduleux (373). Mais la viande de boucherie est excessivement taxée dans les dernières décades de l'Ancien Régime et la tentation est trop forte, pour un grand nombre d'habitants, de s'approvisionner en contrebande en tirant abusivement parti d'une réglementation très libérale.

(373) A Carcassonne, où les habitants de la cité conserveront une partie de leurs privilèges, les « versements » frauduleux sont constants : Cf. *infra* p. 160

CHAPITRE III

La portée de l'imposition

Il s'agit de savoir si l'imposition s'applique d'une manière générale dans la province ou s'il faut tenir compte de certains privilèges, tenant à la personne du vendeur ou au lieu du débit.

I. — LE REJET DES EXEMPTIONS PERSONNELLES

En déclarant assujettis à l'équivalent — en 1735 — « *tous les habitants des villes et lieux de la province* » (374), le règlement de l'imposition n'apporte aucune innovation en la matière : il est « *clair et manifeste à un chacun*, écrit La Coste en 1615, *qu'il n'y a personne, de quelle qualité & condition qu'il puisse estre dans ledit pays de Languedoc, qui soit exempt de payer ledict droict, faisant estat de vendre & debiter les denrées sujettes audict droict* » (375).

On note cependant plusieurs tentatives d'exemption, dont celle des habitants d'Aigues-Mortes à la suite de leur affranchissement par lettres patentes du 24 février 1555 de tous les droits dûs à l'occasion de leur trafic « *hors et dedans ladite ville et par tout le royaume* ». Mais le fermier de l'équivalent, soutenu par le syndic général de la province, s'étant opposé à l'entérinement de ces lettres par la Cour des Aides, celle-ci le 15 février 1556 déclare lesdits habitants francs, quittes et exempts de payer l'équivalent pour les denrées débitées hors de la ville, notamment dans les diocèses de Montpellier et de Nîmes, mais à la condition d'obtenir du roi une décharge compensatrice en faveur du pays de Languedoc (376). La décharge ne sera jamais obtenue, et les Etats persisteront dans leur opposition (377). Ils l'emporteront finalement, comme le constate l'auteur anonyme d'un « *Précis historique* »

(374) Règl. 1735 (art. 9) ; 1741-1747 (50) ; 1754-1762 (51) ; 1768 (50) ; 1776 (48) ; 1780 (53) ; 1787 (66).

(375) La Coste, p. 85.

(376) *Hérault*, A-237, f° 216 et 218 ; Philippi, *Arrest...*, art. XXII.

(377) P-V 28 sept. 1557 (*Hte-Gar.*, C-2280, f° 182 v°) et 11 déc. 1599 (*id.*, C-2290, f° 107 v°).

de la ville d'Aigues-Mortes : « la franchise fut restreinte pour l'équivalent à la seule étendue du territoire de la ville. Quand les habitants portent partout ailleurs les denrées sujettes au droit, on exige d'eux le paiement, comme les autres vendeurs » (378).

Pas plus que les habitants d'Aigues-Mortes les clercs ne sauraient prétendre échapper à l'impôt du fait de leur condition. L'arrêt de règlement des aides du 23 juillet 1671 est formel sur ce point (379). En principe d'ailleurs l'équivalent grève le commerce, dont l'exercice est interdit aux clercs ; si ces derniers se mettent dans le négoce, à plus forte raison sont-ils imposables, estime d'Espeisses commentant l'arrêt de la cour du 29 octobre 1625 rendu contre Falgous, curé de Villesèque-Corbières, qui avait fait trafic de vin (380).

Les hospitaliers sont également assujettis à l'impôt, notamment pour le vin qu'ils « vendent à pot et pinte aux pauvres passant ». La Cour des Aides, d'après le témoignage de d'Espeisses, s'est prononcée sur le cas de l'hospitalier de Lunel le 21 novembre 1635 (381). On citera de plus, l'arrêt de règlement du 23 juillet 1671, dont il a été question à propos des clercs.

Les monnayeurs se sont vainement efforcés au début du XVI^e siècle d'étendre leurs privilèges à l'équivalent. Leur tentative, jugée « inique et déraisonnable » par les Etats (382), a été formellement condamnée par la jurisprudence unanime (383). L'arrêt du Conseil du 8 mars 1608 en particulier les exempta des tailles personnelles, des subsides, des péages, des droits de passage et des cotisations dans les villes de leur résidence, mais non des tailles assises sur les biens ruraux, de l'équivalent, de la foraine, de la traite domaniale et des droits d'entrée dans la province (384).

Les gens d'armes ne jouissent pas davantage d'un privilège en la matière lorsque, transgressant les ordres de l'autorité militaire, ils commercent avec la population. La Cour des Aides l'a ainsi jugé le 21 août 1628, s'agissant d'un soldat en garnison à Montpellier, tenant cabaret dans cette ville (385). Mais le ravitaillement des gens de guerre fait l'objet de mesures exceptionnelles ; il n'est guère que les fournisseurs du roi et de la Cour, lorsque sa Majesté séjourne en Languedoc, qui puissent se prévaloir de semblables dispositions (386). Dès le 25 août 1527 les commissaires royaux députés aux Etats autorisaient les hommes d'armes et les archers à se ravitailler au marché et dans les tavernes en franchise d'équivalent (387). Il était précisé peu après que les soldats « passant par étapes » bénéficiaient de l'exemption tout

(378) *Hérault*, A-237, f^o 17-18.

(379) *Hérault*, B-9340.

(380) D'Espeisses, p. 253.

(381) D'Espeisses p. 252.

(382) P-V 7 déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 207 v^o-209).

(383) Cf. les arrêts cités par La Coste dans son traité, p. 85. De même d'Espeisses, p. 253.

(384) *Toulouse*, AA-21, 208.

(385) D'Espeisses, p. 252.

(386) P-V 2 déc. 1642 (*Hte-Gar.*, C-2304, f^o 75).

(387) *Hérault*, A-234, f^o 136.

comme ceux qui étaient en garnison dans les villes de la province (388) . les uns et les autres étant nourris aux dépens des communautés (alors que l'équivalent est affirmé au profit de ces dernières), il ne serait point raisonnable, estime La Coste, que « *ledict droict soit exigé sur elles mesmes* » (389). A compter du milieu du XVI^e siècle d'ailleurs le règlement de l'imposition n'envisage pas d'autre hypothèse que celle où « *le pays ou les diocèses fournissent les vivres auxdits gens de guerre* » (390).

Les fournisseurs ne manquent pas d'abuser des facilités qui leur sont accordées. A Montpellier notamment où l'abattage quotidien de vingt moutons et de quatre bœufs est prévu en 1623 en vue de la subsistance des troupes, le fermier Claude Myot se plaint de ne pouvoir « *retirer paiement de l'équivalent des chairs qui se vendent et se débitent dans la ville* » (391). A son exemple plusieurs fermiers dénoncent les fraudes auxquelles donne lieu le logement des gens de guerre : à Banassac au milieu du XVII^e siècle les contribuables s'abstiennent de « *raisonner* » les denrées qu'ils débitent et, qui plus est, ils font menacer les commis du fermier par les soldats ; cette situation ne cesse qu'après le départ de ceux-ci le 10 mai 1651 (392). En 1683 c'est le fermier du diocèse de Nîmes qui se plaint (393). En 1693 Granier, tambour de la compagnie du marquis de Vogüé, refuse d'acquitter l'équivalent des denrées qu'il fournit à la population de Saint-Vincent-de-Barrès (394). Quelques années plus tard le syndic général de la province se fait aux Etats l'écho des plaintes des fermiers (395) : même les soldats qui en temps d'épidémie gardent les « *lignes* » établies à l'intérieur du territoire pour isoler les zones infectées pratiquent la contrebande (396). L'intendant intervient à plusieurs reprises (397), nouvelle preuve du peu

(388) P-V 20 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 27) et 24 sept. 1541 (*id.*, f° 167). Aux troupes en garnison on assimilera celles qui sont logées dans les casernes : P-V 21 janv. 1739 (*Hte-Gar.*, C-2383, f° 131).

(389) La Coste, p. 96.

(390) Rêgl. 1554 et suiv., 1618 (art. 32) ; 1620 (33) ; 1624-1684 (38) ; 1687-1717 (40) ; 1723 (42) ; 1729 (34) ; 1735 (52). Cf. également arrêt de rêgl. aides 23 juil. 1671 : « *Payeront aussi ledit équivalent... les fermiers de l'Etape sauf lorsque l'Etape sera fournie par le pays, diocèses, villes et lieux de la Province, auquel cas ne sera payé aucun équivalent pour les choses fournies aux gens de guerre* » (Hérault B-9340).

(391) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 244. Cf. ordon. du maréchal de Valançay, commandant les troupes du bas-Languedoc, en 1624 : « *On fait savoir à tous et un les habitants, marchands, bouchers et autres qu'il appartiendra de la ville de Montpellier et autres bourgs et villages circonvoisins, que la boucherie de ladite ville est libre et ouverte à tous ceux qui y voudront venir vendre et couper de la chair et que ladite boucherie est exempte de tous droits d'équivalent* ». (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 271-272). Le vin est également détaxé : arrêt aides 14 juillet 1624 cité par d'Espeisses (p. 255).

(392) *Hérault*, B-38381.

(393) P-V 18 nov. 1683 (*Hte-Gar.*, C-2328, f° 95 v°).

(394) *Ardèche*, C-1129, n° 88.

(395) P-V 3 janv. 1707 (*Hte-Gar.*, C-2351, f° 49).

(396) P-V 28 févr. 1722 (*Hte-Gar.*, C-2366, f° 83 v°).

(397) Ordon. 1^{er} déc. 1686, 1^{er} mai 1689, 8 janv. et 21 avr. 1707, 10 janv. 1710, 29 juin 1711, 18 avr. 1719, 16 déc. 1723, 18 avr. 1725, 15 févr. 1726, 27 août 1728 (*Hérault*, A-93, f° 80 ; A-94, f° 21 ; A-147, f° 83)...

d'efficacité des mesures prises. Bornons-nous à relever qu'en 1728 les soldats suisses du régiment de Brandlé, en garnison à Béziers, « *font boucherie et débitent publiquement de la viande et du vin à un bas prix, non seulement aux soldats, mais aux habitants et aux bourgeois indifféremment* » (398).

Dans le deuxième tiers du XVIII^e siècle cependant les autorités se décident, semble-t-il, à agir de façon plus énergique, à tenir enfin la main à ce que l'interdiction faite aux troupes de s'approvisionner elles-mêmes soit respectée. Il se peut également que la fourniture de l'étape soit assurée dans de meilleures conditions (399). De toute façon les réclamations ont pratiquement cessé lorsque les Etats de la province conviennent — en 1741 — d'inclure dans le règlement de l'équivalent les dispositions de l'ordonnance prise à ce sujet douze ans auparavant par l'intendant de Bernage (400) : « *Tous soldats, cavaliers et dragons, casernés ou non, ne pourront faire cabaret, vendre aucun vin, poisson ni marchandise, même en tuer pour leur propre usage ; et les habitants, cabaretiers et autres personnes ne pourront acheter desdits soldats ni vin, ni viande, ni autre marchandise sujette, ni prendre ailleurs qu'aux boucheries publiques de la viande, à peine contre les habitants de 100 livres d'amende et contre les soldats de punition corporelle... ; comme aussi lesdits soldats qui seront en quartier dans les villes de cette Province ne pourront aller prendre de la viande aux boucheries des lieux voisins pour les porter dans lesdites villes, sous les mêmes peines* » (401).

Ajoutons, pour en finir avec les gens d'armes, que les soldats invalides, même suisses, qui s'établissent commerçants — comme c'est leur droit — sont soumis à la règle commune. D'aucuns pourtant s'efforcent d'échapper à l'application de celle-ci : l'adjonction — évoquée au début de ce chapitre — d'un nouvel article au règlement en 1735 fut précisément résolue par l'assemblée provinciale, après qu'un certain nombre d'affaires concernant ces prétendus privilégiés, aient été soumises à la Cour des Aides (402). Citons l'arrêt du 20 décembre 1726, déclarant Pierre Vion, soldat invalide, hôtelier à Saint-Jean-

(398) Les soldats arborent « *un rameau aux portes et fenêtres pour servir d'indication. tout comme fait le particulier qui vend son vin* » (Hérault, A-93, f^o 80).

(399) Il n'est pas de notre propos d'envisager le rôle des étapiers. On se bornera à évoquer le contrat (art. 18) de bail à ferme de la levée du « *pied fourché* », passé entre les Etats et Bénézech le 23 mai 1711 : la viande destinée à la fourniture de l'étape est détaxée, à charge pour l'étaquier d'avoir une « *boucherie particulière* » où les habitants n'auront pas accès (Hérault, A-147, f^o 63 ; Castelnaudary, CC-37, n^o 2). Certains étapiers ne se font pas faute de ravitailler la population : le fermier de l'équivalent de Saint-Jean-du-Gard s'en plaint en 1750 (Hérault, B-20432).

(400) Ordon. 27 août 1728 (Hérault, A-93, f^o 80). Rappel 20, 24 mars 1731 (*id.*, A-94, f^o 21, 23) et 22 mars 1739 (Castelnaudary, CC-37, n^o 8).

(401) Règl. 1741-1747 (art. 54) ; 1754-1762 (55) ; 1768 (54) ; 1776 (52) ; 1780 (57) ; 1787 (70).

(402) Le texte du règlement est suffisamment explicite : « *Tous habitants des villes et lieux de la province ; même les soldats invalides et suisses qui font hôtellerie ou mangonnerie, seront sujets en droit d'équivalent* » (Règl. 1735, art. 9 et suiv. mentionnés supra note 374).

du-Gard, et tous les autres invalides sujets aux droits d'équivalent (403), et l'arrêt du 6 juillet 1731 énonçant de semblables dispositions à l'égard des suisses établis commerçants en Languedoc (404).

II. — LES VILLES ET COMMUNAUTÉS PRIVILÉGIÉES

Nous nous placerons successivement avant et après la mesure d'« abolition » des privilèges prise en 1770.

A. — LES PRIVILEGES LOCAUX JUSQU'EN 1770

Les privilèges sont nombreux et variés. L'imposition de l'équivalent en effet n'a préjudicié en rien aux franchises et libertés dont jouissaient certaines villes et communautés de la province : la cité de Carcassonne et la chatellenie des Tours-Cabardès par exemple (405) ; la baronnie de Chalabre, ou « *terre privilégiée* » du diocèse de Mirepoix, dont les sujets étaient considérés dès le XIII^e siècle comme détenant les clefs du royaume du côté de l'Espagne (406) ; Villeneuve-les-Avignon exemptée par Philippe-le-bel (407) ; Blauzac, dans le diocèse d'Uzès (408) ; Villeneuve-de-Berg, La Voulte et Boucieu, dans le Vivarais (409) ; Aigues-Mortes évidemment... De toute façon l'octroi d'un privilège spécial en la matière n'est pas nécessaire : les « *titres légitimes* » dont il est fait état dans le règlement de l'imposition pendant plus d'un siècle (410) énoncent des exemptions générales d'impôts, voire même ils concernent des « *droits locaux qui n'ont aucun trait à l'équivalent, qu'ils ont précédé de près de deux cents ans* », ainsi que les fermiers généraux indignés le dévoileront un jour (411).

A côté d'anciens privilèges, dont l'étendue d'ailleurs préoccupe les Etats (412), il faut tenir compte de créations plus récentes, concernant spécialement l'équivalent. Les Etats ne manquent pas de s'opposer aux prétentions des communautés qui invoquent des lettres de franchise et d'exemption « *nouvellement* » obtenues : par exemple (vers le milieu du XVI^e siècle) les habitants d'Auragne dans le diocèse de

(403) *Hérault*, A-94, f^o 37.

(404) *Hérault*, A-206, f^o 23. Cf. également ordon. de Bernage 1^{er} avr. 1731 (*id.*, A-94, f^o 37).

(405) *Hérault*, A-112, f^o 81.

(406) *Hérault*, A-116, f^o 5 ; *Hte Gar.*, C-2413, f^o 270.

(407) *Hérault*, B-9375.

(408) *Hérault*, B-9093.

(409) Cf. J. Régné, *Hist. du Vivarais*, t. II, pp. 291-292. En ce qui concerne plus spécialement Boucieu : *Ardèche*, 13-B-20, n^o 108.

(410) Règl. 1605 et suiv. 1618 (art. 66) ; 1620-1664 (57) ; 1667-1669 (56) ; 1681-1684 (57) ; 1687-1717 (60) ; 1723 (62) ; 1729 (54) ; 1735 (9) ; 1741-1747 (50).

(411) Représentations aux Etats, 1755 (*Ardèche*, C-754, n^o 57).

(412) P-V 21 nov. 1503 relatif au privilège des habitants de la cité de Carcassonne (*Hte Gar.*, C-2276, f^o 97).

Toulouse (413), de Sault et de Fenolhèdes (414), de Leucate, de Fitou et des Cabannes (415). On évoquera également les protestations des Etats consécutives à l'affranchissement par le roi du « port et du terroir » de Sète et de la manufacture de Villeneuve-les-Clermont. Les mesures concernant ces lieux, respectivement prises le 29 mars et le 20 juillet 1677, l'ont été, proclament-ils, « sans défense de la part de la Province et au préjudice de ses droits » (416). Mais ces protestations sont vaines : la levée des droits sera toujours adjugée par la suite « avec les réservations du port de Cette et de la manufacture de Clermont » (417). Les Etats ne sont pas moins hostiles aux communautés qui n'ont d'autre prétentions que celle de jouir de l'exemption pendant la durée des foires : Alès par exemple (418). Cette attitude est parfaitement justifiée selon d'Espeisses, « car ladite immunité ne se rapporte qu'aux marchandises ou autres choses mobilières qui se vendent en ladite foire ou marché, à l'occasion de la vente de laquelle marchandise les marchands, vendeurs ou acheteurs sont allés au lieu de la foire ou marché ; or lesdits marchands qui y boivent du vin en leur repas pour leur boisson et le payent n'y sont pas allés expressément pour cela, mais... pour acheter ou vendre lesdites marchandises ». En conséquence le vin paie l'équivalent, comme les autres denrées consommées pendant la foire (419). Le syndic général de la province intervient dans ce sens devant la Cour des Aides (420), et cette dernière à plusieurs reprises condamne les prétentions de certaines communautés (421).

L'action des Etats est beaucoup plus efficace, cela va sans dire, lorsque le privilège invoqué n'est fondé sur aucun titre. Ainsi au début du XVI^e siècle l'assemblée provinciale met un point d'honneur à soumettre à la règle commune les habitants de Toulouse, lesquels se voulaient privilégiés tant pour leur approvisionnement en salaisons que pour la vente de leurs vins (422). Par la suite ce sont les hôteliers, toujours de Toulouse, qui sont mis au pas : en leur faveur ils invoquaient

(413) P-V 14 nov. 1566 (*Hte-Gar.*, C-2281, fo 348 v°).

(414) P-V 28 déc. 1568 (*Hte-Gar.*, C-2282, fo 90).

(415) P.V. 25 sept. 1554 et 4 févr. 1616 (*Hte-Gar.*, C-2279, fo 414 ; C-2294, fo 320 v°).

(416) P.V. 15 janv. et 12 déc. 1678 (*Hte-Gar.*, C-2322, fo 88 v° ; C-2323, fo 25 v°). Sur la manufacture de Villeneuve ou Villeneuve-les-Clermont, fondée en 1670 et devenue manufacture royale en 1677, Cf. E. Appolis : *Un pays languedocien...* pp. 321, 514 sq. Les intérêts du port de Sète et ceux de la manufacture de Villeneuve sont d'ailleurs liés (L. Dermigny : *Sète*, pp. 11-13).

(417) P.V. 12 déc. 1681 (*Hte-Gar.*, C-2326, fo 54) ; 22 nov. 1687 (*id.*, C-2332, fo 38 v°) ; 13 févr. 1754 (*id.*, C-2396, fo 117) ; etc...

(418) Henry IV (septembre 1589) avait établi deux foires franches (*Hérault*, B-42811).

(419) D'Espeisses, *op. cit.*, pp. 252-253.

(420) Ainsi son intervention au procès entre le fermier du diocèse d'Uzès et les consuls de Pont-Saint-Esprit en 1610 (*Hte-Gar.*, C-2292, fo 299, 305, 356 v°).

(421) Arrêts 18 déc. 1613 et 27 janv. 1637 cités par La Coste (*op. cit.* p. 71) et d'Espeisses (*op. cit.* p. 253). Y joindre arrêt 23 juil. 1671 (*Hérault*, B-9340).

(422) Cf. *infra* p. 278.

l'usage, un usage remontant à 1487 (423). En réalité le parlement s'était prononcé en 1488 sur les modalités de l'assujettissement desdits hôteliers, il avait établi une réglementation favorable à ces commerçants, mais il ne les avait d'aucune manière déclarés exempts d'équivalent (424). Par la suite il semble que des accords particuliers aient été conclus entre les capitouls et les hôteliers d'une part, les fermiers de l'impôt d'autre part, autorisant les capitouls à désigner un certain nombre d'hôtelleries — seize en définitive — où les denrées sujettes à l'équivalent pourraient être débitées en franchise. Des accords de ce genre sont encore passés entre les capitouls et les fermiers vers 1540, et le parlement par l'arrêt du 19 décembre 1541 confirme le choix des établissements fait par les capitouls (425). Mais au milieu du XVI^e siècle les fermiers se refusent à composer. Ils font assigner devant la Cour des Aides les capitouls et les hôteliers, lesquels de leur côté saisissent le parlement. Finalement l'affaire est évoquée devant le Grand Conseil (426), cependant que les consuls d'Albi réclament l'extension du privilège à leur ville. L'assemblée condamne cette prétention le 27 novembre 1545 (427), et trois ans plus tard, doutant que « *Messieurs de Toulouse se privileigeoient eulx mesmes* », elle leur enjoint de produire dans deux mois les titres constitutifs du privilège invoqué (428). Le règlement de l'équivalent d'ailleurs fait état de cette décision (429), provoquant l'indignation des toulousains ainsi entraînés dans une « *merveilleuze servitude* ». En 1549 en tout cas les titres réclamés ne sont pas produits, et pour cause (430). Les capitouls cependant s'obstinent (431), et l'affaire continue : la Cour des Aides à plusieurs reprises condamne la province à indemniser le fermier Jean Cazes pour sa non-jouissance dans la ville de Toulouse (432), et le syndic général non moins régulièrement actionne les capitouls en garantie. Le 13 avril 1562 enfin une transaction est conclue entre les deux parties, les capitouls consentant entre autres choses à la perception de l'équivalent sur tous les hôteliers de la ville sans exception (433). Par la suite on note quelques difficultés de temps à autre (434), quelques réclamations des capitouls tendant à faire revenir les Etats sur leur décision (435), au moins à l'égard des deux « *logis* » de l'Ecu et de la

(423) *Toulouse*, AA-13, 261; *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 348.

(424) Cf. *supra* p. 57.

(425) *Toulouse*, AA-13, 260.

(426) *Hérault*, B-14, f^o 111 v^o.

(427) *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 348.

(428) P.V. 5, 6, 7 nov. 1548 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 81 v^o - 92 v^o).

(429) Règl. 1548.

(430) P.V. 25 oct. 1549 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 138).

(431) P.V. 23 et 25 oct. et 2 nov. 1551 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 260, 263, 285 v^o) ; 20 oct. 1552 (*id.* 322 v^o) ; 19 nov. 1553 (*id.*, f^o 386 v^o) ; 25 sept. 1554 (*id.*, f^o 413 v^o) ; ordon. trésoriers 23 mars 1555 (*Toulouse*, AA-16 14-15).

(432) Notamment 13 sept. et 17 déc. 1558, 24 avr. 1559 et 11 mars 1561 (*Hte-Gar.*, C-2280, f^o 35 v^o, 111, 183, 261 v^o sq., 280 v^o, 353, 354 v^o s., 358 v^o sq., 413 v^o, 429 v^o, 446 v^o ; C-2281, f^o 49, 59).

(433) *Hte-Gar.*, C-2281, f^o 94 v^o, 99 v^o ; *Hérault*, A-46, f^o 455.

(434) P.V. 4 nov. 1597 (*Hte-Gar.*, C-2287, f^o 212).

(435) *Toulouse*, AA-22, f^o 58.

Halle qui font partie du domaine de la ville (436). Mais les Etats restent inflexibles (437) : le règlement jusqu'à la fin de l'Ancien Régime affirme leur volonté sur ce point (438).

Les toulousains ne sont pas les seuls à invoquer des prétextes plus ou moins fallacieux pour échapper à l'impôt. Un exemple caractéristique : celui des communautés riveraines du Rhône (Beauchastel, Le Pouzin, Baix, Saint-Marcel) dont le territoire, par suite d'atterrissements, s'étendait sur la rive gauche du fleuve (439). Au début du XVIII^e siècle on voit les habitants de ces communautés, quoique taillables en Languedoc, alléguer qu'ils sont « *obligés de se servir de sel en Dauphiné* » et qu'ils sont « *justiciables du Dauphiné pour les gabelles* », pour se prétendre exempts d'équivalent, ou tout au moins justiciables de la Cour des Aides de Grenoble pour ledit droit, celui-ci étant imposé sur « *les choses sujettes à la gabelle du Dauphiné, qui sont les chairs et poissons salés du sel de Dauphiné* ». Le syndic général de Languedoc intervenant au procès opposant le fermier de l'équivalent du haut-Vivaraux aux habitants de ces territoires n'a aucune peine à démontrer la faiblesse de ces arguments : mais les ressources de la procédure permettront aux adversaires du fermier de prolonger le débat : il ne faudra pas moins de deux arrêts du conseil pour régler le conflit de juridiction entre la Cour des Aides de Montpellier et celle de Grenoble (440). Finalement l'équivalent sera perçu à Beauchastel ainsi qu'en témoignent plusieurs sentences prononcées au cours du XVIII^e siècle par le conservateur d'Annonay (441) ; mais non dans les territoires du Pouzin, de Baix et de Saint-Marcel situés « *au delà du Rhône* », endroits peu fréquentés d'après le syndic général, et où le fermier de l'équivalent et ses commis peuvent très bien ignorer l'existence d'un cabaret (442). En réalité pour de nombreuses communautés, dont celles de Baix et de Saint-Marcel (443), l'usage, la tradition tiennent lieu de titre. Et qu'invoquaient les hôteliers toulousains au milieu du XVI^e siècle, sinon l'usage établi par une longue suite d'accords particuliers avec les fermiers de l'impôt ? De même le titre constitutif du privilège du Gévaudan — cette faculté qu'ont les habitants du diocèse de Mende de détailler la viande sans entrave, en exemption d'impôt — aurait disparu en 1579 si l'on en croit les intéressés, au cours du pillage des archives diocésaines

(436) *Toulouse*, AA-22, f^o 72 ; AA-25 f^o 96.

(437) P.V. 9 févr. 1661 (*Hte-Gar.*, C-2311, f^o 188 v^o) et 6 nov. 1762 (*id.*, C-2405, f^o 106). En ce qui concerne les deux « *logis* » mentionnés, Cf. arrêt aides 5 août 1616 (*Toulouse*, AA-21, 279).

(438) Règl. 1554 et suiv. : 1618 (art. 40) ; 1620 (41) ; 1624-1684 (44) ; 1687-1717 (46) ; 1723 (48) ; 1729 (40) ; 1735-1747 (55) ; 1754-1762 (56) ; 1768 (55) ; 1776 (53) ; 1781 (58) ; 1786 (71).

(439) Il a constamment été jugé que « *le Rhône, ses îles, crémens et atterrissement* » faisaient partie du Languedoc (*Loix munic. et économ.* I, pp. 5-199). Sur les démêlés des communautés en question avec les fermiers de l'équivalent, Cf. *Ardèche*, 13-B-19, n^o 6 ; C-136, n^o 1-27 ; C-753, n^o 18 ; C-754, n^o 54 ; *Hérault*, B-9075-9077 ; Cf. également Aug. Roche : *Beauchastel* pp. 95-110.

(440) Arrêts 5 oct. 1705 et 16 déc. 1710 (*Lois munic. et éco.* 1, pp. 28-36).

(441) Cf. notamment *Ardèche*, 13-B-7, n^o 47 ; 13-B-13, n^o 6 et 60.

(442) *Ardèche*, C-136, n^o 23.

(443) *Ardèche*, C-136, n^o 15.

et des dépôts publics de la ville de Mende ; mais pour le syndic du Gévaudan, il ne fait aucun doute que la possession « *habet vim tituli constituti* » (444). De même encore le privilège dont jouit en matière d'équivalent la ville de Beaucaire pendant la durée de la foire est essentiellement coutumier (445) jusqu'à sa consécration par le conseil d'Etat le 11 juin 1746 (446). Enfin les Etats de Languedoc eux-mêmes en 1754 cessent de lier l'exemption à la possession d'un « *titre légitime* » : le nouvel article 51 proclame l'équivalent perceptible dans toute la province, sans préjudice cependant des privilèges, franchises et immunités dont certaines villes et communautés sont en « *possession actuelle* » (447).

Aussi bien les communautés privilégiées sont-elles nombreuses. La compagnie parisienne adjudicataire de la levée des droits en 1755 en est déconcertée : « *...tant de privilèges auxquels les fermiers généraux n'avaient pas lieu de s'attendre, et surtout dans des endroits aussi intéressants* »... La liste qui est alors dressée, et que nous publions ci-après, comprend une cinquantaine de communautés, et encore est-elle incomplète : les villages dépendant de la baronnie de Chalabre, Puylaurens (diocèse d'Alet), le Pouzin (diocèse de Viviers) notamment n'y figurent pas, non plus que les lieux expressément mentionnés dans le règlement de l'imposition, à savoir Beaucaire (pendant la foire), Sète et la manufacture de Villeneuve-les-Clermont. On ajoutera qu'un privilège tel que celui du Gévaudan intéressait toutes les communautés du diocèse de Mende, et qu'enfin la levée des droits dans la ville de Narbonne constituait une entreprise municipale à laquelle le fermier général était étranger.

Sont donc privilégiés au milieu du XVIII^e siècle les villes, bourgs, établissements suivants (448) :

— dans le diocèse de Viviers :

Boucieu-le-Roi ; Villeneuve-de-Berg ; La Voulte ; Bourg-Saint-Andéol ; les îles de Baix ; Saint-Jean-le-Centenier (pendant les foires) ; Gras (pendant les foires).

— dans le diocèse du Puy :

Le Chambon.

— dans le diocèse de Nîmes :

Villeneuve-les-Avignon, « *très considérable par lui-même et l'objet de ses foires* ».

(444) Mende, HH-8. sur le privilège Cf. *supra* p. 101.

(445) On note des contestations au milieu du XVI^{me} siècle (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 359 v^o-362) et surtout en 1743 (*Arch. Nat.*, H-831, n^o 19).

(446) *Hérault*, A-222, f^o 89. L'instruction de l'affaire avait été confiée à l'intendant Le Nain (*Hte-Gar.*, C-16, f^o 21 et 101). A compter de 1747 il sera fait mention du privilège de Beaucaire dans le règlement de l'équivalent : 1747 (art. 50) ; 1754-1762 (51) ; 1768 (50) ; 1776 (48) ; 1780 (53) ; 1787 (66).

(447) Règl. 1754 (art. 51). Il est probable que la mesure a été prise pour empêcher le futur adjudicataire (dont on avait lieu de redouter l'administration) d'entreprendre une action d'envergure contre les communautés privilégiées.

(448) *Ardèche*, C-754, n^o 57.

— dans le diocèse de Mende, indépendamment du privilège du Gévaudan :

Chamorigaud ; Bédouès ; Chaniat ; Grizac, Sénéchas ; Combret ; Pont du Rastel ; Saint-Maurice ; Valenton ; Belle-Poële ; La Rivière ; La Bastide ; Trévas « *et plusieurs autres paroisses* ».

— dans le diocèse de Montpellier :

Aigues-Mortes ; le fort de Peccais ; les salins de Peccais ; le Pouget (pendant les foires).

— dans le diocèse de Carcassonne :

La cité de Carcassonne, « *objet aussi considérable que la ville, où elle fait un versement continu, n'en étant séparée que par le pont* » ; Laprade ; Montredon ; Montlégun ; Fournes ; Lastours ; Les Iles ; Limouzis ; Salsigne ; Villanière ; Fajac ; Molières.

— dans le diocèse de Castres :

Margnès-de-Brassac.

— dans le diocèse de Toulouse :

Villaudric.

En consacrant — en 1754 — le rôle de la possession en la matière l'assemblée provinciale se réserve le droit (Règl. 1754, art. 51) de « *se faire représenter les titres desdites franchises et immunités pour en délibérer* ». L'assemblée déclare également à cette occasion qu'elle n'entend aucunement priver le fermier de ses droits, mais on a tout lieu de suspecter ses véritables intentions (449). De fait lorsque le fermier la requiert d'user du droit réservé dans l'article 51, elle lui oppose qu' « *ayant excepté par ledit article les villes et lieux en possession actuelle des exemptions, privilèges, franchises et immunités concernant les droits d'équivalent, cet article doit être exécuté à leur égard, par la seule raison de cette possession ; sauf au fermier à exercer ses droits contre les villes et lieux qui ne sont pas en état de justifier de ladite possession, et à se pourvoir à cet effet devant les juges qui doivent connaître de l'exécution des articles* » (450). Le fermier en tout cas n'est pas « *personne légitime* » pour prendre connaissance des titres d'exemption (451). Après la résiliation du bail passé avec la compagnie parisienne les Etats ne reviendront pas sur la mesure prise en 1754. Les règlements de 1757 et de 1762 (art. 51) réservent toujours leur droit d'examiner les titres constitutifs de privilèges « *dans tel délai qu'il leur plaira de déterminer* ». En fait l'examen de ces pièces, plusieurs fois ajourné (452), est toujours en suspens lorsque le roi, exigeant en 1768 un nouvel abonnement des dons gratuits payables par toutes les villes et communautés de la province sans exception, permet aux Etats d'y affecter une partie du produit de l'équivalent et se déclare prêt en conséquence à abolir les privilèges existant en la matière (453).

(449) Sur l'hostilité des Etats à l'égard de la compagnie parisienne, Cf. *infra* pp. 221 sq.

(450) P.V. 1er mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 150 v° et suiv.).

(451) P.V. 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2399, f° 86 et suiv.).

(452) P.V. 28 févr. 1764 (*Hte-Gar.*, C-2406, f° 271) et 5 janv. 1765 (*id.*, C-2407, f° 189 v°).

(453) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 26 v° ; Cf. *infra* p. 459 sq.

B. — LES PRIVILEGES LOCAUX APRES 1770

La proposition royale d'abolition des privilèges est favorablement accueillie par la majorité de l'assemblée provinciale : comment en effet les communautés intéressées se refuseraient-elles à la « *justice de ces assujettissements* », au moins « *pendant tout le temps qu'en subsistera la cause* » ? seule l'exemption touchant la foire de Beaucaire paraît devoir être maintenue « *attendu l'importance de cette foire pour l'avantage du commerce non seulement de la province mais de tout le royaume* » (454). Le nouvel article 50 du règlement de l'imposition (applicable à compter du 1^{er} avril 1770) prescrit donc la levée de l'équivalent « *sans exception et nonobstant toutes les immunités et privilèges à ce contraires, sauf la ville de Beaucaire pendant la durée de la foire seulement* » (455).

Des protestations s'élèvent aussitôt de plusieurs points de la province, notamment de Villeneuve-les-Avignon, où les consuls estiment qu'assujettir la communauté à l'équivalent revient à la grever d'un droit « *qui se porte à 50 fois plus qu'elle ne doit supporter pour sa portion du don gratuit* » (456) ; à leur exemple les consuls de Sète et de Villeneuve-de-Berg offrent de contribuer pour leur quote-part au paiement du don, mais s'opposent à l'enregistrement, par la Cour des Aides, des lettres patentes du 18 février 1769 et du règlement de l'imposition (457). A Villeneuve-de-Berg (458) le 31 mars 1770 la population assemblée au son du tocsin se livre à des voies de fait sur la personne du fermier et de ses commis, lesquels « *eussent été massacrés si, après être restés cachés quelque temps, ils n'avaient trouvé moment de s'échapper et de s'évader* ». A la suite de ces incidents et des insultes dont est l'objet quelques jours plus tard dans la même ville un étranger que la population prend pour le fermier, celui-ci déclare abandonner la ferme aux consuls et à la communauté, cependant que le prince de Beauvau (459) ordonne la poursuite des meneurs malgré les efforts prodigués par le syndic général et par le syndic diocésain en vue d'atténuer les effets de l'émeute. La population persiste cependant dans son attitude. Les enseignes sont abattues lorsque le fermier revenant sur sa décision retourne avec son commis à Villeneuve le 5 juillet 1770 : « *... il se serait élevé contre nous, écrit-il, un cris général des habitants des rues par où nous passions, criant qu'il falloit nous assommer à coups de pierres et nous chasser de la ville, que nous étions des canailles, des fripons, voleurs et qu'il ne falloit pas souffrir ces f... rats de cave et les égorger, et les artisans de boutique comme cordonniers, menuisiers, serruriers, charpentiers, ferblantiers,*

(454) Delib. 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 30 v°) autorisée par lettres pat. 18 févr. 1769 (*Hérault*, A-112, f° 78).

(455) Règl. 1768 (art. 50).

(456) *Hérault*, B-9375.

(457) *Hérault*, A-112, f° 80 ; B-9093, 9375.

(458) La levée des droits à Villeneuve-de-Berg avait été affirmée pour 3.050 livres par an (*Ardèche*, C-754, n° 61).

(459) Commandant en chef en Languedoc.

se seroient mis à frapper de leurs marteaux en faisant un bruit épouvantable... sans que ni les consuls ni la brigade de maréchaussée ni l'officier des troupes qui y sont en garnison (nous) eussent donné le moindre secours ». Le 10 juillet la cour des Aides prescrit aux consuls et aux officiers de la maréchaussée de prêter main forte au fermier et à ses commis, et de leur procurer « une maison convenable tant pour le logement... que pour pouvoir y établir le Bureau des droits ». En vain : le 2 décembre 1773 les Etats constatent que le fermier de Villeneuve-de-Berg doit la somme de 10.675 livres, et que « ce défaut de paiement vient de la résistance des habitants à laisser percevoir les droits d'équivalent, la main forte donnée par les troupes n'ayant pas été capable de les contenir, et les commis ayant été forcés d'abandonner l'exploitation de cette sous-ferme (460). La perception de l'équivalent se heurte à d'aussi sérieuses difficultés à La Voulte, où les habitants sont « si affectés qu'ils sont fanatiques et ne raisonnent pas », où le fermier d'ailleurs a été « saisi par l'aventure de Villeneuve-de-Berg d'une terreur panique » (461) ; au Pouzin, d'où les commis sont « délogés avec violence » et où les autorités municipales prennent le fait et cause des habitants verbalisés (462) ; à Boucieu (463) ; à Sète et à Aigues-Mortes (464).

La Cour des Aides ayant renvoyé devant le conseil d'Etat les recours intentés par ces communautés (465), le conseil statuera le 26 mars 1770 sur le cas de Sète, de Villeneuve-de-Berg et d'Aigues-Mortes (466), et le 9 avril suivant sur le cas de Blauzac (467) : les prétentions de ces communautés seront formellement condamnées. Par contre le roi aura égard aux requêtes présentées par les habitants de la cité de Carcassonne, de la chatellenie des Tours-Cabardès et de la « terre privilégiée » du diocèse de Mirepoix : l'imposition ne sera établie dans les deux premiers lieux que « sur le pied du tiers desdits droits », et il est bien spécifié qu'elle cessera lorsque les dons gratuits des villes ne seront plus exigés (468) ; quant aux communautés

(460) *Hte-Gar.*, C-2416, f° 234 v°, sur les événements dont la cité de Villeneuve-de-Berg fut le théâtre en 1770, Cf. *Ardèche*, C-754, n° 61 à 103, et *Hérault*, B-47601.

(461) *Ardèche*, C-754, n° 78, 83, 104-108. L'impôt est affermé dans les lieux du Pouzin et de La Voulte et dans le mandement en dépendant pour 1.450 livres par an (*Hte-Gar.*, C-2413, f° 271 v°).

(462) *Hte-Gar.*, C-2413, f° 272.

(463) *Ardèche*, 13-B-20, n° 108.

(464) Les consuls sont contraints d'accompagner les commis dans leur exercices (*Ardèche*, C-754, n° 102). Le « *Précis historique de la ville d'Aigues-Mortes* » est contemporain de l'établissement de la ferme dans le lieu. L'auteur constate que « malgré tous les mouvements que la communauté s'est donnée, on exige à présent le droit dans la ville, ce qui porte un préjudice considérable à la pêche et au commerce du poisson frais et salé... Il est à craindre, déclare-t-il, que l'atteinte portée aux privilèges et qu'on a d'abord présentée comme une suspension momentanée de franchises n'entraîne la suppression totale de l'exemption et n'accélère l'entière ruine d'une ville qui depuis longtemps est dans un état de déperissement qui semble augmenter chaque jour » (*Hérault*, A-237, f° 17-18).

(465) Arrêt 15 avr. 1769 (*Hérault*, A-112, f° 80).

(466) *Hérault*, A-112, f° 85.

(467) *Hérault*, A-112, f° 95.

(468) Arrêt 26 mars 1770 (*Hérault*, A-112, f° 81).

dépendant de la baronnie de Chalabre, elles continueront de jouir de l'exemption d'équivalent moyennant le paiement de 3.400 livres par an (469).

Quelques plaintes seront transmises aux Etats, mais ces derniers, qui pour leur part avaient toujours hésité à mettre directement en question la légitime des privilèges, se retrancheront volontiers derrière les ordres du roi (470), dissimulant à peine leur satisfaction de voir résolu à leur entière convenance un problème particulièrement délicat. Successivement ils condamneront les prétentions de la communauté de Puylaurens, « *sauf à celle-ci à se pourvoir ainsi qu'elle avisera devers SM* », les Etats déclarant au surplus qu'en ce qui les concerne « *la décharge du paiement des dons gratuits opèrerait sans difficulté celle des droits d'équivalent* » (471) ; ils repousseront les « *nouvelles représentations* » des villes de Sète et d'Aigues-Mortes ; ils iront jusqu'à déplorer les mesures exceptionnelles prises en faveur de la cité de Carcassonne, de la châellenie des Tours-Cabardès et de la baronnie de Chalabre — ces mesures « *pouvant avoir donné lieu aux itératives réclamations de Sète et d'Aigues-Mortes* » (472) ; ils rejeteront la requête présentée par le comte du Roure en faveur de ses terres de Grisac et de Bellegarde (473) ; enfin ils refuseront de prendre en considération le mémoire remis par la communauté de Margnès, estimant « *comme également juste de ne mettre aucune différence entre lesdites communautés et celles qui ont été déboutées de pareilles demandes* » (474).

Le nombre de lieux privilégiés est donc considérablement réduit à la fin de l'Ancien Régime, et le règlement de l'imposition est d'ailleurs très précis sur ce point « *pour éviter toute discussion ou prétexte de demandes en indemnités de la part des fermiers* » (475). La liste de ces lieux appelle quelques commentaires :

— Les quinze paroisses dépendant de la baronne de Chalabre sont abonnés au paiement des dons gratuits, mais en fait le recouvrement de la somme représentant le prix de l'abonnement (3.400 livres par an) se fait très difficilement : au 1^{er} janvier 1784 la dette des communautés s'élève à 36.102 livres 6 sous 11 deniers (476).

(469) En 1771 l'archevêque de Narbonne, instruit de la résistance de ces communautés, avait estimé « *par certaines considérations particulières* » devoir faire surseoir à la perception de l'impôt (P.V. 5 janvier 1771 ; *Hte-Gar.*, C-2413, f^o 268). En fait l'évêque de Saint-Pons, frère du marquis de Chalabre et député de la province à la cour, avait pris un « *très vif intérêt* » à l'affaire (*Arch. Nat.*, H-893, n^o 97), et finalement l'arrêt du conseil du 7 février 1774 pose les conditions du forfait (*Hérault*, A-116, f^o 5).

(470) Cf. notamment P.V. 5 janv. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2413, f^o 278).

(471) P.V. 26 nov. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2414, f^o 160 v^o).

(472) P.V. 5 janv. 1775 et 3 févr. 1776 (*Hte-Gar.*, C-2417, f^o 316 ; C-2418, f^o 77-78).

(473) Terres « *jouissant des mêmes immunités que celles de Villeneuve-de-Berg* » (*Hte-Gar.*, C-2418, f^o 79).

(474) P.V. 3 févr. 1776 (*Hte-Gar.*, C-2418, f^o 79).

(475) P.V. 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f^o 316). Règl. 1776 (art. 48) ; 1780 (53) ; 1787 (66).

(476) *Hte-Gar.*, C-2426, f^o 428.

— Dans la cité de Carcassonne et sur le territoire de la châtellenie des Tours-Cabardès l'équivalent est perçu, mais le taux des droits et réduit dans la proportion des deux tiers. Ajoutons que les intéressés ne sont pas satisfaits d'un statut qui ne les met pas à couvert des exercices des commis. Les consuls de la cité de Carcassonne notamment préféreraient un abonnement; ils avanceraient même un prix : 650 livres par an. Mais les Etats rejettent cette proposition (477).

— La ville de Beaucaire en ce qui la concerne jouit de l'exemption pendant la durée de la foire.

— L'équivalent enfin n'est pas imposé dans le comté de Caraman, qui pendant presque toute la durée de l'Ancien Régime a constitué au centre de la sénéchaussée de Toulouse une enclave dépendant de l'élection de Lomagne et par conséquent de la province de Guyenne. Il n'est pas de notre propos de nous étendre sur la cause de cette situation particulière, mais on se doit de mentionner qu'à plusieurs reprises le principe de la réunion du comté au Languedoc a été posé; notamment par l'édit de septembre 1660 (478). Les Etats de Languedoc avaient alors exprimé leur satisfaction de voir accrues les facultés contributives de la province et surtout l'« *ancien patrimoine* » de celle-ci, puisqu'aussi bien les droits d'équivalent allaient pouvoir être établis sur le territoire du comté (479); de fait la levée de l'impôt pendant la période comprise entre le 18 juillet 1662 et le 28 février 1665 y fut adjugée pour 1870 livres (480). Mais en 1663 les officiers de l'élection de Lomagne réussissaient à « *surprendre* » un arrêt du conseil contraignant les communautés du comté à acquitter leurs impositions dans ladite élection, et par la suite pendant plusieurs décades il ne devait plus être question de la réunion de ce territoire au Languedoc. Le problème est à nouveau posé au milieu du XVIII^e siècle, et finalement par édit de mai 1779 la réunion est décidée (481). Toutefois les Etats provinciaux laisseront aux habitants du comté le choix du système fiscal : traditionnel ou languedocien (482); et l'on pourra ainsi constater le peu d'empressement mis par les intéressés à se soumettre à des impositions nouvelles pour eux, et notamment à l'équivalent (483). A la veille de la Révolution ils ne s'y sont pas encore résolus (484).

(477) P.V. 5 janv. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2413, f^o 269).

(478) « *Loix munic. et éco.* », I, pp. 218-223; IV, pp. 485-520; Cf. également P.V. 11 févr. 1659 (*Hte-Gar.*, C-2310, f^o 178).

(479) P.V. 28 févr. 1662 (*Hte-Gar.*, C-2312, f^o 111).

(480) P.V. 28 févr. 1662 et 20 janv. 1663 (*Hte-Gar.*, C-2312, f^o 222 V^o). Précisons que le bail à ferme de la levée des droits dans la province devait prendre fin le 28 février 1665.

(481) *Loix munic. et écon.*, I, pp. 218-226.

(482) P.V. 24 déc. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2425, f^o 389).

(483) Le fermier général de l'équivalent en profitera pour demander une indemnité pour non jouissance de son bail en 1782 (Cf. *infra* p. 281).

(484) P.V. 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f^o 467) et règl. 1787, art. 66.

CHAPITRE IV

La liquidation de l'impôt

La taxe étant proportionnelle à l'écoulement (485), les denrées seront déclarées et « *raisonnées* » au fermier ou à ses commis avant la mise en vente, et le débit sera contrôlé par des visites périodiques. La liquidation de l'impôt nécessite donc deux contrôles successifs, indépendamment des vérifications qui tendent uniquement à prévenir la fraude et qui sont effectuées dans des cas où l'équivalent n'est pas perceptible.

SECTION I

Le contrôle des marchandises exposées en vente

En quoi consiste le contrôle? A quel moment et par qui doit-il être effectué? telles sont les principales questions qui se posent.

I. — LA TECHNIQUE DU CONTROLE

Il convient de s'entendre sur le sens du terme « *raisonner* » que l'on rencontre couramment dans les textes concernant la matière. Pour La Coste « *la simple déclaration comme faite en gros et en général, n'est suffisante pour en conséquence d'icelle faire aucune vente ; ains outre et par dessus... faut de nécessité pour bien raisonner que le tout soit veu, pesé et marqué* » (486).

(485) « *Payer le droit à proportion de la vente* » : Règl. 1687-1717 (art. 53) ; 1723 (55) ; 1729 (47) ; 1735 (33) ; 1741-1762 (31) ; 1768 (20, 30) ; 1776 (20, 28) ; 1781 (25, 33) ; 1787 (37, 45).

(486) La Coste, *op. cit.* p. 98.

Cette explication, pour peu qu'on précise certain point, peut être admise. Toutes les denrées imposables, quelle qu'elles soient, sont effectivement présentées au fermier ou à ses commis ; et la viande et le poisson normalement sont pesés au moment de la présentation. En ce qui concerne le vin, s'il appartient aux commis de vérifier la quantité contenue dans les tonneaux, ils doivent pour ce qui est de la capacité des tonneaux s'en tenir à l'évaluation faite par les jaugeurs jurés. Les Etats sont formels sur ce point : le certificat des jaugeurs fait foi, sauf à être procédé en cas de réclamation à un nouveau jaugeage par deux autres jaugeurs, aux frais du perdant (487). Mais il ne suffit pas de connaître la quantité contenue dans un fût. Le prix du vin varie considérablement d'après la qualité, et comme le produit est taxé *ad valorem* les commis doivent être édifiés sur cette qualité, à tout le moins savoir si le vin est blanc, rouge ou claret (488). Il n'est pas douteux qu'ils ont le droit de goûter le produit (489).

Ce point éclairci, nous nous étendrons quelque peu sur les deux formalités dont fait état La Coste : la pesée et l'apposition de la marque. Nous traiterons également de l'enregistrement, car il est bien évident que les marchandises « raisonnées » doivent être enregistrées sur les livres du fermier.

a) La pesée.

La pesée est indispensable pour la viande et le poisson, taxés à tant par livre ou par quintal. Le seul problème qui se pose est celui de l'autorité chargée de l'opération. Le personnel de l'administration fermière est-il qualifié ? Ou bien doit-il faire appel aux autorités chargées de la police du marché ? La question en fait n'a été débattue qu'à Toulouse dans la première moitié du XVI^e siècle. Les bayles de la boucherie, chargés de la « *visitation des viandes* » se prétendaient en droit d'effectuer l'opération (490) ; quant aux commis de l'équivalent, ils auraient dû se borner à prendre acte, à « *faire le rapport* » de la viande pesée et marquée, suivant les arrêts du parlement du 26 mars et du 15 septembre 1526 (491). Le conflit n'est pas encore tranché en 1548 puisque les Etats, consacrant dans une disposition du règlement le droit pour le fermier de « *généralement par tout le pays peser la chair* », réservent expressément le cas de Toulouse (492). Mais en 1556 la décision est prise : « *Et où les fermiers du droit tant de la ville de Toulouse que des autres villes et lieux du pays de Languedoc en faisant faire le poids des chairs mises en vente aux boucheries seraient empêchés... en ce cas le syndic prendra la cause pour les fermier contre les bouchers de Toulouse et autres, et est enjoint au fermier de Toulouse de faire peser la chair* » (493). Le règlement de l'équivalent est également formel sur ce point en 1557, et de même

(487) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f^o 151 sq.).

(488) Cf. directives à Couderc, 1668 (*Hte-Loire*, C-7302).

(489) « *Voie permise et licite* », suivant les Etats (Cf. *infra* p. 188).

(490) Arrêts parlement 26 août 1519 (*Toulouse*, AA-13, 48) et 8 janv. 1562 (AA-18, 81).

(491) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 95 ; *Toulouse* AA-23, 31.

(492) Règl. 1548.

(493) P-V 28 sept. et 4 oct. 1556 (*Hte-Gar.*, C-2280, f^o 111 v^o, 147 v^o).

dans une clause du bail passé le 30 septembre 1557 avec le fermier général Borrit il est expressément spécifié que la viande sera pesée à Toulouse comme dans les autres villes (494). Les toulousains cependant ne se soumettent pas immédiatement (495) et la Cour des Aides doit intervenir plusieurs fois dans le troisième quart du XVI^e siècle pour faire appliquer le règlement de l'équivalent (496). L'arrêt du 10 mai 1572 notamment ordonne aux capitouls de remettre dans un mois devers la Cour sous peine de cinq cents livres d'amende une romaine qu'ils ont saisie aux commis de l'équivalent (497). Le conflit s'apaise par la suite ; mais le règlement ne cessera pas de proclamer jusqu'à la fin de l'Ancien Régime qu' « *il est loisible au fermier généralement par tout le pays de peser la chair* » (498).

b) Les marques.

L'impression d'une marque sur les quartiers de viande ou l'apposition d'un cachet sur les barils de poisson salé ou sur les tonneaux de vin doit permettre de distinguer la marchandise inventoriée de celle qui ne l'est pas. Passons rapidement sur les cachets, dont l'apposition ne pose pas de problèmes particuliers. L'arrêt de règlement des aides du 20 janvier 1689 (art. 5) autorise les commis à « *boucher les tonneaux... avec du papier mis en croix à quatre cachets* », à charge de les déboucher une fois par semaine ou plus souvent s'ils en sont requis (499). En ce qui concerne plus spécialement les « *marques et contre-marques* », le règlement pendant près de deux siècles (1563-1735) fait une obligation aux fermiers de prendre celles « *des consuls des villes et villages* », ou à défaut celles « *des consuls des villes faisant chef de viguerie ou villes maitresses* » (500). Les fermiers n'ont pas le choix par conséquent, mais on ne signale pas de réclamation de leur part pendant cette période, sinon au Puy où les bouchers se prétendent en droit d'utiliser les services de marqueurs professionnels (501). Un point est certain : les cas de contrefaçon soumis aux juges de l'équivalent sont rares (502). La première plainte est le fait de la compagnie parisienne qui a obtenu l'adjudication de la levée des droits en 1755 : « *Cette précaution, déclare le fermier à propos de la marque,*

(494) *Hérault*, B-15, f^o 165-168.

(495) L'affaire de la pesée des viandes à Toulouse est liée dans son développement à celle des hôtelleries privilégiées de la ville, dont il a été précédemment question.

(496) La Coste cite les arrêts du 21 juin 1560 et du 8 janv. 1572.

(497) *Toulouse*, AA-18, 288.

(498) Règl. 1557... ; 1618 (art. 40) ; 1620 (41) ; 1624-1684 (44) ; 1687-1717 (46) ; 1723 (48) ; 1729 (40) ; 1735-1747 (55) ; 1754-1762 (56) ; 1768 (55) ; 1776 (53) ; 1781 (58) ; 1786 (71).

(499) *Hérault*, A-159, f^o 6.

(500) Règl. 1563... ; 1618 (art. 28) ; 1620 (30) ; 1624-1684 (35) ; 1687-1717 (37) ; 1723 (39).

(501) *Hérault*, B-9282, B-37640, B-38418, B-38842.

(502) Cf. *Hérault*, B-9098, un cas à Carcassonne en 1668 : les prévenus, deux marchands grossistes de la ville, expliquent la déformation de l'empreinte par le fait que « *ledit Gallien commis avoit la main tremblante* ». Deux experts seront nommés par le conservateur.

est essentielle pour empêcher l'abus... mais elle serait bien superflue si elle continuait d'être au choix des redevables » (503). La plainte est-elle justifiée ? Il faut reconnaître que le règlement au milieu du XVIII^e siècle ne se préoccupe plus du problème ; et l'on ne saurait être surpris de ce que les bouchers prétendent avoir leur mot à dire en la matière : « la marque dont ils ont exigé l'usage plus communément, observe le fermier, est une empreinte de pointes de fer. Elle est apposée à l'instant du massacre, ce qui facilite la fraude, car la viande chaude et imbibée de sang reçoit cette empreinte qui disparaît à mesure qu'elle sèche... et ne laisse plus que des marques irreconnaissables ». Le fermier réclame en conséquence le droit de « faire choix d'une marque qui porte un caractère incontestable » ; et celle qui lui paraît le plus convenable est une « petite empreinte des armes de la province ou des villes, avec des caractères particuliers, trempée dans de l'huile et du noir de fumée » (504). Les Etats reconnaîtront le bien fondé de cette demande. Toutefois le droit du fermier d'« user de telle marque qu'il avisera » n'est pas absolu : il importe que la marque « ne cause aucun préjudice aux viandes, et de plus qu'elle soit apposée « suivant l'usage », c'est-à-dire uniquement « sur les extrémités des quatre quartiers de la bête » (505). Précisons que les Etats se réservent d'interdire l'utilisation de toute marque préjudiciable aux viandes, « auquel cas le fermier sera tenu de reprendre l'usage de celle qui a eu lieu jusqu'à présent ou d'en employer une autre qui n'occasionne aucun déchet ni dommage » (506). Cette délibération est incorporée au règlement de l'équivalent, où elle figurera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (507). Elle sera complétée en 1787 par une disposition portant obligation pour le fermier de « déposer au greffe du juge conservateur l'empreinte des marques, rouannes et cachets dont il entend se servir ». En cas de contestation sur l'authenticité d'une marque les juges disposeront ainsi d'une « pièce de comparaison légale » et le redevable ne sera plus « livré à la foi du fermier » (508).

Cette disposition ne prive pas les fermiers du droit d'avoir, dans chaque juridiction, des marques différentes. La délibération du 8 janvier 1787 est formelle sur ce point et l'on constate que les fermiers usent largement de ce droit, surtout dans les dernières années de l'Ancien Régime afin d'empêcher la contrebande (509). C'est ainsi qu'à Carcassonne où les marchandises achetées dans la cité (qui bénéficie d'un régime fiscal privilégié) sont couramment « versées » dans la ville basse chaque bureau a une marque particulière représentant un ou plusieurs caractères de l'alphabet : DB (510) pour la ville basse et Pennautier, S pour la cité, T pour le bureau du pont de la Trivale

(503) *Ardèche*, C-754, n° 57.

(504) *Ardèche*, C-754, n° 57.

(505) Sur la corne de chaque pied, précisait l'intendant de Basville dans l'ordon. du 7 sept. 1711 relative à l'imposition du « pied fourché » sur les agneaux.

(506) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151).

(507) Règl. 1757-1776 (art. 14) ; 1781 (19) ; 1787 (31).

(508) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 467) ; Règl. 1787, art. 65.

(509) Huit marques différentes à Tournon en 1738 (*Ardèche*, 13-B-8, n° 115).

(510) Vraisemblablement les initiales du nom du fermier général (de Bellocq).

où les denrées achetées dans la cité et transportées dans la ville basse paient le supplément de droit ; en plus deux autres marques sont employées pour la chair de porc. Ces marques sont déposées au greffe du conservateur le 26 mai 1788. Mais les fraudeurs ne désarment pas : le 17 février 1789 le directeur de la ferme informe le conservateur d'une contrefaçon dans la lettre T. Il dépose donc au greffe une nouvelle marque portant l'empreinte du chiffre 4 avec six pointes (511).

En tout cas — quelles que soient les difficultés et la longueur des opérations, tant en ce qui concerne la pesée que l'apposition de la marque — le contrôle est gratuit pour le déclarant. Et le 27 janvier 1672 les Etats sans hésitation donnent l'ordre de poursuivre pour concussion les commis qui exigent 5 sous par tonneau « *lorsqu'ils vont mesurer et marquer les vins* » (512).

c) L'enregistrement.

La nécessité de tenir le registre des marchandises « *raisonnées* » n'a pas à être démontrée. Bornons-nous à souligner que l'enregistrement est effectué tout autant dans l'intérêt des redevables que dans celui du fermier. Eventuellement même — en cas de demande en indemnité formée par un fermier pour non-jouissance — la production des registres pourra être requise dans un but de défense des intérêts généraux de la province. Aussi bien le règlement dès le XVI^e siècle envisage-t-il la tenue du « *contre-livre* » sur lequel les fermiers doivent insérer les déclarations « *tant pour la partie que pour eux, et le signer au même instant qu'ils le feront* » (513). Un double de la déclaration doit être remis à l'intéressé, sans frais ; autrement, précise le règlement, « *ne sera cru audit contrôle ni payé pour raison de ce nul droit* » (514).

En fait ce sont les commis qui sont chargés de tenir les registres. D'une manière générale ils en utilisent de deux sortes : les uns portatifs, sur lesquels ils couchent les déclarations à mesure qu'ils les reçoivent ; les autres restant en dépôt au bureau de l'équivalent et présentant un classement méthodique des opérations effectuées. « *Faut bailler à chacun (commis) une main ou demi-main de papier cahiers pour y mettre ce que chacun contrôlera, pèsera ou marquera bien nettement et bien proprement sans apostille ni rayure au moins tant qu'il se pourra, avec la date* », précisent les fermiers généraux à leur procureur Couderc en 1668, et « *pour ce faire faut qu'ils tiennent un brouillard journalier qu'ils porteront toujours dans la poche et chaque soir chacun en droit soi de leur main mettront dans ledit livre au net les parties dudit journalier brouillard* » (515). L'inventaire dressé le 20 juillet 1776 à Carcassonne après la mort du directeur de la ferme Bourgoïn fournit des renseignements précis sur le nombre, la variété,

(511) Aude, B-987.

(512) Hte-Gar., C-2318, f^o 94 v^o.

(513) Règl. 1563... ; 1618 (art. 28) ; 1620 (30) ; 1624-1684 (35) ; 1687-1717 (37) ; 1723 (39) ; 1729 (31) ; 1735 (20) ; 1741-1747 (12) ; 1754-1776 (13) ; 1781 (18) ; 1787 (30).

(514) Règl. 1542 (art. 19)... ; 1618 (33) ; 1620 (34) ; 1624-1684 (39) ; 1687-1717 (41) ; 1723 (43) ; 1729 (35) ; 1735 (23) ; 1741-1747 (13) ; 1754-1762 (14).

(515) Hte-Loire, C-7302.

la forme des registres utilisés (516). On peut constater que les registres non portatifs ont des feuillets de papier timbré. Signalons également que le registre utilisé au bureau des Cabannes d'Aigues-Mortes à la même époque (1780) est paraphé par le juge conservateur du ressort. Ce registre (517) contient 146 feuillets de papier timbré, « pour... servir au Sr Saurat, sous-fermier du poisson frais et salé des cabannes de la ville d'Aiguesmortes, à écrire de suite sur ledit registre les déclarations qui seront faites par les personnes qui font le commerce dudit poisson sujet au droit, sans pouvoir les porter sur feuille volante ni interligne desdits articles ». Chaque feuillet comporte plusieurs colonnes et de ce fait le registre peut être utilisé à la fois pour les déclarations et pour les paiements.

II. — LE MOMENT DU CONTROLE

En principe aucune marchandise sujette au droit ne peut être mise en vente sans avoir été « *raisonnée* » et « *exhibée au préalable* » au fermier ou à ses commis. Le règlement est formel sur ce point. Un article de portée générale (518) et plusieurs dispositions s'appliquant plus spécialement à l'imposition d'une denrée déterminée — le poisson par exemple (519) — témoignent de la volonté des Etats.

Le contrôle doit donc précéder la mise en vente, ce qui est tout à fait rationnel ; sinon il faudrait un commis en faction dans chaque boutique, dans chaque cabaret. Or toutes les marchandises déposées dans les locaux dépendant d'un fonds de commerce sont destinées à la vente ; si elles ne sont pas d'ores-et-déjà mises à la disposition des acheteurs comme celles qui sont exposées à l'étal, elles le seront dans tel délai qu'il plaira au vendeur de déterminer. En conséquence elles doivent être inventoriées par le fermier avant l'emmagasiner... du moins logiquement il devrait en être ainsi. En fait au XVI^e siècle il n'y a pas de règle générale ; ce sont des usages locaux qui régissent la matière, semble-t-il, et les dispositions du règlement sont diversement interprétées. La Coste lui-même qui défend volontiers les intérêts du fisc est en 1615 très modéré dans ses déductions. Prenant le cas des gens « *tenant assiette de beuveurs* » il déclare : « *Ne pourront lesdits hostes, cabaretiers & revendeurs boire ny tenir autre vin en perce que celui qui leur aura esté marqué et raisonné* » (520). La déclaration ainsi précéderait, non pas l'encavement, mais seulement la

(516) Le matériel divers servant aux commis dans leurs exercices est également inventorié. Notons des romaines, des marques de fer, des « *cercles de fer* » pour peser les jambons, une rouanne, une sonde, une jauge (*Aude*, B-986)...

(517) *Aigues-Mortes*, CC-84.

(518) Règl. 1567... ; 1618 (art. 49) ; 1620 (50) ; 1624-1664 (51) ; 1667-1684 (50) ; 1687-1717 (52) ; 1723 (54) ; 1729 (46) ; 1735 (32).

(519) Règl. 1567... ; 1618-1620 (art. 16) ; 1624-1684 (17) ; 1687-1717 (16, 67) ; 1723 (16, 69) ; 1729 (9, 61) ; 1735 (29) ; 1741-1762 (26) ; 1768 (25) ; 1776 (24) ; 1781 (29) ; 1787 (41).

(520) La Coste (p. 77) cite les arrêts des aides du 11 juin 1551 et du 20 mars 1610. Ce dernier arrêt est également cité par d'Espeisses (p. 253).

mise en perce. Par contre au regard du viticulteur qui vend son vin et qui en achète d'autre, La Coste précise bien que le vin acheté, sujet à l'équivalent en cas de revente, doit être raisonné « *avant que le mettre dans la cave* » (521). Il en est de même du vin récolté dans les vignes tenues à ferme, également taxé à la vente : l'arrêt des Aides du 27 octobre 1616, cité par d'Espeisses, défend aux fermiers des dîmes de « *mettre le vin de leurs fermes avec celui de leur cru, sans au préalable avoir fait marquer les tonneaux où sera mis le vin provenu desdites fermes* » (522). En d'autres termes la formalité doit être accomplie avant l'encavement.

L'usage de déclarer les marchandises avant l'emmagasinage se généralise au cours du XVII^e siècle. L'intérêt des fermiers de l'impôt coïncidait sur ce point avec celui des contribuables, qui pour la plupart sans doute ne tenaient guère à avoir des contestations. Ajoutons que les conservateurs et la Cour des Aides ont contribué pour beaucoup à la généralisation de l'usage dont s'agit. Examinons par exemple le cas d'Antoine Andrieu, un marchand de Limoux chez qui les commis du fermier découvrent en 1637 près de deux cent cinquante quintaux de poisson salé non déclaré (523). Pour sa défense Andrieu soutient qu'il est simplement commissionnaire, ayant entreposé des marchandises achetées à Toulouse pour le compte de deux marchands de Sournia ; il ne nie pas qu'il serait en contravention, s'il était lui-même propriétaire des barils. Pour le fermier le fait qu'Andrieu soit commissionnaire est sans importance : Andrieu a fait apporter le poisson dans sa boutique sans l'avoir « *raisonné* » ; il est donc en contravention et c'est aussi ce que juge le conservateur du siège de Carcassonne le 29 août 1637 (524). Cette interprétation du règlement de l'équivalent est très généralement admise dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, mais les Etats s'aperçoivent seulement en 1741 que le texte du règlement gagnerait à être plus précis : ils confirment en conséquence qu'aucune marchandise sujette à l'impôt ne peut être « *enfermée dans le lieu de destination* » sans avoir été préalablement « *raisonnée* » et « *exhibée* » (525).

On ne saurait s'en tenir à cette disposition d'ordre général. Les fermiers d'une part se sont efforcés de prévenir la constitution de stocks clandestins en organisant une surveillance des transports ; ils ont d'autre part prétendu effectuer le contrôle de la viande aux abattoirs :

a) *Le contrôle de la circulation des marchandises*

Aux termes du règlement les muletiers portant du vin à vendre sont tenus de le « *raisonner* » au fermier (526). Tout transport de vin par conséquent serait soumis au contrôle fiscal, alors que l'impôt frappe

(521) La Coste, pp. 71-72.

(522) D'Espeisses, p. 250.

(523) Soixante-dix charges de poisson salé, soit à raison de trois quintaux et demi par charge, 246 quintaux environ.

(524) *Hérault*, B-9162, 9163, 9164, 9165, 9166.

(525) Règl. 1741-1762 (art. 29) ; 1768 (28) ; 1776 (25) ; 1781 (30) ; 1787 (42). Cf. également l'article réglementant l'imposition du vin muscat : 1747 (art. 47) ; 1754-1762 (48) ; 1768 (47) ; 1776 (45) ; 1781 (50) ; 1787 (62).

(526) Règl. 1567... ; 1618 (art. 49) ; 1620 (50) ; 1624-1664 (51) ; 1667-1684 (50) ; 1687-1717 (52) ; 1723 (54) ; 1729 (46) ; 1735 (32).

seulement la vente au détail. D'où les protestations des mulétiers, reprises par les consuls du Puy en 1500 (527). Le fermier de l'équivalent de son côté dénonce les abus commis par les transporteurs, lesquels d'après lui ne se contentent pas d'approvisionner les détaillants, mais pratiquent eux-mêmes volontiers la vente au détail. L'assemblée en tout cas se refuse le 24 septembre 1501 à modifier la réglementation en vigueur (528).

En réalité le texte discuté est susceptible de plusieurs interprétations, outre qu'il heurte le principe général d'après lequel seules les denrées imposables sont sujettes à déclaration. Toutes les contestations à notre connaissance se produisent d'ailleurs dans les pays de Velay et de Gévaudan, où les mulétiers font un grand trafic de vin et où la surveillance est particulièrement difficile à exercer. Il n'est pas douteux que les mulétiers doivent « raisonner » au fermier le vin qu'ils débitent eux-mêmes dans les lieux de leur passage. Quant à déclarer celui qu'ils vendent en gros, nous ne pensons pas que les Etats aient jamais songé à les y assujettir. En 1638 par exemple Laurent Ardon au nom des engagistes de l'équivalent du diocèse de Mende est en conflit avec les mulétiers qui « *par un abus plein de malice* » vendent leur vin aux hôteliers, aux cabaretiers et aux taverniers et le descendent dans les caves des acheteurs à l'insu des commis, lesquels ignorent ainsi la quantité vendue au détail (529). Mais précisément la charge de la déclaration incombe aux détaillants. Que certains mulétiers prêtent la main aux fraudes commises par ces derniers, nous voulons bien le croire ! C'est au fermier en tout cas à prendre ses précautions. On retiendra surtout qu'Ardon n'impute pas aux mulétiers une infraction caractérisée à la réglementation en vigueur ; il leur reproche seulement de faciliter par leurs agissements les fraudes commises par les redevables. Et le syndic général de la province dans sa réponse au traitant est formel : Les marchands forains et étrangers qui transportent et vendent du vin en gros, et qui de ce fait sont exempts d'équivalent, n'ont rien à déclarer. Au point de vue pratique, ajoute le syndic, l'organisation d'un contrôle des transports troublerait le commerce, « *d'autant que les mulétiers seraient obligés d'attendre la commodité du fermier... qui pour les obliger de vendre en détail, pour avoir droit d'équivalent, les feraient attendre la journée entière* » (530).

Les fermiers cependant persistent dans leur prétention, ce qui est très compréhensible : en contrôlant la circulation les commis sont à même de connaître l'importance du stock entreposé chez les détaillants, de vérifier par conséquent si les déclarations qui leur sont faites correspondent à la réalité. Or il est un moyen de contrôle efficace et peu coûteux : l'établissement de commis aux portes des villes. « *Faut tâcher d'avoir un contrôleur aux portes*, écrivent les fermiers généraux à leur procureur au Puy en 1668, *pour pouvoir, avec le contrôleur des fermes que la ville a établies pour le droit qu'on prend sur chaque charge de vin, savoir le nombre de charges de vin étranger qui entre dans ladite ville, et les noms et surnoms de ceux qui l'achètent* » (531).

(527) Delcambre : *inventaire inédit...* n° 128.

(528) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 28.

(529) Req. aux aides, 17 août 1638 (*Arch. Nat.*, H* 7482^{oo}, f° 508).

(530) *Arch. Nat.*, H* 7482^{oo}, f° 504.

(531) *Hte-Loire*, C-7302.

La collaboration prévue avec le personnel de l'octroi semble bien indiquer que le fermier de l'équivalent ne peut pas de sa seule autorité exercer un tel contrôle aux portes. Qu'à cela ne tienne ! Le 20 janvier 1689 la Cour des Aides sur requête du fermier général Boyer rend un arrêt de règlement défendant (art. 9) aux marchands étrangers et aux muletiers de « *porter en vente* » du vin en gros ou en détail sans l'avoir « *raisonné* », et auxdits muletiers d'entreposer le vin sans avoir déclaré le lieu de l'entrepôt, la qualité et la quantité du vin (532)...

Qu'il soit effectué au grand jour ou en secret, le contrôle ne se limite pas à la circulation des vins. En particulier il porte sur le trafic du poisson salé, denrée taxée à la vente en gros ; et tout naturellement l'administration fermière charge les contrôleurs établis aux portes de percevoir le droit. Du poisson salé on passe à d'autres denrées. En 1731 les commis placés aux portes de Toulouse taxent les particuliers qui entrent dans la ville avec de la viande. Le syndic de la ville s'oppose à l'exaction, en invoquant la liberté formellement reconnue aux habitants de s'approvisionner dans le lieu de leur choix, à condition d'y acquitter les droits. Le fermier se dérobe, mais la question de la régularité du contrôle aux portes est posée. Le fermier exhibe une ordonnance rendue sur sa requête le 19 avril 1731 par la Cour des Aides, l'autorisant à établir des commis aux portes des villes ; et il confirme qu'il y a des employés en faction aux portes, non seulement de Toulouse, mais de toutes les villes de Languedoc. Pour le coup les Etats s'émeuvent : « *L'établissement de commis aux portes est une nouveauté absolument contraire au règlement* », proclament-ils le 1^{er} mars 1732. Et d'ailleurs le fermier n'a pu « *poursuivre aucun règlement* » devant la Cour des Aides sans qu'eux-mêmes aient délibéré préalablement sur le sujet. L'intéressé est donc invité à « *retirer les commis qu'il a établis tant aux portes de la ville de Toulouse qu'aux autres de la province* » ; s'il n'obéit pas, les syndics généraux se pourvoiront devant la Cour (533). En fait après cet incident les commis s'abstiennent de taxer les particuliers qui s'approvisionnent à l'extérieur de Toulouse... mais ils restent en faction aux portes où ils continuent, non seulement de contrôler le trafic des denrées imposables, mais encore de percevoir le droit sur le poisson salé. Pour se justifier le fermier invoque l'usage suivi par ses prédécesseurs, avec l'accord des marchands de saline qui « *composaient et abonnaient le droit comme il est permis de le faire par le règlement* » (534). Certes ! Mais il s'agissait là d'accords volontaires. Les Etats sont donc amenés le 5 janvier 1733 à condamner à nouveau la prétention du fermier de percevoir l'impôt aux portes et d'établir des préposés dans ces lieux, et mettant cette fois leur menace à exécution ils ordonnent aux syndics de se pourvoir devant la cour (535) où satisfaction leur sera donnée quelques jours plus tard (536). En outre en 1735 le texte du règlement est modifié afin de supprimer l'équivoque : les marchands et les muletiers, proclame le nouvel article, ne pourront enfermer ni mettre

(532) *Hérault*, A-159, f^o 6.

(533) *Hte-Gar.*, C-2376, f^o 138 et suiv.

(534) *Hte-Gar.*, C-5, f^o 41.

(535) *Hte-Gar.*, C-2377, f^o 82.

(536) Ordon. 16 janv. 1733 (*Hte-Gar.*, C-3, f^o 21).

en vente le vin sujet au droit sans l'avoir préalablement « *raisonné* » au fermier (537). Il n'est plus question d'un contrôle du transport (538).

La surveillance du trafic aux portes des villes ne cesse pas pour autant, mais elle est secrète. Les fermiers de l'équivalent d'une part avaient trop d'intérêt à l'effectuer (539) ; d'autre part il leur était loisible, et certainement facile, de s'entendre avec leurs collègues chargés de la levée des droits de subvention et autres taxes perçues sous forme d'octroi. En 1771 par exemple les fermiers généraux vont jusqu'à « proposer » au fermier de la subvention d'Alès « *un intérêt et la direction de la ferme de l'équivalent pour la réunir à la subvention* » et tirer ainsi parti des opérations de contrôle effectuées par les sept « *commis-portiers* » de la subvention ; et leur interlocuteur d'entrer en jeu, en se flattant « *sans témérité et avec raison* » de faire produire annuellement à la ferme de l'équivalent quatre mille livres de plus que tout autre entrepreneur qui se chargerait de l'affaire (540).

b) Le contrôle de la viande aux abattoirs

La pesée doit être effectuée, et la marque apposée, avant le dépeçage : « *Toute chair morte mise en pièces, exposée ou non exposée en vente par les bouchers et revendeurs, est sujette à amende et confiscation, déclare La Coste, parce qu'avant mettre ladite chair en pièces, il faut appeler le fermier ou son commis, pour icelle marquer et peser* » (541). Cette opinion s'appuie sur le règlement qui, à propos des bêtes tuées « *sous ombre de provision* » mais dont la chair est en réalité destinée au débit, précise bien que les intéressés sont « *tenus, avant de les départir, de les peser et faire reconnaître..., comme si elles étaient vendues à la boucherie* » (542). En 1735 le règlement va même plus loin : « *Ne pourront les bouchers et autres personnes égorger aucune bête sans avoir auparavant appelé les commis du fermier* » (543). Cette disposition, inchangée jusqu'en 1776 (544), est applicable aux commerçants et aussi, semble-t-il, aux particuliers. En réalité, comme nous le verrons par la suite, ces derniers ne sont assujettis à aucune formalité (545) pour la viande provenant des bêtes tuées « *pour leur provision* » et de ce fait détaxée. A compter de 1776 d'ailleurs le texte du règlement est très explicite : « *Ne pourront les*

(537) Règl. 1735 (art. 42) ; 1741-1747 (44) ; 1754-1762 (45) ; 1768 (44) ; 1776 (42) ; 1781 (47) ; 1787 (59).

(538) Sauf — préciseront les Etats en 1756 — si le transport s'effectue « *avec des cruches ou autres vases* », auquel cas le consentement du fermier est nécessaire (P.-V. 1^{er} mars 1756 ; *Hte-Gar.*, C-2398, f^o 151 sq.). Règl. 1757-1762 (art. 46) ; 1768 (45) ; 1776 (43) ; 1781 (48) ; 1787 (60).

(539) La municipalité du Puy qui prend à ferme la levée de l'équivalent en 1662 établit elle-même un contrôle aux portes : *infra* p. 168.

(540) *Lozère*, F-64.

(541) La Coste, p. 94, 95 ; Philippj, art 75.

(542) Règl. 1554... ; 1618 (art. 59) ; 1620 (23) ; 1634-1669 (24) ; 1681-1684 (23) ; 1687-1717 (24) ; 1723 (25) ; 1729 (17) ; 1735 (16) ; 1741-1762 (18) ; 1768-1776 (17) ; 1781 (22) ; 1787 (34).

(543) Règl. 1735, art. 20.

(544) Règl. 1741-1747 (art. 12) ; 1754-1768 (13).

(545) Sauf pendant une courte période (1741-1754). Sur cette question, Cf. *infra* pp. 185 sq.

bouchers et autres faisant vente et commerce de viande, égorger aucune bête sans avoir auparavant appelé les commis du fermier » (546)... Notons qu'il s'agit d'un simple « appel », non d'une « déclaration » (547). De toute façon l'utilisation d'un abattoir par les bouchers facilite considérablement la tâche des commis. L'établissement d'abattoirs est « indispensable pour le bon ordre de la régie, et pour que le service du public ne souffre pas des formalités prescrites avant la distribution des viandes », proclament les partisans parisiens qui en 1755 s'efforcent d'exploiter intensivement la ferme de l'équivalent (548). En fait les fermiers ne se sont jamais désintéressés de la question.

Le problème de l'établissement d'un abattoir s'est posé en premier lieu — on n'en est pas surpris — dans la principale ville de la province. L'accord du 11 décembre 1519 terminant le différent qui depuis plusieurs années opposait les capitouls et les habitants de Toulouse aux fermiers de l'équivalent et aux Etats de Languedoc prévoyait la construction, aux dépens de ladite ville, de deux « écorchoirs » que les bouchers et tous les débitants de viande seraient tenus d'utiliser (549). En fait la construction ou l'aménagement de ces établissements furent différés pendant plus d'un siècle, les capitouls restants sourds aux injonctions reçues de divers côtés. Citons entre autres les arrêts du parlement du 15 septembre 1526 (550) et du 8 janvier 1562 (551). En 1563 le règlement de l'imposition fait lui-même état de ce dernier arrêt et par la suite il ne cessera pas de rappeler aux capitouls leurs obligations (552). Il semble que la municipalité toulousaine désigne de temps à autre un local plus ou moins approprié, tel celui que les bouchers refusent d'utiliser en 1566 (553). L'ordonnance des capitouls du 25 janvier 1601 dénombre deux abattoirs pour le bétail « menu » (veaux, moutons, brebis, chèvres), l'un au quartier de Tounis, l'autre au Bazacle, et un abattoir pour le gros bétail à Saint-Cyprien (554). Mais on ne saurait s'y tromper : la présence d'un fermier plus actif ranime le débat (555). Il n'est que trop évident, comme le constatent les Etats en 1620, que les capitouls « ne daignent pourvoir à la construction de leurs écorchoirs » (556). En 1638 enfin on voit la municipalité se préoccuper de rechercher un lieu commode à cet usage (557).

(546) Règl. 1776 (art. 13) ; 1781 (18) ; 1787 (30).

(547) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196).

(548) *Ardèche*, C-754, n° 57.

(549) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 161 sq. .

(550) *Toulouse*, AA-23, 31.

(551) *Toulouse*, AA-18, 81.

(552) Règl. 1563... ; 1618 (art. 40) ; 1620 (41) ; 1624-1684 (44) ; 1687-1717 (46) ; 1723 (48) ; 1729 (40) ; 1735-1747 (55) ; 1754-1762 (56) ; 1768 (55) ; 1776 (53) ; 1780 (58) ; 1787 (71).

(553) *Hte-Gar.*, C-2281, f° 370 v°.

(554) *Hérault*, A-46, f° 493

(555) Ainsi Joly, fermier en 1616 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 290 v°, 296, 330 v°) ; Daubrespy, fermier en 1628 (*id.*, C-2300, f° 196 v° ; C-2301, f° 20 v°). Par contre accord entre le fermier Pierre Comiquères et les capitouls, 18 déc. 1620 (*Toulouse*, AA-16, 364).

(556) P-V 3 déc. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 6 v°).

(557) *Toulouse*, AA-16, 402.

Le problème de la construction des abattoirs n'est pas particulier à la ville de Toulouse. Certes pendant la plus grande partie du XVII^{me} siècle le règlement de l'imposition ne fait pas une obligation aux autorités municipales — les capitouls exceptés — de créer de tels établissements. Il est simplement interdit aux bouchers de mettre en vente « *la chair d'aucun bête qui ne soit tuée aux écorchoirs et boucheries* » (558). En fait l'usage généralisé de la boucherie « *close* » dans la province facilite la surveillance. C'est précisément dans une des rares villes du Languedoc où l'exercice de la boucherie est libre, au Puy-en-Velay, qu'éclatent les conflits les plus violents. Comme les fermiers en 1659 menacent d'abandonner l'exploitation de la ferme le syndic général de Roux charge les consuls de lever l'impôt sur la viande (559), lui-même s'engageant en contre-partie à faire obtenir aux fermiers un rabais de 3.000 livres sur le prix de la première année du bail (1659). Le 23 décembre 1659 les Etats provinciaux ratifient le traité mais ils se préoccupent de l'avenir : « *ordonnent en outre... qu'à la diligence des consuls de la ville du Puy il sera établi dans lad. ville une boucherie close et des écorchoirs publics pour donner moyen aux fermiers de lever leur droit ainsi qu'ils le lèvent dans les autres villes de la province* ». Ils laissent, il est vrai, une échappatoire aux intéressés : « *au cas que deux mois après la signification de la présente délibération ils n'y satisfassent pas, les Etats les rendent dès à présent responsables de l'affermé desd. boucheries pour les deux (dernières) années (du bail) ainsi que de la première sur le pied de lad. somme de 3.000 l. qu'ils seront tenus de remettre ez mains du trésorier de la Bourse* » (560). En 1662 les représentants de la ville demanderont donc aux Etats de continuer l'abonnement pendant un nouveau trienne (561), mais l'assemblée s'y refusera (562). Les bouchers ponots d'ailleurs jugent le traité désavantageux et ils ne cachent pas leur hostilité aux consuls qui, pour satisfaire aux engagements pris, taxent le bétail aux portes de la ville et « *se jactent de vouloir faire faire un seul écorchoir pour tous les maîtres bouchers* » (563). En avril 1665 les fermiers Angelvin et Pastourel et leur commis Couderc ne parviennent pas davantage à traiter de gré à gré avec les cinquante bouchers de la ville. Ils sont menacés, insultés ; leur logis est assiégé par la populace ; des pierres sont jetées contre les portes et les fenêtres ; des coups de pistolet même sont tirés. Les consuls prétendent qu'il y a un abattoir, déclareront les traitants, mais il n'y a guère « *aparance qu'on y eut jamais fait aucune tuerie ; Que bien loien de trouver de bestial audict escourchoir, ilz avoient fait rencontre au devant la porte d'icelluy de dix ou douze des prinsipeaux bouchers de lad ville, partie desquels tenoient de gros couteaus a la main et les autres d'espes qui leur auroient a linstant tous crie hautement en reniant le St non de Dieu quils estoients la*

(558) Règl. 1605... ; 1618 (art. 51) ; 1620 (52) ; 1624-1664 (53) ; 1667-1684 (52).

(559) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 100 sq.

(560) P-V 23 déc. 1659 (*Hte-Gar.*, C-2311, f° 99 v° sq.).

(561) D'autant que le forfait a été réduit à 2.400 livres par an (*Hte-Gar.*, C-2312, f° 30, 147 sq. ; *Hérault*, B-9200).

(562) P-V 10 mars 1662 (*Hte-Gar.*, C-2312, f° 147 sq.).

(563) *Hte-Loire*, C-7302.

pour tuer et esgorger lesd comis » (564)... Indépendamment des incidents auxquels donne lieu la répression des fraudes dans la ville (565) le conflit renait à chaque renouvellement du bail : « Si l'écorchoir public n'est pas fait, faut réitérer l'acte fait aux Consuls et leur faire civilité », prescrivent les fermiers généraux à leur représentants en 1668 — « et s'il est fait, requérir lesdits Consuls par acte de faire que les bouchers y fassent leur tuerie de toutes les bêtes qu'ils voudront débiter afin d'en pouvoir prendre le contrôle et de les pouvoir marquer... et après aller vérifier aux tables s'ils en débiteront de non marqué » (566). Finalement (à compter de 1674) les autorités locales conviendront avec les fermiers généraux d'un forfait pour le droit d'équivalent de la viande débitée dans la ville, à charge de recouvrer elles-mêmes l'impôt sur les intéressés (567) ; et la cité ponote restera pour les bouchers — de leur propre aveu — « la plus privilégiée de la province » (568).

Il faut reconnaître que la politique suivie par les Etats de Languedoc en la matière est très souple et nuancée. Après les incidents du Puy l'assemblée paraît incliner en faveur des fermiers ; c'est ainsi qu'en 1687 le règlement de l'imposition fait une obligation aux consuls en général d'établir des abattoirs (569). Les agneliers de Toulouse notamment seront contraints d'utiliser des locaux spécialement affectés à leur usage (570) — deux écorchoirs aux endroits de la ville les plus commodes — que les capitouls doivent leur « fournir » aux termes de l'arrêt des aides du 4 août 1691 (571). La municipalité toulousaine entre immédiatement en conflit avec les Etats (572), mais de toute façon au mois d'avril de l'année 1692 les abattoirs sont aménagés (573). Dans les agglomérations d'importance secondaire les fermiers réclament également l'aménagement d'écorchoirs : à Annonay en 1695 (574), à Cordes en 1717 (575), à Castelnaudary en 1731 (576)... L'intendant à

(564) *Hérault*, B-47883.

(565) Cf. *Hérault*, B-47713 et 47714, le p-v de rébellion dressé le 18 février 1669.

(566) *Hte-Loire*, C-7302.

(567) *Hte-Loire*, C-7302 ; *Hérault*, B-9293. En 1790 le traitant Corbie évoquera « l'abonnement toujours forcé vis-à-vis des bouchers du Puy » (*Hérault*, B-21627).

(568) Représentations aux Etats du pays de Velay, 1662-1663 (*Hte-Loire*, C-7302).

(569) Règl. 1687-1717 (art. 55) ; 1723 (57) ; 1729 (49) ; 1735 (27).

(570) Sentence conservateur 2 avr. 1689 (*Hte-Gar.*, C-2334, f° 41).

(571) Cf. *supra* p.

(572) P-V 8 nov. 1691 (*Hte-Gar.*, C-2336, f° 16 ; *Hérault*, B-9341).

(573) P-V 15 déc. 1692 (*Hte-Gar.*, C-2337, f° 31). Pour plus de sûreté il sera fait état dans le règlement de l'imposition, à compter de 1693, de l'obligation pesant sur les capitouls de « fournir, outre les deux écorchoirs pour le bétail gros et menu, encore un pour les agneaux, ou deux si la commodité publique le requiert » (P-V 5 déc. 1693 ; *Hte-Gar.*, C-2338, f° 17 ; Règl. 1693 et suiv. mentionnés *supra* note 552).

(574) Sentence conservateur Annonay 19 juil. 1695 (*Ardèche*, 13-B-7, 18 ; 13-B-19, 1).

(575) Délib. consuls Cordes, 4 juil. 1717 (*Cordes*, BB-79, f° 105).

(576) *Castelnaudary*, CC-37, 13. A noter également des incidents à Limoux (*Aude*, B-993).

qui appartient le contentieux du pied fourché intervient lui-même dans ce sens (577). On va jusqu'à prétendre contraindre les particuliers à utiliser l'abattoir pour couper les « *chairs de provision* » (578). Enfin alors que le règlement de l'imposition prescrit de conduire aux abattoirs seulement les bêtes « *qui doivent être soufflées pour être écorchées* » (579) la Cour des Aides sur requête du fermier de l'équivalent de la généralité de Toulouse rend le 13 octobre 1738 un arrêt interdisant de saigner les pores ailleurs que dans ces établissements (580). Un violent incident éclate à ce sujet à Castelnaudary en 1741 (581), mais le syndic général de la province prend le parti de la municipalité et dès lors les Etats de Languedoc s'interposent entre les fermiers et les autorités locales.

Le règlement publié en 1741 réserve ainsi le droit des Etats de dresser la liste des lieux où les abattoirs devront être établis aux frais des communautés (582). Cette liste promise pour 1742 ne sera en fait jamais publiée, et en 1754 le règlement de l'imposition mettra à la charge des fermiers intéressés la preuve de la nécessité de ces établissements : « *Ne pourront les bouchers et autres exposer en vente la chair des bêtes qui doivent être soufflées pour être écorchées, qu'elles n'aient été tuées aux écorchoirs publics dans les villes et lieux où il y en a eu d'établis jusqu'à présent, lesquels continueront d'être fournis et entretenus au frais des communautés ; et le fermier ne pourra exiger qu'il en soit établi dans les lieux où il n'y en a pas eu par le passé, que du consentement des Etats, après en avoir fait connaître la nécessité par l'objet de la consommation* » (583). Pour la compagnie parisienne adjudicataire de la levée de l'équivalent en 1755 la construction d'un abattoir s'impose du seul fait de la pluralité de bouchers dans un lieu. C'est le cas à Annonay, à Aubenas, à Marvejols, villes « *composées de 6. 4 et 3.000 âmes, où le commerce de la boucherie se fait au moins par huit, 10 et 12 bouchers* » ; mais c'est aussi le cas dans de nombreux bourgs : Ceilhes, Craponne, Faugères, Langogne, Le Caylar, Le Monestier, Monitrol, Montfaucon, Pradelles, Saint-Didier, Saugues, Serrières, Soubès, Tence, Yssingaux (584)... Au regard de ceux-ci les prétentions de la compagnie ne manquent pas de paraître excessives. En 1756 d'ailleurs il ne sera plus question d'exiger l'aménagement d'un abattoir dans les localités comptant moins de quatre bouchers (585). Mais pour l'assemblée provinciale qu'importe le nombre

(577) Ordon. Basville, 28 juin 1711 (*Hérault*, A-147, f° 81).

(578) L'ordon. de Basville du 21 mai 1706 impose aux particuliers désireux de jouir de la franchise pour les quatre « *partages* » annuels l'obligation d'utiliser l'abattoir public (*Hérault*, A-210, f° 48). Les prétentions du fermier s'affirment surtout à Mende en 1731-1733 (*Mende*, HH-8 ; *Arch. Nat.*, H-1072, 2, 4).

(579) Règl. 1729 (art. 49) ; 1735 (27) ; 1741-1762 (24) ; 1768-1776 (23) ; 1780 (28) ; 1787 (40).

(580) *Castelnaudary*, CC-37, 4.

(581) Un détachement de gendarmerie doit être envoyé sur les lieux (*Arch. Nat.*, H-824, 48, 50, 54, 71, 77 ; *Castelnaudary*, CC-37, 14).

(582) Règl. 1741 et 1747, art. 24.

(583) Règl. 1754, 1757 et 1762, art. 24.

(584) *Ardèche*, C-754, 57 ; *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151 sq.

(585) P-V 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2399, f° 86 sq.).

des fournisseurs ! Que le fermier fasse plutôt « constater suivant ce qui est porté par l'article 24 du règlement l'objet de la consommation en faisant connaître le prix des droits par le journal de sa recette, ou par un état certifié par les maires et consuls, de la quantité des bêtes de toute espèce qu'on tue par semaine ou par mois pour l'usage des habitants » (586)... Les Etats tiendront le même langage en 1764 (587) mais deux ans plus tard, devant les résultats de l'enquête effectuée par le fermier Bourrely à Annonay, ils proclameront la nécessité d'établir un abattoir dans cette ville, « la plus considérable du Vivarais » ; et la municipalité, réticente, y sera condamnée par la Cour des Aides le 21 mars 1766 (588).

L'assemblée éprouve-t-elle quelque remords à la suite de cette affaire ? De toute façon en 1768 la législation applicable en la matière est à nouveau modifiée : si les abattoirs municipaux en service restent à la charge des communautés intéressées le fermier perd le droit d'exiger qu'il soit créé ailleurs des établissements de ce genre ; mais il peut « en établir à ses frais et dépens et sans qu'il en puisse rien coûter aux communautés pour l'acquisition du sol, construction ou entretien, aux lieux où il jugera à propos, en observant qu'ils soient placés dans un endroit commode, dedans ou hors l'enceinte desdits lieux, ainsi que les officiers municipaux exerçant la police l'exigeront » (589). Ces dispositions témoignent du réalisme de l'assemblée : le cas des principales villes de la province est en effet réglé à cette époque-là, et seules quelques communautés d'importance secondaire, aux ressources limitées, restent aux prises avec une puissante compagnie fermière. La conciliation des intérêts en présence n'est pas moins délicate qu'auparavant, et de fait jusqu'à la fin de l'Ancien Régime le problème de la construction des abattoirs retiendra l'attention des autorités (590).

Une dernière question se pose, qui ne manquera pas de paraître saugrenue après ce qui vient d'être exposé. Cette question est la suivante : Y a-t-il obligation pour les fermiers d'envoyer leurs commis aux abattoirs ? Un fermier à notre connaissance — celui de la ville de Nîmes en 1710 — a créé des difficultés aux bouchers sur ce point : « Les commis de l'équivalent pour inquiéter les fermiers de la boucherie, au lieu de faire marquer et peser aux écorchoirs toutes les viandes qu'on y prépare, obligent lesdits fermiers de les faire porter à un bureau qui est fort éloigné des tabliers où l'on doit les exposer en vente, pour les faire peser et marquer, ce qui constitue lesdits fermiers à des frais considérables, et cause du préjudice aux habitants puisque par là les viandes ne sont pas si bien conditionnées, le même bureau servant à peser le poisson et autres denrées, ce qui gâte la viande » (591)... Les bouchers s'adressent à l'intendant, juge du

(586) P-V 30 nov. 1756.

(587) P-V 28 févr. 1764 (*Hte-Gar.*, C-2406, f° 271 sq.) et 5 janv. 1765 (*id.*, C-2407, f° 189 v° sq.).

(588) *Hte-Gar.*, C-2409, f° 294 v° ; *Hérault*, A-110, f° 95.

(589) P-V 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 29 v°) Règl. 1768-1776 (art. 23) ; 1780 (28) et 1787 (40).

(590) Difficultés dans le Gévaudan en 1770 (*Mende*, HH-8).

(591) Les bouchers auraient, semble-t-il, refusé de verser au fermier une certaine somme « pour la prétendue peine » causée aux commis effectuant leurs exercices aux abattoirs (*Nîmes*, MM-5, n° 49).

contentieux du « pied fourché », taxe levée d'après le règlement applicable à l'équivalent. Il ressort de l'enquête menée par le subdélégué de l'intendant, que « de tous temps le fermier de l'équivalent a fait peser et marquer la viande de boucherie aux écorchoirs, comme il va peser aux boutiques des particuliers les veaux, agneaux et chevreaux qu'ils vendent en détail. Cela est nécessaire pour éviter le transport des viandes et le voisinage des poissons et autres denrées puantes... Et lorsque la viande fut portée au bureau de l'équivalent, comme cela se fit quelque temps (à Nîmes), c'est parce que le fermier de l'équivalent se trouvait aussi fermier ou associé à la boucherie et pour épargner la peine de son commis. Cela ne doit pas tirer à conséquence. Il y a encore d'autres fermiers qui ont droit de prendre des droits sur la viande : fermiers de la subvention, du pied fourché, des deux doubles pour le Roi, qui sont sans contredit aussi privilégiés que celui de l'équivalent et ont droit de peser. Si ce dernier gagnait son procès, les autres demanderaient avec juste raison que l'on porte également la viande dans leur bureau. C'est aux écorchoirs que la viande de boucheries peut être pesée, comme cela se fait à Montpellier, à Uzès, à Alès, à Beaucaire, à Sommières »... La cause est entendue : son intérêt n'étant pas seul en jeu, le fermier de l'équivalent (ou son commis) est « tenu de se transporter dans les écorchoirs » pour y accomplir les formalités prévues par le règlement (592).

III. — LE POUVOIR DE CONTROLE

Le droit du fermier et des commis d'entrer dans les locaux à usage commercial « quand leur plairroit pour contreroller les choses subiectes audict equivalent » (593) peut être considéré comme traditionnel. La Cour des Aides l'a confirmé à plusieurs reprises : le 30 mai 1554 et le 21 mai 1566 (594), le 11 mars 1610 (595), le 26 février 1620, le 16 février 1640 (596), le 23 juillet 1671 (597)... En 1687 enfin le pouvoir de contrôle est expressément reconnu par le règlement de l'équivalent : « Pourront les fermiers, sous-fermiers et commis faire leurs visites chez les mangonniers et revendeurs, lesquels seront tenus de déclarer aux fermiers les marchandises sujettes à l'équivalent qui sont dans leurs boutiques, magasins ou ailleurs » (598).

Le principe étant posé, quelques points restent à fixer quant à l'application.

Le contrôle est effectué en principe par les agents du fermier, « commis » assermentés comme nous le verrons par la suite (599). Ici

(592) Ordon. Basville 24 janv. 1711 (Nîmes, MM-5, n° 49-53).

(593) Philippi, *op. cit.* art. XIII.

(594) Arrêts cités par Philippi.

(595) Albi, CC-126.

(596) Arrêts cités par d'Espeisses (p. 250). qui déclare d'ailleurs que la cour « juge tous les jours » dans ce sens.

(597) Hérault, B-9340.

(598) Règl. 1687-1717 (art. 53) ; 1723 (55) ; 1729 (47) ; 1735 (33) ; 1741-1762 (31) ; 1768 (30) ; 1776 (28) ; 1781 (33) ; 1787 (45).

(599) Cf. *infra*.

il sera seulement question de l'exercice du contrôle. Les commis doivent être au nombre de deux au minimum. Les fermiers insistent particulièrement sur ce point : le commis « avec son camarade et jamais seul ira faire ses visites le plus souvent qu'il se pourra pour découvrir les fraudes » (600) ; il « sera assisté de son collègue avec lequel il ne se séparera que le moins qu'il lui sera possible » (601). De fait les procès-verbaux en général mentionnent la participation de deux commis à une tournée. Il est quelquefois fait état d'une participation plus importante, mais on ne voit pratiquement jamais un commis partir seul en tournée. La législation royale, dont l'influence dans la province est incontestable au XVIII^{me} siècle, est formelle d'ailleurs sur le point envisagé : « Permettons aux commis et gardes, chacun dans le ressort où il sera employé, de faire telles visites que bon leur semblera dans les magasins, boutiques, hôtelleries et maisons des marchands en se faisant accompagner au moins d'un autre commis ou garde », proclame l'ordonnance de février 1687, titre XIV, art. 10 (602). Ajoutons que le commis doit être « toujours porteur de la commission » (603). Jean Dumas, cabaretier à Vion, refuse avec juste raison le 14 février 1757 de « se fier à la bonne foy » de deux prétendus commis désireux d'inspecter sa cave (604).

Si un redevable interdit l'accès de ses locaux, les commis « après interpellations dûment faites » peuvent en vertu d'une ordonnance du juge du lieu « faire faire ouverture des portes par le premier serrurier sur ce requis », en présence de deux voisins qui signeront le procès-verbal ou qui seront sommés de le signer, ce dont il sera fait mention. Cette disposition figure dans l'ordonnance de 1680 sur le fait des Entrées, Aides et autres droits (605), ainsi que dans l'ordonnance de 1687 sur le fait des 5 grosses fermes (606), mais on peut considérer qu'elle s'appliquait le cas échéant en matière d'équivalent. En fait les commerçants — nous entendons ceux qui tiennent boutique — s'ils fraudent quelquefois, ne se hasardent pas à défendre leur porte aux commis. Mais on constate que la fraude est en grande partie imputable aux habitants qui, sans « tenir assiette de buveurs », vendent du vin acheté, par conséquent sujet à l'équivalent, qu'ils présentent fausement comme vin de propriétaire. Les commis peuvent difficilement confondre ces revendeurs. Ils ne sont pas totalement désarmés cependant, et les viticulteurs de Vals qui en 1675 s'opposent aux exercices des commis le savent parfaitement : « Ils ne vouloient pas que personne entrast dans leur cave que Monsieur le Juge Mage n'y fust en teste » (607). De même le 24 avril 1689 au Puy-en-Velay Françoise Engle, qui ne fait pas cabaret et qui prétend n'avoir commis aucune fraude, déclare qu'elle ne s'opposera point à la visite des commis s'ils se font « assister » d'un magistrat ou d'un consul (608). La législation royale

(600) Directives à Couderc, 1668 (*Hte-Loire*, C-7302).

(601) *Ardèche*, 13-B-16, 114.

(602) Isambert, *Anciennes lois...*, n° 1254.

(603) *Ardèche*, 13-B-16, 114.

(604) *Ardèche*, 13-B-18, n° 39.

(605) Rousset, *op. cit.*, p. 144.

(606) Titre XIV, art. 10.

(607) *Hérault*, B-9365.

(608) *Hte-Loire*, C-7302, n° CXLIII.

au même moment s'occupe du problème : l'ordonnance de février 1687 (titre XIV, art. II) autorise les commis, sur avis de fraude à eux donné, à visiter les maisons des particuliers non commerçants, à condition de se faire accompagner par le juge des droits, ou à défaut par le juge du lieu (609). L'influence de cette législation au XVIII^{me} siècle consolidera donc l'usage suivi dans la province en matière d'équivalent. Citons en particulier l'arrêt des aides du 13 octobre 1738, qui permet aux commis de faire des visites dans les maisons des particuliers, mais en reconnaissant à ceux-ci le droit de « *se faire assister* » par le juge conservateur (dans les villes où ces officiers ont leur siège) ou par les consuls ou en leur absence par deux habitants (610). Citons également l'arrêt de règlement de la Cour des Aides du 6 mai 1788. Cet arrêt, rendu sur requête du syndic général de la province, a sa place dans un ensemble de mesures destinées à combattre la contrebande, alors très active. Au fond il ne contient pas de disposition nouvelle ; il se borne à rappeler un certain nombre de points, notamment qu'il est interdit de constituer des dépôts de viande dans les maisons particulières ; que le fermier de l'équivalent est autorisé à faire faire par ses commis ou préposés des visites dans les maisons où de tels dépôts sont signalés ; que les habitants sont tenus de « *souffrir* » ces visites et à cet effet de faire ouverture des portes des lieux et meubles indiqués par les commis, le tout en présence du juge conservateur ou d'un consul ; qu'en cas de refus enfin il est permis, tant aux conservateurs qu'aux consuls, de « *faire procéder au bris et fraction des portes et armoires, par tel serrurier ou maréchal requis, avec injonction aux serruriers et maréchaux d'y satisfaire à la première requisition* » (611). De toute façon les perquisitions dans les maisons particulières doivent avoir un caractère exceptionnel ; elles ne sauraient être opérées sans que les commis aient des soupçons fondés à l'encontre de l'habitant dont ils prétendent forcer la porte (612).

Ce sont donc les commis qui normalement exercent le contrôle. Mais certains fermiers sont eux-mêmes habilités à faire des « *visites* » : faculté toute naturelle car les partisans dans nombre de paroisses exploient eux-mêmes l'entreprise. Des abus cependant sont à craindre, dans le genre de ceux que commet Jean Lamarse père, fermier du droit à Louvesc, qui en 1759 place volontairement les cachets « *plus d'un poulce plus bas que n'étoit le vin* » dans les tonneaux dont il vérifie le contenu (613). Le règlement de toute façon autorise les « *sous-fermiers des lieux particuliers* » — lorsque le prix du bail est inférieur à une certaine somme : d'abord 200 livres, puis dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle 500 livres — à dresser des procès-verbaux en cas de fraude. Mais il précise que ces procès-verbaux n'auront « *foi en justice* » qu'à la condition d'être signés par les consuls ou par deux témoins (614). Il semble donc que les sous fermiers doivent être accompagnés dans leurs visites par ceux qui éventuellement seront

(609) *Anciennes lois...* n° 1254.

(610) *Castelnaudary*, CC-37, n° 4.

(611) *Hérault*, A-126, f° 1.

(612) Exemple à Langogne, 24 mars 1787 (*Lozère*, F-742).

(613) *Ardèche*, 13-B-10, n° 66.

(614) Cf. *infra* pp.

appelés à témoigner. C'est le cas à Villedieu en 1710 (615). Cette précaution à notre avis s'impose également aux fermiers qui ne sont pas habilités à dresser des procès-verbaux, s'ils désirent malgré tout exercer leur droit de visite. Citons le cas de Jean Ribatton, fermier de l'équivalent à Limoux et dans le Razès à l'extrême fin du XVII^{me} siècle, que les documents décrivent opérant des vérifications chez les redevables de Limoux, accompagné de Pierre Rives, consul de la ville, revêtu de la livrée consulaire et suivi de son valet à livrée (616).

Ainsi les autorités municipales sont appelées à aider fermiers et commis dans leurs exercices. Peuvent-elles suppléer à l'absence de ces derniers ? car il n'y a pas nécessairement un fermier ou un commis en poste fixe dans chaque village. Or le règlement est formel : le fermier ou son agent doit se tenir en permanence à la disposition des contribuables pour faire le « *poids et contre-marque... à la première réquisition* » (617). Les nécessités du commerce et, au moins pour la viande et le poisson, des raisons d'ordre sanitaire s'opposent à tout retard dans l'exercice du contrôle. Toutefois une disposition prévoit que le poisson peut être « *raisonné* » aux consuls du lieu en l'absence de commis (618), et l'on constate que cette disposition est généralisée dans son application (619). Certains fermiers même recourent systématiquement aux services des consuls ou de personnalités jugées non suspectes. C'est ainsi qu'en 1743 le fermier de l'équivalent du Vivarais utilise une feuille de contrôle avec en-tête imprimé, portant le texte suivant : « *Controlle pour... qui a déclaré aux Commis soussignés, n'avoir autre chose que ce qui sera couché ci-après sujet au Droit d'Equivalent. Lui avons cacheté et rouané ses tonneaux, qu'il fera recacheter toutes les fois et quantes qu'il prendra du vin. Lui enjoignant en l'absence des commis de déclarer à l'instant à Mrs les Consuls, à deux hommes de probité, ou à M. le Curé tout ce qui viendra dans sa maison sujet au Droit d'Equivalent, le faisant coucher sur l'heure au présent Controlle datte par datte ; le tout à peine de confiscation et amende. Il est averti que si les commis qui passeront chez lui trouvent des tonneaux décachetés, à moins qu'il n'en soit fait mention par quelqu'un d'eux au présent Controlle il sera mis en contravention ; de même que s'ils y trouvent de la viande, ou vin, qui n'y soient pareillement couché* » (620).

Le règlement prévoit même le cas où le fermier, présent sur les lieux, ferait des « *difficultés* » à un redevable désireux de « *raisonner* » certains produits. L'intéressé pourra faire appel à deux prud'hommes non suspects pour effectuer la pesée, et le droit sera payé « *selon le poids trouvé* » (621). Cette disposition n'est pas inutile car les fermiers, qui sont souvent des commerçants comme nous aurons l'occasion de le

(615) *Hérault*, B-9371.

(616) *Aude*, B-992.

(617) Règl. 1542 (art. 11)... ; 1618 (art. 28) ; 1620 (30) ; 1624-1684 (35) ; 1687-1717 (37) ; 1723 (39) ; 1729 (31) ; 1735 (20) ; 1741-1747 (12) ; 1754-1776 (13) ; 1781 (18) ; 1787 (30).

(618) Règl. 1567 et suiv. mentionnés note 617.

(619) Arrêt aides 20 janv. 1689, art. 9 (*Hérault*, A-159, f^o 6). Exemple de déclaration aux consuls : *Ardèche*, 13-B-15, 237.

(620) *Ardèche*, 13-B-17, 51.

(621) Règl. 1542 et suiv. mentionnés *supra* note 552.

constater, pourraient être tentés d'abuser de leurs prérogatives dans leurs rapports avec leurs concurrents.

D'une manière générale cependant les fermiers, lorsqu'ils n'ont pas la possibilité d'exercer un contrôle permanent, préfèrent abonner les redevables. Le procédé leur permet d'exploiter à moindre frais et en outre il leur donne l'assurance de pouvoir compter sur une somme fixe à l'échéance de chaque quartier. Quant aux abonnés ils y trouvent leur compte, n'étant astreints à aucune formalité, ni tenus de subir les « visites » des commis. Ainsi le désir réciproque d'échapper aux exigences du contrôle explique la fréquence des abonnements. D'autant que les consuls ne sauraient être considérés comme des substituts attitrés des commis : en particulier ils ne sont pas obligés de tenir le registre des déclarations. Les fermiers généraux pourtant l'auraient souhaité en 1755 : désireux de réagir contre la pratique du sous-affermage et des abonnements ils s'étaient efforcés d'établir des régisseurs ou « *buralistes* » dans toutes les paroisses, priant au surplus les Etats d'enjoindre aux consuls, dans les paroisses où il n'y aurait pas de buraliste, de se charger des registres et de les tenir avec exactitude. Les Etats opposèrent un net refus à cette demande (622). C'est aux commis en principe d'inventorier la marchandise à son entrée en magasin, comme c'est à eux d'en vérifier l'écoulement par des contrôles postérieurs.

SECTION II

Le contrôle du débit

Ce contrôle s'effectue de la manière la plus simple au cours de visites périodiques dans les locaux à usage commercial : les denrées sont inventoriées et les commis n'ont plus qu'à comparer avec l'état dressé au moment de l'emmagasiner. L'opération, sur laquelle nous n'insisterons pas, est indispensable pour fixer le montant de la somme due au titre de l'équivalent, mais elle est insuffisante au regard du vin : il faut d'une part, les tonneaux étant jaugés, évaluer et déduire la part correspondant au coulage et à la boisson du contribuable et de sa maisonnée, puisqu'aussi bien le vin de cette part, n'ayant pas été débité, n'est pas sujet à l'équivalent. D'autre part le vin débité étant taxé *ad valorem*, un contrôle du prix est ici nécessaire.

I. — LA « DÉDUCTION » DU VIN EXCLU DU COMMERCE

Les contribuables n'ont vraisemblablement jamais été autorisés à évaluer par eux-mêmes la quantité de vin nécessaire à leur propre consommation. En tout cas l'arrêt des aides du 11 juin 1551, fondé sur les « *instructions dudit droit* », interdit à Arnault Rigaud, hôtelier à Carcassonne, d'avoir « *aucun tonneau à part pour prendre le vin pour son boire ni de sa famille ; ains son boire sera deduit et rebattu du vin qui a été et sera vendu... eu egard à icelle famille, selon la relation des* »

(622) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f^o 151).

gardes et commis dudit droit » (623). Il ne reste aux contribuables s'estimant lésés que la voie du recours en justice, comme le reconnaît le règlement en 1567 : Le vin que consomme l'hôtelier et sa maisonnée sera laissée « à l'arbitre des juges ».

L'iniquité d'une telle solution n'échappe pas à l'assemblée provinciale. Aussi s'efforcera-t-elle de dégager une méthode d'évaluation de la boisson des débitants et de leur famille. Cette évaluation, laissée en 1581 à l'arbitre des juges ordinaires des lieux et de deux commis, lesquels devaient avoir égard à « *la qualité de la maison desdits hôtes et cabaretiers* » (624), sera confiée au XVII^e siècle aux « *consuls des lieux, eu égard à la grandeur de la famille et nombre de domestiques* » (625). Pratiquement un accord intervient entre le fermier et les débitants en vue de régler la quantité de vin correspondant à la consommation de ces derniers : les hôteliers de Villefort par exemple « *se contentent* » de la sixième partie de celui qu'ils débitent, et la Cour des Aides le 19 avril 1614 valide la convention passée à ce sujet (626).

La Coste est partisan d'un autre système, d'ailleurs connu de la Cour des Aides (627), sur lequel il s'étend longuement. La distraction est réglée de la façon suivante : pour « *la boisson desdits hostes, leurs femmes, valets et servantes, pour chacun d'eux, et pour chaque jour un pecher, truquette, et demy truquette...*, (et) *pour les enfans desdits hostes, fils, ou filles, pour chacun d'eux une feuillette et demie truquette* » (628). Pour la lie enfin la distraction doit s'opérer à raison de douze pechers par muid, mesure de Montpellier (629). Considérant en effet que les mesures du vin sont diverses selon les lieux, aussi bien en nom qu'en contenance, La Coste est d'avis qu'il faut régler les autres lieux quant à cette distraction à la mesure de Montpellier ; et de proposer une méthode de « *réduction et d'égalisation des mesures* » basée sur le poids (630). Ce système a l'avantage d'établir un mode de calcul uniforme, que la Cour des Aides d'ailleurs sanctionnera à différentes reprises selon le témoignage de d'Espeisses, notamment le 24 octobre et le 9 novembre 1619 et le 26 janvier 1632 (631).

(623) *Hte-Gar.*, C-2182, f^o 94. Philippi (*Arrests...* art. XIII) cite l'arrêt des aides du 30 mai 1554, prévoyant également qu' « *en payant l'équivalent seroit deduit le boire des hostes & de leur famille, & la lye du vin à l'estimation des gardes* ».

(624) Règl. 1581, 1588, 1591.

(625) Règl. 1605 ; 1618 (art. 45) ; 1620 (46) ; 1624-1627 (32).

(626) *Hérault*, A-46, f^o 424. Autre déduction du sixième à Rabastens en 1555 (*Hérault*, B-16, f^o 112 v^o).

(627) Arrêt 20 mars 1610 cité par La Coste (p. 86) et par d'Espeisses (p. 254).

(628) La Coste prévoit tout, notamment le cas des personnes ne buvant pas de vin : « *en ce cas ne sera rien rabatu pour telles personnes* ». Il constate également que « *lesdits hostes font boire à leur famille la trampe ou arrière vin quelques temps de l'année* ». En conséquence « *il ne doit estre faite aucune distraction* » (*op. cit.* p. 89).

(629) La Coste, p. 77. Précisons que le muid vaut dix-huit setiers, et le setier trente-deux « *peschers* ».

(630) La Coste, pp. 88-89.

(631) D'Espeisses, *op. cit.* p. 254 ; Cf. également *Hérault*, B-91.

Une clause du traité conclu le 31 mai 1634 entre les Etats et les engagistes de l'Equivalent remet tout en question. Les engagistes consentent en effet à « *déduire aux hotes, cabaretiers et autres... pour leur boisson ou leur famille, lies et coulages, savoir à ceux qui en vendent chacun an 7 tonneaux de vin, 1 tonneau ; à ceux qui en vendent 14, 1 tonneau et demi ; à ceux qui en vendent jusqu'à 20, 2 tonneaux ; et à ceux qui en vendent jusqu'à 30, 3 tonneaux ; et au dessus et au dessous à l'équipolent* » (632). Au moment d'enregistrer les lettres patentes autorisant l'engagement de l'équivalent, la Cour des Aides fera quelques remontrances, tendant entre autres choses à ce que la distraction s'effectue suivant les arrêts et règlements de la Cour (633). Le roi passera outre à ces observations (634), mais la nouvelle réglementation ne parviendra pas à s'imposer si l'on en juge par l'arrêt de la Cour du 18 novembre 1637 (635). Les dispositions du faux règlement publié en 1638 à l'instigation des engagistes témoignent elles-mêmes de l'incohérence régnant en la matière : alors que l'article 17 enjoint aux fermiers d'opérer la distraction suivant la volonté du roi, l'article 18 précise que cette distraction doit être faite eu égard à la famille de l'intéressé, ainsi qu'il est porté par les arrêts sur ce donnés (636)...

Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de voir les fermiers et les contribuables recourir à nouveau, au milieu du XVII^e siècle, au système des accords particuliers : ainsi défalque-t-on à Albi le dixième du droit (637). En fait la règle du « dixième » tend à s'appliquer dans toute la province, et lorsqu'en 1655 après le rachat de l'équivalent les Etats interviennent, c'est pour consacrer l'usage reçu sans plainte depuis dix ans et plus (638) : aux termes du nouvel article 32 du règlement, la déduction est fixée au dixième du droit, tant pour la boisson des « *hôteliers et de leurs femmes, enfants et valets* » que pour les « *lies, coulages et remplages* » (639). Cette réglementation, admise non sans difficulté dans quelques lieux restés fidèles à l'ancien usage (640), s'appliquera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime — pour la plus grande satisfaction des intéressés à ce qu'il paraît (641).

(632) *Hérault*, A-48, f^o 6.

(633) Arrêt 21 août 1634 (*Arch. Nat.*, H* 748200, f^o 117).

(634) Arrêt du conseil 25 oct. 1634 (*Hérault*, A-54, f^o 80) ; lettres de jussion 30 oct. (*Arch. Nat.*, H* 748200, f^o 118) ; enregistrement aides 24 nov. 1634 (*id.*, f^o 119 v^o).

(635) Arrêt mentionné dans la production d'un marchand d'Albi en procès avec le fermier de l'équivalent en 1652 (*Hérault*, B-9049). Sur les difficultés rencontrées par les engagistes dans l'application de la nouvelle méthode de déduction, Cf. *Arch. Nat.*, H* 748200, f^o 512, 512 v^o.

(636) *Arch. Nat.*, H* 748200, f^o 159.

(637) *Hérault*, B-9049.

(638) P-V 27 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 179 v^o) ; les Etats observent que le système de déduction prescrit en 1634 est « *incommode* » parce que l'opération est remise à la fin de l'année au lieu que les fermiers font leurs comptes de quartier en quartier.

(639) Règl. 1655-1669 (art. 32) ; 1681-1684 (31) ; 1687-1717 (32) ; 1723 (34) ; 1729 (26) ; 1735 (44) ; 1741-1747 (45) ; 1754-1762 (46) ; 1768 (45) ; 1776 (43) ; 1780 (48) ; 1787 (60).

(640) Contestations à Montpellier (*Hérault*, B-8830 ; B-9225), et à Sernhac (*id.*, B-91 ; B-23496).

(641) On note seulement une plainte des « *hotes majeurs* » de Toulouse en 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f^o 150 v^o sq.).

II. — LE CONTROLE DU PRIX DES VINS

En principe les débitants sont libres de fixer le prix à leur convenance : « comme le seigneur direct ne peut prendre les lods qu'à raison du prix convenu, bien qu'il soit beaucoup au dessous de juste prix, écrit d'Espeisses, pareillement bien que les vendeurs de vin le baillent à un prix fort vil, ils ne sont pas pour cela censés frauder ledit droit, et les fermiers ne pourront demander qu'à raison du sixième denier du prix du vin vendu, comme il a été jugé en la Cour des Aides de Montpellier par arrêt donné en audience moi présent, le 25 février 1619, puisque chacun a la distribution libre de son bien » (642). De toute façon si l'importance de la récolte exerce une influence déterminante sur le cours des vins (643), elle n'affecte guère le rendement de l'impôt puisque le vin est plus cher en période de disette. On voit d'ailleurs le fermier général déplorer l'abondance de la production vinicole en 1786-1787 (644). Les partisans, cela va sans dire, tiennent à la liberté des prix et ils dénoncent les tentatives de taxation effectuées par les autorités municipales en période de disette (645). Au XVIII^e siècle notamment la Cour des Aides interviendra à plusieurs reprises sur leur demande pour condamner ces tentatives (646).

Le contrôle du prix des vins, et partant la liquidation de l'impôt, ne pose pas de problème particulier, sauf au regard des hôteliers qui procurent à leur clientèle, avec la boisson, le logement et diverses fournitures moyennant un prix d'ensemble. Ce sont les « hôtes majeurs », qui selon La Coste et d'Espeisses « logent les gens de cheval », tandis que les « hôtes mineurs... logent les gens de pied et baillent à pièces (647). Encore cette dernière caractéristique est-elle insuffisante à elle seule pour qualifier l'intéressé : en 1760 par exemple Troupenas, hôte du Petit Louvre à Nîmes, conteste sa qualité d'« hôte majeur » attendu qu'il compte à pièces, et non à tant par repas » (648). Mais pour les

(642) *Op. cit.* p. 254.

(643) Cours extrêmement variable, on le sait. Le « tarif » ou « table » des droits d'équivalent et du souquet perçus à Nîmes est établi (vers 1730) en fonction de variations de prix comprises entre six et quinze deniers le pot (Nîmes, MM-7, 100).

(644) *Hte-Gar.*, C-2428, f^o 405 ; C-2429, f^o 498 v^o.

(645) P-V ass. dioc. Comminges 28 avr. 1717 (*Hte-Gar.*, C-2017). Cf. également *Hte-Gar.*, C-16, f^o 91, la requête adressée au conseil par le fermier général Perette en 1745.

(646) Lettre 12 avr. 1770 (*Albi*, CC-126).

(647) La Coste, p. 75 ; d'Espeisses, p. 252. Pour la cour des aides Pierre Pagès, hôte du logis de la Rose, et Jean Gallibert, hôte de la Couble, à Montpellier en 1656, « ne sont pas cabarettiers et taverniers vendant en détail et à pièces, qu'on appelle couramment hôtes mineurs, mais ils sont hôtes majeurs et des plus fameux, car ils logent les gens de pied et de cheval et s'en font payer par escot » (*Hérault*, B-8830) ; de même Pierre Sigeas, de Montpellier, « pour tenir grand cabaret à tous allans et venans tant de pied que de cheval (et) leur administrant vivres », le prix du repas, vin compris, étant fixé à 8 sous (1657 ; *Hérault*, B-47236).

(648) *Hte-Gar.*, C-2404, f^o 137.

Etats sont hôtelleries majeures non seulement celles où les voyageurs sont reçus à un prix fixe pour eux, leurs domestiques et voitures, ces hôtelleries « pour ainsi dire stables », qui ont « une enseigne propre qui ne varie point » ; mais encore « celles-là même où n'abordent le plus communément que des voitures et des gens à pied... si d'ailleurs elles ont des lits et écuries et qu'on y donne à manger ». Quant aux « hôtes mineurs », ce sont « tous les autres cabaretiers quelconques qui donnent seulement à manger à tous venants, habitants ou étrangers, et où l'on compte communément à pièces ». De toute façon l'assemblée considère que l'on ne saurait faire abstraction de la « qualité de l'hôte » pour percevoir l'équivalent : « Le parti que pourraient prendre les hôtes majeurs à l'exemple de Troupenas de faire payer le vin à un prix fixe, séparément des autres fournitures et du logement, déclare-t-elle, serait un moyen assuré pour rendre illusoire les arrêts et règlements et pour ne payer (le droit) que sur le pied qu'ils aviseraient, sauf à se refaire de la modicité du prix du vin soit sur les autres objets de fourniture... soit de telle autre manière que l'intérêt et l'industrie peuvent leur suggérer » (649). On précisera donc, dans le nouvel article 46 du règlement en 1762, que « seraient réputés majeurs tous hôtes qui donnant à manger, donnent aussi des lits et ont des écuries ; et ce encore qu'ils comptent à pièces ou de quelque autre manière que ce soit ».

Toute équivoque sur l'appartenance à l'une ou l'autre catégorie étant dissipée, il reste que les « hôtes majeurs » ne sont pas libres dans la liquidation du droit de fixer eux-mêmes le prix du vin. Ils sont tenus de « raisonner (celui-ci) sur le même pied des hôtes mineurs » (650). Le principe est indiscuté, mais d'innombrables contestations ont été soulevées en pratique autour de l'évaluation de ce prix. La Cour des Aides commet ordinairement deux experts, tels Antoine Peletan et Antoine Blisson (arrêts des 14 et 21 mai 1675) pour procéder par devant M^r Pierre Leblanc, juge des conventions royaux de la ville de Nîmes, à l'estimation du prix commun de la pinte ou picher de vin vendu et débité dans la ville durant les quartiers d'octobre 1674, de janvier et d'avril 1675 (651). Cette jurisprudence est conforme aux délibérations des Etats : le syndic général intervenant au procès opposant le fermier de l'équivalent aux hôteliers nimois précise en effet dans sa requête que les « hôtes majeurs » doivent acquitter le droit « sur le pied de la vente du vin du plus grand nombre des hôtes mineurs et cabaretiers » (652), alors que pour La Coste au contraire les « hôtes majeurs » sont tenus de raisonner le vin « au plus hault prix des hosteliers mineurs, dudit lieu, ou autres plus proches » (653). L'attitude des Etats (654) et de la Cour (655) restera inchangée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

(649) P-V 6 nov. 1762 (*Hte-Gar.*, C-2405, f^o 105-107).

(650) Régl. 1735 (art. 44) ; 1741-1747 (45) ; 1754-1762 (46) ; 1768 (45) ; 1776 (43) ; 1780 (48) ; 1787 (60). Bien que le règlement soit muet sur ce point avant 1735, il n'est pas douteux que l'usage de se référer au prix pratiqué par les « hôtes mineurs » est suivi dans la province dès le début du XVII^e siècle (La Coste, pp. 75-76). C'est d'ailleurs le dispositif de l'arrêt de règlement des aides du 20 janvier 1689 (art. 3) qui sera inclus dans le règlement en 1735 (*Hérault*, A-159, f^o 6).

(651) *Hérault*, A-55, f^o 221.

(652) *Hérault*, A-55, f^o 221.

(653) La Coste, p. 76. Sentence conservateur Carcassonne (11 sept. 1683) conforme à l'opinion de La Coste (*Aude*, B-988).

(654) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196).

(655) Notamment arrêt 7 avr. 1734 (*Hérault*, A-214).

SECTION III

Les limites du contrôle

Le contrôle normalement touche les seuls redevables. Cependant pour prévenir la fraude les Etats ont réglementé l'entrepôt et admis que des vérifications soient effectuées chez des particuliers, producteurs ou consommateurs, en principe non assujettis à l'impôt. Le règlement de l'équivalent contient même un certain nombre de dispositions sans caractère fiscal, concernant purement et simplement la police du marché.

I. — LA RÉGLEMENTATION DE L'ENTREPOT

Les commerçants qui ont un magasin d'entrepôt où ils reçoivent des marchandises pour le compte de tiers, et d'où ils procèdent à des expéditions suivant les ordres qui leur sont passés, ne sont pas assujettis au droit. En effet il n'y a pas débit. Mais des précautions doivent être prises, et elles le sont effectivement... à compter de 1739. Toutefois la réglementation de droit commun sera jugée inapplicable dans le principal port de la province : Sète, où les négociants se verront reconnaître une « *faculté d'entrepôt* » très étendue, correspondant en fait à un privilège.

A. — LE DROIT COMMUN.

Il est bien spécifié d'abord que les entreposeurs doivent déclarer les marchandises avant l'emmagasinage. Sur ce point le règlement n'a fait que reprendre le dispositif de l'arrêt des aides du 21 août 1739 (656) : « *Seront tenus les mangonniers et revendeurs, de même que les voituriers et commissionnaires qui recevront des marchandises en entrepôt ou par transit, de les déclarer aux fermiers ou à leurs commis, dans leurs bureaux, avant de les enfermer dans leurs maisons ou magasins, dans les lieux où les fermiers auront un bureau ouvert. Pour les lieux où il n'y aura pas de bureau, les mangonniers ou autres qui recevront ces marchandises en entrepôt ou par transit pourront les enfermer dans leurs maisons ou magasins, à charge par eux d'aller les déclarer aux fermiers ou à leurs commis, dans le bureau d'où dépendra le lieu de l'entrepôt, dans les vingt-quatre heures lorsqu'il n'y aura qu'une lieue de distance, ou dans le délai de deux fois vingt-quatre heures quand la distance sera plus grande* » (657). En 1780 l'assemblée provinciale admet que la neige dans les pays de montagnes

(656) Castelnauary, CC-37, n° 6.

(657) Règl. 1741-1762 (art. 30) ; 1768 (29) ; 1776 (26) ; 1781 (31) ; 1787 (43).

peut empêcher l'accomplissement de cette formalité : dans ce cas les voituriers « *prendront une attestation des consuls de l'endroit, pour constater le fait* » (658). De toute façon la formalité ne doit être accomplie que s'il y a entrepôt effectif : « *Dans le cas où les envois se font par la messagerie ou par d'autres voitures qui ne déchargent point, ou qui ne déchargent qu'à la couchée pour recharger le matin, il n'y a pas lieu à déclaration* » (659).

La déclaration doit être accompagnée de la remise d'une « *ampliation de la lettre de voiture* ». Le règlement est formel sur ce point (660), et il suppose, observent les Etats le 30 décembre 1780, que la lettre indique le lieu de destination des marchandises et le nom du destinataire. Or fréquemment les expéditeurs se contentent d'ordonner à leurs commissionnaires, en termes vagues, de garder la marchandise jusqu'à destination ; « *de sorte qu'un négociant d'une ville de la province demandera aux négociants de Bordeaux ou de Marseille de lui adresser du poisson salé pour transit, quoique dans le vrai ce soit un envoi pour le compte de ceux qui demandent la marchandise; et si dans l'intervalle du mois de transit ils trouvent à vendre cette marchandise ou la majeure partie au dehors, ils l'expédient comme marchandise d'entrepôt, et ne paient le droit que pour celle qui reste après le mois* ». Pour mettre fin aux abus de ce genre les Etats précisent que les marchandises sont impossibles si la lettre de voiture n'indique pas expressément le lieu de destination et le nom du destinataire (661).

Le dépôt enfin est limité dans sa durée : « *Les marchandises seront sujettes au droit comme étant censées pour le compte de celui qui les aura reçues, après avoir séjourné plus d'un mois dans le lieu de leur arrivée* » (662).

Cette réglementation, patiemment élaborée, doit satisfaire les intérêts en présence ; et de fait son application, encore que certains points restent à fixer à la fin de l'Ancien Régime, ne soulèvera pas de difficulté particulière (663)... sinon dans une seule ville de province : Sète. Il faut reconnaître que la réglementation fiscale de l'entrepôt était une question vitale pour les négociants du lieu. Quant aux Etats, ils ne pouvaient pas étant donné l'importance du trafic du port de Sète dans l'économie languedocienne, se désintéresser du problème.

b) LE REGIME APPLICABLE A SETE

Le problème se trouve brutalement posé en 1770, lorsque l'équivalent devient perceptible dans le « *port et terroir* » de sète, jusque là lieux privilégiés. Précisons que le débat concerne la seule denrée taxée à la vente en gros : le poisson salé. En ce qui concerne le vin, imposé seulement à la vente au détail, le trafic du port en effet n'a pas pu être touché par la mesure prise en 1770. Les négociants sétois réclament d'abord une prolongation du délai d'entrepôt — jusqu'à trois

(658) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 270 sq.). Règl. 1781 (art. 31) ; 1787 (43).

(659) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196).

(660) Règl. 1741 (art. 30) et suiv. mentionnés *supra* note 657.

(661) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 270 sq.). Règl. 1781 (art. 31) ; 1787 (43).

(662) Règl. 1741 (art. 30) et suiv. mentionnés *supra* note 657.

(663) Cependant conflit à Nîmes en 1783 (*Arch. Nat.*, H-1100, 4).

mois — pour les salaisons importées : *« l'espoir d'être affranchi des droits pendant un long terme détermine plus aisément le spéculateur ; il peut pendant ce temps mettre à profit des circonstances favorables, et c'est rompre ses mesures que de lui ôter cette ressource »*. D'ailleurs les édits royaux accordent des *« délais plus considérables »* pour l'entrepôt des grains et des produits coloniaux. Il y va de l'avenir du commerce du poisson salé à Sète, assurent les requérants : *« sans cela les vaisseaux de Terre Neuve et ceux de la Bretagne désertent le port, les négociants seront frustrés de cette branche de commerce, et la verront passer à ceux de Marseille ; d'où il s'ensuivra un préjudice pour les cultivateurs qui paieront plus cher cette marchandise dont ils font le principal aliment »*.

Les négociants déclarent également *« qu'il n'est ni juste, ni naturel que la marchandise qui sera déclarée en entrepôt paye le droit dans le cas où le négociant, ou le commissionnaire, n'en déclarera pas en même temps la destination, et ne la justifiera pas par la lettre de voiture ; étant certain... que c'est détruire le commerce que d'en interdire la liberté et le secret »*. Les requérants soulignent à ce propos que *« l'entrepôt et le transit sont deux choses différentes : le transit suppose un propriétaire absent et étranger ; l'entrepôt indique au contraire un propriétaire présent qui reçoit sa propre marchandise sans avoir déterminé l'usage qu'il en doit faire. Quant au transit, rien de plus naturel qu'on exhibe lors de la déclaration la lettre de voiture et qu'on déclare la destination ultérieure, parce que le sort de la marchandise est réglé, et que le propriétaire en est connu ; mais à l'égard de l'entrepôt on ne doit pas être astreint à cette formalité parce que rien n'empêche qu'on envoie une marchandise pour être entreposée à Sète, soit qu'on n'ait point encore réglé la destination qu'on veut lui donner, soit qu'il y ait quelque difficulté qui empêche de l'expédier en droiture à celui à qui on la destine, soit qu'on veuille attendre quelques jours pour la vente afin de saisir une époque favorable »*. Les nécessités du commerce, le secret des affaires exigent donc que les marchandises déclarées *« pour le compte de qui il appartiendra »* dans les connaissements puissent être entreposées en franchise pendant le délai légal.

En réalité la notion d'entrepôt, telle que l'entendent les négociants sétois, est singulièrement élargie. Il s'agit ni plus ni moins d'un véritable privilège que réclament les marchands du lieu pour la vente de leurs produits. Et pas seulement des produits d'importation : l'industrie locale de la salaison doit bénéficier d'une mesure identique, eu égard à ce que *« le salage des sardines est le fonds de la subsistance des pêcheurs, profession essentielle qui mérite faveur »*. Le fermier ne s'y trompe pas : *« c'est le marchand saleur qui réclame l'exemption pour lui »*, puisqu'aussi bien celle-ci est traditionnellement accordée aux pêcheurs qui vendent en gros le produit de leur pêche sur le bord même de la mer ou de l'étang. Quoiqu'il en soit la commission des Affaires Extraordinaires de l'assemblée provinciale ne conteste pas dans l'ensemble le bien fondé des réclamations sétoises : *« Toute espèce d'impôt gêne le commerce »*, déclare-t-on comme pour s'excuser, *« mais il faut nécessairement des règles pour éviter les fraudes »*. Au fond le principal obstacle qui empêche la commission — et l'assemblée à sa suite — de prendre en considération les demandes présentées tient à l'obligation incombant à la province d'assurer au fermier une jouissance conforme aux dispositions du règlement. Les demandes

« ne sauraient être accueillies sans accorder au fermier une indemnité », observe-t-on le 5 janvier 1771 (664)... et cela seul suffit pour provoquer l'ajournement du débat. Quatre ans plus tard, jour pour jour, l'assemblée ne fait pas de difficulté pour reconnaître la « solidité » des représentations sétoises (665), et pour adjoindre au règlement l'article suivant, applicable à compter du 1^{er} avril 1776 :

« Les négociants et marchands de Sète jouiront de la faculté d'entrepôt pour le poisson salé qu'ils recevront pour leur compte, ou par commission, ou qu'ils achèteront dans le port à bord des vaisseaux et autres bâtiments de mer, pendant le délai de trois mois, à compter du jour de la réception, sans qu'il soit besoin que le connaissance fasse mention du nom du propriétaire, ni qu'il soit énoncé qu'il est destiné pour une autre ville.

« Il leur sera permis, pendant ce délai de trois mois, d'expédier le poisson qu'ils auront reçu par entrepôt dans toutes les autres villes et lieux de la Province, sans payer aucun droit.

« Les capitaines des navires pourront aussi décharger et mettre en magasin leurs morues et autre poisson salé, et les expédier dans l'intérieur de la province dans le même délai, sans payer aucun droit.

« Pour jouir de ladite faculté d'entrepôt, les marchands et les capitaines des navires seront obligés de faire leur déclaration au bureau du fermier, et d'appeler son commis pour vérifier la marchandise et en constater la qualité et quantité avant de la mettre en magasin, à peine de confiscation et d'amende.

« Ils seront tenus sous les mêmes peines de faire une nouvelle déclaration et d'appeler les commis, lorsqu'ils voudront expédier en tout ou en partie la marchandise qu'ils auraient déclarée pour l'entrepôt.

« Le terme de la durée dudit entrepôt sera de 6 mois pour tout le salage fait dans la ville de Sète.

« Enfin il sera loisible au fermier de faire des visites chez les marchands et négociants, même pendant le temps de l'entrepôt ; et s'ils ne lui représentent point toute la marchandise qu'ils auront déclarée, ils seront tenus de lui payer le droit d'équivalent de la quantité qui manquera » (666).

Les négociants sétois obtiennent donc tout ce qu'ils désirent, et l'on peut considérer qu'à la fin de l'Ancien Régime ils sont dans une situation privilégiée par rapport à leurs confrères languedociens ; qui plus est, cette condition leur a été faite dans le temps où les habitants d'un certain nombre d'autres villes de la province, traditionnellement

(664) *Hte-Gar.*, C-2413, f^o 272 v^o, 282 v^o.

(665) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f^o 316 v^o).

(666) Régl. 1776 (art. 27) et 1781 (32). En 1787 l'assemblée s'avise de la contradiction que présentent entre elles les dispositions des alinéas 5 et 7 de l'article en question : lorsqu'une partie des marchandises entreposées a été expédiée à l'insu du fermier, l'expéditeur encourt-il une peine ou doit-il seulement acquitter l'impôt à proportion de l'écoulement. Le fait que les Etats optent pour cette deuxième solution (P-V 8 janv. 1787 ; *Hte-Gar.*, C-2429, f^o 467 ; Régl. 1787, art 44) reflète leur souci de réagir contre une fiscalité excessive.

privilégiées, étaient soumises au régime commun. Une conclusion s'impose : pour les autorités le trafic du port de Sète constituait un élément essentiel de l'activité économique languedocienne ; par tant son maintien devait l'emporter sur toutes les autres considérations

II. — LE CONTROLE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION DÉTAXÉE

La viande, le poisson et le vin n'ont pas en principe à être « raisonnés » lorsque ils sont détaxés. Envisageons par exemple la réglementation applicable aux ventes de poisson : les pêcheurs, premiers vendeurs, ne sont pas assujettis à l'équivalent lorsqu'ils vendent le produit de leur pêche « *sur le lieu* », c'est-à-dire sur le bord même de la mer, de l'étang ou de la rivière. Ils sont également exempts de toute déclaration, à l'inverse des gens « *portant poisson à vendre* » ou « *voiturant du poisson* » dans ce but, qui eux sont tenus de le présenter au fermier et de le « raisonner » avant la mise en vente (667). On sait d'autre part que le règlement affranchit (jusqu'en 1776) les vendeurs de poisson frais, sans considération pour le lieu du débit, dès lors que la quantité mise en vente n'excède pas au total le poids de 10 livres : il n'y a donc pas lieu, précise le règlement de faire une déclaration dans ce cas (668). Comme le poisson, la viande et le vin ne doivent être « raisonnés » que s'ils sont impossables. Le principe cependant s'applique d'une manière moins rigoureuse à l'égard de ces deux denrées : pour prévenir et déceler la fraude, en bref pour donner au fermier les moyens de percevoir le droit dans tous les cas où il est dû, les Etats ont été amenés à étendre la notion de contrôle.

A. — LE CONTROLE DE LA VIANDE DETAXEE.

Les « *chairs de provision* », détaxées, ne sont pas sujettes à déclaration. Au XVI^e siècle le règlement de l'équivalent est formel sur ce point (669), mais par la suite l'imprécision du texte autant que le dispositif de certains arrêts de règlement « *surpris* » par les fermiers (670) ont pu créer de la confusion. Au milieu du XVIII^e siècle les fermiers sont même parvenus à convaincre l'assemblée provinciale de la nécessité d'établir un certain contrôle de la consommation de la viande exclue du circuit commercial. Aux termes de l'article 16 du règlement publié en 1741 la faculté est formellement reconnue aux habitants d'abattre du bétail pour leur provision, suivant la tradition, mais « *à la charge par ceux qui voudront user de ladite faculté et qui auront leur domicile dans les lieux où il y aura un bureau de l'équivalent, ou dont le domicile ne sera qu'à une lieue de distance du bureau, de faire leur déclaration au commis de l'équivalent ; et pour ceux dont le domicile sera*

(667) Règl. 1567... ; 1618-1620 (art. 16) ; 1624-1684 (17) ; 1687-1723 (16) ; 1729 (9) ; 1735 (29) ; 1741-1762 (26) ; 1768 (25) ; 1776 (24) ; 1781 (29) ; 1787 (41).

(668) Règl. 1542... ; 1618-1620 (art. 15) ; 1624-1684 (16) ; 1687-1723 (15) ; 1729 (8) ; 1735 (28) ; 1741-1762 (25) ; 1768 (24).

(669) Règl. 1542 (art. 7) et suiv.

(670) Notamment arrêt 20 janv. 1689, art. 12 (*Hérault*, A-159, f^o 6).

éloigné de plus d'une lieue, de faire pareillement leur déclaration dans deux fois vingt-quatre heures au plus tard du jour qu'ils auront tué » (671). Cette réglementation est restée en vigueur pendant douze ans ; après quoi les Etats, jugeant que l'« expérience » était un échec, sont revenus au système antérieur (672). Il est certain que l'obligation de déclarer le bétail abattu (dans la mesure où la distance, l'état des chemins et les conditions climatiques permettaient de la remplir) indisposait les habitants sans avantager réellement le fermier, contraint pour dépister les fraudes d'entretenir une armée de commis. Dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle le règlement exempté formellement de déclaration les particuliers qui abattaient du bétail « pour leur provision » (673), et il précise (à compter de 1757) que les maîtres des manufactures, des forges et des fabriques « jouissent de la même liberté » (674). Plusieurs délibérations en outre témoignent de la ferme volonté des Etats sur tous ces points (675).

La possibilité est également reconnue aux habitants de détailler entre eux une bête en franchise d'équivalent : quatre personnes au maximum sont autorisées à participer au « partage » qui ne peut pas être effectué plus de quatre fois par an (676). Les conditions sont donc strictement déterminées, et l'on s'explique mal qu'aucune déclaration ne soit prévue par le règlement de l'équivalent... avant 1729. Le fermier est évidemment dans l'impossibilité de tenir le compte du bétail abattu par les particuliers et partant de faire appliquer le règlement. Cette situation cependant ne se prolongera pas jusqu'en 1729. Le 21 mai 1706 en effet le fermier du pied fourché obtient de l'intendant de Basville une ordonnance imposant la déclaration obligatoire aux habitants désireux de procéder à un tel « département ». Qui plus est, aux termes de l'ordonnance les intéressés sont tenus de mener la bête aux abattoirs, et les quartiers doivent être marqués, exactement comme pour la viande destinée à l'échal (677). La levée du pied fourché et celle de l'équivalent étant soumises en principe aux mêmes règles, il faut admettre qu'au XVIII^e siècle le fermier de l'équivalent est en droit d'exiger la déclaration dans le cas envisagé. A compter de 1729 le règlement est formel, et s'il n'est pas question d'obliger les particuliers à conduire le bétail à l'abattoir, du moins est-il précisé (après 1754) que la déclaration doit précéder le « partage » (678). On sait également que les habitants du diocèse de Mende jouissent traditionnellement de la faculté de détailler le bétail en franchise, sans aucune des restrictions auxquelles sont soumis les « partages » effectués dans le reste de la province. Les bénéficiaires du privilège du Gévaudan n'ont aucune formalité à remplir, sauf à Mende où les abus semblent particulièrement nombreux et où la déclaration est finalement imposée aux habitants (679).

(671) Règlement 1741-1747 (art. 16).

(672) P-V 9 févr. 1754 : (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 66).

(673) Règl. 1754-1776 (art. 16) ; 1781 (21) ; 1787 (33).

(674) Règl. 1757-1762 (art. 19) ; 1768-1776 (18) ; 1781 (23) ; 1787 (35).

(675) P-V 1^{er} mars et 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151 sq. ; C-2399, f° 86 sq.) et 28 févr. 1764 (id., C-2406, f° 271).

(676) Cette faculté, rapelons-le, sera supprimée en 1768.

(677) *Hérault*, A-210, f° 48.

(678) Règl. 1729 (art. 16) ; 1735 (15) ; 1741-1762 (17).

(679) Le 28 mars 1733 (*Mende*, HH-8).

B) LE CONTROLE DE LA PRODUCTION ET DE LA VENTE DU VIN.

A la fin du premier quart du XVI^m siècle le vin de propriétaire est détaxé à la vente. Et les Etats — le 7 novembre 1529 — tirent la conséquence de l'exemption : « *puisque pour ledit vin du cru n'est dû aucun droit d'équivalent... les habitants ne seront tenus dorénavant de raisonner aux fermiers de l'équivalent pour ledit vin du cru qu'ils vendront, en quelque temps ou qualité qu'ils le vendent* » (680). Cette mesure est applicable à tous les bénéficiaires de l'exemption, notamment aux vigneron qui prennent des vignes à mi-fruit (681) : aucun particulier censé récolter du vin de propriétaire n'a de déclaration à faire, soit au moment de l'encavement, soit au moment du débit.

Cependant certains fermiers troublés par l'importance du commerce frauduleux (les vins du cru étant couramment mélangés avec des vins étrangers, notamment par les préposés chargés du débit) cherchent à contrôler la production vinicole. L'article 69 d'une brochure prétendant expliquer le règlement de l'équivalent, publiée en 1687 par les soins des fermiers (682), prévoit ainsi des visites de commis dans les caves et celliers des habitants, conformément à l'article 52 du règlement... lequel article en réalité ne concerne que les muletiers et les revendeurs. Mais le 20 janvier 1689 la Cour des Aides sur requête du fermier général Boyer rend un arrêt de règlement autorisant le fermier à faire faire par ses commis des visites dans les métairies et domaines, dans le mois suivant la vendange, pour procéder à l'inventaire des vins récoltés. Les commis recevront la déclaration des propriétaires, ou de leurs fermiers ou agents, indiquant la quantité et la qualité des vins encavés. Les déclarations seront couchées sur un registre signé par les commis et par les déclarants, ou bien il y sera fait mention de l'absence des intéressés, de leur refus ou de leur déclaration de ne savoir signer, auquel cas le registre sera signé par deux témoins. Un double de la déclaration par les commis, devra être délivré sur le champ au déclarant (683). On notera que cet arrêt n'impose pas aux viticulteurs d'une manière générale une déclaration de récolte. C'est au fermier de prendre l'initiative de la demander, et aucune sanction n'est prévue en cas de refus de la part des viticulteurs de fournir les renseignements demandés.

Cette réglementation expressément adoptée par les Etats en 1735 restera inchangée jusqu'en 1756 (684). Sa valeur est assez discutable. Manifestement le législateur a voulu éviter tout excès de rigueur vis-à-vis des viticulteurs. Mais quelle peut être l'efficacité d'une règle à laquelle les intéressés sont libres de ne pas se soumettre ? et quant au fond quelle utilité attribuer à l'inventaire des vins du cru, puisqu'aussi bien le débit de ces vins ne fait l'objet d'aucune déclaration ? On admettra cependant que le fermier puisse tirer parti des renseignements recueillis

(680) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 430 ; Toulouse, AA-5, 252, 253.

(681) Règl. 1614 (art. 24) ; 1620 (26) ; 1624-1669 (27) ; 1681-1684 (26) ; 1687-1717 (27) ; 1723 (28) ; 1729 (20) ; 1735-1747 (37) ; 1754-1762 (38) ; 1768 (37) ; 1776 (35) ; 1781 (40) ; 1787 (52).

(682) « Du droit d'équivalent suivant les augmentations... » (*Hérault*, A-68, 471).

(683) Arrêt 20 janv. 1689, art. 6. (*Hérault*, B-9292).

(684) Règl. 1735, art. 36 ; 1741-1747 (42) ; 1754 (43).

pour découvrir les fraudes commises par les débiteurs soumis au contrôle, plus précisément par ceux qui procèdent à des mélanges de vin. Nous ne pensons pas en tout cas que la réglementation dont il s'agit ait été appliquée systématiquement avant 1755, c'est à dire avant que la compagnie parisienne prenne la direction de l'exploitation : les viticulteurs alors refusent de laisser inventorier leur récolte, très certainement parce que l'opération constitue en fait une innovation dans la province (685). Des réformes doivent être entreprises. A compter de 1758 le fermier dispose d'un délai de trois mois après les vendanges pour inventorier la production. Il est bien précisé que la déclaration doit porter uniquement sur « *la quantité de vin provenu dans le fonds, sans qu'il puisse être question de la situation ni de la contenance des vignes* ». Il est également spécifié que les déclarants ne sauraient être « *tenus d'aucuns frais* » à l'occasion de l'inventaire — « *pas même du papier timbré s'il en est employé* » (686). La principale innovation consiste à soumettre la vente du vin de propriétaire à une certaine surveillance. Les viticulteurs toutefois ne sont pas obligés de déclarer la quantité de vin qu'ils entendent mettre en vente. Les Etats sont formels sur ce point (687). Par contre la demande des fermiers tendant à obtenir l'autorisation d'envoyer leurs commis en exercice chez les vendeurs de vin du cru, à l'effet d'empêcher les mélanges et la vente d'une quantité supérieure à celle mentionnée sur l'inventaire, est prise en considération au moins en partie. Le 1^{er} mars 1756 l'assemblée consent à ce que le fermier fasse, si bon lui semble, une visite lors de la vente, sans pouvoir sous aucun prétexte exiger de déclaration, marquer les tonneaux ou déguster le vin, en bref user des « *voies permises et licites à l'égard des vins et hôtes et cabaretiers et autres sujets au droit* » (688). Cette disposition est incorporée au règlement en 1757, et il est expressément indiqué qu'il s'agit là d'une « *seconde visite* », qui « *ne peut avoir lieu que lors de la vente seulement, et non autrement* » (689). Les viticulteurs, « *de quelque état et condition qu'ils soient* », doivent souffrir ces visites et inventaires et faire à cet effet l'ouverture de leurs caves et celliers aux commis. Ceux qui s'y refuseraient ne seront pas déchus du « *privilege* » accordé aux vendeurs de cette sorte de vin, comme les fermiers l'auraient souhaité, mais les Etats ne s'opposent pas à ce que « *cette espèce de contravention* » soit punie d'une amende de dix à cinquante livres (690). Cette réglementation dénote incontestablement le souci de l'assemblée provinciale de concilier les intérêts en présence : d'un côté éviter que la perception d'une taxe frappant en principe le commerce constitue une gêne pour les particuliers non commerçants ; d'un autre côté permettre aux fermiers d'exploiter rationnellement une entreprise qui leur est adjugée à un prix considérable, et pour cela donner à leurs commis la possibilité d'exercer un contrôle efficace sur le marché.

(685) Ardèche, C-754, 57.

(686) Règl. 1757-1762 (art. 43) ; 1768 (42) ; 1776 (40) ; 1781 (45) ; 1787 (57).

(687) P-V 30 nov. 1756 (Hte-Gar., C-2399, f^o 86).

(688) P-V 1^{er} mars 1756 (Hte-Gar., C-2196 ; C-2398, f^o 151 sq.).

(689) Règl. 1757 (art. 43) et suiv. mentionnés *supra* note 686.

(690) P-V 1^{er} mars 1756.

III. — LA POLICE DU MARCHÉ

Les opérations de contrôle sont plus ou moins facilitées par l'organisation du marché. Aussi bien un grand nombre de dispositions du règlement de l'équivalent concernent cette organisation. Quelques articles même ne paraissent pas avoir d'autre but que la police du marché.

Au nombre des dispositions règlementant le marché dans le but de combattre la fraude ou de faciliter la liquidation de l'impôt — dans un esprit de fiscalité par conséquent — mentionnons : l'obligation pour les poissonniers de débiter leurs denrées à la poissonnerie ou sur la place publique (691) ; l'obligation pour les habitants de s'approvisionner aux boucheries publiques (692) ; l'interdiction de constituer des dépôts de viande dans les maisons particulières (693) ; la défense faite aux marchands de mettre en perce plus de deux tonneaux de vin rouge et un de « *chacune autre qualité* » (694) ; les articles concernant le transport des vins : d'une part le vin de propriétaire ne peut être transporté au lieu de vente qu'en tonneaux et non en bouteilles (695) ; d'autre part les hôteliers, les cabaretiers et tous ceux qui font trafic de vin ne peuvent s'en pourvoir ni en transporter chez eux avec des cruches ou autres vases sans le consentement du fermier (696). Rappelons également le soin apporté à la réglementation de l'« *assiette de buveurs* ». Nous ne reviendrons pas ici sur ces dispositions particulières, qui pour la plupart ont été précédemment commentées. Une question de caractère plus général cependant mérite qu'on s'y arrête : la réglementation du marché de détail de la viande. Cette réglementation complète celle de l'utilisation des abattoirs, et son examen nous fournira quelques éclaircissements supplémentaires sur les droits et devoirs respectifs des fermiers et des autorités chargées de la police du marché.

Les fermiers ont obtenu l'adjudication de la levée de l'impôt, mais ils ne sauraient prétendre obliger les autorités municipales à « *tenir boucherie* » (697). Le règlement est très respectueux des prérogatives exercées par ces autorités en la matière : non seulement il fait état de la possibilité qu'ont les syndicats et les consuls d'établir des boucheries dans les lieux qu'ils administrent, mais encore il rappelle aux particuliers qui seraient tentés de « *tailler pour la provision des habitants de ces lieux* » qu'ils doivent au préalable être « *reçus* » par lesdites autorités (698). En fait dans la plupart des cités c'est le système

(691) Cf. *supra* p. 115.

(692) Cf. *supra* p. 146.

(693) Cf. *supra* p. 174.

(694) Arrêt de règlement des aides 20 janv. 1689, art. 8 (*Hérault*, A-159, f^o 6).

(695) Cf. *supra* p. 129.

(696) Règl. 1757-1762 (art. 46) ; 1768 (45) ; 1776 (43) ; 1781 (48) ; 1786 (60).

(697) Règl. 1542 (art. 10)... ; 1618 (art. 27) ; 1620 (29) ; 1624-1684 (34) ; 1687-1717 (36) ; 1723 (38) ; 1729 (30) ; 1735 (19) ; 1741-1747 (11) ; 1754-1776 (12) ; 1781 (17) ; 1787 (29).

(698) Règl. 1554 et suivants mentionnés *supra* note 697. Cf. également P-V 10 oct. 1538 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 73).

de la « *boucherie close* » qui s'applique : la viande est vendue dans un lieu spécialisé, la boucherie ou mazel (699), que les autorités municipales mettent sous certaines conditions à la disposition des fournisseurs. Les autorités veillent donc à ce que les fournisseurs remplissent les conditions fixées. On voit les consuls de Cordes par exemple rappeler au boucher le 20 décembre 1760 qu'il est tenu d'ouvrir la boucherie à six heures du matin et qu'il doit « *pour la commodité publique* » se tenir à la disposition de la clientèle le matin jusqu'à onze heures sonnées et l'après-midi de deux à cinq heures (700). Les autorités municipales peuvent cependant faire preuve de négligence au gré du fermier de l'équivalent. C'est en 1619 le cas au Vigan où les bouchers se content d'abattre des moutons alors que par leur contrat ils se sont engagés à fournir à la population plusieurs sortes de viandes (701). Les Etats sont formels : c'est aux consuls, et à eux seuls, qu'il incombe de contraindre les bouchers « *car c'est un fait de la police et que le public doit être servi* » (702). Le fermier de l'équivalent notamment n'est pas autorisé à faire abattre le bétail aux frais et dépens des entrepreneurs de la fourniture des boucheries lorsque ceux-ci éludent ou négligent de remplir leurs engagements (703). Il faut reconnaître qu'une telle situation est exceptionnelle. Des droits de subvention étant établis sur la viande au profit des communautés, les autorités municipales intéressées sont naturellement désireuses d'accroître le rendement de ces taxes et d'en faciliter au maximum le recouvrement.

On ne doute pas que le contrôle fiscal soit extrêmement simplifié par cette organisation du marché de la viande. Et les fermiers de l'équivalent engagent vivement les autorités municipales à la vigilance (704). Leurs protestations en 1629 lorsque les capitouls permettent l'établissement de nouvelles boucheries à Toulouse sont significatives (705). Mais les contestations les plus vives se déroulent dans les deux principales villes de la province restées dans l'usage de la « *boucherie ouverte* » : le Puy et Mende. Pour en finir avec ces discussions la municipalité ponote au milieu du XVII^{me} siècle s'abonnera au paiement de l'équivalent en se chargeant elle-même du recouvrement (706). A

(699) A. Gouron, *op. cit.*, p. 118.

(700) Cordes, BB-84.

(701) *Le Vigan*, CC-22, I.

(702) Lettre du syndic général 16 juil. 1770 (*Ardèche*, C-754, 102).

(703) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196). De même interdiction aux bouchers de la campagne de débiter dans les villes insuffisamment approvisionnées par les entrepreneurs des boucheries « *closes* » (P-V 30 nov. 1756 ; *Hte-Gar.* C-2399, f^o 86).

(704) Ils vont jusqu'à prétendre interdire l'établissement d'une boucherie à Uchaud, fin XVI^e siècle (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 27).

(705) P-V 9 mai 1629 (*Hte-Gar.*, C-2301, f^o 20 v^o). Aux termes d'une transaction passée le 11 décembre 1619 entre les Etats de Languedoc et les capitouls « *pour la manutention du droit de l'équivalent* » dans la ville de Toulouse le nombre des boucheries publiques dans ladite ville était fixé à quatre.

(706) Au Puy au milieu du XVII^e siècle on compte une cinquantaine de bouchers ayant tous « *écorchoir particulier* ». Les boucheries sont localisées dans deux rues de la ville, l'une appelée la « *boucherie haute* », l'autre la « *boucherie basse* » (*Hte-Loire*, C-7302).

Mende le conflit est particulièrement violent en 1731. Le fermier dénonce la « disette » de viande qu'il constate « *journallement* » dans la ville et le prix excessif de cette denrée. La viande d'après lui est moins chère dans les autres villes de la province pourtant éloignées des centres d'élevage. Pour remédier à cette situation il suggère aux autorités l'établissement de deux boucheries, l'une pour les « *principaux habitants* » où l'on débiterait du bœuf, du mouton et du veau, l'autre pour le peuple où l'on détaillerait de la viande « *de basse espèce* ». Les pourparlers en vue de l'établissement de ces boucheries manquent de peu d'aboutir en 1732 ; la date de la mise en adjudication de la fourniture des viandes est même fixée... En fait le système de la « *boucherie close* » se heurte au privilège qu'ont les habitants du Gévaudan de débiter librement de la viande. Les manœuvres du fermier suscitent une levée de boucliers dans tous le diocèse, et finalement l'idée de la « *boucherie close* » est abandonnée. Le fermier se contentera de la reconnaissance d'un droit de visite chez les particuliers et aussi de l'engagement pris par les consuls de Mende de lui procurer toute l'aide nécessaire pour dépister les fraudes (707).

Vers la fin de l'Ancien Régime cependant une réaction se produit contre le système de la « *boucherie close* ». Dans plusieurs villes de la province on note des tentatives en vue d'assurer la liberté du commerce de boucherie. A Montpellier le fermier de l'équivalent Dupuy est un partisan convaincu de cette politique dont l'application dans le cadre de l'action menée contre la contrebande revêt à ses yeux une importance essentielle (708). A son instigation la boucherie est mise en « *table de liberté* » au mois de juin 1788 ; et Dupuy invite la municipalité en février 1789 à « *consolider, à perfectionner le nouveau régime en laissant une concurrence libre sans fixation de prix et en acceptant tous les fournisseurs* ». Notons incidemment que les Etats de Languedoc pressés par le fermier d'intervenir auprès de la municipalité montpelliéraine s'y refusent, « *un objet de police générale* » ne les concernant pas (709). Ainsi les fermiers se préoccupent constamment de l'organisation du marché, mais ils ne disposent d'aucun moyen de contrainte sur les autorités pour les amener à régler la matière à leur convenance.

Les fermiers cependant ne sont pas totalement désarmés puisqu'ils peuvent s'autoriser de l'absence de boucherie dans un lieu pour y débiter eux-mêmes de la viande ou y organiser un tel débit : faculté (710) précieuse étant donné le rendement de l'impôt sur la viande. Mais l'intervention du fermier sur le marché ne doit pas préjudicier aux consommateurs ; aussi bien est-elle strictement réglementée. D'abord elle est conditionnée par la carence des autorités municipales en la matière : « *en cas que les consuls ne pourvoient au fournissement des boucheries, déclare le règlement de l'imposition, et jusqu'à ce qu'ils y aient pourvu* ». Ensuite les prix ne doivent pas être plus élevés que ceux pratiqués auparavant dans le lieu en question ou au même moment dans les lieux voisins. Enfin tous les fournisseurs, qu'ils soient fermiers de l'équivalent

(707) Accord du 28 mars 1733 (Mende, HH-8).

(708) Hérault, B-9045.

(709) P-V 14 févr. 1789 (Hte-Gar., C-2431, f° 335 sq.).

(710) Aucune obligation ne pèse sur le fermier. L'usage contraire a pu prévaloir pendant un certain temps dans quelques lieux de la province (P-V assemblée dioc. Viviers, 4 nov. 1518 et 23 sept. 1521 ; Ardèche, C- 329, f° 70-70 v°, 92-93) mais sans parvenir à s'imposer.

ou simplement bouchers, doivent se conformer aux règlements de police concernant la « *debite de la bonne viande et le poids* » (711).

Cette police du marché, le règlement de l'équivalent en rappelle quelques principes, qui pourtant ne concernent pas la levée de l'impôt. Il faut admettre que le fermier et ses agents au cours de leurs exercices chez les contribuables étaient tenus d'assurer le respect des principes en question. Le premier d'entre eux, posé par l'assemblée provinciale le 13 novembre 1596 (712), et dont le règlement fait état jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, intéresse la salubrité publique : interdiction aux bouchers d'« *enfler les bêtes avec la bouche, ains avec soufflet à peine d'amende* » (713). Les commis effectivement sont bien placés pour contrôler l'application de cette mesure. L'ont-ils fait ? nous n'avons pas connaissance qu'un procès-verbal constatant une effraction sur ce point ait jamais été dressé par eux. On ne saurait en conclure que ces employés n'ont pas participé à l'action menée par les autorités municipales dans un but d'hygiène publique. Le 12 août 1714 d'ailleurs les commis de l'équivalent à Carcassonne refusent de marquer de la viande impropre à la consommation, sur l'ordre reçu du maire et des consuls de la ville « *de ne pezei aucunes chairs qui ne soit bonne grasse et de recette* » (714).

Une seconde mesure, dont le règlement de l'équivalent fait état à compter de 1563, interdit aux mangonniers et aux bouchers d'ouvrir les boucheries, de détailler ou d'exposer en vente de la viande pendant un certain nombre de jours de la semaine ou pendant certaines périodes de l'année : vendredi, samedi — au moins jusqu'au samedi soir « *suivant l'ancienne et louable coutume* » — carême, veille des fêtes et temps prohibé par l'Eglise — sauf nécessité. La confiscation de la viande au profit des pauvres des hôpitaux est prévue en cas de contravention ainsi qu'une amende de cinquante livres, « *moitié au roi, moitié aux pauvres* » (715). Cette disposition est motivée par des considérations d'ordre religieux et aussi économique (716). Les commis doivent, semble-t-il, veiller à son application, mais aucun procès-verbal ne permet de conclure qu'ils ont exercé une vigilance particulière à cet égard.

Le règlement de l'équivalent enfin proclame le principe de la « *prohibition des tavernes* », en invoquant des arrêts du parlement de Toulouse de 1515 et de 1545 (717). Ce principe d'après les Etats est « *saint, juste et*

(711) Règl. mentionnés *supra* note 697.

(712) *Hte-Gar.*, C-2287, f° 100.

(713) Règl. 1618 (art. 51) ; 1620 (52) ; 1624-1664 (53) ; 1667-1684 (52) ; 1687-1717 (55) ; 1723 (57) ; 1729 (49) ; 1735 (27) ; 1741-1762 (24) ; 1768-1776 (23) ; 1781 (28) ; 1787 (40).

(714) *Aude*, B-992.

(715) Règl. 1563... ; 1618 (art. 50) ; 1620 (51) ; 1624-1664 (52) ; 1667-1684 (51) ; 1687-1717 (54) ; 1723 (56) ; 1729 (48) ; 1735 (34) ; 1741-1747 (65) ; 1754-1762 (66) ; 1768 (65) ; 1776 (63) ; 1781 (68) ; 1786 (81).

(716) L'ordonnance du 25 février 1565 notamment invoque la disette des chairs pour en interdire le débit pendant le carême (*Toulouse*, AA-18, 152).

(717) P-V 22 août 1517 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 99 v°) et 12 déc. 1530 (*id.*, f° 447). Articles présentés par les Etats à la Cour des Aides en 1532 (*Hérault*, A-234, f° 176) ; Mémoire des députés de Toulouse aux Etats, oct. 1535 (*Toulouse*, AA-83, f° 28). Règl. 1542 (art. 8) ; 1618 (26) ; 1620 (28) ; 1624-1668 (29) ; 1681-1684 (28) ; 1687-1717 (29) ; 1723 (31) ; 1729 (23) ; 1735 (40) ; 1741-1747 (48) ; 1754-1762 (49) ; 1768 (48) ; 1776 (46) ; 1781 (51) ; 1786 (63).

raisonnable, utile et profitable à la chose publique (718). On n'en saurait douter. Quant à l'application... on peut penser qu'en Languedoc comme dans le reste du royaume — car il s'agit, on le sait, d'une mesure générale (719) — les transgressions étaient courantes. Aussi bien le rappel de l'interdiction dans le règlement de l'équivalent paraît surtout motivé par le souci de l'assemblée de prévenir les demandes en indemnité qui éventuellement pourraient être formées par les fermiers à l'occasion de la fermeture de certains établissements. Nous n'insisterons pas davantage sur ces dispositions sans caractère fiscal. De toute façon leur incorporation au règlement de l'équivalent souligne l'importance de celui-ci au regard de la police du marché.

(718) P-V 22 août 1517.

(719) Sur ce point Cf. R. Dion, *op. cit.*, p. 486-487.

CHAPITRE V

Le paiement de l'impôt

Le paiement ne pose pas de problème particulier, du moins en théorie, et la question est traitée incidemment dans le règlement de l'équivalent.

A compter de 1724 une disposition tendant à prévenir « *les difficultés qui surviendraient dans le recouvrement si le fermier était obligé d'entretenir plusieurs commis dans chaque ville* » assujettit « *les bouchers et autres qui font tuer la viande de boucherie dans les villes et lieux de la province à payer les droits au fermier dans ses bureaux établis dans lesdites villes et lieux* » (720). Ainsi pour les bouchers les deniers sont portables. Cette disposition peut-elle être appliquée aux autres redevables ? Une sentence du conservateur du siège de Carcassonne, du 7 juin 1737, condamne un marchand droguiste de la ville, Olivier Lieusson, à porter au fermier Jean Valord, dans le bureau où ce dernier fait la « *recette journalière* » de l'équivalent, la somme due au titre de l'imposition. Lieusson fera appel en invoquant l'usage très généralement suivi dans la province au regard des redevables autres que les bouchers (721), mais nous ignorons la décision prise par la cour à son sujet. Ajoutons que le règlement au XVI^me siècle fait défense aux fermiers de contraindre les bouchers à donner en paiement les peaux ou le cuir des bêtes, les graisses ou les suifs (722). Mais toutes les monnaies ayant cours au royaume, précise La Coste, seront reçues (723).

Une quittance doit être remise à l'intéressé gratuitement, la perception d'une taxe à cette occasion étant formellement prohibée par le règlement : le contrevenant sera déclaré coupable de concussion et puni d'une amende de 50 livres (724). En fait si les habitants dénoncent volontiers en termes généraux la rapacité des fermiers et des commis, les cas

(720) P-V 5 janv. 1724 (*Hte-Gar.*, C-2368, f^o 28) ; Règl. 1723-1724 (art. 21) ; 1729-1735 (13) ; 1741-1747 (10) ; 1754-1776 (11) ; 1781 (16) ; 1786 (28).

(721) *Hérault*, B-9100.

(722) P-V 21 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 27 v^o) ; Règl. 1542 (art. 16) et suiv. jusqu'à fin XVI^e s.

(723) *Op. cit.* p. 107.

(724) P-V 27 nov. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f^o 135). Règl. 1618 (art. 53) ; 1620 (54) ; 1624-1664 (55) ; 1667-1684 (54) ; 1687-1717 (57) ; 1723 (59) ; 1729 (51) ; 1735 (54) ; 1741-1747 (57) ; 1754-1762 (58) ; 1768 (57) ; 1776 (55) ; 1781 (60) ; 1786 (73).

nettement caractérisés de perception de droits indus sont rares (725). Les fermiers ont plutôt du mal à recouvrer ce qui leur est dû : ils hésitent à engager des poursuites pour des sommes souvent dérisoires; ils ne s'y résolvent qu'à la fin de leur bail (726). En 1734 d'ailleurs la Cour des Aides a jugé que les cautions données par l'entrepreneur de la bouche-rie devaient également garantir le paiement de l'équivalent (727). De toute façon en 1756 les fermiers généraux signalent que la plus grande partie des droits de l'année révolue leur sont encore dûs. Ils déclarent qu'ils ont présenté aux juges des « *contraintes* », voie rapide, usitée dans toutes les fermes et qui a l'avantage d'éviter aux débiteurs des frais ruineux : elles leur ont été refusées. Or « *comme ces droits (d'équivalent) sont composés d'une multitude de petites parties il est juste que le recouvrement en soit facile, et puisque la province use pour le prix du bail de contrainte envers le fermier, il ait la même voie envers une multiplicité de redevables qui le jettent sans cesse dans des frais de peu d'objet, et souvent en pure perte pour lui* » (728). Mais les Etats, se refusant formellement à « *établir par rapport au droit d'équivalent les maximes et formes rigoureuses de l'exploitation des droits d'ayde* » (729), rejetteront la demande (730), contribuant de ce fait à encourager la pratique du sous-affermage. Ils auront à nouveau à la fin de l'Ancien Régime l'occasion de réaffirmer leur volonté sur ce point (731) ; et même comme certains fermiers seraient tout disposés à poursuivre vigoureusement les contribuables récalcitrants (732) une disposition est adjointe au règlement, faisant une obligation aux intéressés de « *poursuivre le paiement des droits par la voie de l'action ordinaire* » (733).

(725) Le principe de l'interdiction de percevoir des « *droits indus* » est posé dans un article du règlement à compter de 1557 : Cf. notamment Règl. 1618 (art. 62) ; 1620-1664 (63) ; 1667-1669 (62) ; 1681 (63) ; 1684 (64) ; 1687-1717 (66) ; 1723 (68) ; 1729 (60) et suiv. mentionnés *supra* note 724 ; Cf. exemples de perception de droits indus in P-V Etats Gévaudan 20 avr. 1667 (*Bull. Soc. Agric. Lozère*, 1878, p. 582 ; de même *Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v° ; *Ardèche*, 13-B-8, n° 29-65, procédure faite en 1735 contre le fermier de Tournon).

(726) *Hérault*, B-38083.

(727) 25 oct. 1734 (*Recueil des édits...* année 1734).

(728) *Ardèche*, C-754, 57.

(729) P-V 24 févr. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 124).

(730) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 151 sq.).

(731) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 467).

(732) Requête syndic général contre Dupuy (*Hérault*, B-12090).

(733) Règl. 1787, art. 73.

LIVRE III

L'affermage de l'équivalent

Suivant une formule traditionnelle l'équivalent est « *baillé au plus offrant et dernier enchérisseur à celui ou à ceux qui font la condition du roi et du pays meilleure* » (1). La levée des droits est donc mise en adjudication par les commissaires du roi en présence et sous la responsabilité des Etats de Languedoc. Aussi bien ces derniers déployaient beaucoup de zèle en la circonstance... et prennent leurs précautions, en exigeant de solides garanties de l'adjudicataire et en déterminant avec précision les obligations nées du contrat de bail.

Nous traiterons en trois chapitres successivement de l'adjudication de l'équivalent, des garanties données à la province et des effets du contrat de bail.

(1) Ainsi le proclame pendant trois siècles l'article 1^{er} du règlement de l'équivalent.

CHAPITRE PREMIER

L'adjudication de l'équivalent

Nous nous pencherons d'abord sur les conditions générales de l'adjudication, ensuite sur la participation au concours. Mais on ne saurait s'en tenir-là. Dans une troisième section, consacrée au problème des adjudications provisoires, nous nous efforcerons de faire la part de la technique procédurale et de l'improvisation dans l'adjudication de l'impôt.

SECTION I

Les conditions générales de l'adjudication

La commission royale (2) trace les grandes lignes : délivrance de l'équivalent à la chandelle éteinte, en bloc, par sénéchaussée ou particulièrement par diocèse, en observant les solennités en tel cas requises. En pratique l'adjudication pose de nombreux problèmes, que nous examinerons successivement, suivant le déroulement de la procédure.

I. — LE CADRE

La levée des droits d'équivalent est mise à l'encan dans le lieu même où se tiennent les Etats : à Narbonne, en 1512, « *en la salle de l'Archevêché* » (3) ; au Puy, en 1515, « *en la salle haute de la Maison Episcopale* » (4) ; à Albi, en 1521, au réfectoire de couvent des Prêcheurs (5) ; à Montpellier, en 1524, 1527 et 1530, dans la « *salle haute de la Grand loge* » (6) ; à Béziers, en 1542 et 1572, au réfectoire du couvent des Jacobins (7) ; à

(2) *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2279, f° 409 v° ; C-2280, f° 175 et 408 v°.

(3) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 272 v°.

(4) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 56 v°.

(5) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 200.

(6) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 280, 369, 450 v°.

(7) *Hte-Gar.*, C-2278, f° 24 v° ; C-2282, f° 396 v°.

Castelnaudary, en 1579, dans l'auditoire du siège présidial (8) ; à la Maison commune de Pézenas en 1591 (9)...

Au XVII^{me} siècle il y a moins de variété dans les lieux de réunion des Etats. Les formalités se déroulent à Pézenas en 1602, en 1612, en 1614, en 1618 et en 1620, à Béziers en 1624 et en 1627. Par la suite l'équivalent est engagé : il ne sera plus question d'adjudication jusqu'en 1655. L'assemblée est alors réunie à Montpellier, à l'hôtel de ville, où d'ailleurs se dérouleront à compter de 1672, jusqu'à la Révolution, les formalités de l'affermage. Quatre fois seulement l'adjudication sera prononcée (toujours dans le cadre de l'assemblée provinciale) en dehors de Montpellier : à Nîmes dans la grande salle des audiences du palais en 1687 et en 1729 ; à Narbonne, à l'hôtel de ville, en 1693 et en 1735.

II. — LE MOMENT

Les Etats de Languedoc étant réunis chaque année, l'équivalent est adjugé en principe dans l'assemblée tenue un an au moins avant le début du bail. Ainsi le fermier dispose d'un délai suffisant pour organiser l'exploitation. Toutefois pendant les troubles de la deuxième moitié du XVI^{me} siècle il est arrivé qu'un bail vienne à expiration sans que les autorités aient eu la possibilité d'affermier l'entreprise pour un nouveau titulaire. C'est le cas en 1570, en 1576 et en 1588. Les assemblées diocésaines, sur mandement des syndics généraux, pourvoient provisoirement, par régisseurs ou par fermiers, à la levée des droits (10). Au XVIII^{me} siècle dans d'autres circonstances — résiliation du bail Pierre Saint (11) — une régie sera organisée (pendant le premier trimestre de l'année 1758) pour permettre l'adjudication du nouveau bail et l'organisation de la ferme (12).

Les Etats chargés de l'adjudication étant ainsi déterminés, est-il nécessaire de préciser qu'un certain laps de temps s'écoule entre l'ouverture de la session et la mise à l'encan ? il est en effet nécessaire de mettre au point le règlement de l'imposition et d'informer les intéressés des intentions du bailleur. Si rudimentaires que soient les mesures de publicité dans la première moitié du XVI^{me} siècle, les Etats ne peuvent pas recevoir les offres dès la première séance : en 1512 par exemple, assemblés dès le 25 octobre, ils ne procèdent à l'affermage que le 29, au cours de l'ultime séance (13). Une journée suffit et il n'y a pas d'obstacle à retarder les opérations.

La situation se modifie peu à peu au cours de la deuxième moitié du XVI^{me} siècle. Afin de briser les coalitions d'enchérisseurs l'assemblée prolonge par divers moyens la durée de la mise à l'encan. Trois jours

(8) *Hte-Gar.*, C-2283, f° 299.

(9) *Hte-Gar.*, C-2288, f° 7.

(10) *Hte-Gar.*, C-2117 ; C-2282, f° 140 v°, 198 ; C-2283, f° 135 v°, 190 v° ; C-2288, f° 9 v° ; *Hte-Loire*, C-2904 ; C-5736 ; *Ardèche*, C-333, f° 140 ; C-334, f° 300 v°, 308 ; C-752, n° 76-77 ; C-753, n° 24-28 ; *Aude*, VII-C-5.

(11) Cf. *infra* p. 294.

(12) *Hte-Gar.*, C-2400, f° 38 sq.

(13) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 272 v°.

sont nécessaires en 1579 à Castelnaudary (14) ; en 1591 les opérations se déroulent dans la même ville du 1^{er} au 6 février « *sans intermission* », et elles reprennent, pour se terminer d'ailleurs, le 8 (15) ; en 1605 la mise à l'encan se déroule du 26 octobre au 17 novembre (16), et, dix ans plus tard, du 27 novembre 1614 au 5 janvier 1615 (17)... La durée de la session des Etats permet, cela va sans dire, un tel développement de la procédure. Au milieu du XVII^{me} siècle la session des Etats est encore prolongée : elle commence le 7 décembre 1654 pour se terminer le 14 mars de l'année suivante, et l'on constate que la mise à l'encan débute seulement le 1^{er} février, cinquante-cinq jours après l'ouverture de la session (18) ; de même en 1657 les enchères sont reçues seulement le 20 novembre, les Etats étant réunis dès le 8 octobre (19). Très vite cependant une réaction se dessine contre cette pratique. En effet les séances consacrées à la réception des enchères se multiplient préalablement à l'adjudication — on en compte sept en 1655 — ainsi que le nombre des adjudications provisoires. Aussi bien les Etats se gardent de tout retard : en 1666 les feux sont allumés le 15 décembre, c'est-à-dire le seizième jour d'une session qui se prolongera jusqu'au mois de mars de l'année suivante (20). D'une manière générale il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime : la mise à l'encan débute dans la seconde quinzaine de la session. Ajoutons que la date est fixée par l'assemblée avec l'accord des commissaires royaux (21).

III. — LA PARTICIPATION DES COMMISSAIRES ROYAUX

A la date fixée pour la mise en adjudication les commissaires viennent dans l'assemblée exécuter les ordres du roi.

La participation des commissaires aux criées est constante. On la vérifie non seulement lorsque l'affaire se traite en une séance comme c'est le cas au début du XVI^{me} siècle, mais encore lorsqu'il faut y consacrer plusieurs journées. Les commissaires sont toujours présents : les procès-verbaux pendant trois siècles en font foi.

Jusqu'en 1630 l'assemblée s'accommode volontiers de cette présence. Il en va tout autrement après la publication de l'édit de Béziers. En fait le conflit n'éclate qu'en 1655 lorsque les Etats s'occupent à nouveau de l'affermage de l'équivalent, lequel avait été engagé à certains particuliers peu après que le roi l'eût restitué à la province. A la vérité l'édit

(14) *Hte-Gar.*, C-2283, f^o 300, 301, 307 v^o.

(15) *Hte-Gar.*, C-2286, f^o 139, 141.

(16) *Hte-Gar.*, C-2291, f^o 92 v^o, 147.

(17) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 137, 224 v^o.

(18) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 184 v^o.

(19) *Hte-Gar.*, C-2310, f^o 37.

(20) *Hte-Gar.*, C-2315, f^o 162 v^o.

(21) P-V 5 sept. 1521 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 197 v^o). Au XVIII^e siècle c'est la commission des Affaires Extraordinaires, en contact avec l'assemblée autant qu'avec les commissaires, qui propose aux Etats une date pour la mise à l'encan (*Hte-Gar.*, C-2350, f^o 26 ; C-2362, f^o 32 v^o ; C-2386, f^o 27 ; C-2392, f^o 65 ; C-2396, f^o 68).

de Béziers, en posant le principe de la restitution, spécifiait que la levée des droits devrait être adjugée « *en la forme ancienne* » (22). Mais les Etats se soucient peu de cette disposition le 27 janvier 1655. Considérant qu'« *ils jouissent davantage et d'une façon plus complète de l'équivalent* », notamment parce que la province est déchargée du paiement du préciput, ils entendent « *disposer* » dudit équivalent « *sans le concours des commissaires* » ; néanmoins « *avertis* » que ces derniers pourraient leur créer des difficultés, les Etats se proposent de « *recevoir les enchères, et lorsqu'ils voudraient faire l'adjudication du bail ils supplieraient les commissaires d'y vouloir assister* ». Ils ordonnent en même temps l'ouverture des portes de l'hôtel de ville et la lecture du règlement ; puis conviennent que « *l'on procéderait demain à l'ouverture et à la réception des enchères* » (23). Le prince de Conti et ses collaborateurs réagirent vivement contre ces prétentions, menaçant de venir dans l'assemblée « *faire les choses de leur autorité ou bien les empêcher entièrement* ». De fait c'est sous leur présidence que débute, le 1^{er} février, la mise à l'encan ; que les enchères sont reçues les 3, 4, 13, 18 et 22 février ; que sont enfin prononcées les adjudications les 1^{er} et 5 mars. Les Etats s'étaient inclinés en protestant, ajoutant que « *l'honneur qu'ils portaient à la personne de son Altesse les obligeait de le recevoir avec toute sorte de respect* » (24). Le conflit renait en 1657. La présence des commissaires attente à la « *liberté en laquelle les Etats sont de disposer eux-mêmes des fermes comme d'un fonds qui leur est propre et auquel le roi n'a nulle part* », affirme l'assemblée ; car s'il est vrai que les « *registres anciens* » plaident en faveur des commissaires, c'est uniquement « *à cause du préciput que le roi y avait lors* ». Les représentants du pouvoir central ne le contestent pas, mais invoquent au profit du roi un « *droit d'hypothèque pour assurance de ses deniers* » ; à quoi les Etats répliquent que les propriétaires des biens hypothéqués peuvent disposer à leur guise des revenus. Finalement les commissaires déclarent que « *le différend a été vidé aux derniers Etats* »... et ils président la séance (25).

Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime chacun restera sur sa position. Traditionnellement avant chaque crie l'assemblée renouvelle ses protestations contre la présence des commissaires, et ceux-ci répondent, non moins rituellement, qu'ils ne peuvent « *se dispenser d'assister aux enchères* ». Ils y viennent, constate le procès-verbal, « *sans y avoir été invités par les syndics généraux ni reçus en la forme ordinaire* » (26). En ce qui concerne la réception proprement dite, la rigueur de l'assemblée s'atténue cependant vers la fin du XVII^{me} siècle. Le 12 septembre 1681 les députés s'accordent pour recevoir le duc de Verneuil « *de la même manière qu'il y est reçu lorsqu'il y entre pour des affaires qui regardent le service de Sa Majesté, les Etats donnant cette marque de distinction à la seule personne de Monseigneur le duc de Verneuil et à sa naissance, sans que cela puisse être tiré à conséquence pour les autres gouverneurs* ».

(22) *Hérault*, A-49, f^o 37.

(23) P-V 27 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 179 v^o sq.). Rappelons que l'assemblée se tient à l'hôtel de ville de Montpellier.

(24) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 180, 182 v^o, 184 v^o, 185 v^o, 188 v^o, 189 v^o, 191 v^o, 196 v^o, 202.

(25) P-V 17 nov. 1657 (*Hte-Gar.*, C-2310, f^o 35 v^o).

(26) P-V 2 déc. 1675 (*Hte-Gar.*, C-2320, f^o 14 v^o).

de la province qui ne seront pas de cette qualité » (27). Cependant en 1684 et par la suite les commissaires sont reçus « en la forme ordinaire » (28) — le procès-verbal du 10 décembre 1693 précise : *MM. les commissaires du roi étant venus aux Etats ont été reçus par les syndics généraux hors la porte de la rue, par les députés des villes du premier banc et de celle de Béziers dans le vestibule de l'hôtel-de-ville (de Narbonne) et par MM. de la noblesse sur la dernière marche du degré, et ayant été conduits en leur place ils ont ordonné qu'on procède à la publication des enchères* » (29)...

Ce sont donc les commissaires royaux qui dirigent la procédure conformément d'ailleurs aux ordres du roi. Mais, s'il est incontestable qu'une manifestation de volonté des commissaires sanctionne tout acte de procédure, on constate que l'ordonnance est rendue consécutivement et conformément à la réquisition des syndics généraux de la province. Ainsi le déroulement des opérations procède dans une très large part de l'initiative des Etats. L'assemblée notamment joue un rôle primordial dans la réception des enchères. Lorsqu'en 1608 par exemple elle estime qu'« il y aurait du danger » à délivrer l'équivalent à Jean Calvet, fils de famille qui ne possède aucun bien, sans connaître préalablement ses cautions, les commissaires se rangent sans difficultés à cet avis (30), bien que le règlement n'impose l'obligation de donner caution que dans les vingt-quatre heures de la délivrance. De même nous verrons l'assemblée décider en toute liberté de la réception ou du rejet des offres conditionnelles (31), et surtout modifier à son gré la procédure de l'adjudication afin de rompre les coalitions d'enchérisseurs, voire purement et simplement pour relever de quelques centaines de livres le prix du bail (32). Dans tous les cas les commissaires se bornent à sanctionner les délibérations des Etats. En 1754 seulement, pour vouloir écarter de l'adjudication la compagnie des Fermes du roi, l'assemblée se heurte aux commissaires. Le conflit est violent et l'assemblée doit s'incliner (33) ; mais l'échec retentissant enregistré par la compagnie en question dans l'exploitation de la ferme démontre la clairvoyance des Etats et somme toute confirme le bien fondé de l'usage consistant à confier à ces derniers la direction effective de l'adjudication.

IV. — FORMALITÉS PRÉALABLES A LA RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Le syndic général ou le greffier rend compte aux commissaires royaux de l'accomplissement des formalités de publicité : le 27 décembre 1575 sont « venus en l'Assemblée Monseigneur de Joyeuse et les Généraux Commissaires, auxquels avait été remontré par le syndic qu'il avait fait crier et proclamer par la présente ville s'il y avait personne qui voulût entendre à l'affermage de l'Equivalent, fût en bloc, par

(27) *Hte-Gar.*, C-2326, f° 54.

(28) *Hte-Gar.*, C-2329, f° 21.

(29) *Hte-Gar.*, C-2338, f° 21 v°.

(30) *Hte-Gar.*, C-2292, f° 140-142 v°.

(31) Cf. *infra* p. 213.

(32) Cf. *infra* sections II et III de ce même chapitre.

(33) Cf. *infra* p. 222.

sénéchaussées ou diocèses, qu'eût à se trouver à l'heure présente en ce lieu où serait faite la délivrance » (34). De même le 20 novembre 1608 Guilleminet, greffier pour le roi aux Etats, rapporte aux commissaires après leur entrée à l'assemblée, que suivant le commandement à lui fait de la part desdits commissaires, il a fait faire les « *proclamations* » ; là-dessus, poursuit le procès-verbal, « *Monseigneur (le duc de Ventadour) ayant commandé de faire ouvrir les portes, est entré grand affluence de personnes* » (35)...

Une fois les prétendants admis dans l'assemblée, le greffier procède à la lecture des articles du règlement. Les procès-verbaux des Etats au XVI^{me} siècle et au début du siècle suivant relatent fréquemment l'accomplissement de cette formalité (36). Il est précisé en 1620 que la lecture est faite par M^e Pierre Guilleminet, greffier pour le roi, sur l'ordre des commissaires (37) ; et de fait en 1655 l'assemblée qui prétend affermer la levée des droits, tout au moins recevoir les enchères, sans la présence des commissaires, reconnaît qu'avant la publication de l'édit de Béziers ces derniers avaient « *une commission particulière pour faire le bail et affermer* », et qu'en vertu de cette commission « *ils entraient dans l'assemblée où ils faisaient lire les articles* » (38).

Après 1655 il n'est plus question dans les procès-verbaux des Etats, pourtant très détaillés, de cette dernière formalité. Il faut considérer que le règlement de l'imposition n'est plus un simple tarif des droits comme au siècle précédent, mais un véritable code dont la lecture n'éclairerait guère la religion des intéressés et de toute façon prolongeait exagérément la séance. Le texte est imprimé et il est déposé au greffe des Etats où chaque intéressé peut le consulter plusieurs jours avant la mise à l'encan. Finalement le syndic général se borne à attirer l'attention des enchérisseurs sur quelque point essentiel du règlement, ou bien il leur fait part d'une ultime modification ; après quoi il requiert les commissaires d'ordonner que les feux soient allumés (39). Somme toute les formalités n'ont guère varié du XVI^{me} au XVIII^{me} siècle.

V. — DIVERSITÉ OU UNITÉ D'ADJUDICATION

En principe la levée des droits est mise en adjudication « *en bloc, par sénéchaussée et par diocèse* », suivant la formule déjà usitée sous Charles VII (40), reproduite par la suite dans le règlement de l'imposition (art. 1^{er}) jusqu'en 1723. C'est dire que l'entreprise est susceptible

(34) *Hte-Gar.*, C-2283, f^o 134.

(35) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 139 v^o, 140.

(36) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 450 v^o, 575 v^o ; C-2278, f^o 33, 354 ; C-2282, f^o 199 ; C-2290, f^o 253 ; C-2292, f^o 139 v^o ; C-2294, f^o 137...

(37) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 10.

(38) P-V 27 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 180-181).

(39) P-V 7 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f^o 56 v^o 57) ; 13 févr. 1776 (*id.*, C-2418, f^o 334) ; 20 déc. 1781 (*Arch. Nat.*, H* 7482^{oo}, f^o 19)...

(40) Lettre des conservateurs, 6 juil. 1451 (*Hérault*, A-12, f^o 106). Cf. également lettres de Louis XI, 23 mars 1477 (*BN fr.* 6984, f^o 218) et rapport des commissaires chargés de la mise à l'encan (*id.*, f^o 289).

d'intéresser le plus grand nombre d'individus, de satisfaire les ambitions les plus diverses. Bien entendu une fois les vingt-six adjudications prononcées (41), le problème du choix se posera : nous l'envisagerons en traitant de la « *délivrance* » de la ferme.

Si le principe de la diversité d'adjudication est resté en application pendant tout le XVI^{me} siècle (42), l'évolution par la suite consacre un principe contraire : l'équivalent est purement et simplement adjugé en bloc. Pourtant les Etats au XVI^{me} siècle et même au début du siècle suivant ne sont guère partisans de l'adjudication en bloc. En 1521 (43) et en 1524 (44) par exemple ils condamnent cette forme d'adjudication : l'affermage de l'impôt aurait été confié aux assemblées diocésaines, afin de mieux lutter contre les coalitions d'enchérisseurs. Mais les commissaires du roi s'opposèrent à la réalisation de ces projets, la réforme étant incompatible avec le contenu des lettres de commission. De même en 1614 : les Etats sont aux prises avec une puissante coalition et, sur le point d'adjuger l'équivalent à vil prix, ils supplient le roi d'ordonner qu'à l'avenir il ne pourrait être enchéri que sur les diocèses (45). En fait, la coalition battue, il ne sera plus question de cette délibération. Dès avant la fin du XVI^{me} siècle d'ailleurs c'est l'adjudicataire du bloc qui l'emporte habituellement et qui, devenu fermier général, procède lui-même au sous-affermage par sénéchaussée ou par diocèse, indépendamment de toute intervention des Etats. L'évolution dans ce sens commence pendant les Guerres de Religion ; elle est sans doute une conséquence des spéculations auxquelles se livrent pendant cette période troublée un certain nombre de traitants, plus préoccupés de tirer un profit immédiat de leur entremise que d'assumer eux-même la responsabilité de l'affaire pendant un trienné. Et certes le caractère aléatoire de celle-ci à cette époque explique parfaitement le triomphe d'une telle conception. De toute façon au XVII^{me} siècle la ferme est toujours délivrée en bloc (46). Dans les procès-verbaux des Etats après 1655 il n'est même plus question d'enchérissement « *particulier* ».

Aussi bien l'embarras des membres de la commission des Affaires Extraordinaires est grand en 1741, lorsque le syndic du diocèse de Saint-Pons demande s'il ne conviendrait pas de « *diviser la ferme générale en autant de fermes particulières que de diocèses* », plutôt que de « *s'en tenir à l'usage où est l'assemblée depuis une longue suite de baux, d'adjuger la ferme en bloc pour toute la province* » (47). La

(41) A savoir : une pour le bloc, une pour chaque sénéchaussée et une pour chaque diocèse (Cf. *infra* p. 207).

(42) A noter en outre la division des départements traditionnels pendant les Guerres de Religion, les Etats de chaque parti procédant séparément : ainsi en 1591 (*Hte-Gar.*, C-2286, f° 138 v° 141 ; C-2288, f° 7) et en 1594 (*id.*, C-2286, f° 267 ; C-2288, f° 4 v°) ; en 1597 les lieux respectivement soumis à l'autorité du duc de Ventadour et de Joyeuse sont encore traités séparément (*id.*, C-2287, f° 103 v°, 168).

(43) P-V 3 sept. 1521 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 191, 197, 200).

(44) P-V 14 oct. 1524 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 288 v°, 289).

(45) P-V 13 déc. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 170 v°).

(46) Une seule exception, en 1618 Il est possible que la résolution adoptée en 1614 par les Etats en vue d'interdire l'enchérissement en bloc ait eu une répercussion sur le déroulement du concours en 1618.

(47) *Hte-Gar.*, C-2386, f° 26.

commission, avouant son ignorance du produit de l'impôt dans les diocèses, charge les syndics de s'informer, et le débat reprend en 1747, lors du renouvellement du bail. La supériorité de l'adjudication en bloc s'impose immédiatement : « On doit espérer un plus haut prix de la part d'un fermier général, fait observer le rapporteur, parce qu'avant de s'engager il a fait des spéculations et des arrangements que les Etats ne peuvent faire ; et s'il manque des sous-fermiers ou s'il ne trouve point son compte dans leurs offres, il a une ressource assurée dans la régie, au lieu que, les Etats ne trouvant pas à affermer chaque diocèse, la régie serait impraticable à leur égard, et étant obligés d'affermir, ils n'en retireraient pas le prix sur lequel ils auraient dû compter » ; et d'invoquer « l'exemple des fermes du roi, qu'on ne s'est jamais avisé de diviser quoiqu'assurément le gain des fermiers généraux présentât un objet bien considérable de profit pour Sa Majesté ». Or le profit du fermier général de l'équivalent est évalué à 50.000 livres (48), et encore « faut-il déduire les frais de régie, étant notoire que tous les diocèses ne sont pas affermés ». L'espérance d'un gain « si médiocre » ne saurait inciter les Etats à s'engager dans une aventure. Par contre les compagnies qui s'intéressent à l'adjudication du bloc sont connues dans la province, elles y ont leurs intérêts et l'assemblée peut traiter avec elles en toute sécurité. Cette garantie est pour l'intendant Le Nain essentielle : le paiement du prix de la ferme est bien plus assuré, écrit-il au contrôleur général ; le trésorier de la Bourse n'a à poursuivre que le fermier général, au lieu de devoir assigner le fermier de chaque diocèse. D'ailleurs n'est-il pas plus simple de trouver des cautions solides et connues pour la ferme générale que pour les fermes de vingt-quatre diocèses (49) ? L'archevêque de Toulouse aboutit à une conclusion identique. D'ailleurs, observe-t-il, des fermiers particuliers ne seraient pas « plus exacts à remplir leurs engagements avec le trésorier des Etats qu'ils ne le sont à l'égard du fermier général, qui veille de plus près sur eux » et qui cependant est « souvent obligé à des avances en attendant la rentrée du produit des fermes particulières »... Il n'est pas douteux que la sécurité assurée à la province par la ferme générale constitue un argument capital. L'archevêque de Toulouse en oublie d'autres avantages, qu'évoque l'intendant quand il écrit : « l'exploitation est bien plus uniforme ; la diversité est préjudiciable au peuple et ouvre plusieurs contestations » (50).

Ainsi l'accord est parfait, du contrôleur général — qui répond à Le Nain le 26 novembre 1747 : « Je vois que vous pensez que le parti d'adjudger en bloc pour toute la Province est préférable et je ne puis que m'en remettre à vous de ce qui vous paraîtra le plus avantageux pour le service du Roi et le plus utile pour la Province » (51) — à la commission des Affaires Extraordinaires, unanime dans ses conclusions (52). Les Etats donnent une approbation sans réserve (53) ; et l'on n'a même

(48) Par an, présume-t-on.

(49) *Arch. Nat.*, H-840, n° 8.

(50) *Arch. Nat.*, H-840, n° 8.

(51) *Arch. Nat.*, H-840, n° 6.

(52) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 48-59.

(53) P-V 4 déc. 1747 (*Hte-Gar.*, C-2392, f° 59).

pas à modifier le texte du règlement puisque celui-ci, depuis 1729, n'envisage pas d'autre adjudication qu'en bloc, la référence aux deux autres formes ayant été « *supprimée comme inutile* ».

VI. — ORDRE DES CRIÉES

L'application du principe de la diversité d'adjudication implique un certain ordre des criées. Les procès-verbaux des Etats sont unanimes : on procède « *par bloc premièrement, secondement par sénéchaussée et finalement par diocèse* » (54), conformément d'ailleurs à l'article 1^{er} du règlement. Le fait que la mise à l'encan occupe plusieurs séances ne modifie en rien le procédé (55).

En ce qui concerne les sénéchaussées l'ordre des criées est le suivant : d'abord Toulouse, ensuite Carcassonne, enfin Beaucaire.

En ce qui concerne les diocèses, ce sont les diocèses de la sénéchaussée de Toulouse qui sont adjugés les premiers, ensuite ceux de la sénéchaussée de Carcassonne, enfin ceux de la sénéchaussée de Beaucaire. Etienne de Medicis, bourgeois du Puy, qui a assisté aux opérations en septembre 1515, est très précis sur tous ces points (56). Il faut admettre d'ailleurs que l'ordre des criées, en ce qui concerne les diocèses, n'est pas réglé immuablement. Les procès-verbaux font état de quelques variations, résolues sans doute pour des raisons d'opportunité. Quant au diocèse de Rieux jusqu'en 1559 (57) il est adjugé conjointement avec celui de Comminges.

ORDRE DES CRIÉES CONCERNANT LES DIOCÈSES

I. — SENECHAUSSEE DE TOULOUSE

18 NOVEMBRE 1503 (58)	26 DECEMBRE 1506 (59)	12 DECEMBRE 1530 (60)
1. — Toulouse	Toulouse	Toulouse
2. — Lavaur	Lavaur	Rieux-Comminges
3. — Saint-Papoul	Rieux-Comminges	Lavaur
4. — Montauban	Montauban	Montauban
5. — Rieux-Comminges	Saint-Papoul	Saint-Papoul

(54) P-V 3 sept. 1515 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 56 v°) ; 14 oct. 1524 (*id.*, f° 289) ; 12 déc. 1530 (*id.*, f° 451) ; 15 nov. 1533 (*id.*, f° 575 v°) ; 16 oct. 1539 (C-2278, f° 105 v°) ; 18 oct. 1542 (*id.*, f° 240 v°) ; 30 nov. 1545 (*id.*, f° 354)...

(55) P-V 15, 16, 17 janv. 1618 (*Hte-Gar.*, C-2296, f° 8 v°, 10, 10 v°) ; 4 déc. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 10 v°). Une seule exception : en 1614 (Cf. *infra* p. 225).

(56) *Le livre de Podio*, t. II, pp. 296-297. Cf. également P-V 18 nov. 1503 et 26 déc. 1506 (*Hte-Loire*, C-7300) ; 19 août 1527 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 369) ; 18 oct. 1542 (*id.*, C-2278, f° 236).

(57) P-V 4 nov. 1559 (*Hte-Gar.*, C-2280, f° 367).

(58) *Hte-Loire*, C-7300.

(59) *Hte-Loire*, C-7300.

(60) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 450 v°.

II. — SENECHAUSSEE DE CARCASSONNE

6. — Carcassonne	Carcassonne	Carcassonne
7. — Alet-Limoux	Alet Limoux	Alet Limoux
8. — Mirepoix	Mirepoix	Mirepoix
9. — Albi	Albi	Albi
10. — Castres	Castres	Castres
11. — Saint-Pons	Saint-Pons	Saint-Pons
12. — Narbonne	Narbonne	Narbonne
13. — Béziers	Béziers	Béziers
14. — Agde	Agde	Agde
15. — Lodève	Lodève	Lodève

III. — SENECHAUSSEE DE BEAUCAIRE

16. — Maguelonne	Maguelonne	Maguelonne
17. — Nîmes	Nîmes	Nîmes
18. — Uzès	Uzès	Uzès
19. — Viviers	Viviers	Viviers
20. — Le Puy	Le Puy	Le Puy
21. — Mende	Mende	Mende

VII. — MISE A PRIX

La mise à prix ne paraît fixée qu'à compter du milieu du XVIII^{me} siècle. Auparavant il semble qu'une liberté totale ait été laissée aux enchérisseurs, l'assemblée pour sa part se réservant implicitement le droit de ne pas prononcer l'adjudication sur une offre insuffisante (61). C'est la commission chargée de la mise au point du règlement qui fixe la somme devant servir de « *pied* » aux enchères. D'une manière générale, c'est le prix de l'adjudication précédente qui sert de base, la commission se bornant à le diminuer de quelques milliers de livres. Mais la commission tient compte aussi des modifications de tarif susceptibles de se traduire par une variation du prix de l'adjudication. Et l'on pourra constater, en consultant le tableau page 209, que deux mesures — la jonction du pied fourché à l'équivalent et le doublement général des droits — décidées respectivement en 1717 et en 1729 ont été déterminantes dans la fixation de la mise à prix en 1719 et en 1731.

Ajoutons que la mise à prix sert seulement d'indication ; sans doute une offre dérisoire n'est pas prise en considération (62), mais l'équivalent peut être adjugé encore que le prix fixé ne soit pas atteint : c'est le cas en 1659 et en 1719.

(61) Elle a usé de ce droit pendant les Guerres de Religion : Cf. *infra* p. 224.

(62) Par exemple une offre de 260.000 livres en 1719 (*Hte-Gar.*, C-2362, f^o 63).

Début du bail	Mise à prix	Prix d'adjudication
1 ^{er} mars 1656	300.000 l.	317.800 l.
1659	317.800	312.000
1662	250.000	294.000
1665	260.000	295.000
1 ^{er} janv. 1668	280.000	303.000
1671	280.000	307.000
1674	280.000	310.000
1677	290.000	315.300
1680	290.000	318.000
1683	290.000	320.000
1686	300.000	306.000
1689	300.000	
	et	
	304.000	332.000
1695	300.000	320.000
1701	300.000	330.000
1707	300.000	340.000
1713	300.000	330.000
1719	360.000	354.000
1725	350.000	418.000
1731	450.000	650.000
1737	550.000	688.000
1743	550.000	782.000
1749	650.000	896.000
1755	700.000	1.298.000
1 ^{er} avril 1758	800.000	1.112.000
1764	900.000	1 074.000
1770	900.000	1.108.000
1776	1.200.000	1.324.000
1782	1.300.000	1.442.000
1788	1.300.000	1.376.000

VIII. — LE SYSTÈME DES FEUX

L'entreprise est « *baillée à la chandelle* », suivant l'expression consacrée (63) ; à la chandelle « *éteinte* », précisent — dès le XV^{me} siècle — certains documents (64) ; « *après plusieurs criées et proclamations et éteint de plusieurs chandelles* », relate le procès verbal du 8 février 1591, l'un des plus explicites parmi les procès-verbaux rédigés au XVI^{me} siècle (65). Au début du XVII^{me} siècle le nombre de chandelles est fixé à trois (66), mais dès 1627, pour inciter les intéressés à enchérir, les

(63) Lettres de commission : *Hte-Gar.*, C-2196 ; *Hérault*, A-236, f^o 275... Etienne de Médicis est également formel : « *et se accense le Lou à la chandelle* » (*Le Livre de Podio*, t. II, pp. 296-298).

(64) *Hérault*, A-241, f^o 58.

(65) *Hte-Gar.*, C-2286, f^o 141 ; Cf. également P-V 9 nov. 1593 (*id.*, f^o 267). Le crieur est un sergent (P-V 20 nov. 1608 ; *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 140) ou un trompette (P-V 15 janv. 1618 ; *Hte-Gar.*, C-2296, f^o 9). En 1655 à Montpellier la charge est confiée à Loyseau, archer des gardes du Roi en la prévôté de l'Hôtel (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 184 v^o).

(66) P-V 29 oct. 1605 (*Hte-Gar.*, C-2291, f^o 37).

Etats n'hésitent pas à adjoindre deux feux « *surabondants* » aux trois feux traditionnels (67). Le procédé devient courant dans la deuxième moitié du XVII^m siècle : le 22 février 1655 après les trois premiers feux l'offre atteint la somme de 311.300 livres ; sur quoi le prince de Conti (commissaire du roi) ordonne que trois feux « *surabondants* » soient allumés ; pendant leur durée plusieurs enchères sont faites, jusqu'à 315.300 livres ; le 1^{er} mars l'offre atteint 316.300 livres pendant la durée des trois premiers feux, puis 317.800 livres pendant la durée des trois feux « *surabondants* » (68). Le 21 février 1661 trois feux supplémentaires sont encore allumés après l'extinction des feux « *surabondants* » (69). Pendant cette période on brûle des chandelles en quantité et on prononce le plus possible d'adjudications provisoires.

La situation ne se modifie qu'au cours du deuxième tiers du XVIII^m siècle : l'assemblée provinciale alors perçoit la nécessité d'introduire quelque règle en la matière. C'est d'abord le syndic général qui le 28 décembre 1747 avertit les enchérisseurs que l'« *adjudication sera faite au dernier offrant, à l'extinction de la flamme de la bougie, sans avoir égard à la durée du feu ou fumée* » (70). Dix ans plus tard la matière fait l'objet d'une disposition du règlement ; mais on constate que les Etats réservent leur liberté d'action jusqu'au dernier moment : « *Toutes les adjudications, provisoires ou définitives, seront faites à l'extinction de la seule flamme du dernier des feux dont le nombre sera déterminé par les Etats et annoncé à l'entrée de la séance aux prétendants* » (71). Le 2 décembre 1762 par exemple le syndic Montferrier informe les intéressés que l'adjudication sera prononcée à l'extinction de la flamme du « *sixième feu surabondant* » (72).

Les procès-verbaux n'indiquent pas qu'un incident ait troublé le déroulement des opérations en 1762. Néanmoins six ans plus tard la commission des Affaires Extraordinaires se préoccupe d'éviter les discussions pouvant s'élever entre les prétendants au moment de l'extinction de la flamme, la difficulté étant de « *reconnaître celui qui avait parlé le dernier dans cet instant critique* » (73). On s'explique parfaitement en effet que les enchérisseurs attendent l'instant précis où expire la flamme du dernier feu : l'adjudication prononcée, la rigueur des conditions posées à l'admission de nouvelles offres s'accroît — il faut tiercer — ce qui risque de contraindre à l'abstention les rivaux de l'adjudicataire. Aussi bien pour prévenir toute contestation entre les enchérisseurs et s'épargner elle-même l'embarras du choix, l'assemblée convient, le 3 décembre 1768, d'accord avec la commission des Affaires Extraordinaires, de « *suivre dans cette occasion ce qu'on pratique dans toutes les autres adjudications des entreprises de la province, en déterminant que les adjudications ne seront faites qu'à l'extinction de la flamme d'un dernier feu qui aura brûlé en entier et se sera éteint sans qu'il ait été fait pendant sa durée, ni lorsqu'il finira, aucune* »

(67) *Hte-Gar.*, C-2300, f° 112.

(68) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 192, 196 v°.

(69) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 215.

(70) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 166.

(71) Règl. 1757 et 1762, art. 3.

(72) *Hte-Gar.*, C-2405, f° 485.

(73) P-V 3 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 28).

enchère, ce qui ôte évidemment tout prétexte de contestation et le moyen même de surprendre l'adjudication à un plus bas prix » (74). Les Etats renoncent par là-même à limiter le nombre des feux (75)... sans pour cela se laisser aller aux pratiques usitées au siècle précédent puisque les enchères, à compter de 1775, ne seront reçues que pendant une seule et unique séance, l'adjudication étant prononcée à l'issue de celle-ci. La rivalité des prétendants peut incontestablement se donner libre cours pendant cette séance (76) : nul ne mettra en doute que l'adjudicataire soit vraiment le plus offrant et dernier enchérisseur.

IX. — RÉGLEMENTATION DE L'ENCHÈRE

Un minimum d'enchérissement est fixé dès le début du XVI^me siècle. Etienne de Medicis l'a noté : « *Qui veult gecter sur tout le plot, doitb chacune fois augmenter son gect ou la somme que y a mis, de la somme de cent livres, ou autrement ne sera pas ouy ; sus les seneschauccées on doitb augmenter son gect de la somme de cinquante livres (et) sus les diocèses on doitb augmenter son gect de la somme de vingt cinq livres* » (77). Cette réglementation restera en vigueur pendant tout le XVI^me siècle (78).

Dans le même temps le prix de l'adjudication augmente, et l'assemblée provinciale est amenée au début du XVII^me siècle à revoir la question : « *Ne seront reçus ceux qui diront ou surdiront aux fermes à moins de 300 livres pour le bloc, 100 pour sénéchaussée et 25 pour diocèse* », proclame le règlement en 1605. Le désir de ranimer l'enchérissement par diocèse ou par sénéchaussée — afin de surprendre les prétendants au bloc et de rompre éventuellement les coalitions — est manifeste : le minimum d'enchérissement par diocèse reste fixé à vingt-cinq livres comme au siècle précédent, alors que l'augmentation en ce qui concerne la criée par sénéchaussée est de l'ordre du simple au double, et du simple au triple pour l'adjudication en bloc. Les dispositions arrêtées en 1605 resteront en vigueur pendant tout le XVII^me siècle (79). Cependant la valeur marchande de l'entreprise dans la deuxième moitié du siècle est approximativement de 300.000 livres, et les enchères en fait excèdent largement le minimum fixé (80) — le minimum de 300 livres s'entend, car seul le bloc est enchéri.

Dès le début du XVIII^me siècle une première rectification est opérée : « *nulles surdites ne seront reçues qu'elles ne soient au moins de 1.000 livres sur le bloc, 400 livres pour chaque sénéchaussée et 100 livres pour*

(74) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 28 ; Règl. 1776 (art. 3) ; 1780 (5) ; 1787 (9).

(75) Le syndic général ne manque pas d'avertir les prétendants, à l'ouverture de la séance, qu'« *il sera continuellement allumé de feux tant qu'ils voudront surdire* » (P-V 29 déc. 1781 ; *Hte-Gar.*, C-2424, f° 327).

(76) Treize feux allumés le 20 décembre 1781 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 204).

(77) *Le livre de Podio*, t. II, p. 296.

(78) Règl. 1542 (art. 4) et suiv.

(79) Règl. 1605 (art. 2) et suiv.

(80) La moyenne de l'enchère pendant cette période (1655-1700) est supérieure à trois mille quatre cents livres.

chaque diocèse » (81). Notons le scrupule des rédacteurs du règlement... ou leur respect de la tradition : incontestablement la réglementation de l'enchérissement par sénéchaussée et par diocèse n'intéresse plus personne à cette époque-là.

En 1729 le minimum de l'enchère est à nouveau relevé, et les dispositions inutiles disparaissent enfin du règlement : *« l'équivalent sera baillé... en bloc... et ne seront reçues aucunes surdites qu'elles ne soient au moins de 3.000 livres »* (82). Cette augmentation correspond à une nécessité. Le taux des droits est en effet doublé en 1729, l'assemblée espérant *« porter le bail »* à 600.000 livres. Or bien que le prix d'adjudication n'ait jamais excédé 420.000 livres dans le premier quart du XVIII^{me} siècle, la moyenne de l'enchère pendant cette période est très supérieure à 5.000 livres.

Le minimum reste fixé à 3.000 livres jusqu'en 1775 ; cependant l'entreprise, adjugée pour 650.000 livres en 1729 (83), l'est en 1768 pour 1.108.000 livres (84). Certes la mise à prix est réglée en conséquence. La moyenne de l'enchère augmente pourtant considérablement pendant cette période, puisqu'elle atteint vingt-huit mille deux cent soixante six livres, treize sous, quatre deniers. Aussi bien la commission des Affaires Extraordinaires proposant une augmentation des droits en 1775 engage l'assemblée à relever de mille livres le minimum de l'enchère. La proposition est agréée (85), et le nouvel article 3 porte qu' *« aucune offre ni surdite ne sera reçue lors de la première adjudication si elle n'est au moins de 4.000 livres par an »*.

La réforme ne se borne pas là : l'article 3 régleme l'enchérissement postérieur à la première adjudication, et l'on constate que les enchères de tiercement et de triplement sont en principe réglées sur la *« simple enchère »*. Le rapporteur de la commission des Affaires Extraordinaires va même jusqu'à avouer que *« la fixation de l'enchère simple n'a pour objet que de déterminer le taux du tiercement et du triplement »* (86). Or pour que les intéressés aient la possibilité matérielle de tiercer ou de tripler, comme il est de l'intérêt du bailleur, il importe que le minimum de l'enchère simple ne soit pas trop élevé. Le taux choisi en 1775 peut à cet égard paraître excessif : calculée sur le *« pied »* de 4.000 livres l'enchère de tiercement est en effet de 12.000 livres, et de 36.000 livres celle de triplement. D'autre part la fixation de la mise à prix ne manque pas d'influer sur l'enchérissement. Aussi bien la commission des Affaires Extraordinaires, optant en 1781 pour une nouvelle augmentation de la mise à prix (1.300.000 livres), juge *« indispensable, pour toutes ces raisons, de fixer à 3.000 livres le prix de l'enchère simple, la modicité de cette enchère devant donner plus de facilité aux prétendants pour multiplier leurs offres »* (87). Le fait que la commission tienne le même langage en 1787 (88) dénote le bien fondé de ce calcul.

(81) P-V 19 déc. 1705 (*Hte-Gar.*, C-2350, f° 26) ; Règl. 1705-1723, art. 2.

(82) P-V 17 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f° 43 v°). Règl. 1729-1768 (art. 1^{er}).

(83) *Hte-Gar.*, C-2374, f° 141.

(84) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 194.

(85) P-V 5 janv. 1755 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 308, 320).

(86) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 464).

(87) P-V 7 déc. 1781 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 49).

(88) P-V 22 déc. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2430, f° 43).

X. — L'ENCHÉRISSEMENT CONDITIONNEL

Il arrive qu'un prétendant enchérisse sous une condition particulière et que les Etats acceptent l'offre. Il apparaît même, au moins jusqu'au milieu du XVIII^{me} siècle, qu'ils ne refusent jamais une mise conditionnelle sans examen approfondi.

Les Etats profitent de l'opportunité de la circonstance, car les offres conditionnelles — on le devine — se rencontrent surtout à des moments critiques. C'est le cas en 1614 : le 1^{er} décembre, avant l'arrivée des commissaires du roi, l'archevêque de Narbonne déclare qu' « *il lui a été donné avis qu'il y a personne de qualité, solvable et bien cautionnée, qui pour n'être ladite ferme en dernière surdite qu'à 200.000 livres, la mettra au prix de 212.100 livres, qui est le prix du (dernier) trienne à la charge que de ce qu'elle surdira par dessus ladite somme de 212.100 livres, il plaise aux Etats lui donner la quatrième (partie) de la surdite faite par dessus ladite somme, offrant la faire telle et si considérable que le Pays en sera satisfait* ». L'assemblée qu'alarme l'éventualité de devoir affermer l'entreprise à vil prix, proclame son accord de principe et convient de faire part de la proposition aux commissaires royaux (89). En fait cette délibération n'aura pas de suite, les auteurs de l'offre en question se désistant. L'assemblée n'accepte pas moins avec empressement les 3 et 4 décembre deux autres propositions de ce genre : l'une du sieur Meynier, d'enchérir jusqu'à 224.000 livres « *à condition* » que « *de toutes les surdites qu'il fera par dessus ladite somme le quart lui appartiendra* » ; l'autre, du sieur Joffres, de remplacer Meynier en cas de défaillance de celui-ci. Lorsque les chandelles seront allumées le 5 décembre, Meynier et Joffres se désisteront à leur tour ; mais la situation de ces partisans ne soulève pas de problème. L'offre de Meynier en particulier a été couchée sur le registre du greffier, tandis que les commissaires du roi invitaient l'intéressé à donner caution. Aussi bien la ferme est-elle remise à l'encan à la folle enchère du défaillant, valablement engagé vis-à-vis de la province (90).

En plusieurs autres circonstances les Etats manifestent de l'intérêt pour des offres conditionnelles. En 1624 par exemple : dès l'ouverture de la seconde séance, le 21 mars, Teysses, un des concurrents, propose de faire une avance de 264.000 livres à la province, pourvu que l'entreprise lui soit adjugée au prix de 170.000 livres par an. Cette offre sera rejetée (91). En évaluant le bail à 270.000 livres (92) la combinaison aurait procuré à Teysses, indépendamment du bénéfice qu'il n'aurait pas manqué de réaliser en tant que fermier, un profit de 100.000 livres par an. Les intérêts de l'avance consentie auraient été chèrement payés...

(89) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 143-144.

(90) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 149 v^o, 175 v^o.

(91) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 214.

(92) L'entreprise avait été adjugée pour 266.000 livres en 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f^o 18).

Le 26 mars de la même année 1624 le duc de Montmorency, commissaire du roi, invite l'assemblée à entendre un autre concurrent, Rivière, sur « *quelques propositions avantageuses au bien de la province, afin de les accepter si on les trouve utiles, ou les rejeter* ». De fait quelques instants plus tard, en présence du duc, Rivière, « *associé en l'affermé de l'équivalent du trienne courant et à la poursuite duquel l'arrêt avait été rendu au conseil portant condamnation (contre la province) de 264.000 livres pour le dédommagement prétendu par les fermiers à cause des guerres, fait diverses offres de dédommager le pays desdites condamnations et prendre l'affermé de l'équivalent* ». Louis de Bargeton, sieur de Cabrières, affirmant alors son intention de « *surdire avantageusement* », l'assemblée prescrit à Rivière de coucher son offre par écrit et d'en donner copie à Cabrières, ce qui est exécuté. Le reste de la séance est occupé à examiner l'offre, « *et voir s'il est plus expédient au pays de délivrer la ferme sur icelle ou au plus offrant et dernier enchérisseur suivant la forme accoutumée* » (93). La question est définitivement tranchée le surlendemain, 28 mars, les Etats optant pour la forme traditionnelle, « *n'étant les offres ci-devant faites que captieuses et au grand désavantage de la province* » (94). De toute façon le rejet des propositions de Teysses et de Rivière n'a été décidé qu'à l'issue d'un examen minutieux, la position des Etats n'étant pas arrêtée d'emblée. Il serait vain d'ailleurs d'attendre d'eux à cette époque-là une condamnation de principe des offres conditionnelles. Au contraire trouvent-ils quelque avantage dans les propositions qui leur sont faites, les Etats finissent par les agréer. C'est ici le cas d'évoquer les circonstances dans lesquelles fût prise la décision d'adjuger le bail pour six ans : en 1684 une offre particulièrement intéressante, dont l'acceptation eût déterminé l'abandon du bail triennal, avait été rejetée, les Etats ayant jugé cette condition « *extraordinaires et contre l'usage observé de tous temps* » (95). Trois ans plus tard dans les mêmes circonstances l'assemblée reconnaît pourtant que « *l'affermé générale pourrait être portée à un prix plus haut si on passait le bail pour six années* », et elle reçoit une offre de 304.000 livres faite à cette condition (96).

L'attitude des Etats ne change pas dans la première moitié du XVIII^{me} siècle. Méfiants ils se refusent toujours à « *accorder la préférence à quelque chose de douteux* », sans pour cela cesser d'examiner toutes les propositions. Il faut reconnaître que l'offre faite par Alletz en janvier 1742 est très séduisante : Alletz propose de traiter à 640.000 livres par an alors que la mise à prix est réglée à 550.000 livres, et en outre il s'engage à faire participer la province à l'administration de la ferme et aux bénéfices résultants de l'exploitation. La commission des Affaires Extraordinaires se réunira spécialement « *pour discuter et voir si les conditions de cette offre renferment quelque nouvel avantage pour la province qui doive engager les Etats à rejeter toute offre qui ne serait pas accompagnée des mêmes conditions* » (97). On ne saurait affirmer plus catégoriquement l'intention de pousser éventuelle-

(93) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 216 v°.

(94) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 220.

(95) P-V 1^{er} déc. 1684 (*Hte-Gar.*, C-2389, f° 40 v°, 46 v°). Les véritables raisons du refus de prolonger la durée du bail seront exposées ci-dessous p. 219.

(96) P-V 22 nov. 1687 (*Hte-Gar.*, C-2332, f° 43).

(97) *Hte-Gar.*, C-2386, f° 42.

ment jusqu'à leur extrême limite les conséquences d'un enchérissement non conforme cependant à la réglementation en vigueur. Mais la conscience avec laquelle la commission procède à l'examen de l'affaire (98) empêche les Etats de tomber dans l'arbitraire. Après un premier rapport, le 9 janvier, l'assemblée délibère de recevoir « *toutes offres et surdites... tant sous les conditions des offres faites par Alletz que sans lesdites conditions* » ; et le 16 janvier un nouveau rapport conclut : « *les conditions d'Alletz, sous apparence séduisante, ne présentent aucun avantage bien réel* » (99). Or il est indiscutable que l'attitude de l'assemblée vis-à-vis des propositions qu'on lui soumet est dictée par la seule considération du prix du bail : « *le véritable intérêt de la province est de voir porter la ferme au plus haut prix* » (100).

Au milieu du XVIII^{me} siècle les Etats tiennent compte d'un nouvel élément. Les dispositions du règlement sont en effet l'objet d'une mise au point très minutieuse, la commission des Affaires Extraordinaires ayant égard en particulier aux observations présentées par les concurrents. Cette collaboration dans l'établissement du règlement devrait logiquement exclure l'éventualité d'un enchérissement non conforme aux conditions prévues. En fait il n'en est rien. Mais la méfiance des Etats s'accroît justement, et l'on en vient à la condamnation de principe de pratiques devenues injustifiables. C'est chose faite en 1748 : l'assemblée avait rejeté d'emblée la proposition de Romieu de déposer la somme de 800.000 livres dans la caisse de la province « *pour suppléer au défaut de cautions résidentes* » (101). Mais Parlier avait offert 812.000 livres en se déclarant prêt à fournir la même garantie, bien que ses cautions fussent toutes de la qualité requise. Dès lors la question se posa, après que Palat et Granier eurent enchéri, de savoir « *si leurs enchères... pouvaient être regardées comme suffisantes pour couvrir celle de Parlier, car elles ne contenaient pas la condition du dépôt de 800.000 livres* ». Le 2 janvier 1748 l'assemblée délibère que « *le cautionnement de personnes solvables et habitant la province étant seul requis, l'addition d'un dépôt dans la caisse d'une somme plus ou moins grande, non seulement ne doit mériter aucune préférence, mais doit être regardé comme inutile* » (102). En 1758 la prise de position est plus catégorique encore. Un des concurrents, Gouan, ayant enchéri sous diverses conditions, le syndic général déclara que « *c'était aux Etats à juger s'ils voulaient admettre ces conditions, mais qu'il ne pouvait se dispenser de leur représenter que c'était contre les règles que des prétendants s'avisent de vouloir ajouter aucune nouvelle disposition aux conditions arrêtées par les Etats, qui seules devaient faire la règle de leurs offres et engagement* » ; et l'assemblée aussitôt d'affirmer solennellement sa volonté de n'« *accueillir aucune condition de quelque espèce ajoutée aux offres au-delà de ce qui était porté par les articles et délibérations*

(98) Pour mieux accomplir son travail la commission n'hésite pas à s'adjoindre « encore plusieurs commissaires de tous les ordres » (*Hte-Gar.*, C-2386, f° 59 v°).

(99) *Hte-Gar.*, C-2386, f° 43, 60.

(100) P-V 16 janv. 1742 (*Hte-Gar.*, C-2386, f° 60).

(101) « *Résidentes* » dans la province, comme le prescrivait le règlement. (*Hte-Gar.*, C-2392, f° 169, 181).

(102) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 169-183.

postérieures » (103). Le langage est nouveau, et révoque l'époque où l'opportunité de la circonstance dictait la conduite des Etats. Mais nous sommes en 1758, il convient de ne pas l'oublier...

XI. — LA DÉLIVRANCE

Le dernier feu éteint, l'assemblée est à même de déterminer la forme d'adjudication la plus avantageuse et de « *délivrer* » la ferme, suivant l'expression consacrée. L'opération est purement mathématique. On additionne les sommes obtenues dans les adjudications par sénéchaussée, puis dans les adjudications par diocèse, et on compare avec le prix d'adjudication du bloc : « *là où se trouve plus grant accense soit au plot, ou aux Seneschaussée, ou aux Diocèses* — note Medicis — *là demeure ladite accense* » (104). C'est ainsi qu'à Tournon le 18 novembre 1503 il est procédé à la délivrance par diocèse, les adjudications ayant donné 89.200 livres pour le bloc, 89.850 pour les trois sénéchaussées et 91.325 livres pour les vingt-deux diocèses (105). Il est évidemment possible de combiner la délivrance par sénéchaussée et la délivrance par diocèse. Le 19 août 1527 par exemple l'entreprise étant adjugée 102.000 livres en bloc, 100.000 livres par sénéchaussée et 106.625 livres par diocèse, il est cependant « *conclu que l'affirme de l'équivalent de la sénéchaussée de Beaucaire sera délivrée à Pierre Fauré, de Villepinte, qui a enchéri et mis sur le bloc de ladite sénéchaussée plus grande somme que ceux qui ont enchéri sur les diocèses particuliers* » (106).

Jusqu'en 1580 on peut considérer que la mise à l'encan se termine avec la délivrance. Par la suite les procès-verbaux font état de multiples délivrances, chacune sanctionnant une victoire de l'assemblée dans sa lutte contre les enchérisseurs coalisés. Le procédé est employé pour la première fois en 1581 (107). En 1605 l'entreprise est délivrée en bloc à quatre reprises, à savoir le 26 et le 29 octobre et le 12 et le 17 novembre (108). On note également plusieurs délivrances en 1614 (109). La détermination des Etats de ne pas se lier par un acte définitif tant que subsiste l'espoir de « *rendre meilleure la condition du roi et du pays* » est manifeste : ainsi le 12 novembre 1605, lorsque la ferme est délivrée au sieur Garrigues, l'assemblée précise « *que tous surdisants seront reçus à surdire durant 24 heures de 500 livres en haut* » (110) ; et le 1^{er} décembre 1614 la délivrance est faite à Gallière, « *sauf si dans les 24 heures il y a autre surdisant au greffe* » (111). Cette attitude procède d'une nouvelle conception de la délivrance. Il n'est plus question en

(103) P-V 21 janvier 1758 (*Hte-Gar.*, C-2400, f^o 124 v^o 125 v^o).

(104) *Le Livre de Podio*, t. II, pp. 296-297.

(105) *Hte-Loire*, C-7300.

(106) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 369.

(107) *Hte-Gar.*, C-2284, f^o 98-113.

(108) *Hte-Gar.*, C-2291, f^o 92 v^o, 97, 125, 147.

(109) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 145, 154, 215 et 224 v^o.

(110) *Hte-Gar.*, C-2291, f^o 125.

(111) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 145.

effet d'opérer un choix entre plusieurs formes d'adjudication puisqu'en fait l'entreprise n'est adjugée qu'en bloc. La délivrance, telle que nous l'avons définie, n'a donc plus de raison d'être. Le mot est cependant employé dans les procès-verbaux des Etats mais il doit être pris pour synonyme d'adjudication (112).

XII. — LE CONTRAT DE BAIL

Au XVI^m siècle et au siècle suivant, jusqu'à l'engagement de l'équivalent, les baux sont passés dès que les adjudicataires ont présenté leurs cautions, en principe dans les vingt-quatre heures de la délivrance. Les « *lettres de bail* » sont d'ailleurs datées du jour de cette dernière (113) ; elles sont adressées par les commissaires royaux aux commissaires chargés de présider les assemblées diocésaines, et c'est le greffier pour le roi aux Etats qui est chargé de l'expédition (114). Il y a autant de baux que de diocèses et il en est toujours ainsi, encore que l'entreprise ait été délivrée en bloc ou par sénéchaussée. On sait en effet que la province est divisée en deux généralités : seul par conséquent le cadre du diocèse permet à l'administration fermière de s'adapter à l'organisation financière.

Il importe donc que le partisan — qui est le plus souvent l'adjudicataire, mais qui peut être aussi un ayant-cause de l'adjudicataire en cas de délivrance en bloc ou par sénéchaussée — ait un titre qui l'autorise à se présenter devant l'assemblée du diocèse où il prétend « *cueillir et lever* » le droit d'équivalent (115).

Manifestement ces « *lettres de bail* » correspondent à la forme de délivrance — par diocèse — qui prédomine au XVI^m siècle. Dans le texte il n'est question que du personnage à qui la « *ferme particulière* » du diocèse envisagé est « *demeurée* » ; on ignore s'il s'agit de l'adjudicataire lui-même ou d'un ayant cause de celui-ci, le fait que l'entreprise ait été délivrée en bloc ou par sénéchaussée n'étant pas indiqué. Or à la fin du XVI^m siècle les délivrances en bloc deviennent courantes et les fermiers généraux jouent un rôle primordial dans l'organisation de la ferme. Ils spéculent sur les sous-baux, ce qui nécessite un certain temps et explique que les « *lettres de bail* » ne soient plus datées du jour de la

(112) Il n'est d'ailleurs pas question d'adjudication dans les procès-verbaux en 1605 et en 1614. Par contre on trouve fréquemment — notamment dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle — les deux termes réunis : les commissaires royaux « *adjugent bail et délivrance de l'affirme générale de l'équivalent* » *Hte-Gar.*, C-2315, f^o 185 ; C-2317, f^o 55, 63 et 88 ; C-2318, f^o 157, 166 et 173 ; C-2320, f^o 26 ; C-2332, f^o 63, 85 ; etc...).

(113) Par exemple délivrance 23 oct. 1536 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 33), 26 sept. 1554 (*id.*, C-2279 f^o 416 v^o), 5 nov. 1570 (*id.*, C-2282, f^o 199) : mêmes dates sur les « *lettres de bail* » concernant le Vivarais (*Ardèche*, 6-752, 1, 3, 32).

(114) Sur la taxe prélevée en la circonstance, Cf. *Hte-Gar.*, C-2296, f^o 20 v^o

(115) Exemples de lettres de bail : *Ardèche*, C-752, n^o 1, 3, 17, 32 ; C-753, n^o 31, 32, 36, 37, 40, 45 ; *Aude*, VII C-5, VII C-6, VII C-8 ; *Hte-Gar.*, C-2117 ; *Hte-Loire*, C-7301 ; *Tarn*, C-388, n^o 91 ; *Nîmes*, NN-4, n^o 279...

délivrance (116). Les Etats se verront même dans l'obligation de contraindre le fermier général de remettre au greffe à la fin de l'assemblée l'« état de ses sous-fermes ou département par lui fait de la portion de chaque diocèse, suivant lequel les cautions seront reçues aux assiettes d'icelui (diocèse) » (117). Le principe de la responsabilité du fermier général en cas de défaillance d'un sous-fermier diocésain est évidemment posé ; et le 28 août 1601, pour permettre aux receveurs et éventuellement aux « diocésains » d'exercer leur action, les Etats délibèrent que dorénavant « les baux seront expédiés en la forme que les délivrances auront été faites, en bloc, par sénéchaussées ou par diocèse » (118). En fait ces prescriptions ne seront pas appliquées immédiatement : alors que la ferme est délivrée en bloc à Aubanel le 17 novembre 1605 (119) et de même à Paulet le 5 janvier 1615 (120), les « lettres de bail » relatives à l'exploitation de la ferme dans le diocèse de Viviers, respectivement expédiées le 30 novembre 1605 (121) et le 21 janvier 1615 (122), ne mentionnent que le nom du sous-fermier : Jean Gay en 1605 ; Louis de Bertrand en 1615 (123). A notre connaissance la délibération du 28 août 1601 n'a pas été appliquée pendant le premier quart du XVII^{me} siècle. Les commissaires royaux ont-ils craint les conséquences de l'innovation sur la rentrée des deniers ? Ont-ils jugé la réforme incompatible avec l'organisation financière de la province ? quoiqu'il en soit la formule employée dans les « lettres de bail » ne correspondait plus à la réalité. A la veille de l'engagement de l'équivalent enfin la réforme est accomplie : les lettres adressées le 1^{er} avril 1627 aux commissaires chargés de présider les Etats du Vivarais mentionnent que Daniel de la Coste s'est trouvé le dernier enchérisseur sur le bloc, et qu'il « lui a été expédié bail en vertu duquel il a sous-affermé l'équivalent du diocèse de Viviers à Jean Gay, de Largentièrre » (124).

Le problème ne se pose pas dans les mêmes termes après le rachat de l'équivalent par la province au milieu du XVII^{me} siècle. Les dispositions de l'édit de Béziers s'appliquent et les Etats peuvent avec l'autorisation du roi disposer du produit de l'impôt, centralisé dans la caisse du trésorier de la Bourse. Un seul bail est donc passé, après réception des cautions de l'adjudicataire. La rédaction de l'acte est confiée à la commission chargée des affaires d'équivalent (125) et — détail significatif —

(116) Délivrance 6 déc. 1599 ; date des lettres de bail concernant les diocèses de Viviers et du Puy, 13 déc. (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 92 v^o ; *Ardèche*, C-753, n^o 36 ; *Hte-Loire*, C-7301).

(117) Règl. 1605, art. 7.

(118) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 212 v^o.

(119) *Hte-Gar.*, C-2291, f^o 147.

(120) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 224 v^o.

(121) *Ardèche*, C-753, n^o 37.

(122) *Ardèche*, C-753, n^o 45.

(123) De même lettres de bail du 27 janv. 1612 concernant le diocèse de Carcassonne : *Aude* VII-C-6.

(124) *Ardèche*, C-753, n^o 40.

(125) P-V 18 janv. 1673 (*Hte-Gar.*, C-2318, f^o 178 v^o) ; 27 nov. 1675 (*id.*, C-2320, f^o 12 v^o)... Les dépôts d'archives de l'*Hérault* et de la *Hte-Gar.*, renferment la plupart des actes passés au XVIII^{me} siècle : 1700 (*Hérault*, A-58, f^o 110) ; 1706 (*id.*, B-40, f^o 219) ; 1712 (*id.*, A-147, f^o 20) ; 1718 (*id.*, A-90, f^o 25) ; 1725 (*Hte-Gar.*, C-1, f^o 33) ; 1729 (*Hérault*, A-93, f^o 293) ; 1736 (*id.*, A-209, f^o 31-61) ; 1742 (*Hte-Gar.*, C-14, f^o 3) ; 1748 (*id.*, C-19, f^o 47) ; 1754 (*id.*, C-22, f^o 105) ; 1758 (*Hérault*, A-107, f^o 51) ; 1768 (*Hte-Gar.*, C-2196) ; 1776 (*Hérault*, A-116, f^o 238) ; 1782 (*id.*, A-121, f^o 26) ; 1788 (*id.*, A-125, f^o 37).

le greffier est choisi par l'assemblée : les commissaires royaux avaient consenti en 1655 à ce que le greffier de l'assemblée travaillât conjointement avec le leur (126), mais en fait seul Me Sabatier, notaire et greffier de l'hôtel-de-ville de Montpellier, avait instrumenté (127) et il ne devait plus être question du greffier pour le roi. Au XVIII^m^e siècle la passation a lieu aussitôt que l'adjudication devient définitive. Empreints de la solennité d'une cérémonie qui exalte le rôle des Etats dans la gestion du patrimoine commun, les procès-verbaux insistent volontiers sur la réception de l'adjudicataire et de ses cautions, la lecture de l'acte, la signature qu'y apposent l'archevêque de Narbonne, les trois syndics généraux et les partisans, l'allocation enfin que prononce le président pour exhorter les fermiers à « *faire la levée dudit droit sans excéder ce qui est permis par lesdits articles et avec le moins de foule qui se pourra pour les habitants de la province* » (128). Ajoutons que le bail, comme le règlement de l'équivalent, est enregistré à la Cour des Aides (129). L'enregistrement doit être effectué gratuitement, aux termes de l'article 4 du traité conclu le 13 février 1665 entre les Etats et la Cour (130).

XIII. — LA DURÉE ET LE DÉBUT DU BAIL

La durée du bail, fixée à trois ans sous Charles VII, est restée inchangée dans son principe pendant plus de deux siècles (131). Il est constamment question du trienne dans les procès-verbaux des Etats et dans les documents concernant l'équivalent. Bien plus, lorsque pendant les guerres de Religion les Etats se sont trouvés dans l'impossibilité d'affermir l'impôt pour trois ans, ils se sont arrangés pour que la durée totale des baux successivement passés corresponde à celle du trienne (132).

Dans le dernier quart du XVII^m^e siècle la question de doubler la durée du bail se pose. Mais les Etats, pour qui l'affermage est l'occasion d'affirmer les droits de la province sur l'équivalent, marquent une certaine hésitation. Basville ne s'y trompe pas : « *les Etats ne reculent que par crainte que le roi ne s'empare de ce droit, et dans cette idée ils réitèrent les actes de possession le plus souvent possible* » (133). Naturellement les partisans poussent à la réforme et sont tout disposés à augmenter leurs offres si l'entreprise est adjugée pour six ans. L'un

(126) P-V 30 janv. et 1^{er} févr. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 182 v^o ; 183, 183 v^o).

(127) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 212 v^o.

(128) P-V 21 janv. 1673 (*Hte-Gar.*, C-2318, f^o 183 v^o) ; 11 janv. 1676 (C-2320, f^o 55 v^o) ; 14 déc. 1684 (C-2329, f^o 94) ; 12 déc. 1687 (C-2332, f^o 117 v^o) ; 31 janv. 1694 (C-2338, f^o 81) ; etc...

(129) Cf. *Hérault*, B-15, f^o 165-168, requête à la cour par Borrit, 15 déc. 1557. Sur enregist. (24 déc. 1688) du bail passé le 11 déc. 1687 avec Boyer, Cf. *Hte-Loire* C-7303.

(130) *Hérault*, A-55, f^o 73 v^o. Il est arrivé que la cour perçoive 3.000 livres pour l'enregistrement du bail (*Hte-Gar.*, C-2314, f^o 118).

(131) Cf. l'art. 1^{er} du Règlement, jusqu'en 1687.

(132) Trienne 1588-1591 : *Hte-Gar.*, C-2286, f^o 6, 68-72, 90 ; C-2288, f^o 9 v^o,

(133) Boislisle : *Correspondance... t. I*, n^o 493.

d'eux fait même une proposition très précise dans ce sens en 1684 ; mais les Etats la repoussent, après avoir « *mûrement examiné tous les inconvénients qui pourraient arriver s'ils se départaient de l'usage dans lequel la province est ne de faire ses affermes que pour un trienne* » (134). Une offre assortie de la même condition subit le même sort en 1687 (135). Mais cette année-là les enchérisseurs se tiendront sur la réserve jusqu'à ce que l'assemblée leur donne satisfaction. Elle n'aura pas à le regretter : de 306.000 livres (en 1684) le prix de l'adjudication passe à 332.000 livres ; et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime la durée du bail restera fixée à six ans.

Quant au début du bail, au XV^{me} siècle il coïncide tout naturellement avec celui de l'année financière, fixé au 1^{er} septembre. Les triennats se succédant sans interruption, il en est de même au XVI^{me} siècle et pendant le premier tiers du XVII^{me}, c'est-à-dire jusqu'à l'engagement de l'équivalent. Les engagistes jouiront du revenu de l'impôt pendant une vingtaine d'années, jusqu'au 1^{er} mars 1656. La province recouvrant alors ses droits, l'équivalent est à nouveau affermé. En 1659, en 1662 et en 1665 le début du bail reste fixé au 1^{er} mars, et l'on pourrait croire, à lire l'article premier du règlement, qu'il en a été de même en 1668. En fait le trienne 1665-1668 n'a duré que deux ans et dix mois (136). A compter de 1668 par conséquent le début du bail est fixé au 1^{er} janvier, et il en sera ainsi jusqu'en 1758. Cette année-là le bail commence le 1^{er} avril. La modification est en rapport avec la résiliation du bail précédent, intervenue à la fin de la troisième année, le 31 décembre 1757. On sait que les Etats ont organisé une régie pendant le premier trimestre de l'année 1758, ce qui leur a permis d'affirmer la levée des droits dans des conditions à peu près normales (137). Par la suite les baux se succèdent sans interruption jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et comme leur durée est inchangée ils commencent invariablement le 1^{er} avril.

SECTION II

La participation au concours

L'action des autorités sur la participation au concours s'exerce dans un double sens. Dans un sens restrictif d'abord : afin d'écarter les indésirables un certain nombre de conditions sont requises dans la personne des enchérisseurs. Dans un sens libéral ensuite, pour permettre le jeu de la concurrence.

(134) *Hte-Gar.*, C-2329, f^o 46 v^o.

(135) *Hte-Gar.*, C-2332, f^o 43.

(136) *Hte-Gar.*, C-2316, f^o 47 ; *Hérault*, B-9036 ; Cf. pour les sous-baux : *Hérault*, B-9264 ; *Hte-Loire*, C-7302.

(137) Le bail fut passé le 27 janvier 1758 (*Hte-Gar.*, C-2400, f^o 160).

I. — LES CONDITIONS REQUISES DANS LA PERSONNE DES ENCHÉRISSEURS

En principe tous les intéressés sont admis à enchérir pourvu qu'ils soient — précisent les Etats au début du XVI^me siècle — idoines et suffisants (138). A notre connaissance l'assemblée n'a tenté qu'une fois — en 1572 — d'écarter certains prétendants qui, ayant été précédemment fermiers de l'impôt, étaient en reste du paiement de leur baux et, prétextant des non-jouissances, faisaient « plaider le pays » (139). Finalement seuls les « officiers ordinaires, conservateurs, bayles, juges, greffiers, leurs lieutenants ou commis et tous ceux qui ont juridiction en matière d'équivalent » sont exclus (140).

Les Etats cependant ne se désintéressent pas de la personnalité des enchérisseurs ; surtout ils se défient des étrangers (141), des inconnus (142). Mais d'une manière générale au XVI^me et au XVII^me siècle ils se contentent des garanties qui leur sont données postérieurement à la délivrance du bail. Les événements au milieu du XVIII^me siècle vont les obliger à préciser leurs intentions. A cette époque-là en effet l'importance de la ferme attire l'attention de traitants étrangers au Languedoc. En 1747 leur procureur, Romieu, offre 730.000 livres, mais les Etats, prétextant que le règlement prescrit un cautionnement de personnes domiciliées dans la province, rejettent l'offre et adjugent pour 700.000 livres (143). Cette décision manifestement arbitraire (le règlement n'obligeant les intéressés à donner caution que vingt-quatre heures après la délivrance) reflète bien la méfiance des Etats à l'égard des étrangers. Ce n'est pas tellement la crainte de livrer l'entreprise à des individus insolubles, par manque d'information, qui pousse l'assemblée à agir de la sorte. Les représentants de la province redoutent plutôt l'emploi de méthodes de perception rigoureuses, inusitées en la matière, peu adaptées aux habitudes et aux mœurs des habitants (144). Ils tiennent surtout, semble-t-il, à ce que la compagnie fermière ait son siège en

(138) P-V 7 déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 207).

(139) Rêgl. 1572. Cf. également *Hérault*, B-18, 40.

(140) P-V 15 janv. 1511 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 249 v°).

(141) P-V 3 nov. 1548 (*Hte-Gar.*, C-2279, f° 78 v°).

(142) Résolution (qui n'aura pas de suite) prise en 1620 à l'effet d'obliger les enchérisseurs — « notamment quand ils ne seront pas connus » — à communiquer la liste de leurs associés (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 14 v°).

(143) *Hte Gar.*, C-2392, f° 99-117.

(144) La commission des Affaires Extraordinaires de l'assemblée est « persuadée que l'éloignement et la position de la province rendent indispensables l'exécution de nos règlements et de nos usages à cet égard vis-à-vis des fermiers étrangers et surtout habitant Paris », écrit l'archevêque de Narbonne le 11 février 1754 (*Arch. Nat.*, H-857, n° 35). Le maréchal de Richelieu, commissaire du roi aux Etats cette année-là s'exprime plus brutalement : « il est certain que dans le fond ils (les Etats) veulent écarter les compagnies de Paris dont ils craignent la rigueur de l'administration » (lettre au contrôleur général, 8 mars 1754 ; *Arch. Nat.*, H-857, n° 46).

Languedoc (145) loin des intrigues de la Cour. La prudence et l'expérience (146) dictent cette attitude, mais l'assemblée n'est pas fondée à invoquer les dispositions du règlement. L'intendant Le Nain qui en 1747 soutient les intérêts de la compagnie de Romieu, « composée de fermiers notoirement solvables et particulièrement au fait de la régie des droits dont s'agit », en fait l'observation : « On n'a pas trouvé de règlement qui exclue les particuliers non domiciliés dans la province de l'adjudication de l'équivalent ». Au surplus « les fermiers des Fermes du Roi et les bourgeois de Paris ont toujours été admis dans toutes les fermes du royaume. Le conseil l'a décidé plusieurs fois » (147).

Qu'importe ! les Etats n'entendent pas l'avertissement et, six ans plus tard, le problème se pose dans les mêmes termes. « Je comptais vous apprendre l'adjudication définitive de la ferme de l'équivalent, écrit l'intendant Saint-Priest au contrôleur général le 8 mars 1754, mais il y a eu contestation. Ces messieurs (des Etats) prétendent que les compagnies de Paris doivent faire connaître leurs cautions avant de pouvoir être admis aux enchères, ceux qui agissent pour elle soutiennent au contraire que l'ordonnance des Fermes et les articles mêmes arrêtés par les Etats n'imposent cette obligation qu'à l'adjudicataire et après l'adjudication. Ils ont raison et la difficulté est mauvaise. Mr Le Maréchal (de Richelieu) vient d'écrire à M. l'archevêque de Narbonne pour faire sentir combien elle est déplacée » (148). Effectivement les Etats devront s'incliner, des cautions domiciliées dans la province, « fort équivoques » d'ailleurs, étant présentées après l'adjudication (149).

Les Etats de Languedoc auront promptement leur revanche : la compagnie fermière sera profondément déçue par les méthodes d'exploitation en usage dans la province, et elle ne parviendra pas à imposer ses vues. Finalement devant l'hostilité des autorités locales, la résistance des contribuables et vraisemblablement aussi l'opposition des anciens cadres et du personnel de l'entreprise, elle se résoudra à abandonner l'affaire. Le bail est résilié à la date du 31 décembre 1757. Prompts à souligner les « inconvénients de l'exploitation de cette ferme par des étrangers peu instruits des privilèges et usages de la province et du génie de ses habitants » (150), les Etats conviennent cependant de l'impossibilité d'exclure certains prétendants sur le seul fondement de l'article réglementant le cautionnement. On prescrira donc aux intéressés, notamment à « ceux qui se présenteront pour faire les offres pour autrui », de remettre à l'archevêque de Narbonne (151) l'« Etat des personnes composant leur compagnie et de leurs cautions, lesquelles ne pourront être que des personnes solvables de la province, y ayant leurs biens et domicile, et de faire la remise dudit état dûment certifié au moins un jour

(145) L'opinion du Maréchal de Richelieu en 1754 est « qu'on ne se soucie pas autant (du cautionnement) pour la solidité que pour avoir sous la main quelqu'un à qui (on) puisse avoir à faire pour l'exploitation de la ferme » (Arch. Nat., H-857, n° 36).

(146) Encore qu'un siècle se soit écoulé depuis l'époque où l'équivalent était engagé à une compagnie parisienne, les Etats n'ont certainement pas oublié en 1750 les intrigues du duc d'Orléans et de ses créatures : Cf. *infra* p. 431.

(147) Mémoire au contrôleur général, oct. 1747 (Arch. Nat., H-840, n° 9).

(148) Arch. Nat., H-857, n° 44 et 47.

(149) Cf. *infra* p. 253.

(150) Hte-Gar., C-2400, f° 40 v°.

(151) Président des Etats.

franc avant celui qui sera indiqué pour la séance où les offres seront reçues; faute de quoi, ils ne seront pas admis à enchérir» (152). Le problème est désormais résolu. On observera seulement que le contrôle préventif s'étend dans les dernières années de l'Ancien Régime : en 1780 le principe de la participation du bailleur au bénéfice résultant de l'exploitation de la ferme étant posé, la nécessité se fait sentir d'empêcher « la jonction des compagnies » ou la participation de « ces intérêts isolés appelés croupes » (153), autant de combinaisons susceptibles d'accroître les frais généraux de l'entreprise au détriment de la province. Les compagnies qui prétendront à l'adjudication, proclame en conséquence le nouvel article 2, ne pourront être « composées que de 6 ou 8 particuliers au plus, solvables, domiciliés dans la province et y habitant » (154). Précisons pour terminer que l'assemblée est informée par le syndic général, préalablement à la réception des enchères, de la composition des compagnies concurrentes (155). Elle veille donc à l'accomplissement de la formalité prévue en 1757 ; mais elle sait être souple lorsque l'intérêt général l'exige : c'est ainsi qu'elle n'hésite pas le 3 janvier 1788, après la réception des offres de Salvétat et de Puech, seuls « admis à enchérir », à adjuger l'entreprise à un nouveau venu, Carriers, sous promesse de sa part d'effectuer dans la journée la communication prescrite par le règlement (156).

II. — LE PROBLÈME DE LA LIBRE CONCURRENCE

La possibilité d'enchérir est largement accordée. Encore faut-il que la concurrence s'exerce librement. L'assemblée provinciale se fera donc un devoir d'éviter aux enchérisseurs certains troubles, et de plus elle s'efforcera de découvrir et de briser les coalitions que d'aucuns pourraient former dans le but de peser sur l'adjudication. On se rendra compte très rapidement que la lutte contre les « monopoles » constitue l'une des préoccupations dominantes des Etats.

A. — LA PROTECTION DES ENCHERISSEURS

Tout enchérisseur qui serait victime d'un acte dommageable du fait d'un concurrent peut compter sur l'appui des Etats. Significative à cet égard l'attitude de ces derniers en 1605, dans l'unique circonstance où la rivalité entre les prétendants s'est traduite par des voies de fait : le syndic général reçut l'ordre de prendre fait et cause pour les victimes de l'agression et d'engager toutes les poursuites nécessaires aux dépens du pays. Et l'enquête fut immédiatement menée, le duc de Ventadour, premier commissaire du roi, promettant d'ailleurs de « bailler toute la main forte nécessaire » (157). On présume que la réaction des autorités en cas de récidive n'aurait pas été moins vive.

(152) P-V 23 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-2400, f° 40 v°) ; Règl. 1757-1780 (art. 2) ; 1786 (5).

(153) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 270).

(154) Cf. également Règl. 1787, art. 5.

(155) P-V 20 déc. 1781 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 204).

(156) *Hte-Gar.*, C-2430, f° 248.

(157) *Hte-Gar.*, C-2291, f° 92 v°, 100.

Mais la protection assurée aux enchérisseurs est beaucoup plus large puisque les poursuites engagées contre eux par des créanciers sont suspendues pendant la durée du concours. Aussi bien lorsque Meynier, « *venu en l'assemblée pour surdire* », s'y plaint le 27 février 1591 de ce que « *Monsieur Pechau, trésorier, combien qu'il ne lui doive rien, l'aurait fait prisonnier* », les Etats députent sur-le-champ quelques-uns de leurs membres auprès du duc de Montmorency « *pour le supplier, suivant les privilèges du pays, de faire élargir ledit Meynier comme étant venu en la présente assemblée pour le bien et profit du pays* » ; et Meynier est effectivement remis en liberté (158). Le procès-verbal du 15 novembre 1596 relate également que Pierre Portalles est « *venu de Gevaudan pour les Equivalens, et bien dû être en franchise, néanmoins son cheval aurait été arrêté pour un sien dette* ». Les syndics sont entendus, « *et après le serment prêté par ledit Portalles d'être venu exprès pour surdire aux Equivalens* » les commissaires ordonnent la restitution du cheval (159). Ainsi les Etats ne négligent aucun élément susceptible de stimuler l'enchérissement.

B. — LA LUTTE CONTRE LES « MONOPOLES ».

Tout naturellement les Etats s'efforcent de rompre les coalitions formées entre les enchérisseurs en vue d'obtenir l'adjudication à bas prix. Ces coalitions sont signalées dès le début du XVI^me siècle (160) et leur fréquence et leur ampleur deviennent rapidement telles que l'assemblée s'inquiète au point de leur consacrer une disposition du règlement — un règlement qui à l'époque comporte seulement quelques articles : « *Sont défendues toutes collusions et monopoles sur peine d'amende arbitraire et d'être privés de leurs fermes* » (161).

Les enchérisseurs ne se laissent guère intimider. Ils sont en contact permanent dans la ville où se tiennent les Etats ; et le règlement lui-même en imposant au fermier général l'obligation de présenter des cautions domiciliées dans les deux généralités encourage les associations. Pendant les guerres de Religion enfin le caractère aléatoire de l'entreprise incite les partisans à spéculer sur les malheurs publics. Ceci explique l'âpreté de la lutte à la fin du XVI^me siècle et au début du siècle suivant. D'une manière générale les autorités s'efforcent de déjouer les plans des coalisés en modifiant brusquement l'organisation des criées ou la procédure de l'adjudication. Ainsi fut envisagé en 1521 et en 1524 l'abandon de l'adjudication en bloc et par sénéchaussée. Ces projets, on le sait, échouèrent (162), et en 1521 — pour la première fois au XVI^me siècle — la ferme fut délivrée en bloc. Finalement seuls les Etats de la Ligue tenus à Limoux en 1588 parvinrent à faire admettre à leurs commissaires le bien fondé du renvoi de l'adjudication aux assemblées diocésaines (163). Rien ne s'oppose par contre à ce que les Etats règlent à leur convenance la durée du concours ; et l'on constate qu'ils

(158) *Hte-Gar.*, C-2288, f^o 7.

(159) *Hte-Gar.*, C-2287, f^o 103.

(160) *Hte-Loire*, 501-C-5551 ; Cf. également P-V 16 déc. 1503 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 89).

(161) Règl. 1536 et suiv., art. 2.

(162) Cf. *supra* p. 205.

(163) *Hte-Gar.*, C-2286, f^o 5.

exploitent largement cette possibilité, en parfait accord avec les commissaires du roi. Parfois les opérations sont accélérées (164), mais le plus souvent elles sont prolongées : l'adjudication est différée, les séances consacrées à la réception des enchères sont multipliées (165). En 1581 même l'assemblée et les commissaires n'hésitent pas à recevoir une enchère et à organiser une nouvelle criée plusieurs jours après la délivrance du bail (166). La délivrance, qui jusqu'alors mettait fin irrévocablement aux criées, sera donc effectuée une deuxième fois. Le procédé est révolutionnaire, mais sa commodité et les résultats obtenus expliquent l'usage courant que les Etats en feront par la suite : en 1605 par exemple le bail, délivré une première fois le 26 octobre pour 132.000 livres, le sera une quatrième et dernière fois le 18 novembre pour 180.000 livres (167).

La souplesse et le réalisme de cette politique portent donc leurs fruits. Coalisés ou non les enchérisseurs incontestablement sont déconcertés. Leurs réclamations en témoignent (168). Les spéculateurs cependant n'abandonnent pas la partie. En 1614 la coalition est particulièrement forte et les autorités doivent faire appel à toutes les ressources de l'énergie et de l'imagination pour l'emporter. L'affaire mérite d'être relatée en détail (169) :

Dès le deuxième jour de la « tenue » (25 novembre 1614) les Etats se préoccupent d'affermir l'équivalent « *pour éviter les monopoles qui pourraient se faire s'il n'y était promptement procédé* ». L'assemblée vraisemblablement est informé de l'existence d'une coalition ; et le 27 novembre, après que deux séances ont été consacrées à la mise au point du règlement, les feux sont allumés. Mais l'ordre des adjudications est modifié : on commence par les diocèses. Comme les spéculateurs s'intéressent uniquement à l'adjudication en bloc, on espère que l'importance de l'enchérissement « *particulier* » les contraindra à reconsidérer le problème. L'intrigue ainsi sera déjouée. En fait les gens sur le concours desquels comptent les autorités ne participent plus à la mise à l'encan à cette époque-là. Ils ont pris l'habitude de traiter avec les fermiers généraux, et bon gré mal gré les autorités doivent avoir recours à l'intermédiaire de ces derniers : le 28 novembre — « *la ferme n'étant à son pied et légitime valeur* » — on procède à la criée en bloc et par sénéchaussée.

L'échec des mesures préventives ne décourage pas les autorités : le samedi 29 novembre — l'offre n'excédant toujours pas 200.000 livres par an — la décision est prise de surseoir à la délivrance jusqu'au 1^{er} décembre. Ce jour-là l'archevêque de Narbonne informe l'assemblée qu'un enchérisseur serait disposé, sous certaines conditions, à offrir 212.100 livres, soit le prix du bail courant (170). L'assemblée se déclare prête à accepter les conditions, et les feux sont allumés... mais en vain : délivrance du bail doit être faite à Gallière, « *dernier surdisant depuis*

(164) En 1591 par exemple : *Hte-Gar.*, C-2288, f^o 6 v^o.

(165) En 1569 : *Hte-Gar.*, C-2282, f^o 140 v^o.

(166) *Hte-Gar.*, C-2284, f^o 98-113.

(167) *Hte-Gar.*, C-2291, f^o 92 v^o, 147. Sur tous ces points, Cf. *infra* p. 230

(168) P-V 1^{er} mars 1591 (*Hte-Gar.*, C-2288, f^o 9 v^o) ; P-V 9 nov. 1593 (*id.*, C-2286, f^o 254)...

(169) *Hte-Gar.*, C-2294, f^o 133-154, 170, 203-225, 280 v^o.

(170) Sur cette proposition, Cf. *supra* p. 213.

vendredi dernier». Cependant la partie n'est pas encore jouée : la possibilité de « *surdire* » au greffe est réservée pendant vingt-quatre heures, et l'archevêque de Narbonne, dénonçant « *les monopoles évidents qu'il a tâchés par tous les moyens de dissiper* », invite les membres de l'assemblée à trouver des « *expédients* » pour empêcher les desseins des spéculateurs de se réaliser. Le 2 décembre la discussion se poursuit et finalement le syndic général d'Olive offre d'enchérir « *pour rompre la glace desdits monopoles* ». Il interviendra, soit en qualité de syndic général, au nom du pays, soit comme simple particulier, au gré de l'assemblée : agissant en tant que syndic il tiendra compte au pays du bénéfice de l'exploitation ; dans le cas contraire le profit sera pour lui et ses associés. De toute façon d'Olive offre 212.100 livres. Il n'est pas douteux que cette manœuvre a été décidée en commission. L'assemblée en effet ne manifeste aucune surprise en prenant acte de l'offre et sa réponse ne laisse paraître aucun embarras : d'Olive est « *remercié du bien qu'il procure au pays puisqu'il ne s'est présenté aucun autre moyen de rompre lesdits monopoles* », et l'autorisation lui est accordée d'enchérir comme un simple particulier, sans dérogation à sa qualité de syndic. Lorsque les feux sont allumés, le 5 décembre, Gallière pour l'emporter doit donc couvrir l'enchère de son concurrent. Ainsi le prix de 213.000 livres est atteint, et le soir même les cautions de Gallière sont reçues par les Etats et le bail est passé.

Le fait que les autorités n'aient pas davantage exploité l'intervention du syndic peut surprendre. Est-ce la crainte de s'engager dans une aventure ? l'assemblée quoiqu'il en soit juge les événements avec amertume. Après réflexion — le 13 décembre — elle condamne le principe de l'adjudication en bloc... pour l'avenir il va sans dire (171). Pour le présent Gallière, qui n'est pas un novice en matière d'adjudication (172), paraît à l'abri de toute surprise. Pas pour longtemps : à la fin de l'année 1614 une offre avantageuse parvient à l'assemblée, et celle-ci n'hésite pas à prier les commissaires royaux de « *casser et rescinder le bail expédié à Gallière* ». Le duc de Montmorency, premier commissaire, se déclarant lui-même « *très disposé* » à recevoir l'enchère, on fixe une date : le 31 décembre. Ce jour-là les commissaires se rendent aux Etats, où Pierre Dufaur, avocat à Carcassonne, et Gérôme Gardiol, d'Uzès, confirment l'offre de 231.000 livres. Le syndic d'Olive de son côté requiert la cassation de l'adjudication faite à Gallière, comme « *obtenue par le moyen de divers et extraordinaires monopoles* », et en outre la réception de l'enchère de Dufaur et de Gardiol, « *ensemble de tous autres qui voudront surdire sur icelle aux mêmes conditions pour en être la délivrance faite au dernier surdisant* ». La décision à prendre est grave et le syndic prévoit des complications ; d'où cette réserve : que seules soient reçues des offres conformes à celles de Dufaur et de Gardiol, c'est-à-dire accompagnées de la promesse de garantir le pays de toute indemnité que Gallière et ses associés pourraient réclamer. De toute façon quels que soient l'avantage des nouvelles offres et la garantie procurée, et malgré l'accueil favorable spontanément réservé, le 27 décembre, à Dufaur et Gardiol,

(171) La condamnation restera toute théorique.

(172) Pierre Gallière était en 1595 fermier de l'équivalent dans les diocèses de Viviers, Le Puy, Mende, Toulouse, Carcassonne, Rieux, Comminges, Alet-Limoux, Mirepoix et Castres (*Hte-Gar.*, C-2289, f° 52) ; en novembre 1596 il se chargeait pour trois ans de la levée des droits dans la sénéchaussée de Carcassonne (*id.*, C-2287, f° 103).

le duc de Montmorency et les commissaires ne consentent à casser le bail, le 31, qu'une fois établi le fait de la coalition, après avoir entendu l'avocat de Gallière et le syndic général de la province. Les commissaires exercent là une juridiction qui est proprement fondée sur leur commission : il leur incombe en effet d'adjudger la levée des droits « *pour le profit et utilité du roi et du pays de Languedoc... sans souffrir y être fait aucune collusion, monopole ou abus* ». Mais cette juridiction n'est pas souveraine : le conseil du roi décide en dernier ressort. Précisons à ce propos que les prétentions de Gallière y seront définitivement condamnées le 11 août 1615 (173). Le conseil d'ailleurs se prononcera sur le vu de pièces établissant irréfutablement la contravention ; et parmi ces pièces on mentionnera tout spécialement le « *contrat de cession et remise du bail de l'équivalent au sieur d'Alibert par Gallière et Durant, pour et moyennant 252.000 livres, contrat passé le 13 décembre 1614* »....

Le 31 décembre cependant, après avoir cassé le bail passé avec Gallière, les commissaires délivrent la ferme à Gardiol et Dufaur. Ceux-ci donnent caution le 2 janvier 1615 mais le bail n'est pas immédiatement passé, contrairement aux prescriptions contenues dans l'ordonnance des commissaires du 31 décembre. Les autorités ont-elles vent de certaines négociations ? de toute façon le 3 janvier deux avocats montpelliérains proclament leur intention d'enchérir de dix mille livres. Les Etats délèguent sur le champ quelques-uns de leurs membres auprès des commissaires pour les inviter à accepter cette proposition — « *vu que le bail n'est point encore expédié auxdits Dufaur et Gardiol* » — et à l'accepter sans tarder — « *attendu qu'il y a affluence de peuple pour surdire* ». Les commissaires répondent avec empressement à cet appel, viennent dans l'assemblée, ordonnent d'allumer les feux et finalement adjudgent à Jean Paulet pour 251.000 livres. La délivrance est cependant renvoyée au 5 janvier pour permettre à Paulet de donner caution et à tous les intéressés de « *surdire* », le minimum de l'enchère étant fixée à 2.000 livres par an. Précisons qu'aucun enchérisseur ne se présentera : la levée des droits est donc définitivement affirmée à Paulet.

L'assemblée provinciale tient immédiatement (le 5 janvier 1615) à faire part de sa gratitude à un certain sieur de Saint-Jean « *en considération de ce qu'il lui a plu de contribuer de soin et de peine pour rompre les monopoles* ». Elle précise dans sa délibération que ledit sieur a « *séjourné longuement en la présente ville (Pézenas), fait divers voyages et employé plusieurs personnes sur ce sujet, et que par son entreprise principalement ladite ferme qui avait été délivrée 213.000 livres a été surhaussée jusqu'à 251.000 livres* ». Il est accordé au sieur de Saint-Jean une gratification de 30.000 livres, ce qui dénote suffisamment l'importance du rôle joué par le personnage. A titre de comparaison précisons que l'archevêque de Narbonne, président des Etats, reçoit 15.000 livres « *en considération des dépens et incommodités extraordinaires causés par les grands monopoles des surdisants à l'équivalent* »... Sans faire preuve d'ingratitude, l'assemblée se montrera moins généreuse envers les enchérisseurs. Estimant sans doute que le fermier général se paierait lui-même largement de ses frais — Paulet participera activement à l'action judiciaire intentée contre les spéculateurs — elle se refusera à le dédommager entièrement des dépenses engagées en la circonstance, qui se montent d'après lui à plus de six mille livres. Néanmoins mettant en considération le fait que « *Paulet a fait le bien du*

roi et du pays en surdisans à ladite ferme... et qu'il n'a voulu aucunement se départir de sa poursuite, quelques offres que les premiers surdisans lui aient faites », les Etats lui allouent douze cents livres le 21 janvier 1616 (174). En ce qui concerne les sieurs Dufaur et Gardiol, dont l'intervention a provoqué la cassation du bail passé à Gallière, les Etats se préoccupent de les faire décharger du paiement des dépens auxquels ils ont été malencontreusement condamnés par l'arrêt du conseil du 11 août 1615. Les Etats justifient leur attitude par « plusieurs considérations » ; on finit même par savoir que ces deux personnages n'ont « surdit à ladite afferme que de la volonté des Etats » (175)...

Indiscutablement les autorités ont dû de l'emporter à leur intervention dans l'enchérissement. Intervention plus ou moins directe, tantôt ostensible, tantôt occulte, en tout cas si efficace qu'on l'utilisera à nouveau en 1620. La mise à l'encan cette année-là est animée par Daniel de la Coste : le 4 décembre l'auteur du *Traité du droit d'équivalent* pousse l'offre jusqu'à 256.000 livres par an ; le 7 il dispute l'adjudication à Louis Salvan, et il l'obtient de haute lutte au prix de 266.500 livres. Mais La Coste s'avère incapable de fournir les garanties qui lui sont demandées, et le 12 décembre l'entreprise est délivrée à Salvan pour 266.000 livres ; toutefois « attendu que ledit La Coste a procuré le bien du pays et rompu le monopole qui avait été formé, il est déchargé de la folle enchère de sa dernière surdite, et même, pour reconnaître ses services, il lui est donné par les Etats la somme de 1.200 livres, de l'avis des commissaires » (176). Il va sans dire que l'accord établi entre les autorités et La Coste a été tenu secret pendant toute la durée du concours. La Coste est considéré comme un enchérisseur dont on ignore les facultés exactes mais dont on craint la témérité. Le 7 décembre ne va-t-on pas jusqu'à lui « bailler deux carabins... afin qu'il ne puisse s'évader, pour l'assurance de ladite ferme » ? les Etats, on en conviendra, sont passés maître dans l'art de faire monter les enchères. Nous verrons d'ailleurs dans la prochaine section tout le parti qu'ils sauront tirer des moyens de lutte qui viennent d'être décrits. Après 1620 en tout cas il n'est pratiquement plus question de « monopole » dans les procès-verbaux. Les autorités ont réussi à écarter de l'adjudication des gens qui pendant les troubles avaient impunément spéculé sur les malheurs publics et qui tout naturellement s'étaient efforcés de poursuivre leurs agissements après la cessation des hostilités. Le temps fit également son œuvre : Gallière notamment est mort quelques mois après l'échec de son entreprise (177) et les personnages qui s'intéressent à l'adjudication en 1620 font partie d'une nouvelle génération ; ils paraissent attacher quelque importance à l'exploitation rationnelle de la ferme — La Coste par exemple sera fermier général en 1627.

(174) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 289 v°, 297 v°.

(175) P-V 12 janv. 1616 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 280 v°, 298).

(176) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 10, 12 v°, 14, 15 v°, 18.

(177) L'arrêt du conseil du 14 novembre 1616 déboute les héritiers de Gallière d'une demande qu'ils avaient formée contre le syndic général de la province (*Hérault*, A-21, f° 36).

SECTION III

Le problème des adjudications provisoires

L'idée d'adjuger l'entreprise à titre provisoire, c'est-à-dire en réservant aux intéressés dans certaines conditions la possibilité d'enchérir le prix de l'adjudication, est née à la fin du XVI^m siècle, lorsque les Etats se sont trouvés aux prises avec de puissantes coalitions d'enchérisseurs. Aussi bien avons-nous cru devoir traiter du conflit en question avant d'envisager dans son ensemble le problème des adjudications provisoires.

Nous avons été d'autant plus tentés de suivre ce plan que les Etats n'ont pas cessé de manifester, jusqu'à la veille de la Révolution, le même opportunisme. Sans doute l'influence de la législation royale au XVIII^m siècle tend à régulariser un procédé jusque là purement arbitraire. Mais on constate que cette législation s'impose par ses qualités intrinsèques, non par son origine : notamment les Etats n'en font aucun cas lorsqu'ils jugent que dans son application elle fait obstacle à l'enchérissement. Quant au pouvoir central, il ne se soucie aucunement de la chose, et l'on n'a pas d'exemple que les commissaires aient désapprouvé une initiative de l'assemblée. En bref, pour celle-ci comme pour eux, il importe avant tout de tirer le maximum de l'adjudication.

I. — MESURES DE CIRCONSTANCES ET VELLEITES
DE REGLEMENTATION (1590-1630)

Les circonstances dans lesquelles les Etats de Languedoc ont été amenés à prolonger la durée de la mise à l'encan ont été précédemment analysées, ainsi que les raisons de leur attitude. Pour améliorer la condition du roi et du pays les Etats multiplient les séances consacrées à la réception des enchères, ils sursoient à la délivrance après que l'entreprise a été adjugée en bloc, par sénéchaussées et par diocèses, ils n'hésitent pas à remettre en question toute l'affaire une fois la délivrance prononcée. Il s'agit de profiter de l'opportunité de la circonstance, et bien entendu la tactique varie à chaque renouvellement du bail (178). Les résultats obtenus incitent les autorités à user, à abuser du procédé. Quelques délibérations cependant témoignent que l'assemblée a conscience de la nécessité d'instaurer une certaine discipline en la matière : en 1593 un enchérisseur retardataire est éconduit (179) ; et le 14 novembre 1596, « *entendu la réquisitions faite par aucuns des surdisants à ce qu'il leur soit permis de surdire sur les diocèses délivrés, (il est) ordonné que tous surdisants seront reçue en quartant, tierçant ou*

(178) Cf. *supra* p. 225.(179) P-V 17 nov. 1593 (*Hte-Gar.*, C-2286, f^o 275).

doublant le prix et non autrement » (180). Le procès verbal du 14 novembre 1596 est à notre connaissance le premier qui fasse état de pratique telles que le doublement ou le tiercement dans l'adjudication de l'équivalent. Le second procès-verbal, précisons-le immédiatement, est daté du 15 novembre de la même année : on surseoit « *par le jour* » à la délivrance, « *dans lequel (jour) tous surdisants seront reçus en tierçant ou doublant* » (181). Va-t-on arriver à une réglementation ? Ne nous illusionnons pas. L'exposé des faits est assez éloquent par lui-même :

Le 23 octobre 1602 la ferme est délivrée en bloc pour 56.500 écus, « *sauf si par tout le jour il se trouve autre surdisant qui fasse la condition meilleure, et que les diocèses ou sénéchaussées excèdent pour le moins le bloc de 500 écus* » (182).

Le 26 octobre 1605 l'équivalent est délivré pour 132.000 livres seulement, « *bien y eût affluence de gens* » ; aussi les autorités se réservent de recevoir pendant vingt-quatre heures « *tous ceux qui voudront entendre au bloc et aux diocèses* ». En fait c'est seulement le 29 que d'aucuns manifestent l'intention d'enchérir. L'assemblée d'abord fait observer aux retardataires qu'ils n'ont d'autre voie que celle du tiercement ; puis elle se ravise — « *attendu que l'affirme n'approche sa juste valeur* » — elle accepte l'offre et délivre pour la deuxième fois l'entreprise en laissant aux intéressés la possibilité de « *surdire par tout le jour en tierçant* ». Une troisième délivrance est prononcée le 12 novembre, « *sauf que tous surdisants seront reçus à surdire durant vingt-quatre heures de 500 livres en haut, pendant lesquelles (vingt-quatre heures) sera sursis à l'expédition du bail* ». L'équivalent est enfin délivré une quatrième fois le 17 novembre, la faculté de tiercer et de doubler étant cependant réservée pendant la durée de la session des Etats (183).

En 1608 les Etats satisfaits des enchères procèdent à la délivrance purement et simplement (184).

En 1612 le prix offert dès la seconde séance (le 17 janvier) est également très convenable : 212.100 livres. L'assemblée n'hésite pas à délivrer la ferme, en imposant aux partisans tentés de « *surdire* » l'obligation de se présenter dans les vingt-quatre heures et d'enchérir de 3.000 livres pour le moins (185).

En 1614, après la délivrance faite à Gallière le 1^{er} décembre, l'assemblée évidemment ne fixe aucun minimum aux enchérisseurs ; la seule condition est qu'ils se prononcent dans les vingt-quatre heures. Quelques semaines plus tard — la coalition vaincue — il est sursis à la délivrance pendant quarante-huit heures (du 3 au 5 janvier 1615) pour permettre à l'adjudicataire Paulet de donner caution, la possibilité étant toutefois laissée aux intéressés de « *surdire* » d'au moins 2.000 livres par an pendant ce délai (186).

L'exposé se passe de commentaire. On rappellera seulement qu'à cette époque-là la délivrance fait double-emploi avec l'adjudication, celle-ci n'étant plus prononcée qu'en bloc ; en conséquence il n'y a pas lieu

(180) *Hte-Gar.*, C-2287, f° 101.

(181) *Hte-Gar.*, C-2287, f° 103.

(182) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 255 v° .

(183) *Hte-Gar.*, C-2291, f° 92 v°, 97, 125 v°, 147.

(184) P-V 24 nov. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 142, 147).

(185) *Hte-Gar.*, C-2293, f° 119.

(186) Cf. *supra* pp. 225 sq.

d'attacher d'importance au fait que la délivrance soit ou non prononcée lorsque les Etats règlementent l'admission de nouvelles offres. Dans tous les cas un fait est certain : l'entreprise est adjugée. Ce point éclairci il faut bien constater que les conditions dans lesquelles l'adjudication peut être mise en question varient constamment. Qu'il s'agisse du délai ou du minimum de l'enchère, il est inutile de rechercher des règles. On s'accordera seulement pour reconnaître que les autorités consentent à proclamer leur intention après l'adjudication — ce qu'elles ne faisaient pas dans la période antérieure à 1590. Ce progrès d'ailleurs se situe à peu près exclusivement sur un plan théorique. Car les Etats n'hésitent pas, pour « *briser la glace des monopoles* », à revenir sur leurs déclarations et à recevoir des offres non conformes aux conditions posées. Leur attitude en 1605 et en 1614 est à cet égard caractéristique. Finalement pendant la période examinée (1595-1615) l'entreprise fut mise à la criée deux fois à la suite d'enchères remplissant les conditions exigées lors d'une précédente adjudication : le 17 novembre 1605 et le 5 décembre 1614. Encore dans ce dernier cas l'affaire fut-elle manigancée par l'assemblée provinciale elle-même (187).

L'assemblée ne continue pas moins — après 1615 — à manifester des velléités de réglementation en la matière. C'est d'ailleurs le règlement de l'équivalent à compter de 1618 qui proclame qu'« *après les enchères l'adjudication sera faite, sauf la surséance de trois jours pendant lesquels nulle surdite ne sera reçue pour le bloc qui ne soit de 6.000 livres, pour les sénéchaussées d'un sol pour livre et pour les diocèses de six deniers pour livre ; et (que) ladite surséance de trois jours expirée, aucune enchère ne sera reçue qui ne soit d'un cinquième du prix de l'afferme soit pour le bloc, sénéchaussées ou diocèses* » (188). En fait la levée des droits est adjugée purement et simplement en 1618 (189). En 1620 la faculté est accordée de « *surdire* » pendant vingt-quatre heures après l'adjudication, pourvu que les « *surdites* » soient « *de 3.000 livres au dessus* » (190). En 1624 on note à nouveau une adjudication pure et simple (191). En 1627 (dernière mise à l'encan avant l'intervention royale) l'offre ne satisfaisant pas les Etats, l'entreprise est adjugée « *sauf sursis de vingt-quatre heures pendant lequel toutes les surdites seront reçues* » (192).

Ainsi la tactique employée contre les coalitions ne cesse pas d'inspirer le comportement des autorités — car les commissaires du roi docilement laissent faire. Seuls les enchérisseurs déconcertés se plaignent en invoquant le contenu du règlement (193). En vain : l'arbitraire du procédé n'a pas d'autre limite que celle que fixent les Etats d'après leur propre idée du « *juste prix* » du bail.

(187) Ce fut le syndic général, rappelons-le, qui prononça une « *surdite* » dans le délai fixé le 1^{er} décembre.

(188) Règl. 1618-1627 (art. 3).

(189) *Hte-Gar.*, C-2296, f^o 11.

(190) P-V 7 déc. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f^o 13).

(191) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 221.

(192) P-V 17 mars 1627 (*Hte-Gar.*, C-2300, f^o 109 v^o).

(193) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 219 v^o.

II. — LA RÈGLEMENTATION ÉLABORÉE EN 1618 ET SON APPLICATION (1655-1725)

En 1655 les Etats procèdent à l'affermage de l'équivalent pour la première fois depuis 1627. Dans le règlement figure in-extenso, à la même place, l'article 3 élaboré en 1618. Jusqu'en 1729 cet article ne subira pas de modification, au moins dans ses dispositions concernant l'enchérissement « *pendant la surséance* » de trois jours postérieure à l'adjudication. Quant à l'application... en fait les Etats règlent d'après les circonstances les conditions de la réadjudication. Toujours prêts à recevoir une offre et à adjuger, ils ne songent manifestement à discipliner leur action que dans le premier quart du XVIII^{me} siècle.

A. LA RÈGLEMENTATION DES CONDITIONS DE LA READJUDICATION.

Les intéressés doivent remplir deux conditions : intervenir dans un certain délai ; enchérir en respectant le minimum fixé.

— Le délai de trois jours.

Le 1^{er} mars 1655 le bail est adjugé à Déjean « *sauf surséance de trois jours* » (194). L'application de l'article 3 est donc immédiate sur ce point. A première vue elle s'est continuée sans interruption jusqu'en 1724.

En réalité le délai fut rarement de trois jours utiles : d'abord les Etats n'hésitent pas à reculer le point de départ dudit délai lorsque l'adjudicataire néglige de présenter ses cautions dans les vingt-quatre heures, comme le règlement l'y oblige. En principe dans ce cas l'entreprise doit être réadjudagée sur folle enchère. En fait l'assemblée ne se résout qu'en dernière extrémité à cette mesure, lorsque l'intéressé s'avère manifestement incapable d'offrir les garanties requises ; néanmoins très logiquement elle se refuse à observer à la lettre les dispositions du règlement lorsque l'adjudicataire de son côté n'exécute pas ses obligations (195).

Ensuite les Etats considèrent que l'intervention d'un enchérisseur dans les trois jours rend caduque l'adjudication, et partant ils estiment qu'ils peuvent librement fixer la date de la réadjudication sans cesser de recevoir des enchères dans l'intervalle. En 1661 on compte six jours (196), en 1678 treize jours (197) entre les deux adjudications. L'assemblée peut ainsi prolonger à sa guise la durée du concours.

— La « surdité ».

Le minimum de l'enchère sur le bloc est réglé par l'article 3 à 6.000 livres : 6.000 livres par an, précisent les Etats en 1655 (198), et le

(194) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 197.

(195) P-V 7 janv. 1673 (*Hte-Gar.*, C-2318, f^o 164 v^o) .

(196) *Hte-Gar.*, C-2311, f^o 234, 245.

(197) *Hte-Gar.*, C-2323, f^o 48, 64 v^o.

(198) P-V 1^{er} mars 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 197).

prix d'adjudication passe ainsi de 317.800 à 323.800 livres à la suite de la « *surdite* » du sieur Roux (199).

Le minimum fixé peut paraître élevé, comparé à celui de 300 livres qui s'applique avant la première adjudication. On est d'autant plus surpris, connaissant le désir des autorités de provoquer le plus grand nombre de « *surdites* ». Or on doute qu'un concurrent enchérisse de six mille livres, pour peu que l'entreprise ait été adjugée à un prix élevé. Le sieur Dèzes en ce qui le concerne se hasarde à « *surdire* » de 6.000 livres « *pour tout le trienne* » en 1661, et l'on constate que son offre est accepté (200). Par la suite il ne sera plus jamais question de l'ancien mode de calcul : le minimum de l'enchère est fixé à 2.000 livres par an (201).

TABLEAU DE L'ENCHÉRISSEMENT ENTRE LA PREMIÈRE ET LA DEUXIÈME ADJUDICATION

	Prix 1 ^{re} adjudication	Enchères	Prix 2 ^{me} adjudication
1655	317.800 l.	6.000 l.	323.800 l.
1657	291.500 l.	20.500 l.	312.000 l.
1661	290.000 l.	2.000 l.	292.000 l.
1664	295.000 l.		
1667	301.000 l.	2.000 l.	303.000 l.
1670	301.000 l.	4.000 l.	305.000 l.
1673	306.000 l.	2.000 l.	308.000 l.
1675	307.300 l.	6.000 l.	313.300 l.
1678	315.000 l.	3.000 l.	318.000 l.
1682	320.000 l.		
1684	304.000 l.	2.000 l.	306.000 l.
1687	330.000 l.	2.000 l.	332.000 l.
1694	314.000 l.	6.000 l.	320.000 l.
1700	316.000 l.	8.000 l.	324.000 l.
1706	328.000 l.	12.000 l.	340.000 l.
1712	315.000 l.	2.000 l.	317.000 l.

Un dernier point reste à fixer : la réglementation du minimum concerne-t-elle toutes les enchères ou seulement la première d'entre elles, celle-là même qui, faite dans le délai de trois jours, rend caduque l'adjudication ? A priori le problème paraît saugrenu. Le règlement est formel en effet : « *nulle surdite* » ne sera reçue, qu'elle ne soit d'au moins 2.000 livres. Il faut cependant compter avec l'opportunisme des Etats. Il se manifeste en 1670 et en 1679 et toujours de la même façon : après une « *surdite* » de 2.000 livres conforme au règlement, l'assemblée reçoit des enchères de 1.000 livres (202). On ne saurait mieux s'y prendre pour encourager l'enchérissement...

Les concurrents exploitent les possibilités qui leur sont ainsi offertes. Le lecteur pourra consulter à ce propos le tableau publié ci-dessus. Certes le prix n'est pas augmenté dans une proportion considérable en fin de

(199) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 202.

(200) P-V 18 mars 1661 (*Hte-Gar.*, C-2311, f° 245, 249).

(201) *Hte-Gar.*, C-2317, f° 54 v°. Le règlement à compter de 1681 est formel.

(202) P-V 9 janv. 1670 (*Hte-Gar.*, C-2317, f° 59) et 5 janv. 1679 (*Hte-Gar.*, C-2323, f° 64 v°).

compte, mais il l'est à peu près constamment, et suffisamment pour que les Etats s'estiment satisfaits du procédé... et l'emploient abusivement comme nous allons le constater.

B. — LA MULTIPLICATION DES ADJUDICATIONS.

La réadjudication ne met pas fin nécessairement au concours. Il suffit de parcourir quelques procès-verbaux pour être édifié sur ce point : réadjudication le 5 mars 1655, « *sauf surséance de 24 heures* » (203) ; et de même le 20 décembre 1657, « *sauf surséance d'un jour pendant lequel toutes surdites seront reçues au greffe, à charge qu'elles ne soient moindres de 6.000 livres* » (204). Le minimum est ainsi celui-là même qui est fixé aux enchérisseurs intervenant dans les trois jours de la première adjudication ; et l'on sait de quelle façon ce minimum sera abaissé en 1661. Cette année-là précisément les Etats manifestent clairement leur volonté de recevoir les « *surdites* » dans des conditions identiques après chaque adjudication, la première d'entre elles servant de modèle : l'entreprise est successivement adjugée trois fois — le 12 mars, le 19 du même mois et le 2 avril et chaque fois la possibilité d'enchérir de deux mille livres par an est accordée aux intéressés pendant trois jours (205). Décidément les Etats ne veulent avoir aucun regret !

TABLEAU DE L'ENCHÉRISSEMENT ENTRE LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME ADJUDICATION

	Prix 2 ^{me} adjudication	Enchères	Prix 3 ^{me} adjudi.
1655	323.800 l.		
1657	312.000 l.		
1661	292.000 l.	2.000	294.000 l.
1664			
1667	303.000 l.		
1670	305.000 l.	2.000	307.000 l.
1673	308.000 l.	2.000	310.000 l.
1675	313.300 l.	2.000	315.000 l.
1678	318.000 l.		
1682			
1684	306.000 l.		
1687	332.000 l.		
1694	320.000 l.		
1700	324.000 l.	6.000	330.000 l.

Cette façon de procéder ne change pas jusqu'à la fin du XVII^{me} siècle. Néanmoins si l'assemblée n'envisage à aucun moment de limiter le nombre des adjudications il s'en faut qu'elle parvienne toujours à provoquer des « *surdites* ». Il n'y a pas d'exemple qu'un enchérisseur soit intervenu après une troisième adjudication, et même à plusieurs reprises la deuxième

(203) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 202.

(204) *Hte-Gar.*, C-2310, f^o 57.

(205) *Hte-Gar.*, C-2311, f^o 213 v^o, 234, 245, 297 v^o.

adjudication fut bel et bien définitive. Le tableau publié page 234 donne une vue d'ensemble des résultats obtenus. On peut ainsi constater qu'après 1655 le prix d'adjudication diminue dans une proportion sensible, ce qui explique l'attitude des Etats. Or en 1687 la tendance se renverse : la durée du bail est portée à six ans, et l'entreprise est adjugée à un prix jamais atteint auparavant. L'offre fléchit quelque peu en 1694, mais en 1700 les enchères confirment la tendance à la hausse. Aussi bien cette année-là les Etats adjugent à deux reprises dans les conditions habituelles, mais après la troisième adjudication ils n'accordent aux intéressés la possibilité de « *surdire* » (toujours de 2.000 livres) que pendant un jour (206). Pour peu que la conjoncture reste favorable, des réformes sans doute seront envisagées...

C. — BESOIN ET TENTATIVES DE REFORME (1705-1724).

Le 19 décembre 1705 la commission chargée de la mise au point du règlement opte pour une modification de l'article 3. La première partie de l'article (concernant la possibilité de « *surdire* » dans les trois jours de l'ajudication) restant inchangée, il est spécifié que, « *ladite surséance de 3 jours expirée, nulle enchère ne sera reçue que pendant huit jours, et qu'elle ne soit de 6.000 livres par an* » (207). La durée des opérations serait ainsi limitée : les intéressés disposeraient de onze jours en tout et pour tout pour « *surdire* » après l'adjudication. En fait l'assemblée ne modifie en rien son comportement : l'entreprise est adjugée le 7 janvier 1706, puis réadjudagée le 12 dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sauf réception d'une « *surdite* » de 2.000 livres dans les trois jours, ou d'une « *surdite* » de 6.000 livres dans la huitaine suivant l'expiration du délai de trois jours (208). Cette interprétation du règlement, que l'on peut bien qualifier de traditionnelle, permet aux Etats de multiplier les adjudications. En 1712 l'entreprise est adjugée successivement cinq fois.

L'assemblée cependant manifeste un certain souci de procéder graduellement. En 1712 (209), en 1718 (210), en 1724 (211) elle ne se contente pas de multiplier les adjudications : la possibilité d'enchérissement accordé aux intéressés après chacune d'elles est progressivement réduite. En 1724 notamment — pour la première fois — les Etats permettent aux enchérisseurs de « *surdire* » de 2.000 livres pendant huit jours après la première adjudication. Le délai de trois jours prescrit par l'article 3 est donc abandonné. La réforme est heureuse : l'assemblée n'était que trop tentée de prolonger ce délai, de le renouveler lorsque l'offre n'était pas empressée. Les conditions de l'enchérissement deviennent plus rigoureuses par contre après la deuxième adjudication, comme il convient. Le minimum est triplé, la durée du délai réduite à trois jours. Ajoutons que le laps de temps qui s'écoule entre chaque adjudication correspond au délai prévu : huit jours après la première adjudication, trois jours après la seconde. C'est donc que l'assemblée en fixant un délai après les deux premières adjudications entend, non seulement limiter dans le

(206) P-V 18 janv. 1700 (*Hte-Gar.*, C-2344, f° 129).

(207) Règl. 1705-1723, art. 3.

(208) *Hte-Gar.*, C-2350, f° 58, 60 v°.

(209) *Hte-Gar.*, C-2356, f° 51, 103-110.

(210) *Hte-Gar.*, C-2362, f° 113, 136, 147.

(211) *Hte-Gar.*, C-2368, f° 51 v°, 67, 84.

temps l'admission des « *surdites* », mais également — ce qui est nouveau — préciser la date de la réadjudication. Aussi bien les feux seront allumés alors même qu'aucune enchère n'est faite dans le délai (212). Après la troisième adjudication par contre la possibilité d'enchérir est encore ouverte, mais le minimum exigé (18.000 livres) est tel que l'adjudication peut être tenue pour définitive. Et les Etats en ont conscience puisqu'ils ne jugent même pas utile d'organiser une crieée à l'expiration du délai (de vingt-quatre heures) accordé aux concurrents. La procédure — on en conviendra — est rationnelle dans son développement, et les Etats semblent déterminés à faire preuve d'une certaine rigueur. Seraient-ils enfin entrés dans la voie des réformes ?

III. — VERS LA FIN DE L'ARBITRAIRE (1724-1775)

La commission chargée de l'élaboration du règlement en 1729 n'ignore pas le procédé nouveau suivi dans l'adjudication, mais elle s'avère incapable de rédiger un texte satisfaisant : « *Après les enchères, proclame l'article 2, l'adjudication en sera faite sauf la surséance de huitaine pendant laquelle nulle surdite ne sera reçue, qu'elle ne soit de 4.000 livres par an ; et ladite surséance de huitaine étant expirée, nulle enchère ne sera reçue que pendant trois jours et qu'elle ne soit de 12.000 livres par chaque année* ». On se rend compte immédiatement que le plan de l'ancien article 3 est respecté, et qu'à l'exception des dispositions concernant les adjudications par sénéchaussée et par diocèse, qui ont disparu, les formules mêmes de l'article en question sont reproduites (213). Seuls les chiffres ont changé. le relèvement du minimum de l'enchère étant consécutif au doublement du tarif des droits décidé à ce moment-là (214). Quant aux conditions de l'enchérissement après la troisième adjudication, elles sont complètement négligées. L'archevêque de Toulouse reconnaît d'ailleurs le 17 novembre 1729 que la commission s'est bornée à « *éclaircir quelques articles* » (215)...

L'usage continuera donc de jouer un rôle capital en la matière, mais on pourra constater que l'influence de la législation royale s'étend progressivement. En 1775 les Etats auront quelque peine à imaginer que le procédé suivi dans l'adjudication de l'équivalent s'écarte sur certains points des prescriptions de l'ordonnance des fermes de 1781... et ils en éprouveront de la confusion. De toute façon l'analyse distingue deux phases dans la procédure, suivant que l'accent est mis sur le caractère provisoire ou définitif de l'adjudication.

(212) Les feux sont ainsi allumés le 4 février 1724, bien qu'aucune enchère n'ait été faite dans le délai de huitaine.

(213) Cf. *supra* p. 231.

(214) Rappelons que le minimum de l'enchère « *simple* » — les Etats qualifient ainsi l'enchère faite avant la première adjudication — est porté cette année-là à 3.000 livres.

(215) *Hte-Gar.*, C-2374, f^o 43.

A. — LES CONDITIONS DE L'ENCHERISSEMENT APRES LES DEUX PREMIERES ADJUDICATIONS.

Les concurrents, s'ils interviennent dans les huit jours de l'adjudication, doivent « *surdire* » d'au moins 4.000 livres par an ; intervenant dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai de huitaine, ils doivent enchérir d'au moins 12.000 livres : tel est l'essentiel de l'article 2. Pour le surplus la coutume s'impose. Mais la coutume doit être précisée — deux contestations importantes le rappelleront aux Etats.

Le premier litige s'élève en 1736 : un concurrent, Galtier, ayant « *surdit* » au greffe dans le délai de trois jours fixé après la deuxième adjudication, laquelle avait été prononcée le 23 janvier, les feux sont allumés dans l'assemblée le 27. Au cours de la séance Dumas enchérit de 12.000 livres et il obtient l'adjudication au prix de 688.000 livres. Galtier se pourvoit alors au Conseil en réclamant l'exécution de l'article 2 et partant la cassation de l'adjudication prononcée le 27 « *après le dernier délai de 3 jours expiré, et sur une simple enchère de 12.000 livres* ». Galtier prend à la lettre le texte de l'article 2. Incontestablement le délai de trois jours fixé après l'adjudication du 23 janvier est expiré le 27. Mais Galtier ignore, ou il feint d'ignorer, que les Etats traditionnellement organisent une criée dans le jour qui suit l'expiration de chaque délai, le minimum de l'enchère étant maintenu inchangé. Et le 2 octobre 1736 le conseil sanctionnant l'usage « *confirme et autorise l'ouvrage* » accompli par les Etats quelques mois auparavant (216). Une contestation du même genre s'élève pourtant dix ans plus tard : plusieurs enchérisseurs étant intervenu dans le délai prescrit après l'adjudication du 28 décembre 1747, les feux sont allumés dans l'assemblée le 2 janvier de l'année suivante, la mise à prix étant réglée sur la dernière offre, faite par Granier. Mais Parlier proteste : ayant en ce qui le concerne « *surdit* » le 31 décembre, juste à l'expiration du délai, il prétend que l'offre de Granier, postérieure à la sienne, doit être rejetée. A l'appui de sa prétention Parlier invoque les dispositions de l'ordonnance des fermes de 1681. Granier pour sa part se réfère à l'usage : « *n'y ayant point eu d'adjudication faite sur l'offre de Parlier et les Etats étant dans l'usage de recevoir les enchères de 12.000 livres après le délai de 3 jours, dans la séance la plus prochaine indiquée à cet effet, telle que celle d'aujourd'hui, il ne doit être pas encore question de triplement ou de tiercement, qui ne pourra avoir lieu qu'après l'adjudication qui sera faite présentement au dernier enchérisseur* ». Le syndic général se prononce dans ce sens et immédiatement après, « *les commissaires du roi s'étant retirés dans la Chambre des Man-teaux et la salle ayant été évacuée de tous les étrangers à l'assemblée et les huis clos, il est délibéré que conformément à l'usage des Etats toutes les enchères de 12.000 livres au moins seront reçues sur la dernière offre faite par Granier* » (217).

En 1757 enfin les Etats décident d'en finir avec les litiges de ce genre. Le nouvel article 3 reprend et complète les dispositions glissées en 1729 dans l'article 2 : « *Après les enchères la première adjudication sera*

(216) *Hte-Gar.*, C-8, f° 155 ; C-2380, f° 214 ; C-2381, f° 57.

(217) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 184-186.

faite, sauf surséance de huitaine pendant laquelle nulle surdite ne sera reçue, qui ne soit de 4.000 livres par an. Ladite surséance de huitaine expirée, il sera fait une deuxième adjudication, sauf le délai de trois jours pendant lesquels nulle surdite ne pourra être reçue à moins qu'elle ne soit de tiercement, c'est-à-dire de 12.000 livres par an. Après ledit délai les enchères seront continuées sur le même pied dans l'assemblée où il sera fait une troisième adjudication au dernier offrant » (218)... Le caractère essentiellement provisoire des deux premières adjudications est très net. En pratique dès l'ouverture de la séance consacrée à l'adjudication les Etats annoncent la date de la réadjudication (219), et cette date est en outre portée à la connaissance du public par voie d'affiches (220). Le nombre des feux, rappelons-le, est également déterminé à cette époque, et l'organisation des séances perfectionnée. Surtout la sévérité des conditions de l'enchérissement après la troisième adjudication incite les intéressés à pousser l'enchère avant l'extinction des feux. Aussi bien les criées sont-elles suivies et brillantes, cependant que l'usage de « surdire » au greffe est progressivement abandonné (221). En somme les opérations perdent ce caractère demi-occulte qu'elles revêtaient depuis que l'assemblée s'était heurtée aux coalitions d'enchérisseurs. On irait presque jusqu'à dire que l'entreprise cesse d'être négociée pour être à nouveau adjugée à l'extinction des feux.

B. — LES CONDITIONS DE L'ENCHERISSEMENT APRES LA TROISIEME ADJUDICATION.

L'usage suivi en la matière s'installe dans le premier quart du XVIII^{me} siècle — il est question du délai de vingt-quatre heures en 1712 — mais l'on en vient progressivement à une technique réglementée de longue date par la législation royale : le triplement.

Ici encore les contestations illustrent l'insuffisance de la coutume ; notamment une contestation survenue en 1719 : le 12 février 1718 Thomas obtient l'adjudication pour 354.000 livres, sauf enchérissement d'au moins 6.000 livres dans les vingt-quatre heures (222). Aucune enchère n'étant faite le 13 février l'adjudication sera considérée comme définitive. Or un an plus tard, le 18 février 1719, Domergue notifie aux Etats qu'il offre « en tiercement sur ledit bail 18.000 livres, faisant l'entier prix de 372.000 livres », et il les requiert de recevoir le tiercement, « sauf audit Thomas de couvrir cette offre, si bon lui semble, dans la huitaine par simple enchère de 6.000 livres, (Domergue) se réservant dans ce cas de surdire_s (et) protestant en cas de refus et de morosité de se pourvoir où il appartiendra » (223). L'offre est rejetée, et Domergue fait

(218) Règl. 1757-1768 (art. 3.)

(219) P-V 21 janv. 1758 (*Hte-Gar.*, C-2400, f^o 124 v^o) ; 18 nov. 1762 (*id.*, C-2405, f^o 299)...

(220) *Hte-Gar.*, C-2405, f^o 300 ; C-2411, f^o 107, 193 v^o.

(221) Le fait, exceptionnel en 1724, qu'aucune offre ne soit reçue au greffe après une adjudication, se renouvelle en 1742 et il devient courant par la suite.

(222) *Hte-Gar.*, C-2362, f^o 147.

(223) *Hte-Gar.*, C-2363, f^o 153.

assigner le syndic général de la province et le fermier général Thomas devant le conseil du roi. L'affaire présente un intérêt incontestable au regard de l'introduction de la législation royale dans la province. En effet pour la première fois en matière d'équivalent les deux parties ne se bornent pas à invoquer les dispositions du règlement fait par les Etats. Domergue assure que le procédé suivi dans l'adjudication en 1718 est « contraire aux ordonnances » — ce que conteste le syndic général Montferrier : l'offre étant venue un an après l'adjudication, et le nouveau fermier étant entré en jouissance depuis le 1^{er} janvier 1719, Domergue ne doit pas être écouté, « toutes les formalités prescrites par l'ordonnance de juillet 1681, au titre des publications, enchères et adjudications ayant été observées, l'article 5 dudit titre portant précisément qu'après l'adjudication pure et simple aucune enchère ne sera reçue si elle n'est faite par tiercement dans le jour suivant l'adjudication jusqu'à huit heures du soir ». Le syndic ajoute que par la réception de telles offres on renverserait les usages de la province et personne ne voudrait à l'avenir se rendre adjudicataire d'aucune ferme s'il pouvait craindre d'en être dépossédé après les délais de l'ordonnance » (224). Certes ces craintes sont fondées et le texte invoqué est précis. Domergue se désistera d'ailleurs avant d'être condamné (225). Mais les Etats eux-mêmes s'étaient-ils conformés aux dispositions de l'ordonnance de 1681 en réglant les conditions de l'enchérissement après l'adjudication du 12 février 1718 ? non manifestement puisque le minimum de l'enchère était déjà fixé à 6.000 livres auparavant (226). Les Etats ne pouvaient pas manquer de constater le fait. Encore que le procès soit gagné et qu'ils puissent en principe régler la mise à l'encan à leur guise, ils tirent la conséquence des événements le 8 février 1724 en fixant au « tiercement », c'est-à-dire « en triplant la dernière enchère de six mille livres », le minimum de l'enchérissement après la troisième adjudication (227). Cette année-là d'ailleurs en repoussant une offre tardive l'assemblée soulignera que l'adjudication a été « faite avec toutes solennités requises, après avoir observé les délais et les formalités prescrites par l'ordonnance » (228).

En 1729 dans le nouvel article 2 il n'est cependant pas question d'enchérir après la troisième adjudication. Cette lacune provient du fait que le nouveau texte est calqué purement et simplement sur l'ancien, élaboré on le sait en 1618. Il va sans dire que l'on continue de procéder comme en 1724, c'est-à-dire en imposant aux intéressés l'obligation de tiercer ; mais comme le minimum de l'enchère est relevé en 1729 le tiercement se trouve réglé à 36.000 livres par an. La perspective de devoir « surdire » d'une telle somme incite les concurrents à pousser l'enchère avant la troisième adjudication. L'augmentation est de 48.000 livres entre la deuxième et la troisième adjudication en 1724,

(224) P-V 18 févr. 1719 (*Hte-Gar.*, C-2363, f° 153).

(225) Arrêt du conseil 19 juil. 1721 (*Hérault*, A-176, f° 67).

(226) Le 9 février 1718 le bail avait été adjugé pour la deuxième fois, sauf « surdite » de 6.000 livres prononcée dans les deux jours (*Hte-Gar.*, C-2362, f° 136).

(227) *Hte-Gar.*, C-2368, f° 84 v°.

(228) P-V 22 déc. 1724 (*Hte-Gar.*, C-2369, f° 20).

de 60.000 livres en 1729, de 45.000 livres en 1736, de 54.000 livres en 1742, de 126.000 livres en 1747 et de 222.000 livres en 1754 (229). Dans tous les cas la troisième adjudication est définitive. Comme elle est prononcée dans l'assemblée à l'extinction des feux, les intéressés ne manquent pas d'assister à la séance, et c'est là qu'ils enchérissent. On peut donc tenir pour certain que la sévérité de la réglementation du tiercement a contribué pour beaucoup au renouveau des criées. La réglementation en tout cas est encore coutumière au milieu du XVIII^{me} siècle : l'usage en la matière est de se conformer aux dispositions de l'ordonnance des fermes. Ajoutons que les Etats ont quelque mérite à procéder de la sorte. La Cour des Aides de Montpellier pour sa part juge que les tiercements peuvent être reçus pendant toute la durée d'un bail. Certes cette jurisprudence a trait exclusivement à des sous-baux, mais son influence n'est pas niable. La production de Domergue en 1719 en témoigne (230), tout comme le tiercement fait par Bruguière en décembre 1751, trois ans après l'adjudication (231). Le rejet de cette dernière offre donne aux Etats l'occasion de réaffirmer que l'adjudication est « *consommée et parfaitement en règle* », étant conforme à leurs règlements et aux « *dispositions précises* » de l'ordonnance des fermes (232). En réalité — pour ce qui est du règlement de l'équivalent — le texte adopté en 1729 ne sera complété qu'en 1757, et cette année -là seulement — pour la première fois — il sera fait état d'une « *troisième adjudication* » : celle-ci, déclare l'article 3, sera « *faite au dernier offrant, sauf un dernier délai de 24 heures pendant lequel ne pourront être reçues aucunes offres, qu'elles ne soient du triplement du tiercement de 12.000 livres, c'est-à-dire de 36.000 livres par an ; et ne pourront lesdites offres du triplement du tiercement être reçues que jusqu'à l'heure de 8 du soir sonnant à la répétition de l'horloge de Notre-Dame-des-Tables ; et après ledit délai, nulle autre offre ni surdite ne pourra être reçue sous quelque prétexte que ce soit, mais seront les seuls adjudicataire et tripleur du tiercement admis à concourir par simple enchère de 3.000 livres dans l'assemblée des Etats et le bail passé* » (233).

Le nouveau texte apporte d'abord une précision de terminologie : la « *surdite* » de 36.000 livres est dénommée « *triplement de tiercement* », le « *tiercement* » désignant l'enchère de 12.000 livres faite dans les trois jours de la deuxième adjudication. Il suffit de parcourir les procès-verbaux des Etats pour se rendre compte que l'usage des nouveaux termes fut immédiat. La fixation du délai est également d'une remarquable précision ; et certes celle-ci est indispensable car le délai de vingt-quatre heures n'est pas, comme les délais de huit jours et de trois jours qui l'ont précédé, nécessairement clos par une criée dans l'assemblée. D'autre part le fait qu'à l'expiration des vingt-quatre heures l'adjudication puisse être considérée comme définitive impose une incontestable exactitude. En pratique la commission des Affaires Extraordinaires se

(229) *Hte-Gar.*, C-2368, f° 67, 84 ; C-2374, f° 118, 141 ; C-2380, f° 150, 214 ; C-2386, f° 103, 120 ; C-2392, f° 28, 186 ; C-2396, f° 324, 397, 400.

(230) *Hérault*, A-176, f° 67.

(231) *Hte-Gar.*, C-21, f° 73.

(232) Production du syndic général devant le conseil d'Etat (*Hte-Gar.*, C-21, f° 73).

(233) Règl. 1757-1768, art. 3.

réunit chez son président, prête à recevoir toute « surdite » jusqu'à l'instant décisif (234).

En ce qui concerne l'ultime crie le texte adopté en 1757 s'avère cependant peu précis : « ...seront les seuls adjudicataires et tripleur du tiercement admis à concourir »... Doit-on considérer qu'un seul triplement peut être fait ? du contexte de l'article 3 il paraît bien que le nombre de ces « surdites » n'est pas limité. C'est cette deuxième interprétation qu'effectivement les Etats et les commissaires royaux adoptent en 1768 lorsqu'ils reçoivent — pour la première fois — une enchère de triplement (235). Mais en 1775 la commission des Affaires Extraordinaires revient sur la question : « il est constant, observe-t-elle, autant par les ordonnances que par la jurisprudence de toutes cours, que le tiercement et le triplement sont des offres uniques qui ne peuvent être suivies d'autres semblables, et qui ne peuvent être couvertes par un autre que par le dernier adjudicataire qui a l'avantage de rentrer en lice au moyen d'une offre simple » (236). Il est de fait que certains enchérisseurs ont tenu le même langage : Domergue en 1719 (237), et Vassal qui proposait de tiercer sur l'offre de Parlier le 31 décembre 1747 à condition qu'« il ne soit plus reçu d'autres enchères que celles qui pourraient être faites entre lui et Parlier » (238). L'influence de la législation royale en la matière, constatée pour la première fois précisément à propos de l'affaire Domergue, explique les scrupules de la commission des Affaires Extraordinaires en 1775. On note le souci de justifier l'attitude des Etats : « De même qu'il est libre aux corps ou communautés qui ont... des adjudications à faire, de fixer l'enchère simple et de régler les délais d'une remise à l'autre, il leur est libre aussi de déterminer la nature des offres qui peuvent être reçues, ce qui dans le vrai ne peut nuire ni aux preneurs ni aux bailleurs dès que les conditions ont été rendues publiques et qu'il n'y a rien de précipité dans les adjudications... Les Etats ont usé de cette liberté dans la ferme de l'équivalent ». Aussi bien le procédé suivi diffère-t-il profondément du droit commun en matière d'adjudication : « on ne connaît guère dans les adjudications des droits publics que trois sortes d'offres ou d'enchères, qui sont l'enchère simple, l'enchère de tiercement qui est trois fois l'enchère simple, et l'enchère du triplement qui est de neuf fois l'enchère simple ». Ces deux dernières étant des « offres uniques », la commission estime qu'en matière d'équivalent « c'est improprement que les enchères de 12.000 et de 36.000 livres ont été qualifiées de tiercement et de triplement, les unes ni les autres n'en ayant point le vrai caractère ». Au surplus les offres de tiercement et de triplement sont « de nature à ne se rapporter qu'à des adjudications pures et simples » ; or en matière d'équivalent les adjudications « étant provisoires et qualifiées telles par les articles mêmes, lesdites offres ne peuvent guère être considérées que comme enchères courantes » (239). Finalement la commission des Affaires Extraordinaires est amenée à envisager une réforme d'ensemble du système — une réforme dont on se doute qu'elle marquera l'alignement du règlement de l'équivalent sur la législation royale.

(234) P-V 12 mars 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 459) ; 27 janv. 1758 (*Hte-Gar.*, C-2400, f° 160)...

(235) P-V 28 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 194).

(236) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 310, 311).

(237) Cf. *supra* p. 238.

(238) *Hte-Gar.*, C-2392, f° 181.

(239) P-V du 5 janvier 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 308 v° 311 v°).

IV. — L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION ROYALE (1775-1788)

L'avertissement lancé par la commission des Affaires Extraordinaires le 5 janvier 1775 est particulièrement net : les Etats « *ne sauraient mieux faire que de se conformer à l'esprit et à la lettre de cette loi* (l'ordonnance des fermes de 1681) *dans le procédé de la nouvelle adjudication, laquelle n'en deviendra par là que plus régulière* » (240). Comme la commission est chargée de l'élaboration du règlement de l'équivalent, cet avertissement est en fait une déclaration de principe : la législation royale s'appliquera. Mais la question de savoir jusqu'à quel point son autorité va s'imposer aux Etats de Languedoc reste posée.

La réforme est générale. Elle touche d'abord l'organisation des séances consacrées à la réception des enchères avant la première adjudication. On sait dans quelles circonstances les Etats ont été amenés à multiplier ces séances ; on sait aussi combien les procédés expérimentés à la fin du XVI^me siècle ont été exploités par la suite : en 1700 la première adjudication est encore prononcée à l'issue de la neuvième séance (241). A compter de 1724 cependant une réaction se produit : trois séances, quatre au plus, sont consacrées à la réception des enchères « *simples* ». C'est encore trop pour la commission des Affaires Extraordinaires en 1775. Ces « *remises préliminaires* » sont sans utilité, déclare-t-on : elles sont « *moins capables d'augmenter le nombre des compagnies concurrentes que... propres à leur donner le temps de se réunir* ». Sur-tout « *aucun ordonnance ne les prescrit et elles ne sont pas en usage dans les autres adjudications* ». Les « *remises* » sont donc condamnées, et l'assemblée convient de choisir et d' « *annoncer dans les affiches, ainsi que dans les articles, un jour fixe et certain pour la première adjudication* » (242).

Cette adjudication — c'est là le point capital de la réforme — doit être « *pure et simple* », proclame la commission des Affaires Extraordinaires reprenant les propres termes de l'ordonnance des fermes (titre 5, des publications et enchères). Ainsi l'usage d'allumer les feux à l'expiration du délai fixé après chacune des deux premières adjudications — encore qu'aucune enchère n'ait été faite dans l'intervalle — est condamné. Est-ce à dire que l'adjudication « *pure et simple* » sera définitive ? non pas certes car l'ordonnance des fermes admet le tiercement et le triplement, le premier devant intervenir dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, le second dans les huit jours. Aussi bien les rédacteurs de l'article 3 — dont nous reproduisons ci-dessous le texte — continuent-ils d'envisager plusieurs adjudications :

(240) *Hte-Gar.*, C-2417, f° 312.

(241) *Hte-Gar.*, C-2344, f° 18-59.

(242) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 311-312).

« Les adjudications seront faites sans aucune remise préliminaire, la première sauf le délai d'un jour, la seconde sauf le délai de huit jours, à ce non compris le jour desdites adjudications ni ceux de l'échéance des délais.

Aucune offre ni surdite ne sera reçue lors de la première adjudication, si elle n'est au moins de 4.000 livres par an, ce qui réglera le tiercement et le triplement du tiercement dans le cas où l'adjudication n'aurait pas été faite sur une offre de plus forte somme.

Il ne sera reçu qu'une seule offre de tiercement, qui sera du triple de la dernière offre par année sur laquelle aura été faite la première adjudication ; et une seule offre de triplement du tiercement laquelle sera aussi du triple du tiercement, soit qu'il y ait eu tiercement ou non, c'est-à-dire de neuf fois le montant de la dernière offre qui aura opéré la première adjudication.

Et ne seront admises ni l'une ni l'autre desdites offres si elles ne sont faites, savoir celle de tiercement dans le délai d'un jour après la première adjudication, avant l'heure de 8 du soir sonnant à l'horloge de Notre - Dame - des - Tables ; et celle de triplement dans la huitaine après la seconde adjudication et aussi avant ladite heure.

S'il n'a été fait aucun tiercement ni triplement dans lesdits délais, l'adjudication pure et simple demeurera irrévocable.

Supposé qu'il ait été fait un tiercement ou triplement d'icelui, l'adjudicataire avec le tierceur, s'il y en a eu, ou le tripleur, et seulement l'un des deux, c'est - à - dire le tierceur s'il n'y a point de tripleur ou celui-ci s'il n'y a point de tierceur, seront seuls admis à concourir par simple enchère, telle qu'elle a été ci-dessus réglée... pour être ensuite le bail passé à celui d'entre eux qui aura été le dernier enchérisseur.

Dans le cas où celui qui aurait fait le tiercement en ferait le triplement sur lui-même, les enchères seront rouvertes entre lui et l'adjudicataire.

Et si l'adjudicataire faisait lui-même le tiercement et le triplement, les enchères seront encore admises entre lui et celui qui aurait couvert l'enchère, de manière que l'adjudication ne devienne définitive que sur la dernière offre opérée par un concours effectif » (243).

L'application du texte nécessitera un certain nombre de mises au point. Passons rapidement sur quelques détails. Par exemple sur la disposition règlementant la clôture des délais : le 20 décembre 1781, « pour prévenir toute difficulté sur une fixation qui laisse quelque doute », l'archevêque de Narbonne se verra dans l'obligation d'informer les enchérisseurs que « les délais, soit pour le tiercement, soit pour le triplement, ne seront finis qu'au premier coup de la répétition de l'heure de huit du soir sonnant à l'horloge de Notre - Dame - des - Tables » (244). On s'accordera également pour reconnaître que la dernière disposition de l'article 3, visant l'hypothèse de tiercement et de triplement par l'adjudicataire lui-même, est proprement inintelligible : « les enchères seront encore admises entre lui (l'adjudicataire) et celui qui aurait couvert l'enchère ». La commission des Affaires Extraordinaires précisera en 1787 que « le but du règlement est de rouvrir le concours entre l'adjudicataire et celui dont l'enchère a précédé celle qui a opéré l'adjudication »

(243) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 312 v°, 314) ; Règl. 1776, art. 3

(244) *Arch. Nat.*, H*7482¹⁹, n° 19.

(245). La commission découvrira en même temps une lacune dans le texte : comment est organisée l'ultime criée lorsqu'il y a eu tiercement et triplement et que ces offres n'ont pas été faites par le même personnage ? est-ce l'adjudicataire, ou bien le tierceur, qui coucourt avec le tripleur ? une disposition adjointe au règlement de 1787 donnera la préférence au tierceur, « *qui fait l'avantage de l'adjudication* » (246).

Mais le défaut capital du texte adopté en 1775 tient au mode de calcul du tiercement et du triplement. En effet le minimum de ces enchères n'est pas réglé sur celui de l'enchère « *simple* » (4.000 l.), mais sur le « *montant de la dernière offre qui a opéré la première adjudication* ». Aussi bien le 13 février 1776 l'adjudication étant prononcée sur une enchère de 24.000 livres, le tiercement se trouve fixé à 72.000 livres et le triplement à 216.000 livres (247). Peut-on raisonnablement envisager une « *surdite* » ? le syndic général ne s'y trompe pas : on pourrait « *sans inconvénient* » passer « *dès à présent* » le contrat de bail (247 bis). Les Etats seront d'autant plus navrés qu'une offre de 36.000 livres, qualifiée de triplement du tiercement, sera faite le 20 février (248). Ils seront contraints de la repousser : les termes de l'article 3 « *ne sont point susceptibles d'équivoque*, observent-ils, *car si on y règle l'enchère simple à 4.000 livres c'est pour ôter aux concurrents la liberté d'enchérir par des offres moindres, et non pour les priver de celle d'en faire de plus grande somme* ». Quant à passer outre les dispositions du règlement, « *revenir contre les conditions réciproques qui forment une loi inviolable* », il n'y faut pas songer. Notamment « *on ne saurait alléguer valablement que le règlement fait par les Etats contient une innovation contraire à ce qui a été constamment pratiqué précédemment, et même aux dispositions de l'ordonnance de 1681 concernant les publications et enchères, attendu que les Etats sont incontestablement les seuls maîtres de faire à leur gré et suivant les différentes circonstances les conditions du règlement... ainsi que l'atteste le fameux président Philippy qui écrivait sur cette matière il y a deux cent ans* ». D'ailleurs le règlement s'écarte-t-il des prescriptions de l'ordonnance ? « *l'article 5 du titre de cette ordonnance porte qu'après l'adjudication aucune enchère ne sera reçue si elle n'est faite par tiercement, en triplant la dernière enchère, et ne fait que donner un exemple... en disant que si la dernière enchère est de 10.000 livres le tiercement sera de 30.000 livres* ». L'intérêt de la province, proclament enfin les Etats, « *ne consiste pas seulement dans le prix auquel peut être portée la ferme de l'équivalent, la sûreté des concurrents, le degré de confiance qu'ils peuvent prendre dans les adjudications étant également importants et seuls capables d'animer le concours et de porter la ferme à son juste prix* » (249). Ces arguments sont valables incontestablement, et les prétentions de Bertrand, qui avait fait l'offre de 36.000 livres, seront condamnées par arrêt du conseil le 20 septembre 1776 (250) ; mais le bien fondé de la réglementation du tiercement et du triplement n'apparaît pas pour autant.

(245) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 464) ; Règl. 1787, art. 9.

(246) P-V 8 janv. 1787.

(247) *Hte-Gar.*, C-2418, f° 334. Prix de l'adjudication : 1.324.000 livres.

(247 bis) *Hte-Gar.*, C-2418, f° 338.

(248) *Hte-Gar.*, C-2418, f° 536.

(249) P-V 22 févr. 1776 (*Hte-Gar.*, C-2418, f° 537-541).

(250) *Hte-Gar.*, C-2419, f° 170.

Il faut croire que les Etats s'en rendent compte, encore que les procès-verbaux ne relatent pas de discussion à ce sujet, puisque dans le règlement de 1781 (art. 4) le minimum du tiercement et du triplement est réglé « *sur le pied de la simple enchère, quand même la première adjudication aurait été faite sur une enchère de plus forte somme* ».

Cette dérogation aux dispositions de l'ordonnance de 1681 explique-t-elle le silence des procès-verbaux ? La chose n'est pas impossible. Une évolution en tout cas est perceptible : après avoir exprimé d'une manière ostensible en 1775 le désir de régulariser la procédure en se conformant aux prescriptions de la législation royale, les Etats affirment en 1776 leur droit incontestable de « *faire à leur gré et suivant les différentes circonstances les conditions du règlement* ». Ils verront même dans l'arrêt du conseil du 20 septembre 1776 « *une confirmation des droits de la province et de ceux de (leur) administration sur tout ce qui a rapport à ladite ferme* » (251). A notre avis ce revirement est lié à la déception éprouvée le 20 février 1776, au moment du rejet de l'offre de Bertrand. En somme il faut que l'équivalent rende le maximum. Si le but peut être atteint en se conformant à la législation royale, tant mieux ; si cette législation dans son application fait obstacle à l'enchérissement, les représentants des intérêts de la province n'hésitent pas à envisager une réforme ; tout au plus évitent-ils de faire un éclat.

Le déroulement des opérations en 1781 semble devoir satisfaire l'assemblée. Précisons d'abord que le minimum de l'enchère « *simple* » est fixé à 3.000 livres. Le 20 décembre le bail est adjugé à Salvétat pour 1.403.000 livres par an. Immédiatement après l'adjudication Salvétat tierce et son concurrent, Liquier, triple ; le prix est ainsi porté successivement à 1.412.000 livres et à 1.439.000 livres. Le 29 décembre les feux sont allumés dans l'assemblée, et Salvétat pousse l'enchère à 1.442.000 livres, ce qui constitue le maximum atteint dans l'adjudication de l'équivalent (252). Le fait que Liquier n'ait pas enchéri pose cependant un problème aux Etats. Le partisan n'a-t-il pas été gêné par la réglementation en vigueur ? On est tenté de le croire, car la commission des Affaires Extraordinaires proclame le 8 janvier 1787 que « *l'obligation de concourir par enchère simple après le tiercement et le triplement est nuisible aux intérêts de la province* ». Les commissaires estiment que « *la fixation de l'enchère n'a pour effet que de déterminer le taux du tiercement et du triplement, et que, lorsque ce but est rempli, on ne doit chercher qu'à favoriser les offres et engager les concurrents à s'y livrer* ». A cette fin le concours doit être ouvert entre l'adjudicataire et le tierceur, ou entre le tierceur et le tripleur, par une enchère « *de moitié au moins de celle fixée par les Etats* » (253). Aucun obstacle ainsi n'entravera l'enchérissement. L'amendement aussitôt résolu par l'assemblée accentue le désaccord entre le règlement de l'équivalent (254) et la législation royale. Somme toute il importe peu que les événements en 1788 pèsent sur l'adjudication, qu'ils ne permettent pas de vérifier le bien

(251) P-V 21 déc. 1776 (*Hte-Gar.*, C-2419, f° 170).

(252) *Hte-Gar.*, C-2424, f° 204, 327.

(253) *Hte-Gar.*, C-2429, f° 464.

(254) Règl. 1787, art. 9.

fondé de la réforme (255). Il est établi que les Etats sont restés jusqu'à l'extrême fin de l'Ancien Régime logiques avec eux-mêmes ; s'ils ont dû au XVIII^{me} siècle mettre un terme à certains procédés arbitraires, tout au moins n'ont-ils jamais consenti à se lier les mains, et à perdre de vue que la cause finale de l'opération était d'« *améliorer la condition du roi et du pays* ».

(255) Le prix de l'adjudication (1.340.000 livres) fut porté à 1.349.000 livres par Puech et à 1.376.000 livres par Salvetat. Le tierceur s'abstint par la suite de participer à l'ultime crieée (*Hte-Gar.*, C-2430, f^o 248, 426).

CHAPITRE II

Les garanties données à la Province

Le cautionnement joue un rôle essentiel, soit qu'il garantisse la province contre une folle enchère de l'adjudicataire : il est question dans ce cas des cautions de la folle enchère ; soit qu'il garantisse l'exécution du contrat de bail : c'est le rôle du cautionnement dit du « *principal* » de la ferme. Les cautions de la folle enchère sont reçues par les Etats provinciaux, mais non les cautions du principal, au moins pendant toute la période au cours de laquelle la ferme a dû s'organiser dans le cadre du diocèse. Ce sont alors les assemblées diocésaines qui interviennent.

Nous traiterons donc du cautionnement devant les Etats et du cautionnement devant les assemblées diocésaines.

SECTION I

Le cautionnement devant les Etats

Jusqu'à l'engagement de l'équivalent les Etats partagent la réception des cautions avec les assemblées diocésaines. Mais celles-ci n'interviennent plus dans la période qui suit le rachat du droit au milieu du XVII^m^e siècle. La raison en est simple : les sous-fermiers désormais ne comptent plus les deniers de leur ferme aux receveurs généraux, puisque le paiement du bail est effectuée par le fermier général entre les mains du trésorier de la bourse (256). L'administration fermière est centralisée et elle fonctionne sous la seule responsabilité du fermier général et subsidiairement des Etats de la province. Ceux-ci réclament donc au partisan des cautions qui soient à la fois celles de la folle enchère et celles du principal de la ferme.

Comment les cautions sont-elles reçues par les Etats de la province ? quelle est l'étendue du cautionnement et quelles sont les qualités requises dans la personne des cautions ? quelle sanction est appliquée en cas d'inexécution de l'obligation de donner caution ? le cautionnement enfin est-il la seule sûreté exigée ? il convient de répondre à toutes ces questions.

(256) Cf. *infra* p. 273.

I. — LA RÉCEPTION DES CAUTIONS

Dès le début du XVI^{me} siècle il est fait une obligation aux intéressés de « *bailler bonnes cautions et de s'obliger à payer la folle enchère si point y en a, avant que le bail leur soit expédié* » (257). La durée limitée de la session des Etats et le fait qu'il s'écoule un certain laps de temps avant le début des criées laissent supposer que le cautionnement est effectué dans un délai très court après la délivrance. C'est effectivement le lendemain de cette dernière, le 6 septembre 1521, que Domergue Guérin « *nomme* » ses répondants (258). On note également que Pierre Fauré, qui a obtenu le 20 août 1527 la délivrance de la ferme dans la sénéchaussée de Beaucaire, requiert l'assemblée le 22 août de « *lui prolonger de bailler cautions* » (259). C'est donc dans les vingt-quatre heures de la délivrance que les intéressés doivent communiquer au greffe la liste de leurs cautions. Le greffier — il s'agit du greffier pour le roi aux Etats, celui-là même qui sera chargé de l'expédition des baux — à l'ordre de ne « *prendre* » les cautions qu'en présence des « *consuls et diocésains du diocèse dont il est question* » (260). En d'autres termes l'assemblée se réserve le droit de contrôler la « *suffisance* » des cautions présentées, et tout naturellement elle a recours à ceux de ses membres qui lui paraissent particulièrement qualifiés pour l'exercer. Le règlement en 1542 est formel sur tous ces points : « *bailleront leur cautions 24 heures après la délivrance... ez mains du greffier pour le roi, présents ou appelés les consuls des diocèses étant auxdits Etats chacun en son regard, et à faute de ce faire sera baillée la ferme au dernier surdisant et sera tenu le défaillant de payer la folle enchère* » (261).

En pratique l'assemblée témoigne d'une vigilance attentive quant à l'exercice du contrôle : elle n'hésite pas à rappeler à l'ordre les représentants de la sénéchaussée de Beaucaire en 1527 (262), les consuls de Béziers en 1542 (263), les capitouls de Toulouse en 1545 (264), et à réprimander le greffier, M^e Pierre Guilleminet, en 1572 (265) ; elle se réunit elle-même en séance plénière lorsque par exception l'entreprise est délivrée en bloc (266). En ce qui concerne l'observation du délai de vingt-quatre heures par contre l'assemblée fait preuve d'indulgence. La sanction prévue est grave, et l'on ne se résigne à l'appliquer qu'en dernière extrémité. Le 13 décembre 1530 par exemple la requête de Guillaume

(257) P-V 7 déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 207).

(258) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 200, 201.

(259) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 369, 371.

(260) P-V 7 déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-2276, f^o 207) et 13 oct. 1518 (*id.*, C-2277, f^o 114 v^o).

(261) Règl. 1542, art. 3.

(262) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 371.

(263) P-V 30 oct. 1542 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 246).

(264) P-V 28 nov. 1545 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 352).

(265) P-V 12 sept. 1572 (*Hte-Gar.*, C-2282, f^o 106 v^o).

(266) P-V 6 sept. 1572 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 201).

Durant en vue d'obtenir un délai de huit jours est rejetée, mais en même temps l'ordre est donné au procureur du pays de « *poursuivre que (Durant) soit détenu jusqu'à ce qu'il ait dûment pleigé et cautionné* » (267). Ainsi certaines précautions sont prises, mais la faveur demandée n'est pas moins accordée. De même le 8 novembre 1548 la substitution de Jean de Vaulx à Vernet est acceptée ; or Vernet, qui a obtenu la délivrance de la ferme dans la sénéchaussée de Beaucaire le 5 novembre s'est avéré depuis incapable de donner caution (268).

La réglementation élaborée au XVI^me siècle reste inchangée dans son principe jusqu'au milieu du XVIII^me siècle (269). Comme l'entreprise est exclusivement adjugée en bloc les Etats réunis en assemblée plénière procèdent à l'examen du cautionnement (270). Toutefois dès avant la fin du XVII^me siècle ils confient l'enquête à la commission chargée de l'équivalent (271). Précisons en outre que c'est le greffier de l'assemblée qui, à compter de 1655, prend acte de l'engagement des cautions. Suivant leur ancienne tactique les Etats sont assez accommodants en ce qui concerne le délai de vingt-quatre heures. En 1612 par exemple ils adjugent le 17 janvier ; les cautions sont présentées le 21 (272). En 1682 Soulier communique la liste de ses cautions le 5 janvier, alors qu'il a obtenu l'adjudication le 2 ; le 7 janvier il reçoit l'ordre de renforcer les sûretés fournies ; le 8 et 9 il s'efforce de satisfaire l'assemblée, mais en vain ; le 15 janvier enfin, de nouvelles cautions n'étant pas jugées suffisantes, l'assemblée finit par procéder à la réadjudication (273). L'indulgence des Etats cependant ne saurait tromper. D'une part ils ne font pas de concession gratuite : lorsque l'adjudicataire tarde à remplir ses obligations, ils n'hésitent pas à prolonger le délai accordé aux intéressés pour « *sur-dire* » (274). D'autre part on peut constater qu'ils ne se laissent pour ainsi dire jamais surprendre : en deux siècles (XVII^me - XVIII^me) on note en tout et pour tout deux folles enchères. De fait les Etats n'agissent qu'en connaissance de cause. Mettent-ils en doute la solvabilité d'un enchérisseur ? ils n'hésitent pas à réclamer des éclaircissements avant d'adjuger. En 1608 notamment ils refusent d'adjuger à Calvet sans être assurés que ce fils de famille est bien cautionné ; comme Calvet s'avèrera incapable de désigner des répondants la criée se poursuivra, non sans que les derniers enchérisseurs soient mis dans l'obligation de « *nommer incontinent leurs cautions suffisantes et capables* » (275). En 1620 Salvan n'obtient la délivrance qu'après une délibération de l'assemblée sur la suffisance de cautions « *auparavant nommées* » (276). En 1657 les concurrents sont même sommés de présenter des garanties

(267) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 451.

(268) *Ardèche*, C-752, n° 19.

(269) Règl. 1618-1684 (4) ; 1687-1723 (5) ; 1729-1735 (4) ; 1741-1754 (5).

(270) P-V 18 nov. 1605 (*Hte-Gar.*, C-2291, f° 153 v°) ; 21 janv. 1612 (*id.*, C-2293, f° 127) ; 5 déc. 1614 (*id.*, C-2294, f° 154) ; 29 mars 1624 (*id.*, C-2299, f° 221 v°)...

(271) P-V 22 janv. 1664 (*Hte-Gar.*, C-2314, f° 79 v°).

(272) *Hte-Gar.*, C-2293, f° 119, 127.

(273) *Hte-Gar.*, C-2326, f° 141, 144, 156, 164, 173, 182, 253.

(274) Cf. *supra* p. 232.

(275) P-V 21 et 24 nov. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 139 v° ; 146 v°).

(276) P-V 12 déc. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 18).

dès le début du concours (277) — la précipitation des Etats s'expliquant sans doute par le souvenir qu'ils ont de la folle enchère de Roux en 1655. On sait enfin dans quelles conditions, après avoir refusé d'adjudger à des enchérisseurs étrangers au milieu du XVIII^{me} siècle, l'assemblée est amenée à revoir la réglementation applicable en la matière, et à imposer à tous les concurrents l'obligation de communiquer à l'archevêque de Narbonne la liste de leurs associés et cautions, ladite communication devant être faite au moins un jour franc avant le début du concours. Le règlement précise que cette communication est faite « *sans préjudice de l'examen et discussion des cautions après l'adjudication* » (278) ; mais il est évident que le consentement donné par l'assemblée a une candidature écarte l'éventualité d'une contestation ultérieure.

II. — L'ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT

Les dispositions réglementant la matière au XVI^{me} siècle sont assez obscures et difficilement justifiables, au moins sur le plan théorique. Deux cas sont à envisager : si la délivrance a été faite en bloc ou par sénéchaussée, les cautions doivent s'engager jusqu'à concurrence d'une somme représentant le prix d'un quartier du bail (279). C'est le cas de Pierre Fauré, qui pour 37.000 livres a obtenu la délivrance dans la sénéchaussée de Beaucaire en 1527, et qui est tenu de « *bailler au pays... bonnes et suffisantes cautions... pour la quarte partie de l'enchère par lui faite, montant la quarte partie à 9.252 livres* » (280). La délivrance par contre a-t-elle été effectuée par diocèses ? C'est le paiement de la « *somme que monte la ferme pour une chacune d'icelles années* » qui doit être garanti (281). Il apparaît immédiatement que l'engagement des cautions est proportionnellement plus étendu dans le second cas. Envisageons une hypothèse en partant du cas de Pierre David, qui obtint la délivrance dans le diocèse de Toulouse en 1503, et qui de ce fait fut cautionné pour l'« *entier prix* » de son bail, soit 11.000 livres (282) : si l'entreprise cette année-là avait été délivrée par sénéchaussée, le sieur Barrau, qui avait obtenu l'adjudication dans la sénéchaussée de Toulouse pour 19.050 livres, eût été tenu de donner caution seulement pour 4.762 livres 10 sous !

En pratique la situation ainsi créée, si paradoxale soit-elle, ne peut guère préjudicier aux intérêts du pays. Le rôle du fermier général au XVI^{me} siècle est secondaire, et en tout cas très limité dans le temps, puisque les sous-baux diocésains sont obligatoirement passés pendant la tenue des Etats (283). Comme de toute façon ils ne peuvent l'être qu'après passation du bail général, laquelle passation n'a lieu qu'après réception

(277) P-V 1^{er}, 6 et 10 déc. 1657 (*Hte-Gar.*, C-2310, f^o 47, 49 *vo*, 50 *vo*).

(278) Règl. 1757-1780 (art. 2) ; 1787 (art. 5).

(279) Règl. 1542, art. 5.

(280) P-V 22 août 1527 (*Hte-Gar.*, C- 2277, f^o 371).

(281) Règl. 1542, art. 5.

(282) *Hte-Loire*, C-7300.

(283) Cf. *infra* p. 297.

du cautionnement, tous les amateurs seraient présents en cas de réadjudication sur folle enchère du fermier général, et la perte ne saurait être bien considérable. Les risques ainsi étant limités, le cautionnement l'est aussi. Mais la situation évolue pendant les guerres de Religion. Les troubles dont la province est le théâtre contribuent à accroître le rôle des fermiers généraux, dont les moyens financiers sont particulièrement appréciés par les chefs des divers partis. Dès le début du XVII^{me} siècle les Etats reconnaissent aux fermiers généraux le droit « *de faire les subarrentements particuliers comme bon leur semblera* » (284). Aussi bien la responsabilité de ces personnages est accrue et le cautionnement n'est plus limité à une partie de l'obligation principale : « *Les cautions données par le fermier général pour toute la ferme demeureront aussi cautions pour les fermes particulières* », proclament les Etats le 28 août 1601 (285) ; et l'on sait quelle est l'étendue du cautionnement « *pour les fermes particulières* ». En d'autres termes les cautions du fermier général doivent désormais garantir le paiement de l'« *entier prix* » du bail. Effectivement l'ancienne disposition limitant l'étendue du cautionnement au quart du prix de l'adjudication ne figure plus dans le règlement au XVIII^{me} siècle.

III. — LES QUALITÉS REQUISES DANS LA PERSONNE DES CAUTIONS

Le règlement au XVI^{me} siècle et les procès-verbaux des Etats indiquent que les cautions données « *pour la folle enchère* » en cas de délivrance par diocèse doivent être bonnes et suffisantes (286). Au début du XVII^{me} siècle le règlement précise que les cautions doivent être de la généralité de laquelle dépend le diocèse dont s'agit (287). Mais alors la délivrance n'est plus effectuée par diocèse, et cette réglementation n'a pas à s'appliquer.

Les mêmes qualités générales — « *un ou plusieurs idoines et suffisants* » — sont requises en cas de délivrance en bloc ou par sénéchaussée ; et en outre les cautions doivent habiter « *dans ledit pays de Languedoc si l'arrentement est fait en bloc, et il s'il est fait par sénéchaussée... dans lesdites sénéchaussées* ». Ces dispositions ne figurent dans le règlement qu'après 1560 — lorsque les délivrances en bloc ou par sénéchaussée se multiplient. Mais déjà en 1521 le fermier général Domergue Guérin, de Castres, présentait des cautions venues de divers points de la province : de Toulouse, de Carcassonne, de Castres, de Revel, de Viviers et d'Anduze (288). Au début du XVII^{me} siècle enfin les Etats tiennent à ce que des répondants soient fournis dans les deux généralités, même dans le cas de délivrance par sénéchaussée (289). L'assemblée certes n'ignore pas que cette réglementation favorise les

(284) P-V 28 août 1601 (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 212 v^o).

(285) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 212 v^o.

(286) P-V 15 déc. 1530 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 459) ; Règl. 1542 (art. 3) et suiv.

(287) Règl. 1605, art. 3.

(288) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 201.

(289) P-V 24 oct. 1602 (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 259) ; Règl. 1605, art. 5.

coalitions d'enchérisseurs (290) ; mais les gens des Finances sont intraitables et il convient de se prémunir.

L'assemblée tiendra donc la main à ce que le règlement soit strictement appliqué. En 1682 notamment les cautions de Pierre Soulier, de Montpellier, sont jugées insuffisantes : sur les quatre personnes présentées, trois « *n'ont que des offices de finances qui les rendent comptables et qui sont affectés et hypothéqués pour répondre de leur maniemement* », constatent les Etats le 7 janvier (1682). Il s'agit des sieurs Mazade, payeur des officiers de la Cour des Aides ; Vidal, receveur général du taillon, et de Labaune, receveur des tailles au diocèse de Montpellier. L'adjudicataire, prié de « *fortifier* » le cautionnement, présente encore le 9 janvier les sieurs Saunier, procureur à la chambre des comptes, et Jacques Ricome, vignier de Fontanès. Mais l'assemblée n'est pas convaincue : « *Sur la proposition que MM. les commissaires (291) ont faite au sieur Soulier de bailler des cautions dans les deux généralités comme il est porté par les articles publiés pour servir de règle à l'adjudication, Soulier a déclaré n'être pas en état de fournir des cautions qui soient de la généralité de Toulouse* ». L'assemblée se résoud donc à réadjudger le bail sur folle enchère (292). Cette rigueur cependant s'atténue au début du XVIII^{me} siècle. Les cautions de Thomas sont reçues sans difficulté en 1718, bien qu'elles n'aient pas d'attache, semble-t-il, en dehors de la généralité de Montpellier : Jean Dequoy est receveur général du taillon dans ladite généralité, Fulcrand Limosin secrétaire à la chancellerie de Montpellier et Louis Maurin receveur du grenier à sel de Sommières (293). L'attitude de l'assemblée s'explique parfaitement : l'entreprise est d'une importance telle que quelques compagnies seulement peuvent prétendre à l'adjudication. Les possibilités financières des concurrents sont connues (294) ; il serait de mauvaise politique de les chicaner sur des points de détail. A compter de 1729 d'ailleurs dans le règlement il sera seulement question de cautions « *solvables habitant la province* » (295).

Les Etats sont particulièrement stricts sur la condition d'habitation dans la province. En 1741 et en 1747 notamment ils n'hésitent pas à imposer cette condition aux enchérisseurs — ce qui leur permet d'écarter les compagnies étrangères dès le début du concours. Nous ne reviendrons pas sur cette politique, sur ses raisons, sur l'hostilité qu'elle suscite parmi les agents du pouvoir central (296). L'intransigeance des Etats est particulièrement nette en 1754. Elle surprend même l'archevêque de Narbonne, qui le 8 février laissait entrevoir au garde des Sceaux la possibilité d'un compromis : *Il me paraît que l'on tient à exiger des*

(290) P-V 13 déc. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f^o 170 v^o).

(291) Il s'agit des membres de la commission chargée de l'équivalent.

(292) *Hte-Gar.*, C-2326, f^o 144, 156, 164, 173, 182, 234.

(293) *Hérault*, A-90, f^o 25.

(294) Le cas de Vassal, qui cautionne l'adjudicataire en 1762 peut être cité en exemple : Vassal a « *déjà été chargé des entreprises les plus considérables de la province, et notamment de celle dont il s'agit, et il a assez fait connaître ses talents et ses facultés pour faire juger à MM. les commissaires (des Affaires Extraordinaires) que son cautionnement suffisait seul* » (*Hte-Gar.*, C-2405, f^o 519).

(295) Règl. 1729-1735 (art. 4) ; 1747-1754 (5).

(296) Cf. *supra* pp. 221 sq.

cautions dans la province... tel est notre usage de tous les temps. Je ne vois point que celle clause puisse écarter les compagnies de Paris qui se présentent. Il leur sera facile d'en trouver soit en donnant un léger intérêt à ces cautions ou en leur donnant une très légère somme comme par exemple 1.000 écus ou 4.000 francs... et peut être moins. Je crois que nous ne nous rendrons pas difficiles sur la solvabilité des cautions, surtout dès qu'ils en auront à Paris ou ailleurs en état d'y suppléer » (297). Mais la commission des affaires extraordinaires de l'assemblée se montre intraitable, à tel point que l'archevêque juge plus prudent de ne pas soumettre la question aux Etats où elle aurait *« infailliblement existé du feu »* : *« Je ne crois pas à propos que vous insistiez là-dessus, écrit-il le 11 février au garde des Sceaux, tant on me paraît monté pour l'exécution des anciens usages »* (298). Les Etats devront cependant renoncer cette année-là, après l'intervention du maréchal de Richelieu, à interdire l'enchérissement au sieur Butty en se fondant sur les dispositions du règlement concernant le cautionnement. Butty obtient l'adjudication de haute lutte, mais l'assemblée retrouve ses droits — et elle en profite pour manifester son humeur — dès lors que l'adjudicataire présente ses cautions : sur la liste *« il n'y a que Meyssat, maire d'Annonay, habitant de la province, dont les facultés ne paraissent pas assez connues et suffisantes pour s'en contenter... Si Butty demeure définitivement adjudicataire, il devra renforcer son cautionnement d'autres personnes habitants de la province, dont la solvabilité soit suffisamment reconnue »* (299)... Il ne peut être question, on s'en doute, de réadjudger sur folle enchère, et les Etats devront bel et bien se contenter de cautions *« fort équivoques »* (300). Mais ils ne tardent pas à prendre leur revanche, comme on sait ; et ce sera pour eux l'occasion de vanter leur clairvoyance et de proclamer plus fort que jamais leur volonté de n'admettre qu'un cautionnement de *« personnes solvables de la province, y ayant leurs biens et domicile »* (301). Est-il nécessaire d'ajouter que les Etats n'auront plus à se battre pour faire appliquer cette réglementation.

IV. — LA SANCTION

Lorsque l'adjudicataire s'avère incapable de donner caution il est déclaré fol enchérisseur et le bail est réadjudgé. L'application de la sanction met donc en jeu une procédure particulière qui permettra de fixer le montant de la folle enchère. C'est alors une question de recours et de responsabilité qui se posera.

(297) *Arch. Nat.*, H-857, n° 33.

(298) *Arch. Nat.*, H-857, n° 35.

(299) P-V 8 mars 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 397).

(300) L'expression est de l'archevêque de Narbonne (*Arch. Nat.*, H-857, n° 48) ; quant au maréchal de Richelieu, il reconnaît le 11 mars 1754 que ce cautionnement pourrait, *« à toute rigueur, exiger quelque critique »* (*id.*, n° 47). Deux habitants de la province finalement avaient cautionné l'adjudicataire : Meyssat et Antoine Pradines, de Béziers (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 459 ; *Arch. Nat.*, H* 748²¹⁹, n° 2).

(301) P-V 25 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-2400, f° 40 v°) ; Règl. 1757-1781 (art. 2) ; 1787 (5).

A) LA READJUDICATION SUR FOLLE ENCHERE

En principe ce sont les Etats qui procèdent à la réadjudication, mais on voit également intervenir les assemblées diocésaines — au moins au XVI^{me} siècle lorsque la délivrance est faite par diocèse. On sait que ces assemblées se réunissent peu après la fin de la session des Etats : une criée est ainsi organisée dans le cadre de l'assemblée diocésaine intéressée, et les résultats obtenus en 1530-1531 après la folle enchère de Guillaume Durant prouvent l'efficacité du procédé (302). L'attitude des Etats d'ailleurs n'est pas fixée d'une façon absolue. Les folles enchères sont rares et les circonstances parfois commandent. Tantôt les Etats se déchargent purement et simplement de la réadjudication sur l'assemblée diocésaine (303) ; tantôt il est procédé à deux criées successives, l'une dans le cadre des Etats, l'autre dans le cadre de l'assemblée locale (304). En 1579 enfin, s'agissant de réadjudger l'équivalent dans le diocèse d'Agde, les Etats procèdent eux-mêmes à l'opération, après avoir informé les intéressés de leur intention de renvoyer l'affaire à l'assemblée diocésaine dans le cas où l'offre ne serait pas raisonnable (305). Le recours à l'assemblée diocésaine est ici envisagé comme un dernier remède. Est-ce l'indice d'une évolution ? de toute façon après 1579 les assemblées locales ne sont plus appelées à intervenir : toute la procédure se déroule devant les Etats provinciaux (306), exactement comme dans le cas de folle enchère après une délivrance en bloc.

L'organisation de la nouvelle criée est basée sur un principe posé le 11 décembre 1620 : le concurrent dont l'offre a été couverte par le fol enchérisseur est tenu de « *soutenir sa surdité et prendre la ferme au prix d'icelle* » (307). L'adoption de cette mesure n'est pas étrangère, semble-t-il, à l'action menée par les Etats contre les coalitions d'enchérisseurs. On sait qu'en 1620 La Coste, après avoir poussé l'enchère jusqu'à 226.500 l., fut déclaré pour la forme fol enchérisseur (308) ; son concurrent, Salvan, fit-il quelque difficulté pour maintenir son offre de 226.000 livres quand il eut conscience d'avoir été dupe de la manœuvre des Etats ? de toute manière ceux-ci incorporent la nouvelle disposition au règlement en 1624, et ils l'y maintiendront jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (309). Ils auront l'occasion de l'appliquer à deux reprises : en 1655 et en 1682. En 1655 l'entreprise est réadjudagée à Dejean, dont l'offre (317.800

(302) Durant avait obtenu l'adjudication dans le diocèse de Lodève pour 2.075 livres ; dans le diocèse de Carcassonne pour 5.025 l. ; dans celui de Toulouse pour 20.100 l. et dans celui du Puy pour 7.000 l. Après réadjudication les prix suivants sont atteints : Lodève, 1.600 l. ; Carcassonne, 5.025 l. ; Toulouse 19.500 l. ; Le Puy 6.825 l. (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 459, 474 v^o, 502, 538 v^o, 582).

(303) Sur les Etats de Gévaudan en 1570 (*Hte-Gar.*, C-2282, f^o 307).

(304) Ce fut le cas après l'affaire Durant.

(305) *Hte-Gar.*, C-2283, f^o 307 v^o, 322.

(306) *Hte-Gar.*, C-2286, f^o 72 ; C-2296, f^o 13 v^o.

(307) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 14 v^o.

(308) Cf. *supra* p. 228.

(309) Règl. 1624-1684 (art. 4) ; 1687-1723 (5) ; 1729-1735 (4) ; 1741-1754 (5) ; 1757-1781 (2) ; 1787 (5).

livres avait été couverte par celle du fol enchérisseur (323.800 l.) (310). En 1682 Soulier, qui avait obtenu l'adjudication pour 320.000 livres ayant été déclaré fol enchérisseur, les feux sont allumés « *sur la dernière offre faite par Tourgan* » (319.000 livres), et Melon obtient l'adjudication sur une enchère de 1.000 livres (311). Le prix de 320.000 livres étant à nouveau atteint, les dégâts sont ici limités au maximum. Lorsque par contre il y a une différence en moins entre le prix de la seconde adjudication et celui de la première, c'est une question de recours qui se pose.

B) RECOURS ET RESPONSABILITE

L'exercice d'un recours contre le fol enchérisseur ne soulève pas de problème. En cas de réadjudication, proclame le règlement, « *sera baillée la ferme au dernier surdisant et sera tenu le défaillant de payer la folle enchère* » (312). Les procès-verbaux sont également formels : l'entreprise est réadjudagée « *à la folle enchère, périls et fortune* » du défaillant (313). Il va sans dire que ce dernier doit payer non seulement la folle enchère, mais aussi les dépens entraînés par l'organisation d'une nouvelle criée (314). Ajoutons que le fol enchérisseur et ses cautions sont contraints au paiement de leur dette « *par toutes les voies dûes et raisonnables et par emprisonnement de leurs personnes comme pour les propres deniers du roi* » (315).

Le recours contre le fol enchérisseur peut être illusoire. Dans ce cas la perte est supportée par la province. Le règlement (art. 1^{er}) est formel : « *L'équivalent sera baillé aux périls et fortune du pays* ». Et les Etats, qui ont toujours considéré le droit d'équivalent comme un élément du patrimoine de la province, n'ont jamais songé sérieusement à discuter le principe posé par l'article cité. Tout au contraire le risque couru servirait de justification à certaines revendications. C'est ainsi que l'assemblée proclame volontiers son droit de modifier le règlement de l'imposition, « *vu qu'était audit pays et à leurs périls et fortune* » (316).

A priori le principe défini ci-dessus s'applique sans difficulté : le produit de l'équivalent et celui de l'aide étant complémentaires, le taillable est imposé plus ou moins, en fonction du rendement de l'équivalent. Le seul problème qui se pose — et il se pose seulement au XVI^{me} siècle, lorsque la délivrance est faite « *en particulier* » — est de savoir qui supporte la perte en cas d'insolvabilité du fol enchérisseur. Est-ce l'ensemble du taillable, ou bien le seul diocèse intéressé? en 1530 les Etats admettent sans difficulté que la somme correspondant à la folle enchère de Durant soit mise « *à la charge dudit pays... si (elle) ne peut*

(310) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 196 v^o, 202, 207, 212 v^o.

(311) *Hte-Gar.*, C-2326, f^o 141, 156, 164, 173, 182, 234, 248, 253.

(312) Règl. 1542 (art. 3) et suiv. mentionnés *supra* note 309.

(313) *Hte-Gar.*, C-2282, f^o 307.

(314) P-V 20 déc. 1530 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 462).

(315) *Hte-Gar.*, C-2296, f^o 14. Exemples d'application en 1539 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 111 v^o), en 1570 (*id.*, C-2282, f^o 307), en 1655 (*id.*, C-2307, f^o 212 v^o)...

(316) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 200.

être recouvrée par le roi ou son trésorier » (317) Mais quelques années plus tard ils changent d'attitude : constatant le 18 octobre 1539 — deux jours après la délivrance — que Régi, adjudicataire dans le diocèse de Narbonne, n'a pas donné caution, ils délibèrent que « *lesdits du diocèse de Narbonne, poursuivront si bon leur semble ledit Régi devant les commissaires, le tout à leurs périls et fortunes sans que le demeurant du pays de Languedoc soit tenu de rien porter de la folle enchère, s'il échoit* » (318). L'assemblée revient sur cette affaire le 24 septembre 1541 : c'est pour conclure que les consuls de Narbonne ne peuvent « *jeter la folle enchère sur les autres diocèses, mais (qu'ils) la porteront sur eux* » (319), et le 17 octobre 1542 les Etats sont toujours aussi fermes dans leur détermination (320). En fait cette attitude nous paraît surtout motivée par le désir de retarder, dans la mesure du possible, l'échéance du paiement. Peut-être est-ce là une façon de s'assurer que l'on ne poursuit le pays, débiteur accessoire, qu'à bon escient ? quoiqu'il en soit, le 4 octobre 1543, estimant sans doute avoir suffisamment temporisé, l'assemblée se penche à nouveau sur l'affaire Régi, et sans fausse honte elle délibère que « *le syndic conseillera la matière, et si trouve par conseil que le pays ait droit, (il) le pourra poursuivre, et si trouve que n'ait droit (il) la laissera* » (321). L'assemblée encore une fois ne s'encombre ni de principes ni de scrupules, mais en définitive c'est bien dans l'un des chapitres du budget général de la province que la somme correspondant au montant de la folle enchère doit être portée.

V. — LES SURETÉS SUPPLÉMENTAIRES

Jusqu'en 1664 seul le cautionnement garantit l'exécution des obligations du fermier, notamment le paiement du bail. Sans doute les Etats de la Ligue réunis à Toulouse en mars 1592 ont-ils exigé d'Arnaud Pellaipoix qu'il fournisse « *en avances sur le prix de sa ferme principale la somme de 1.400 écus* » ; mais ce fut à titre de prêt remboursable à court terme (322). Quant à Teysses, proposant le 21 mars 1624 de « *bailler comptant par avance 264.000 livres en un seul paiement* », il n'entendait pas suppléer à un défaut de cautionnement, mais simplement obtenir l'adjudication à bas prix (323). L'obligation de déposer dans la caisse de la province une certaine somme « *outre le cautionnement, pour plus grande sûreté du prix de l'affermé* », est imposée pour la première fois au fermier général Amans Daudé le 31 janvier 1664 (324). Aucun renseignement n'est fourni sur les raisons de la décision des Etats. Les cautions présentées par Daudé sont bonnes (325), et d'ail-

(317) Hte-Gar., C-2277, f° 474 v°.

(318) Hte-Gar., C-2278, f° 111 v°. La folle enchère fut de 400 livres (*id.*, f° 119, 134).

(319) Hte-Gar., C-2278, f° 171 v°.

(320) Hte-Gar., C-2278, f° 236 v°.

(321) Hte-Gar., C-2278, f° 270 v°.

(322) Hte-Gar., C-2286, f° 187 v°.

(323) Cf. *supra* p. 213.

(324) Hte-Gar., C-2324, f° 149.

(325) P-V 26 janv. 1664 (Hte-Gar., C-2314, f° 79 v°).

leurs on pourra constater par la suite que l'assemblée se refuse à recevoir en dépôt une somme supplémentaire en contre-partie d'un cautionnement insuffisant : en janvier 1682 elle repousse une proposition faite dans ce sens par Soulier (326), et en 1747 elle procède de même avec le sieur Romieu désireux de « *suppléer au défaut de cautions résidentes dans la province* » (327). A notre avis le « *fonds d'avance* » est destiné à garantir l'exécution des obligations du fermier tout particulièrement dans le cas où ce dernier invoque une non-jouissance. Le problème en 1664 préoccupe grandement les Etats : les fermiers depuis 1655 se sont abstenus sous divers prétextes de payer la totalité du prix convenu, et le trésorier de la Bourse est de ce fait « *en des avances considérables* » (328). Pour remédier à cette situation les Etats posent donc le principe du paiement obligatoire des quartiers échus, « *par voie de consignation... jusqu'à ce que parties ouies la liquidation des prétendues non-jouissances soit réglée* » (329). L'institution du « *fonds d'avance* », dont le montant précisément correspond à celui d'un quartier du bail en 1664, paraît liée à cette réglementation. Ajoutons que tous les successeurs de Daudé sans exception devront accorder à la province la nouvelle garantie, qualifiée de « *supplément de cautionnement* » ou de « *nantissement ou renforcement de cautionnement* » (330).

Quelques précisions doivent être fournies sur le montant du fonds, sur son renouvellement et sur la sanction prévue en cas de manquement.

LE MONTANT DU FONDS D'AVANCE

Le montant du fonds reste fixé à 75.000 livres pendant plus d'un demi-siècle. En 1665, rappelons-le, la somme de 75.000 livres représente le prix d'un quartier du bail. Il n'en est pas de même évidemment en 1720. La garantie a diminué à proportion de l'augmentation du prix de l'adjudication. En 1723 précisément le fermier réclame une indemnité pour non-jouissance et il finit par obtenir qu'il lui soit « *tenu compte* » de 75.947 livres sur les sommes dont le paiement a été sursis en 1721 et en 1722 (331). On en déduit que le montant des sommes impayées excède celui du fonds, et que le trésorier de la Bourse, malgré la précaution prise, est en avance avec le fermier. Aussi le 14 février 1724 les Etats font une obligation à l'adjudicataire de « *payer par avance, pour renforcer son cautionnement, la somme de 412.000 livres* » (332). Cette somme, « *qui demeurera à la province par nantissement* », ne représente pas seulement le prix d'un quartier, mais celui d'une année du bail.

Le montant du fond restera fixé à 412.000 livres jusque dans les dernières années de l'Ancien Régime. Il va sans dire que la garantie diminue progressivement, comme dans la période précédente ; l'évolution est même rapide puisque l'entreprise est adjugée pour 1.298.000

(326) *Hte-Gar.*, C-2326, f° 164.

(327) Cf. *supra* p. 215.

(328) *Hérault*, A-120, f° 147.

(329) Règl. 1664, art. 4.

(330) *Hte-Gar.*, C-2315, f° 233 v° ; C-2364, f° 19 v°.

(331) P-V 18 févr. 1723 (*Hte-Gar.*, C-2367, f° 47 v°).

(332) *Hte-Gar.*, C-2368, f° 102.

livres en 1754 (333). En 1787 l'exploitation de la ferme est compromise par la contrebande à main armée, et le fermier obtient une indemnité de 188.000 livres pour sa non-jouissance. Mais le produit de l'équivalent étant affecté en totalité à diverses dépenses, les Etats ne peuvent envisager l'éventualité d'un rabais sur le prix du bail. Ils conviennent donc le 22 décembre 1787 — quelques jours avant de procéder à l'adjudication — d'ajouter la somme de 188.000 livres à celle de 412.000 livres consignée entre les mains du trésorier de la Bourse, « *pour servir de cautionnement lors du prochain bail si le fermier actuel est encore adjudicataire, sinon lui être remboursée* » par le partisan qui lui succèdera (334). Ainsi le fonds d'avance se monte à 600.000 livres à la fin de l'Ancien Régime.

LE RENOUVELLEMENT DU FONDS D'AVANCE

Aux termes de son contrat, passé le 31 janvier 1664, Amans Daudé doit « *bailler la somme de 75.000 livres dans le mois après l'ouverture des Etats* » — l'ouverture de la session suivante s'entend. Le fermier est exact : le 15 décembre 1664 — dix jours après l'ouverture de la session — il prie l'assemblée de « *recevoir ladite somme et en même temps de lui en passer contrat d'obligation pour être remboursé à la fin de son bail* » (335). Le dépôt précède donc l'entrée en jouissance (1^{er} mars 1655). Quant au remboursement, il est prévu qu'il sera effectué par imputation sur le prix du dernier quartier du bail ; en fait les Etats feront une délégation : le nouvel adjudicataire sera chargé de rembourser Daudé. Le procédé sera constamment utilisé par la suite (336), et finalement sanctionné par le règlement en 1781 : « *Ledit fonds d'avance de 412.000 livres restera entre les mains du trésorier de la Bourse jusqu'à la fin du bail passé à l'adjudicataire, sans qu'il en soit fait aucune imputation, en tout ou en partie, sur le prix de la ferme, et ne lui sera remboursé qu'à la fin dudit bail, soit par la province, soit par le fermier qui lui succèdera* » (337). Précisons que la somme avancée porte intérêt au « *denier de l'ordonnance* » (338).

LA SANCTION

Une clause du contrat de bail passé avec Laffon le 14 février 1724 stipule qu'« *à défaut de remettre audit délai la somme prescrite, la ferme sera mise le 1^{er} novembre à la folle enchère* » (339). Cette brusque rigueur — aucune sanction auparavant n'ayant jamais été envisagée — nous paraît en rapport avec le relèvement du montant du fonds décidé

(333) *Hte-Gar.*, C-2396, f^o 400.

(334) P-V 11 janv. et 22 déc. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f^o 503 ; C-2430, f^o 43).

(335) *Hte-Gar.*, C-2314, f^o 149.

(336) P-V 14 janv. 1695 (*Hte-Gar.*, C-2339, f^o 68) ; 24 janv. 1707 (*id.*, C-2351, f^o 179 v^o) ; 16 févr. 1719 (*id.*, C-2363, f^o 136 v^o)...

(337) Règl. 1781 (art. 3) ; 1787 (4).

(338) Denier 20 en 1724 (*Hte-Gar.*, C-2368, f^o 102 ; C-2369, f^o 19 v^o) ; denier 25 en 1770 et 1776 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; *Hérault*, A-116, f^o 238) ; denier 20 en 1781 (Règl., art. 3) et 1787 (Règl., art. 4).

(339) *Hte-Gar.*, C-I, f^o 33.

cette année-là. Les Etats prennent d'ailleurs toutes les précautions : prévoyant qu'ils ne seront pas assemblés au moment de l'échéance, ils nomment quatre commissaires « *pour procéder à la folle enchère en cas d'inexécution du paiement desdits 412.000 livres au mois d'octobre, et passer un nouveau bail à celui qui fera la condition meilleure en donnant des cautions suffisantes* » (340). Mais Laffon remplira ponctuellement ses engagements, et les Etats rassurés jugeront inutile par la suite de prévoir expressément la sanction. Ils n'auront jamais à le regretter.

SECTION II

Le cautionnement devant les assemblées diocésaines

Le règlement au XVI^{me} siècle prévoit la réception de l'adjudicataire ou de son ayant cause à la « *première assiette de chaque diocèse* », tenue en principe quelques semaines après la clôture de la session des Etats. Les receveurs généraux de la généralité dans laquelle le diocèse est compris sont informés de la réception par acte signé en bonne forme, dans le mois qui suit, afin de pouvoir contraindre les partisans à remplir leurs obligations — les partisans ou éventuellement les représentants du diocèse, puisque la réception est faite « *aux périls et fortune* » de ce dernier (341). Le règlement précise d'ailleurs que « *les consuls et diocésains ne peuvent être exécutés, convenus ni tirés en cause par les receveurs pour les deniers de l'équivalent, (avant) que premièrement, selon la disposition de droit, discussion ne soit faite contre le principal et ses cautions* » (342). Les représentants de chaque diocèse, sachant parfaitement les risques auxquels ils s'exposent en cas de défaillance du débiteur principal, ne manquent pas d'exiger des garanties. Les « *lettres de bail* » les y autorisent, faisant même de la réception des cautions par l'assemblée diocésaine une condition *sine qua non* de l'entrée en jouissance de l'adjudicataire. Le principe, déjà posé au XV^{me} siècle, est applicable quelle que soit la forme de la délivrance : en bloc ou par diocèse. Dans tous les cas en effet la responsabilité des diocésains est engagée. A l'extrême fin du XVI^{me} siècle d'ailleurs, lorsque les délivrances en bloc se généralisent, la décision des Etats de « *décharger* » l'adjudicataire du bloc de « *bailler* » d'autres cautions que celles de la folle enchère (343), confirme le rôle traditionnel des assemblées locales dans la réception des cautions du « *principal* ». Les fermiers généraux de leur côté veulent sous-affermier à qui bon leur semble, comme le règlement les y autorise (344), et tout naturellement ils s'efforcent d'échapper au contrôle des

(340) P-V 21 févr. 1724 (*Hte-Gar.*, C-2368, f° 136).

(341) P-V 21 sept. 1501 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 21), 23 oct. 1600 (*id.*, C-2290, f° 162 v°), 3 sept. 1601 (*id.*, f° 220) ; Cf. également les instructions aux commissaires chargés de présider l'assemblée du diocèse de Toulouse, déc. 1509 (*Hte-Gar.*, C-747) ; sur les exécutions faites sur la personne du syndic de Toulouse en 1558 : *Hte-Gar.*, C-692 ; en 1618 : *id.*, C-707.

(342) Règl. 1548, art. 6.

(343) Règl. 1605-1614 (art. 6) ; 1618 (7).

(344) Règl. 1605-1614 (art. 6) ; 1618-1620 (7).

assemblées locales. Les Etats n'osent pas les mécontenter : l'une de leurs préoccupations principales à cette époque sera de concilier les droits et les intérêts des parties en présence.

La réglementation en vigueur au XVI^me siècle reste malgré tout inchangée dans son principe jusqu'à l'engagement de l'équivalent... et même au delà puisque les dispositions concernant les adjudications « *en particulier* » continuent de figurer dans le règlement jusqu'en 1729. En fait après le rachat du droit en 1655 la délivrance est toujours effectuée en bloc, sous la seule responsabilité de l'assemblée provinciale ; et celle-ci on ne l'ignore pas, sait prendre ses précautions. C'est d'ailleurs le plan adopté dans l'étude des garanties octroyées aux Etats que nous suivrons.

I. — LA RÉCEPTION DES CAUTIONS

Ce sont en principe les assemblées diocésaines qui sont chargées de la réception. Néanmoins, à l'époque où les délivrances en bloc se multiplient, les Etats provinciaux pressés par les fermiers généraux de faciliter le sous-affermage admettent que les cautions soient reçues par les trésoriers de France ; ils contraignent même les diocésains à accepter l'avance d'un quartier du bail pour tenir lieu de garantie.

A) LA RECEPTION DES CAUTIONS PAR LES ASSEMBLEES DIOCESAINES

L'adjudicataire (ou son représentant) se présente devant l'assemblée diocésaine (345), exhibe son titre — on sait qu'il s'agit des « *lettres de bail* » — et nomme ses cautions. L'assemblée va délibérer. Et certes ses membres sont particulièrement qualifiés pour discuter les reproches pouvant être adressés à des cautions domiciliées en principe dans le diocèse dont s'agit (346)... Il va sans dire que l'adjudicataire n'assiste pas à la délibération ; il n'est admis à nouveau dans l'assemblée que pour entendre la conclusion, de la bouche même du président.

Aucune difficulté lorsque le cautionnement est jugé suffisant : l'assemblée prend acte de l'engagement des cautions et elle ordonne la lecture du règlement ; l'adjudicataire jure d'en observer les dispositions et de bien et dûment exercer sa charge, après quoi il est autorisé à se prévaloir du contenu des « *lettres de bail* » — il est « *mis en possession et saisine* » de la ferme, déclarent les procès-verbaux, « *en possession réelle et actuelle du bail par tradition d'icelui entre ses mains* » (347). Dans le cas contraire les diocésains d'une manière générale n'appliquent pas immédiatement la sanction. Des précautions sont prises mais des délais sont accordés : Antoine Guilhe ayant offert aux Etats du Vivarais tenus à Saint-Péray le 11 novembre 1560 « *de présenter ses pleiges par toute la journée* », il lui est volontiers accordé jusqu'à « *l'heure de 4 dudit jour* », puis jusqu'au lendemain 12 novembre au matin, où les

(345) Gard, C-629, f° 282 v° ; Hte-Loire, C-7300 ; Hte-Gar., C-707, n° XV ; Tarn, C-265, f° 9...

(346) Cf. par exemple P-V Etats Vivarais, 13 janvier 1546 (Ardèche, C-752, n° 7).

(347) Ardèche, C-752, n° 32 ; C-753, n° 32 ; Gard, C-629, f° 282 v°.

commissaires octroient encore un nouveau délai de vingt-quatre heures (348). Il n'est pas rare que le délai se prolonge après la clôture de la session (349), notamment lorsque l'intéressé offre déjà certaines garanties (350). Dans ce cas un des commissaires de l'« assiette » est proposé à la réception des cautions.

L'attitude des assemblées diocésaines peut donc être comparée à celle des Etats provinciaux : il faut vraiment que l'intéressé s'avère incapable de donner caution pour que l'entreprise soit réadjudgée. Certes il convient de faire certaines réserves : nous verrons les Etats en 1564 censurer une décision excessivement rigoureuse de l'assemblée du diocèse de Toulouse (351). On doute même que la sévérité manifestée par les diocésains en plusieurs circonstances ait été motivée par le souci de l'intérêt bien compris du département représenté. Encore que la preuve d'une collusion entre les membres d'une assemblée et les partisans locaux soit pratiquement impossible à faire, les conditions dans lesquelles certains partisans étrangers ont été évincés laissent perplexes. François Goty, de Quézac (diocèse de Mende), dénonce en 1546 l'« *indue malice et conjuration* » des membres des Etats du Vivarais — ce qui est peut-être pour un fol enchérisseur une façon d'exprimer son dépit. Il faut bien constater cependant que le bail est réadjudgé à l'un des sept membres de l'assemblée chargés de se prononcer sur le cas dudit Goty ; bien plus, alors que l'une des cautions du nouvel adjudicataire est inconnue des commissaires, deux de ces derniers — le bailli de Joyeuse et Etienne Sanglier, juge de Bologne, auxquels se joint Antoine de Faye, notaire, subrogé par le syndic du Vivarais à l'effet de requérir contre Goty — deviennent certificateurs de l'autre caution, Jean Sanglier, juge d'Aubenas. Goty, on le voit, pouvait avoir quelque raison de s'élever contre l'« *entente intelligence et tromperie et dol* » des députés (352). De même Antoine Guilhe, de Carcassonne, adjudicataire du bail dans le même pays de Vivarais quinze ans après Goty : le 13 novembre 1560, après le refus de l'assemblée vivaraise de recevoir ses cautions, il est procédé à la réadjudication. Plusieurs personnages enchérissent, notamment Pierre Bonet, marchand d'Annonay, et Mathieu Ladvenu, marchand d'Aubenas ; il faut même allumer un feu supplémentaire pour départager ces deux concurrents. Finalement Ladvenu obtient l'adjudication, et il présente pour caution... Pierre Bonet ! Antoine Faure, marchand de Tournon, cautionne également Ladvenu, après avoir cautionné Guilhe pour le haut-pays de Vivarais seulement. Noël Albert et Antoine Veyrenc, marchand d'Aubenas, autres cautions de Ladvenu, sont fermiers du diocèse respectivement en 1552 et en 1566. Parmi les associés de Veyrenc en 1566 on relève les noms de Siméon Bompas, de Largentière, fermier en 1554 ; de Guillaume Cussonel, d'Annonay, fermier en 1570 ; d'Antoine du Solier, de Privas, caution de Goty en 1545 ; de Gilbert Faure, d'Annonay, caution de Guilhe en 1560 ; d'Aimé La Teule, marchand d'Aubenas, caution de

(348) *Ardèche*, C-752, n° 21.

(349) P-V Etats Vivarais 28 déc. 1530 (*Ardèche*, C-329, f° 219-220) et 20 mai 1591 (*id.*, C-338, f° 44) ; P-V assemblée diocèse Albi 21 mars 1618 (*Albi*, CC-265, f° 9).

(350) *Ardèche*, C-329, f° 219-220 ; C-336, f° 12 sq. ; C-339, f° 514.

(351) Cf. *infra* p. 267.

(352) *Ardèche*, C-752, n° 7, 15, 16.

Claude Fournier, de Privas, fermier diocésain en 1576 (353)... Ce sont, on le voit, les mêmes personnages qui s'intéressent à l'adjudication, et l'on peut conjecturer qu'il en est ainsi dans d'autres diocèses : le 13 octobre 1582 les Etats de la province s'émeuvent des « *monopoles et menaces que les habitants de Valentine et autres du diocèse de Comminges font depuis douze ou quinze ans afin d'empêcher que personne ne surdise sur leur ferme du droit d'équivalent, laquelle autres que lesdits habitants n'ont pu avoir depuis certain temps* » (354). La responsabilité des membres des assemblées locales « *en leur propre et privé nom... en cas il serait établi les cautions avoir été frauduleusement et par monopoles refusées* » ne fait d'ailleurs pas de doute ; mais il est significatif que les Etats jugent opportun d'en rappeler solennellement le principe au début du XVII^{me} siècle (355).

B) L'INTERVENTION DES TRESORIERIS DE FRANCE DANS LA RECEPTION DES CAUTIONS

Que les partisans s'efforcent d'échapper au contrôle des assemblées diocésaines pendant le dernier quart du XVI^{me} siècle, le fait est incontestable, et il n'est pas moins certain que les événements facilitent leurs manœuvres. En 1591 par exemple l'assemblée provinciale dispense les intéressés de présenter leurs cautions aux diocésains d'Albi, de Mirepoix et d'Alet-Limoux, « *ce qu'ils ne pourraient faire sans danger d'être prisonniers et leurs cautions* » (356). Le choix de l'autorité chargée de la réception des cautions dans de tels cas pose un problème. En 1589 Dumas et Durant, adjudicataires du bail dans le pays de Vivarais, s'étaient adressés au duc de Montmorency, gouverneur et lieutenant général en Languedoc, en déclarant qu'ils avaient « *beaucoup plus de commodité* » pour trouver des cautions dans le diocèse de Nîmes, et aussi en insistant sur le fait que « *les deniers allaient à la recette générale du pays* ». Le duc les avait autorisés à « *donner leurs cautions dans ledit diocèse de Nîmes par devant les juges d'Alès, d'Anduze ou autres magistrats* », et finalement le cautionnement avait été reçu par Gilles Aldebert, lieutenant de juge dans la baronnie d'Anduze (357). Certains diocésains se déchargent eux-mêmes volontairement de la réception des cautions sur les trésoriers de France... avec l'espoir peut-être de faire retomber le dommage éventuellement sur l'ensemble de la province. Les Etats s'en émeuvent en 1595 (358), mais leur intervention n'empêche pas les Etats du Velay de renvoyer l'adjudicataire devant les trésoriers en 1600, en le priant seulement de « *rapporter l'acte de cautionnement avant d'entrer en l'exercice de la ferme* » (359).

(353) Comme Goty, Guilhe dénoncera l' « *intelligence* » des députés de l' « *assiette* » avec les partisans locaux (*Ardèche*, C-331, f° 195, 195 v° ; C-332, f° 136 v° ; C-733, f° 156 v° ; C-752, n° 7, 21, 23, 27, 76).

(354) *Hte-Gar.*, C-2284, f° 158 v°.

(355) P-V 23 oct. 1600 (*Hte-Gar.*, C-2290, f° 163).

(356) P-V 2 mars 1591 (*Hte-Gar.*, C-2288, f° 15).

(357) *Ardèche*, C-337, f° 208-209 ; C-753, n° 28-29.

(358) P-V 27 févr. 1595 (*Hte-Gar.*, C-2289, f° 25).

(359) P-V Etats Velay 9 mai 1600 (*Hte-Loire*, C-7301).

D'une manière générale les intéressés recourent à l'autorité des trésoriers lorsqu'ils éprouvent certaines difficultés de la part des assemblées locales. Les trésoriers sont appelés de ce fait à régler une partie du contentieux de l'affermage. C'est ainsi qu'Abel Boissy, adjudicataire dans le diocèse de Rieux en 1600, s'adresse à eux après que l'assemblée diocésaine a procédé à la réadjudication ; et les trésoriers lui accordent un délai, en consentant à ce que la réadjudication sorte à effet dans le cas où les cautions ne seraient pas présentées dans le délai fixé. Le partisan incapable de nommer des répondants n'aura d'ailleurs aucun scrupule à s'adresser à la Cour des Aides à l'expiration du délai, et la Cour ne se fera pas prier pour intervenir (360). Des controverses du même genre sont signalées dans d'autres diocèses, notamment Castres et Albi (361), et les plaintes affluent aux Etas : s'il advient, proclament ces derniers le 20 octobre 1600, que « *par ordonnance des trésoriers généraux de France ou arrêt de la Cour des Aides les cautions soient reçues, le pays et les diocèses en demeureront suffisamment déchargés, sauf au receveur général à poursuivre le paiement contre les fermiers, leurs cautions et nominateurs* » (362). Vaine proclamation, on le devine. On note cependant que l'assemblée provinciale admet le principe d'une réception des cautions en dehors de l'assemblée diocésaine intéressée. Quant à l'application, les assemblées diocésaines de toute façon ont l'ordre de procéder à la réadjudication lorsque l'adjudicataire néglige de leur présenter des répondants ; mais la réadjudication ne devient effective qu'à l'expiration d'un délai d'un mois, étant entendu que « *dans ledit temps* » l'intéressé s'est abstenu de faire recevoir ses cautions par les trésoriers de France (363). Comme l'adjudicataire qui a opté pour cette solution est seulement tenu de « *rapporter l'acte de cautionnement* » aux députés du diocèse, il faut conclure que ces derniers ont au début du XVII^{me} siècle perdu leur droit de contrôle exclusif en la matière.

L'intervention des trésoriers répond à une double nécessité : d'une part sauvegarder les droits des fermiers généraux dans l'organisation des sous-fermes ; d'autre part assurer la défense des intérêts locaux. Les trésoriers sont donc appelés à concilier les intérêts en présence — en se refusant par exemple à entériner une réadjudication mais en obligeant le sous-fermier à accorder aux diocésains une garantie supplémentaire (364). Les trésoriers ont un rôle délicat à remplir, dont ils n'ont peut-être pas toujours saisi l'importance. C'est sur le choix de leurs commissaires en effet que portent les principales critiques. Citons par exemple le cas de l'adjudicataire dans le diocèse du Puy, Jean Loubier, de Sommières, qui obtient des trésoriers en 1600 l'autorisation de faire recevoir ses cautions, toutes domiciliées à Sommières, par le juge de cette dernière ville, Pons Malboys (365). De tels commis remplissent-ils leur charge avec l'impartialité nécessaire? dans le diocèse du Puy précisément le dommage qui

(360) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 210, 327 v^o.

(361) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 153, 162 v^o, 210, 327 v^o.

(362) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 163 v^o.

(363) Règl. 1605, art. 9 et 10.

(364) Cf. notamment le cas du sous-fermier du diocèse de Lavaur en 1613 (*Hte-Gar.*, C-2294, f^o 9, 155 v^o) ; celui du sous-fermier du diocèse de Toulouse en 1618 (*id.*, C-707 ; C-2296, f^o 48) ; celui du sous-fermier de Mende, en 1621 (*Hérault*, B-32, f^o 559)...

(365) *Hte-Loire*, C-7301.

résultera de l'insolvabilité des cautions que l'adjudicataire Jacques Labry fait recevoir en 1606 par le lieutenant du juge ordinaire de Nîmes, sur commission des trésoriers de France, sera évalué à 5.000 livres : perte considérable, la levée des droits étant sous-affermée pour 8.550 livres par an (366). Le syndic du diocèse de Narbonne déplore également que les trésoriers expédient les commissions « à la volonté desdits fermiers » (367). Mais que peuvent bien faire les Etats ? proclamer que les officiers du roi doivent répondre de leurs actes (368), que les poursuites seront dirigées contre les fermiers, leurs cautions et nominateurs, et « contre ceux qui les auront reçus » (369), que les trésoriers de France « demeureront obligés comme nominateurs de l'insolvabilité et insuffisance des dites cautions » (370). Il est inutile de souligner la puérilité de ces propos, Le fait que les Etats soient amenés quelques années plus tard (en 1620) à interdire le cautionnement devant « aucun subrogé » est d'ailleurs significatif (371). Si les plaintes cessent à la fin du premier quart du XVII^{me}, c'est essentiellement parce que la responsabilité du fermier général peut être engagée sans difficulté.

Ajoutons que la mise au point du règlement en 1655 — après le rachat de l'équivalent — est pour les Etats l'occasion de critiquer l'« ancien article laissant les fermiers dans la liberté de faire recevoir leurs cautions par devant les députés des diocèses ou les trésoriers généraux de France » : ces derniers en effet « pourraient recevoir une caution insolvable et ensuite on serait en peine d'avoir recours contre eux pour l'indemnité »... Le prétexte est faux et il ne trompe personne. C'est en réalité une question de principe que l'on débat : le droit des agents du pouvoir central d'intervenir dans l'adjudication de l'équivalent. Sur plus d'un point le conflit sera violent et les Etats devront s'incliner. Mais en ce qui concerne la réforme de l'article envisagé ici les commissaires royaux se montrent accommodants, préconisant d'abord l'emploi de « termes généraux », puis reconnaissant avec l'assemblée l'impossibilité de « rester dans l'ambiguïté quant au contenu d'un article si important » (372). Il ne sera donc plus fait état de l'intervention des trésoriers dans la réception du cautionnement après 1655... ce qui n'implique pas bien entendu que les assemblées locales soient appelées à exercer le monopole qui leur est à nouveau reconnu en la matière.

c) SURETES ADMISES TEMPORAIREMENT A LA PLACE DU CAUTIONNEMENT.

La possibilité accordée aux fermiers en 1591 de « consigner le quartier de l'affirme toujours par avance et anticiper pour servir d'assurance ou lieu de caution » (373) reflète le même souci des Etats de concilier les droits et les intérêts en présence. La consignation du premier quartier

(366) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 309 v° ; *Hte-Loire*, 501-C-5423, f° 207-208 v°.

(367) *Hte-Gar.*, C-2293, f° 235 v°.

(368) P-V 28 août 1601 (*HteGar.*, C-2290, f° 212).

(369) Règl. 1605, art. 12.

(370) P-V 27 nov. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 136).

(371) P-V 1^{er} déc. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 5) ; Règl. 1620, art 2 (auparavant le règlement prévoyait que les cautions pourraient être reçues par les trésoriers « ou autres magistrats par eux nommés commissaires »).

(372) P-V 30 janv. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 183, 183 v°).

(373) Règl. 1591, art. 5.

se fait « entre les mains d'un marchand sûr et responsable, à la nomination des députés (du diocèse), et ainsi consécutivement des autres quartiers au commencement de chacun d'eux » (374).

Le paiement du bail est ainsi garanti... à la condition toutefois que le fermier continue de payer chaque quartier par avance. Or le bail dure trois ans, et trop souvent les difficultés de l'exploitation servent de prétexte aux partisans pour différer le paiement et prétendre obtenir un rabais. L'assemblée du diocèse d'Albi s'aperçoit ainsi en 1601 qu'elle n'a « pour l'avenir aucune sûreté » malgré la consignation d'un quartier, « de tant que la perte dépasse ledit quartier de plus de 1.500 écus » (375). Les diocésains d'Albi ne sont certainement pas les seuls à critiquer la nouvelle réglementation, puisque le 28 août de la même année 1601 les Etats provinciaux reviennent sur la décision prise dix ans auparavant : dorénavant « ne seront reçus lesdits fermiers à offrir autre assurance pour les deniers de l'équivalent que par cautions, sans avoir égard aux dépôts, avances de deniers ou autres voies extraordinaires dont ils se voudraient servir au lieu desdites cautions » (376).

II. — L'ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT

Dès le début du XVI^m siècle il est établi en principe que le fermier doit « bailler cautions de la somme que monte sadite ferme pour une desdites 3 années ». Ainsi fixé le cautionnement « servira pour chacune d'icelles années », garantissant le paiement de l'« entier prix » du bail (377). Cette réglementation reste en vigueur pendant toute la durée du XVI^m siècle (378), et de nombreux procès-verbaux témoignent de son application (379).

Nous ne reviendrons pas sur l'évolution qui se produit à l'époque des guerres de Religion. De toute façon au début du XVII^m siècle le bail n'est plus délivré qu'en bloc, et les assemblées diocésaines se montrent particulièrement sévères dans la réception des cautions présentées par les sous-fermiers. Non sans raison : pendant les troubles les fermiers généraux ont installé dans les diocèses des individus sans scrupule, insolvables au surplus — les cautions étant reçues sans examen sérieux par les trésoriers de France ou même par des magistrats subalternes. Les fermiers généraux étant eux-mêmes irresponsables, les diocésains ont en fin de compte supporté des frais considérables. Aussi bien réagissent-ils : les Etats du Velay réclament à Jean Loubier en mai 1600 des cautions qui garantissent le paiement de la somme de 9.000 écus, « à quoi se monte

(374) P-V 23 oct. 1600 (*Hte-Gar.*, C-2290, f^o 162 v^o).

(375) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 211 v^o.

(376) *Hte-Gar.*, C-2290, f^o 212 v^o ; Règl. 1605-1614 (art. 8) ; 1618-1684 (9) ; 1687-1723, (8).

(377) Instructions aux commissaires et députés du diocèse de Toulouse, décembre 1509 (*Hte-Gar.*, C-747).

(378) P-V 3 sept. 1515 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 54 v^o) ; Règl. 1542 (art. 3). et suiv.

(379) *Hte-Loire*, C-7300 ; *Ardèche*, C-752, n^o 7, 21, 29...

le bail pour le trienne » (380). De même les députés du diocèse de Toulouse assemblés à Villefranche le 27 janvier 1621 ordonnent au sous-fermier d'Aubuisson de donner caution « pour le prix entier dudit afferme » (381) ; et Joseph Lacaze, à qui l'entreprise dans le diocèse d'Alet et Limoux est sous-affermée au prix de 4.800 livres par an, est cautionné pour la somme de 14.400 livres au mois de mars de la même année (1621) à Limoux (382). En 1620 précisément le texte du règlement a été modifié, et l'on remarque qu'il n'est plus question de limiter l'étendue du cautionnement : « les fermiers particuliers des diocèses seront obligés de bailler leurs cautions... qui s'obligeront pour l'entier prix de ladite ferme » (383). Il est évident que cette sévérité ne s'explique que par l'absence d'un recours direct des gens des finances contre le fermier général. Elle s'étend d'ailleurs, comme nous allons le voir, à toute la réglementation applicable en la matière.

III. — LES QUALITES REQUISES DANS LA PERSONNE DES CAUTIONS

Les documents datant des premières années du XVI^me siècle indiquent seulement que les cautions doivent être « bonnes et suffisantes » (384). Le domicile, la résidence ne seraient pas pris en considération. On voit effectivement les Etats du Vivarais assemblés à Tournon en décembre 1506 repousser le cautionnement de Marc Chabert, un habitant de Tournon, pour recevoir celui de deux étrangers au pays : Giraud Lambert, de Valence, et Pierre Reurard, de Lyon (385).

Certains abus, les dommages et inconvénients subis par les habitants du pays « à cause des pleiges non suffisants et étrangers... baillés aux villes et diocésains » incitent cependant les Etats de Languedoc à intervenir : le 3 septembre 1515 il est « conclu que ceux à qui les fermes seront délivrées seront tenus dorénavant de bailler aux consuls et aux diocésains de bonnes et suffisantes cautions, c'est à savoir un habitant et résidant dans le diocèse où ils seront fermiers ou plusieurs bons et suffisants, et les autres pleiges au plus prochain lieu d'icelui diocèse » (386). Si les raisons de l'intervention des Etats sont évidentes, le contenu de la délibération, on en conviendra, est susceptible de plusieurs interprétations. Or cette délibération sera incluse dans le règlement de l'équivalent et elle y figurera pendant toute la durée du XVI^me siècle. Les assemblées diocésaines pour leur part seront tentées de réserver l'entreprise à des diocésains. On voit par exemple les Etats du Vivarais refuser de recevoir les cautions de Goty et leur certificateur en mars

(380) Hte-Loire, C-7300.

(381) Hte-Gar., C-708.

(382) Aude, VII-C-8.

(383) Règl. 1620, art. 9.

(384) P-V 18 nov. 1503 (Hte-Gar., C-2276, f° 92 v°) ; dans le même sens, Instructions aux commissaires et députés du diocèse de Toulouse, 1509 (Hte-Gar., C-747).

(385) Ardèche, C-329, f° 6.

(386) Hte-Gar., C-2277, f° 54 v°.

1546, car « sont hors du diocèse » (387). Pour le même motif les cautions de Jean du Poix, habitant de Carcassonne, sont écartées par les représentants du diocèse de Toulouse en 1564. L'attitude de l'assemblée diocésaine dans ce cas est significative, le syndic général Durant étant venu lui-même attester que les cautions présentées étaient « *capables pour quatre fois plus que ne se montait la ferme* ». Les Etats provinciaux croiront devoir intervenir : « *En baillant bonnes et suffisantes cautions ledit fermier et ses cautions seront reçus encore qu'ils ne soient habitants ou domiciliés de la ville et diocèse de Toulouse, à la charge toutefois que ledit fermier et ses cautions se soumettront et seront tenus de répondre du fait de ladite ferme et dépendances par devant les juges de Toulouse, et éliront leur domicile dans la ville de Toulouse* » (388). Les inconvénients de l'imprécision du texte applicable en la matière apparaîtront surtout pendant les troubles. On sait que les partisans se dispensent de faire recevoir leurs cautions par les assemblées locales. Antoine Dumas et Gilles Durant, de Sauve, adjudicataires de l'entreprise dans le Vivarais en 1589, prétendent que « *la coutume de cautionner dans les diocèses n'a été et n'est que pour la commodité des fermiers qui sont ordinairement d'iceux* » ; pour leur part n'étant pas connus (dans le Vivarais) ils ne pourraient trouver des cautions « *au gré et consentement des diocésains* » ; ils se feront donc autoriser par le duc de Montmorency à comparaître devant le juge d'Anduze, lequel ne fait aucune difficulté pour recevoir Charles du Sollier, d'Anduze, Pierre Pelissier, marchand de Clarensac, Jésus d'Aguerre, Antoine du Vieulx et Claude Pascal, de Nîmes (389). D'une manière générale les partisans ont recours à l'autorité des trésoriers de France, dont la compétence en la matière est reconnue par le règlement au début du XVII^{me} siècle (390). Qui plus est, aux termes du nouvel article 10 les trésoriers sont habilités à recevoir « *telles cautions solvables que lesdits fermiers aviseront* ». Est-ce l'abandon des principes proclamés en 1515 ? Non certes puisque le cautionnement d'après l'article 5 du même règlement doit être « *de personnes solvables, reçues et domiciliées en iceux (diocèses)* », cependant que l'article 8 est plus précis encore : « *Les fermiers particuliers ne seront reçus à offrir autre assurance auxdits diocèses... que par caution de personnes solvables, idoines, suffisantes et capables, résidentes et domiciliées en iceux* ». Ces dispositions contradictoires reflètent la préoccupation dominante des Etats à cette époque-là, leur souci de concilier les droits du fermier général dans l'organisation des sous-fermes avec les intérêts légitimes des diocésains. Les assemblées locales peuvent donc, en se fondant sur les articles 5 et 8, manifester leurs exigences traditionnelles, et elles ne s'en privent pas... lorsque d'aventure les cautions leur sont présentées : en janvier 1603 par exemple les Etats du Velay se refusent à agréer le sous-fermier Vidal Brunel, qui est un bourgeois de Mende, malgré le cautionnement du contrôleur des tailles dans le diocèse du Puy, Jacques Chantuel. Le partisan et sa caution ne seront reçus qu'à la condition de se faire « *nommer et certifier solvables, suffisants et capables* » par Me Robert de Chanoulhet, lieutenant au baillage

(387) *Ardèche*, C-752, n° 7.

(388) *Hte-Gar.*, C-2281, f° 216.

(389) *Ardèche*, C-758, n° 28, 29.

(390) Cf. *supra* pp. 262 sq.

de Gévaudan, par Jean Gibrat et Pierre Barthélémy, bourgeois, par Me Jean Gay, notaire de Mende et par plusieurs habitants de Marvejols et de Langogne, dont trois notaires (391). Il est évident que de nombreux sous-fermiers hésitent à se présenter devant les assemblées. Qu'à cela ne tienne ! Ils peuvent, aux termes de l'article 10, s'adresser aux trésoriers de France, et dans ce cas les conditions que doivent remplir les cautions sont beaucoup moins sévères, la solvabilité seule étant exigée.

Il n'est pas douteux que certains partisans abusent des facilités qui leur sont ainsi accordées. Le 24 novembre 1608 le syndic général d'Espagne se fait l'écho des plaintes qu'il a reçues à ce sujet (392). En 1612 le syndic du diocèse de Narbonne et le député du Puy sont parmi les plaignants. Le député du Puy en particulier déplore la réception par les trésoriers de cautions que le sous-fermier Jean Ymonier a vainement présentées devant l'assemblée diocésaine, s'agissant d'habitants de Bourg-Saint-Andéol inconnus dans le pays de Velay. Les faits justifieront les craintes du député : le partisan s'avèrera incapable d'exécuter ses obligations et, les garants étant défaillants, le dommage retombera sur le diocèse (393). Les abus de ce genre amènent l'assemblée en 1620 à modifier la réglementation applicable en la matière. Le nouvel article 11 fait seulement état de la possibilité laissée aux partisans de présenter leurs cautions aux trésoriers, et non plus « *telles cautions solvables qu' (ils) aviseront* ». Les partisans conservent donc le choix de l'autorité chargée de la réception, mais l'option en faveur des trésoriers ne les autorise pas à présenter des cautions ne réunissant pas les qualités que les diocésains seraient en droit d'exiger et qui sont expressément mentionnées dans les articles 6 et 9 (dont le texte n'est autre que celui des anciens articles 5 et 8 précédemment cités). Les trésoriers ne font pas de difficultés, semble-t-il, pour appliquer la nouvelle réglementation (394). Mais il est évident que la question perdra une grande partie de son intérêt à compter du moment où la responsabilité du fermier général sera automatiquement engagée en cas de défaillance d'un fermier diocésain. Or cette condition se réalise au début du deuxième quart du XVII^e siècle, quelques années avant l'engagement de l'équivalent.

IV. — LA SANCTION

Le refus des diocésains d'assumer la responsabilité de la réception entraîne la réadjudication de l'entreprise (395). Au XVII^e siècle, le règlement est particulièrement précis sur ce point : « *Au cas que les fermiers particuliers ne feront recevoir leurs cautions aux assemblées des assiettes desdits diocèses qui seront faites immédiatement après l'assemblée des Etats, les commissaires et députés des diocèses procéderont à l'affirme de l'équivalent à la folle enchère desdits fermiers, sans aucune sommation*

(391) *Hte-Loire*, C-7301 ; 501-C-5423, f^o 126 v^o.

(392) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 150 v^o.

(393) *Hte-Loire*, 501-C-5423, f^o 417 v^o ; *Hte-Gar.*, C-2293, f^o 235 v^o.

(394) *Hérault*, B-32, f^o 559.

(395) Règl. 1542 (art. 5) et suiv.

ni interpellation s'ils ne sont habitants dans le diocèse ou y ont élu domicile où ladite interpellation puisse être faite » (396). Nous ne nous étendons pas sur les formalités de la réadjudication. Elles ne varient guère quel que soit le cadre : Etats provinciaux ou assemblées diocésaines. Précisons seulement que toutes les conditions sont réunies pour assurer le succès des criées (397). La réadjudication entraîne ainsi des frais plus ou moins considérables (398), qui s'ajoutent au principal. La question du recours évidemment se pose ; compliquée par l'intervention du fermier général, elle nous retiendra quelque peu.

Le bail est réadjudgé aux « périls et fortune » des fermiers, indique le règlement (399) ; et les Etats le 23 octobre 1600 : « Pour le regard des fermiers qui n'ont présenté aucune caution à l'assiette, les députés des diocèses procéderont à l'affirme de l'équivalent à la folle enchère desdits fermiers, pour laquelle (folle enchère) sera permis aux syndics des diocèses de faire exécution sur les biens et personnes des fermiers, leurs cautions et nominateurs, sans discussion ni division, en vertu de la seule ordonnance des commissaires présidant en ladite assiette » (400). Les cautions « de la folle enchère » reçues par les Etats provinciaux vingt-quatre heures après la délivrance répondent du dommage, et de ce fait elles doivent être « appelées avant que tirer outre à la réadjudication ». Sans cela, observent les Etats du Vivarais en janvier 1546, « on ne pourrait valablement procéder » ; et d'ordonner l'assignation des cautions de l'adjudicataire, Français Goty, devant une commission de députés chargée de procéder éventuellement à la réadjudication. A la date fixée (23 mars 1546) l'entreprise sera réadjudgée à Louis du Pont pour 5.800 livres par an, et Goty et ses cautions, absents, seront déclarés responsables de « la folle enchère de la somme de 450 livres à laquelle se monte ce qu'il faut pour parfaire la somme 17.850 livres à quoi se montent les trois ans de la ferme suivant le bail passé par les Etats de Languedoc à Montpellier » (401).

Si le recours contre l'adjudicataire et ses cautions ne pose pas de problème lorsque la délivrance a été faite par diocèse (402), il en va

(396) Règl. 1605-1614 (art. 9) ; 1618-1684 (10) ; 1687-1723 (9). Obligation pour chaque fermier diocésain, à compter de 1620, d'élire domicile dans la ville chef de diocèse (Règl. 1620-1684, art. 8).

(397) Publications (*Aude*, VII-C-5, n° 1) ; renvoi de l'adjudication (*Albi*, CC-265, f° 23 v°-31) ; etc...

(398) 470 livres en 1612 dans le diocèse de Lavaur, pour une folle enchère de 1.800 livres (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 155-158) ; 795 livres en 1618 dans le diocèse de Toulouse (*id.*, C-707).

(399) Règl. 1542, art. 3.

(400) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 162 v° ; Règl. 1605-1614 (art. 9) ; 1618-1684 (10) ; 1687-1723 (9).

(401) *Ardèche*, C-752, n° 7, 8. Les frais entraînés par la réunion de la commission à Aubenas en mars 1546 se montent à 94 livres 4 sous.

(402) La responsabilité subsidiaire de la province — puisque ce sont les Etats qui ont procédé à la délivrance — n'est pas douteuse. Mais les Etats tiennent à s'assurer que le débiteur principal et ses cautions ont été discutés avant que la province soit mise à contribution : Cf. notamment leur comportement après la folle enchère d'Etienne du Ru en 1501 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 50, 51, 89, 108 v°, 117 sq., 129 v°, 135, 152, 331 v° ; C-2277, f° 6-10).

tout autrement dans le cas de délivrance en bloc. On peut en être surpris : le fol enchérisseur étant l'ayant cause du fermier général, la responsabilité de ce dernier ne paraît pas faire de doute. Ainsi, pour les Etats, la responsabilité de Meynier en 1601 : « *Attendu que l'affirme dudit équivalent fut délivrée en bloc en pleins Etats audit Meynier, qu'il en bailla cautions par devant MM. le trésoriers de France, commissaires desdits Etats, les Etats et diocèses du pays ne peuvent ni doivent demeurer en aucune chute ni perte, ni les contraintes pour le paiement du principal ou folles enchères être expédiées contre autres que les fermiers, leurs cautions et nominateurs* » (403). Les faits rapportés sont en tout point exacts : les Etats ont délivré le bail général à Meynier le 6 décembre 1599 ; le 8, « *le cautionnement pour la folle enchère a été fait en pleins Etats et reçu par le greffier du roi* » (404) et c'est Meynier lui-même qui a sous-affirmé la levée des droits dans les diocèses. Mais les déductions qu'en tirent les Etats ne sont pas admissibles en droit, car les sous-baux ont été passés (le 13 décembre 1599) dans la forme rituelle, mentionnant que les commissaires royaux ont fait « *encan de ladite ferme tant en bloc, sénéchaussée que diocèse* », et que, par exemple, « *l'affirme particulière du diocèse du Puy en la sénéchaussée de Beaucaire est demeurée à Jean Loubier, de Sommières, à ses périls et fortune* » (405). Dans chaque généralité les receveurs ne connaissent donc que les fermiers particuliers ; ils ne peuvent exercer aucun recours contre Meynier. Quant aux Etats ils avouent que l'adjudicataire a rempli ses obligations envers la province...

La leçon est cuisante et la réaction immédiate. Le 28 août 1601 le principe de la responsabilité du fermier général est formellement proclamé : « *Le fermier général, ensemble ses cautions pour toute la ferme, demeureront aussi cautions pour les fermes particulières* » (406) ; et dans le cas de folle enchère « *les receveurs généraux dresseront leurs contraintes contre les premiers fermiers ou contre le fermier du bloc, leurs cautions et nominateurs selon l'ordre du droit* » (407). Pour que les receveurs puissent agir contre le fermier général il importe évidemment que les baux soient passés « *en la forme que les délivrances auront été faites* ». Les Etats se préoccupent de la question le 28 août 1601, puis ils prennent la précaution en janvier 1615 d'obliger le nouvel adjudicataire du bloc, Paulet (de Villefort, au diocèse d'Uzès), à élire domicile dans la ville de Toulouse « *afin que le receveur général et les députés des diocèses de la généralité de Toulouse, en cas les sous-fermiers de Paulet ne bailleraient leurs cautions aux assiettes, aient moyen de faire tous actes de justice* » (408). A compter de 1620 c'est le règlement qui prescrit lui-même au fermier général l'élection de domicile « *ez villes capitales de chacune des généralités et chefs de sénéchaussées* » (409). Ajoutons que la passation des baux au

(403) P-V 28 août et 12 sept. (*Hte-Gar.*, C-2290, f° 212 ; 239 v°).

(404) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 92 v°, 94 v°.

(405) *Haute-Loire*, C-7301.

(406) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 212 v°.

(407) Règl. 1605-1614 (art. 11) ; 1618-1684 (12) ; 1687-1723 (11).

(408) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 228.

(409) P-V 11 décembre 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 14 v°) ; Règl. 1620, art. 8.

début du deuxième quart du XVII^m^e siècle se fait dans la forme prévue en 1601 (410). Incontestablement le problème de la responsabilité du fermier général est résolu avant l'engagement de l'équivalent, et les diocésains en sont eux-mêmes tellement convaincus qu'ils commencent à se désintéresser du sous-affermage (411).

(410) Cf. *supra* p. 218.

(411) En 1621 par exemple le fermier Bessière ne s'étant pas présenté devant l'assemblée du diocèse de Nîmes, comme les trésoriers de France s'étonnaient de ce que l'assemblée n'ait pas procédé à la réadjudication, le consul de Nîmes fit observer que « *le diocèse n'avait aucun intérêt en cela, d'autant qu'il avait été baillé des cautions pour le bloc par le fermier général* » (Hérault, B-32, f^o 735 v^o).

CHAPITRE III

Les effets du contrat de bail

La levée de l'équivalent sur le territoire de la province ou ses circonscriptions (sénéchaussée, diocèse) est cédée pendant un certain temps pour un certain prix. Il en résulte deux séries d'obligations, respectivement à la charge du preneur et du bailleur. Les développements qui vont suivre seront consacrés à l'étude de ces effets de droit.

SECTION I

Obligations à la charge de l'adjudicataire

Indépendamment de l'octroi de garanties aux diocésains, sur lequel nous ne reviendrons pas, les principales obligations imposées à l'adjudicataire concernent le recouvrement des droits, le paiement du bail et la reddition de compte.

I. — LES OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE
RELATIVEMENT AU RECOUVREMENT
DES DROITS

L'adjudicataire s'engage à lever les droits « *selon l'imposition et l'usage* », à « *entretenir, garder et observer les articles et conditions arrêtées dans l'assemblée des Etats pour la levée et perception des droits* ». Notons à ce propos le souci des autorités d'éviter toute confusion sur le contenu du règlement. Les actes antérieurs à l'engagement de l'équivalent précisent que les articles « *accordés en l'assemblée des Etats* » ont été « *reçus* » par le greffier pour le roi et « *dépêchés* » par lui ; et dans les actes postérieurs au rachat il est indiqué que l'original du règlement, paraphé par le fermier, est conservé en dépôt au greffe des Etats, une copie dûment collationnée, signée par l'archevêque de Narbonne et contresignée par le greffier, étant remise à l'intéressé.

Les Etats tiennent la main à ce que les fermiers n'excèdent pas leurs pouvoirs et le cas échéant ils n'hésitent pas à donner l'ordre aux syndics généraux d'intenter des poursuites (412). En outre l'assistance en justice est largement accordée aux habitants qui ont à se plaindre des agissements des fermiers (413) : « Vous devez, écrit le syndic général Joubert au syndic du Vivarais le 24 février 1755, vous rendre partie » au procès opposant le sieur Bousqueinaud au fermier de l'équivalent ; « après quoi, si malgré votre intervention qui peut être très nécessaire le juge prononçait quelque condamnation contre ledit Bousqueinaud il faudrait faire porter l'affaire en appel aux aides... Il ne faut rien négliger pour la défense des habitants qui sont attaqués mal à propos » (414).

II. — LE PAIEMENT DU BAIL

L'adjudicataire s'engage à payer le prix convenu, en renonçant à « prétendre aucun dédommagement » sous quelque prétexte que ce soit.

Dans la période antérieure à l'engagement de l'équivalent les deniers sont versés à la recette générale de chaque généralité (415), et ce sont en principe les fermiers diocésains qui sont chargés du paiement. Celui-ci est effectué par quartier — « un mois, ou au plus tard six semaines après les quartiers échus », déclare La Coste dans son traité (416). Les Etats partagent ces vues (417), mais les gens des finances sont réticents. De toute façon après le remboursement des engagistes en 1655 les receveurs n'auront plus de motif d'inquiétude, la recette de l'équivalent étant alors confiée au trésorier de la Bourse. On s'explique parfaitement que les Etats aient fait grand cas de cette modification lors de l'établissement du règlement en janvier 1655, pour bien « montrer que la disposition entière de ces deniers leur appartenait » Les receveurs généraux d'ailleurs « ne recevraient point de préjudice, d'autant que leur recette demeurerait égale, prenant tout entier l'octroi sur les biens taillables sans que soit diminué par le fermier de l'équivalent comme auparavant ». Les commissaires royaux cependant ont hésité à sanctionner le texte consacrant l'éviction des receveurs. Ils ne s'y résolurent que lorsque les Etats eurent affirmé leur intention d'affecter le produit de l'impôt au paiement du don gratuit (418). Le bien fondé de la « correction » fut alors immédiatement admis, et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime le règlement fait une obligation aux fermiers d'« apporter à leur frais et dépens les deniers de leurs fermes ez mains

(412) P-V 8 oct. 1526 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 347 v°), 27 janv. 1672 (*id.*, C-2318, f° 94 v°), etc...

(413) P-V 24 sept. 1541 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 167), 10 mai 1599 (*id.*, C-2290, f° 42), 4 sept. 1601 (*id.*, f° 222), 15 nov. 1605 (*id.*, C-2291, f° 133), etc...

(414) *Ardèche*, C-754, n° 59.

(415) Règl. 1566 (art. 5) ; 1570 et suiv. (6) ; 1605-1608 (13) ; 1614-1627 (14).

(416) *Op. cit.*, p. 66.

(417) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 290.

(418) P-V 30 janv. et 1^{er} févr. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 183, 183 v°).

du trésorier de la Bourse » (419). Précisons que le paiement sera toujours effectué par quartier, au plus tard six semaines après l'échéance. Il ne peut être anticipé et doit être effectué en monnaie ayant cours à l'échéance. Notons à ce propos une contestation, s'agissant du paiement du quartier de juillet 1720, échu au mois d'octobre. Les fermiers entendaient se prévaloir des dispositions de l'arrêt du conseil du 15 septembre 1720 autorisant le paiement des dettes contractées antérieurement à cette date en billets de banque. Les Etats s'élevèrent contre cette prétention, en déclarant qu'il ne s'agissait pas d'une dette dans le cas envisagé, mais d'« un forfait qui devait être acquitté aux termes convenus en espèces ou billets ayant cours » (420). Le conseil d'Etat leur donna entièrement raison (421).

III. — LA REDDITION DE COMPTE

Aucun article du règlement, aucune clause du bail n'impose au fermier l'obligation de rendre compte du paiement du bail. Mais cette obligation est traditionnelle, et son principe d'ailleurs est implicitement reconnu par les Etats dans une clause du contrat passé avec l'adjudicataire.

Dans la période qui précède l'engagement de l'équivalent les diocésains n'ont pas moins de raisons d'exiger des fermiers de bonnes cautions au début du bail que de s'assurer à la fin dudit bail que les intéressés ont fait honneur à leurs obligations. Pierre Froment comparait ainsi devant l'assemblée diocésaine d'Uzès le 4 février 1498 afin de rendre compte des paiements qu'il a effectués en tant que fermier entre les mains des trésoriers et receveurs généraux des finances : Froment exhibe les quittances qui lui ont été remises lors des paiements, lesquels « *acquits... veux, calculéz, bien visitéz et palpés* » par les députés, et ceux-ci ayant reconnu que le diocèse était « *bien et honnêtement acquitté envers le roi* », l'assemblée consent à ce que l'acte d'obligation envers le diocèse souscrit par le partisan soit « *rompu, cancellé et annulé* » (422).

L'établissement d'une chambre des comptes à Montpellier par l'édit de mars 1523 (423) et la prétention immédiatement affirmée par cette

(419) Règl. 1655-1684 (art. 14) ; 1687-1723 (13) ; 1729-1735 (6) ; 1741-1776 (7) ; 1781 (9) ; En 1787 l'article 2 précise que les deniers doivent être « *portés par l'adjudicataire, à ses frais et dépens, dans les bureaux de recette des deniers de la Bourse des Etats établis à Toulouse et à Montpellier, chacun desdits lieux pour sa généralité* ». Précisons que le fermier général doit toujours élire domicile dans ces deux villes : Règl. 1620-1684 (art. 8) ; 1687-1723 (7) ; 1729-1735 (5) ; 1741-1776 (6) ; 1780 (8) ; 1787 (12).

(420) P-V 24 janv. 1722 (*Hte-Gar.*, C-2366, f° 25), 25 févr. 1727 (*id.*, C-2371, f° 111 v°) et le 12 janv. 1728 (*id.*, C-2372, f° 54 v°). Cf. également *Hte-Loire*, C-7304, les documents sur l'affaire Forestier-Valmalette.

(421) Arrêts 7 et 11 mars 1721 (*Hte-Gar.*, C-161) et 9 oct. 1731 (*Hérault*, A-94, f° 129).

(422) *Gard*, C-1206, f° 283 v°-287.

(423) *Hérault*, A-210, f° 2 ; HL, t. XI, p. 213.

compagnie de contraindre les fermiers de l'équivalent à rendre compte devant elle vont jeter le trouble parmi les diocésains. Dès 1525 des plaintes parviennent à l'assemblée provinciale (424) et bientôt il est question dans les doléances des Etats des « vexations » essuyées par les fermiers devant la chambre (425). En 1535 un accord est envisagé entre les représentants de la chambre et l'avocat du pays (426), mais les Etats peu après se raidissent, prônant le retour aux anciennes et louables coutumes (427). Les lettres patentes du 20 avril 1539 contenant la réponse du roi aux doléances présentées l'année précédente (428) paraissent condamner les prétentions de la chambre : « *N'entendons, déclare le roi, que les gens de ladite chambre... prennent connoissance desdits deniers communs, fraix, & des pensions des étapes et gendarmerie, équivalent et affaires extraordinaires, ne d'autres que ceux et en la forme et manière que la chambre des comptes à Paris avoit accoutumé de connoître* » (429). En réalité les plaintes de l'assemblée dans les années qui suivent (430) témoignent que la chambre continue ses entreprises ; et l'on constate que les représentants de la province, s'ils veulent s'informer « *au vrai* » des sommes dûes par les fermiers, doivent députer quelques uns de leurs membres auprès de la chambre (431). Dans la deuxième moitié du XVI^e siècle celle-ci paraît avoir définitivement gagné la partie : les lettres patentes du 7 décembre 1581 confirment en effet le droit de la compagnie montpelliéraine d'éplucher les comptes relatifs aux paiements effectués à la recette générale (432), ce qui est le cas de l'équivalent.

Aussi bien pendant les guerres de Religion et au début du XVII^e siècle n'est-ce pas le principe de la reddition des comptes devant la chambre que l'on discute (433). Les réclamations portent à peu près exclusivement sur les abus commis par la chambre dans ses investigations. Des assignations sont données aux fermiers ou à leurs héritiers pour rendre compte de paiements effectués depuis vingt-cinq ou trente ans, constatent les Etats le 26 novembre 1576 ; or dans de nombreux cas les quittances et autres pièces justificatives ont disparu pendant les troubles. Le syndic est chargé d'assister en justice les fermiers assignés, aux dépens du pays (434). Mais en 1577 le roi en réponse à l'article 12 du cahier des

(424) P-V 17 oct. 1525 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 308 v°).

(425) P-V 28 oct. 1534 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 598).

(426) *Toulouse*, AA-13, f° 223.

(427) P-V 23 et 26 oct. 1535 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 7 v°, 14 v°) et 12 nov. 1537 (*id.*, f° 57 v°).

(428) P-V 12 oct. 1538 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 80). Doléances, art. 13 (*Hérault*, A-234, f° 205).

(429) *Loix municipales*, t. VI, p. 7.

(430) P-V 22 et 27 sept. 1541 (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 155, 157, 174 v°), 17 oct. 1542 (*id.*, f° 234 v°, 235 v°), 29 nov. 1546 (*id.*, C-2279, f° 11 v°).

! (431) P-V 17 oct. 1550 (*Hte-Gar.*, C-2279, f° 186 v°).

(432) *Loix municipales*, t. VI, p. 18.

(433) Certaines assemblées diocésaines continuent cependant d'exiger que les fermiers leur rendent compte des paiements effectués (P-V Etats Velay 8 janv. 1603 : *Hte-Loire*, 501-C-5423, f° 127).

(434) *Hte-Gar.*, C-2283, f° 172 v°.

doléances oppose que les fermiers doivent payer leurs dettes ; il consent seulement à ce que les veuves et les pupilles ne soient « *recherchés plus avant que les dix mois* » (435). Les Etats cependant renouvellent leurs plaintes, notamment en 1580 (436), et ils finissent par obtenir au début du XVII^{me} siècle (1601 et 1605) que les investigations soient limitées à douze ans en arrière (437). En fait la chambre dans ses recherches n'hésite pas à éplucher des comptes vieux de trente ou trente-cinq ans (438), voire de soixante ans si l'on en juge d'après les plaintes transmises aux Etats en 1615 par les consuls de Lodève et par les députés du diocèse d'Alet et Limoux (439) ; et ces opérations se poursuivent pendant toute la première moitié du XVII^{me} siècle (440)...

En 1655 les Etats tiennent à montrer qu'ils jouissent « *d'avantage et d'une façon plus complète* » de l'équivalent, et tout naturellement le problème de l'examen et de la clôture des comptes des fermiers se trouve posé. Les Etats d'abord se chargent purement et simplement des opérations : les comptes du fermier général Dejean (trienne 1656-1659) sont ainsi arrêtés au bureau des comptes de l'assemblée en 1659 (441) ; ceux du fermier Verchant (trienne 1659-1662) le sont le 10 mars 1662 (442). Mais Verchant, reconnu débiteur de 145.000 livres environ, fait appel de la clôture du compte devant la cour des aides, comptes et finances de Montpellier qui le 8 mai (1662) rend un arrêt en faveur de l'appelant (443). Les Etats n'attendaient que cela : ils dénoncent immédiatement l'« *entreprise et attentat contre l'autorité de Sa Majesté* », le conseil étant seul compétent en appel de leurs délibérations ; et le conseil le 1^{er} juillet 1662 casse et annule l'arrêt du 8 mai et renouvelle la défense faite à la Cour des Aides et aux autres compagnies de la province de connaître des délibérations des Etats (444). Ceux-ci poursuivent l'offensive : craignant que la chambre ne persiste dans ses prétentions de juger les comptes des fermiers, ils interdisent à ces derniers de faire aucun paiement à la compagnie pour raison des épices, « *à peine de pure perte* » ; et ils exposent au conseil les « *moyens et justes raisons que la province a pour s'empêcher de payer les épices que la chambre prétend être en droit d'exiger pour le registre du bail de l'équivalent et pour la reddition des comptes des deniers provenant de la levée desdits droits* » (445). La chambre percevait environ 2.000 livres par an pour les épices du compte (446). Un premier arrêt du conseil le 7 septembre 1662 prescrit

(435) *Hérault*, B-18, f° 92 v°.

(436) P-V 17 et 23 nov. 1580 (*Hte-Gar.*, C-2284, f° 63 v°, 78 v°).

(437) Réponses aux doléances (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 71).

(438) P-V 19 nov. 1604 (*Hte-Gar.*, C-2291, f° 12), 18 nov. 1605 (*id.*, f° 153), 21 oct. 1606 (*id.*, f° 230), 19 déc. 1607 (*id.*, C-2292, f° 71).

(439) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 272 v°, 299 ; C-2297, f° 13 ; *Hérault*, A-46, f° 372.

(440) Par exemple contraintes décernées en février 1655 contre Marnier, fermier dans le diocèse d'Uzès en 1624 (*Hérault*, B-40702).

(441) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 300 v° ; C-2317, f° 226.

(442) *Hérault*, A-29, f° 2.

(443) *Hte-Gar.*, C-2312, f° 179, 200 ; *Hérault*, B-9200.

(444) *Hérault*, A-55, f° 30.

(445) P-V 16 déc. 1662 (*Hte-Gar.*, C-2312, f° 177).

(446) *Hte-Gar.*, C-2314, f° 118.

la communication de la requête du syndic au procureur général de la chambre. Le 16 décembre de la même année les Etats réaffirment leur volonté, en chargeant au surplus les députés en cour d'intervenir « *fortement* » auprès du conseil (447). En janvier 1663 plusieurs membres de l'assemblée confèrent avec les représentants de la chambre, mais l'affaire étant « *d'une grande dissension et pas encore bien éclaircie* » on convient d'en renvoyer le règlement aux prochains Etats, et cependant de surseoir aux poursuites (448). Les négociations se poursuivent l'année suivante, mais le conseil s'étant prononcé entre temps en faveur de la province sur la question des épices la cour offre aux Etats de s'en « *remettre à leur jugement* » (449). Le 13 février 1665 un accord est conclu consacrant, avec l'état de fait instauré depuis le rachat de l'équivalent, le triomphe des prétentions des Etats : « *Le compte de l'équivalent sera rendu en la forme et manière qu'il se rend à présent, pour ôter tout prétexte à la Cour des Aides de pouvoir se servir de toute autre manière pratiquée en divers temps auparavant ledit traité, et pour réduire la chose au temps présent que les fermiers généraux dudit droit rendent compte aux Etats et non ailleurs suivant les baux qui leur en sont passés depuis le 1^{er} mars 1656* » (450). Le traité sera approuvé par la Cour le 5 mars 1665 et confirmé et autorisé par arrêt du conseil le 8 août suivant (451). Ses dispositions seront strictement appliquées. Notamment la Cour par l'arrêt du 5 juillet 1675 décharge les fermiers des amendes (13.650 livres) auxquelles ils avaient été condamnés à faute d'avoir depuis 1656 rendu compte devant elle (452). Par la suite la déclaration du roi du 7 décembre 1758 (art. 1^{er}) servant de règlement entre les Etats de la province et la chambre des comptes réaffirme les droits des Etats en la matière : « *Le trésorier de la bourse des Etats... recevra des mains des fermiers le produit des droits d'équivalent & pied-fourché, affermés par lesdits Etats, et destinés à diminuer les impositions faites sur le général de ladite province, pour en être les comptes examinés, clos et arrêtés par devant les députés de l'assemblée desdits états ; sans que notre dite Cour des comptes, aides et finances de Montpellier puisse en aucun cas, ni sous quelque prétexte que ce soit, prendre aucune juridiction ni connoissance dudit compte* » (453). Ajoutons que l'examen des comptes est confié au bureau des comptes de l'assemblée (454), et que la gratuité des opérations est expressément garantie au fermier par une clause du contrat du bail.

(447) P-V 16 déc. 1662 (*Hte-Gar.*, C-2312, f° 177).

(448) *Hte-Gar.*, C-2312, f° 262 v°.

(449) P-V 4 févr. 1664 (*Hte-Gar.*, C-2314, f° 118).

(450) P-V 20 janv. 1666 (*Hte-Gar.*, C-2315, f° 58). Le texte du traité (*Hérault*, A-55, f° 73 v°) est publié par Albisson : *Loix municipales*, t. I, p. 467.

(451) *Hérault*, A-29, f° 10.

(452) *Hérault*, A-31, f° 32.

(453) *Loix municipales*, t. I, p. 607.

(454) *Hte-Gar.*, C-2315, f° 58 ; C-2316, f° 131 v°.

SECTION II

Obligations à la charge du bailleur

Les représentants de la province promettent de faire tenir quitte l'adjudicataire de l'enregistrement du bail et de la reddition des comptes de la ferme, et ils s'engagent à ce qu'il ne soit compris dans le rôle de la capitation que pour la somme de 20 livres seulement. Nous nous bornerons à mentionner ces divers points, avant d'aborder l'étude de la principale obligation du bailleur : « *faire jouir pleinement et paisiblement* » l'adjudicataire de ses droits.

D'une manière générale les Etats remplissent cette obligation en accordant l'assistance en justice aux fermiers de l'équivalent, éventuellement en se chargeant des poursuites. Ils ne lésinent pas lorsque l'affaire est d'importance, comme c'est le cas à Toulouse dans le premier quart du XVI^{me} siècle. On sait que les toulousains se prétendaient exempts des droits grevant la consommation des chairs salées et le débit du vin de propriétaire. Ils s'étaient assurés l'appui du parlement, mais le 21 janvier 1511 les Etats, après avoir procédé à l'audition du fermier et à celle du député de Toulouse, donnaient l'ordre au procureur du pays de se joindre au fermier pour obtenir le renvoi de la cause devant la Cour des Aides de Montpellier (455). Cette délibération devait être renouvelée à plusieurs reprises par la suite (456), l'assemblée s'informant régulièrement de ce qui avait été « *besogné* » dans l'intervalle entre deux sessions (457). A compter de 1514 l'assemblée prend elle-même l'affaire en main, affirmant sa résolution de vider le procès au nom du pays et aux moindres frais (458). Le fermier Domergue Guérin. devient leur mandataire : il jure de poursuivre les capitouls « *jusques en arrêt inclusivement le plus dilligemment qu'il pourra et de rapporter pour et au profit du pays le taxat des dépens, si point en obtient contre lesdits capitouls ; (et) de ne point appointer, transiger ni accorder sans l'aveu, autorisation et consentement exprès et précédent des Etats, et que arrêt ne s'en soit ensuivi au Grand Conseil* » ; de son côté l'assemblée provinciale s'engage à rembourser Guérin de ses frais (459). En 1516 le conseil ayant renvoyé la cause et les parties devant la Cour des Aides, les Etats se préoccupent de l'exécution de l'arrêt, enjoignant à leur mandataire de leur remettre toutes les pièces relatives à l'affaire (460). En octobre 1518 enfin le principe d'un accord est posé, étant entendu que

(455) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 331.

(456) P-V 30 oct. 1512 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 273 v°) et 18 nov. 1513 (*id.*, C-2277, f° 13).

(457) P-V 2 oct. 1514 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 25).

(458) P-V 3 oct. 1514 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 29).

(459) P-V 4 sept. 1515 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 57 v°).

(460) P-V 18 et 22 oct. 1516 et 25 août 1517 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 80, 86, 101, 106 sq.).

« *ledit accord, transaction et appointement se passera et autorisera en la cour des Généraux à Montpellier* » (461). En fait les capitouls tergiverseront pendant un an encore (462), jusqu'à ce que les Etats impatientes de « *mectre quelque bonne fin audit affaire* » (463) menacent de continuer les poursuites : « *Si les capitouls veulent entendre à l'appointement durant ces Etats, proclame l'assemblée le 5 décembre 1519, ils y seront reçus, et dorénavant n'y seront reçus, ains le procès sera poursuivi par le procureur du pays en justice là où il appartient* » (464). La transaction par laquelle les toulousains s'engagent à payer les droits comme les autres habitants du pays sera conclue quelques jours plus tard, le 11 décembre (465). Par la suite, l'arrêt d'autorisation étant obtenu, les Etats donnent l'ordre à Guérin de le faire exécuter — « *et si ledit fermier différerait ou ne voulait poursuivre faire faire ladite exécution, le procureur du pays poursuivra la faire faire aux dépens dudit pays* » — et de déposer à leur greffe tous les documents concernant le procès (466).

Les Etats auront à nouveau l'occasion au milieu du XVI^{me} siècle, en remplissant leurs obligations vis-à-vis des fermiers, de combattre la prétention des capitouls d'exempter d'équivalent certains hôteliers de la ville et aussi d'empêcher les commis de peser la viande de boucherie. Les syndics généraux prendront fait et cause pour les fermiers, au moins « *en ce que touche les deniers vraiment dûs pour raison dudit équivalent* » ; car la province n'est aucunement engagée, cela va sans dire, par les accords particuliers passés entre les fermiers et les capitouls ou les commerçants toulousains (467). Ici encore une transaction, sur la conclusion de laquelle nous ne reviendrons pas (468), sanctionnera la soumission des toulousains à la règle générale. Les syndics prendront également fait et cause pour les fermiers de l'équivalent en 1553 contre les consuls de Beaucaire (469), en 1566 contre les habitants d'Auragne qui se prétendaient privilégiés (470), en 1582 contre les habitants de Valentine (471), en 1688 contre les agneliers toulousains dont les démêlés avec le fisc ont été exposés dans le chapitre précédent. Il ne saurait être question évidemment d'évoquer ici toutes les interventions des syndics en assistance de cause. Une clause du bail passé le 30 septembre 1557 avec le fermier général Borrit ne prévoit-elle pas qu'« *en cas d'attentat aux articles de l'équivalent* » le syndic général devra, « *à la*

(461) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 123.

(462) P-V 2 avr. 1519 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 130 v^o).

(463) P-V 25 nov. et 2 déc. 1519 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 143 v^o, 152).

(464) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 154.

(465) Entre les gens des Etats « *représentant le corps mystique de la chose publique du pays de Languedoc* » d'une part, et les « *ambassadeurs* » de Toulouse Raymond Sabateri, capitoul, et Antoine de Soleris d'autre part (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 161).

(466) P-V 15 nov. 1520 (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 172, 173).

(467) P-V 7 oct. 1540 (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 135 v^o).

(468) Cf. *supra* p. 149.

(469) P-V 14 nov. 1553 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 359 v^o).

(470) P-V 14 nov. 1566 (*Hte-Gar.*, C-2281, f^o 348).

(471) P-V 13 oct. 1582 (*Hte-Gar.*, C-2284, f^o 118 v^o).

première réquisition », prendre fait et cause pour le fermier, pour ses commis et pour ses députés (472) ? en réalité l'assistance en cause, même au XVI^{me} siècle, n'est pas accordée aussi largement que cette clause ou certaines délibérations des Etats (473) pourraient le laisser supposer. L'importance ou plus exactement la nature de l'affaire est prise en considération. Dans le premier des cas envisagés ci-dessus il s'agit pour les Etats ni plus ni moins de s'opposer aux menées particularistes de la communauté toulousaine : on ne contestera pas qu'ils s'y soient employés activement ; et l'on conviendra que l'assemblée avait fait de la soumission des toulousains à la règle générale une question de principe puisque, le conflit terminé, les chairs de provision et le vin de propriétaire étaient détaxés. L'enjeu n'est pas aussi important dans tous les cas. Mais au fond, à Toulouse comme à Auragne, comme à Beauchâtel en 1705, c'est une question de principe que l'on débat et l'intérêt du fermier n'est pas seul en cause : il y va de la « *conservation des droits d'équivalent* » (474) c'est-à-dire de la conservation du patrimoine de la province. Les syndics n'interviendraient pas aux dépens de cette dernière pour de simples contraventions au règlement de l'imposition (475). Le règlement d'ailleurs est formel au XVII^{me} siècle : les contraventions n'engagent que leurs auteurs, proclame-t-il ; les fermiers ne peuvent exercer à raison des contraventions aucun recours « *contre le pays, contre les diocèses et contre les communautés* » (476). En outre plusieurs délibérations témoignent de la volonté des Etats. Citons les délibérations du 4 et du 9 février 1616 (477) et celle du 24 décembre 1768 : « *La promesse des Etats de faire jouir le fermier pleinement et paisiblement ne s'applique qu'à la quotité et à la légitimité des droits... pour la perception desquels le fermier peut user des voies de droit qui lui sont ouvertes tant en cas de trouble et voies de fait que dans le cas de fraude* » (478). L'amende et les confiscations dans ce cas sont d'ailleurs « *applicables au profit du fermier* » (479), puisque ce dernier seul a été lésé et qu'il devra éventuellement supporter la perte.

Il arrive en effet que le fermier ne soit pas en mesure d'exécuter les obligations résultant de contrat de bail. Le règlement est formel dans ce cas : l'équivalent est affirmé « *aux périls, risque et fortune* » du preneur, « *sans que le pays soit tenu d'aucune diminution de prix* »

(472) *Hérault*, B-15, f° 165-168.

(473) P-V 29 déc. 1506, 13 janv. et 30 oct. 1512 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 160, 273 v°).

(474) « *Le suppliant en sa qualité de syndic général est obligé de veiller à la conservation des droits d'équivalent qui appartiennent à la province* » (requête du syndic général au conseil, affaire des îles de Beauchâtel, 1705 ; *Hérault*, B-9075-9077).

(475) Cf. notamment *Hérault*, B-13577.

(476) P-V 2 déc. 1599 (*Hte-Gar.*, C-2290, f° 83 v°) ; Règl. 1605 et suiv. 1618 (art. 66), 1620-1664 (57), 1667-1669 (56), 1681-1684 (57) ; 1687-1717 (60), 1723 (62), 1729 (54), 1735 (53), 1741-1747 (4), 1754-1776 (5), 1781 (7), 1787 (11).

(477) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 320 v°, 343 v°.

(478) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 179 v°.

(479) Règl. 1554 et suiv., 1618-1620 (art. 20), 1624-1669 (21), 1681-1684 (20). 1687-1717 (21), 1723 (22), 1729 (14), 1735 (51), 1741-1747 (59), 1754-1762 (60), 1768 (59), 1776 (57), 1780 (62), 1786 (75).

pour quelque cause que ce soit (480). En fait les Etats ne peuvent pas dans tous les cas se retrancher derrière les principes, et parfois la province est bel et bien tenue d'indemniser le partisan.

Ainsi le fermier a droit à une indemnité dans tous les cas où le dommage est le fait du bailleur. C'est là une application du droit commun en matière de louage de choses : les Etats n'ont jamais contesté qu'ils y soient soumis. Le soin qu'ils apportent à l'élaboration et à la rédaction du règlement dénote d'ailleurs leur préoccupation d'éviter toute occasion de procès ; car il n'est pas douteux que les fermiers eussent été fondés à se plaindre si l'assemblée délibérément avait prétendu modifier les conditions de l'affermage pendant la durée du bail. Il n'y a pas lieu d'insister sur ce point : même la correction d'une erreur manifeste dans le texte de l'article réglementant la perception du droit sur les agneaux en 1725 dut faire l'objet d'une transaction (481), tout comme en 1782 — bien qu'aucun doute ne fut permis sur l'intention des Etats — la réparation d'une omission sur la liste des lieux privilégiés (482).

Les Etats ne discutent pas davantage le principe de leur engagement lorsque le dommage est le fait du prince. C'est ainsi qu'en 1585 — *« pour ôter toute occasion de procès pour raison du retranchement de dix jours fait en l'année 1582 par sanction du pape et édit du roi »* — ils prennent la décision de prolonger la durée du bail jusqu'au 11 septembre (483) ; qu'en 1679 ils attribuent la somme de 7.000 livres au fermier en compensation de l'affranchissement, par le roi, du port et terroir de Sète et de la manufacture de Villeneuve-les-Clermont (484) ; qu'en 1771 — le roi revenant sur sa décision d'établir l'impôt dans la cité de Carcassonne et sur les terres relevant de la châtellenie des Tours-Cabardès et de la baronnie de Chalabre — ils se considèrent comme tenus d'*« indemniser le fermier d'une non-jouissance qui ne pouvait être regardée comme un des cas fortuits auxquels il avait renoncé »* (485). Le dommage dans ces divers cas est certain. Par contre les Etats examinant en 1671 le compte du fermier général Astruc (trienne 1668-1670) se refusent à admettre que l'imposition par ordre du roi d'une taxe sur les cabaretiers puisse servir de prétexte à réclamations, *« puisque dans le même temps la province ayant affermé l'équivalent à François Populaire (trienne 1670-1672) l'avait augmenté de 12.000 livres pour le trienne »* (486). De même la démolition des murs de Toulouse en 1787 ne trouble en rien la levée de l'équivalent d'après les Etats, puisque les adjudicataires des droits d'octroi et de leude directement intéressés n'ont élevé aucune protestation à ce sujet. Quant à l'exode de la population de Carcassonne invoqué la même année par le

(480) Règl. 1563 (art. 4) et suiv. : 1605-1614 (art. 3), 1618-1673 (4) ; 1729-1754 (3) ; 1757-1776 (4) ; 1781 (6) ; 1787 (10).

(481) *Hte-Gar.*, C-2, f° 57, 89 ; C-2369, f° 71 ; *Tarn*, C-163.

(482) Il s'agissait du comté de Caraman (*Hte-Gar.*, C-2425, f° 389).

(483) P-V 6 juil. 1585 (*Hte-Gar.*, C-2284, f° 179).

(484) P-V 13 janv. 1679 (*Hte-Gar.*, C-2323, f° 87 v°).

(485) P-V 5 janv. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2413, f° 280-281).

(486) *Hte-Gar.*, C-2317, f° 226.

fermier, il est purement et simplement « *étranger au fait de l'administration qui n'a pu ni le prévoir ni le prévenir* » (487). Il s'agit seulement de savoir si cet « *événement accidentel* » peut être rangé parmi les cas fortuits autorisant l'exercice d'un recours contre la province.

Le problème de l'indemnisation des fermiers pour non-jouissance résultant de cas fortuits, brutalement posé pendant les guerres de Religion (488), est l'un de ceux qui ont le plus préoccupé les Etats. Non pas dans la deuxième moitié du XVI^m siècle, comme on serait tenté de le croire : sans doute les fermiers réclament et obtiennent satisfaction, mais le roi accorde des décharges au taillable (489) ; comme le produit de l'équivalent est employé en « *moins imposé* » dans le département de la taille, les fermiers profitent de ces mesures (490), notamment de la décharge générale accordée par l'édit de Folembray en mars 1596 (491). Entre 1615 et 1630 par contre le roi n'est pas disposé à faire preuve de désintéressement, et le conflit entre les Etats et le fermier est violent. C'est au fond le principe même de l'action en garantie contre la province que l'on débat. Par la suite les Etats songeront à régler l'action elle-même... pour atténuer la portée des concessions faites sur le terrain des principes. Le problème de l'indemnisation des fermiers doit être examiné sous ces deux aspects.

I. — LÉGITIMITÉ DE L'ACTION EN GARANTIE CONTRE LA PROVINCE POUR NON-JOUISSANCE RÉSULTANT DE CAS FORTUITS

Le règlement est formel (492), mais les fermiers ne se laissent guère intimider. On ne contestera pas qu'ils parviennent à leurs fins.

Les premières demandes sont formulées au cours du trienné 1615-1618, le fermier général Paulet se prétendant troublé « *à cause des bruits de guerre qui couraient* » : les sous-fermes des diocèses de Béziers, de Mende, de Narbonne et de Rieux notamment lui seraient « *demeurées sur les bras* » (493). Quoiqu'il en soit l'assemblée provinciale refuse catégoriquement de prendre en considération les réclamations du partisan, jugées « *notoirement impertinentes* » eu égard aux « *expresses*

(487) P-V 11 janvier 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 499 sq.).

(488) Une seule réclamation à notre connaissance dans la première moitié du XVI^m siècle (1524), à la suite des dégâts causés par les espagnols dans le diocèse d'Alet-Limoux (*Hte-Gar.*, C-2278, f° 165, 194-216).

(489) Ainsi lettres pat. 28 août 1564 (*Hérault*, A-236, f° 269) et 13 févr. 1565 (*Ardèche*, C-752, n° 31). Cf. également *Hte-Gar.*, C-2284, f° 73 v° ; C-2297, f° 13 ; *Gard*, E-781, f° 146.

(490) Cf. notamment arrêts conseil inventoriés par N. Valois : I, n° 1959, 5336, II, n° 7631, 7710, 8554.

(491) Cf. lettres pat. 14 juin 1605 (*Hérault*, A-46, f° 332), discours de Ventadour aux Etats, oct. 1605 (*Hte-Gar.*, C-2291, f° 91), lett. pat. 3 août 1615 (*Hérault*, A-46, f° 371 v° ; *Hte-Gar.*, C-2294, f° 299).

(492) Cf supra note 480.

(493) *Hérault*, B-9026.

renonciations faites dans les articles et dans les contrats de bail » (494). Mais Paulet ne se tient pas pour battu : il porte l'affaire devant le Conseil du Roi, et il obtient le 16 septembre 1617 un rabais de 15.000 livres sur le prix du bail (495). Malgré cet exemple les réclamations restent rares jusqu'en 1621 — peut-être parce que l'équivalent étant délivré par diocèse pendant le trienne 1618-1621 les fermiers ne songent pas à concerter leur action. Leurs prétentions en tout cas s'affirment au début du trienne 1621-1624, Louis Salvan — précédemment fermier du diocèse d'Albi, et l'un des rares qui alors n'aient pas hésité à réclamer un dédommagement à l'assemblée locale (496) — étant fermier général. Salvan fait « acte de délaissement de la ferme » au mois d'octobre 1621 sous prétexte de ne pouvoir passer de sous-baux « à cause des mouvements de guerre qui sont dans la province, où partie des villes et diocèse entiers sont occupés par les rebelles » (497). Il est de fait que les troubles ont commencé peu après la délivrance de l'équivalent, en décembre 1620 (498), et que les religionnaires en 1621-1622 procèdent eux-mêmes à l'affermage de l'impôt dans les départements qu'ils contrôlent (499). Aussi bien — si les Etats provinciaux témoignent de la même intransigeance sur les principes (500) — le conseil du roi se laisse convaincre. Après avoir le 12 novembre 1621 confié l'enquête aux trésoriers de France des deux généralités il se prononce le 17 août 1623 : Salvan et ses ayants cause, à titre de dédommagement pour les pertes et non jouissances souffertes dans la période comprise entre le 1^{er} septembre 1621, début du bail, et le 20 octobre 1622, jour de la proclamation de la paix, obtiennent d'importantes remises, s'élevant au total à 106.584 livres (501) ; pour la période postérieure, allant jusqu'au 31 août 1624, le montant de l'indemnité est trois fois moins élevé, le choix étant même laissé au bailleur d'obliger les fermiers à compter comme de clerc à maître. Enfin l'arrêt du 17 août 1623 octroie un dédommagement à deux fermiers du trienne précédent (1618-1621) : celui du diocèse de Béziers et celui du diocèse de Viviers (502).

Cette jurisprudence déçoit profondément les Etats, tellement que l'assemblée finit par se persuader qu'elle défendrait plus efficacement et à moindres frais les intérêts de la province devant la Cour des Aides de Montpellier. Le roi lui donne satisfaction et à compter de 1624 le

(494) P-V 9 févr. 1616 et 1^{er} juin 1617 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 343 v° ; C-2295 f° 94 v°).

(495) *Hérault*, A-21, f° 36.

(496) *Tarn*, C-265, f° 176.

(497) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 88.

(498) *HL*, t. XI. pp. 938-939.

(499) On voit d'ailleurs Pierre Brouset, l'un des principaux associés de Salvan, traiter avec les commissaires de Rohan et de Châtillon, puis avec les trésoriers de France pour les lieux « revenus en l'obéissance » : *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 306-311, 322, 330-335, 358-361 ; *Hérault*, B-32, f° 735 v°.

(500) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 62, 75 v°, 88, 148 v°.

(501) L'équivalent étant toujours censé affermé par diocèse la remise est faite sur le prix de chaque bail diocésain. Pour le détail, Cf. *Ardèche*, C-753, n° 43.

(502) *Ardèche*, C-753, n° 43.

conseil renvoie systématiquement toutes les affaires de non-jouissance devant la Cour, l'enquête suivant l'usage étant confiée aux trésoriers de France. Et la cour accorde des rabais : aux associés de Salvan dont le cas n'avait pas été jugé par le conseil le 17 août 1623 (503) ; et aussi — les troubles ayant recommencé — aux fermiers en exercice pendant le trienne 1624-1627 (504). Il est évident que cette jurisprudence ne répond pas aux espoirs des Etats ; d'autant que les frais de procédure sont très lourds (505). Aussi bien en 1628 le roi est-il supplié de restaurer l'« *ordre antique de la province* » et d'« *interdire la Cour des Aides* » (506). En fait le retour à l'ancien usage ne s'effectuera qu'après la mainmise du roi sur l'équivalent (507)... sans changer en quoi que ce soit l'orientation de la jurisprudence (508).

Entre temps par la force des choses les Etats abandonnent une partie de leur intransigeance : il faut bien contester les faits allégués par les fermiers si l'on tient à ce que ces derniers ne soient dédommagés que pour les « *véritables pertes* » subies dans l'exploitation de la ferme (509). Il est donc enjoint aux membres de l'assemblée, aux syndics diocésains et aux consuls de rechercher les documents justifiant la levée des droits pendant les troubles (billets souscrits par les fermiers, quittances, registres de contrôle, etc...) pour les transmettre aux syndics généraux (510). L'assemblée promet d'ailleurs d'« *user de reconnaissance envers ceux qui auront utilement travaillé pour le pays à ce sujet* » (511). La collaboration des particuliers est également recherchée (512), et l'on voit en 1624 Daniel de La Coste présenter un mémoire indiquant les moyens de « *faire décharger le pays de la plus grande partie des rabais* » obtenus par les fermiers (513). Ces derniers en outre sont constamment requis de présenter aux juges le « *bilan* » de l'entreprise accompagné des pièces justificatives — « *par ce moyen seulement et non autre la vérité peut être connue* » (514).

(503) Arrêts aides 4 sept. 1625, 20 juil. 1626 et 12 févr. 1627, concernant respectivement les fermiers diocésains de Mende, de Nîmes et du Puy (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 39-41, 306, 322, 326, 330 ; *Hte-Gar.*, C-2300, f° 152 ; *Hérault* B-32, f° 601, 603 v°, 735 v°).

(504) *Hérault*, B-34, f° 18.

(505) Les Etats réclament vainement que les enquêtes soient confiées aux premiers magistrats royaux se trouvant sur les lieux (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 226 v° ; C-2300, f° 15-17, 44 v°).

(506) P-V 9 et 21 mars 1628 (*Hte-Gar.*, C-2300, f° 176, 185 v°).

(507) Les demandes formées au début du trienne 1627-1630 sont encore portées devant la Cour des Aides : *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 354, 412, 492 ; *Hte-Gar.*, C-2301, f° 48 v° ; *Hérault*, B-36, f° 89 v°, 173 v°.

(508) Importants rabais accordés aux fermiers par arrêts conseil 6 mars 1630, 12 et 29 mars 1631, 29 mars 1636 (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 51, 354, 373 ; *Hérault*, A-48, f° 136 ; B-36, f° 147 ; B-9189 ; B-15357)...

(509) P-V 16 avr. 1624 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 227).

(510) P-V 20 mars, 16 avr. et 17 mai 1624 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 211, 227, 262), 15 août 1626 (*id.*, C-2300, f° 70), 23 juin 1628 (*id.*, f° 232), 18 mai et 9 juil. 1629 (*id.*, C-2301, f° 25 v°, 53 v°)...

(511) P-V 5 déc. 1636 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 19). Sur l'exécution des ordres des Etats, Cf. *Hte-Gar.*, C-2302, f° 16 v°, 30 v° ; *Ardèche*, C-753, n° 63.

(512) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 211-217, 254 v°.

(513) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 253.

(514) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 412.

Ajoutons qu'une certaine tendance à régler directement les affaires de non-jouissance commence à se manifester dans l'assemblée. Notamment le fermier du diocèse de Mende Barthélémy se rend en avril 1625 à Béziers, où se tiennent les Etats, « à la prière du syndic général... pour aviser et terminer aimablement le procès » l'opposant à la province (515). Le cas de Jean Gay, fermier dans le diocèse de Viviers pendant la trienne 1624-1627 est réglé par transaction le 26 mars 1627 : les Etats en considération des pertes subies par le partisan, et « aussi parce qu'il n'a mis le pays de Languedoc en procès, mais s'en est volontairement remis aux Etats », lui accordent une indemnité de 4.600 livres (516). L'importance attachée par l'assemblée à la correction de l'attitude du partisan est manifeste. N'est-ce pas inviter les collègues de Gay à suivre l'exemple ? en fait la plupart des fermiers qui accepteront de s'en remettre à la discrétion des Etats seront déçus (517). Ces derniers tiennent pour principe que les profits tirés habituellement de l'exploitation compensent largement les pertes (518). Et cette idée inspire toujours l'assemblée lorsqu'enfin — en 1627 — elle admet la possibilité d'une réduction du prix du bail : pour pouvoir servir de prétexte à réclamation, déclare le nouvel article 4 du règlement, il faut que « les cas fortuits excèdent la moitié de la jouissance ».

De toute façon il faut remplacer les deniers manquants. Les receveurs généraux n'hésitent pas à opérer des saisies entre les mains des receveurs particuliers des tailles (519) ; et des contraintes sont décernées contre les syndics (520). Des facilités de paiement sans doute sont accordées, mais en fin de compte la diminution du produit de la ferme est supportée par le taillable (521). La province est « réduite à non plus », constatent les Etats en 1628 : « les remplacements quelle a este contrainte de faire des rabays accordés aux fermiers de l'équivalent à cause des non jouyssants de la guerre et les sommes que Sa Majesté debvroit payer quy ont este rejettée sur icelle depuis ses désordres reviennent à ung million de livres » (522). Les Etats s'efforceront donc par la suite de mettre la province à l'abri des mauvaises surprises. Tout naturellement leurs efforts porteront sur la réglementation de l'action en garantie.

(515) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 291, 298.

(516) *Hte-Gar.*, C-2300, f° 115-116.

(517) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 366 ; *Hte-Gar.*, C-2301, f° 18 v°, 36, 67 v°, D'une manière générale les Etats refusent de transiger avant d'avoir épuisé tous les recours : *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 500 ; *Hte-Gar.*, C-2296, f° 17 v° ; C-2297, f° 20-24 ; C-2299, f° 37, 78 v°, 178, 233, 267 v°, 320 v° ; C-2300, f° 123 v°, 127 v°, 140 v°, 152, 228 ; C-2301, f° 33, 48 v°, 119, 275 ; C-2301, f° 22 v°, 28 v°, 32 v° ; C-2303, f° 112 v° ; C-2304, f° 144, 150, 157 ; *Hérault*, A-48, f° 136...

(518) Idée fréquemment développée par les syndics généraux dans leur production contre les fermiers : *Hte-Gar.*, C-2297, f° 24 ; *Hérault*, B-9299 ; B-13939...

(519) *Arch. Nat.* H* 748²⁰⁰, f° 39-41, 256, 266, 343, 408 ; *Hte-Gar.*, C-2297, f° 20 ; C-2299, f° 17, 85, 179, 216 ; C-2300, f° 109 v°, 148-152, 190 v°, 195 v°, 222...

(520) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 256 ; *Hte-Gar.*, C-2299, f° 216.

(521) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 345, 354, 484 ; *Hte-Gar.*, C-2299, f° 233, 255 v° 261 v°, 267 v°, 305 v°, 320 v° ; C-2300, f° 152, 191 v° ; C-2304, f° 150 ; *Hérault*, A-48, f° 43 ; B-32, f° 603, 735 v° ; B-15357...

(522) Mémoire aux députés de la province auprès du roi (texte publié par Gachon, *op. cit.*, pp. 47-48.

II. — RÉGLEMENTATION DE L'ACTION EN GARANTIE CONTRE LA PROVINCE

Cette réglementation fait l'objet des soins attentifs des Etats dans la période qui suit le rachat de l'équivalent, au milieu du XVII^{me} siècle. Elle concerne d'abord le pouvoir juridictionnel de l'assemblée provinciale ; ensuite l'exercice de l'action en garantie ; enfin les effets du recours.

A) LE POUVOIR JURIDICTIONNEL DES ETATS

Les Etats sont compétents en premier ressort dès lors qu'il s'agit de « liquider une non jouissance » : pouvoir traditionnel dans son principe, le recours au conseil du roi dans la période précédemment envisagée n'ayant jamais été exercé par les fermiers qu'en appel des délibérations de l'assemblée. En fait, on l'a vu, le conseil était appelé à se prononcer dans tous les cas, l'assemblée jusqu'en 1627 se refusant obstinément à admettre la légitimité des revendications formulées. Progressivement cependant on notait un certain souci de la part des Etats de s'informer de la réalité des faits invoqués à l'appui des demandes, et même quelques tentatives en vue de régler directement les litiges de ce genre. L'évolution devait se précipiter peu après le rachat du droit par la province. Les Etats alors parviennent à enlever à la Cour des comptes de Montpellier les prérogatives traditionnellement exercées par cette dernière en matière de vérification et de clôture des comptes (523). D'emblée l'examen des comptes est pour l'assemblée l'occasion d'entendre les représentations des partisans et par là de prendre conscience des difficultés de l'entreprise, alors particulièrement importantes (524). Des reprises sont envisagées ; volontiers on transige sur certains points. Ainsi rapidement l'assemblée provinciale est appelée à examiner toutes les affaires de non-jouissance, et d'une manière générale les demandeurs s'en rapportent à ses délibérations. Néanmoins l'assemblée tient à ménager la susceptibilité des commissaires royaux et elle se contente en 1664 d'inclure dans le règlement une formule vague, indiquant que « parties ouies, la liquidation des prétendues non-jouissances serait réglée » (525). Les contrats par contre sont rédigés en termes beaucoup plus explicites : « Parties ouies, la liquidation des prétentions de non-jouissance (sera) réglée et liquidée amiablement par les experts de la province, ou jugée (par le conseil, il va sans dire, en appel) parties ouies, et non sur aucun arrêt qui pourrait être donné sur requête » (526).

Dans la pratique les Etats vont étendre considérablement leur pouvoir juridictionnel, en l'exerçant non seulement sur les fermiers généraux mais encore sur les sous-fermiers. La Cour des Aides est pourtant toute désignée pour juger souverainement les contestations pouvant s'élever entre les partisans, quel que soit l'objet du litige. Effectivement on la voit pendant un certain temps après le rachat de l'équivalent régler le montant

(523) Cf. *supra* p. 277.

(524) Cf. *infra* p. 290.

(525) Règl. 1664-1723 (art. 4) ; 1729-1754 (3) ; 1757-1776 (4) ; 1780 (6) ; 1787 (10)

(526) *Hte-Gar.*, C-14, f^o 3.

de l'indemnité dûe par le fermier général aux sous-fermiers (527). Mais inévitablement l'action des Etats déborde le cadre des rapports qu'eux-même entretiennent avec leur co-contractant : pour pouvoir délibérer en pleine connaissance de cause sur la demande de celui-ci l'assemblée ne doit-elle pas s'enquérir des conditions de l'exploitation dans les lieux mêmes où il prétend avoir subi un dommage ? pour cela faire, entrer en rapports avec les sous-fermiers directement intéressés, vérifier le bien fondé de leurs allégations et, d'une manière ou d'une autre, se prononcer sur leur cas ? la délibération du 6 février 1704 relative à l'indemnisation du fermier général à la suite des troubles des Cévennes est significative à cet égard : après que les commissaires désignés à cet effet furent « *entrés dans la connaissance des plaintes des sous-fermiers particuliers* », sur leur rapport il fut décidé d'accorder provisoirement un sursis de paiement aux intéressés ; puis on ordonna à ces derniers de remettre au syndic général avant le 1^{er} juillet 1705 un état des sous-fermes abandonnées, des copies des contrats et autres pièces justificatives, le syndic étant chargé de diriger l'enquête « *sur les lieux* » (528).

Ainsi l'assemblée procède à l'instar d'une juridiction souveraine et l'on ne sera pas surpris qu'un conflit l'oppose à la Cour des Aides de Montpellier, devant laquelle quelques sous-fermiers ont fait assigner le fermier général. Mais le 20 mai 1704 le conseil défend au fermier général et aux sous-fermiers de « *faire aucune poursuite les uns contre les autres pour raison des indemnités par eux prétendues jusqu'à ce qu'autrement par les Etats soit ordonné* » (529) -- ce qui confirme le pouvoir juridictionnel de l'assemblée provinciale. Il faut reconnaître que celle-ci met tous ses soins dans l'examen des affaires de non jouissance. Le cas de chaque « *sous-fermier particulier des villes et lieux* » étant pesé (530), les intéressés s'adressent directement à l'assemblée, tels — en 1706 — Jean Vals et Jean Janin à propos du dommage consécutif à l'incendie des deux « *logis* » du pont de Lunel et à la réquisition par la troupe de « *la baraque servant à faire cabaret* » à Codognan ; ou encore Guillaume Savagnargues, à qui la levée des droits dans la paroisse de Salindres est affermée pour 13 livres par an (531)... et les exemples pourraient être multipliés (532). Est-ce vraiment l'affaire de l'assemblée de délibérer sur des sujets d'aussi peu d'importance ? on peut en douter. Les agents du pouvoir central en tous cas n'ont pas de raison d'être inquiets, et l'on comprend qu'ils encouragent les Etats à continuer dans cette voie. Les arrêts du conseil du 17 décembre 1709 (533) et du 13 mai 1710 (534) confirment ainsi les dispositions de l'arrêt du 20 mai 1704.

Toutefois un peu avant la fin du premier quart du XVIII^{me} siècle une nouvelle tendance se fait jour, et l'on voit les Etats se préoccuper

(527) *Hérault*, B-9197 ; *Hte-Gar.*, C-2316, f° 47.

(528) *Hte-Gar.*, C-2348, f° 125 v°.

(529) *Hérault*, A-36, f° 16.

(530) P-V 3 févr. 1705 (*Hte-Gar.*, C-2349, f° 86 v°).

(531) P-V 3 janv. 1707 (*Hte-Gar.*, C-2351, f° 51).

(532) *Hte-Gar.*, C-2350, f° 95 v°, 195 v° ; C-2351, f° 50 v°, 90 ; C-2354, f° 132, 166 ; C-2355, f° 79 ; *Ardèche*, C-754, n° 60 ; *Hte-Loire*, C-7304 (requête 1732)...

(533) *Hérault*, A-37, f° 77.

(534) *Hte-Gar.*, C-2351, f° 30 ; *Hérault*, A-38, f° 9.

de conformer leur attitude à la logique juridique. Sans doute en 1723 — la propagation de la peste dans la province ayant préjudicié à l'exploitation de la ferme — se font-ils un devoir d'examiner dans le détail chaque cas particulier, de régler minutieusement la répartition de l'indemnité « *par paroisse, sous-ferme ou arrière-ferme afin d'éviter les contestations entre le fermier général, les sous fermiers et arrière fermiers et les cabaretiers ou villes abonnés* » ; mais la demande est présentée par le fermier général agissant « *tant en son nom que de celui de ses sous-fermiers et arrière-fermiers* » (535), et par la suite l'assemblée se refusera à prendre en considération les réclamations émanant de partisans autres que le fermier général, le seul avec qui la province a traité et qu'elle est en droit de reconnaître (536). La Cour des Aides est donc appelée à se prononcer en cas de désaccord entre fermiers et sous-fermiers conformément d'ailleurs à l'article 4 de la déclaration du roi du 20 janvier 1736 (537). En 1767 la demande du sous-fermier des diocèses d'Alès, de Mende et du Puy est ainsi transmise à la Cour (538), et quelques années plus tard, en 1773, le sous-fermier de Villeneuve-de-Berg étant en procès devant la même juridiction avec le fermier général, les Etats font en sorte dans leurs délibérations de « *ne rien préjuger par rapport à l'instance en cours* » (539). L'assemblée admet parfaitement que le fermier général puisse être condamné à indemniser les sous-fermiers ; la province n'est pas pour autant obligée envers lui (540). La jurisprudence du conseil, est très nette sur ce point (541). Au demeurant il est parfaitement concevable qu'un sous-fermier soit dans le cas de réclamer une indemnité au fermier général sans que l'importance du dommage subi par celui-ci dans l'étendue de la province justifie de sa part une réclamation. En 1772 par exemple les Etats refusent de prendre en considération une demande du fermier général fondée sur le dommage causé au sous-fermier du Vivarais par l'incendie du séminaire de Viviers : une telle affaire ne pouvant « *jamais regarder la province quand même le sous-fermier soit fondé à prétendre une indemnité vis-à-vis du fermier général* » (542).

Les Etats entendent cependant réserver leur droit juridictionnel lorsque, s'agissant d'un débat entre partisans, « *la province est engagée dans la querelle* » : il appartient alors à « *l'administration publique attaquée de rendre une première détermination domestique à laquelle les intéressés peuvent acquiescer ou qu'ils ont liberté de faire réformer au conseil de Sa Majesté et non ailleurs* » (543). Dans les dernières années de l'Ancien

(535) P-V 18 févr. 1723 et 7 févr. 1724 (*Hte-Gar.*, C-2367, f° 48 ; C-2368, f° 83).

(536) Cf notamment P-V 3 janvier 1761 (*Hte-Gar.*, C-2403, f° 192) et 31 déc. 1767 (*id.*, C-2410, f° 510-511).

(537) Cf. *infra* p. 395.

(538) *Hte-Gar.*, C-2410, f° 504.

(539) *Hte-Gar.*, C-2416, f° 235.

(540) P-V 31 déc. 1767 (*Hte-Gar.*, C-2410, f° 510 v°), 3 déc. 1768 (*id.*, C-2411, f° 28-29) et 5 janv. 1771 (*id.*, C-2413, f° 310).

(541) Arrêts 19 janv. 1767 (*Hérault*, A-111, f° 51) et 7 mai 1771 (*id.*, B-9103).

(542) P-V 3 déc. 1772 (*Hte-Gar.*, C-2415, f° 160 v°).

(543) Production du syndic général contre le fermier des diocèses d'Alès, de Montpellier, de Nîmes et d'Uzès (*Hérault*, B-9131).

Régime les syndics généraux interviennent ainsi fréquemment devant la Cour des Aides, en réclamant qu'il soit sursis aux poursuites jusqu'à ce que les Etats aient délibéré sur le sujet (544). On ne saurait d'autre part minimiser l'importance de la réforme accomplie en 1782 dans le domaine de l'administration de la ferme (545) : la province étant associée à l'entreprise, il est normal que les Etats soient informés des difficultés de l'exploitation, qu'ils mettent leur autorité à les aplanir. Rôle particulièrement ingrat : les sous-fermiers ne se font pas faute de proclamer que les Etats sont juge et partie dans leur propre cause, et ils sont d'autant plus indignés en 1790 que l'institution même des Etats est irrémédiablement condamnée (546). Mais la perspective d'avoir à recourir aux organes administratifs devant être substitués à l'assemblée provinciale n'enthousiasme guère les partisans, qui figurent alors parmi les plus ardents défenseurs de la Cour des Aides.

B) L'EXERCICE DU RECOURS EN GARANTIE CONTRE LA PROVINCE

La réglementation porte sur trois points :

a) *Consignation des quartiers échus.*

Quelque justifiées que soient leurs réclamations les fermiers sont tenus de « *remettre l'entier prix du bail entre les mains du trésorier de la Bourse, par voie de consignation, jusqu'à ce que, parties ouïes, la liquidation des prétendues non-jouissances soit réglée* ». Prévenus par le règlement ils se sont formellement engagés sur ce point, et d'ailleurs « *sans cette convention la ferme ne leur aurait été délivrée* » (547). On pourrait citer plusieurs exemples de l'intransigeance des Etats sur le point envisagé (548). Mais à l'impossible nul n'est tenu, et dans des cas indiscutables de trouble l'assemblée accorde volontiers des sursis aux fermiers (549).

b) *Limitation du nombre de cas autorisant l'exercice de l'action en garantie.*

En 1627 l'unique condition mise par les Etats à l'indemnisation du fermier était que la perte excédât la moitié du prix du bail. La cause efficiente de l'empêchement n'entraînait pas en considération : il importait seulement que ce fût un « *cas fortuit* ». En fait deux maux — la guerre et la peste — étaient constamment invoqués depuis 1615, non sans raison hélas ! et la jurisprudence considérait qu'en présence de telles calamités,

(544) *Hérault*, B-9103, 9131, 9380, 21627...

(545) Cf. *infra* pp. 316 sq.

(546) *Hérault*, B-9131 et B-9045 (mémoire du sous-fermier Dupuy, 20 sept. 1790).

(547) Règl. 1664-1723 (art. 4) ; 1729-1754 (3) ; 1757-1776 (4) ; 1780 (6) ; 1787 (10).

(548) P-V 18 nov. 1683 (*Hte-Gar.*, C-2328, f° 95 v°) ; 17 janv. 1711 (*id.*, C-2355, f° 79).

(549) P-V 6 févr. 1704 (*Hte-Gar.*, C-2348, f° 125 v°) ; 28 févr. 1722 (*id.*, C-2366, f° 84)...

jugées « irrémédiables et procédant d'une volonté divine », les Etats ne pouvaient pas opposer aux fermiers les renonciations contenues dans le contrat du bail.

Ce sera également l'avis des Etats. En fait une question se pose dans la décade qui suit le rachat de l'équivalent : l'exercice de l'action en garantie est-il limité aux cas de peste et de guerre ? les fermiers pour leur part se fondent sur les trois faits suivants : 1°) l'absence d'abattoir public dans la ville du Puy, contrairement aux dispositions traditionnelles du règlement de l'équivalent ; 2°) les agissements des gens de « *main forte* » installés dans les pays de Gévaudan, de Velay et de Vivarais — le vicomte de Polignac et le marquis de Chateaufort entre autres — tous anciens engagistes de l'équivalent, ne se résignant pas à voir le revenu de l'impôt passer dans d'autres mains ; 3°) enfin les saisies provoquées à Toulouse par les propriétaires des rentes assignées sur les deniers royaux. Il s'agit là de faits dommageables sans aucun doute, mais dont les auteurs étaient connus et pouvaient être poursuivis. Or l'assemblée indemnise le fermier général Dejean (trienne 1656-1658) (550), puis elle transige avec les successeurs de celui-ci (551). Cette attitude trouve peut-être une explication dans le fait que l'exploitation de la ferme avait été interrompue pendant un quart de siècle... Quoiqu'il en soit l'assemblée en 1664 se ressaisit : constatant que les clauses des précédents baux n'étaient ni suffisantes ni assez bien établies pour garantir la province elle met tout son soin dans la rédaction du contrat passé avec Daudé, pour empêcher l'adjudicataire de pouvoir prétendre à ces rabais auxquels ses prédécesseurs avaient « *pris goût* ». Daudé doit ainsi renoncer à se prévaloir des conséquences de tous événements fortuits, à l'exception de la guerre et de la peste (552). Par la suite la clause figure toujours dans les contrats, et le règlement en fait lui-même état à compter de 1687 (553). Son application est tricotée et c'est en pure perte que les fermiers invitent l'assemblée à se pencher sur certains cas particuliers : dommages causés par la rigueur de l'hiver (554), par la sécheresse (555), par le feu (556), par l'exode de population (557), etc... etc...

En fait au XVIII^e siècle on discute surtout de l'acception à donner aux mots de peste et de guerre. Cette acception, les partisans tentent évidemment de l'étendre au maximum : notamment en dressant un « *tableau exagéré* » des ravages d'une épidémie quelconque (558), ou bien en se refusant à distinguer les lieux atteints par la « *contagion* » de ceux alentour, coupés du reste du territoire par les lignes de sécurité établies par

(550) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 112 ; C-2312, f° 147 ; C-2317, f° 225 v° ; *Hérault* B-9035, 9197, 9200.

(551) Transaction en 1659 (*Hte-Gar.*, C-2311, f° 99, v° 106) ; en 1661 rabais de 14.000 livres par an sur le prix du bail (*id.*, f° 300 v°).

(552) *Hérault*, B-9036.

(553) Règl. 1687 (art. 4) et suiv. mentionnés *supra* p. 286.

(554) P-V 15 et 23 janv. 1710 (*Hte-Gar.*, C-2354, f° 131 v°, 166).

(555) P-V 11 févr. 1786 (*id.*, C-2428, f° 405) et 11 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 498 v°).

(556) P-V 3 déc. 1772 (*Hte-Gar.*, C-2415, f° 160 v°).

(557) P-V 11 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 499).

(558) P-V 24 déc. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2425, f° 389).

les autorités (559). Mais c'est avant tout du cas de guerre « *guerroyante* » — suivant les propres termes du règlement — que l'on se préoccupe. Guerre guerroyante : il faut que les hostilités aient commencé, que des actes de violence aient été commis pour que le fermier troublé puisse réclamer une indemnité. Il importe peu qu'il s'agisse d'une guerre étrangère ou civile. En réalité il n'y a pas d'exemple de demande consécutive à une incursion de gens de guerre ou de marins étrangers en Languedoc au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècle ; mais on ne peut pas douter que le partisan eût été dédommagé, comme il le fut à la suite des troubles qui à plusieurs reprises éclatèrent dans les Cévennes (560). On conviendra d'ailleurs, avec les commissaires nommés par l'assemblée en 1704, que la qualification de guerre guerroyante appliquée aux désordres causés par les camisards était justifiée, « *puisque les rebelles avaient brûlé plusieurs églises, commis un grand nombre de meurtres et interrompu le commerce, ce qui avait obligé Sa Majesté d'envoyer des troupes... pour arrêter leurs entreprises et... brûler plus de 30 paroisses qui leur servaient de retraite* » (561). Le problème ne se pose pas dans les mêmes termes lorsque des actes de violence sont commis, le pays ne se trouvant pas en état de guerre. Certes les Etats s'étaient prononcés — une fois pour toutes, semblait-il — sur le cas des gens de « *main forte* ». Mais dans le dernier tiers du XVIII^{me} siècle la fréquence des troubles, la pratique devenue courante de la contrebande à main armée compromettent si sérieusement l'exploitation de la ferme que l'assemblée hésite, jusqu'à prendre plusieurs décisions contradictoires à quelques années d'intervalle. Un rapide examen des faits convaincra cependant le lecteur que les Etats restent toujours logiques avec eux-mêmes :

Dès 1764 la contrebande est pratiquée sur une vaste échelle en Vivarais et les fraudeurs n'hésitent pas à user de violence : les fermiers jugent même indispensable d'envoyer dans cette région une compagnie de cinquante cavaliers armés. En vain. Le 23 janvier 1766 les Etats jugent que le fermier « *paraît être dans le cas de guerre guerroyante* » et ils lui accordent une indemnité de 20.000 livres pour sa non-jouissance pendant les deux premières années du bail (562). Or trois ans plus tard les Etats changent d'attitude et, « *sans entrer dans le détail des faits résultant des procès-verbaux et des certificats* » présentés par le partisan à l'appui de sa demande, ils rejettent celle-ci « *parce que les troubles et voies de fait dont les contrebandiers usent ne peuvent point être regardés comme étant le cas prévu sous le nom de guerre guerroyante, et aussi parce que la promesse énoncée dans le bail de faire jouir pleinement et paisiblement le fermier ne peut s'appliquer qu'à la garantie de la quotité et de la légitimité des droits, et non aux insultes, menaces, troubles et autres voies de fait auxquelles le fermier peut opposer les voies de droit comme à toute espèce de fraude* ». L'assemblée tient à préciser qu'en 1766 elle a eu un « *sentiment de compassion* », mais celui-ci n'est

(559) Cf. la requête du fermier général au Etats en janvier 1722 (*Hte-Gar.*, C-2366, f° 83 v° ; C-2367, f° 47 v°).

(560) P-V 16 févr. 1671 (*Hte-Gar.*, C-2317, f° 226) et 18 nov. 1683 (*Hte-Gar.*, C-2328, f° 95 v°).

(561) P-V 6 févr. 1704 (*Hte-Gar.*, C-2348, f° 125 v°) et 3 févr. 1705 (*id.*, C-2349, f° 87).

(562) *Hte-Gar.*, C-2408, f° 144 sq.

plus de mise en 1768 « dans un moment où les Etats vont passer un nouveau bail » (563). C'est avouer qu'en dépit des affirmations de principe on se détermine d'après les circonstances ; surtout on a en vue le renouvellement du bail. Pendant une quinzaine d'années il ne sera plus question de contrebande... du moins dans les délibérations des Etats. Brusquement en 1784 ceux-ci reconnaissent que cette activité s'exerce au grand jour dans la ville de Montpellier, principalement sur la viande de boucherie. On ne peut même pas parler de cas fortuit à ce sujet, la contrebande étant « l'accident que le fermier a dû le plus prévoir » ; et l'assemblée de refuser sa garantie, en déclarant qu'elle ne peut être tenue de la fournir que « dans le cas où le droit lui-même est contesté », qu'elle n'a pas à « entrer dans les difficultés et les embarras de l'exploitation » (564). C'est, on le voit, un rappel des arguments développés en 1768, et l'on pourrait croire la question définitivement tranchée. Les Etats pourtant ne tarderont pas à se déjuger, et sans doute les faits invoqués par le fermier en 1786 sont d'une gravité exceptionnelle : les commis ne peuvent exercer leurs fonctions sans risquer de perdre leur vie, l'assistance de la force armée s'avérant elle-même vaine puisque les contrebandiers ont réussi à enlever en plein jour un troupeau de cent quatre-vingts moutons saisis et confiés à la garde des soldats (565). Sur le plan financier les conséquences sont désastreuses : comparant le bilan de l'exploitation de la ferme dans la ville de Montpellier à la fin de la quatrième année du bail (1786) avec le bilan correspondant dressé pendant la durée du bail précédent, la commission des Travaux Publics de l'assemblée estime le 11 janvier 1787 que la moins-value se monte à près de 200.000 livres ; or la consommation de la viande de boucherie a « visiblement » augmenté entre temps. La commission conclut qu'« une perte aussi considérable dans une seule ville ne peut être regardée comme l'effet d'une vicissitude dans les produits, qu'elle est nécessairement le résultat des obstacles insurmontables que le fermier a trouvés dans la perception des droits » (566). En réalité on doute que ces considérations soient déterminantes. L'assemblée a plutôt égard à la personnalité de partisans dont « le zèle et l'activité sont connus » et sur le concours desquels elle peut d'ores et déjà compter pour assurer la marche de l'entreprise pendant une nouvelle période de six ans. En effet à peine le plaignant est-il indemnisé le 11 janvier 1787, l'assemblée se réjouit à la nouvelle de la proposition qu'il fait de renouveler son bail au prix de 1.410.000 livres. C'est quasiment avouer qu'un marchandage a eu lieu. Bien plus quelques mois plus tard l'assemblée réglant les conditions de la prochaine adjudication pose à nouveau le principe de la prohibition de tout recours contre la province en cas de contrebande à main armée (567) ; et comme plusieurs de ses membres paraissent douter de l'effet

(563) P-V 24 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 169 sq.). Cf. également contrat passé avec Marcilly le 30 déc. 1768 : *Hte-Gar.*, C-2096.

(564) P-V 28 déc. 1784 (*Hte-Gar.*, C-2427, f° 435).

(565) *Hte-Gar.*, C-2429, f° 499 et 500. Ch. Teissier du Cros (*op. cit.* pp. 310-312) relate quelques uns de ces faits.

(566) P-V- 11 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 502-503).

(567) P-V 22 déc. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2430, f° 43).

de cette mesure, elle proclame hautement que la clause insérée dans le contrat de bail à ce sujet sera « *d'absolue rigueur et regardée comme substantielle* » (568). Les Etats tiendront parole, d'autant plus facilement qu'après 1788 ils ont exclusivement des démêlés avec les sous-fermiers. En effet les fermiers généraux instruits par l'expérience des difficultés de l'exploitation se sont prudemment « *déchargés de la régie* » dans une grande partie du territoire (569). Les réclamations des sous-fermiers sont donc repoussées par les fermiers généraux agissant en complet accord avec les Etats (570), lesquels n'ont aucune raison de ménager les sous-fermiers. Corbie, l'un d'entre-eux, ne s'y méprend pas : « *La province, déclare-t-il, a toujours accueilli les fermiers généraux, et marâtre vis-à-vis des sous-fermiers, qu'elle ne connaît point, bien rarement elle fait quelque chose pour eux* » (571).

c) Prise en considération de l'importance du préjudice.

Jusqu'en 1687 le requérant doit justifier d'une perte excédant la « *moitié de la jouissance de la ferme* », suivant la formule publiée en 1627. Le dommage étant dans la plupart des cas localisé dans l'espace et dans le temps, l'application stricte des principes aboutit dans la pratique à priver le fermier général de tout recours... à moins que les Etats ne lui fassent une grâce. En fait les Etats instruits par l'expérience des dangers de l'excès de rigueur se déterminent d'après les circonstances. Il ne paraît pas douteux que la bonne volonté des fermiers, leur ponctualité à remplir les engagements souscrits aient été déterminantes dans plusieurs cas. C'est ainsi qu'en 1671 l'assemblée a égard au préjudice subi par le fermier à Aubenas et dans quelques lieux du Vivarais occupés par les rebelles (572). Le règlement (art. 4) est même modifié en 1687, et la possibilité d'un recours en garantie admise, « *pourvu toutefois que la non-jouissance excède le quart du prix de la ferme qui aurait souffert* ». En réalité l'attitude de l'assemblée, toujours empreinte de souplesse et de réalisme, ne change pas, et la plupart des litiges sont réglés par transaction.

C) L'INDEMNISATION DES FERMIERS

Quelle que soit l'importance du préjudice subi par le fermier les Etats se refusent en principe à envisager la résolution du contrat. Exceptionnellement le bail passé avec la compagnie des Fermes du Roi fut résilié à l'issue de la troisième année, le 31 décembre 1757. Mais on sait que cette compagnie s'était imposée grâce à l'appui du pouvoir central, et que les procédés d'exploitation qu'elle avait employés, révolutionnaires à bien des égards, avaient suscité un vif mécontentement dans la province. Les fermiers s'étaient plaints des « *contradictions, contestations, troubles, violences, abus et privilèges* » qui les avaient empêchés, « *non seulement de percevoir, mais même de pouvoir constater les droits* » et,

(568) P-V 2 janv. 1788 (*Hte-Gar.*, C-2430, f° 249).

(569) *Hérault*, B-9045 ; B-21627. La ferme générale en 1788 n'avait pas changé de main.

(570) *Hérault*, B-9131, 9380.

(571) *Hérault*, B-21627.

(572) *Hte-Gar.*, C-2317, f° 226 sq. De même en 1683 (*id.*, C-2328, f° 95 v° : C-2332, f° 40 v°).

après avoir réclamé une indemnité de 800.000 livres, il avaient affirmé leur volonté de cesser l'exploitation s'il n'était pas mis « *un frein au dol et à la fraude qui détruisaient entièrement la ferme* » (573). En fait c'est une réforme d'ensemble de la réglementation applicable en matière d'équivalent qu'ils auraient souhaitée (574). Les Etats s'étant refusés à entrer dans les vues des fermiers, ceux-ci avaient pris la décision de cesser leurs paiements et de se pourvoir au conseil (575). Finalement l'affaire fut réglée par transaction le 20 novembre 1757 (576). Il n'est pas douteux qu'en accordant aux fermiers « *la grâce de résilier le bail purement et simplement* » les députés de la province aient vu surtout le fait de se débarrasser d'interlocuteurs redoutables, tout en s'octroyant la satisfaction de démontrer leur clairvoyance aux commissaires royaux. De toute façon l'exemple est unique. L'indemnisation dans tous les cas où l'assemblée consent à prendre en considération le dommage se ramène à l'octroi d'un rabais sur le prix du bail.

Le calcul du rabais ne s'effectue pas d'après une règle précise, fixée une fois pour toutes. Le plus souvent les informations sérieuses font défaut, de vagues certificats de notoriété tenant lieu de pièces justificatives. On s'explique parfaitement d'ailleurs le peu d'empressement mis par les demandeurs à soumettre aux Etats les comptes de l'exploitation (577). L'assemblée ainsi a pu très rarement statuer en pleine connaissance de cause sur les cas qui lui ont été soumis. Au reste y tenait-elle vraiment ? il est permis d'en douter, l'opportunisme étant de règle chez elle. Quant aux fermiers, ils sont en fin de compte satisfaits d'obtenir la moitié, le quart ou même une fraction moins importante de la somme à laquelle ils ont évalué le dommage. Le fermier général Verchant par exemple qui réclame une indemnité de 15.000 livres pour le trouble que lui a causé le marquis de Chateauneuf dans le diocèse du Puy pendant le trienne 1659-1662 reçoit en tout et pour tout 3.700 livres (578) ; de même 20.000 livres sont accordées au fermier général Bourrelly à raison du dommage causé par les contrebandiers dans le pays de Vivarais en 1765 et en 1766 ; or le partisan évaluait le préjudice à 22.000 livres par an (579) ; et les exemples pourraient être multipliés... Ajoutons que l'assemblée ne craint pas de lier le problème de l'indemnisation à tel autre litige en suspens. Les concessions ainsi sont réciproques. En 1786 la prise en considération du dommage subi par le fermier dans la ville de Montpellier ne s'explique pas autrement — nous l'avons noté en passant (580) — et le fait est d'autant plus significatif que l'assemblée dispose à ce moment-là par le canal de l'agent de la province, membre de la compagnie fermière, d'éléments lui permettant d'évaluer exactement le préjudice (581). De toute façon la cause de la province est bien défendue, et l'on peut à la veille de la Révolution mesurer le chemin parcouru depuis le début du XVII^e siècle.

(573) P-V 1^{er} mars et 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f^o 150 v^o ; C-2399, f^o 86).

(574) Représentations des fermiers aux Etats (*Ardèche*, C-754, n^o 57).

(575) P-V 7 déc. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2399, f^o 109 et suiv.).

(576) P-V 22 et 23 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-2400, f^o 34 et suiv.).

(577) P-V 17 janv. 1711 (*Hte-Gar.*, C-2355, f^o 79).

(578) *Hérault*, B-9200.

(579) *Hte-Gar.*, C-2408, f^o 144 sq.

(580) Cf. *supra* p. 292.

(581) P-V 11 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f^o 501 sq.).

L'administration de la ferme

Les fermiers généraux ont le choix entre la régie et la ferme : « *Il sera loisible au fermier général d'affermir ou régir tels diocèses, villes et lieux de la province que bon lui semblera, et aux sous-fermiers de faire aussi des arrières-fermes* » (1).

Il n'y a pas lieu d'insister sur le procédé de la régie, encore qu'employé assez couramment vers la fin de l'Ancien Régime. La compagnie des Fermes du Roi, adjudicataire de l'entreprise en 1754, y avait eu recours la première — « *ils ont voulu régir par eux-mêmes et s'écarter en tout de la règle qu'avaient suivie leurs prédécesseurs* », note à ce propos l'archevêque de Narbonne (2) — et l'on sait que cette tentative avait suscité un vif mécontentement dans la province. Néanmoins elle avait pu convaincre les partisans languedociens de la nécessité de réformer leurs méthodes d'exploitation ; et sans doute reconnurent-ils au système de la régie certains avantages puisqu'ils l'utilisèrent par la suite.

De toute façon les commis et autres préposés des régisseurs ou des fermiers sont placés dans l'impossibilité matérielle de contrôler individuellement tous les actes de commerce donnant lieu à la perception de l'équivalent. Ils doivent traiter avec les redevables (cabaretiers, hôteliers, bouchers, poissonniers...) et convenir avec eux d'un forfait pour leur contribution à l'impôt. A Narbonne même où il s'agit d'une entreprise municipale les consuls donnent la levée des droits à ferme ; et lorsqu'en 1777 pendant quelques mois les circonstances leur imposent l'établissement d'une régie, ils se préoccupent aussitôt d'abonner les redevables, « *car s'il fallait régir tout ce différend monde, le nombre de commis que nous serions obligés de tenir, précisent-ils, risquerait d'absorber la recette de la régie* » (3). Autre exemple caractéristique : à Vernosc en 1731 le fermier de l'impôt dresse un « *rôle de tous les habitants du lieu* » avec la cotisation de chacun ; « *moyennant quoi il fut convenu qu'il leur serait permis... de vendre du vin, du pain, de la viande sans payer d'autre droit que celui qui était contenu audit rôle* » (4). L'abonnement, qualifié tantôt d'« arren-

(1) Règl. 1762, art. 9.

(2) *Hérault*, A-45, f° 119.

(3) *Narbonne*, BB-228, f° 92 v°.

(4) *Ardèche*, 13-B-19, 74.

tement », tantôt d'« affrètement », ou encore d'« afferme de logis », étant assimilé par le règlement à un sous-bail, c'est incontestablement l'affermage qui caractérise le mode de perception des droits, du plan local à l'échelon provincial : *« Par cet ordre de sous-fermes, arrières-fermes et abonnements on épargne la dépense de la régie, qui serait immense, déclare en 1768 l'auteur d'un mémoire sur la ville de Montpellier. S'il fallait tenir des commis dans tous les villages, villes et lieux pour lever les droits à la rigueur, 6.000 personnes ne suffiraient pas pour cela, et le produit de tous les droits ne saurait être assez fort pour faire face à leurs appointements »* (5).

Ainsi le premier problème que pose l'administration de la ferme est celui du sous-affermage. C'est aussi le plus important, encore que les Etats ne s'en soient préoccupés que très tard. Dans les dernières années de l'Ancien Régime le problème de la participation des Etats à l'administration de la ferme se pose également. La cause et les modalités de cette participation nous retiendront, mais nous devons nous borner à exposer un programme, les événements n'ayant pas permis à l'expérience de se développer. L'administration de la ferme reste donc pendant la presque totalité de l'histoire de l'équivalent une affaire privée, dont les pouvoirs publics se désintéressent. Les administrateurs, fermiers généraux et sous-fermiers, directeurs et commis, n'en forment pas moins un corps, auquel nous consacrerons la dernière partie de nos développements.

(5) Montpellier en 1768, d'après un manuscrit anonyme inédit (p. 79). Inventaires et documents Archives Montpellier, t. IV.

CHAPITRE PREMIER

Le sous-affermage

Jusqu'au milieu du XVIII^me siècle les Etats provinciaux ne se sont préoccupés du sous-affermage qu'incidemment, à propos des garanties de paiement du bail général : c'est en effet en vue de la réception des cautions par les assemblées diocésaines que le règlement au début du XVII^me siècle fait une obligation au fermier général de « *remettre à la fin de l'assemblée des Etats ez mains du greffier des commissaires royaux l'état des sous-fermes ou département par lui fait de la portion de chaque diocèse* » (6). A part cela il est bien établi que le fermier général peut « *faire les sous-fermes des diocèses* » à sa convenance (7). Par la suite le principe de la responsabilité du fermier général dans l'organisation de la ferme étant admis, il n'est plus question d'imposer à cette organisation le cadre du diocèse. L'évolution est à son terme après le rachat de l'équivalent au milieu du XVII^me siècle, et finalement toute allusion au problème du sous-affermage disparaît du règlement en 1684.

Le désintéressement des Etats pour cette question pendant la plus grande partie de l'histoire de l'équivalent est à l'origine — on le pressent — d'innombrables abus. Ceux-ci doivent être soulignés, mais il importe également de déterminer si le mouvement de réforme constaté par ailleurs dans la province au XVIII^me siècle est perceptible en la matière. C'est là, semble-t-il, le principal intérêt d'un sujet qu'on examinera sous deux aspects : 1^o) procédé suivi dans le sous-affermage ; 2^o) contenu et effets des sous-baux.

(6) Règl. 1605, art. 7

(7) Règl. 1605, art. 6

SECTION I

Le procédé suivi dans le sous-affermage

Il est de l'intérêt du fermier général et de tous les autres sous-bailleurs de résoudre le problème du sous-affermage avant le début du bail général. Ils n'y manquent pas d'ordinaire, mais de toute façon au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècle ils sont libres sur ce point : aucun délai ne leur est imposé (8). De même ils peuvent traiter de gré à gré avec les intéressés ou bien mettre la sous-ferme à l'encan. Le premier procédé est d'emploi général, et d'ailleurs il est le seul possible pour les abonnements. L'accord entre les contractants peut être exprès ou tacite : les abonnements notamment sont fréquemment renouvelés par accord tacite. Les conditions d'un abonnement collectif renouvelé à plusieurs reprises finissent même par s'imposer aux contribuables, par exemple aux pêcheurs de Pérols (vers 1675) taxés 20 sous par an et par barque « *suivant l'usage dudit lieu* » (9). Quant à mettre la sous-ferme à l'encan les bailleurs n'y songent guère, car la possibilité de tiercer ou de doubler est largement ouverte ; et les intéressés — la simulation aidant — sont assez enclins à exploiter cette possibilité.

Les contrats sont généralement passés « *devant notaire royal et témoins* » (10). Mais on rencontre — surtout en matière d'abonnements — un grand nombre d'actes sous-seing privé (11), et les reconnaissances en justice sont fréquentes en période de crise (12). De toute façon la part de la simulation est importante dans les sous baux. Il est même des abonnements dont on peut mettre en doute la sincérité. Voici par exemple la demoiselle de Lassaigue qui d'après le fermier devrait payer 400 livres par an pour l'équivalent des denrées consommées dans son cabaret à Saint-Laurent-les-Bains, et qui s'y refuse absolument en 1731, en démontrant avoir payé jusque là 18 livres par an : pour le traitant il n'est pas douteux que la demoiselle en question avait « *fait un pacte secret avec les précédents fermiers, qu'elle indemnisait en dessous, pour obtenir un bail d'abonnement si réduit* » (13). Les intéressés ont de multiples raisons de traiter par acte secret, et plusieurs inévitablement nous échappent. L'une des principales en tout cas procède de l'interdiction faite aux fermiers d'exercer la fonction de commis, dès lors que le prix du bail excède 200 livres. Le fermier gêné par cette disposition à la ressource de mentionner dans l'acte public un prix réduit, à condition bien entendu que le bailleur y consente, ou bien de faire intervenir un prête-nom : le

(8) Rappelons qu'au XVI^{me} siècle le fermier général devait sous-affermier les diocèses avant la fin de la session des Etats.

(9) *Aiguesmortes*, CC-84, f° 4 sq.

(10) *Hte-Loire*, C-6446, 7302, 7303, 7304 ; *Hérault*, B-9062, 9382, 42147 ; *Aude*, VII-C-8 ; etc...

(11) *Arch. Nat.*, H* 7482^{oo} f° 230 ; *Hte-Loire*, C-7302, 7303 ; *Aude*, B-1000, VII-C-8 ; *Cordes*, CC-99 ; etc...

(12) Cf. registres conservateur Annonay : *Ardèche*, 13-B-7, n° 24, 47 ; 13-B-13, n° 49, 58, 62-69...

(13) *Arch. Nat.*, H-1072, n° 7-14.

21 mai 1696 par exemple la levée de l'impôt dans plusieurs communautés du pays de Velay, dont celle d'Yssingeaux, est donnée à ferme à Meissonnet, et un acte notarié est passé en conséquence ; après quoi un sous-seing privé est rédigé, révélant le nom du véritable fermier et contenant une déclaration de Meissonnet aux termes de laquelle il reconnaît n'être « intervenu que pour faire plaisir aux uns et aux autres et pour le bien et avantage de ladite ferme » (14). De tels exemples pourraient être multipliés, mais la simulation intervient surtout dans les tiercements et autres enchérissements — le seul point au fond sur lequel des explications doivent être fournies.

Tiercement, doublement, triplement... l'intérêt du bailleur s'accommode parfaitement de la possibilité reconnue à toute personne de se substituer au preneur en relevant le prix du bail. Les Etats de la province sur ce point donnent l'exemple, et l'on s'explique parfaitement que le fermier général Populaire actionné en garantie devant la Cour des Aides par l'un de ses sous-fermiers en 1671 tienne pour évidente l'impossibilité pour celui-ci de se soustraire aux conséquences d'un tiercement, « tout ainsi que le tierceur ne saurait éviter l'effet d'un doublement si son adversaire était en état de porter une telle surdite ». L'usage des tiercements tourne à l'avantage de la province, ajoute le traitant en mettant l'accent sur le fait que les partisans qui, comme lui, s'intéressent à l'adjudication en bloc enchérissent d'autant plus volontiers qu'ils comptent « se rembourser avec les surdites » (15).

La plupart des contrats réservent donc la faculté de tiercer, de doubler ou de tripler : « Pacte accordé que s'il arrive tiercement, doublement ou renforcement de ladite ferme, ils appartiendront au bailleur » (16). Dans le diocèse du Puy en 1674 les contractants emploient la formule suivante : « A été accordé entre les parties que pendant le cours du présent bail toutes sortes de personnes seront reçues au tiercement ou doublement sur le prix d'icelui, ledit tiercement ayant été accordé à la somme de..., et le doublement à celle de ..., sans que (le bailleur) soit tenu d'aucuns dommages-et-intérêts envers le preneur, pourvu que ledit tiercement ou doublement soit signifié, après laquelle signification le présent bail sera de nul effet » (17). Le bailleur renonce-t-il à recevoir de nouvelles offres ? l'acte ne manque pas d'en faire état (18). Mais de telles clauses sont rares : sur quarante-deux contrats conclus en 1673 dans le diocèse du Puy (19), trente-six le sont sous réserve de tiercement et de doublement. Cette réserve n'est pas faite par contre dans les quelques contrats conclus après le début du triennal (1^{er} janvier 1674) ; comme la clause de renonciation n'est pas davantage insérée dans ces actes, il est possible que le bailleur, pressé par le temps, ait volontairement évité toute allusion à des pratiques susceptibles d'indisposer d'éventuels intéressés... sans pour cela consentir expressément à se priver d'une

(14) *Hérault*, B-9382.

(15) *Hérault*, B-2337, 2338.

(16) Bail dioc. Narbonne, 2 juil. 1688 (*Hérault*, B-42147).

(17) *Hte-Loire*, C-6446 ; autres exemples : *Aude*, VII-C-10 ; *Hérault*, B-9048, 9062, 9169 ; *Hte-Loire*, C-7303...

(18) Bail dioc. Le Puy, 1706 (*Hérault*, B-9294) ; bail paroisse Campes, dioc. Albi, 1724 (*Cordes*, CC-99).

(19) *Hte-Loire*, C-6446.

telle source de profits. Car la renonciation du bailleur à recevoir de nouvelles offres n'est pas gratuite. On évoquera à ce propos l'affermage de l'impôt à Saint-Agrève le 17 janvier 1725 : bien que le prix du bail soit fixé à 409 livres 6 sous 9 deniers par an, le preneur s'engage à payer, à l'échéance du premier quartier (« *pour le quartier et doublement... ou pour les étrennes* ») la somme de 386 livres ; deux perdrix rouges doivent également être livrées au bailleur et il est prévu le paiement d'un second « *doublement* » en 1728 (20). Moyennant ces suppléments, dont on se rend compte qu'ils augmentent considérablement le prix du bail, le bailleur renonce en faveur du preneur à « *tout droit de doublement et renforcement, même au tiercement* » (21). Le problème de la validité des clauses de renonciation s'est posé plusieurs fois ; et la jurisprudence de la Cour des Aides a varié jusque dans le deuxième quart du XVIII^{me} siècle (1737). Finalement le bailleur est libre en principe de régler les conditions dans lesquelles il entend sous-affermier l'entreprise. Mais l'accomplissement de certaines formalités de publicité, par exemple l'affichage, les « *publications* », les « *proclamations par crieurs publics* » préalablement à la conclusion des sous-baux, *a fortiori* la mise à l'encan de la levée des droits, impliquent l'engagement de sa part de « *recevoir les offres et surdites et de faire les adjudications au profit de ceux qui font la condition la plus avantageuse* ». Ayant « *contracté avec le public* », le bailleur n'est plus libre par la suite de revenir sur son engagement (22). Ainsi peu à peu la pratique des tiercements devient-elle plus régulière. L'influence de la législation royale dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle est également sensible. Un exemple : en 1765 le directeur de l'entreprise dans le diocèse de Viviers, Joseph Astier-Duplot, renonce à recevoir plus d'un tiercement (23). Ce faisant il précède l'assemblée provinciale dans l'application de l'ordonnance de 1681, puisqu'aussi bien l'assemblée s'avise seulement en 1775 que le tiercement doit être une « *offre unique* ». Mais la régularisation se manifeste encore dans le calcul du minimum de l'enchérissement et dans la fixation d'un délai pour la réception des « *surdites* » : deux points sur lesquels il importe de s'arrêter.

A) LE MINIMUM DE L'ENCHERISSEMENT.

Toute réglementation n'est pas inconnue au XVII^{me} siècle, mais en fait une « *surdite* » avantageuse est toujours reçue. Ainsi à Narbonne le taux de 2 sous pour livre est appliqué en 1611 (24) et en 1645 (25) ; mais en 1626 malgré les protestations des consuls la Cour des Aides admet parfaitement la réception d'une « *surdite* » de 200 livres huit jours après la passation du bail, le prix étant ainsi porté de 5.810 à 6.010 livres par

(20) Sur le paiement du « *droit de bail* » ou « *doublement* », et sur les étrennes, Cf. *infra* p. 307. Dans le cas envisagé le prix du bail étant de 102 livres 6 sous 8 deniers par quartier, le « *doublement* » revient à 204 livres 13 sous 4 deniers.

(21) *Ardèche*, 13-B-15, n° 105.

(22) *Hérault*, B-9363.

(23) *Ardèche*, 13-B-18, n° 109.

(24) *Narbonne*, BB-9, f° 102 sq. ; BB-60, f° 320, 326.

(25) *Narbonne*, BB-62, f° 117, 123 v°.

an (26). Dans la deuxième moitié du siècle le prix du bail en principe doit être augmenté d'un tiers en cas de tiercement, des deux tiers en cas de doublement : en 1671 par exemple la levée de l'impôt à Maruéjols étant affermée pour 20 livres par quartier, soit 80 livres par an, le tierceur s'engage à payer quatre fois l'an 26 l. 13 s. 4 d., soit en tout 106 l. 13 s. 4 d. (27) ; de même au Puy le prix de l'abonnement pour la poissonnerie étant fixé à 60 livres pour toute l'année 1671, le tiercement est réglé 20 livres, et le doublement à 40 livres (28). Le minimum fixé est considérable, et de ce fait les tiercements et les doublements sont pour la plupart fictifs. Le prix réel, fixé par contre-lettre, est augmenté sans doute, mais il ne l'est pas dans la proportion imposée. C'est ainsi qu'un billet daté du 14 avril 1665, concernant l'affermage de l'équivalent à Tence, contient cette déclaration des bailleurs : « *bien que le sieur Antoine Couderc, leur procureur, ait passé contrat au sieur Pierre Laurens... à la somme de 76 livres par quartier conformément à son tiercement, le véritable prix n'est que 50 livres... et ils s'en prétendent pas davantage* » (29). Consultons également le répertoire des sous-fermes du diocèse du Puy en 1674 (30). Quatre baux y sont mentionnés comme étant passés à la suite de la réception d'une « *surdite* » :

—Le premier concerne la communauté de Saint-Germain-La-Prade : le 1^{er} octobre 1673 la levée de l'impôt est donnée à ferme à Liotard pour 30 livres par an ; le 8 avril de l'année suivante le bailleur reçoit un tiercement, de Pierre Queyrière, qui porte le prix à 40 livres ; le 11 avril le premier fermier, Liotard, double : le prix est ainsi fixé à 60 livres. En fait Liotard et le bailleur reconnaissent dans un sous-seing privé « *qu'il n'y a point eu doublement, mais accomodement à 48 livres par an* ».

—Le deuxième cas concerne la paroisse de Riotord : le prix, fixé à 57 livres par an dans le bail passé le 31 décembre 1673, est finalement porté à 76 livres par un tierceur intervenant huit jours plus tard ; le prix réel est mentionné dans un sous-seing privé : 64 livres.

—Le troisième cas, concernant la paroisse d'Alleyrac, et également à citer en exemple de simulation : dans un billet rédigé le 31 décembre 1673 le bailleur déclare « *feint* » le récent doublement du prix du bail, l'opération ayant été combinée pour « *préférer* » Vigouroux à Farigoulles, qui avait tiercé peu auparavant. Le prix du bail, fixé à 160 livres par an dans l'acte notarié passé après le prétendu doublement, reste en fait inchangé : 106 livres 13 sous 4 deniers.

— Dans l'affermage de l'impôt à Sainte-Segoulène enfin le tiercement paraît réel ; le répertoire en tout cas ne fait pas état de la passation d'une contre-lettre. Il reste que trois baux, sur quatre mentionnés dans le répertoire en question, son conclus frauduleusement. Ajoutons que la simulation n'intervient pas toujours dans un but exclusivement pécuniaire. Parfois le moyen est employé pour substituer un fermier à un autre, le prix du bail restant inchangé. L'affermage de l'impôt dans le

(26) *Hérault*, B-38131, 45460.

(27) *Hérault*, B-2337, 2338.

(28) *Hte-Loire*, C-6446 ; autres exemples : *Hérault*, B-742, 743, 744, B-3892. B-9062 ; *Aude*, VII-C-10 ; etc...

(29) *Hte-Loire*, C-7302.

(30) *Hte-Loire*, C-6446.

diocèse de Saint-Pons en 1676 est à citer en exemple à cet égard : le prix est fixé à 6.600 livres par an dans l'acte public passé après tiercement ; mais dans une déclaration sous-seing-privé les traitants reconnaissent que le tiercement est simulé et que le prix du bail reste fixé à 5.000 livres, la « feintize » ayant été imaginée d'un commun accord pour substituer Fabre à Salauze (31). Les contre-lettres, on le voit, ne se rencontrent pas exclusivement dans les baux d'importance secondaire.

Au XVIII^{me} siècle, à côté des traitants qui persistent à voir dans le tiercement le « tiers d'augmentation » du prix du bail (32), il en est qui n'ont d'autre règle que leur fantaisie. Tel relèvera de douze livres — « par forme de tiercement » — le prix d'un bail fixé à 24 livres par an (33) ; tel autre, l'impôt étant affermé pour 860 livres, sera admis à tiercer en offrant un supplément de 13 livres seulement (34). Un dernier exemple : l'équivalent des communautés de Celleneuve et de Juvignac, affermé pour 1.101 livres par an, est baillé sur tiercement en 1743 au prix de 3.303 livres (35). Mais on constate aussi qu'une nouvelle tendance s'affirme peu à peu, d'après laquelle le minimum du tiercement et du doublement est réglé sur le « pied de la dernière enchère » ; ce qui n'implique pas que le bailleur procède réellement, à l'instar des Etats, à la mise à l'encan de la sous-ferme. Déjà dans un acte passé le 21 mai 1696 dans le diocèse du Puy (concernant les communautés d'Yssingaux, de Villeneuve et d'Apilhac), le pied de la dernière enchère est fixé à 50 livres, le prix du bail étant de 1.500 livres par an (36). En 1725 l'équivalent est affermé dans la ville de Saugues pour 550 livres par an, « sous réserve des tiercements, doublements et renforcements pouvant être faits pendant le cours du il réserve la possibilité de tripler de 1.500 livres « suivant l'enchère réglée 100 livres pour tout tiercement » (37). Quant au fermier général Dumas, en sous-affermant la levée de l'impôt dans le diocèse de Lodève en 1729, il réserve la possibilité de tripler de 1.500 livres « suivant l'enchère réglée à 500 livres », le prix du bail étant fixé à 12.000 livres par an (38). Le nouveau procédé laisse aux intéressés la liberté de fixer à leur gré le minimum de l'enchère, sauf dans les cas où l'entreprise est effectivement mise à l'encan, ce qui est rare. Un certain arbitraire est donc possible, mais le procédé a pour lui l'avantage d'être en fait applicable. La raréfaction des contre-lettres dans le deuxième tiers du XVIII^{me} siècle en constitue la meilleure preuve.

B) LE DELAI

Au XVII^{me} siècle et pendant la première moitié du XVIII^{me} la jurisprudence de la Cour des Aides ne cesse pas d'être favorable à la réception illimitée des « surdites ». Le fermier général Populaire le constate en

(31) *Hérault*, B-742, 743, 744.

(32) Bail Lamastre et Le Cheylard, 17 janv. 1725 (*Ardèche*, 13-B-15, n° 105).

(33) Paroisse Florentin, 1763 (*Aude*, B-1000).

(34) Boucherie Serrières, 1765 (*Ardèche*, 13-B-18, n° 109).

(35) *Hte-Gar.*, C-16, f° 87.

(36) *Hérault*, B-9382.

(37) *Hte-Loire*, C-7303.

(38) *Hérault*, B-9169.

1672 (39), et l'avocat général Duché le certifie le 29 août 1719 : « *La jurisprudence de la cour est que, pendant le temps de l'adjudication des baux de l'équivalent ou des autres droits, émoluments et revenus au profit du roi, de la province et des communautés, dans l'étendue de son ressort, les tiercements sont reçus jusqu'à la dernière année de l'exploitation des baux* » (40).

Les inconvénients qui en résultent n'ont pas à être soulignés. Car le tierceur n'est pas tenu de continuer les baux passés entre son prédécesseur et des sous-fermiers. On se rend compte des conséquences possibles lorsque le tiercement concerne une ferme de quelque importance. En fait on constate que l'administration de l'entreprise est surtout bouleversée à l'échelon local, où le groupe des traitants est exclusivement composé de commerçants rivaux ayant le plus grand intérêt à s'assurer, avec la ferme de l'équivalent, un pouvoir de contrôle sur l'activité de leurs concurrents. Il n'est pas rare de voir se prolonger pendant tout un trienne une contestation sur la validité d'un tiercement (41) ou sur la fidélité du compte présenté par le fermier dépossédé. Car celui-ci est « *réduit à la dure obligation de rendre compte de clerk à maitre* » : l'usage (42) et la jurisprudence de la Cour des Aides (43) concordent sur ce point. Mais les fermiers dépossédés montrent en général si peu d'enthousiasme à s'exécuter (44) que certains bailleurs exigent des tierceurs la renonciation à toute action en garantie pour faits de résistance de leurs prédécesseurs ou refus de ces derniers de se désister (45). Il va sans dire que le tierceur doit tenir compte au précédent fermier des frais d'exploitation et des sommes qui ont été versées au bailleur à quelque titre que ce soit : quartiers échus, droit de bail, étrennes. Aucune indemnité par contre n'est dûe; mais l'excès de précaution ne nuit pas, et la renonciation du preneur à « *prétendre dédommagement* » en cas de tiercement est généralement stipulée dans les contrats (46).

L'influence de la législation royale dans la province à la fin du premier quart du XVIII^{me} siècle contribue à mettre en relief les inconvénients résultant de l'admission illimitée des « *surdites* ». Les plaideurs se réfèrent volontiers au texte des ordonnances royales — par exemple devant le conservateur d'Uzès en 1737 (où l'on s'appuie également sur l'autorité de Domat) — pour soutenir que les tiercements et doubléments doivent « *venir* » dans les vingt-quatre heures de la passation des baux (47). Le

(39) *Hérault*, B-2337, 2338.

(40) *Hérault*, A-176, f° 67. Cf. également *Hérault*, B-9363 et *Hte-Gar.* C-2429, f° 465.

(41) Exemples de conflits devant les conservateurs : *Aude*, B-990, 991; *Ardèche*, 13-B-15, n° 61-85; 13-B-19, n° 44. Devant les aides : *Hérault*, A-176, f° 67; B-36, f° 611 v°; B-9363.

(42) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 465).

(43) Arrêts 25 août 1715, 20 août 1717, 12 juil. 1737 (*Hérault*, B-9363).

(44) Cf. notamment *Hérault*, B-9048, 9363.

(45) *Hérault*, B-2337, 2338, 9363, 35638. Précisons qu'un fermier est en droit de jouir de l'effet de son bail jusqu'à ce que le tiercement lui soit signifié (*Hte-Loire*, C-6446; *Aude*, VII-C-10; *Ardèche*, 13-B-15, n° 105. C'est donc à la date de la signification que les comptes doivent être arrêtés.

(46) *Hérault*, B-9062, 9309, 9382, 42147; *Ardèche*, C-754, n° 60; *Hte-Loire*, C-7303.

(47) *Hérault*, B-9363.

mouvement de réforme est cependant freiné par la Cour des Aides, pour laquelle l'ordonnance de 1681, non enregistrée, ne fait pas autorité (48) ; mais il se précipite au lendemain du règlement de l'affaire Bruguère en 1752 (49). Sans doute cette affaire concerne exclusivement l'adjudication du bloc de l'équivalent par les Etats provinciaux ; et il n'est aucunement question du sous-affermage dans les procès-verbaux des Etats. Mais on présume que ces derniers ont envisagé à cette occasion — pour la première fois — le problème de l'admission des « *surdites* » dans son ensemble : en 1754 en effet de nouvelles dispositions, tendant à faire cesser « *tout litige au sujet des sous-fermes et des arrières-fermes après que les sous-fermiers ou arrières-fermiers seraient entrés en jouissance de l'effet de leurs baux ou traités* », sont adjointes au règlement. Le nouvel article 9 ne conteste pas le droit du fermier général de « *sous-affermer tels diocèse, villes et lieux de la province que bon lui semble* », et celui des sous-fermiers de « *faire aussi des arrières-fermes* » ; mais « *à condition, par les uns et par les autres, et non autrement, que les « baux ou traités de sous-ferme et d'arrière-ferme ainsi passés sortent leur plein et entier effet à compter du jour où les sous-fermiers et arrières-fermiers doivent entrer en jouissance, nonobstant tout ce qui pourrait être opposé après ledit jour contre la forme desdits baux ou traités et nonobstant toutes nouvelles offres et enchères, de quelque nature qu'elles soient, lesquelles ne pourront être reçues après ledit jour et demeureront de nul effet quand même elles auraient été réservées par lesdits baux ou traités ou qu'il n'y aurait pas été renoncé, et quand même il aurait été introduit des instances pour raison de ce ; lesquelles instances demeureront comme non avenues s'il n'y a été statué définitivement avant le jour où les sous-fermiers et arrières-fermiers seront entrés en jouissance et le jugement signifié à l'adjudicataire* » (50). Ainsi les abus cesseront ; d'autant que les Etats, complétant la réglementation établie en 1754 (51) et sachant l'assouplir au besoin (52), auront encore dans les dernières décades de l'Ancien Régime l'occasion de manifester leur souci d'« *assurer de plus en plus à jour certain l'irrévocabilité des sous-traités* » (53).

(48) *Arch. Nat.*, H-857, n° 41.

(49) Cf. *supra* p. 240.

(50) Règl. 1754, art. 9. Par la suite on fixe à un mois le délai de signification des jugements et arrêts (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 461-462) ; Règl. 1762-1776 (art. 9) ; 1780 (11) ; 1787 (14).

(51) P-V 6 déc. 1762, relatif aux sous-baux passés après le début du bail général (*Hte-Gar.*, C-2405, f° 77).

(52) En 1758 (*Hte-Gar.*, C-2400, f° 77 sq.) et en 1787 (*id.*, C-2429, f° 465), car le fermier général ne disposait pas d'un délai suffisant pour passer les sous-baux.

(53) P-V 6 déc. 1762 (*Hte-Gar.*, C-2405, f° 77).

SECTION II

Contenu et effets des sous-baux

Si les traités diffèrent sensiblement dans leurs clauses, ils s'inspirent dans leur teneur générale du contrat passé entre les représentants de la province et l'adjudicataire du bloc. Le pouvoir de lever tout ou partie des droits d'équivalent dans une circonscription déterminée est cédé pendant un certain temps pour un certain prix. Passons rapidement sur la durée des sous-baux, égale en principe à celle du bail général ; les rares exceptions (54), qui du reste ne se rencontrent jamais qu'à l'échelon local, s'expliquent par la date tardive des actes (55). Il reste donc à s'expliquer sur l'objet du contrat et sur le prix du bail. Nous traiterons ensuite des obligations respectives des parties.

I. — L'OBJET DU CONTRAT

S'il est bien certain que les droits faisant l'objet d'un sous-bail ne peuvent pas être plus étendus que ceux-là même qui ont été cédés par la province au fermier général, celui-ci et tous les sous-bailleurs ont parfaitement chacun en ce qui le concerne le droit de « *démembrer* » la ferme (56). Le démembrement n'implique pas seulement une division du territoire ; il touche également l'assiette de l'impôt.

Au point de vue territorial la levée des droits peut être sous-affermée dans des circonscriptions d'étendue et d'importance très variables. Les fermiers sont libres sur ce point, mais dans le silence du contrat on se référera aux divisions financières de la province (57). En pratique le fermier général procède au sous-affermage par diocèse ; mais certains traités concernent un groupe de diocèses (58) ou même toute une généralité (59). Les sous-fermiers procèdent de la même façon, par ville,

(54) Quatre sous-baux, sur cinquante-six mentionnés dans le répertoire des sous-fermes du Velay, ont une durée inférieure à celle du trienne 1674-1676 (*Hte-Loire*, C-6446).

(55) Le retard s'explique parfaitement pour ce qui est des abonnements : l'ouverture (ou la fermeture) d'un débit de denrées sujettes à l'impôt ne coïncide pas nécessairement avec le début (ou la fin) du bail général.

(56) P-V 30 mai 1577 (*BN*, fr. 6984, f° 289).

(57) Par exemple au diocèse civil et non au diocèse ecclésiastique (*Arch. Nat.*, H-1100, n° 4).

(58) Le cas est relativement fréquent. En 1788 par exemple la levée des droits est sous-affermée à Dupuy dans les diocèses d'Alès, de Montpellier, de Nîmes et d'Uzès (*Hérault*, B-9045), à Corbie dans les diocèses de Mende, du Puy et de Viviers (*Hérault*, B-21627).

(59) Le cas est rare. En 1707 Pierre Rabé est fermier dans la généralité de Toulouse (*Hte-Gar.*, C-2351, f° 89), et Bousquet l'est également dans la même généralité en 1760 (*Hte-Gar.*, C-28, f° 23-91).

paroisse ou par groupe de paroisses, voire par quartier, en opérant parfois une première spécialisation au regard de l'assiette : le 23 avril 1606 par exemple Jean Chambres prend à ferme la levée des droits sur la viande et sur le poisson dans la ville de Toulouse et dans le « gardiage » (60) ; Pierre Pichot et Antoine Pradier se chargent en 1668 de l'équivalent de la mangonnerie et de la poissonnerie au Puy (61). A leur tour enfin les « arrières-fermiers » traitent avec les redevables : un cabaretier est abonné à l'équivalent pour le vin consommé dans son établissement ; un boucher pour toutes les bêtes qu'il tue et débite dans sa paroisse. Les forfaits les plus étendus sont évidemment conclus avec les hôteliers, mais l'abonnement cependant ne s'étend pas à la totalité des droits d'équivalent. Par exemple dans le traité passé le 9 janvier 1668 entre le fermier de la paroisse de Saugues et le sieur Recrouzet, traiteur, il est bien spécifié que le forfait ne concerne pas le débit de la viande crue, qui est affaire de boucher (62). La Coste d'ailleurs redoute que les abonnés donnent à leur commerce une extension non prévue au moment du contrat : « *Si les hostes n'ont affretté que pour le vin seulement, ils ne peuvent tuer, vendre ny débiter aucuns pourceaux, ny autres bestes subjettes audict droit d'Equivalent, sans raisonner & payer ledict droit* » (63). Les contribuables abonnés en tout cas étant considérés comme des « arrières-sous-fermiers », on peut considérer qu'au dernier stade du sous-affermage la spécialisation des droits est réalisée.

II. — LE PRIX DU BAIL

En principe le prix est indiqué par an. Dans la plupart des actes il l'est en outre par quartier : « *En traitant, conseillent d'ailleurs les fermiers généraux à leur procureur dans le diocèse du Puy en 1667, il convient de faire ses demandes toujours à tant par quartier... cela sera d'autant plus avantageux que les augmentations ne paraîtront pas si grandes* » (64).

Au prix principal sont fréquemment adjoints des suppléments payables en nature : la levée de l'impôt est ainsi donnée à ferme dans la ville d'Aumont le 1^{er} janvier 1577 « *pour 900 livres 6 écus et 3 paires de perdrix pour les 3 ans* » (65) ; dans la ville de Saint-Agrève et ses dépendances le 22 juin 1695 pour 461 livres par an, « *ensemble un quintal fromage ou fourmes vieilles* » (66) ; à Lodève en 1719 pour 2.300 livres et « *25 livres chandelles graisse belles et marchandes aussi chaque année* » (67) ; à Florentin le 14 avril 1760 pour 24 livres par an, « *avec une paire de chapons* » (68). Paret et Vernet pour leur part prennent à ferme l'équivalent de la boucherie à Serrières le 18 octobre 1765 pour 900 livres par an, et

(60) Toulouse, AA-21, 229.

(61) Hte-Loire, C-7302.

(62) Hte-Loire, C-7302. Cf. également Hérault, B-9160, 38347.

(63) La Coste, *op. cit.* pp. 83-84.

(64) Hte-Loire, C-7302.

(65) Lozère, F-486.

(66) Ardèche, 13-B-7, n° 24.

(67) Hérault, B-9168.

(68) Aude, B-1000.

ils s'engagent à livrer en outre deux paires de perdrix rouges jeunes tous les ans, en janvier, « *portables au lieu du Pape* » et « *une paire d'indon* (sic) *pour une fois en janvier 1766* » (69). Mentionnons encore deux actes passés dans le diocèse d'Alet-et-Limoux en 1788 : dans l'un, concernant le lieu de Gincla, il est stipulé que le fermier diocésain recevra deux levreaux tous les ans (prix du bail : 124 livres par an) ; dans l'autre, concernant les lieux de Pézilla et de Feilluns (prix du bail : 32 livres par an), il est précisé qu'il lui sera livré chaque année à la fête de Saint-Michel deux paires de poulets évalués à trois livres (70). Il est fait mention rarement de cadeaux en argent. En 1725 cependant la levée de l'impôt est sous-affermée à Lamastre pour 732 livres par an « *et 5 livres étraîne* (sic) *pour une fois* », et au Cheylard pour 836 livres par an « *et pour une fois une paire de perdrix rouges et la somme de 10 livres aussi pour étreennes* » (71). On présume que dans de nombreux cas le bailleur a été récompensé de la main à la main au moment de la passation du contrat. Le fermier général de Bellocq par exemple reçoit 1.200 livres à titre de pot-de-vin le 23 janvier 1788 lorsqu'il sous afferme à Dupuy la levée de l'impôt dans les diocèses d'Alès, de Montpellier, de Nîmes et d'Uzès (72).

Il convient également de dire quelques mots du droit de bail et du droit de quittance dont le paiement est très fréquemment stipulé dans les contrats. Le droit de bail est en général égal au montant d'un quartier, et il est exigible une fois, en même temps que le premier quartier, d'où la qualification de « *doublement de quartier* » qui lui est appliquée quelquefois (73). Il s'agit d'une sorte de droit d'entrée dans l'administration fermière, et l'on constate que les bailleurs attachent une grande importance à son recouvrement. Il suffit de parcourir les instructions adressées par les fermiers généraux à leur procureur dans le diocèse du Puy en 1667 pour s'en convaincre : les fermiers généraux reviennent à six reprises sur le sujet, en recommandant particulièrement à leur correspondant de se « *faire payer comptant... lors de la passation des contrats* », sans même attendre par conséquent le paiement du premier quartier. Il est également question du droit de bail dans le contrat passé le 19 août 1674 entre les fermiers généraux et le syndic du diocèse du Puy, celui-ci se chargeant de lever l'équivalent dans le diocèse pendant le trienne 1674-1676 : dans une clause du contrat les bailleurs réservent les droits des quelques sous-fermiers avec lesquels ils ont déjà traité directement, et ils s'engagent à tenir compte au syndic du produit de ces sous-fermes particulières, à l'exception toutefois du droit de bail perçu à l'occasion de ces traités (74). Précisons à titre d'exemple qu'ils avaient sous-affermé l'équivalent dans le lieu de Riotord le 16 août 1673, le prix du bail étant fixé à 57 livres par an et le droit de bail à 14 livres 5 sous (75). Mais le droit de bail n'est pas toujours égal au montant d'un quartier. Paret et Vernet, dont il a déjà été question, doivent 225 livres par quartier, mais ils n'ont payé

(69) *Ardèche*, 13-B-18, n° 109.

(70) *Aude*, VII-C-8.

(71) *Ardèche*, 13-B-15, n° 105.

(72) Prix du bail : 450.000 livres par an (*Hérault*, B-9045).

(73) *Ardèche*, 13-B-15, n° 105. Sur le paiement du « *droit de bail* », Cf. *Ardèche*, 13-B-15, n° 61-85 ; 13-B-16, n° 9 ; *Hte-Loire*, C-6446 ; C-7303.

(74) *Hte-Loire*, C-7302.

(75) *Ardèche*, 13-B-18, n° 132.

que 40 livres pour « *épingles ou droit de bail* » (76). Jacques Zacharie Rouveure, fermier à Saint-Fortunat à peu près à la même époque (1765) donne 24 livres « *à titre d'épingle* », le prix du bail étant fixé à 500 livres par an (77). Le terme « *épingle* » est également employé dans le contrat passé avec Pestre au sujet de Villeneuve-de-Berg : le début du bail est fixé au 1^{er} avril 1770, et Pestre s'engage à payer ce jour-là le premier quartier, soit 762 livres 10 sous (prix du bail : 3.050 livres par an), et en outre deux sous pour livre du prix d'une année du bail, soit 305 livres, à titre d'« *épingle* » (78). Il n'est pas douteux qu'il s'agit là du droit de bail : un autre document relatif à la même ferme précise d'ailleurs que les deux sous pour livre sont dûs pour la première année du bail seulement (79). Mais ici encore il faut éviter de généraliser : Mathieu Leyre, hôtelier au Puy, « *sous-fermier du droit d'équivalent de sa porte* » pour six ans à compter du 1^{er} janvier 1689 paie un second droit de bail à l'échéance du quartier de janvier 1692(80) ; et tel fermier en 1788 s'engage à payer les deux sous pour livre chaque année pendant la durée de son bail (81). Il est évident que dans ce cas la taxe perd en grande partie son caractère de droit d'entrée dans l'administration de la ferme. Elle se rapproche des droits de quittance, dont le paiement est également stipulé dans la plupart des contrats.

Comme leur nom l'indique les droits de quittance doivent être acquittés lors du paiement des quartiers du bail. Les contribuables abonnés à l'impôt dénoncent avec véhémence au début du XVIII^{me} siècle la rapacité et l'arbitraire des fermiers locaux dans le recouvrement de ces droits, et l'assemblée provinciale est ainsi amenée le 27 novembre 1614 à interdire la perception de toute taxe « *autre que ce qui était porté par les articles de l'équivalent, soit sous prétexte de quittance ou pour quelque autre occasion... sur peine de concussion* » (82). La Coste, dont le traité a été composé à cette époque-là et qui pour sa part défend volontiers les intérêts du fisc, fait lui-même état de l'interdiction (83). Or par la suite, bien que le règlement renouvelle constamment cette défense dans les termes mêmes de la délibération du 27 novembre 1614 (84), il est question dans la plupart des contrats du droit de quittance (85). Il est en général fixé à 5 sous et censé « *faire partie* » du prix du bail, ce qui permet de tourner l'interdiction. L'assemblée provinciale en tout cas n'ignore pas les agissements des partisans puisque le 17 mai 1624 — dix ans à peine après la

(76) *Ardèche*, 13-B-18, n° 109.

(77) *Ardèche*, 13-B-18, n° 52.

(78) *Ardèche*, C-754, n° 61.

(79) *Hte-Gar.*, C-2416, f° 234 v° ; Cf. également bail 26 mars 1758 pour le lieu de Vernoux ; prix : 6.000 l. par an, et le preneur « *donne à titre d'épingles* (sic) pour une fois 300 livres et pour gazailles 2 paires de perdreaux dans le mois de janvier de chacune des six années » (*Ardèche*, 13-B-18, n° 70).

(80) *Hte-Loire*, C-7302, 7303.

(81) Bail concernant Pézilla et Feilluns (*Aude*, VII-C-8).

(82) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 135.

(83) La Coste, *op. cit.* p. 107.

(84) Règl. 1618 (art. 53) ; 1620 (54) ; 1624-1664 (55) ; 1667-1684 (54) ; 1687-1717 (57) ; 1723 (59) ; 1729 (51) ; 1735 (54) ; 1741-1747 (57) ; 1754-1762 (58) ; 1768 (57) ; 1776 (55) ; 1780 (60) ; 1787 (73).

(85) *Hte-Loire*, C-6446 ; *Hérault*, B-9062, 9168, 9382 ; *Ardèche*, 13-B-15, n° 248 ; 13-B-17, n° 103...

délibération évoquée ci-dessus — elle-même admettait que la connaissance du produit réel de la ferme nécessiterait une enquête sur « *ce qui était payé du prix desdites fermes et pour la délivrance des baux, drcit prétendu de quittances et autres* » (86).

III. — LES OBLIGATIONS DES PARTIES

Constamment dans leurs conventions les partisans se réfèrent aux « *clauses et conditions passées avec le fermier général* », ils déclarent leurs promesses conformes à ce qui est « *contenu au contrat de l'affermé générale de l'équivalent* » (87). Aussi bien passerons-nous rapidement sur la plupart des points, qu'il s'agisse des obligations respectives des parties ou de leur sanction. Nous terminerons par l'examen des garanties attachées au contrat.

A) LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Le bailleur s'engage à laisser le preneur jouir de son bail « *de même que les précédents fermiers en ont joui ou dû jouir et que (lui-même) a le droit de jouir en vertu de son bail* ». Les termes de subrogation et de sous-ferme sont d'ailleurs fréquemment associés (88).

Il arrive que l'engagement du bailleur soit plus étendu, qu'un véritable monopole d'abonnement des droits soit octroyé au preneur dans une région déterminée : le 12 juin 1788 par exemple le fermier de l'équivalent des pays de Velay et de Vivarais sous-affermé à Gibert l'équivalent des denrées que celui-ci « *pourra faire consommer au rivage de Montor et de la Chapelle de Saint-Clair* », avec promesse de « *le faire jouir seul pour les susdits rivages* » (89). Et certes le commerçant qui, imposé forfaitairement, échappe au contrôle qu'exercent en permanence les agents du fisc, est singulièrement avantagé par rapport à ses concurrents : « *Je ne suis pas étonné que vous n'ayez pas pu sous-fermer les portes des Srs Donnat et Saint-Luc à Craponne* », écrit le fermier Perier à son procureur en 1771 ; « *la clause qui a été mise dans le bail du Sr Bardou, que les sous-baux ne pourraient être faits que de son consentement, sera toujours un obstacle à ce qu'on puisse les faire; Bardou lui-même est cabaretier et il est de son intérêt d'écarter les autres. Mr Antérieux n'y réfléchit point lorsqu'il fit une pareille convention* » (90)...

(86) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 262 ; également P-V 15 août 1626 (*id.*, C-2300, f° 70).

(87) Notamment *Aude*, VII-C-10 ; *Hte-Loire*, C-6446, C-7303 ; *Hérault*, B-9062, 9382 ; etc...

(88) Cf. *Hte-Loire*, C-7302, l'acte passé le 19 août 1674.

(89) *Hte-Loire*, C-7304.

(90) Lettre 10 sept. 1771 (*Lozère*, F-64).

B) LES OBLIGATIONS DU PRENEUR

Le preneur s'engage à payer le prix convenu quartier par quartier, l'échéance étant en principe fixée à la fin de chaque quartier (91). Cependant l'usage d'accorder au débiteur un délai de huit jours est généralement suivi (92), au moins en ce qui concerne les abonnés et les arrièrefermiers (93). Mais on doit tenir compte de l'importance du bail et admettre qu'un fermier diocésain dispose d'un délai plus long, puisqu'aussi bien la province accorde six semaines au fermier général après l'échéance de chaque quartier. Le fermier du diocèse du Puy en 1706 est formel : « *L'usage et la coutume des baux d'équivalent* » commandent que le paiement soit effectué « *un mois après le quartier échu* » (94). En réalité il n'y a pas de règle absolue : tel fermier diocésain dispose d'un mois (95), tel autre de quinze jours (96) ; et dans la pratique la date du paiement varie constamment et elle est souvent postérieure de plusieurs mois à l'échéance du quartier (97).

Les deniers doivent être portés entre les mains du bailleur, et d'ailleurs le règlement à compter de 1614 fait une obligation aux fermiers d'« *établir leurs bureaux aux villes capitales de chaque diocèse* » et d'y « *faire, eux ou leurs commis, résidence à la fin de chaque quartier pour recevoir le paiement des sous-fermiers* » (98). La Coste installe ainsi son bureau à Uzès en 1618 (99), cependant qu'à Montpellier en 1623 quatre commis « *gens de bien* », se tiennent en permanence au bureau (100). Pratiquement l'administration de la ferme nécessite l'établissement de plusieurs bureaux par diocèse. Ces bureaux sont installés dans les agglomérations les plus importantes ou dans celles qui se trouvent à la tête d'un « *département* » étendu. Il y a ainsi un bureau de l'équivalent à Annonay (101), à

(91) Règl. 1614-1618 (art. 54) ; 1620 (55) ; 1624-1684 (15) ; 1687-1723 (14) ; 1729 (7) ; 1735 (8) ; 1741-1747 (49) ; 1754-1762 (50) ; 1768 (49) ; 1776 (47) ; 1780 (52) ; 1787 (64). En ce qui concerne les applications, Cf. notamment *Hte-Loire*, C-7302 ; *Hérault*, B-33068 ; *Cordes* CC-99 ; etc... ; quelquefois paiement d'avance (*Ardèche*, 13-B-15, n° 105) ou mensuellement (boucherie du Puy, 15 janv. 1668 ; *Hte-Loire*, C-7302) ou annuellement (abonnement d'hôte, 12 juin 1788 ; *Hte-Loire*, C-7304).

(92) La Coste, p. 107. Le règlement (art. précédemment cités) défend de « *faire diligences* » pendant la huitaine

(93) Cf. *Hte-Loire*, C-7302, l'état des paiements effectués par Mathieu Leyre dans la période 1690-1697.

(94) *Hérault*, B-9294.

(95) Bail dioc. Le Puy, 19 août 1674 (*Hte-Loire*, C-7302).

(96) Bail dioc. Narbonne, 2 juillet 1688 (*Hérault*, B-42147).

(97) Cf. l'état des paiements effectués par les fermiers des diocèses du Puy, de Mende et de Viviers, 1725-1730 (*Hte-Loire*, C-7303).

(98) P-V 27 nov. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 136 v°) ; Règl. 1614 et suiv. mentionnés supra note 91.

(99) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 230. Sur le bureau d'Uzès, Cf. également *Hérault*, B-9062.

(100) *Hérault*, B-742-744 ; 9217 ; 9246 ; 42147.

(101) *Ardèche*, 13-B-16, n° 9 ; 13-B-18, n° 7, 8.

Castelnaudary (102), à Cordes (103), à Espérazza (104), à Villeneuve-de-Berg (105), à Marvejols (106), etc... etc...

En cas de fermeture injustifiée des bureaux — car il arrive « *le plus souvent* », d'après La Coste, « *que les fermiers se tiennent cachez industrieusement, pour avoir moyen de consumer les parties en frais* » (107) — les débiteurs demeureront valablement déchargés en consignand les sommes par eux dûes entre les mains des consuls ou d'autres personnes solvables, et en le notifiant au domicile des fermiers (108). Quant au fermier général il est tenu d'élire domicile dans un certain nombre de villes de la province (109), mais le règlement ne lui a jamais imposé l'établissement d'un bureau à Toulouse ou à Montpellier. En fait, comme il doit lui-même effectuer le paiement de son bail dans les bureaux du trésorier de la Bourse installés dans l'une et l'autre de ces villes, il y a lui-même ses bureaux où les fermiers diocésains normalement vont s'acquitter (110).

Le fermier ne s'engage pas seulement à payer le prix du bail. Ayant pris la ferme à ses risques et périls et « *sans espoir d'aucun rabais ni diminution pour quelque cas ni sous quelque prétexte que ce soit* », il proclame son renoncement à toute demande en indemnité, et il s'oblige en cas de tiercement, de doublement ou de renforcement du prix du bail à « *désister la sous-ferme sans aucune forme ni figure de procès et sans prétendre aucun dédommagement* ». Il s'engage également à observer le règlement de l'imposition, dont il se déclare « *bien informé* » après la remise, qui lui est faite, d'un « *exemplaire imprimé des articles* » (111).

Signalons enfin que les baux conclus à l'extrême fin de l'Ancien Régime font naître deux nouvelles obligations à la charge des fermiers : obligation de communiquer tous les ans au bailleur les comptes de l'exploitation (112); obligation en cas de « *versement* », c'est à dire transport de denrées imposables en dehors du territoire dans lequel l'impôt est affermé, de rembourser les droits éventuellement perçus au fermier du lieu où les denrées auront été consommées (113). La première de ces dispositions reflète le souci des Etats provinciaux, désireux de participer à l'administration de la ferme, de « *connaître le vrai produit des droits* » ; quant à la seconde, son adoption semble motivée par la nécessité de mettre fin à une contrebande particulièrement active et en outre par le désir des autorités d'éliminer un des principaux motifs de désaccord entre les sous-fermiers.

(102) *Aude*, B-2513 ; *Arch. Nat.*, H-824, n° 48.

(103) *Cordes*, CC-99.

(104) *Aude*, VII-C-8.

(105) Sur l'établissement du bureau, Cf. *supra* p.

(106) *Hte-Loire*, C-7304.

(107) *Op. cit.* p. 108.

(108) P-V 27 nov. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 136 v°) ; Règl. 1614 et suiv. mentionnés *supra* p. note. Application : *Hérault*, B-9309.

(109) Cf. *supra* p. 154.

(110) Dans la dernière décade de l'Ancien Régime Puech est « *caissier de la ferme générale* » à Montpellier (Lozère, F-741).

(111) *Ardèche*, C-754, n° 60.

(112) Cf. notamment *Aude*, VII-C-8, plusieurs actes passés en mars 1788.

(113) Bail ville de Roche et paroisse Saint-Maurice-de-Roche, 25 mars 1776 (*Hte-Loire*, C-7304) ; bail Gincla, 10 mars 1788 (*Aude*, VII-C-8).

C) SANCTION DES OBLIGATIONS RESULTANT DU CONTRAT DE BAIL

L'inexécution des obligations résultant du contrat de bail entraîne la résiliation de celui-ci : le défaut de paiement en particulier est assimilé à une folle-enchère.

Le retard dans le paiement sera, dans les dernières années de l'Ancien Régime, aussi sévèrement sanctionné : les bailleurs éprouvent de graves difficultés de recouvrement, et l'on n'hésite pas à prévoir la résiliation du bail en cas de retard de quinze jours (114). Antérieurement, ainsi qu'en témoignent la plupart des actes passés au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècle, le bailleur se contentait de réclamer une indemnité pour chaque voyage de commis ou de sergent envoyé au débiteur faute de paiement au terme fixé (115).

D) LES GARANTIES ATTACHEES AU CONTRAT

Dès lors qu'il s'agit d'une ferme de quelque importance le bailleur ne manque pas d'exiger des garanties. Les Etats provinciaux sur ce point donnent l'exemple, et c'est effectivement le cautionnement qui est la garantie la plus employée (116).

Vers la fin du XVII^{me} siècle l'usage s'installe parmi les fermiers de faire l'avance d'un quartier du bail : « *pour plus grande sûreté du contenu au contrat* », déclarent les bailleurs (117) ; en fait, semble-t-il, parce que le fermier général est lui-même soumis à cette obligation. Et lorsqu'au siècle suivant le montant du fonds d'avance déposé à la trésorerie de la Bourse est quadruplé, nombre de sous-fermiers doivent s'engager à leur tour à payer par avance le prix d'une année du bail (118). Mais il ne s'agit là, précisons-le, que d'obligations résultant de conventions particulières, le règlement n'ayant jamais envisagé le problème des garanties dans les rapports entre fermiers et sous-fermiers. Aussi bien il arrive que le bailleur exige concurremment le cautionnement et l'avance (119), ou qu'il se contente de l'engagement d'une ou plusieurs cautions (120) ou de l'avance d'une certaine somme (121). Enfin dans la plupart des traités d'abonnement il n'est pas question de garantie, ce qui se comprend parfaitement car il s'agit d'un simple forfait sur l'impôt.

(114) *Aude*, VII-C-8.

(115) *Hte-Loire*, C-7303 ; *Ardèche*, 13-B-15, n° 248 ; *id.*, C-754, n° 60.

(116) *Hérault*, B-42147 ; *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 230 ; *Hte-Loire*, C-6446 ; C-7302 ; C-7304 ; *Aude*, VII-C-8, VII-C-10 ; *Ardèche*, 13-B-15, n° 105...

(117) Bail Yssingeaux, 21 mai 1696 (*Hérault*, B-9382).

(118) Bail Saugues, 27 mars 1725 (*Hte-Loire*, C-7303).

(119) Bail Saugues, 27 mars 1725.

(120) Bail dioc. Narbonne, 2 juil. 1688 (*Hérault*, B-42147).

(121) Bail Vernoux, 26 mars 1758 (*Ardèche*, 13-B-18, n° 70).

CHAPITRE II

L'intervention des états provinciaux et des autorités municipales dans l'administration de la ferme

Les interventions des Etats destinées à régulariser le sous-affermage mises à part, l'administration de la ferme est restée une affaire privée pendant la presque totalité de l'Ancien Régime. Les autorités municipales ou diocésaines en ce qui les concerne n'ont pas manifesté l'intention de s'immiscer dans cette administration, sinon dans quelques cas exceptionnels; quant aux Etats, ils n'ont posé qu'à la veille de la Révolution le principe de leur participation à l'affaire.

SECTION I

L'intervention des autorités municipales

L'entreprise est quelquefois sous-affermée aux autorités municipales. Les consuls de Valentine notamment se chargent de la levée de l'impôt dans la localité pendant le trienne compris entre le 1^{er} septembre 1609 et le 31 août 1612 (122). En 1708 c'est le conseil de ville de Langogne qui, sous le nom d'un particulier, prend à ferme l'équivalent; une régie est organisée sous la direction des consuls (123). Mais le cas le plus remarquable de participation des autorités municipales à l'administration de l'entreprise se rencontre au Puy dans la deuxième moitié du XVII^{me} siècle. On sait dans quelles conditions le syndic général de Roux fut amené en 1659 à négocier l'abonnement de la municipalité ponote à l'équivalent sur la viande de boucherie (124). L'abonnement devait être continué jusqu'à la fin du trienne (1662), le forfait étant fixé à 2.400 livres par an. Mais l'équivalent ne frappe pas seulement la viande de boucherie. En 1672 les vins récoltés dans les pays de

(122) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 282.

(123) *Hérault*, B-9152.

(124) Cf. *supra* p. 168.

Velay et de Gévaudan sont du point de vue fiscal assimilés à ceux provenant des autres régions de la province et imposés comme ces derniers (125). La mesure provoque l'indignation des intéressés, si bien que les fermiers prudents préfèrent traiter avec les autorités locales. Le 19 août 1674 ils « *baillent à titre de subrogation et sous-ferme* » à Robert Bernard, syndic du diocèse du Puy, le droit d'équivalent de la ville et du diocèse en question moyennant 17.500 livres par an, le bail étant conclu pour la durée du trienne 1674-1676 ; le même jour le premier consul de la ville du Puy promet au syndic d'assurer le recouvrement des droits et d'effectuer le paiement quartier par quartier, et en outre de se conformer en toutes choses aux clauses du contrat passé entre les fermiers généraux et ledit syndic. Le 27 août 1674 enfin le conseil de ville du Puy approuve le contrat (126). La municipalité ponote par la suite procède différemment, mais sans cesser de collaborer activement à l'administration de la ferme. En 1686 les consuls dressent un état de tous les hôtes et cabaretiers et des sommes que chacun d'eux pourrait payer au fermier par abonnement ; en tout 6.060 livres. La plupart des intéressés acceptent le forfait, mais un certain nombre, dont la taxe s'élève au total à 1.691 livres, refusent de se soumettre, ce qui entraîne les réclamations du fermier et provoque l'intervention des Etats provinciaux ; et l'on n'est pas peu surpris de voir ces derniers le 29 novembre 1686 charger les consuls du Puy de tenir la main à ce que l'abonnement soit imposé à tous les intéressés, et les prier à cet effet de donner toute l'aide nécessaire aux commis du fermier (127). Trois ans plus tard (le bail étant renouvelé) le conflit renaît. Le fermier dénonce la « *contradiction naturelle qu'ont les habitants* (de la ville) *à s'accoutumer à payer ce droit* ». En réalité la communauté étant abonnée de longue date, le recouvrement s'effectue d'après des modalités particulières, sans rapport avec celles fixées par le règlement de l'imposition. On s'explique ainsi certains propos du fermier, déclarant par exemple que les règlements « *avaient été si négligés qu'ils passaient quasi inconnus ou contraires à la liberté publique* », et que parmi les officiers du Sénéchal, juge conservateur, « *il y en avait plusieurs à qui ces règlements paraissaient extraordinaires, quoique registrés dans leurs greffes* » (128). Encore une fois l'affaire sera réglée par transaction. Le 3 septembre 1689 les consuls conviennent de verser au fermier 2.250 livres par an, le fermier promettant de son côté de cesser toutes les poursuites. Par le même acte les consuls s'engagent vis-à-vis du fermier à trouver un sous-fermier qui donnera de l'équivalent du vin débité dans la ville 9.250 livres par an, sauf à prendre eux-mêmes la sous-ferme à ce prix « *en leur propre et privé nom* », auquel cas ils se feraient payer par la ville tous les ans la somme de 2.250 livres. L'arrêt du conseil du 24 septembre 1689 autorise la transaction, en permettant à la ville d'affecter au paiement de cette dernière somme une partie des deniers de la subvention (129).

(125) Cf. *supra* p. 137.

(126) *Hte-Loire*, C-7302.

(127) *Hte-Gar.*, C-2331, f° 92.

(128) *Hérault*, B-9293.

(129) *Hérault*, B-9293.

La municipalité ponote ainsi intervient lorsque les rapports entre les fermiers de l'impôt et les contribuables sont tendus; et son intervention, plus ou moins inspirée par les Etats, en tout cas approuvée par eux, tend, sinon à assurer la sauvegarde des « *privilèges* » dont les habitants de la ville invoquent la jouissance traditionnelle, du moins à obtenir du fermier qu'il use de ménagements dans l'application du régime en vigueur dans le reste de la province. En bref il s'agit avant tout d'une action conciliatrice, et l'on peut constater que l'intervention des autorités municipales présente ce caractère dans la plupart des cas. En 1731 c'est le fermier de l'impôt dans le pays de Gévaudan, en conflit avec le conseil de ville de Mende au sujet de la perception du droit sur la viande, qui lui-même suggère à la communauté de s'abonner (130). A Villeneuve-de-Berg où l'établissement de la ferme en 1770 se heurte à de sérieuses difficultés (131) le premier consul envisage également une solution de ce genre. Le syndic diocésain indique la marche à suivre: « *Faire de la sous-ferme une affaire de communauté serait très difficile et extrêmement long. Il ne faut pas espérer que l'on permette de pourvoir au paiement du prix de ce sous-bail par imposition; tout au plus pourrait-on obtenir l'autorisation du traité que la communauté ferait avec le sous-fermier, mais toujours à condition que le prix en soit payé des denrées qui proviendraient de la régie et perception des droits, ce qui ferait de l'équivalent une espèce de subvention qu'on ne peut établir qu'avec le consentement des Etats généraux de la province et en vertu d'un arrêt du conseil* ». Pour le syndic il est préférable que « *les principaux habitants se chargent du bail sur le pied qui serait convenu avec le sous-fermier* »; et de rappeler que « *pendant le cours du bail (précédent) à Aubenas les principaux habitants avaient traité en leur propre nom avec le fermier et s'étaient arrangés ensuite, non seulement avec les cabaretiers, mais encore avec les autres habitants qui s'étaient soumis chacun en droit soi à payer une certaine somme pour avoir la liberté de vendre leur vin sans observer aucune des formalités du règlement* » (132). La solution préconisée par le syndic est effectivement la plus commode et de ce fait elle a été la plus employée, mais il faut bien constater que l'intervention des autorités municipales dans l'administration de la ferme des droits d'équivalent, même par personne interposée, est toujours restée exceptionnelle.

(130) Mende, HH-8. La suggestion ne sera pas retenue par la municipalité.

(131) Cf. *supra* p. 153.

(132) Ardèche, C-754, n° 68, 71. Le conseil de ville repoussera finalement la solution préconisée par le syndic (*id.*, n° 72).

SECTION II

**L'intervention des états provinciaux
dans l'administration de la ferme en 1780**

En 1780 le syndic général Montferrier fait part à la commission des Affaires Extraordinaires de ses « réflexions sur les moyens de conserver à la province les mêmes avantages qu'elle a retirés jusqu'(alors) des précédents traités, en procurant de plus aux Etats la connaissance qu'ils ont toujours désiré avoir de l'entier produit des droits, et une partie assurée du bénéfice résultant de son excédent au delà du prix fixé à forfait par une adjudication faite en la forme ordinaire » (133). C'est ainsi qu'est formé le projet d'associer les Etats à l'administration de la ferme, avec participation de la province au bénéfice, projet qui dans les procès-verbaux porte d'ailleurs le nom de Montferrier.

Précisons qu'en 1742 l'assemblée avait eu à se prononcer sur l'opportunité d'une telle association : celle-ci devait permettre aux Etats de « connaître positivement le produit de toutes les sous-fermes, qu'on s'oblige(ait) de diviser par diocèses, et d'adjuger en présence des syndics généraux ou de ceux desdits diocèses », le fermier général pour sa part se contentant d'un « bénéfice de 8 % pris sur le total du produit des sous-fermes et offrant de porter le surplus à la caisse de la province » (134). La proposition, qui émanait de l'un des enchérisseurs avait été rejetée, l'assemblée jugeant impossible de pouvoir « compter sur la sincérité des adjudications » : « Personne n'ignore combien il est aisé d'être trompé à cet égard, quelque précaution qu'on prenne », avait justement fait observer le rapporteur de la commission des Affaires Extraordinaires... En 1780 les Etats n'ont plus les mêmes raisons de se montrer aussi méfiants, du moins le syndic l'affirme. Quelques précautions d'après lui doivent suffire : 1°) obliger le fermier à rendre tous les ans un compte exact des recouvrements effectués, avec remise des pièces justificatives ; 2°) confier les intérêts de la province à un ou deux agents qui deviendraient membres de la compagnie fermière ; 3°) éviter les associations d'intérêts et les croupes, et pour cela limiter le nombre des membres de la compagnie fermière (huit associés au maximum). Cette dernière disposition reflète une des préoccupations dominantes du pouvoir central à cette époque-là. Citons en particulier l'arrêt du conseil du 9 janvier 1780, par lequel le roi se propose de « réformer un abus longtemps consacré dans la ferme générale..., celui des croupes, des pensions et des intérêts accordés... à des personnes absolument étrangères à cette manutention » (135). Ces conditions étant posées, il

(133) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 270).

(134) P-V 4 janv. 1742 (*Hte-Gar.*, C-2386, f° 42-43).

(135) Anc. lois franç., t. 26, n° 1245 : la ferme générale dont il est question n'est pas celle de l'équivalent, mais celle des aides et autres droits (gabelle, traites, tabac, entrées) perçus dans le royaume. Sur les projets de Terray, de Turgot et de Necker et l'arrêt du 9/1/1780, Cf. Pion, *op. cit.* pp. 36 sq. et 73 sq. ; Roux, *op. cit.*, pp. 360 sq.

resterait à fixer la portion du bénéfice revenant à la province — le cinquième ou le quart d'après le syndic.

La commission des Affaires Extraordinaires est séduite par le projet. Son rapporteur, l'archevêque de Toulouse, en énumère les avantages le 30 décembre 1780 — « *des avantages qui n'ont pas besoin de preuve, puisqu'on y voit clairement l'exclusion de tout arbitraire et de toute préférence, avec la certitude des plus grands produits qu'on puisse espérer de se procurer, et en tout événement une recette au moins certaine, à l'abri de tout risque, et quitte de tous frais comme dans l'état actuel, avec la très grande probabilité de la connaissance du vrai produit des droits* ». L'assemblée approuve immédiatement le projet et elle en ordonne la publication en même temps que celle du futur règlement (136). Un an plus tard — le 18 décembre 1781 — le texte est définitivement arrêté (137); il entrera en application au début du nouveau bail, le 1^{er} avril 1782.

I. — LA PARTICIPATION DES ETATS

A L'ADMINISTRATION DE LA FERME

La compagnie fermière, dans sa structure comme dans son activité, est soumise au contrôle des autorités.

a) LA COMPOSITION DE LA COMPAGNIE FERMIERE

Le contrôle exercé par les Etats sur la composition de la compagnie est très strict. Le nombre des membres est fixé au maximum à huit, indépendamment de l'agent ou des agents de la province; mais rien ne s'oppose à ce que la compagnie soit composée de deux ou trois associés seulement. Aucune « *union totale ou partielle de compagnie à compagnie admise au concours* » n'est tolérée, et « *ceux qui ont été déclarés comme enchérisseurs, intéressés ou cautions dans d'autres compagnies ne peuvent être reçus dans la compagnie adjudicataire* ». Celle-ci d'ailleurs prendra l'engagement, tant pour elle que pour chacun de ses membres, de ne céder aucun intérêt dans l'affaire à des tiers; quant aux contrevenants, ils s'exposent à l'« *exclusion, comme enchérisseurs ou comme cautions, de toutes les affaires de la province* » (138).

Cette réglementation reflète le désir des autorités d'assurer une union véritable du travail et du capital, leur préoccupation d'éviter absolument tout capitalisme anonyme. Ainsi les frais d'administration ne mangeront

(136) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f° 270 sq.). Le projet Montferrier est exposé dans les art. 2, 12, 13 et 14 du projet de règlement publié en décembre 1780 (*Hérault*, A-120, f° 23).

(137) *Hte-Gar.*, C-2424, f° 49; *Arch. Nat* H-748²¹⁹, n° 17. Finalement le règlement comprend le texte du projet de 1780, plus un supplément de dix-sept « *nouveaux articles* » (*Hérault*, A-120, f° 147); ce sont ces dix-sept « *nouveaux articles* » qui réglementent la participation des Etats à l'administration de la ferme; nous les distinguerons dans nos références par la mention « *nv art* ». En 1787 cette numérotation spéciale sera supprimée (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 462).

(138) Régl. 1781 (art. 2, nv art. 4); 1787 (5, 6).

pas la totalité du revenu : « Comme il ne doit point y avoir de croupiers ni d'intéressés étrangers et qu'il est pas conséquent inutile de distinguer ceux qui travaillent de ceux qui ne travaillent pas, la compagnie ne devant être composée que de personnes intelligentes et capables de travailler réellement et utilement à l'exploitation, on ne comptera parmi les frais aucun droit de présence, le travail et le bénéfice ne devant faire qu'un seul et même objet de spéculation, sauf à la compagnie à diviser entre ses membres leurs intérêts respectifs à raison de leur utilité et de leur capacité personnelle » (139).

b) LA REPRESENTATION DES INTERETS DE LA PROVINCE

La représentation des intérêts de la province est assurée normalement par l'agent ou par les agents de la province, lesquels ont la qualité de membres de la compagnie fermière. Précisons que les Etats se réservent la faculté de nommer deux agents, et qu'ils se chargent de pourvoir à leurs honoraires (140).

Ces agents doivent assister à toutes les délibérations de la compagnie, prises en assemblées ordinaires ou extraordinaires; dans tous les cas ils ont « voix active et délibérative ». Mais cette voix ne sera jamais « comptée que pour une », quand même deux agents seraient nommés; et en outre elle n'est pas « prépondérante »: c'est la règle de la majorité qui s'impose (141). Finalement la représentation des intérêts de la province sera assurée par un seul agent, nommé le 5 janvier 1782 sur proposition de l'archevêque de Narbonne: il s'agit du sieur Pujou, habitant de Toulouse (142), auquel l'assemblée renouvellera sa confiance six ans plus tard (143).

c) LE CONTROLE DE L'ADMINISTRATION DE LA FERME

Si la compagnie fermière est libre, suivant la tradition, d'« affermer ou de régir telle partie qui lui conviendra et de faire à cet effet toutes les sous-fermes, générales ou particulières, baux, marchés et traités qu'elle croira avantageux à l'exploitation de la ferme » (144), l'assemblée provinciale fixe certaines directives et elle se préoccupe d'en surveiller l'application, soit par l'intermédiaire de ses agents, soit directement en examinant les comptes de l'entreprise.

Il est prévu d'abord l'établissement d'un « plan de régie et d'administration » valable pour la durée du bail: « Aussitôt que la province aura nommé un ou deux agents, la compagnie s'assemblera avec eux, et il sera arrêté avant le début du bail un plan... auquel il ne pourra être dérogé, si les circonstances l'exigent, que par délibération de la compagnie » (145). L'exécution du plan est également concertée: « Les sous-fermes, soit générales, soit particulières, les régies, baux, marchés,

(139) Règl. 1781 (nv art. 7) ; 1787 (17).

(140) Règl. 1781 (nv art. 7, 11) ; 1787 (17, 20).

(141) Règl. 1781 (nv. art. 11) ; 1787 (20)

(142) Hte-Gar., C-2424, f° 439. Appointements : 3.000 livres par an.

(143) P-V 18 janv. 1788 (Hte-Gar., C-2430, f° 596).

(144) Règl. 1781 (nv art. 9) ; 1787 (14).

(145) Règl. 1781 (nv art. 8) ; 1787 (18).

traités, nominations et destitutions ne pourront être faits... sans l'agent ou les agents de la province » (146). Le règlement enfin prévoit l'établissement d'un « *compte annuel d'exploitation et de régie* » préalablement à la fixation de la portion de bénéfice à partager : dans le chapitre des recettes doivent figurer le montant des avances faites par la compagnie et tous les produits ; en dépense le prix du bail, les intérêts des fonds d'avance à 5 % sans retenue, les frais d'établissement et tous ceux de régie et d'exploitation (147).

Le règlement, on le voit, est précis en ce qui concerne l'établissement du compte. Mais en 1781 il se borne à prévoir le dépôt d'un double dudit compte, avec les pièces justificatives, au greffe des Etats (148). En 1787 la commission des Affaires Extraordinaires reconnaît que les comptes ont été rendus aux commissaires des Travaux Publics (149). Mais, ajoute-t-elle, ils n'ont jamais été rapportés à l'assemblée. Ainsi le but recherché n'est pas atteint. L'assemblée délibère alors de compléter le texte du règlement, en précisant que le compte serait présenté aux commissaires des Travaux Publics, avec les pièces justificatives, pour « *être le tout par eux vérifié, et être ensuite rendu compte aux Etats tous les ans sur la copie en forme que l'agent remettrait à cet effet au syndic général* » (150).

II. — LA PARTICIPATION DE LA PROVINCE AU BENEFICE DE L'EXPLOITATION

Théoriquement cette participation pose trois problèmes :

a) LA PART DE BENEFICE DEVOLUE A LA PROVINCE

La participation est acquise sans contre-partie, la province n'étant pas tenue de combler le déficit éventuel de l'exploitation. La somme représentant le prix d'adjudication est dûe en tout état de cause, « *de sorte que si les produits ne se trouvent pas suffisants pour remplir le prix principal du bail, les frais de régie et tous autres quelconques, le déficit sera rempli par la compagnie adjudicataire, sans avoir rien à demander aux Etats* » (151).

Ces derniers cependant ne laissent pas de proclamer que « *leurs vues n'ont pas été dirigées par l'espoir d'un bénéfice considérable* », et c'est en définitive au sixième qu'est fixée la part de bénéfice dévolue à la province (152). Le syndic Montferrier, on le sait, projetait d'attribuer à cette dernière le cinquième, voire le quart du bénéfice.

(146) Règl. 1781 (nv. art. 11) ; 1787 (20).

(147) Règl. 1781 (nv art. 13, 14, 16) ; 1787 (22, 23, 25).

(148) Règl. 1781 (nv art. 12, 13).

(149) La direction des Travaux Publics du haut-Languedoc avait été chargée de nommer des commissaires à l'effet de procéder à l'examen du compte pendant l'année (P-V 24 déc. 1782 et 16 déc. 1783 ; *Hte-Gar.*, C-2425, f° 394 ; C-2426, f° 435).

(150) P-V 8 janv. 1787 (*Hte-Gar.*, C-2429, f° 462) ; Règl. 1787, art. 21, 22.

(151) Règl. 1781 (nv art. 5) ; 1787 (15).

(152) P-V 7 déc. 1781 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 49) ; Règl. 1781 (nv art. 5) ; 1787 (15).

b) LE CALCUL DU BENEFICE

Il suffira de « prélever sur le produit de l'exploitation: 1°) le prix principal de l'adjudication; 2°) les intérêts sur le pied du denier vingt des sommes que l'adjudicataire pourrait avoir été obligé de fournir de ses deniers pour parfaire le prix principal; 3°) les frais d'exploitation, de régie et d'établissement. Et tous lesdits prélèvements faits, le surplus formera le bénéfice dont cinq portions appartiendront à l'adjudicataire et la sixième à la Province » (153).

c) LA REPARTITION

Il appartient à la compagnie fermière, à la fin de chaque année après le règlement du compte, de fixer la portion de bénéfice qu'elle croit devoir se partager, et celle qu'elle entend laisser en caisse. Par la suite « les 5/6 du bénéfice destiné au partage seront remis aux adjudicataires, et le 1/6 au trésorier de la province dans son bureau de Montpellier; le surplus (devant) rester en caisse sans pouvoir être employé à d'autre usage qu'à l'exploitation et à l'administration de la ferme, si ce n'est que, sur les représentations de la compagnie, les Etats y aient expressément consenti » (154). De toute façon la répartition annuelle n'est que provisoire: « comme les Etats n'entendent percevoir leur 1/6 que sur le bénéfice définitif que l'exploitation aura donné pendant les six années du bail, il sera, à la fin dudit bail, fait une liquidation du bénéfice dont le résultat déterminera le 1/6 qui doit revenir à la province; et en cas qu'elle ait reçu plus qu'il ne doit lui revenir, il sera fait compte entre elle et l'adjudicataire » (155).

En fait la province n'a jamais eu sa part du bénéfice de l'entreprise, et même il ne paraît pas — les procès-verbaux en tout cas sont muets — qu'un rapport sur les résultats financiers de l'exploitation ait jamais été soumis aux Etats. On sait qu'en 1787 la commission des Affaires Extraordinaires avait déploré le fait, en ne cachant pas que la responsabilité du retard incombait à la commission des Travaux Publics. De toute façon on admettait que « le but des Etats, qui était de connaître autant qu'il serait possible les véritables produits de la ferme, ne pouvait être bien rempli par les connaissances puisées dans la régie d'un seul bail », et l'on persistait à croire, à la veille de la Révolution, au bien fondé d'un système qui, « en procurant à la province une somme fixe et invariable, lui réservait encore des espérances sur les excédents et lui promettait une connaissance particulière du vrai produit des droits d'équivalent » (156).

(153) Règl. 1781 (nv art. 6) ; 1787 (16).

(154) Règl. 1781 (nv art. 16) ; 1787 (25).

(155) Règl. 1781 (nv art. 17) ; 1787 (26).

(156) P-V 8 janv. 1787 (Hte-Gar., C-2429, f° 462).

CHAPITRE III

Le personnel de l'administration fermière

Les fermiers généraux et diocésains et leurs collaborateurs immédiats, les directeurs de la ferme, peuvent être considérés comme formant les cadres de l'administration fermière. Dans le personnel subalterne nous classerons d'une part les sous-fermiers, arrière-fermiers et arrière-sous-fermiers — ces expressions étant couramment employées dans les textes — d'autre part les commis. Cette classification n'est pas expressément établie dans les documents de l'époque; mais certaines dispositions du règlement de l'équivalent, qui ne s'appliquent qu'à telle ou telle catégorie de fermiers, de nombreuses constatations de fait et la logique enfin nous incitent à l'utiliser pour la commodité de notre exposé.

On précisera auparavant, pour n'y plus revenir, qu'une partie du personnel chargé de l'administration de la ferme bénéficie dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle d'un statut privilégié devant lui permettre de remplir sa fonction dans les meilleurs conditions. Ce statut était réclamé depuis longtemps par l'assemblée provinciale. Citons l'ordonnance de l'intendant d'Aguesseau du 29 janvier 1685, ordonnance rendue sur requête du syndic général de la province: « *L'assiduité avec laquelle (le fermier et ses agents) sont tenus de veiller à la perception du droit ne leur permettant pas de pouvoir vaquer à aucune autre charge personnelle, et la recette qu'ils font devant les mettre à couvert du logement effectif des gens de guerre* », les fermiers généraux, les sous-fermiers et les commis — le nombre de ces derniers étant limité dans chaque ville — sont dispensés d'être tuteurs, curateurs et sequestres, et déchargés du logement des gens de guerre (157). En fait l'intendant ne se prononce que provisionnellement et le roi n'accordera pas la demande (158). Une nouvelle tentative deux ans plus tard n'aura pas plus de succès (159). En 1739 les Etats reviennent à la charge, en réclamant pour les directeurs et principaux commis employés à l'exploitation de la ferme des droits d'équivalent le statut prévu par l'ordonnance de 1681 (titre commun pour toutes les fermes, art. II), dont jouissent les

(157) *Hérault*, A-32, f° 32.

(158) Réponse doléances (art. 11) 1686 (*Hérault*, A-57, f° 41).

(159) Ordon. Basville 15 janv. 1688 (*Hérault*, A-33, f° 1).

employés des Fermes du Roi (160). Cette fois le roi se laisse convaincre. L'arrêt du conseil du 17 octobre 1739 (161) fait droit à la requête des Etats, et le statut est incorporé au règlement de l'équivalent à compter de 1741: « *Les adjudicataires des sous-fermes dont le prix excèdera 500 livres, ensemble les directeurs dans les villes-chef de diocèse et les commis ayant serment en justice dont le nombre sera fixé par un état qui sera arrêté par l'assemblée des Etats, demeureront exempts de toutes charges personnelles comme tutelles, curatelles, séquestrations, collectes et autres, conformément à l'arrêt du conseil et lettres patentes du 17 octobre 1739, enregistrées à la Cour des Aides de Montpellier le 2 décembre de la même année* » (162). On peut constater que les fermiers généraux d'une part, les sous-fermiers placés aux échelons les plus bas de l'entreprise d'autre part, ne bénéficient pas de ce statut.

Les Etats se préoccupent également du statut fiscal des fermiers de l'équivalent. Les premières réclamations à notre connaissance émanent du fermier dans le diocèse de Toulouse en 1556, Jean Cazes, que les capitouls ont cotisé à 66 livres pour la taille (163). Un siècle plus tard, en 1666, les partisans se plaignent à nouveau des taxes qu'ils sont obligés d'acquitter. Les commissaires royaux promettent de les en faire décharger (164), et les Etats font de cette décharge en 1667 une condition de l'octroi du don gratuit (165). Le 12 novembre 1667 le conseil donne son accord: les fermiers, sous-fermiers et cautions du droit d'équivalent demeureront déchargés des taxes pour lesquelles ils ont été et pourraient être compris dans les rôles établis pour l'extinction de la chambre de Justice, à la condition toutefois de faire déclaration de n'avoir aucune part ni portion dans une autre affaire que la ferme de l'équivalent (166). L'arrêt du 29 janvier 1718 renouvelle la décharge: les fermiers des droits appartenant à la province ne sont pas dans le cas de ceux qui ont eu le maniement des deniers royaux; ils sont donc exempts de toute recherche de la chambre de justice (167).

Au milieu du XVIII^{me} siècle le fermier réclame à nouveau à propos du vingtième, en invoquant la « *médiocrité notoire des profits que donne la ferme générale, dont tous les participes sont d'ailleurs taxés à raison des autres affaires particulières qu'ils font* » (168). L'assemblée provinciale se laisse convaincre: Le fermier de l'équivalent ne sera compris que pour la somme de 500 livres dans les rôles d'industrie du diocèse de Montpellier; il sera soumis par contre à la retenue des vingtièmes et des deux sols pour livre sur les intérêts qui lui seront payés à raison

(160) P-V 27 janv. 1739 (*Hte-Gar.*, C-2383, f° 95); Cf. également *Arch. Nat.*, H 813, n° 15, 17, 47, 49.

(161) *Hte-Gar.*, C-10, f° 171; Cf. également P-V 30 déc. 1739 (*Hte-Gar.*, C-2384, f° 39).

(162) Règl. 1741-1747 (art. 63); 1754-1762 (64); 1768 (63); 1776 (61); 1781 (66); 1787 (79).

(163) *Hte-Gar.*, C-2280, f° 147.

(164) P-V 22 déc. 1666 (*Hte-Gar.*, C-2315, f° 167).

(165) P-V 2 mars 1667 (*Hte-Gar.*, C-2315, f° 242 v°).

(166) *Hérault*, A-55, f° 104 v°; *Hte-Gar.*, C-2316, f° 35.

(167) P-V 5 févr. 1717 (*Hte-Gar.*, C-2361, f° 84 v°); *Hérault*, A-89, f° 23; *Loix munic.*, t. I, p. 285.

(168) P-V 1^{er} mars 1759 (*Hte-Gar.*, C-2401, f° 330).

de la somme déposée dans la caisse de la province (169). A compter de 1776 le montant de la cotisation au vingtième sera fixé à 600 livres par an (170). L'entrepreneur de l'Etape bénéficie également d'une réduction moins importante cependant que celle du fermier de l'équivalent puisque les deux partisans sont tenus de payer la même somme alors que l'entrepreneur de l'Etape n'est inscrit sur le rôle des vingtièmes que pour 1.900 livres par an (le fermier de l'équivalent est inscrit pour 3.050 livres). Le complément est pris en charge par la province (171). Un dernier détail : jusqu'en 1783 l'entrepreneur de l'Etape et le fermier de l'équivalent ont toujours été inscrits sur les rôles des vingtièmes de la ville de Montpellier, « *eu égard aux bénéfices qu'ils faisaient dans ces entreprises qui étaient toujours entre les mains de personnes domiciliées dans ladite ville* » (172).

SECTION I

Les cadres de l'administration fermière

Nous traiterons successivement des fermiers généraux et diocésains et des directeurs de la ferme.

I. — LES FERMIERS GENERAUX ET LES FERMIERS DIOCESAINS

On ne sera pas surpris de voir les mêmes personnages s'intéresser à l'entreprise et poser avec plus ou moins de succès, à chaque renouvellement du bail, leur candidature à la succession du fermier sortant : Geoffroy Bessiat, marchand de Tournon, en Vivarais, afferme l'équivalent de son diocèse pendant douze ans consécutifs dans le premier quart du XVI^m siècle (173) ; quant à Masse Hébert, de Lavaur, fermier dans les diocèses de Rieux-Comminges et de Saint-Papoul en 1503 (174), et dans la sénéchaussée de Beaucaire en 1506 (175), il cautionne en 1521 le fermier général Domergue Guérin, marchand de Castres (176), précédemment fermier diocésain de Saint-Papoul (177). Dans la deuxième

(169) P-V 1^{er} mars et 31 déc. 1759 (*Hte-Gar.*, C-2401, f^o 330, 425), 14 nov. 1761 (*id.*, C-2404, f^o 95), 3 janv. 1765 (*id.*, C-2407, f^o 171), 28 déc. 1770 (*id.*, C-2413, f^o 186 v^o)...

(170) P-V 4 mars 1776 (*Hte-Gar.*, C-2418, f^o 1043, 1044), 17 déc. 1782 (*id.*, C-2425, f^o 286)...

(171) P-V 4 déc. 1783 (*Hte-Gar.*, C-2426, f^o 230).

(172) P-V 4 déc. 1783.

(173) Bessiat est en effet fermier en 1509, en 1515 et en 1518 (*Ardèche*, C-329, f^o 18-18 v^o, 50-51, 70-70 v^o) ; en 1512, il cautionne le fermier Jean Fabre, de Tournon (*id.*, f^o 31).

(174) *Hte-Loire*, C-7300.

(175) *Hte-Loire*, C-7300.

(176) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 200.

(177) *Hte-Gar.*, C-2276, f^o 272 v^o ; C-2277, f^o 369.

moitié du XVI^m siècle, la ferme du pays de Vivarais est entre les mains d'une compagnie de négociants indigènes farouchement opposés à toute immixtion étrangère, ainsi qu'en témoignent l'éviction de Goty, marchand de Quézac au diocèse de Mende, en 1546, et celle de Guilhe, de Carcassonne, en 1560 (178). Il faut reconnaître que la réglementation applicable en matière de cautionnement ne pouvait que favoriser de tels agissements.

Pendant les guerres de Religion cette même réglementation permettra à quelques partisans plus hasardeux d'obtenir, malgré la faiblesse des garanties offertes, la délivrance de l'entreprise dans une ou plusieurs sénéchaussées, voire dans toute la province, le but de l'opération étant de spéculer sur les sous-fermes diocésaines. Parmi les personnages que l'on rencontre le plus fréquemment, citons : Jean d'Aubuisson, bourgeois de Carcassonne fermier dans la sénéchaussée de Toulouse en 1572 (179) ; Jean de Roux, de Castelsarrazin, fermier dans la même sénéchaussée en 1570 (180) et caution de Pierre Dupont, marchand de Limoux, fermier général dans le territoire soumis à l'« *Union des Catholiques* » en 1593 (181) ; Arnaud Pellapoix, bourgeois de Toulouse, associé à Jean de Roux en 1593 (182), et lui-même fermier dans les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne en 1591 (183) ; Louis de Fargue, de Pézenas, fermier du bloc de l'équivalent en 1589 (184) ; Antoine Dumas, d'Alès, et Gilles Durant, de Sauve, fermiers dans les diocèses de Montpellier, de Nîmes, d'Uzès, de Mende et de Viviers en 1589 (185) ; Laurent Meynier de Sommières, fermier dans le diocèse de Viviers en 1591 (186) et dans le « *département* » de Joyeuse en 1596 (187), fermier général enfin six années durant au début du XVII^m siècle (188)... La puissance des coalitions auxquelles se heurtent les Etats dans l'adjudication d'une part, le fait qu'un grand nombre de sous-fermiers diocésains soient défaillants d'autre part, sont suffisamment révélateurs de l'esprit dans lequel les partisans s'intéressent à l'affaire. On voit par exemple Gallière et Durant, ayant obtenu l'adjudication pour 213.000 livres le 5 décembre 1614, transmettre quelques jours plus tard leurs droits à d'Alibert pour

(178) Cf. *supra* p. 261. Aug. Le Sourd (*Essai sur les Etats de Vivarais*, pp. 429, 430) publie une liste des fermiers de l'équivalent dans le pays de Vivarais au XVI^m siècle.

(179) Jean de Surenne, habitant de Tourouzelle, au diocèse de Narbonne, est sa caution (*Hte-Gar.*, C-2282, f° 407). D'Aubuisson et Surenne avaient eux-mêmes cautionné Jean de Roux en 1570 (*id.*, f° 199).

(180) *Hte-Gar.*, C-2282, f° 199.

(181) *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2286, f° 266, 267.

(182) *Hte-Gar.*, C-2196, C-2286, f° 266, 267.

(183) *Hte-Gar.*, C-2286, f° 141 v°, 187 v°.

(184) *Hte-Gar.*, C-2288, f° 18.

(185) *Ardèche*, C-753, n° 29, 31 ; Gilles Durant est encore fermier dans le pays de Vivarais en 1600 (*id.*, n° 36) ; il figure en 1614 dans le groupe des enchérisseurs : *Hte-Gar.*, C-2294, f° 154 v°.

(186) *Ardèche*, C-753, n° 22.

(187) *Hte-Gar.*, C-2287, f° 168.

(188) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 92 v°, 255 v°. En 1608 Meynier prend encore une part active au concours (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 146 v°-150).

252.000 livres (189). Les Etats, outrés, iront jusqu'à condamner le principe des adjudications en bloc (190).

En fait dès le début du XVII^{me} siècle les partisans, du moins ceux d'entre eux qui viennent enchérir dans l'assemblée, ne s'intéressent plus aux adjudications particulières; et l'assemblée bon gré mal gré doit en prendre son parti. Elle parviendra cependant après 1615 à redresser la situation, notamment en modifiant le procédé de l'adjudication, en précisant la responsabilité du fermier général dans l'administration de l'entreprise et en exigeant des cautions garantissant le paiement de l'« entier prix » du bail. Nous ne reviendrons pas sur tous ces points. De toute façon on constate un changement dans la composition des groupes financiers qui s'intéressent à l'adjudication: aux négociants hasardeux, avides de spéculer sur les sous-baux, se substituent progressivement des capitalistes désireux de faire un placement, sinon en exploitant rationnellement la ferme, du moins en jouissant de l'effet de leurs baux pendant toute la durée de ceux-ci. Certes les troubles entre 1620 et 1630 retardent l'évolution et fournissent encore aux partisans l'occasion de spéculer sur les malheurs publics. Le nom de Salvan, fermier général en 1609 et en 1621 (191), reste ainsi attaché à des revendications dont le bien fondé est assez discutable (192), et le comportement de ce personnage en tant qu'enchérisseur rappelle par bien des côtés celui de ses prédécesseurs (193). Mais l'un des associés de Salvan, Raymond de Borboujas, est le représentant d'une compagnie composée d'officiers et de propriétaires fonciers (194), et son rival Daniel de La Coste, avant de prendre la direction de la ferme générale, soutient l'assemblée provinciale dans sa lutte contre les monopoles et compose le seul traité qui sera jamais écrit sur l'équivalent (195). L'engagement du droit dans le deuxième quart du XVII^{me} siècle précipite le mouvement. Les engagistes, assurés de jouir du revenu de l'impôt pendant une période relativement longue, prennent leurs dispositions pour exploiter l'entreprise dans les meilleures conditions (196), et leur exemple sera suivi par la

(189) *Hérault*, A-46, f^o 370 v^o.

(190) Le 13 déc. 1614.

(191) Louis Salvan, bourgeois d'Albi, fermier général en 1609, (*Hte-Gar.*, C-2292, f^o 139 v^o, 142, 144, 146 v^o; 153; *Aude*, VII-C-6) et en 1621 (*Hte-Gar.*, C-2299, f^o 18).

(192) Cf. *supra* pp. 283 sq.

(193) Les conditions dans lesquelles Salvan est amené à cautionner le fermier du diocèse d'Albi en 1618 sont assez suspectes : (*Tarn*, C-265, f^o 23 v^o). En 1620 d'autre part Salvan paraît être à la tête d'une coalition d'enchérisseurs, dont les Etats triomphent avec l'aide de La Coste : Cf. *supra* p. 228.

(194) *Hte-Gar.*, C-2292, f^o 155; *Hérault*, B-31, f^o 517.

(195) Daniel de La Coste, viguier de Montaren et auteur du *Traité du Droit d'Equivalent* paru en 1616; fermier diocésain d'Uzès en 1618 (*Hte-Gar.*, C-2296, f^o 48) et fermier général en 1627 (*id.*, C-2300, f^o 109 v^o, 112). La Coste a également participé aux criées en 1620 (*id.*, C-2299, f^o 12 v^o) et en 1624 (*id.*, f^o 214-216); en 1620 notamment il agit en tant que représentant des intérêts de la province (Cf. *supra* p. 228). De plus il a prêté son concours aux Etats pour les aider à repousser les demandes en indemnité formées par les fermiers pendant les troubles (Cf. *supra* p. 284).

(196) Ils vont jusqu'à diffuser dans la province un faux règlement pour justifier les exercices de leurs commis.

suite, tout particulièrement après que l'assemblée provinciale se sera laissée convaincre de doubler la durée du bail. En fait comme les fermiers généraux sont contraints de faire des avances considérables, quand même ils n'utilisent pas le procédé de la régie dans le recouvrement, le nombre de ceux qui peuvent prétendre assumer la responsabilité de l'entreprise est très réduit. On retrouve les mêmes noms sur la liste des membres de la compagnie fermière — celui de Jean Vassal par exemple y figure en 1741, en 1747, en 1762 et en 1768 — et l'on entrevoit une rivalité entre des groupements financiers locaux, montpelliérains et toulousains en particulier. Peut-être une majorité de montpelliérains se dégage-t-elle ? « *Il n'est pas hors de propos de dire que cette ferme ou entreprise a fait autrefois la fortune d'une grande quantité de familles de cette ville* », déclare en 1768 l'auteur d'un mémoire sur la ville de Montpellier (197). Les compagnies indigènes en tout cas tiennent à conserver le monopole de l'adjudication ainsi qu'en témoignent leur comportement vis-à-vis des partisans parisiens en 1754. Une dernière constatation enfin s'impose : au XVII^e et au XVIII^e siècle les intéressés sont souvent des officiers de finances et des conseillers secrétaire du roi, Maison et couronne de France, que cautionnent quelques riches bourgeois, négociants ou propriétaires fonciers domiciliés dans la province. Cette remarque vaut également pour les fermiers diocésains (198).

LISTE DES FERMIERS GENERAUX DE L'EQUIVALENT

Début du bail : 1^{er} septembre 1522.

Fermier général : Domergue Guérin, marchand de Castres.

Associés ou cautions : Masse Hébert, de Lavaur ; Pierre Potier et Jean du Fau, de Toulouse ; Jean de Loube, Pierre Maréchal, Jacques Girard, Huc Ricard et Pierre Nautonnier, de Castres ; Nicolas d'Arbando d'Anduze ; Guillaume Brunce et Raymond du Breuil, de Carcassonne ; Martin de Veruce, de Viviers ; Benoît de Lordre, de Revel ; Me Adhémar Garnier, de Castres (199).

(197) Montpellier en 1768 (p. 72 et suiv.) : *Inventaires et documents des Arch., de Montpellier*, t. IV.

(198) Il ne nous a pas été possible de dresser une liste des fermiers diocésains. Il y a parmi eux beaucoup de marchands et de notaires, mais on rencontre également au XVII^e et au XVIII^e siècle un grand nombre d'officiers de finances. Citons les noms de Bernard Joly, receveur particulier des tailles dans le diocèse de Lodève, fermier de l'équivalent dans le diocèse de Toulouse en 1615 (*Toulouse*, AA-23, 3) ; de Jean Jouglas, receveur des tailles et fermier de l'impôt dans le diocèse de Béziers en 1655 (*Hérault*, B-37227) ; de Jean Fabre, receveur des tailles dans le diocèse de Saint-Pons et fermier de l'équivalent dans le même diocèse en 1674 ; Fabre obtient le renouvellement de son bail en 1677 grâce à l'appui du trésorier de la Bourse (*Hérault* B-742, 743, 744). Pierre Aureiller, receveur des tailles dans le diocèse de Nîmes, est à l'extrême fin du XVII^e siècle fermier de l'équivalent dans les diocèses de Nîmes et d'Uzès (*Hérault*, B-9062). En 1703 Joseph-Henry Colomyez, conseiller, receveur des tailles dans le diocèse de Toulouse, est intéressé pour les 2/3 à la ferme de l'équivalent de la généralité de Toulouse (*Hérault*, B-46950). En 1758 Louis Antoine Mingaut, trésorier de France dans la généralité de Toulouse, cautionne Fontanilles, fermier de l'impôt dans ladite généralité (*Hérault*, A-110, f^o 79).

(119) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 201.

Début du bail : 1^{er} septembre 1558.

Fermier général : Jean Borrit d'Anduze, trésorier pour le Roi et payeur de la Compagnie du Comte de Tende.

Associés ou cautions : Guillaume Gely, de Limoux ; Antoine Peyrat, François d'Agde et Pierre Vayssière, de Pézenas (200).

Début du bail : 1^{er} septembre 1600.

Fermier général : Laurent Meynier marchand de Sommières (201).

Début du bail : 1^{er} septembre 1603.

Fermier général : Laurent Meynier, marchand de Sommières (202).

Début du bail : 1^{er} septembre 1606.

Fermier général : Jean Aubanel, de Saint-Hyppolyte (203).

Début du bail : 1^{er} septembre 1609.

Fermier général : Louis Salvan, bourgeois d'Albi ; Raymond de Borboujas, de la Vacquerie ; Antoine Folquier de Nîmes.

Associés ou cautions : Louis du Bosquet, sieur de Puech Justin, de Ganges ; Jean de Fournier, de Gignac ; Jean Hortes, du Vigan ; Philippe Fontanier, de Montpellier ; Géraud Roques, d'Albi ; Daniel Montchattre de Castres ; Philippe Merimond, de Pézenas ; François Astoul et Jacques Mimard, de Puy-laurens ; Jean Rebon, Arnaud Guiran, de Nîmes ; Adrien Deseras, de Pont-Saint-Esprit ; Jean et Antoine de Martins, frères et Jean Grandin, de Bagnols ; Etienne Motte, d'Anduze ; Jean Borboujas vieux, de la Vacquerie ; Antoine Atgier, sieur de la Bastide, de Montpellier ; Rovayrolles, Paul Raffinesque, de Saint-Hyppolyte (203 bis).

Début du bail : 1^{er} septembre 1612.

Fermier général : Abraham Deshours, sieur de la Gineste, d'Alès.

Associés ou cautions : Pierre Andrieu et Filhol, marchands de Carcassonne (204).

Début du bail : 1^{er} septembre 1615.

Fermier général : Jean Paulet, de Villefort au diocèse d'Uzès (205).

Début du bail : 1^{er} septembre 1621.

Fermier général : Louis Salvan, bourgeois d'Albi (206).

Associé ou caution : Rivière.

(200) *Hte-Gar.*, C-2280, f° 196 v°.

(201) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 92 v°.

(202) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 255 v°.

(203) *Hte-Gar.*, C-2291, f° 147.

(203 bis) *Hte-Gar.*, C-2292, f° 146 v°-153 ; *Aude*, VII-C-8.

(204) *Hte-Gar.*, C-2293, f° 119 ; *Aude*, VII-C-6.

(205) *Hte-Gar.*, C-2294, f° 222.

(206) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 20-216.

Début du bail : 1^{er} septembre 1624.

Fermier général : Abraham Deshours, sieur de la Gineste, d'Alès (207).

Début du bail : 1^{er} septembre 1627.

Fermier général : Daniel de la Coste (208).

Début du bail : 1^{er} mars 1656.

Fermier général : Raymond Dejean, de Toulouse (prête-nom).

Associés ou cautions : François de Massilian, Henry du Robin (et autres). (209).

Début du bail : 1^{er} mars 1659.

Fermier général : Jacques Vallier, de Clermont-en-Lodève (prête-nom).

Associés ou cautions : Daniel Verchant, Pastourel (210).

Début du bail : 1^{er} mars 1662.

Fermier général : Pierre Montmoulon, de Narbonne.

Associé ou caution : Vesian (211).

Début du bail : 1^{er} mars 1665.

Fermier général : Antoine Amans Daudé, de Narbonne (212).

Début du bail : 1^{er} janvier 1668.

Fermier général : Jean Astruc, conseiller du Roi, receveur des tailles et du taillon dans le diocèse de Saint-Papoul.

Associé ou caution : Guillaume Sabatier (caution) (213).

Début du bail : 1^{er} janvier 1671.

Fermier général : François Populaire (prête-nom).

Associé ou caution : Jacques Dufaure, sieur du Ferrier, de Castres (214).

Début du bail : 1^{er} janvier 1674.

Fermier général : Guillaume Melon, praticien de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Jean-Paul, greffier en chef au Bureau des finances de la Généralité de Montpellier; Jean Galdy, bourgeois de Montpellier; François Valette, de Nîmes (215).

(207) *Hte-Gar.*, C-2299, f^o 221.

(208) *Hte-Gar.*, C-2300, f^o 112.

(209) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 192-202; *Hérault*, B-9035.

(210) *Hte-Gar.*, C-2310, f^o 56 v^o; *Hérault*, B-9197, 9200.

(211) *Hte-Gar.*, C-2311, f^o 297 v^o; *Hte-Gar.*, C-2317, f^o 223 v^o.

(212) *Hte-Gar.*, C-2314, f^o 57.

(213) *Hte-Gar.*, C-2315, f^o 198; C-2317, f^o 225 v^o; *Hte-Loire*, C-7302.

(214) *Hte-Gar.*, C-2317, f^o 88; *Hérault*, B-47130.

(215) *Hte-Gar.*, C-2318, f^o 171 v^o; *Hte-Loire*, C-7302.

Début du bail : 1^{er} janvier 1677.

Fermier général : François Chalon, de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Tristan Pastourel, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse de Béziers; Barthélémy Germain (associé pour 1/3 à la ferme); Saunier, procureur à la cour des aides de Montpellier; Viguier; Astruc, receveur des tailles au diocèse de Saint-Papoul (216).

Début du bail : 1^{er} janvier 1680.

Fermier général : Jean Chastanier de Montpellier (217).

Début du bail : 1^{er} janvier 1683.

Fermier général : Guillaume Melon.

Associés ou cautions : De Pennautier, trésorier de la bourse de la Province (caution pour la Généralité de Montpellier); Barthe, de Limoux, (caution pour la Généralité de Toulouse) (218).

Début du bail : 1^{er} janvier 1686.

Fermier général : Daniel Doulmét conseiller du Roi, receveur du taillon du pays de Vivarais.

Associés ou cautions : Jacques Marcha, docteur en droit, avocat, de Montpellier; François Verchaut, sieur de Conques (219).

Début du bail : 1^{er} janvier 1689.

Fermier général : Pierre Boyer, du Puy-en-Velay (prête-nom).

Associés ou cautions : Jacques Marcha; Verchaut, Pierre Malacombe (220).

Début du bail : 1^{er} janvier 1695.

Fermier général : Jacob Donnadiou, de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Jean Sartre, conseiller secrétaire du Roi, de Montpellier; Etienne Flaugergues, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse de Montpellier (221).

Début du bail : 1^{er} janvier 1701.

Fermier général : Pierre Roche, bourgeois de Montpellier.

Associés ou cautions : Etienne Flaugergues, receveur des tailles au diocèse de Montpellier; Roux, Castaing, Morin (222).

Début du bail : 1^{er} janvier 1707.

Fermier général : Joachim Vincens, marchand de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Antoine de Rouvroy, directeur des Fermes du Roi; Pierre Aribert, Joseph Durbec, François Perrier, marchands;

(216) *Hérault*, B-742, 743, 744.

(217) *Hte-Gar.*, C-2323, f^o 64 v^o.

(218) *Hte-Gar.*, C-2326, f^o 253.

(219) *Hte-Gar.*, C-2329, f^o 94; *Hte-Loire*, C-6622.

(220) *Hte-Gar.*, C-2332, f^o 117 v^o; *Hérault*, A-57, f^o 208.

(221) *Hte-Gar.*, C-2338, f^o 57 et 81; *Hérault*, B-9382.

(222) *Hérault*, A-58, f^o 110.

Etienne Mascard Samson, bourgeois; Bertrand Gautier, de Montpellier; Jean Milhau, greffier en chef de la Cour des Aides; Jean Gautier de Montpellier (223).

Début du bail : 1^{er} janvier 1713.

Fermier général : Guillaume Gautier, bourgeois de Montpellier.

Associés ou cautions : Jean Milhau, greffier en chef de la cour des Aides; Jean Gautier, de Montpellier (224).

Début du bail : 1^{er} janvier 1719.

Fermier général : Jean Thomas, procureur au Sénéchal de Montpellier.

Associés ou cautions : Jean Dequoy, receveur général du taillon pour la Généralité de Montpellier; Fulcrand Limozin, conseiller secrétaire du Roi à la Chancellerie de Montpellier; Louis Maurin, receveur au Grenier à sel de Sommières (225).

Début du bail : 1^{er} janvier 1725.

Fermier général : François Lafont, de Limoux.

Associés ou cautions : Joseph et François Vasserot, marchands de Limoux; François Castanier, conseiller du Roi, Visiteur général des Gabelles de Languedoc; Jean-Paul Delaur, conseiller du Roi, receveur du taillon au diocèse de Béziers; Jean Dorsenne, bourgeois, Etienne Galtier bourgeois de Villeneuve-les-Béziers, Antoine Pradines, de Béziers; Joseph Treil, Vidal et Cie, marchands de Saint-Pons (226).

Début du bail : 1^{er} janvier 1731.

Fermier général : Michel Dumas, bourgeois de Montpellier.

Associés ou cautions : Pierre Jarland, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse de Castres; Moïse Marguerit, écuyer, ancien Capitoul; Jean Jacques Bardy, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse d'Agde (227).

Début du bail : 1^{er} janvier 1737.

Fermier général : Michel Dumas (prête-nom).

Associés ou cautions : Pierre Jarland, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse de Castres; Moïse Marguerit, écuyer, ancien Capitoul; Jean-Jacques Bardy, conseiller du Roi, receveur des tailles au diocèse d'Agde; noble Fulcrand Limozin, conseiller secrétaire du Roi en la Chancellerie près la Cour des Aides de Montpellier; noble Jean Mouton; Jacques Haguenot, receveur et payeur des officiers de la Cour des Aides; Jean Marguerit, ancien Capitoul (228).

(223) *Hérault*, B-40, f° 219.

(224) *Hérault*, A-147, f° 20.

(225) *Hérault*, A-90, f° 25.

(226) *Hte-Gar.*, C-I, f° 33.

(227) *Hérault*, A-93, f° 293.

(228) *Hérault*, A-209, f° 31-61.

Début du bail : 1^{er} janvier 1743.

Fermier général : Jean Perette, procureur au Sénéchal de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Noble Mathieu Vassal, écuyer, conseiller secrétaire du Roi en la Chancellerie près la Cour des Comptes de Montpellier; noble Antoine Allut; Pierre Vialar père, bourgeois; Jean Allut, père, bourgeois; Jean André Vassal, bourgeois; noble Jean Vassal, écuyer, tous habitant Montpellier (229).

Début du bail : 1^{er} janvier 1749.

Fermier général : Jean Perette, procureur au Sénéchal de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : noble Jean Vassal, écuyer; Jean-Jacques Bardy, conseiller, receveur des tailles au diocèse d'Agde; Jean Gros, de Montpellier (230).

Début du bail : 1^{er} janvier 1755.

Fermier général : Pierre Saint, de Montpellier (prête-nom).

Associés ou cautions : Antoine Pradines, de Béziers; Jean-Pierre Meyssac, maire d'Annonay; Nicolas Antoine Flereau; Symphorien Gigot écuyer, conseiller secrétaire du Roi Maison Couronne de France et de ses finances; Claude Genty; Bernard Butty; Pierre Perinnet; Pierre Martin; Jean Pierre d'Ouvry; Jacques de la Hante; Guillaume Pierre Denoux; Joseph Antoine Roube, tous associés demeurant (sauf Pradines et Meyssac) à Paris (231).

Début du bail : 1^{er} avril 1758.

Fermier général : Pierre Saint (prête-nom).

Associés ou cautions : Barthélémy Senard-Paquier; Antoine Gouan, receveur des tailles au diocèse de Castres, habitant Montpellier; Jacques Aribert, père, négociant; Jean Baptiste Vigan, négociant; Guillaume Sans aîné, bourgeois; Pierre Raynaud, receveur des tailles au diocèse de Castres; François Jean Artaud, receveur des tailles au diocèse de Lodève; Jean Margonnet, receveur des tailles au diocèse de Béziers; Gabriel Berthès, négociant; Joseph François Benezech, payeur des gages des officiers de la Cour des Aides; Levy Journet, bourgeois, tous habitant de Montpellier (232).

Début du bail : 1^{er} avril 1764.

Fermier général : Bourrelly.

Associé ou caution : Jean Vassal, de Montpellier (233).

(229) *Hte-Gar.*, C-14, f^o 3.

(230) *Hte-Gar.*, C-19, f^o 47.

(231) *Hte-Gar.*, C-22, f^o 195 et *Arch. Nat.*, H 748²¹⁹, n^o 2 et 3. La tentative de la compagnie parisienne, animée par le sieur Gigot (Gigault), directeur des aides à l'hôtel de Bretonvilliers, est évoquée par Barbier dans son journal (cité par Marion, *Dictionnaire* : Languedoc).

(232) *Hérault*, A-107, f^o 51.

(233) *Hte-Gar.*, C-2405, f^o 519.

Début du bail : 1^{er} avril 1770.

Fermier général : François-Joseph Marcilly, de Montpellier.

Associés ou cautions : noble Jean Vassal, secrétaire du Roi ; Pierre Martin, secrétaire du Roi ; Joseph François Benezech, payeur des gages des officiers de la Cour des Aides ; Jean Rey, directeur des Etapes, tous habitant Montpellier (234).

Début du bail : 1^{er} avril 1776.

Fermier général : Pierre Coustou (prête-nom).

Associés ou cautions : Joseph François Benezech, secrétaire du Roi honoraire ; Etienne Bernard, directeur de la Monnaie ; Etienne Blouquier père, négociant ; Fulcrand Roux, négociant, tous habitant Montpellier (235).

Début du bail : 1^{er} avril 1782.

Fermier général : Jean François Salvy (prête-nom).

Associés ou cautions : Honoré Salvétat, procureur au Parlement de Toulouse ; Pierre Gabriel Valmalette du Coustet, Sr de Saint-Juéry, habitant d'Albi ; Pierre Bermond Lacombe, négociant, de Revel ; Joseph Cassaing, Jean Davasse, négociants de Toulouse ; Charles Mouy, Bruits frères, Isaac Courtois et Cie, Jean Bernard Buralat, négociants de Toulouse (236).

Début de bail : 1^{er} avril 1788.

Fermier général : Pierre de Bellocq (prête-nom).

Associés ou cautions : Honoré Salvétat, Pierre Gabriel Valmalette de Coustet, Sr de St-Juéry, receveur des tailles au diocèse de Rieux ; Pierre Bermond, Marc Antoine Bermond, Lacombe frères, négociants de Revel, Joseph Cassaing, Jean Davasse, Charles Mouy, Isaac Courtois et Cie, Jean Bernard Buralat, négociants de Toulouse (237).

II. — LES DIRECTEURS DE LA FERME

Les fermiers généraux et les fermiers diocésains ne forment pas à eux seuls les cadres de l'administration fermière. S'il convient de mentionner seulement pour mémoire l'agent de la province qui apparaît dans la dernière décade de l'Ancien Régime, on s'accordera pour distinguer certains administrateurs des autres employés de l'entreprise. Il s'agit de collaborateurs directs des fermiers généraux ou diocésains, leurs « *procureurs fondés* », ayant souvent le titre de « *directeurs de l'équivalent* » comme Barthélémy Badaroux dans le diocèse du Puy en

(234) *Hte-Gar.*, C-2196.

(235) *Hérault*, A-116, f° 238.

(236) *Hérault*, A-121, f° 26.

(237) *Hérault*, A-125, f° 37.

1671 (238), Augustin de Foslacam dans les Cévennes en 1755 (239), Joseph Astier-Duplot dans le diocèse de Viviers en 1765 (240), Louis Verdier à Montpellier en 1783 (241).

Ces personnages sont appelés à exercer diverses fonctions dans un district déterminé susceptible de s'étendre sur un ou plusieurs diocèses. Dans le règlement de l'équivalent il est question des directeurs dans les « villes-chef de diocèse » (242). Les directeurs sont d'abord chargés du sous-affermage. Ce sont eux qui avant le début du bail vont d'une ville à l'autre et parcourent la campagne afin de conclure des forfaits avec les redevables. Nous avons eu l'occasion d'évoquer à plusieurs reprises l'action de Barthélémy Badaroux et celle de son subordonné Jean Audibert, receveur de l'équivalent dans le diocèse du Puy. Bornons-nous à rappeler qu'entre le 16 août 1673 et le 6 juillet 1674 ces deux personnages souscrivent une soixantaine d'actes dans le diocèse au nom du fermier général Guillaume Melon (243). Certains directeurs sont en outre chargés de la recette. Citons à titre d'exemple l'acte passé le 3 septembre 1630 à Castelnaudary, par lequel Antoine Helios, marchand d'Avignonet, fermier de l'équivalent dans le diocèse de Saint-Papoul, constitue Guillaume Dassies, trésorier et receveur ordinaire du domaine du roi dans la sénéchaussée de Lauragais, pour procureur spécial et général, et « *par exprès pour passer tous contrats de subrogation et sous-afferme concernant l'équivalent à telles personnes et pour tel prix que par lui-même sera avisé, et aux mêmes conditions portées par le contrat d'adjudication, et en faire l'entière recette de ce que sera porté par lesdits contrats ou état qui en sera par lui dressé, et faire toutes quittances que besoin sera, et en cas de refus de paiement aux quartiers échus bailler et expédier les contraintes nécessaires* » (244)... En fait la recette est généralement confiée à d'autres personnages qu'aux directeurs. Mais ces derniers ont la haute main sur le personnel subalterne de l'entreprise, qu'ils choisissent souvent (245) et dont en tout cas ils inspirent et contrôlent l'action; notamment c'est à eux qu'incombe la charge d'intenter les actions en justice lorsque des procès-verbaux de fraude sont dressés par les commis ou lorsqu'il faut amener un fermier à reconnaître ses engagements (246). Agents du fermier sur les lieux, il leur appartient enfin de régler avec les autorités locales les affaires délicates concernant la marche de l'entreprise, comme par exemple la construction d'un abattoir (247).

(238) Barthélémy Badaroux est receveur des tailles dans le diocèse du Puy (*Hte-Loire*, C-7302).

(239) Augustin de Foslacam, inspecteur et commis ambulant du droit d'équivalent au diocèse de Viviers en 1750 (*Hérault*, B-9140, 9141), procureur du fermier général Pierre Saint et inspecteur de l'équivalent dans les Cévennes en 1755 (*id.*, B-9156).

(240) *Ardèche*, 13-B-18, n° 109.

(241) *Hérault*, B-47427.

(242) Cf. *supra* p. 322.

(243) *Hte-Loire*, C-6446 ; C-6622 (procuration 16 nov. 1685 et lettre 5 févr. 1683).

(244) *Castelnaudary*, CC-37, n° 10.

(245) *Aude*, B-985 ; *Lozère*, F-740-743.

(246) *Ardèche*, 13-B-7, n° 24 ; 13-B-13, n° 58, 59 ; *Aude*, B-999 ; *Hérault*, B-9329.

(247) *Hérault*, B-47.883.

Ce personnel est indispensable à l'administration de la ferme, et l'on constate qu'il est relativement stable. Ainsi Isaac Mas qui au nom des engagistes de l'équivalent passe des sous-baux dans le diocèse de Mende en 1634 était déjà procureur du fermier général Lespicier en 1631 (248). De même Antoine Couderc, de Montpellier, intervient dans le diocèse du Puy pendant le trienne 1665-1668 comme procureur des fermiers Antoine Angelvin et Pierre Pastourel (249), et pendant le trienne 1668-1670 comme procureur du fermier général Jean Astruc (250). Citons enfin le cas de François-Henry Corbie, directeur de la ferme dans les pays de Velay et de Gévaudan pendant une trentaine d'années avant d'être lui-même fermier dans ces diocèses en 1788 (251). Corbie siège au « Bureau général de la Direction de l'équivalent » au Puy, et jusqu'en 1791 il conserve le titre de Directeur de la ferme (252). Sa correspondance avec le receveur de l'impôt à Pradelles, Parent fils, conservée aux archives départementales de la Lozère (253), reflète de façon caractéristique l'activité d'un personnage qui, au moins dans le dernier siècle de l'Ancien Régime, peut être considéré comme la cheville ouvrière de l'administration de la ferme.

SECTION II

Le personnel subalterne

Ce personnel est composé de fermiers et d'employés.

I. — LES FERMIERS LOCAUX DE L'EQUIVALENT

Le choix des sous-fermiers est laissé à l'initiative des fermiers, la liberté de ces derniers à cet égard étant à peu près complète. On mentionnera seulement l'incompatibilité touchant les conservateurs et autres juges compétents en matière d'équivalent (254), et en outre deux mesures de circonstance : d'une part la prohibition, portée par l'article 58 du règlement de 1681, de sous-affermier à ceux qui font profession

(248) *Hérault*, B-9175.

(249) *Hérault*, B-47883 ; *Hte-Loire*, C-7302.

(250) *Hte-Loire*, C-7302.

(251) L'intéressé précise lui-même en 1790 que les conditions de l'exploitation dans le Velay et le Gévaudan lui sont « connues par *vingt-deux ans d'inspection et de direction dans la partie* » (*Hérault*, B-21627). Corbie résidait au Puy. Sur son action administrative, Cf. *Hte-Loire*, C-7304 ; *Mende*, HH-8.

(252) Autre cas : Louis Deferre, « directeur intéressé aux équivalents du Vivarais » en 1743 (*Ardèche*, 13-B-16, n° 114).

(253) *Lozère*, F-740-743.

(254) P-V 15 janv. 1511 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 249 v°).

de la Religion Prétendue Réformée (255) ; d'autre part la défense, édictée au lendemain de la résiliation du bail passé avec la compagnie parisienne, d'admettre aux sous-fermes et arrières-fermes des personnes n'ayant pas leurs biens et leur domicile dans la province (256). Rappelons enfin qu'en 1781 la participation des Etats à l'administration de la ferme est résolue : si le fermier général et ses associés conservent leur liberté d'action, ils ne peuvent plus délibérer, notamment au sujet des sous-fermes, qu'en présence de l'agent de la province (257). Somme toute les principaux obstacles susceptibles d'entraver la liberté du fermier dans le sous-affermage sont des obstacles de fait. Les adjudicataires sont parfois contraints de composer avec des personnages influents. Laurent Ardon au nom des engagistes de l'équivalent dénonce ainsi en 1638 les agissements de plusieurs seigneurs et gentilhommes du Gévaudan, du Velay et du Vivarais, qui « *avaient coutume d'avoir et tenir les sous-fermes de leurs terres sous le nom de quelqu'un de leurs domestiques et qui obligeaient les fermiers principaux desdits diocèses de leur bailler lesdites fermes à vil prix par le moyen d'intimidation et menaces* ». Lui-même n'ayant pas voulu se plier à leurs exigences, « *lesdits seigneurs et gentilhommes par l'autorité qu'ils ont dans ledit pays ont empêché que personne ne traite du prix desdites sous-fermes, usant de menaces envers ceux qui y auraient voulu prétendre, et de plus se sont flattés de leur taxer le prix du vin, voire même de faire cesser tous les hôtes et empêcher que dans leurs terres personne ne tienne hôtellerie ni cabaret* » (258). Les gens de « *main forte* », on le sait devaient continuer leurs agissements pendant plusieurs années après le rachat du droit. De tels faits cependant restent exceptionnels.

En dépit de la liberté du recrutement le personnel reste stable. Nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion d'évoquer la condition sociale des fermiers locaux de l'équivalent : il s'agit, rappelons-le, de commerçants, la situation de fermier assurant aux débitants de denrées impossibles des avantages évidents. Les aubergistes, traiteurs et cabaretiers de Beaucaire en font état dans le mémoire qu'ils adressent à l'assemblée nationale le 14 avril 1790 pour se plaindre des « *vexations en tout genre* » qu'ils éprouvent du fait des fermiers de l'équivalent : « *Non contents de nous vexer, déclarent-ils, ces fermiers ont établi pour leur propre compte des cabarets. MM. de la municipalité ont bien voulu... aller aux informations et ils ont déjà la preuve de l'existence de six de ces cabarets, et ils est à présumer qu'ils en découvriront d'autres. Une telle conduite nous occasionne des préjudices inappréciables. Ces cabarets ne payent aucun droit, ils donnent la marchandise avec profit à un prix auquel nous ne saurions descendre sans perte* » (259).

Les fermiers désireux de sous-affermier la levée des droits dans un lieu s'adressent d'abord en principe aux commerçants locaux. A Caux par exemple en décembre 1688 les commis du fermier général Boyer

(255) P-V 9 déc. 1681 (*Hte-Gar.*, C-2326, f° 50).

(256) P-V 6 nov. 1762 (*Hte-Gar.*, C-2405, f° 77 ; Règl. 1762, art. 9).

(257) Règl. 1781, nv art. 11.

(258) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 510.

(259) *Hérault*, B-9045.

vont directement chez le sieur Dat, un hôtelier qui s'était déjà auparavant chargé de l'entreprise. Dat repoussant leur proposition, les commis vont immédiatement « *en parler à un autre hôte* » (260). Si l'on consulte le répertoire des sous-fermes établies dans le diocèse du Puy pendant le trienne 1674-1676, on peut constater que treize baux, sur vingt-huit qui y sont mentionnés avec indication de la profession des intéressés, sont passés avec des hôteliers (261). Il est également fréquent que le fermier soit en même temps concessionnaire de la boucherie. C'est le cas à Narbonne en 1533 (262), à Privas en 1564 (263), à Nîmes au début du XVIII^{me} siècle (264), et dans de nombreuses localités. Antoine Crespe, fermier de l'équivalent dans la paroisse de Peaugres en 1741, est ainsi « *en coutume de mater une génisse tous les samedis* » (265). Il arrive qu'un individu se charge de la levée des droits dans une localité uniquement dans l'intention d'ouvrir un commerce. C'est le cas de François Giraud, cabaretier à Sarraz, qui, sitôt pris à ferme l'équivalent du lieu en 1770, entreprend de « *mater de la viande dans la croyance qu'il en ferait un débit assez considérable pour avoir une boucherie toujours fournie* », ainsi qu'il l'explique lui-même au juge conservateur d'Annonay (266). D'autres, pour n'avoir obtenu l'adjudication de l'entreprise, cessent le commerce, notamment lorsque le fermier est un de leurs concurrents. Jacques Subra, marchand de Castelnaudary, se décide pour cette raison à fermer son cabaret à compter du 1^{er} janvier 1713 (267). Entre les fermiers qui marchandent les abonnements avec trop d'âpreté et les commerçants qui menacent de fermer boutique l'accord est parfois difficile à réaliser : Jean Charpenay, hôte de Tournon, trouvant exagéré le prix de l'abonnement qui lui est réclamé à compter du 1^{er} janvier 1737 (120 livres par an, non compris le droit de bail) met son enseigne bas le 31 décembre 1736 à 11 heures du soir. Il ne recommence à exercer son commerce que le 6 janvier 1737, sur la promesse des fermiers de l'abonner pour 100 livres (y compris le droit de bail). Jean Guilhot pour sa part ferme purement et simplement le cabaret qu'il a « *tenu pendant l'affirme dernière de l'équivalent en suite de l'abonnement (à) lui fait (par) le sieur Machon, ci-devant fermier pour la ville de Tournon* ». Quant aux bouchers du lieu ils ne tardent pas à être en procès avec les nouveaux fermiers, lesquels auraient « *conçu... un chagrin mortel contre (eux) en haine de ce qu'ils n'ont pas voulu abonner leur ban sur le pied que... leur en demandoient et qui étoit excessif et ruineux* » (268).

(260) *Aude*, B-989.

(261) En ce qui concerne les quinze autres baux, cinq sont passés avec des notaires, quatre avec des marchands, les six autres respectivement avec un chirurgien, un juge, un péagier, un praticien, un soldat et un voiturier (*Hte-Loire*, C-6446).

(262) *Narbonne*, BB-56, f° 14.

(263) L'intéressé n'a pas de scrupule d'ailleurs à vendre « *la brebis avec le mouton à même prix et lieu et aussi les chèvres en même lieu* » (*Ardèche*, C-332, f° 56).

(264) *Nîmes*, MM-5, 49-53.

(265) *Ardèche*, 13-B-16, n° 58.

(266) *Ardèche*, 13-B-18, n° 126.

(267) *Aude*, B-2539.

(268) *Ardèche*, 13-B-8, n° 107, 115 ; 13-B-15, n° 211.

L'absence d'une réglementation rationnelle des tiercements et des doublements pendant la plus grande partie de l'Ancien Régime permet à la rivalité entre commerçants locaux de se donner libre cours. Et de fait les gens qui se disputent la ferme exercent en général la même profession. Un exemple, parmi bien d'autres : le 14 octobre 1765 le directeur de l'équivalent dans le diocèse de Viviers afferme à un boucher de Serrières, Joseph Feriol, la levée du droit sur la viande de boucherie débitée dans le lieu de Serrières et dans l'arrondissement ; le lendemain deux autres bouchers de Serrières, Jean-Marie Paret et Claude Vernet, font une offre supérieure et le 18 octobre le bail est passé avec eux. On ne sera aucunement surpris de voir, dans les tout premiers jours de novembre, Feriol actionné devant le juge conservateur pour s'être prêté de mauvaise grâce aux exercices du commis des fermiers (269). On ajoutera que Paret avait comparu quelques années plus tôt (1760) devant le juge de l'équivalent pour répondre d'injures et de voies de fait commises sur la personne de Pierre et André Rivoirin, cabaretiers de Serrières, alors fermiers de l'impôt dans le lieu (270).

Les sous-fermiers sont d'autant plus redoutables dans les paroisses qu'ils peuvent — comme les commis — dresser des verbaux ayant force probante en justice jusqu'à l'inscription de faux (271). Sans doute le règlement précise-t-il que lesdits verbaux doivent être signés par les consuls ou par deux témoins (272). Il n'est pas moins certain qu'il y a là une possibilité d'abus. A la vérité la rapacité des fermiers a toujours fait l'objet de plaintes aux Etats ; au point que la plupart des délibérations relatives à l'équivalent auraient été motivées par le souci de l'assemblée de mettre fin aux extorsions commises par les partisans. Il faut faire la part de la légende. La réputation des fermiers de l'impôt était déjà solidement établie avant la création de l'équivalent, et le portrait que Simon Rignol, surpris en flagrant délit de fraude, trace de Pierre Varinier, fermier des droits à Vernosc en 1766, s'inscrit somme toute dans la tradition : *« un sous-fermier de village en qu'y l'avidité et le désir de pouvoir fatiguer les habitants de sa paroisse ont également contribué à luy faire solliciter le bail d'un droit que les besoins de l'état ont forcé d'imposer sur les peuples de cette province et qui leur étant onéreux rend ceux qui les exigent extrêmement odieux ; mais plus particulièrement ceux qui sy distinguent par leurs injustices et leurs vexations ; nation féroce qu'un auteur de ce siècle na crû pouvoir mieux caractériser qu'en les qualifiant du titre d'antropophage portrait cependant trop général ; mais qui malheureusement pour le suppliant n'est que trop ressemblant vis à vis de l'adversaire »* (273).

(269) *Ardèche*, 13-B-18, n° 101, 109.

(270) *Ardèche*, 13-B-10, n° 68-74.

(271) Cf. *infra* p. 340.

(272) Règl. 1687-1717 (art. 41) ; 1723 (43) ; 1729 (35) ; 1735 (58) ; 1741-1747 (61) ; 1754-1762 (62) ; 1768 (61) ; 1776 (59) ; 1781 (64) ; 1786 (77).

(273) *Ardèche*, 13-B-18, n° 93.

II. — LES COMMIS

Tous les employés subalternes de la ferme, quelles que soient leurs fonctions, sont au fond des commis, chargés d'exercer le pouvoir fiscal. Si l'administration est devenue plus savante, plus rationnelle dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle, si les emplois pendant cette période se sont multipliés et spécialisés, le même statut est resté applicable à l'ensemble du personnel subalterne. C'est l'étude de ce statut que nous entreprendrons, avant d'examiner l'exercice du pouvoir fiscal par les commis. Mais le problème ne saurait être envisagé du seul point de vue juridique. En consacrant nos derniers développements à son aspect sociologique nous aborderons une question particulièrement épineuse au XVIII^{me} siècle : l'état des relations entre les commis et la population.

A) LE STATUT DE COMMIS

Le commis se présente à la fois comme l'employé d'une entreprise privée et comme l'agent du fisc, exerçant une fonction publique : cette dualité se reflète tout naturellement dans le statut.

a) L'entrée en fonction

Le choix des commis appartient aux fermiers. En fait, lorsque l'entreprise a une certaine importance, ce sont les directeurs qui sont chargés du recrutement du personnel subalterne. Les commissions fixent en général les appointements des commis et précisent quelques points particulièrement importants : obligation pour les commis de se conformer au règlement de l'équivalent, de tenir les registres en bonne et dûe forme, de rendre compte ponctuellement du maniement des deniers, éventuellement de donner caution. Suivant la règle générale la commission est révocable à la volonté du commettant (274).

L'importance numérique du personnel de l'entreprise est également laissée à la décision du fermier. Sans doute l'ordonnance de l'intendant d'Aguesseau du 29 janvier 1685, qui exempte (à titre provisionnel) le personnel de l'administration fermière de certaines charges, prévoit une limitation du nombre des commis (275). Mais les dispositions de cette ordonnance n'ont pas été confirmées par le roi, et lorsqu'au milieu du XVIII^{me} siècle le conseil d'Etat consent à ce que les commis jouissent de certains privilèges, il n'est aucunement question d'une limitation quelconque des effectifs (276). La logique d'ailleurs s'y oppose : les fermiers étant libres de sous-affermier la levée des droits ou d'organiser une régie, le choix qu'ils font entre les deux procédés commande l'importance numérique des commis. En 1781 enfin, lorsque la participation de la province à l'administration de la ferme générale est résolue, les

(274) Commission 13 mai 1788 : *Aude*, B-985 ; id. 10 nov. 1788 : *Lozère*, F-740-743 : *Ardèche*, 13-B-16, n° 114 ; 13-B-18, n° 66...

(275) Cf. *infra* p. 350.

(276) Cf. *supra* p. 322.

Etats consacrent expressément le droit de la compagnie fermière de fixer à sa guise le « nombre, le grade et l'emplacement » de ses employés et de ses préposés (277).

Ce point acquis, il reste que le recrutement n'est pas entièrement libre. Il est fait obligation aux fermiers traditionnellement de prendre pour commis des « gens de bien, idoines et suffisants » (278), âgés d'au moins vingt ans (279). Cette réglementation est tellement naturelle qu'il paraît superflu d'en faire état. L'assemblée provinciale pourtant se préoccupe d'en assurer l'exécution, d'abord en établissant un certain nombre d'incompatibilités, ensuite en confiant aux autorités municipales ou judiciaires la réception des sujets.

b) La réglementation des incompatibilités

Dans le dernier quart du XVI^m siècle le principe de l'interdiction pour les « gardes et commis... de prendre ni avoir part et portion aux fermes », est posé. Une amende 50 livres « et autres arbitraires » est prévue (280). En outre pour La Coste, dont le traité paraît en 1616, les commis ne doivent pas être parents avec les fermiers (281). C'est aussi l'opinion de l'assemblée provinciale en 1620 (282), et le règlement à compter de cette année-là ne cessera pas de faire état de ces deux incompatibilités (283). François Gau, bourgeois de Carcassonne, fermier diocésain du droit en 1630 ne se gêne pas cependant pour associer son commis Andrieu à l'affaire : par acte passé le 9 septembre 1630 devant notaire royal et témoins les appointements d'Andrieu sont fixés à 37 livres 10 sous par quartier, et en outre il est convenu qu'Andrieu aura le tiers du profit de la ferme et qu'il contribuera dans la même proportion aux frais et aux pertes — « déclarant ledit Gau qu'au trienne passé ledit Andrieu y était associé... à la même condition » (284). De tels faits, lorsqu'ils sont démontrés, sont punis. De même les procès-verbaux dressés par un commis sont cassés dès lors que l'existence d'un lien de parenté entre ce commis et le fermier (ou le prête-nom de celui-ci) est établie, et le fermier est condamné à l'amende (285). On pourrait être tenté d'en déduire, comme La Coste, que les fermiers sont tous dans l'obligation

(277) Règl. 1781 (nv art. 10) ; 1787 (19).

(278) Règl. 1557 et suiv. ; « Gens de bien et sans reproche », pour La Coste (*op. cit.* p. 106). Cf. *Ardèche*, 13-B-18, n° 72, le certificat de bonne vie et mœurs fourni par le curé, le maire et les consuls de Vernoux au commis Gamet le 2 sept 1764.

(279) Arrêt aides 24 déc. 1688 (*Hte-Loire*, C-7303, *Hospices du Puy*, n° 36 ; *Hérault*, A-33, f° 5).

(280) Règl. 1581 et suiv.

(281) La Coste, *op. cit.* p. 106.

(282) P-V 28 nov. 1620 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 3 v°).

(283) Règl. 1620 (art. 34, 47) ; 1624-1664 (39, 49) ; 1667-1684 (39, 48) ; 1687-1717 (50) ; 1723 (52) ; 1729 (44) ; 1735 (59) ; 1741-1747 (62) ; 1754-1762 (63) ; 1768 (62) ; 1776 (60) ; 1781 (65) ; 1787 (78).

(284) *Hérault*, B-9094. Andrieu est un marchand de Carcassonne.

(285) *Hérault*, B-9069 ; *Aude*, B-1000 (sent. conserv. Carcassonne 3 juil. 1790).

d'établir des commis (286). Il faut se garder d'être aussi absolu. D'une part, le travail de commis consistant principalement dans le contrôle des denrées imposables et dans la recherche des fraudes, les fermiers qui concluent des forfaits avec les redevables peuvent parfaitement se passer de commis. Ainsi peut-on tenir pour certain que la réglementation des incompatibilités a favorisé la pratique du sous-affermage et surtout de l'abonnement. D'autre part, lorsque l'entreprise est de peu d'importance, les fermiers désireux de l'exploiter eux-mêmes directement bénéficient d'une certaine tolérance. La preuve en est qu'en 1687 l'article 41 du règlement autorise « *les sous-fermiers des lieux particuliers jusqu'à 200 livres à faire leurs procès-verbaux en cas de fraude* » (287). Au début du XVIII^{me} siècle le fermier général Etienne Flaugergues estime même que les fonctions de fermier et de commis sont compatibles lorsque le prix du bail n'excède pas 300 livres (288). En 1747 enfin la limite doit être portée à 500 livres, « *sans quoi, reconnait la commission des Affaires Extraordinaires de l'assemblée provinciale, on risquerait de ne pouvoir trouver des sous-fermier, l'entretien des commis absorbant le peu de profit dans les sous-fermes d'un prix modique* » (289). Le cumul des deux fonctions est donc possible dans la plupart des paroisses, et l'assemblée à notre avis n'a pas fait autre chose en 1687 que sanctionner l'usage traditionnellement suivi en la matière (290). De nombreux sous-fermiers d'ailleurs prêtent serment devant les conservateurs — exactement comme les commis — afin de ne pas être discutés dans leurs exercices (291). En définitive on ne voit guère que les fermiers placés à la tête d'une entreprise d'importance moyenne, qui puissent être gênés par l'application du règlement. Car ceux-là seuls peuvent rationnellement envisager de cumuler les fonctions de directeur et de commis. Encore tournent-ils l'interdiction en usant d'un prête-nom, comme Jean Bompard qui prend à ferme la levée de l'impôt dans les villes d'Yssingaux, de Villeneuve et d'Apilhac en 1696 sous le nom d'Antoine Meissonnet (292), ou encore Jérôme Grandjean, boucher de Tournon et « *véritable fermier* » dans le lieu en 1731, le bail étant passé sous le nom de André-François Biguet (293).

On mentionnera enfin l'obligation faite en 1681 à tous les fermiers de choisir des commis catholiques, « *à peine en cas de contravention de 500 livres d'amende contre le fermier général et de 100 livres contre le sous-fermier qui aurait pris des gens de ladite RPR pour ses commis* » (294). Le règlement fait état de l'incompatibilité dont s'agit en 1681 et en 1684 (art. 58).

(286) « *Tous fermiers ou sous-fermiers, seront tenu établir des commis aux villes & lieux de leurs affermes* » (La Coste, p. 106).

(287) Règl. 1687-1717 (art. 41) ; 1723 (43) ; 1729 (35) ; 1735 (58) ; 1741 (61).

(288) *Hérault*, B-9382.

(289) P-V 5 déc. 1747 (*Hte-Gar.*, C-2392, f° 59). Règl. 1747 (art. 61) ; 1754 1762 (62) ; 1768 (61) ; 1776 (59) ; 1781 (64) ; 1787 (77).

(290) Cf. notamment arrêt aides 10 juin 1721 (*Hérault*, B-9333).

(291) Plusieurs exemples dans registres conservateur Carcassonne : *Aude*, B-985.

(292) *Hérault*, B-9382. Autre cas : *id.*, B-23496.

(293) *Ardèche*, 13-B-8, n° 29-65.

(294) P-V 9 déc. 1681 (*Hte-Gar.*, C-2326, f° 50).

c) La réception des commis

Ces précautions étant prises, les Etats laissent aux autorités municipales ou judiciaires le soin de vérifier l'honnêteté et la capacité des sujets présentés par les fermiers : les commis seront « *gens de bien, idoines et suffisants, approuvés par les consuls des villes et lieux où seront lesdits fermiers, pour, sommaire pris de leur foi et loyauté, être reçu le serment de bien et dûment exercer leur charge* ». Cet article, inclus dans le règlement au XVI^e siècle (295), ne subit aucune modification quand au fond jusqu'en 1741. Tout au plus l'enquête porte-t-elle après 1620 sur l'« *intégrité* » et la « *prud'homme* » des intéressés, et non plus sur leur « *foi et loyauté* » (296). En tout cas elle ne cesse pas d'être confiée aux autorités municipales (297), comme la réception du serment ; et c'est bien là l'intention des Etats, qu'ils affirment, non seulement dans le règlement, mais encore dans diverses délibérations, notamment le 28 novembre 1620 (298) et le 27 janvier 1672 (299). En outre donnant à ferme la levée des droits du pied fourché le 23 mai 1711 l'assemblée précise bien que les commis du fermier devront prêter serment devant les maire, capitouls ou consuls (300) ; or c'est le règlement de l'équivalent qui d'une manière générale s'applique en matière de pied fourché. Mais précisément on constate que le règlement de l'équivalent n'est pas suivi sur ce point, que les Etats ne parviennent pas à imposer leurs vues. La raison est simple : elle tient à cette autre disposition du règlement accordant foi jusqu'à l'inscription de faux aux verbaux des commis ayant serment en justice. Les intéressés ont donc recours aux autorités judiciaires (301), et parmi ces dernières ils ont une préférence marquée pour les conservateurs : ainsi le fermier Myot pour les commis qu'il installe au bureau de l'équivalent de Montpellier en 1623 (302), et pareillement Laurent Ardon et les engagistes du droit, dont les commis Jean Dardonneau et Jean Mercoyret dressant un verbal de fraude à Toulouse le 8 juillet 1636 précisent qu'ils ont été « *reçus et assermentés par le sénéchal* » (303). Les instructions adressées à Couderc, directeur de la ferme dans le diocèse du Puy en 1655, sont également formelles : « *Faut faire prêter serment devant le juge mage (conservateur de l'équivalent) à tous les employés et l'obliger d'en dresser son*

(295) Règl. 1557 et suiv.

(296) Règl. 1620 (art. 47) ; 1624-1664 (49) ; 1667-1684 (48) ; 1687-1717 (50) ; 1723 (52) ; 1729 (44) ; 1735 (59).

(297) La Coste (p. 104) et d'Espeisses (p. 250) sont également formels sur ce point.

(298) *Hte-Gar.*, C-2299, f° 3 v°.

(299) *Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v°.

(300) *Hérault*, A-147, f° 63.

(301) La Cour des Aides, cela va sans dire, ne freinera pas le mouvement : arrêts du 21 juil. 1668 (*Ardèche*, 13-B-7, n° 48), 24 déc. 1688 (*Hérault*, A-33, f° 5 ; *Hte-Loire*, C-7303, *Hospices du Puy*, n° 36), 19 mars 1737 (*Ardèche*, 13-B-7, n° 48)...

(302) *Hérault*, B-9217.

(303) Le sénéchal de Toulouse est juge conservateur de l'équivalent (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 496 v°).

verbal » (304). Et les exemples pourraient être multipliés. On se bornera à évoquer la réception du serment de dix neuf commis le 30 décembre 1688 par Jean Fillère, juge mage et lieutenant général en la sénéchaussée du Puy, juge conservateur de l'équivalent : les commis « nommés » par le procureur du fermier général en présence du directeur de l'équivalent jurent sur l'Evangile de « bien et dûment faire ladite charge de commis sans faveur ni support de personne et en rapporter la vérité toutes fois qu'ils en seront requis » (305). Les conservateurs n'ont pas le monopole de la réception des commis. Si l'on consulte les verbaux de fraude (les commis ne manquent pas d'y mentionner qu'ils sont assermentés, avec indication du nom de l'officier qui a reçu le serment) on peut constater que dans un même département les commis sont assermentés indifféremment devant le conservateur ou devant un juge royal ordinaire (306). Ainsi Dubois et Vialet, commis dans le diocèse de Viviers, résidant tous deux à Tournon, déclarent dans un verbal le 16 juin 1777 avoir prêté serment, Vialet devant le juge conservateur d'Annonay, Dubois devant le juge royal des droits réunis résidant à Tournon (307). Voici encore un procès-verbal dressé le 28 avril 1787 par trois commis au département de Langogne assermentés, l'un devant le conservateur de Montpellier, l'autre devant le bailli de la ville et du mandement de Langogne, le troisième devant le juge de la ville de Langogne, les trois commis étant accompagnés du receveur dans le département en question, Antoine Parent, assermenté quant à lui devant le président de l'élection de Romans en Dauphiné (308). Ajoutons que l'intervention des juges ordinaires n'est pas matière à contestation (309).

Les autorités municipales par contre sont rarement appelées à recevoir le serment des commis (310), et les prévenus de fraude discutent la valeur des verbaux dressés par les commis assermentés devant les consuls (311). L'assemblée provinciale finit par s'en rendre compte... en 1741, à l'époque où elle s'avise enfin d'établir l'harmonie entre les diverses dispositions du règlement. L'influence de la législation royale se fait également sentir à ce moment-là. Or l'ordonnance de février 1687 sur le fait des cinq grosses fermes (titre XIV, art. 8) prévoit la réception des commis « par le juge des droits » dont s'agit, et non pas par le personnel des juridictions du droit commun (312). En 1741 en tout cas l'assemblée enjoint aux commis de prêter serment « devant les conservateurs ou devant les juges des lieux où résident lesdits commis lors seulement que lesdits lieux sont éloignés au delà de 4 lieues des villes où les sièges des conservateurs sont établis ; à la charge néanmoins de faire registrer les verbaux de leur serment au greffe des

(304) *Hte-Loire*, C-7302.

(305) *Hérault*, B-9293.

(306) *Aude*, B-2717, f° 11 ; *Ardèche*, C-754, n° 109 ; *Lozère*, F-742 ; *Hte-Loire*, C-7304 ; etc...

(307) *Ardèche*, 13-B-18, n° 160.

(308) *Lozère*, F-742.

(309) Sauf exception : *Hérault*, B-23496 ; B-37571.

(310) Exemples à Langogne en 1718 (*Hérault*, B-9150), à Cordes en 1718 et 1724 (*Cordes*, FF-16), à Saint-Chély d'Apcher en 1726 (*Hte-Loire*, C-7303)...

(311) *Hérault*, B-21351, 21352 ; *Ardèche*, 13-B-15, n° 211, 222 ; 13-B-16, n° 37.

(312) *Anc. Lois franç.* t. XX, n° 1254.

hôtels-de-ville des lieux où lesdits commis doivent exercer leurs fonctions ». Cet article figurera dans le règlement jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (313). On peut constater qu'il n'est plus question d'enquête, et l'on a tout lieu de croire que le serment est reçu « *sans information de vie et mœurs* », conformément aux dispositions de l'ordonnance de février 1687.

Le tarif des droits perçus à l'occasion de la réception du serment est également réglé. Deux arrêts de la Cour des Aides, l'un du 24 décembre 1688, l'autre du 20 juin 1731, autorisent la perception des droits suivants : 20 sous au profit du juge, 10 sous pour le greffier (314). Mais les abus sont nombreux. En 1739 M^e Morlhon, juge mage de Toulouse et conservateur de l'équivalent, ne craint pas d'exiger 6 livres pour la réception du serment d'un commis, et son greffier 4 livres. La cour rappelle les conservateurs à l'ordre le 27 janvier 1740 (315), et l'assemblée des Etats se décide l'année suivante à inclure le tarif dans le règlement : « *Ne sera payé, comme par le passé, pour droits de réception du serment, que 20 sols au juge et 10 au greffier* » (316). Ajoutons que l'enregistrement prévu au greffe des hôtels-de-ville s'effectue « *sans frais* » (317).

d) La rémunération

Les commis sont rémunérés par les fermiers, « *soit en appointements fixes, soit en remises ou gratifications* », précise le règlement de l'équivalent à la fin de l'Ancien Régime (318). Parent fils qui a le titre de receveur touche un fixe de 500 livres par an, et sa commission précise qu'il ne pourra pas prétendre à de « *plus grands ni plus forts appointements* » (319). Nous verrons ce qu'il en est en réalité. Pierre Boudou, receveur ruraliste à Carcassonne à la même époque, touche 400 livres également par an, « *tant pour ses appointements, frais de bureau et autres de quelque nature qu'ils soient* » (320). Les appointements du commis Delisle, en exercice comme Parent dans le département de Pradelles, sont fixés à 450 livres par an en 1790 (321). Quelques années plus tôt (1777) Vidal Vialet, commis à Tournon, touchait 25 livres par mois (322). Supérieur au receveur dans la hiérarchie, le receveur-contrôleur est également mieux rémunéré ; en proposant le poste d'Yssingeaux à Parent en 1788 Corbie fait miroiter cet avantage : « *Nous vous donnerons*

(313) Règl. 1741-1747 (art. 62) ; 1754-1762 (63) ; 1768 (62) ; 1776 (60) ; 1781 (65) ; 1787 (78).

(314) *Hte-Loire*, C-7303, *Hospices du Puy*, n° 36 ; *Hérault*, A-33, f° 5.

(315) *Hte-Gar.*, C-11, f° 53.

(316) Règl. 1741-1747 (art. 64) ; 1754-1762 (65) ; 1768 (64) ; 1776 (62) ; 1781 (67) ; 1787 (80).

(317) Règl. 1751-1747 (art. 62) ; et suiv. mentionnés *supra* note 313.

(318) Règl. 1781 (nv art. 10) ; 1787 (19).

(319) *Lozère*, F-740-743.

(320) *Aude*, B-985.

(321) *Lozère*, F-740.

(322) *Ardèche*, 13-B-18, n° 165. En 1757 Jean Silvestre, commis à Conques, réclame au fermier 75 livres par an (*Aude*, B-999) ; en 1760 François Moulla « *commis en premier* » au département de Vernoux, à ses appointements fixés à 50 livres par an, payables par quartier (*Ardèche*, 13-B-18, n° 66).

600 livres d'appointements par an». Le directeur s'engage en outre à fixer les produits de manière à procurer à l'intéressé des «*gratifications*» à la fin de l'année, sans dissimuler qu'en réalité tous les employés de la ferme sont appelés à bénéficier de ces avantages proportionnellement à l'importance des fonctions qu'ils remplissent (323). Le règlement, rappelons-le, autorise ce mode de rétribution, et l'on constate qu'en 1790 le commis Delisle touche 110 livres à titre de «*remise*» sur la deuxième année du bail (324), ce qui augmente son traitement d'un quart (325).

Les commis en tout cas ne doivent avoir aucune part aux amendes ou aux confiscations; sinon il ne serait pas tenu compte de leurs verbaux. Les Etats sont formels sur ce point et la jurisprudence des aides est également bien arrêtée. En réalité il est pratiquement impossible d'empêcher les accords particuliers entre les fermiers ou les directeurs d'une part, les commis d'autre part, tendant à exciter le zèle de ces derniers. Les commis «*ayant part aux amendes qui dérivent des contreventions, proclament les redevables, cherchent par toutes voyes à gagner en supposant des immaignaires contreventions*» (326). Corbie, qui a une grande pratique de l'administration de la ferme et qui s'efforce d'être irréprochable à tous égards — et certes la situation générale en 1790 autant que l'intérêt porté à l'affaire expliquent cette prudence — Corbie néanmoins laisse à ses commis une partie des sommes versées à titre de composition par les redevables prévenus de fraude (327). A la même époque Dupuy, fermier de l'impôt dans les diocèses de Montpellier, de Nîmes, d'Uzès et d'Alès, critique la législation en vigueur: la participation des commis aux amendes et aux confiscations est le «*véhicule le plus sûr pour les exciter à remplir leur devoir*»; et d'invoquer l'exemple de la ferme générale et des régies pour le compte du roi (328). Mais les Etats sont inflexibles: «*La province ayant toujours eu attention d'éloigner pour la régie de l'équivalent le régime suivi pour les aides, elle ne saurait adopter aujourd'hui la mesure la plus faite pour alarmer les citoyens; l'intérêt qui serait accordé à ces commis mettrait perpétuellement leur probité aux prises avec la tentation de faire des coupables*» (329)...

(323) Lozère, F-740-743 (lettre 6 août 1788).

(324) Lozère, F-740.

(325) Le logement est parfois procuré aux commis: l'accord conclu le 3 septembre 1689 entre les consuls du Puy et le fermier met à la charge de la municipalité le loyer de la maison où logent les commis (Hérault, B-9293). Quelques années auparavant le fermier recommandait à son procureur dans la ville du Puy de faire loger les commis «*tous ensemble*» si possible (Hte-Loire, C-7302).

(326) Plainte contre les commis en exercice à Carcassonne, 2 avril 1746 (Aude, B-997).

(327) Cf *infra* p. 349.

(328) Cf. cependant ordon. févr. 1687 sur le fait des cinq grosses fermes, titre XIII, art. 4: «*Défendons au fermier de nos droits d'abandonner à ses commis les amendes et confiscations... Déclarons tous traités faits pour raison de ce, nuls même les P-V faits par les commis auxquels le fermier aura donné part dans les amendes et confiscations*» (Anc. lois franç. t. XX, n° 1254).

(329) P-V 14 févr. 1789 (Hte-Gar., C-2431, f° 336 et suiv.).

e) *Les privilèges.*

Ces privilèges, communs aux sous-fermiers, aux directeurs et aux commis, sont connus (330). Nous n'y reviendrons pas, sinon pour préciser que les « *buralistes* » en bénéficient exactement comme les commis. Le fermier est seulement tenu de présenter à l'assemblée provinciale, conformément au règlement, un état dûment certifié contenant les nom, demeure et fonctions des intéressés (331).

Le port d'armes est également reconnu aux commis. Le règlement de l'équivalent est muet sur ce point, mais l'article 11 du titre commun de l'ordonnance de juillet 1681 peut être invoqué (332) et les documents sont formels (333). La commission expédiée le 3 janvier 1743 à Pierre Alignol notamment précise que l'intéressé peut porter des armes pour sa légitime défense (334). Au Puy le 24 avril 1689 les commis menacés doivent mettre l'épée à la main (335). Encore au XVII^{me} siècle les voies de fait contre les commis sont-elles rares. Au siècle suivant elles se multiplient, cependant que la contrebande à main armée s'organise : les fermiers croient même devoir en 1764 envoyer une compagnie de cinquante cavaliers armés dans le pays de Vivarais (336). Le port d'armes est alors sans aucun doute d'absolue nécessité pour les commis.

B) L'EXERCICE DU POUVOIR FISCAL PAR LES COMMIS.

L'exercice du pouvoir fiscal conduit les commis, d'une part à effectuer des visites chez les redevables afin de contrôler l'emmagasinage et le débit des denrées, d'autre part, lorsque l'impôt est liquidé, à en assurer le recouvrement. Toutes ces opérations ayant été précédemment analysées, nous nous bornerons ici à les évoquer pour en venir immédiatement à la participation des commis à la répression des fraudes.

Chargés de surveiller l'application de la loi fiscale les commis qui constatent une effraction en font un rapport circonstancié, qu'ils transmettent en principe à leurs supérieurs afin de permettre à ces derniers d'engager le contentieux de la répression. Il est évident que l'efficacité de la répression dépend en grande partie de la valeur probante des procès-verbaux dressés par les commis. Cette valeur — nous envisageons exclusivement, cela va sans dire, les verbaux dressés par des commis régulièrement assermentés — sera discutée jusqu'à la fin du XVII^{me} siècle. Pour les Etats en 1620 les verbaux ne font foi en

(330) Cf. *supra* p. 321.

(331) P-V 29 janv. 1744 (*Hte-Gar.*, C-2288, f° 84), 1^{er} mars 1756 (*id.*, C-2196 ; C-2398, f° 150 v° sq.).

(332) Il l'est effectivement en 1765 par le fermier de l'équivalent du Vivarais (*Ardèche*, 13-B-11, n° 13).

(333) *Hérault*, B-9128, 9245, 9246 ; *Ardèche*, 13-B-10, n° 39.

(334) *Ardèche*, 13-B-16, n° 114.

(335) *Hte-Loire*, C-7302, n° CXLIII.

(336) Cf. *supra* p. 291.

justice qu'autant qu'ils sont signés par l'un des consuls du lieu (337). C'est à peu de choses près l'opinion exprimée par le syndic général de la province dans sa production contre Laurent Ardon en 1637: les procès-verbaux doivent être «*témoignés*» par deux personnes dignes de foi; autrement ils ne sauraient être considérés que comme «*attestatoires et témoignage d'un seul*». Les gardes des gabelles n'en usent pas autrement, constate le syndic, voire même les officiers du roi qui sont dans les plus hautes charges de la justice. Pourrait-on imaginer qu'«*un petit commis qui n'a le plus souvent pour tous appointements qu'une portion des amendes qui proviennent des fraudes*» soit cru sur un verbal «*duquel il doit tirer du profit et de l'utilité*»? Quant à la difficulté de dresser des verbaux dans la forme prescrite, elle n'est pas insurmontable, et les frais sont nuls puisque les bons témoins ne s'achètent pas. Tout au plus peut-on enjoindre aux consuls, à la première réquisition qui leur en sera faite, d'assister les commis dans leurs visites: les témoins ainsi seront tout trouvés (338). Au milieu du XVII^{me} siècle cependant le règlement de l'équivalent est formel dans le sens de la force probante jusqu'à l'inscription en faux (339), au moins pour les verbaux dressés par les commis ayant serment en justice (340). Les discussions ne cessent pas pour autant; et il faut bien constater que le syndic général n'est pas le dernier à critiquer la force probante de ces actes: ils sont «*fabriqués et forgés à plaisir*», observe-t-il en 1657 dans sa production contre le fermier du diocèse du Puy demandeur en indemnité (341). Quant aux contribuables prévenus de fraude, ils proclament à l'envi que les verbaux sont dressés par des gens à gages, placés sous la dépendance étroite des fermiers et notoirement suspects (342). La Cour des Aides enfin refuse de se fier au seul témoignage des commis. Voici par exemple l'arrêt de règlement du 23 juillet 1671 rendu sur requête du fermier général Populaire: alors que le fermier réclame la stricte application du règlement, la cour se borne à préciser que «*pour raison des procès-verbaux des commis ayant serment à justice il en sera usé en la forme ordinaire conformément aux arrêts de la cour*» (343). Et le fermier Jean-Pierre Mouret en procès avec les agneliers de Toulouse a ainsi l'occasion de critiquer l'arrêt du 21 octobre 1675 qui lui ordonne de prouver devant le lieutenant principal du sénéchal les faits énoncés dans les verbaux dressés par ses commis (344). La Cour des Aides persiste dans cette attitude jusqu'à la fin du XVII^{me} siècle. Il suffira de

(337) P-V 28 nov. 1629 (*Hte-Gar.*, C-2299, f° 3 v°).

(338) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 466, 494.

(339) Règl. 1655-1669 (art. 32); 1681-1684 (31); 1687-1717 (32); 1723 (34); 1729 (26); 1735 (58); 1741-1747 (61); 1754-1762 (62); 1768 (61); 1776 (59); 1781 (64); 1786 (77).

(340) Rappelons que les commis peuvent prêter serment devant les consuls.

(341) *Hérault*, B-9197.

(342) *Hérault*, B-9228, 9229, 9265, 9365.

(343) *Hérault*, B-9340.

(344) *Hérault*, B-9340.

citer l'arrêt du 24 décembre 1688 ordonnant l'enregistrement du règlement de l'équivalent et du contrat passé entre la province et le fermier général Pierre Boyer : la cour, les chambres assemblées, autorise et homologue les articles du règlement, mais en précisant bien au regard de l'article 32 que les procès-verbaux seront signés par deux commis et par deux témoins (345). Au XVIII^{me} siècle cependant la Cour des Aides est étroitement contrôlée dans son action législative, et surtout l'influence de la législation royale se fait sentir dans la province. Or l'ordonnance de juillet 1681 (titre commun pour toutes les fermes, art. 19) est formelle : « *Les procès-verbaux des commis et gardes, bien et dûment faits et affirmés en justice seront crus jusqu'à inscription de faux* » (346). De même l'ordonnance de février 1687 (titre XIV, art. 15, renvoyant aux articles 6 et suivants du titre XI, notamment à l'article 11) : « *Les saisies seront jugées sur les procès-verbaux des commis et gardes, sans autres preuves, pourvu qu'ils soient... signés de deux commis ou de deux gardes, ou d'un commis et d'un garde* » (347). Citons également la déclaration du roi du 25 mars 1732 portant règlement sur les formalités à observer dans les inscriptions de faux. L'article 8 de cette déclaration, enregistrée à la Cour des Aides de Montpellier le 8 mai de la même année, confirme qu'aucune preuve testimoniale ne peut être admise, aucune requête en plainte reçue, tendant à « *détruire* » les procès-verbaux des commis. Seule l'inscription en faux est possible (348). Le débat dès lors est clos : l'arrêt des aides du 7 décembre 1743 en témoigne (349).

Les procès-verbaux ne font foi jusqu'à l'inscription en faux qu'autant qu'ils sont dressés dans la forme. Il est inutile d'insister sur ce point. On indiquera seulement que les verbaux doivent être signés par deux commis au moins et en outre par la partie contre laquelle ils sont destinés à servir ou, en l'absence de celle-ci, par ses domestiques ou préposés ; en cas de refus de la part de l'intéressé d'apposer sa signature, il en sera fait mention dans l'acte ainsi que des interpellations qui lui auront été faites. Enfin une copie du verbal doit être remise à l'intéressé le même jour — toutes ces formalités étant obligatoires à peine de nullité de l'acte (350). Ajoutons que la nullité des verbaux pour vice de forme est assez fréquemment invoquée en justice (351).

(345) *Hte-Loire*, C-7303, *hospices du Puy*, n° 36.

(346) *Anc. Lois franç.*, t. XIX, n° 977.

(347) *Anc. Lois franç.* t. XX, n° 1254.

(348) *Hte-Loire*, C-7303, *hospices du Puy*, n° 37.

(349) *Hte-Loire*, C-7303, *hospices du Puy*, n° 38. Les inscriptions de faux se multiplient surtout après 1740 ; Cf. ex. devant conserv. Annonay : *Ardèche*, 13-B-9, n° 89-110 ; 13-B-16, n° 86-104 et surtout 13-B-10, n° 31-72, avec sentence conserv. (14 juin 1765) déclarant faux le P-V de trois commis et en conséquence condamnant ces derniers au bannissement pour neuf ans, les déclarant indignes d'exercer à l'avenir une fonction publique et par exprès celle de commis dans le ressort du siège d'Annonay, enfin les condamnant à l'amende (5 livres), aux dommages-et-intérêts et aux dépens. Sur l'appel et les suites, Cf. *Hérault*, B-47588, *Ardèche*, 13-B-12, n° 10 sq.

(350) Arrêt aides 24 déc. 1688 ; ordon. févr. 1687 titre XI (art. 6), titre XIV (art. 15).

(351) Exemples caractéristiques : *Ardèche*, 13-B-15, n° 211, 222, 224, 235 ; 13-B-18, n° 16. Cf. également *Lozère*, F-740-743 (lettre 30 nov. 1790).

Les commis n'ont pas seulement le pouvoir et le devoir de dresser un procès-verbal en cas d'infraction: ils peuvent parfaitement exercer le droit de saisie. Le règlement en effet prévoit la confiscation des marchandises de contrebande. Mais la confiscation nécessite toujours l'intervention d'un juge. Aussi bien deux cas peuvent se présenter: 1°) Le fraudeur est un commerçant solvable: les marchandises dans ce cas seront laissées à sa disposition. Les commis se contentent de les évaluer dans le verbal (352), ou pour le moins ils les décrivent en mentionnant toutes les indications qui permettront au juge de faire lui-même l'évaluation. Le fraudeur en fin compte devra payer à titre de réparation la somme correspondant à la valeur de la matière imposable. 2°) Lorsque le fraudeur est un marchand forain inconnu ou un individu présumé insolvable, les commis n'hésitent pas à saisir la marchandise de contrebande, ce qui les oblige parfois à se battre (353). Les denrées saisies — comme par exemple les balles de morue découvertes le 24 mars 1783 sur une charrette remise dans une dépendance de l'hôtel du Lion d'or à Nîmes (354) — sont déposées au bureau de l'équivalent jusqu'à ce que le juge ordonne la confiscation ou la mainlevée. Ajoutons que la saisie peut s'appliquer également aux objets et aux bestiaux utilisés par les fraudeurs dans leur commerce: deux mulets sont ainsi saisis à Jacques Bouisson, de Saint-Paul, en mai 1665 (355); un cheval et un sac à Pierre Avinen, de Montpellier le 9 novembre 1756 (356): un cheval et un mulet à Jean Fraixe, voiturier de Dunières le 18 septembre 1757 (357)...

Dans un certain nombre de cas enfin le fisc n'a pas intérêt à poursuivre le fraudeur devant les tribunaux. Notamment lorsque l'infraction est légère ou lorsque le contrevenant n'est pas un récidiviste, ou bien lorsque le commerce exercé n'est pas très florissant: une condamnation sévère pourrait amener l'intéressé à fermer boutique, voire l'inciter à pratiquer systématiquement la contrebande. Les poursuites d'ailleurs ne sont pas toujours payantes, et le résultat n'est pas forcément assuré. Le directeur Corbie dans sa lettre du 9 septembre 1790 fait état d'une erreur de date commise dans la rédaction d'un verbal: cette erreur annule le verbal, et les poursuites n'auraient aucune chance de succès; vous avez bien fait, déclare Corbie à son agent, de vous accommoder avec le contrevenant (358). Pour toute ces raisons les transactions — nous envisageons exclusivement les transactions préalables aux poursuites — ne sont pas rares et elles sont conclues en principe entre les contrevenants et les commis qui ont verbalisé. A la vérité leur légalité pourrait être discutée. L'arrêt des aides du 21 juillet 1668 (359) ne défend-il pas

(352) Cf. notamment verbal 18 janv. 1737 (*Ardèche*, 13-B-15, n° 211, 222, 224, 235), 1^{er} févr. 1767 (*id.*, 13-B-20, f° 83), 28 févr. et 2 mars 1783 (*Tarn*, B-1299)...

(353) A Castelnaudary en 1741 (*Arch. Nat.*, H-824,48), à Montpellier en 1751 (*Hérault*, B-9241)...

(354) *Arch. Nat.* H-1100, n° 4.

(355) *Hérault*, B-37571.

(356) *Hérault*, B-9246.

(357) *Hérault*, B-9128.

(358) *Lozère*, F-740-743.

(359) *Ardèche*, 13-B-7, n° 48.

aux sous-fermiers et à leurs commis d'exiger à peine de concussion « *aucuns depens ni amendes* » pour prétendue fraude avant que les tribunaux se soient prononcés ? en fait nous n'avons pas connaissance qu'une contestation jamais se soit élevée à ce sujet. Il est couramment fait état d'« *accommodements* » avec les fraudeurs dans la correspondance du directeur Corbie et dans les papiers officiels de la compagnie pour laquelle ce partisan travaille (360). Corbie aurait été plus discret s'il avait eu quelque doute sur la régularité de cette procédure. L'état des verbaux dressés dans le département de Pradelles en 1788 fournit ainsi des renseignements particulièrement intéressants sur les accommodements. On peut constater que deux verbaux, sur six mentionnés, ont donné lieu à un accommodement avant toute poursuite (361), et que les commis ont touché le tiers de la somme payée par le contrevenant (362). L'importance de la remise dénote parfaitement l'intérêt attaché par les fermiers à un tel procédé de liquidation du contentieux.

Les commis participent donc activement à la répression des fraudes... et l'on s'explique parfaitement qu'ils y mettent du zèle. Sans doute travaillent-ils sous le contrôle étroit et sous la responsabilité civile des fermiers (363), mais ils sont à la pointe du combat, et c'est bel et bien contre eux que la colère publique se déchaîne au XVIII^{me} siècle.

C) L'EFFECTIF : IMPORTANCE, COMPOSITION, CARACTERE ETAT DES RELATIONS AVEC LA POPULATION.

Nos renseignements sur l'importance de l'effectif sont très maigres à la vérité, et l'on ne saurait attribuer une valeur absolue aux quelques chiffres qui figurent sur les documents. Encore une fois l'importance numérique des commis est en rapport avec le procédé de recouvrement, et de ce fait elle est susceptible de varier à chaque changement de fermier et même pendant la durée d'un même bail. On peut cependant admettre que l'exploitation, menée au mieux des intérêts des partisans, l'a été en gros dans des conditions à peu près uniformes au XVII^{me} siècle

(360) *Lozère*, F-740-743.

(361) En 1790 deux verbaux en tout et pour tout ont été dressés dans le département de Pradelles : l'un le 26 août au cabaretier Marion ; l'autre le 8 octobre au boucher Gilles. Les commis et Marion s'accommodèrent avant toute poursuite (*Lozère*, F-742).

(362) Le montant de l'accommodement est évidemment variable: 18 et 36 l. respectivement dans les cas envisagés ; 24 livres dans un accord conclu le 7 juin 1756 entre les commis au département de Saint-Agrève et le cabaretier Cros (*Ardèche*, 13-B-10, n° 17) ; 24 livres également dans l'accord conclu le 2 juillet 1758 entre les commis au département de Pézenas et le cabaretier Loubies de Bessan (*Hérault*, B-9080) ; 18 livres dans l'accord conclu avec le cabaretier Marion de Pradelles à la suite du verbal dressé par les agents de Corbie le 26 août 1790.

(363) Le principe de la responsabilité des fermiers est posé par l'ordonnance de juillet 1681 (titre commun, art. 10) et par celle de février 1687 (titre XIV, art 17). Il est repris par l'arrêt de règlement des aides du 24 décembre 1688 (*Hte-Loire*, C-7303, *Hospices du Puy*, 36 ; *Hérault*, A-33, f° 5) et par le règlement de l'équivalent à compter de 1741 : 1741-1747 (art. 62) ; 1754-1762 (63) ; 1768 (62) ; 1776 (60) ; 1781 (65) ; 1787 (78). Exemples d'application : en 1689 (*Hérault*, B-9137) ; en 1750 (*id.*, B-9360) ; en 1756 (*id.*, B-9346)...

et au siècle suivant, tout au moins en ce qui concerne les campagnes jusqu'à l'intervention de la compagnie parisienne (1755). L'ordonnance rendue par l'intendant d'Aguesseau le 29 janvier 1685, dont il a été question à propos du statut personnel des fermiers et des commis, donnerait ainsi une idée assez exacte de l'importance numérique des commis en exercice dans les principales villes de la province pendant les deux derniers siècles de la monarchie. L'intendant limite le nombre des commis à dix dans la ville du Puy, à quatre dans les villes de Toulouse, de Montpellier et de Nîmes, à deux dans celles de Béziers, d'Albi et de Castres, à un enfin « *dans les autres villes et lieux* » (364). Il est évident que l'intendant s'est dûment informé avant de se prononcer ; et plusieurs faits confirment l'exactitude de son information. En 1623 par exemple le fermier Claude Myot précise lui-même au conservateur que quatre commis, « *gens de bien et hors de reproche* », se tiennent au bureau de l'équivalent installé à Montpellier (365). A Nîmes en 1702 il y a au moins trois commis : Barthélémy Fabre, Joseph Sabatier et Barthélémy Rousière (366). Quant à l'importance de l'effectif au Puy, elle paraît en tout point justifiée par les privilèges dont jouissent les bouchers. Nous ne reviendrons sur ce point que pour rappeler les violents conflits qui à plusieurs reprises ont opposé ces derniers à l'administration fermière. En avril 1665 notamment le directeur de la ferme, Antoine Couderc, doit quitter précipitamment la ville avec six commis affectés au contrôle du bétail abattu (367). En 1789 d'autre part on signale la présence au Puy de huit « *préposés* » au recouvrement de l'équivalent (368). De toute façon le nombre de dix commis constitue un maximum. On rencontre également des commis dans les villes d'importance secondaire, dont le nom n'est pas mentionné dans l'ordonnance du 29 janvier 1685, et dans la campagne. Les diocèses sont ainsi divisés en « *départements* » ou « *arrondissements* », un ou deux commis étant employés dans chaque circonscription. Nous avons précédemment signalé la nomination au Puy en 1688, « *pour la régie de l'équivalent dans le diocèse* », de dix-neuf commis : on peut estimer que la moitié de l'effectif a son emploi dans la campagne. Jean-Baptiste Riffard, de Tournon, âgé de 35 ans, et Charles-François Alquier, de Fontès, âgé de 20 ans, exercent les fonctions de commis dans le département du Vigan en 1756 (369). Le commis Chatard, d'Albi, exerce ses fonctions dans le département de Gaillac en 1763 (370) ; Pierre Sabbaton dans le département d'Aubenas en 1770 (371). Le Gévaudan à la même époque est divisé en huit « *arrondissements* », à savoir respectivement (par ordre d'importance) ceux de Mende, Marvejols, Langogne, Saint-Chély, Le Malzieu, Florac, Saugues et La Canourgue (372). Les pays de Gévaudan, de Velay et de Vivarais constituent les diocèses les plus vastes de la province et incontestablement ceux où l'entreprise est le plus

(364) *Hérault*, A-32, f° 32.

(365) *Hérault*, B-9217.

(366) *Hérault*, B-21351, 21352.

(367) *Hérault*, B-47883.

(368) *Hérault*, B-21627.

(369) *Hérault*, B-9081.

(370) *Aude*, B-1000.

(371) *Hérault*, B-47601.

(372) *Mende*, HH-8.

difficile à exploiter. Il est évident que l'affaire peut être administrée beaucoup plus simplement dans un diocèse tel que celui de Saint-Papoul, où le fermier en 1743 se contente apparemment de deux commis (373).

C'est l'établissement de la régie dans les campagnes au milieu du XVIII^{me} siècle qui a entraîné une multiplication et une spécialisation des emplois. Des « *buralistes* » ont été nommés dans des paroisses où l'impôt jusque là avait été affermé en bloc. Pour le fermier général le « *ministère* » de ces *buralistes* est « *essentiel... pour le service, la commodité du public et assurer les droits du fermier, en recevant les déclarations, pesant les viandes ou mesurant les vins en l'absence des commis, qui ne peuvent passer qu'une fois en huit jours dans les différentes paroisses* » (374). Les *buralistes* ont donc en principe un emploi sédentaire (375), contrairement aux commis qualifiés dès lors d'« *ambulants* » dans certains procès-verbaux (376). Dans le diocèse de Narbonne en 1757 treize « *buralistes* » sont en exercice. Mais certains de ces employés ont dans leur département plusieurs paroisses (377) et sont en fait des commis ambulants. Les termes de contrôleur et de commis sont parfois associés (378) ou employés indifféremment pour désigner le même personnage, par exemple Vincent Fortuné Galhac, âgé de 40 ans, « *contrôleur à la perception de l'équivalent* » dans le département de Pézenas en 1758 (379). Mais le contrôleur a généralement un certain pouvoir de direction sur les simples commis, ceux-ci de leur côté ayant rang avant les *buralistes*. On rencontre aussi des « *commis en premier* », comme François Moulla, de Saint-Cierge, en fonction dans le département de Vernoux en 1760 (380). Au demeurant la subordination des employés d'un même département à celui d'entre eux qui est le plus qualifié par son expérience administrative, par ses qualités personnelles ou bien par l'âge est tout à fait naturelle.

Chaque département a également un receveur (381). Jean Sabatier, âgé de 30 ans, est en exercice dans le département de Pézenas en 1758 (382). En 1788, Corbie, directeur de la ferme dans les pays de Gévaudan, de Velay et de Vivarais, propose à Parent fils, commis à Pradelles, le poste de « *receveur et contrôleur* » à la tête du département d'Yssingeaux; par la suite il opte pour une autre solution, et finalement Parent fils est installé par son père, Antoine Parent « *receveur et contrôleur* » à Langogne, dans l'emploi de receveur à Pradelles. Parent fils fournit à cette occasion un

(373) *Aude*, B-2717, f° 11.

(374) Représentations aux Etats, janv. 1756 (*Ardèche*, C-754, n° 57).

(375) Rien ne s'oppose à ce qu'ils continuent d'exercer leur profession habituelle.

(376) Ainsi les commis Nicolas Rousseau, Antoine Debost et Jacques Champalbert en exercice dans le diocèse de Viviers en 1755 (*Hérault*, A-70). Plusieurs commis ambulants prêtent serment en 1757 devant le juge conservateur de Carcassonne : *Aude*, B-985.

(377) C'est le cas de plusieurs *buralistes* assermentés en 1757 devant le conservateur de Carcassonne.

(378) P-V 22 avr. 1773, 4 févr. et 24 mar 1787 (*Lozère*, F-742).

(379) *Hérault*, B-9080.

(380) *Ardèche*, 13-B-18, n° 66.

(381) Cf. *supra* p. 333.

(382) *Hérault*, B-9080.

cautionnent de 3.000 l. (383). A la même époque Constant, « *contrôleur et receveur* » dans le département de Marvejols, abonne les redevables (384) Il convient donc d'être prudent : les termes usuels désignant les employés de la ferme ne marquent pas toujours clairement la hiérarchie et la spécialisation dans l'emploi, pourtant indiscutables dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle. Un point peut être tenu pour certain : c'est le directeur de la ferme qui a la haute main sur le personnel subalterne.

Nos renseignements sur l'état civil des employés de la ferme sont très incomplets, suffisants cependant pour affirmer qu'à quelque exception près les buralistes, les commis, les receveurs et les contrôleurs sont originaires de la province (385). Les registres du conservateur de Carcassonne par exemple mentionnent dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle la réception d'un seul employé né hors Languedoc : Pierre Boudou, un arlésien, receveur buraliste à Carcassonne en 1788 (386). Les buralistes d'ailleurs sont généralement recrutés sur place, ce qui n'est pas toujours le cas des commis ou des contrôleurs : il n'y a qu'un ponot dans le groupe des dix-neuf commis en exercice dans le diocèse du Puy en 1688 ; en ce qui concerne les dix-huit autres, sept sont mentionnés comme étant de Nîmes, cinq de Montpellier, un de Saint-Pons, un de Calvisson, deux du Béage (en Vivarais), deux enfin sont originaires du Gévaudan (387). Les commis sont relativement jeunes, l'âge de quarante cinq ans paraissant un maximum (388). Il est certain que la profession ne peut être exercée que par des gens jeunes et robustes. Sur la liste des employés de la ferme cités à comparaître devant le conservateur d'Annonay procédant au criminel entre 1754 et 1764 (389), on relève le nom de vingt-six sujets (390) ; l'âge de dix-sept d'entre eux est connu :

— 1754

Jean Salet, commis à Annonay, 45 ans.

— 1755

Guy Coquille, receveur pour la banlieue d'Annonay, 38 ans.

Claude Carriat, contrôleur à Annonay, 43 ans.

Jean Jacques Titren, commis au département de St-Félicien, 22 ans.

Pierre de Rivière, commis au département de St-Félicien, 22 ans.

— 1756

Claude Saralier, commis, 23 ans.

Louis Vincent, commis au département de Saint-Agrève, 25 ans.

(383) *Lozère*, F-740-743.

(384) *Lozère*, F-532.

(385) Denis Léon Fouet, 40 ans, natif de Châteaudun au diocèse de Chartres et commis au département de Villeneuve-les-Avignon en 1778 est l'un des rares employés nés hors Languedoc. Son collègue Antoine Germain Vidal, 23 ans, est natif de Sommières (*Hérault*, B-47396).

(386) *Aude*, B-985.

(387) *Hérault*, B-9293.

(388) Rappelons que les commis doivent être âgés de vingt ans au moins.

(389) *Ardèche*, 13-B-10, n° 2-92.

(390) Nous n'avons tenu compte que des employés subalternes. Signalons que le nom de certains d'entre eux est mentionné plusieurs fois sur les registres.

Jean-Henry Amelot, contrôleur ambulant au département du Haut-Vivarais, 28 ans.

Gilbert Cossonois, commis au département de Lamastre, 29 ans.

Claude Joseph Disjon, commis au département de Lamastre, 20 ans, 7 mois.

Simon Leferre, inspecteur de l'équivalent de Languedoc, 33 ans.

— 1761

(Jean Salet, commis à Annonay, en exercice en 1754).

Jacques Fleury, commis à Annonay, 46 ans.

— 1764

André Ponton, commis au Cheylard, 34 ans.

Joseph Havard, commis au Cheylard, 32 ans.

Jean Salet, commis à Annonay, 55 ans.

Jean-Baptiste Roulland, commis à Annonay, 28 ans.

Guillaume Aget, commis à Annonay, 24 ans.

Alexandre Salet, aubergiste et commis buraliste, habitant Boulieu, 58 ans.

On a déjà remarqué que le plus âgé de tous les personnages mentionnés, Alexandre Salet, est buraliste. Quant à Jean Salet, commis à Annonay, âgé de 55 ans en 1764, il est dans l'emploi depuis une dizaine d'années au moins; et certes on s'explique très bien que les fermiers successifs s'attachent les services des mêmes commis, dès lors que ces derniers, « *sages, diligents et bien exacts et fidèles* » (391), remplissent parfaitement leurs fonctions. Les commis forment un corps spécialisé, et de plus la connaissance qu'ils ont des lieux, des usages locaux, des mœurs des habitants n'est pas un facteur négligeable. Le commis Thédenat est ainsi resté en fonction pendant vingt-cinq ans au moins (vers 1710 — après 1732) dans le diocèse de Mende (392). Antoine Blaise Parent, après avoir fait ses premières armes comme commis à Toulouse, est nommé en 1783 receveur à Langogne où il est encore en fonction en 1791 (393). Quant à son fils, qui jouit de l'entière confiance du directeur Corbie, il est appelé en 1788 à diriger l'administration de la ferme dans le département de Pradelles (394).

Les directeurs et les fermiers d'ailleurs ne renoncent pas à toute surveillance sur les commis, encore que ces derniers ne soient pas dans l'exercice de leurs fonctions. En 1668 le directeur Couderc reçoit des instructions très précises sur ce sujet (395). Mais jusqu'au début du troisième tiers du XVIII^{me} siècle les relations entre les commis et la population ne posent pas de problème particulier. Somme toute la perception de l'impôt n'intéresse directement que les commerçants, et comme le tarif des droits est inchangé depuis Louis XI l'équivalent n'est pas regardé comme une maltôte.

L'augmentation brutale des droits à compter du 1^{er} janvier 1731 va rompre cette harmonie : chacun veut s'exempter et frauder depuis

(391) Telles sont les qualités requises, d'après le fermier du diocèse du Puy en 1668 (*Hte-Loire*, C-7302).

(392) *Mende*, HH-8.

(393) *Lozère*, F-740.

(394) *Lozère*, F-740-743.

(395) *Hte-Loire*, C-7302.

l'augmentation, constate le fermier général Michel Dumas en 1732 (396). Or le prix du bail est très élevé, et l'on s'explique parfaitement que le fermier réagisse. Le mécontentement des redevables tout naturellement rejaillira sur les commis. Ceux d'entre eux qui sont en service à Limoux en 1731 dénoncent un véritable complot des habitants en vue d'empêcher l'exploitation de la ferme : « si le plus grand nombre de ceux-là craignant les suites facheuses d'une telle entreprise n'osent pas par eux-mêmes exécuter sur nous leurs mauvais desseins ils ne laissent pas pourtant de faire courir après nous tout ce qu'il y a de mauvaise engence dans lad. ville qui nous suivent journellement par la place et rues de lad. ville de Limoux avec des hurlements affreux nous traitant de voleurs fripons espions à l'équivalent et que sy nous ne quittons incessamment la ville ils nous noyeront dans la rivière d'Aude ou nous assassineront à la première occasion » (397). A Graulhet le jour du mardi gras en 1737 les habitants juchent sur une bourrique une figure de carnaval « avec un habit, chapeau, perruque et une paire de lunettes comme en porte le sieur Figeac », commis de l'équivalent — pour qu'il n'y ait pas de doute d'ailleurs un écriteau « devant et derrière » porte le nom de l'intéressé « en gros caractère » — et « le promènent ainsy partout le lieu et faubourgs de Graulhet, armés d'épées nues et batons, avec lesquels ils frapioient laditte figure, s'arrettant à tous les coins et carrefours où ils lisoient et chantoient à haute voix des vers infames et des libelles difamatoires contre led. Figeac et feurent en plusieurs reprises au devant de la maison dud. Figeac qui fut obligé de barriquer sa porte et de rester dedans pour éviter le mauvais dessein de ses attroupés, lesquels sur le soir, feurent à la place du marché et mirent laditte figure sur des fagots ou ils la brulèrent en proférant des injures, sans que le viguier et les consuls eussent voulu se donner aucun mouvement pour arrêter cette entreprise » (398). A Beaucaire le 15 août de la même année (1737) un coup de fusil est tiré dans la direction du bureau de l'équivalent, tandis qu'un placard injurieux pour les commis est apposé; quelques jours plus tard le bureau est envahi par la populace et les commis doivent fuir par une porte dérobée (399). On relève également des incidents à Toulouse; l'intendant de Bernage dans sa correspondance avec le contrôleur général s'efforce d'ailleurs d'en atténuer l'effet : il convient qu'il y a eu un attroupement autour des commis, mais « lorsque l'on considère l'inaction dans laquelle les personnes assemblées sont restées, il faut reconnaître qu'elles ont accouru plutôt par curiosité que par esprit d'émotion » (400). En mars 1738 c'est le commis au département de Lacaune, Louis François Figuière, qui est grièvement blessé par des fraudeurs (401). A Castelnaudary le 1^{er} novembre 1741 un attroupement se produit devant le bureau de l'équivalent, les commis entendant procéder à la saisie de quatre porcs. Les esprits s'échauffent dans la discussion; le commis Caravielle échange des mots avec le lieutenant de maire, et finalement il est conduit en prison et malmené au point d'être laissé pour mort.

(396) Hte-Gar., C-5, f^o 23.

(397) P-V 10 mai 1731 (Aude, B-994).

(398) P-V 5 mars 1737 (Aude, B-994).

(399) Hérault, B-46943, B-46970.

(400) Arch. Nat., H-1073, 57.

(401) Aude, B-995.

Il ne recevra cependant aucun secours : « le bouillon, le médecin et jusqu'à une pailleasse lui seront refusés » (402). A Saint-Agrève le 3 mars 1743, veille de foire, les commis doivent fuir sous une grêle de pierres : dans leur verbal ils déclarent que le curé du lieu, à cheval, « animoit la populace par les menaces et insultes qu'il nous fesoit en nous traitant de coquins, de fripons et de gueux, en voulant même nous frapper avec son cravache... criant à haute voix : « Qu'on mette cette canaille en prison » (403). Le 21 août de la même année (1743) on signale un nouvel incident à Castelnaudary, où les commis doivent se barricader dans le bureau (404). Le 12 décembre 1745 ce sont leurs collègues de Carcassonne qui sont pris à partie par la foule et malmenés (405)...

La rigueur de l'administration parisienne (406) dans la période 1755-1757 contribuera à renforcer l'animosité de la population contre les commis. On note de nombreux incidents : à Bédarieux les 3 et 4 mai 1755 (407), à Vernosc le 13 juillet (408), à Laval-Notre-Dame le 15 août (409), à Saint-Félicien et à Chalençon respectivement le 15 et le 19 décembre (410), toujours en 1755. A Bez le 31 mars 1756 les commis sont assaillis par une centaine d'individus armés de pierres et de bâtons, criant : « Il faut tuer ces bougres de fripons... afin qu'il n'en revienne plus ici. Faisons comme l'on a fait à Lodève » (411). Le 7 juin à Roche-paule c'est un ecclésiastique, dom Boulay, de l'ordre des minimes, prieur et seigneur du lieu, qui amène la population contre les commis (412). Le 17 août à Macheville le commis Gilbert Cossonnois est sérieusement blessé (413) et le 23 novembre de la même année à Lamasire les commis doivent sortir leurs armes pour intimider la foule qui s'apprête à leur faire un mauvais parti (414). Les fermiers généraux dans leurs « représentations » aux Etats insistent particulièrement sur les attentats perpétrés contre les commis en dehors du service : à Monistrol, à Saugues, à Béziers, à Auroux, à Brives, au Béage... Pour

(402) *Arch. Nat.*, H-824-48.

(403) *Ardèche*, 13-B-9, 43.

(404) *Aude*, B-2794.

(405) *Aude*, B-997.

(406) Dès le lendemain de l'adjudication, que les partisans languedociens coalisés avait fait payer chèrement à la compagnie parisienne, le maréchal de Richelieu, commissaire du roi, confiait au contrôleur général son souci « que la régie ne soit remplie d'exactions pour se récupérer » (*Arch. Nat.*, H-857, n° 47). L'intention de la compagnie adjudicataire d'exploiter la ferme « avec grande sévérité » est également notée par Barbier dans son journal.

(407) *Hérault*, A-70.

(408) *Ardèche*, 13-B-10, n° 3.

(409) *Hérault*, B-9156.

(410) *Ardèche*, 13-B-10, n° 6, 13 ; à Chalençon le premier consul, sommé de prêter main-forte aux commis, déclare qu'il n'a ni soldat, ni huisier ; il refuse même d'être témoin au procès-verbal.

(411) *Hérault*, B-9081.

(412) *Ardèche*, C-754, n° 57.

(413) *Hérault*, B-9159.

(414) *Hérault*, B-9245.

les fermiers de telles agressions visent ni plus ni moins à « *faire désert* » le pays aux commis (415). Ceux-ci en tout cas sont exaspérés et incités à user eux-mêmes de violence. Deux d'entre eux sont condamnés par le juge de la baronnie de Lézignan en 1756 pour propos maisonnants et voies de fait commises sur la personne d'une habitante du lieu (416). Le 17 avril 1756 c'est le juge conservateur de Montpellier qui ordonne l'arrestation de deux commis qui ont fait irruption de nuit dans la maison d'Etienne Claret, un habitant de Montpellier, avec une violence telle que la porte « *feut démembrée de ses gonts et les gonts arrachés et la femme (Claret) renversée par terre* » cependant que Claret était injurié, bousculé et frappé avec une épée (417). Citons encore la déposition faite devant le bailli et juge de Craponne par Jean Fraixe, voiturier de Dunnières, contre plusieurs individus « *armés de fusils, pistoles, espées et autres armes qui sous prétexte qu'ils se disent commis aux équivalens l'auraient arreste* » le 18 septembre 1757 entre huit et neuf heures du soir près de Craponne, « *et en le traitant de Jean foutre, de coquin, de bougre, de gueu, l'auraient saisi par le colet et l'auroient terrassé l'ayant pris par les cheveux, luy auroient encore déchiré sa veste et l'auroient sans doute tué s'il n'avoit crié au secours et heureusement pour luy il survint certaines personnes qui les empêchèrent de venir à bout de leur dessein* » (418)...

L'éviction de la compagnie parisienne à la fin de l'année 1757 ne fera pas cesser les heurts entre les commis et les redevables. Le prix du bail reste élevé, et les partisans languedociens ont pu se convaincre de l'efficacité de certaines méthodes d'exploitation. La tentation de continuer dans cette voie est d'autant plus forte que le personnel subalterne pour une large part est en place. Ce personnel va donc se trouver en butte à l'hostilité de plus en plus caractérisée, non seulement des redevables, mais d'une grande partie de la population. Celle-ci prendra de plus en plus délibérément le parti des fraudeurs, comme à Bessan où le 2 juillet 1758 les commis assaillis par plus de deux cents personnes doivent se réfugier dans une maison particulière d'où ils ne pourront sortir qu'en restituant à un cabaretier du lieu, auquel ils avaient dressé procès-verbal, la somme reçue à titre de composition (419) ; comme à Villefort au diocèse d'Uzès — « *une ville où chacun croit que ce n'est pas pêcher que de tromper le fermier de l'équivalent et (où) tous concourent à favoriser la fraude de manière que lorsque les commis veulent faire leurs exercices on les trouble et on les insulte dans leurs fonctions à tel point que les consuls s'oublent jusques à les faire mettre en prison de leur autorité privée* » (420)... Les habitants « *a l'envy les uns ez autres cherchent tous les moyens pour rendre la perception de ce droit impossible et tascher de s'en mettre par là a labry* », déclare en 1765 le fermier de l'équivalent du diocèse de Viviers : « *rien ne leur coute pour y parvenir : icy ce sont des particuliers qui decochent sur les commis des*

(415) *Ardèche*, 13-B-10, n° 17, 18, 20.

(416) *Ardèche*, 13-B-10, n° 22, 25 ; *Hérault*, B-9174.

(417) *Ardèche*, 13-B-10, n° 39.

(418) *Hérault*, B-9128.

(419) *Hérault*, B-9080.

(420) Production du fermier devant conservateur Uzès, juil. 1759 (*Hérault*, B-46599).

coups de fusils, là ils sont assassinés a coups de batons, en un mot on n'oublie rien pour se disculper du paiement du droit et pour oter aux commis tous moyens d'en découvrir les fraudes » (421). La haine des commis s'étale au grand jour : « *Ces fâmeux commis aiment à recevoir des coups, ils les cherchent, ils les reçoivent quelquefois, mais jamais assez* », déclarent en 1765 devant le conservateur d'Annonay les sieurs Faujas père et fils, marchands chamoiseurs de Merle-les-Annonay ; « *Quand serons-nous délivré de pareilles sangsues ?* » (422) et dans une autre déposition devant le même conservateur en avril 1767 les commis sont dépeints procédant à une saisie, « *pareils à une troupe de corbeaux affamés qui rencontrent une charogne* » (423)...

Les autorités cependant ne se troublent guère : « *On sait que les commis sont habitués aux injures, déclare le syndic général. Elles ont été de tout temps proférées contre eux. Les commis ne doivent pas être plus délicats dans les circonstances actuelles qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent* » (424). Il est certain que les commis n'ont pas à espérer grand chose des Etats de la province. Ceux-ci les assurent de leur protection et les exhortent à remplir leurs fonctions « *avec modération et intégrité* » (425). Les fermiers généraux attendaient certainement davantage des dispositions prises par la Cour des Aides sur leur requête le 10 juin 1755 :

1° — Interdiction aux juges ordinaires, royaux ou seigneuriaux, de « *recevoir aucune plainte, de faire aucune information et de décerner aucun décret* » contre les commis et employés de la ferme.

2° — Obligation pour les maire, consuls et autres officiers municipaux de signer les procès-verbaux de contravention dressés par les commis.

3° — Possibilité pour les commis et employés d'« *arrêter les gens sans aveu et les vagabonds* » qui les insulteraient ou se trouveraient mêlés à des manifestations dirigées contre eux.

4° — Enfin en ce qui concerne les contraventions aux dispositions de l'arrêt et les émeutes populaires, il devait en être informé d'autorité de la Cour par devant les premiers magistrats, docteurs ou gradés requis, pour après être ordonné par la cour tel décret qu'il appartiendrait (426).

Ces dispositions incontestablement contrevenaient aux principes posés, non seulement par les Etats dans le règlement de l'équivalent, mais encore par le roi dans les ordonnances de 1681 et de 1687 et dans la déclaration du 20 janvier 1736 : organisation d'un double degré de juridiction en matière d'équivalent, et compétence des tribunaux de droit

(421) Prod. devant conserv. Annonay, avr. 1765 (*Ardèche*, 13-B-11, n° 7).

(422) Les commis avaient été agressés dans la fabrique des sieurs Faujas le 20 octobre 1765 lors de la signification d'un verbal de fraude (*Ardèche*, 13-B-11, n° 18). Autres agressions contre des commis à Annonay (*id.*, 13-B-12, n° 67) ; à Bourg-Saint-Andéol (*id.*, C-754, n° 109) ; à Mende (*Hérault*, B-47838) ; à Narbonne (*id.*, B-47579)...

(423) *Ardèche*, 13-B-18, n° 115 ; Cf. également *Lozère*, F-742, le P-V dressé à Langogne le 28 avril 1787.

(424) *Hérault*, B-9131.

(425) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151).

(426) *Hte-Gar.*, C-25, f° 41.

commun au regard des délits commis par les employés de la ferme en dehors de leurs fonctions (427). Les syndics généraux firent immédiatement opposition à l'exécution de l'arrêt du 10 juin 1755, et les Etats se refusèrent le 1^{er} mars 1756 — malgré les réclamations des partisans (428) — à se désister de l'opposition (429). Le 17 janvier 1758 la Cour des Aides reconnaissait que le fermier et ses commis, pour tous les différents et procès concernant l'exploitation de la ferme, tant au civil qu'au criminel devaient se pourvoir en première instance par devant les conservateurs (430). Ce litige amenait malgré tout les Etats à fournir quelques précisions sur l'étendue de la protection qu'ils déclaraient accorder aux commis. Il faut en revenir à la délibération du 1^{er} mars 1756 : d'une part les syndics généraux sont chargés d'intervenir dans les instances criminelles « *lorsque l'importance de la matière l'exigera* », d'autre part les consuls sont « *exhortés à prévenir tout trouble de la part des habitants et à les porter à payer sans résistance les droits légitimement dûs, en se conformant aux articles arrêtés par les Etats*. Des circulaires effectivement seront envoyées aux municipalités dans ce sens (431). Pendant une trentaine d'années ce sera tout... à part quelques « *sollicitations* » auprès de l'autorité militaire afin que le fermier puisse « *dans tous les cas obtenir une main forte suffisante* » (432). En 1788 seulement les syndics généraux sollicitent un règlement des aides faisant expressément défense à toute personne d'« *injurier et d'excéder* » les commis, de « *les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, de leur enlever les viandes saisies, de donner aide aux fraudeurs, à peine d'être poursuivis extraordinairement comme coupables de rébellion à justice* » (433).

En fait c'est l'attitude des municipalités, de l'état des rapports que les consuls entretiennent avec le personnel chargé de l'administration locale de la ferme que dépend en grande partie la tranquillité de l'exploitation. Les consuls ont toujours été chargés par l'assemblée provinciale de « *tenir la main* » à ce que les règlements applicables en la matière soient entretenus et gardés (434). A fortiori doivent-ils veiller à ce que la levée de l'impôt soit possible : « *Si on s'expose à la foule, faut demander main forte aux consuls* », précisent les directives des fermiers généraux en 1668 (435), et la correspondance de Corbie atteste l'importance qu'attache ce partisan un siècle plus tard à l'appui de la

(427) Sur tous ces points, Cf. *infra* pp 391 sq.

(428) Représentations... aux Etats (*Ardèche*, C-754, n° 57).

(429) *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151.

(430) *Hte-Gar.*, C-25, f° 41.

(431) *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2398, f° 151 ; C-2399, f° 86.

(432) P-V 2 janv. 1788 (*Hte-Gar.*, C-2340, f° 183). Il s'agit surtout de lutter contre la contrebande à main armée (Cf. notamment P-V. 14 févr. 1789 ; *Hte-Gar.*, C-2431, f° 336). A la vérité les documents faisant état d'une collaboration entre les commis et la troupe sont assez rares : nous avons signalé le cas d'un troupeau saisi et confié à la garde des soldats.

(433) Arrêt aides 6 mai 1788 (*Hérault*, A-126, f°1).

(434) P-V 19 oct. 1597 (*Hte-Gar.*, C-2287, f° 200) ; 27 mai 1599 (*id.*, C-2290, f° 74) ; 27 janv. 1672 (*id.*, C-2318, f° 94 v°)...

(435) *Hte-Loire*, C-7302.

municipalité de Pradelles (436). Ajoutons que les tribunaux punissent les consuls qui refusent d'intervenir en faveur des commis. Le premier consul de Villefort est ainsi condamné à dix livres d'amende par le conservateur d'Uzès le 1^{er} février 1760 (437); le 22 avril 1765 c'est le consul Baudin, de Craponne, qui est condamné à cinquante livres d'amende par arrêt des aides (438). Mais d'une manière générale il faut reconnaître que les consuls se sont efforcés, dans des circonstances souvent difficiles, de remplir leurs obligations vis-à-vis des fermiers et des commis.

(436) Lettre 9 sept. 1790 (*Lozère*, F-740-743).

(437) *Hérault*, B¹46599.

(438) *Hte-Loire*, C-6622.

Le contentieux de l'équivalent

Le contentieux de l'équivalent s'entend d'affaires de nature et d'importance très diverses. Il y a d'abord un contentieux de l'administration fiscale, ouvert à l'occasion de l'établissement ou de l'interprétation du règlement de l'imposition. Il y a ensuite un contentieux du recouvrement, un contentieux de l'affermage englobant les litiges relatifs à l'adjudication et à l'exécution du bail et un contentieux du sous-affermage ou plus exactement de l'administration de la ferme. Il y a enfin un contentieux de l'administration financière débattu entre les représentants de la province et le pouvoir central à propos de la destination du produit de l'impôt. Si le contentieux est divers il n'y a pas moins de diversité dans l'exercice du pouvoir juridictionnel : les conservateurs et les juges royaux ordinaires, le parlement de Toulouse et la Cour des Aides de Montpellier, les Etats de Languedoc et leurs commissaires, l'intendant, le conseil du roi enfin connaissent des affaires d'équivalent, au point qu'à première vue la détermination des règles de compétence applicables à certaine partie du contentieux semble une entreprise impossible.

Certains principes cependant peuvent être posés, dont on suit l'application progressive dans les trois derniers siècles de la monarchie : d'un côté le pouvoir central et les Etats de Languedoc entendent conserver la haute main sur l'équivalent, et à cet effet régler les litiges mettant en question les dispositions de la loi fiscale (contentieux de l'administration fiscale), le rendement de l'impôt (contentieux de l'affermage) ou la destination du produit de l'impôt (contentieux de l'administration financière). D'un autre côté il incombe à la Cour des Aides et aux juges ressortissants de faire appliquer la loi fiscale, de réprimer les fraudes et en outre de vider le contentieux de l'administration de la ferme.

Ce partage du contentieux a déjà été souligné, et sur plusieurs points nous nous contenterons de renvoyer le lecteur à nos précédents développements. Ainsi nous ne reviendrons pas sur le rôle respectif des Etats et des commissaires royaux dans l'établissement ou dans l'interprétation du règlement de l'imposition, ou encore dans l'adjudication. De même il ne sera question ici de la juridiction exercée par les Etats en matière d'exécution du bail : nous nous

sommes suffisamment étendus sur ce point en traitant de l'indemnisation des fermiers pour leurs non-jouissances. Il reste à envisager l'action du conseil avant d'en venir aux juridictions normalement compétentes en matière de recouvrement et de sous-affermage : les conservateurs de l'équivalent et la cour des aides de Montpellier (1).

(1) Nous ne traiterons pas de la procédure suivie devant les diverses juridictions. Elle ne présente pas de particularité notable, même devant les conservateurs : ce sont les dispositions des ordonnances royales (notamment celles de 1680, 1681, 1687 et 1688) qui s'appliquent (Cf. Roux, *op. cit.*, p. 576 sq.). Rappelons que les P-V doivent être affirmés dans les trois jours et les contrevenants assignés dans la huitaine du jour de l'affirmation : Cf. arrêts aides 24 déc. 1688 (*Hte-Loire*, C-7303, *Hospices du Puy*, n° 36) et 20 janv. 1689 *Hérault*, A-159, f° 6). C'est donc une procédure sommaire, et la simple fraude ne saurait être poursuivie criminellement ; on signale cependant des abus : *Hte-Gar.*, C-2296, f° 33 ; 2302, f° 31 v° ; 2306, f° 21 ; *Hérault*, B-9348 ; *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 466, 494. De toute façon les poursuites criminelles se multiplient dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Quelques exemples : *Hérault*, A-70 ; B-9322 ; *Ardèche*, 13-B-10, n° 34. D'ailleurs le règlement à compter de 1735 permet de poursuivre criminellement les gens sans aveu et vagabonds, contre lesquels l'amende ne peut être répétée ; amende dont le minimum est alors fixé à 50 livres pour la première contravention, à 100 l. pour la deuxième et à 150 l. pour la troisième. (Sur tous ces points Cf. Règl. 1587 et sui. mentionnés *supra* p. 280, note 479.

CHAPITRE PREMIER

Le Conseil du roi et le contentieux de l'équivalent

Les interventions du conseil en matière d'équivalent ne sauraient être dénombrées. Les plus marquantes ont été soulignées dans les pages qui précèdent, sauf en ce qui concerne l'administration financière, à laquelle sera consacrée la dernière partie de notre travail. Le contentieux de cette administration mis à part, il reste à déterminer les principaux motifs de l'intervention du conseil, en nous efforçant dans la mesure du possible de dégager le sens de cette intervention. Les règlements de juges, les évocations, l'appel des délibérations des Etats et des ordonnances des commissaires, les règlements de police économique seront successivement examinés; après quoi nous envisagerons l'action de l'intendant, cet auxiliaire dévoué du conseil d'Etat.

I. — LES REGLEMENTS DE JUGES

Le conseil du roi est appelé à trancher les conflits de juridiction opposant la Cour des Aides de Montpellier à d'autres cours souveraines, au premier rang desquelles il faut ranger le parlement de Toulouse. Les conflits entre les deux cours sont particulièrement nombreux au XVI^m^e siècle, et le conseil du roi est amené à plusieurs reprises à condamner les entreprises du parlement sur la juridiction de l'équivalent (2).

Au XVII^m^e siècle et au XVIII^m^e siècle les règlements de juges sont plus rares, sans être exceptionnels. Ils interviennent pour la plupart entre les deux cours souveraines de la province, notamment dans deux circonstances : l'assujettissement des agneliers toulousains à l'impôt (3) et l'indemnisation du fermier de l'équivalent pour le préjudice résultant de la levée du droit de quart appartenant à la communauté toulousaine (4). Citons également l'arrêt du conseil du 15 mars 1641 renvoyant devant la cour Barthélémy Vernet, concierge des prisons du

(2) Cf. *infra* pp. 388 sq.

(3) Cf. *supra* pp. 94 sq.

(4) Arrêt conseil 25 juin 1625 (*Hérault*, B-32, f^o 921 v^o) ; Cf. également *Toulouse*, AA-16, f^o 369.

palais de Toulouse, qui s'était pourvu devant le parlement contre une sentence du juge conservateur le soumettant au paiement des droits (5). En outre le conseil est appelé en 1710 et en 1772 à condamner les prétentions du parlement et de la cour des aides de Grenoble de connaître des affaires d'équivalent débattues entre le fermier du Vivarais et les habitants de Beauchâtel (6).

II. — LES EVOICATIONS

Au XVI^{me} siècle les règles de compétence au regard du contentieux de l'équivalent ne sont pas encore nettement dégagées, et les Etats s'opposent par principe à ce que les habitants de Languedoc soient « *tirés* » hors de la province pour être jugés. Néanmoins un grand nombre d'affaires concernant l'exécution du bail, l'administration de la ferme, la liquidation ou le recouvrement de l'impôt, sont évoquées au conseil du roi. S'agit-il par exemple, de contraindre les fermiers d'exécuter leurs obligations, notamment de payer leur bail aux recettes générales de Toulouse et de Montpellier? le 3 décembre 1572 le roi évoque les contestations qui pourraient s'élever à ce sujet et il en attribue la connaissance à la cour des aides de Paris, d'où les protestations de la cour des aides de Montpellier et celles des Etats de Languedoc (7). Les différends concernant le cautionnement sont également évoqués au conseil soit sur l'initiative des assemblées diocésaines, soit sur celle des adjudicataires — auquel cas les diocésains réclament le renvoi de la cause devant « *leurs juges compétents de la province* » (8). S'agit-il du contentieux du recouvrement? c'est le syndic de Toulouse prétendant empêcher le fermier de l'équivalent de peser la viande dans la ville, qui le 15 mars 1561 réclame l'évocation du procès pendant devant la Cour des Aides de Montpellier entre lui-même d'une part et le syndic du « *reste* » du pays de Languedoc et le fermier Jean Cazes d'autre part ; le syndic de Toulouse désire le renvoi devant le parlement de Paris ou telle autre cour souveraine non suspecte ni favorable aux parties (9). S'agit-il enfin du contentieux de l'administration de la ferme? le conseil le 23 septembre 1634 se réserve la connaissance du différend qui oppose le fermier général Nicolas Lespicier à son procureur François de Gallière et à divers sous-fermiers, et il en interdit la connaissance à la cour des aides de Montpellier (10). Citons également l'arrêt du conseil du 7 mai 1660 évoquant le procès entre le fermier général et le sous-fermier du diocèse de Mende, qui, invoquant une non-jouissance, réclame un rabais sur le prix du bail. Le conseil renvoie la cause et les parties devant la cour des aides de Rouen, d'où les protestations du syndic général pour qui ce renvoi, contraire aux dispositions des ordonnances, n'a été obtenu qu'à la suite d'une « *collusion* »

(5) *Hérault*, B-36, f° 682 v°.

(6) Pour 1710, Cf. *supra* p. 150 ; pour 1772 : *Ardèche*, 13-B-13, n°6 ; *Loix municip.*, t. I, pp. 197-199.

(7) *Hérault*, B-18, f° 40.

(8) *Hte-Gar.*, C-2291, f° 125 v° ; C-2294, f° 155 v°, 309 v° ; C-2297, f° 24 ; *Hte-Loire*, 501-C-5789.

(9) *Toulouse*, AA-16, f° 86.

(10) *Castelnaudary*, CC-37, n° 12.

toute apparente » entre les deux adversaires : la juridiction appartient « naturellement » à la cour des aides de Montpellier (11).

Quelques années plus tard — en 1664 — les Etats posent en principe dans le règlement de l'équivalent l'interdiction des demandes en évocation : les fermiers sont « *tenus de subir la juridiction des juges naturels de la province pour tous les différends et procès, sans que pour quelque cause ou prétexte que ce soit ils puissent évoquer lesdites affaires hors de la province, à quoi pareillement les sous-fermiers particuliers seront sujets* » (12). Cet article figurera constamment par la suite dans le règlement de l'équivalent (13). Il sera seulement précisé à compter de 1741 que l'évocation ne pourra être demandée ni les juges récusés, « *sous prétexte de parenté, alliance d'aucuns des intéressés ni autrement pour quelque cause et prétexte que ce soit, conformément à la déclaration du roi du 30 décembre 1721 et à l'arrêt du conseil du 10 septembre 1737* » La déclaration du 30 décembre 1721 prévoit effectivement l'application au contentieux de l'équivalent des dispositions d'une précédente déclaration (du 2 octobre 1694) faite en interprétation de certains articles des ordonnances d'avril 1667 et d'août 1669 : « *Dans tous les procès civils et criminels concernant les droits de la ferme d'équivalent appartenant à la province de Languedoc et l'exécution des baux de ladite ferme, leurs circonstances et dépendances, même dans tous les différends qui surviendront entre les fermiers dudit droit en nom collectif et leurs commis, tant au civil qu'au criminel, les parentés ou alliances des officiers de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier avec aucuns des intéressés dans lesdites fermes, en quelques degrés qu'elles puissent être, ne pourront donner lieu à aucune récusation ni évocation, sans préjudice des causes de récusation portées par l'ordonnance de 1667* ».

En pratique les évocations ne cessent pas. Le 10 juillet 1744 par exemple le conseil évoque le procès entre le sous-fermier Jacques Loubachim et les consuls de Beaucaire au sujet de la perception des droits pendant la foire (14). Les Etats d'ailleurs ne sont pas aussi opposés aux évocations qu'ils se plaisent à le proclamer, au XVIII^{me} siècle s'entend. Car le conseil en principe ordonne la communication des pièces au syndic général (15) : l'assemblée peut ainsi délibérer sur des contestations qui normalement échappent à sa compétence. En outre l'application de la règle, considérée comme de droit public en Languedoc au XVIII^{me} siècle, d'après laquelle les Etats ne peuvent être actionnés que devant le conseil du roi (16), peut conduire le fermier général, et l'assemblée provinciale elle-même, à demander l'évocation. Un exemple : le sous-fermier du diocèse de Mende, Soliège, mécontent de l'indemnité qui

(11) *Hérault*, B-9197.

(12) Règl. 1664, art. 66.

(13) Règl. 1667-1669 (art. 65) ; 1681-1684 (67) ; 1687-1717 (69) ; 1723 (71) ; 1729 (63) ; 1735 (7) ; 1741-1747 (58) ; 1754-1762 (59) ; 1768 (58) ; 1776 (56) ; 1781 (61) ; 1786 (74) :

(14) *Hte-Gar.*, C-16, f^o 21.

(15) C'est le cas dans le procès opposant le fermier aux consuls de Beaucaire (Cf. *Hte-Gar.*, C-16, f^o 101, arrêt conseil 13 mai 1745).

(16) Notamment arrêt conseil 8 mai 1702 (*Loix municipales*, t. I, pp. 628-629) ; Cf. également P-V 5 janv. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2413, f^o 310) et production syndic général contre fermier Prunac, 1790 (*Hérault*, B-9131).

lui est accordée par les Etats en 1723 et en 1724 (17) fait assigner le fermier général Thomas devant la Cour des Aides. Thomas tout naturellement appelle la province en garantie. Mais les Etats, par l'intermédiaire des députés de la province à la cour, font valoir l'irrégularité de la procédure suivie : *« d'autant qu'il s'agit de l'exécution d'un bail passé par les commissaires du roi et les Etats, et d'une indemnité réglée par deux délibérations des Etats... Soliège et Thomas n'ont pu se pourvoir qu'au conseil contre ces délibérations et non en la Cour des Aides de Montpellier, à laquelle il est défendu de connaître de tout ce qui est réglé par l'assemblée, et des baux par elle passés »* Et le roi d'évoquer l'affaire (arrêt 2 mai 1730) en défendant aux parties de continuer les poursuites devant la Cour des Aides (18). Autre exemple : la levée des droits dans les lieux de Celleneuve et de Juvignac est sous-affermée à Antoine Labarre pour six ans à compter du 1^{er} janvier 1743 au prix de 1.101 livres par an. Or le 7 décembre 1743 une boucherie appelée *« le roc de Pézenas »*, dont l'exercice était *« éteint »* depuis une quarantaine d'années, est rétablie en exécution d'un arrêt du conseil. Labarre prétend immédiatement percevoir l'équivalent sur la viande débitée dans l'établissement en question, situé dans son département. Le sous-fermier du diocèse de Montpellier s'y oppose, car ladite boucherie est affectée à l'approvisionnement des habitants de Montpellier, ceux de Celleneuve ayant une boucherie propre. La Cour des Aides est saisie du litige, et elle se prononce le 19 janvier 1745 en faveur de Labarre. Immédiatement le sous-fermier diocésain s'estimant lésé appelle en garantie devant la cour le fermier général Perette. Celui-ci de son côté se retourne contre la province en invoquant le *« dérangement et trouble que l'arrêt de la cour introduit dans l'exploitation de la ferme »*; mais comme le syndic général ne peut être actionné que devant le conseil, le fermier requiert le roi d'évoquer toutes les contestations nées et à naître à raison du fait dont s'agit. Ajoutons que le conseil le 27 avril 1745 ordonne la communication de la requête au syndic général (19) : les Etats pourront ainsi examiner l'affaire et, non seulement délibérer sur la demande en garantie du fermier général — laquelle fait indiscutablement partie du contentieux de l'exécution du bail — mais encore surveiller la jurisprudence de la cour dans une matière qui est bien de la compétence de cette dernière, à savoir le contentieux de l'administration de la ferme.

III. — L'APPEL DES DELIBERATIONS DES ETATS ET DES ORDONNANCES DES COMMISSAIRES ROYAUX

La compétence du conseil est exclusive; elle a été établie par les lettres patentes du 25 avril 1555 faisant défense au parlement de Toulouse et à tous les juges et officiers du pays de Languedoc d'*« entreprendre dorénavant aucune juridiction et connoissance sur les délibérations*

(17) *Hte-Gar.*, C-2369, f^o 83.

(18) *Hérault*, A-93, f^o 279.

(19) *Hte-Gar.*, C-16, f^o 87.

arrêtées par lesdits gens des trois-états dudit pays, et ordonnances et et jugemens baillés par les commissaires députés pour présider à l'assemblée desdits Etats » (20). Ces dispositions, confirmées à plusieurs reprises par le roi au XVII^{me} siècle (21), seront invoquées par les Etats comme des privilèges de la province.

Le conseil est donc saisi en appel de toutes les affaires d'équivalent sur lesquelles les Etats (ou les commissaires royaux) ont eu l'occasion de se prononcer. Il s'agit d'abord du contentieux de l'administration fiscale. Nous nous contenterons sur ce point de renvoyer le lecteur à nos développements concernant l'établissement du règlement de l'impôt, en rappelant que les Etats eux-mêmes n'hésitent pas à s'adresser au roi — principalement au XVI^{me} siècle — lorsqu'ils sont en désaccord avec les commissaires. Le conseil est également appelé à juger souverainement le contentieux de l'adjudication, réglé en première instance, rappelons-le, par les Etats et par les commissaires royaux. Certains enchérisseurs tentent bien de saisir la Cour des Aides. En vain : le 12 novembre 1605 par exemple le duc de Ventadour, premier commissaire du roi aux Etats, ordonne l'ouverture des enchères « sans avoir égard aux inhibitions faites par la cour des aides, lesquelles il a cassées et annulées, faisant inhibition et défense audit Durfort (à qui l'entreprise avait été adjudgée une première fois le 26 octobre) de s'en aider et de se retirer ailleurs que devant S.M. et son Conseil » (22). De même Gallière et Durant interjetten vainement appel devant la cour en 1615 de la procédure d'adjudication : le conseil évoque la cause pour condamner les prétentions des deux partisans (23). Par la suite les appels sont régulièrement intentés devant le conseil, mais celui-ci confirme toujours la décision rendue par les juges du premier degré, c'est à dire par les Etats et par les commissaires royaux. En fait les appels sont très rares ; on en dénombre quatre entre 1656, qui est l'année du rachat de l'équivalent, et la fin de l'Ancien Régime. Chaque cas ayant été précédemment examiné quant au fond, nous nous contenterons d'évoquer brièvement ce contentieux :

— Le premier recours est intenté par Domergue contre la délibération des Etats (18 février 1719) repoussant son tiercement. L'appelant est débouté de sa demande par l'arrêt du conseil du 19 juillet 1721 (24).

— Le 2 octobre 1736 le conseil condamne la « téméraire entreprise » de Galtier contre « l'ouvrage des Etats ». Les droits de l'adjudicataire Dumas sont confirmés (25).

— Le 23 janvier 1752 le conseil rejette une offre de Bruguière que les Etats pour leur part avaient jugée tardive (26).

— Le 20 septembre 1776 enfin le conseil, sans « s'arrêter » au prétendu triplement offert par Bertrand, confirme les droits de l'adjudicataire Bénézech (27).

(20) *Loix municipales*, t. I, pp. 612-628.

(21) *Loix municipales*, t. I, pp. 613 et suiv.

(22) *Hte-Gar.*, C 2291, f° 124, 125 ; Cf. également P-V 18 et 24 nov. 1605 (*id.*, f° 153 v°, 163 v°, 174 v°).

(23) Arrêt 11 août 1615 : Cf. *supra* p. 227.

(24) Cf. *supra* p. 239.

(25) Cf. *supra* p. 237.

(26) Cf. *supra* p. 240.

(27) Cf. *supra* p. 244.

Le conseil est appelé enfin à régler le contentieux de l'exécution du bail. Les appels des décisions des Etats sont très nombreux dans le premier tiers du XVII^m siècle, l'assemblée s'obstinant à repousser systématiquement toutes les demandes d'indemnité pour non-jouissance présentées par les fermiers. La jurisprudence du conseil d'ailleurs satisfait si peu l'assemblée que celle-ci voudra tâter la Cour des Aides en 1624. Mais l'expérience n'est pas concluante et dès 1628 le roi est supplié de restaurer l'« *ordre antique de la province et d'interdire la Cour des Aides* » (28). Après la restitution de l'équivalent à la province les Etats adoptent une attitude plus souple à l'égard des fermiers, et de ce fait ces derniers s'en tiennent généralement aux délibérations de l'assemblée. Au XVIII^m siècle les fermiers se rendent également compte, semble-t-il, que les Etats sont en étroite correspondance avec le conseil et que leurs délibérations, au moins en ce qui concerne l'administration fiscale, reflètent les intentions du pouvoir central. A quoi bon dans ces conditions faire appel ? quelques fermiers cependant tentent de porter devant la Cour des Aides les affaires de non-jouissance, notamment en appelant la province en garantie dans les actions en dommages et intérêts intentées par les sous-fermiers devant la cour. Mais l'échec de ces tentatives, immédiatement dénoncées par les Etats, est total les affaires étant évoquées au conseil (29). En ce sens l'évocation complète l'appel. Il suffira de rappeler les arrêts rendus par le conseil le 20 mai 1704, le 17 décembre 1709, le 13 mai 1710, le 2 mai 1730, le 19 janvier 1767 et le 7 mai 1771 (30), tous confirmant des décisions de l'assemblée provinciale ou renvoyant les demandeurs devant cette dernière, en tout cas interdisant à la Cour des Aides la connaissance du contentieux de l'exécution du bail.

IV. — LES REGLEMENTS DE POLICE ECONOMIQUE

L'action du conseil dans ce domaine tend à protéger le revenu de l'équivalent. Il s'agit d'abord d'empêcher l'établissement de droits concurrents par les communautés locales. Tout naturellement les fermiers de l'équivalent sont les premiers à dénoncer ces droits, qui gênent le commerce et pèsent sur l'économie générale de la province. Certains fermiers même n'hésitent pas à réclamer une indemnité aux Etats (31). L'arrêt du conseil du 18 août 1661 rendue sur les représentations des Etats de Languedoc défend ainsi aux communautés de la province d'établir de leur propre autorité, sans le consentement des Etats et la permission du roi, des droits d'entrée sur les marchandises et les denrées (32). La défense est plus ou moins respectée d'ailleurs : le 7 janvier 1700 les Etats s'en avisent, et ils réclament des justifications aux communautés qui ont établi de tels droits, notamment sur la viande de boucherie (33).

(28) Sur cette expérience, Cf. *supra* p. 283 sq.

(29) Cf. *supra* p. 366.

(30) Cf. *supra* pp 287 sq.

(31) Cf *supra* p. 281.

(32) *Hérault*, A-209, f^o 3.

(33) *Hérault*, A-209, f^o 3.

Tout autant que l'excès de fiscalité, les entraves apportées à la libre circulation des marchandises sont contraires « *au bien public et à la perception des droits de la ferme d'équivalent* » (34). On évoquera la délibération des Etats du 12 janvier 1707 par laquelle l'ordre est donné au syndic général de se pourvoir au conseil du roi en cassation d'une délibération du conseil de ville d'Annonay prohibant l'entrée des vins étrangers sur le territoire de la commune (35). La province et le fermier de l'équivalent Joachim Vincens, qui avait pris l'initiative des poursuites, obtiennent satisfaction le 18 octobre suivant (36) par un arrêt qui servira de préjugé en la matière. Les communautés qui, à l'instar d'Annonay, prétendront défendre l'entrée des vins étrangers seront condamnées ; notamment la communauté de Ganges par l'arrêt du conseil du 26 décembre 1724 : l'intendant de Bernage, appelé à donner son avis, avait insisté sur le fait que « *le fermier du droit d'équivalent pourrait à cette occasion demander une indemnité* » (37). En 1731 les Etats sollicitent un « *règlement général* » sur le sujet (38), et le conseil prescrit aux représentants des communautés intéressées d'exhiber leurs titres devant l'intendant, la remise des pièces devant être effectuée dans le délai de trois mois à peine de déchéance des privilèges (39). En fait l'affaire traîne en longueur. L'arrêt du 18 octobre 1743 subroge Le Nain à Bernage, qui a quitté l'intendance (40). Douze ans plus tard Saint-Priest à son tour est subrogé à Le Nain (41). Le conseil enfin se prononce le 10 mai 1757 : l'arrêt condamne les prétentions d'un certain nombre de communautés (Ganges, Bagnols, Saint-Hyppolyte, Sainte-Enimie, Villemur, Clermont-en-Lodève, Aubenas, Chusclan, Laval, Tournon, Lagrasse, Saint-Ambroix) d'interdire l'entrée des vins étrangers. Les prétentions de ces communautés étaient fondées sur des arrêts du parlement de Toulouse ou de la Cour des Aides de Montpellier. Le conseil par contre confirme les « *privilèges* » accordés par le roi à certaines autres communautés, à savoir : Limoux, Uzès, Villeneuve-les-Avignon, Castelsarrazin, Sommières, Béziers, Beaucaire, Narbonne, Pézenas, Vias, Rabastens, Agde, Castres, Albi et Gailhac (42). Ces communautés jouiront dudit « *privilège* » jusqu'à ce que par l'édit d'avril 1776 la libre circulation des vins soit autorisée dans tout le royaume (43).

Le contrôle du conseil sur les mesures d'ordre économique prises par les autorités municipales s'étend même à la taxation du prix de vente du vin. En 1744 notamment le fermier général Perette dénonce au conseil les « *effets préjudiciables* » de la taxation sur le rendement de l'équivalent. Les consuls de Lavelanet, de Montferrier et de Villeneuve d'Olmes en particulier sont mis en cause. Et le conseil le 27 avril 1745

(34) P-V 18 févr. 1732 (*Hte-Gar.*, C-2376, 71 v°).

(35) *Hte-Gar.*, C-2351, f° 82.

(36) *Hte-Gar.*, C-I, f° 173 ; Monin, *op. cit.* pp. 218-221.

(37) *Hte-Gar.*, C-I, f° 173.

(38) Doléances, art. 6 (*Hte-Gar.*, C-4, f° 13).

(39) Arrêt 6 janv. 1732 (*Hte-Gar.*, C-4, f° 13).

(40) *Hérault*, A-100, f° 123.

(41) Arrêt 28 juin 1755 (*Hte-Gar.*, C-24 f° 143).

(42) *Hte-Gar.*, C-24, f° 143.

(43) *Hérault*, A-120, f° 143.

renvoie l'affaire devant l'intendant Le Nain (44). Nous n'insisterons pas davantage sur ces règlements de police économique, qui ne concernent qu'indirectement l'équivalent. Quant au rôle joué par l'intendant dans leur élaboration il est considérable, mais à aucun égard exceptionnel comme on va le voir.

V. — L'INTENDANT ET LE CONTENTIEUX DE L'ÉQUIVALENT

D'une manière générale l'intendant est chargé d'instruire les procès pendants au conseil, en donnant son « avis » sur chaque affaire. Peu importe la nature de celle-ci : règlement de police économique ou règlement de juges (45) ; contentieux de l'administration fiscale (46) et de l'affermage de l'équivalent (47), contentieux du recouvrement même (48)... toute affaire soumise au conseil à quelque titre et pour quelque raison que ce soit est renvoyée devant l'intendant pour instruction et avis. Il va sans dire que le conseil dans la plupart des cas s'en tient à cet avis, l'intendant étant particulièrement bien placé pour examiner l'affaire sous ses divers aspects : juridique, administratif, politique, économique, etc...

Mais l'intendant n'est pas seulement appelé à instruire les procès pendants au conseil. Il est fréquemment qu'il reçoive une commission de justice au regard de telle partie bien déterminée du contentieux. En 1725 par exemple une erreur ayant été commise dans la rédaction du règlement, les Etats doivent transiger avec le fermier général et lui consentir une réduction sur le prix du bail. De là certaines craintes exprimées par le syndic général de la province dans une requête au conseil : le syndic redoute que les sous-fermiers et arrière-fermiers ne tiennent pas compte de l'accord passé entre les Etats et le fermier général, plus exactement qu'ils ne s'estiment pas satisfaits des diminutions que ce dernier pourra être amené à leur consentir proportionnellement à celle qu'il a lui-même obtenue. Déjà, note le syndic dans sa requête, Guillaume Delas, sous-fermier de l'équivalent dans le diocèse de Narbonne, a fait assigner le fermier général devant le sénéchal de Béziers,

(44) *Hte-Gar.*, C-16, f° 91.

(45) Arrêts conseil 16 sept et 20 déc. 1692 (*Hérault*, A-210, f° 26).

(46) En matière de privilège par exemple arrêt conseil 17 mai 1732 renvoyant devant l'intendant la production des consuls de Mende (*Arch. Nat.*, H-1072, n° 2, 4), ou arrêt 13 mai 1745 prescrivant la communication à Le Nain des pièces remises par les consuls de Beaucaire (*Hte-Gar.*, C-16, f° 101).

(47) Contentieux de l'adjudication : arrêt conseil 2 oct. 1736 rendu sur l'avis de Bernage, déclarant non recevable l'offre de Galtier (Cf. *supra* p. 237). Contentieux de l'exécution du bail : arrêts 11 mars 1721 et 9 oct. 1731 concernant la monnaie de paiement du bail (*Hte-Gar.*, C-161 ; *Hérault*, A-94, f° 129).

(48) Un exemple caractéristique : le refus par les fermiers en 1732 de continuer l'abonnement conclu par leur prédécesseurs avec une hôtelière de Saint-Laurent-les-Bains entraîne un conflit devant le conseil. Bernage est chargé d'instruire l'affaire (*Arch. Nat.*, H-1072, n° 7).

juge conservateur du droit. On peut présumer que le fermier général va être engagé dans autant de procès qu'il y aura de sous-fermiers « difficiles ». L'administration de la ferme en sera perturbée et le paiement du bail vraisemblablement retardé. Le syndic supplie donc le roi d'évoquer le différend entre Delas et le fermier général, ensemble tous les autres procès de « *pareille nature* » mûs et à mouvoir. Et le roi par l'arrêt du conseil du 6 mars 1725 répond favorablement à la requête, renvoyant au surplus les procès en question devant l'intendant de Bernage pour qu'il les juge définitivement et en dernier ressort (49), « *lui en attribuant à cet effet toute cour et juridiction et connaissance, et icelle interdisant à ses autres cours et juges, et faisant défense aux sous-fermiers de se pourvoir ailleurs* » (50).

Par suite d'une commission le contentieux du pied fourché appartient également à l'intendant (51); et l'on sait que la liquidation et le recouvrement du pied fourché s'effectuent conformément au règlement de l'équivalent. Aussi bien l'action de l'intendant dans le domaine du pied fourché se répercute-t-elle dans celui de l'équivalent : on citera à titre d'exemple l'ordonnance de Basville du 21 mai 1706 enjoignant aux particuliers désireux de « *partager* » la viande en exemption d'impôt d'en faire la déclaration et d'utiliser l'abattoir municipal (52). Le règlement de l'équivalent ne prévoyait aucune de ces formalités, mais les fermiers exigeront leur accomplissement et finalement le règlement sera complété (53). On évoquera également l'action de l'intendant au regard de l'imposition des agneaux (54)... La réunion du pied fourché et de l'équivalent en 1719 contribue évidemment à renforcer l'autorité de l'intendant en matière d'équivalent. Et pas seulement au regard de la liquidation et du recouvrement sur la viande : le partisan Domergue ne va-t-il pas jusque à se prévaloir en 1721 des dispositions d'une ordonnance de Basville pour soutenir la validité de son tiercement (55) ? en réalité l'intendant n'abusera pas de ses pouvoirs. Si Bernage se prononce le 29 mars 1732 sur le tarif des droits d'équivalent applicable aux fournitures de viande faites aux hopitaux et hotels-Dieu (56), d'une manière générale l'intendant se garde d'empiéter systématiquement sur la compétence de la Cour des Aides. Ajoutons que le roi dans sa déclaration du 7 décembre 1758 (art. 15) mettra fin à l'équivoque qui pouvait subsister dans le domaine juridictionnel depuis la réunion des droits d'équivalent

(49) Sauf l'appel au conseil.

(50) *Hte-Gar.*, C-2, f° 89.

(51) Arrêts conseil 3 mars 1705 (*Hérault*, A-38, f° 3), 12 octobre 1706 (*id.*, A-36, f° 67), 22 février 1710 (*id.*, A-38, f° 3), 17 avril 1717 (*id.*, A-89, f° 335)...

(52) *Hérault*, A-210, f° 48.

(53) Sur ce point, Cf. *supra* p. 186.

(54) Cf. *supra* p. 96.

(55) L'ordonn. de Basville, du 7 avr. 1701, concerne l'adjudication du pied fourché (*Hérault*, A-176, f° 67). Sur l'affaire Domergue, Cf. *supra* p. 238.

(56) *Hérault*, A-94, f° 207. L'ordonnance de Bernage est d'ailleurs en tout point conforme à la délibération des Etats du 22 février 1732 (*Hte-Gar.*, C-2376, f° 81), délibération consécutive à la communication faite à l'assemblée, sur l'ordre de l'intendant, d'une requête présentée à celui-ci par le directeur de l'hôpital Saint-Jacques de Toulouse.

et du pied fourché : « Connoitra notre-dite Cour des comptes, aides & finances de Montpellier, de tous procès civils & criminels, mus & à mouvoir à raison du droit d'équivalent, & autres droits sur la viande de boucherie, unis à ladite ferme, sans qu'il puisse lui être donné, pour raison de ce, aucun trouble ni empêchement, même dans le cas où les susdits droits sur la viande de boucherie seroient dans la suite affermés & levés séparément du droit d'équivalent ; auquel cas, notre dite cour continuera d'en prendre connoissance sur l'appel des juges à qui la connoissance en appartient » (57).

Indépendamment de toute commission particulière, nombre d'affaires enfin vont à l'intendant parce que le pouvoir juridictionnel de celui-ci est corrélatif de ses attributions de police, très étendues comme on sait. Nous avons eu l'occasion de citer plusieurs ordonnances rendues par les intendants en matière de subsistances militaires. L'une d'entre elles sera même incorporée au règlement de l'équivalent (58). Aussi bien est-ce l'intendant qui en 1739 tranche le conflit opposant les consuls de Nîmes au fermier à propos de l'approvisionnement des troupes enca-sernées (59). L'intendant est également chargé de surveiller l'administration urbaine, et de ce fait il s'occupe des affaires des villes. Basville par exemple intervient en 1689 pour inviter les habitants du Puy à se conformer aux usages en vigueur dans la province et au règlement de l'équivalent (60). Le maire et les consuls de Nîmes ont également recours à Basville en 1710 lorsque le fermier refuse d'envoyer les commis à l'abattoir. Une première ordonnance de l'intendant le 16 septembre 1710 ordonne la communication de la requête au fermier, avec injonction à celui-ci de répondre dans huitaine. Une deuxième ordonnance le 7 octobre prescrit au fermier de peser et de marquer la viande suivant l'usage, duquel usage les parties conviendront amiablement, à faute de quoi elles prouveront leurs allégations devant le subdélégué de l'intendant. L'enquête est effectivement conduite en octobre-novembre (1710) par Léon Nouy, conseiller du roi, lieutenant principal en la sénéchaussée et siège présidial de Nîmes, commissaire subdélégué, et finalement le 24 janvier 1711 l'intendant rend une troisième ordonnance prescrivant au fermier d'envoyer ses commis à l'abattoir (61). En 1758 c'est le fermier de l'équivalent de Narbonne, Guillaume Coussières, qui s'adresse à l'intendant pour que celui-ci oblige le conseil de ville à délibérer sur une demande d'indemnité (62). Vingt ans plus tard, les consuls de la même ville n'ayant pu adjuger la levée de l'impôt, une régie est établie ; les consuls s'informent auprès de leur procureur à Montpellier : ont-ils le droit de conclure des abonnements avec les redevables ? « Nous voilà enfilés dans un procès, écrivent-ils le 25 mars 1777. Ne convient-il point de nous faire autoriser par l'intendant » (63) ? la réponse ne fait pas de doute. Le 11 juillet 1779 d'ailleurs les mêmes consuls rappellent à leur

(57) *Loix municipales et économiques*, t. I, p. 610.

(58) Cf. *supra* p. 146.

(59) *Hte-Gar.*, C-2385, f° 13.

(60) *Hérault*, B-9293.

(61) *Nîmes*, MM-5, f° 49-53.

(62) *Narbonne*, BB-47, f° 102 v°, 105 v°. Rappelons que la levée de l'équivalent à Narbonne est donnée à ferme par la municipalité.

(63) *Narbonne*, BB-228, f° 90.

procureur qu'ils lui ont adressé les « *pièces nécessaires à l'effet de se pourvoir devant l'intendant en permission de plaider contre Guilhem, ancien fermier de l'équivalent, au sujet de ce qu'il doit à la communauté* » (64). L'intendant, cela va sans dire, n'accorde pas son autorisation sans examiner l'affaire, et l'on a déjà noté son souci de l'opinion des Etats provinciaux sur le point litigieux. En 1740 par exemple la requête adressée par la communauté de Castelnaudary à Bernage à l'effet de pouvoir plaider contre le fermier est communiquée au syndic général « *selon l'usage* ». Il s'agit de savoir si les porcs doivent être conduits à l'abattoir, partant si la municipalité est tenue de fournir aux intéressés un établissement de ce genre. Le syndic fait observer à l'intendant qu'aucun règlement n'impose cette obligation aux communautés, et que l'usage de tuer les porcs dans les maisons particulières est général dans la province. De toute façon, conclut le syndic, c'est aux Etats de préciser leurs intentions à cet égard, et le fermier est parfaitement libre de les en requérir. Cet avis détermine l'intendant à ne donner aucune suite à la requête des consuls de Castelnaudary. Mais le fermier n'en a cure. Ses commis saisissent les porcs jusqu'à ce qu'éclate — le 1^{er} novembre 1741 — un violent incident, relaté par ailleurs (65). La Cour des Aides, saisie de l'affaire, commet une conseiller M^e Rolland, à l'effet d'informer des faits. Le commissaire fait son entrée dans la ville le 6 novembre avec deux brigadiers et huit cavaliers de la maréchaussée; quelques jours plus tard le sieur Dejean, lieutenant de maire, est emprisonné, et le 21 novembre il est condamné à réparer le préjudice (1.200 livres) causé au fermier et aux commis. Cette fois la ville est autorisée à plaider, et l'affaire est portée au conseil. Dans son avis, donné le 29 janvier 1742, Bernage, réservé sur la question des abattoirs, convient par contre que le fermier a eu tort de faire assigner ses adversaires en première instance devant la cour des Aides; et il critique sévèrement celle-ci pour n'avoir pas renvoyé la cause devant le premier juge. Il y a là un motif de cassation, déclare-t-il. « *On ne peut au surplus s'empêcher de reconnoître dans toute la conduite de cette affaire... une vivacité trop marquée de la part de la cour... et une volonté trop apparente de maltraiter le Sr Dejean; un cas aussi léger que celui-ci dont il s'agit exigeait plus de ménagement pour un premier officier d'une ville considérable et distingué d'ailleurs par sa probité et par son mérite. S'il s'est trompé en écoutant les plaintes de quelques habitants et regardant d'abord cette affaire comme un fait de police (comme il l'étoit en effet sauf à laisser dans la suite la connoissance du litige aux juges de l'équivalent) ce n'estoit pas une raison pour sévir contre lui avec autant d'éclat et de rigueur* » (66). On ne sera pas surpris de l'évolution du procès : le 8 mai 1742 le conseil d'Etat casse la procédure faite devant la Cour des Aides... et renvoie les parties devant l'intendant (67).

Justice, police : ainsi les attributions de l'intendant se complètent, et l'on doit préciser qu'elles sont exercées avec le plus grand scrupule. Bernage par exemple rend une ordonnance le 1^{er} avril 1731 à l'effet d'assujettir à l'équivalent Jean Pierre Le Roy, « *suisse de nation* » établi

(64) Narbonne, BB-228, f^o 178 v^o.

(65) Cf. *supra* p. 354.

(66) Arch. Nat., H-824, n^o 48.

(67) Arch. Nat., H-824, n^o 75.

cabaretier à Florensac (68). De même Saint-Priest le 3 mars 1769 déboute Pierre Peyranne, maître coutelier de Toulouse, de sa prétention de vendre dans cette ville en franchise d'équivalent du vin récolté à Fronton (69). Ces affaires ont apparemment une importance tout à fait relative. Mais l'une met en question l'étendue des privilèges accordés par le roi aux suisses, l'autre concerne la communauté toulousaine — Peyranne est incapable de justifier de son habitation dans la ville pendant cinq ans — et de ce fait elles entrent toutes deux dans les attributions de l'intendant. Celui-ci, on le voit, ne laisse à personne d'autre le soin de les régler.

(68) *Hérault*, A-94, f^o 37.

(69) *Hte-Gar.*, C-161.

CHAPITRE II

Les juges conservateurs de l'équivalent

La création des conservateurs est liée à l'établissement de l'équivalent. Mais on sait dans quel état de décadence ces juridictions étaient tombées avant même la fin du XV^{me} siècle. Les conservateurs par la suite connaissent diverses vicissitudes, sur lesquelles nous nous pencherons avant d'envisager plus spécialement leur compétence.

I. — LES VICISSITUDES DES CONSERVATEURS
DU XVI^{me} AU XVIII^{me} SIÈCLE

Au début du XVI^{me} siècle les conservateurs de l'équivalent siègent dans six villes de la province, à savoir : Toulouse, Carcassonne, Béziers, Montpellier, Le Puy et Aubenas. Deux ou trois conservateurs sont en exercice dans chaque siège, à l'exception de celui d'Aubenas, de création récente d'ailleurs, où les documents ne mentionnent la présence que d'un seul titulaire. Quant au ressort de chaque siège, il est connu (70) ; nous n'y reviendrons pas. Les conservateurs prêtent serment devant la Cour des Aides et c'est la cour qui les met en possession et saisine de l'office. Les lettres de provision expédiées dans la première moitié du XVI^{me} siècle précisent que le roi est informé du « *sens, suffisance, loyauté, prudence, expérience et bonnes diligences* » du titulaire (71) ; par la suite c'est la Cour des Aides qui est chargée de l'enquête sur la moralité et la capacité des candidats (72). Ajoutons que les gages des conservateurs, officiers royaux, sont payés à l'aide des deniers royaux (73).

(70) Sur tous ces points, Cf. *supra* pp. 57 et suiv. Encore que les lettres patentes du 27 août 1520 fassent seulement état des cinq sièges établis par Louis XI (*Hérault*, A-17, f° 186), la présence à Aubenas d'un conservateur de l'équivalent ou d'un lieutenant de conservateur dans la première moitié du XVI^{me} siècle ne peut pas être mise en doute : plusieurs P-V des Etats du Vivarais, notamment ceux du 16 sept. 1517, du 4 nov. 1518 et du 23 sept. 1521 sont formels sur ce point. (*Ardèche*, C-329, f° 67, 67 v°, 70, 70 v°, 92, 93).

(71) *Hérault*, B-1, f° 179 v° ; B-14, f° 1, 72 v°.

(72) *Hérault*, B-21, f° 74 ; B-22, f° 175 v°.

(73) P-V 22 janv. 1670 et 16 févr. 1671 (*Hte-Gar.*, C-2317, f° 100, 226).

Dans la première moitié du XVI^m^e siècle, il reste encore quelques traces de la juridiction souveraine des conservateurs. Mais ces traces par la suite disparaissent complètement, et même en première instance la compétence de ces magistrats est discutée et subit certaines atteintes. Bornons-nous présentement à mentionner le fait, incontestablement en rapport avec la désaffection du public à l'égard des offices dont s'agit (74). Pour éviter des vacances prolongées, préjudiciables à l'administration de la justice, la Cour des Aides commet des praticiens à l'exercice des fonctions de conservateur dans les divers détroits. C'est le cas de M^r Jean Serilhan, licencié, avocat à la cour, commis le 15 mai 1538 au siège de Montpellier en remplacement de Roques Rudarel, décédé (75). Dans la deuxième moitié du siècle le maintien même des sièges de conservateurs semble compromis. La Coste, qui s'étend longuement sur le sujet, fait état de la décision prise par Charles IX en 1560 de supprimer les juridictions inférieures dans les lieux où la justice est exercée par un bailli ou par un sénéchal; plus précisément il invoque les dispositions des articles 49 et 50 de l'ordonnance d'Orléans (76). En fait l'article 49 de ladite ordonnance est étranger au sujet; quant à l'article 50, s'il est certain qu'il tend à « donner ordre à la multiplication des degrez de jurisdiction », il ne prévoit jamais que la suppression des sièges et offices de « prévosts, viguiers... et autres officiers subalternes des baillifs et sénéchaux » (77). Or les conservateurs de l'équivalent ressortissent à la Cour des Aides. Quoiqu'il en soit la réunion des conservateurs aux présidiaux et aux tribunaux de sénéchaussée est effectivement amorcée. Par l'édit de juillet 1568 l'office de conservateur au Puy (78) est « uni au corps de sénéchal » (du Puy) et son titulaire, M^r François Colomb, pourvu d'un office de conseiller en ladite sénéchaussée (79). Quelques années plus tard (édit de juin 1572) la juridiction des conservateurs de Toulouse est « unie et incorporée » au présidial : pour récompenser lesdits conservateurs, note La Coste, la création d'un office de conseiller supernuméraire au siège présidial est résolue; Pierre du Sollier, l'un des deux conservateurs en exercice, y est pourvu à charge de rembourser son confrère François Raufel. Il est prévu qu'au décès de Sollier le nouvel office sera supprimée (80). En ce qui concerne les autres sièges la multiplication des commissions dans les dernières décades du XVI^m^e siècle (81) témoigne de l'absence d'officier en titre. Cette situation cesse vers 1595 à Montpellier où Paul-Barthélémy Bornier, docteur, acquiert l'office pour 80 écus (82), et à Béziers où Pierre-Moïse de Lagnes,

(74) En 1525 les conservateurs se plaignent de n'avoir été payés de leurs gages « puis 4 ou 5 en ça » (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 317 v^o).

(75) *Hérault*, B-14, f^o 50.

(76) La Coste, p. 56.

(77) *Anc. lois franç.*, t. XIV, pp. 77, 78.

(78) Au Puy le compoix de 1544 mentionne seulement le nom d'un juge de l'équivalent : Gabriel Eyraud (*le livre de Podio*, t. II, p. 266).

(79) La Coste, p. 57; *Hérault*, B-9292, 9293; *Hte-Gar.*, C-2282, f^o 173.

(80) La Coste, pp. 57-58.

(81) *Hérault*, B-21, f^o 27 v^o; B-27, f^o 79 v^o, 117-123, 232.

(82) Gages : 8 écus 1/3 par an (*Hérault*, B-21, f^o 74).

docteur, avocat au présidial, paye de son côté 60 écus (83). Mais à Montpellier le conservateur se plaint immédiatement des entreprises du présidial et de la Cour des Aides sur sa juridiction : les gages et émoluments qui lui reviennent, assure-t-il, sont « *si petits qu'il n'en reçoit quasi ou du tout point de commodité et n'est employé la moitié du temps* » (84). Aussi bien il va s'efforcer de changer son office contre celui de conseiller au présidial ; mais il ne parviendra à ses fins qu'au début du XVII^{me} siècle (85). L'opération ici encore ne devant pas se traduire par une augmentation définitive des effectifs de la compagnie, la suppression du premier office de conseiller venant à vaquer est prévue (86). Le présidial de Montpellier en tout cas est titulaire en corps de l'office de conservateur : les lettres patentes du 23 février 1612 précisent que les officiers du siège en question « *se qualifieront juge conservateur de l'équivalent dans les actes de justice concernant ledit droit* », et elles leur enjoignent de prêter serment devant la Cour des Aides. Or les officiers du présidial se refuseront absolument à accomplir cette formalité. La cour par arrêt du 14 mars 1612 leur interdira donc de connaître des causes d'équivalent. Qu'à cela ne tienne ! Ils empêcheront le nouveau venu, Bornier, d'exercer son office de conseiller (87). Finalement l'incorporation sera jugée impossible : l'arrêt du conseil du 30 septembre 1614, enregistré à la Cour des Aides de Montpellier le 21 octobre de l'année suivante, « *désunit et sépare* » le présidial de la juridiction de l'équivalent, en réservant logiquement la nomination du conservateur « *pour cette fois tant seulement* » aux officiers du présidial (88). Jean Ricard, sieur de Malbosc, conseiller du roi et juge des baronnies de Montpellier, est ainsi nommé conservateur (89), et Bornier peut exercer son office de conseiller en toute quiétude. En définitive, si les conservateurs ont reçu une « *grande secousse* » (90) dans la deuxième moitié du XVI^{me} siècle, seuls les sièges de Toulouse et du Puy furent incorporés aux présidiaux. Encore les Etats provinciaux s'élevaient-ils dès 1569 contre l'« *érection du siège du sénéchal du Puy, éclipsé du sénéchal de Beaucaire et Nîmes* », et réclamaient-ils la suppression de cette nouvelle juridiction, en insistant pour que M^r François Colomb « *puisse retourner en l'exercice de son dit état et office de juge conservateur* » (91). Surtout la distribution des affaires d'équivalent entre le juge mage et les officiers du présidial s'avère une source de difficultés. Les Etats de la province croient même devoir intervenir en 1645 pour mettre fin aux agissements du juge mage de Toulouse (92). Finalement

(83) *Hérault*, B-22, f^o 175 v^o. Le 31 janvier 1613 Lagnes résigne l'office en faveur de Louis Torches, docteur et avocat au présidial (*id.*, B-31, f^o 100).

(84) *Hérault*, B-22, f^o 41.

(85) Arrêt conseil 26 sept. 1609.

(86) Arrêt conseil 22 juin 1611.

(87) En dépit de plusieurs arrêts de la chambre de l'Edit de Castres, du parlement de Toulouse et du conseil d'Etat favorables à Bornier (*Hérault*, B-31, f^o 329 ; Cf. également La Coste, *op. cit.* pp. 58, 59).

(88) *Hérault*, B-31, f^o 329.

(89) Gages : 50 livres par an (*Hérault*, B-31, f^o 345).

(90) L'expression est de La Coste (p. 56).

(91) P-V 12 nov. 1569 (*Hte-Gar.*, C-2282, f^o 173).

(92) *Hte-Gar.*, C-2304, f^o 135.

l'arrêt du 30 juin 1682 distingue : « *Les affaires d'équivalent portées à l'audience seront jugées par le juge mage... mais elles entreront en distribution générale lorsqu'elles seront appointées en droit ; et lorsque l'appointement sera à mettre, le juge mage en fera rapport, à la charge de ne prendre qu'un écu d'épices* » (93). Ce règlement servira de modèle à celui qui interviendra peu après entre le juge mage du Puy, Jean de Fillère, et les officiers du sénéchal (94).

L'échec des mesures de suppression ou de réunion envisagées à la fin du XVI^me siècle est d'autant plus frappant qu'au siècle suivant les créations d'offices s'étendent aux conservateurs. En 1633 Pierre Dodin est en exercice à Annonay, avec juridiction sur le haut-pays de Vivarais (95). Un conservateur est également installé à Uzès, le diocèse de ce nom étant détaché du ressort du siège de Montpellier (96). Les Etats de Languedoc protestent (97), et tout particulièrement les députés du diocèse d'Uzès. Ce sont eux qui au milieu du XVII^me siècle mènent l'offensive contre les conservateurs, les accusant de commettre de « *si grandes concussions que le syndic du diocèse est en termes d'en faire informer et de les poursuivre criminellement* ». Les conservateurs sont notoirement suspects pour être tous à la discrétion des engagistes de l'équivalent, observent encore les députés du diocèse en question. Peut-il en être autrement ? « *en toutes autres matières les jugements sont rendus par plusieurs personnes afin que la justice soit administrée avec plus de connaissance et de fidélité* » ; or les conservateurs procèdent sans « *appeler un nombre suffisant de juges de la qualité requise* » (98). Le syndic général Joubert pour sa part déplore les frais considérables auxquels sont exposés les habitants « *assignés devant le conservateur des extrémités de son ressort pour une fraude de néant, comme pour avoir ouvert un baril sans l'avoir raisonné* », et il convainc facilement les Etats le 26 février 1666 de supplier le roi d'« *accorder aux diocèses de la province la suppression desdits offices en les remboursant chacun en droit soi* » (99). L'assemblée du diocèse d'Uzès en ce qui la concerne n'a pas attendu le résultat de cette délibération : le 28 mars de l'année précédente (1655) elle a enjoint au syndic diocésain de « *faire les diligences nécessaires partout où besoin sera pour parvenir aux moyens dudit remboursement, avec pouvoir d'emprunter les sommes nécessaires* » (100). Si le principe du remboursement des offices est immédiatement approuvé par le roi (101), les Etats — on n'en sera pas surpris — ne mettent aucun empressement à financer l'opération. Ils estiment en décembre 1666 qu'« *avant de déterminer si la province doit faire le remboursement* », les commissaires chargés des affaires d'équivalent devront

(93) *Hte-Loire*, B-6.

(94) *Hte-Loire*, B-6 ; *Hérault*, B-9292, 9293.

(95) *Hérault*, B-9056, 9057, 9058.

(96) *Hérault*, B-42811.

(97) P-V 20 juil. 1626 (*Hte-Gar.*, C-2300, f° 20). Cf. également la huitième condition mise à l'octroi du don gratuit en 1658 (*Hte-Gar.*, C-2310, f° 88 v°) et la réponse du roi (*Hérault*, A-55, f° 88 v°).

(98) P-V 6 févr. 1645 (*Hte-Gar.*, C-2304, f° 13 $\frac{1}{2}$ v°).

(99) *Hte-Gar.*, C-2315, f° 133 v°.

(100) *Gard*, C-1224, f° 21, 28 v°.

(101) Arrêt conseil 24 sept. 1666 (*Hérault*, A-55, f° 88 v°).

s'assembler pour « examiner jusqu'où peut aller ledit remboursement et... savoir s'il ne peut porter aucun préjudice au droit de la province » (102) ; et quelques mois plus tard (mars 1667), comme l'évêque d'Uzès réclame une décision, l'assemblée se dérobe : « Que le diocèse d'Uzès et autres... remboursent si bon leur semble les offices... en imposant les sommes nécessaires » (103). Les plaintes contraignent cependant l'assemblée en 1671 à ouvrir à nouveau le débat. Les sous-fermiers, déclare-t-on, font assigner les particuliers devant les conservateurs « sous prétexte d'une prétendue fraude au droit, qui le plus souvent est de très petite considération » ; les conservateurs « faisant leur résidence dans les villes capitales et quelquefois dans d'autres diocèses », les redevables préfèrent composer avec les fermiers, voire se soumettre à l'arbitraire de ces derniers, plutôt que de comparaître devant un juge « si éloigné » (104). Cette fois le roi sera supplié d'ordonner la liquidation des offices par l'intendant, afin de « pourvoir par imposition à leur remboursement » (105). Le souverain donnera son accord par l'arrêt du conseil du 17 novembre 1671 (106), puis il le renouvellera par l'arrêt du 28 septembre 1686 (107), mais néanmoins l'opération restera toujours à l'état de projet. Qui plus est, un nouveau conservateur apparaît à ce moment-là dans le diocèse de Saint-Papoul, cumulant l'office avec celui de juge mage dans la sénéchaussée de Lauragais (108).

Les conservateurs se maintiendront ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien régime. Au XVIII^{me} siècle quatre sénéchaux, ou juges mages — ceux de Toulouse, du Puy, de Béziers et de Lauragais — connaissent des affaires d'équivalent. Leur pouvoir juridictionnel en la matière procède, soit de l'incorporation résolue sous Charles IX (cas des sièges de Toulouse et du Puy), soit d'un cumul d'offices (cas des sièges de Béziers et de Lauragais). La Cour des Aides en tout cas désire que ces officiers prennent la qualité de juges conservateurs, et elle enjoint aux procureurs, greffiers et commis de la leur donner dans les requêtes, libelles, appointements et sentences relatifs à l'équivalent (109). En outre les conservateurs continuent de siéger dans les anciens auditoires : Montpellier (le diocèse d'Alès étant compris dans le ressort de ce siège), Carcassonne, Aubenas, Annonay et même Uzès — symbole de l'échec des tentatives de suppression amorcées au siècle précédent. Les renseignements que nous possédons sur le personnel sont maigres. A Montpellier on relève parmi les noms des conservateurs ceux de M^e Jaulle en 1670 (110) ; de Pierre Cavallier en 1686 (111) et en 1702 (112) ; de M^e de Bornier en 1733

(102) P-V 15 déc. 1666 (*Hte-Gar.*, C-2315, f^o 161 v^o).

(103) P-V 3 mars 1667 (*Bull. Sté Agric. Lozère*, 1891, p. 158).

(104) P-V 15 févr. 1671 (*Hte-Gar.*, C-2317, f^o 224 v^o).

(105) Doléances (art. 9) 1671 (*Hérault*, A-56, f^o 67 v^o).

(106) *Hérault*, A-30, f^o 45.

(107) *Hte-Gar.*, C-2331, f^o 21.

(108) *Aude*, B-2255, f^o 67 ; B-2513.

(109) Arrêt aides 25 oct. 1734 (*Hérault*, A-214).

(110) Claude de Jaulle, conseiller du roi, magistrat et juge conservateur en la cour royale du droit d'équivalent de Montpellier (*Hérault*, B-37571) ; *Hte-Gar.*, C-2317, f^o 226).

(111) *Hérault*, B-9171.

(112) *Hérault*, B-21351, 21352.

(113); de M^e Antoine Reboul en 1756 (114); de Simon Agniel enfin en 1779-1784 (115). A Carcassonne c'est le viguier qui exerce en même temps l'office de conservateur de l'équivalent des villes et diocèses de Carcassonne, Castres, Albi, Mirepoix, Alet et officialat de Limoux (116). M^e Fornier occupe le siège au milieu du XVIII^{me} siècle (117). Il est remplacé en 1761 par François Antoine Roudil, maire et lieutenant général de police de Carcassonne, avocat à la Cour des Aides de Montpellier (118). A Aubenas le titulaire de l'office est entre 1750-1770 François Louis Barthélémy, conseiller du roi (119); en 1789 M^e Lissignol (120). Nos renseignements sur le siège d'Annonay sont un peu moins sommaires : le 21 juin 1719 Joseph Faurié, lieutenant particulier assesseur criminel au baillage d'Annonay est pourvu de l'office (121). Il est remplacé le 1^{er} avril 1740 par Gilbert Colonjon, avocat au parlement (122), qui exerce l'office jusqu'en 1777; il s'en démet alors en faveur de son fils Gabriel Gilbert (123). Après le décès de celui-ci, survenu le 26 septembre 1783, Gilbert André Marie Colonjon, frère de Gabriel Gilbert, devient titulaire de l'office (124) et l'exerce jusqu'à la Révolution (125). Nous connaissons enfin les noms de quatre conservateurs qui ont été en fonction au « *siège royal des équivalents de la ville et du diocèse d'Uzès* » : Charles Bernard en 1696 (126); Jean Joseph Drome en 1750 (127); Jean Goinaud en 1760 (128); Baragnon en 1778 (129).

Ajoutons que la Cour des Aides dans la deuxième moitié du XVIII^{me} siècle n'hésite pas, lorsqu'un office de conservateur est vacant, à diviser le ressort de la juridiction dont s'agit. Plusieurs praticiens sont ainsi commis le 28 septembre 1764 à l'exercice des fonctions de conservateur dans les anciens ressorts, trop vastes, de Toulouse et de Carcassonne: M^e Duval, avocat, a ainsi juridiction dans les diocèses d'Albi, bas-Montauban, Rieux et Comminges; M^e Debrus, juge-mage de Castres, dans les diocèses de Castres et Lavaur; M^e Donnadiou, procureur du roi à Carcassonne, dans les diocèses de Carcassonne, Mirepoix, Alet-et-Limoux. Les commissions sont temporaires (six mois ou un an) mais

(113) *Hérault*, A-214; B-46657.

(114) *Hérault*, B-9081.

(115) *Hérault*, B-47427; 47576; *Aigues-Mortes*, CC-84.

(116) Vincent de Fournier, 1664-1671 (*Hérault*, B-9055; *Aude*, B-990-991).

(117) *Aude*, B-997, 998, 999, 1.000.

(118) *Aude*, B-984.

(119) *Hérault*, A-70; B-47601, 47674, 47675.

(120) *Lozère*, F-743.

(121) En remplacement de Pons Guironnet (*Ardèche*, B-51, f^o 106).

(122) *Hérault*, B-41, f^o 261-264 v^o.

(123) *Ardèche*, 13-B-7, n^o 50.

(124) *Ardèche*, 13-B-7, n^o 50-52.

(125) *Ardèche*, 13-B-14, n^o 6.

(126) *Hérault*, B-9048, 9062, 9063; *Hte-Gar.*, C-2317, f^o 226.

(127) *Hérault*, B-9360.

(128) *Hérault*, B-46778.

(129) *Hérault*, B-47396; *Arch. Nat.*, H-748²¹⁰, n^o 14.

elles sont renouvelées à plusieurs reprises par la suite (130). Et le mouvement progressivement s'accroît : le 13 mars 1770 la cour commet un conservateur à Albi et elle restreint sa compétence au seul diocèse dont cette ville est le chef (131). Le syndic diocésain applaudit à cette initiative, laquelle, affirme-t-il, « ne sera pas moins avantageuse aux redevables qu'au fermier parce que l'établissement de ce premier tribunal sur les lieux évitera aux uns et aux autres des frais » (132). Vraisemblablement, sans la Révolution, d'autres diocèses auraient bénéficié de la même mesure. Mais il restait beaucoup à faire, les sièges de conservateurs étant très inégalement répartis dans la province, et de plus pourvus généralement d'officiers en titre.

II. — LA COMPETENCE DES CONSERVATEURS

Depuis le 12 septembre 1467 la juridiction souveraine en matière d'équivalent n'appartient plus aux conservateurs. L'ordonnance cependant n'a pas été appliquée d'une manière rigoureuse, et il faut convenir que les vicissitudes traversées par la Cour des Aides dans la deuxième moitié du XV^{me} siècle étaient peu faites pour clarifier la situation (133). Au début du XVI^{me} siècle il subsiste encore quelques traces de la juridiction d'appel des conservateurs. Les plaintes exprimées par les Etats du Vivarais à l'encontre des fermiers qui font directement assigner les habitants devant ces juges en témoignent : les litiges doivent être portés « par devant le lieutenant des conservateurs établi à Aubenas en première instance quant aux fermiers et privilégiés, en seconde instance quant aux sujets par appellation, et de lui par devant les généraux à Montpellier » (134). En fait s'il n'est pas impossible que des affaires soient encore portées devant les conservateurs en appel, c'est la Cour des Aides qui normalement est appelée à se prononcer. Elle ne se fait pas faute d'ailleurs de proclamer sa compétence exclusive en appel (135), et à l'occasion n'hésite pas à mettre les conservateurs au pas. Le 10 octobre 1538 précisément ces derniers dénoncent aux Etats les entreprises de la cour sur leur juridiction du second degré (136) ; mais la protestation est timide et par la suite on ne relève plus de trace d'une telle compétence. Les conservateurs ont déjà suffisamment à faire pour défendre leur juridiction du premier degré contre les empiètements de la cour (137)... et surtout pour s'imposer face aux juridictions de droit commun.

(130) *Tarn*, B-1299.

(131) *Tarn*, B-1299 ; *Albi*, CC-126.

(132) *Albi*, CC-126.

(133) Sur tous ces points, Cf. *supra* pp. 63 sq.

(134) P-V Etats Vivarais 26 janv. 1507, 4 nov. 1518 et 23 sept. 1521 (*Ardèche*, C-329, f° 9, 70 sq., 92 sq.).

(135) Mandement 22 févr. 1533 (*Toulouse*, AA-55, n° 5).

(136) *Hte-Gar.*, C-2278, f° 72 v°.

(137) Sur ces empiètements, plaintes des Etats oct. 1532 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 519 ; *Hérault*, A-234, f° 176, art. 2) et nov. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 135).

En première instance la compétence des conservateurs serait limitée au contentieux de l'administration de la ferme. On rappellera à ce propos les délibérations des Etats du Vivarais précédemment citées. Quant aux Etats de Languedoc, ils sont formels : le 23 octobre 1532 notamment ils font des remontrances à la Cour des Aides « *pour ce que les conservateurs ez cas non compris aux ordonnances font venir les parties devant eux en première instance au préjudice des juridictions ordinaires et molestation desdits habitants* » (138); et le 4 octobre 1543 ils affirment à nouveau leur volonté de voir « *les ordinaires connaître en première instance de l'équivalent* » (139). Au milieu du XVI^m siècle enfin le problème juridictionnel est envisagé, toujours dans le même esprit, dans un article du règlement de l'imposition : « *Ne pourront les fermiers en première instance tirer aucun habitant pour le droit d'équivalent ailleurs que par devant les juges ordinaires, et ne pourront iceux fermiers, leurs commis et députés obtenir lettres exécutoires des conservateurs pour dresser les causes d'opposition par devant autres que les juges ordinaires, si non que soit question de fermier à fermier; et où se trouvera avoir été fait au contraire, les fermiers auront dès lors couru la peine de privation de leurs droits et des sommes par eux demandées et poursuivies, et 10 livres d'amende chaque fois applicable à la partie pour ses donmages et intérêts; et en outre que es lettres qui au contraire seront obtenues par lesdits fermiers, leurs commis et députés, lesdits juges ordinaires ne seront tenus mettre visa ni obéir. Et quand les greffiers des conservateurs ne voudront bailler lesdites lettres, se pourront adresser aux juges ordinaires* » (140). Confirmant leur intention de limiter la compétence des conservateurs les Etats complètent le texte de cet article en 1554, d'une part en envisageant le cas des lieux où nul siège de « *juge ordinaire* » n'est établi — la compétence des « *consuls ayant juridiction* » est formellement reconnue en la matière; d'autre part en précisant le sens du mot « *fermier* » : pour ce qui touche la compétence des conservateurs on ne saurait considérer comme fermiers les redevables abonnés, les taverniers, hôteliers et cabaretiers qui ont « *composé et affermé particulièrement avec les fermiers des diocèses, villes ou villages* »; les juridictions de droit commun sont compétentes, « *si n'est que soit question de fermier à fermier de ville, village, diocèse ou communauté* » (141).

En réalité la compétence des conservateurs, quoiqu'en dise le titulaire de l'office à Montpellier en 1595 (142), est plus étendue que ne le proclament les Etats. On sait que les conservateurs sous Louis XI avaient une compétence exclusive en première instance dans les cinq villes où leurs auditaires étaient établis. On ne sera pas surpris qu'ils n'aient jamais renoncé par la suite à exercer cette juridiction, à régler dans les lieux de leur siège le contentieux du recouvrement. Les plaintes des Etats précédemment évoquées en témoignent. Quant à la Cour des Aides, sa jurisprudence est ferme : l'arrêt du 22 février 1533 notamment

(138) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 519 v^o; *Hérault*, A-234, f^o 176, art. 2.

(139) *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 268 v^o.

(140) Règl. 1548.

(141) Règl. 1554. Cf. également ordonn. d'Orléans, janv. 1560, art. 136 (*Anc. lois franç.*, t. XIV, p. 95).

(142) *Hérault*, B-22, f^o 41.

règle les modalités de l'imposition du poisson à Toulouse, en défendant expressément à tous juges et magistrats de se mêler de la matière, sauf les conservateurs en première instance. Par contre dans les lieux où nul conservateur n'est établi la cour estime que les différends doivent être portés devant les juges royaux ordinaires (143). Finalement l'assemblée provinciale elle-même change d'attitude, et le 28 septembre 1556 elle adopte le point de vue de la cour (144). Ainsi au milieu du XVI^{me} siècle les conservateurs n'exercent plus qu'une juridiction du premier degré, mais leur compétence est exclusive dans les villes où ils siègent, qui sont en fait les principales villes de la province; chacun d'eux en outre a compétence dans l'étendue de son ressort pour juger les procès opposant entre eux les fermiers de l'impôt. Aussi bien, comme il n'y a généralement qu'un seul conservateur par siège, on peut penser que la situation matérielle de ces officiers n'est pas aussi mauvaise que Paul-Barthélémy Bornier l'affirme en 1595 (145), et l'on s'explique parfaitement le peu d'empressement mis par les titulaires dans la deuxième moitié du siècle à changer leur office contre celui de conseiller présidial.

Les conservateurs d'ailleurs s'efforcent d'attirer à eux toutes les affaires d'équivalent de leur ressort. Leurs tentatives en ce qui concerne le contentieux du recouvrement seront couronnées de succès, mais par un singulier paradoxe le contentieux de l'administration de la ferme, au regard duquel la compétence de ces officiers à l'origine était incontestée, finira par leur échapper. L'évolution profitera à la Cour des Aides et de ce fait nous en renvoyons l'étude dans la partie de ce travail consacrée à la juridiction de la cour. De toute façon l'évolution n'est pas accomplie — en sera-t-on surpris ? — avant le milieu du XVIII^{me} siècle (146), à l'époque où les règles applicables au contentieux du recouvrement sont elles-mêmes définitivement arrêtées. Au regard de cette partie du contentieux, sur laquelle nous fixerons désormais notre attention, la compétence des conservateurs ne cesse pas de se développer — dès le début du XVII^{me} siècle — malgré l'inconvénient qui résulte pour la plupart des justiciables de l'éloignement du siège : par exemple pour les habitants de Valentine dans le Comminges, assignés devant le conservateur à Carcassonne « *de sorte qu'ils sont contraints à composer à de grosses sommes avec le fermier* » (147) ; ou encore pour ceux de Pont-Saint-Esprit qui doivent se rendre à Montpellier pour des affaires n'ex-cédant pas cinq sous (148). L'assemblée provinciale dans de tels cas

(143) Arrêt 17 sept. 1547 (*Toulouse*, AA-17, n° 127).

(144) *Hte-Gar.*, C-2280, f° 111 ; Cf. également P-V 17 nov. 1558 (*id.* f° 287 v°) ; Règl. 1557, et suiv. notamment 1618 (art. 43, 1620 (44), 1624-1664 (47).

(145) *Hérault*, B-22, f° 41.

(146) Exemples de débats entre fermiers devant les conservateurs aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles : *Hérault*, B-9048, 9104, 9264, 33168, 34081, 35638 ; *Ardeche*, 13-B-15, n° 61-85 ; 13-B-16, n° 19 ; 13-B-19, n° 7, 11, 34, 44 ; *Aude*, B-2719 ; et plus particulièrement dans les registres du conservateur de Carcassonne (*Aude*, B-988, 999, 991) les sentences du 22 févr. et 24 mars 1671, 2 mai 1672, 17 mars, 30 août et 15 nov. 1674, 5 oct. 1683, 14 juil. 1698, 22 juin 1701, etc...

(147) P-V 18 et 24 nov. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 138, 150).

(148) P-V 12 janv. 1612 et 12 févr. 1616 (*Hte-Gar.*, C-2293, f° 116 ; C-2294, f° 355).

prescrit au syndic général d'assister en cause les particuliers indûment assignés « *hors des villes de leur habitation* », et elle supplie la Cour des Aides de mettre fin aux abus (149). Mais la cour soutient les conservateurs, et l'on voit par exemple l'un de ceux-ci, Louis Torches, siégeant à Béziers, faire signifier aux consuls de Pézenas le 23 juillet 1618 un arrêt des aides du 18 mai proclamant sa compétence « *privativement à tous autres juges* » pour tous procès et différends mus et à mouvoir pour raison de l'équivalent tant à Béziers que dans les villes et diocèses dépendant de son ressort (150). De fait les habitants de Pézenas en 1625 (151), tout comme ceux de Narbonne à la même époque (152), plaident devant le conservateur en question. Au milieu du XVII^{me} siècle enfin c'est l'évêque d'Uzès qui revient sur les inconvénients du système, inconvénients auxquels les habitants ne peuvent échapper puisque, précise l'évêque, les conservateurs sont en faculté de juger seuls en première instance tous les différends mus pour l'équivalent (153).

Le propos de l'évêque d'Uzès, si l'on se réfère au contenu des édits créant les offices de conservateur, dépeint incontestablement l'état de droit. La Coste, particulièrement au fait de ces questions, est formel : « *Si quelqu'un se treuve avoir fraudé le droict, les fermiers les pourront actionner en première instance par devant le juge Conservateur, d'où ils ressortiront... avec inhibitions et deffences à tous autres juges de quelle juridiction qu'ils ressortissent prendre Cour, juridiction, ny cognoissance des Equivalents, excepté lesdits juges Conservateurs d'iceiuy droict* ». L'article du règlement de l'équivalent défendant aux intéressés de se retirer ailleurs que par devant les juges ordinaires, là où il n'y a pas de conservateur, reflète tout au plus l'opinion des Etats (154). Certes, poursuit La Coste, « *les Officiers Royaux ordinaires ou Consuls des lieux ayant juridiction, prennent le plus souvent cognoissance des affaires dudit Equivalent, aussi à la vérité il semble cela estre fort raisonnable, parce que la plus part des parties sont esloignées desdits juges Conservateurs* » (155). Mais on doute que le règlement de l'équivalent soit d'un grand poids en cas de conflit de juridiction entre conservateur et juge ordinaire. Le syndic général de la province en convient le 26 février 1666 : le règlement ne saurait modifier un édit, partant « *borner la juridiction du conservateur dans le lieu de son établissement,*

(149) P-V 12 févr. 1616.

(150) *Hte-Gar.*, C-2296, f° 47.

(151) *Hérault*, B-9276.

(152) *Narbonne*, BB-7, f° 55 ; BB-10, f° 302, 304 v°, 321.

(153) P-V 6 févr. 1645 (*Hte-Gar.*, C-2304, f° 234 v°).

(154) Cf. notamment product. syndic. général contre Laurent Ardon et engagistes, 1638 (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 466).

(155) La Coste, p. 103 Exemples d'intervention de juges ordinaires dans le contentieux de l'équivalent : juges royaux d'Albi en 1652 (*Hérault* B-9049) ; capitaine châtelain de Pézenas en 1659 (*id.*, B-21376) ; juges royaux de Castres en 1671 (*id.*, B-38083). Les affaires dont s'agit, respectivement débattues entre le fermier diocésain et des commerçants d'Albi, de Pézenas et de Castres, seront portées en appel devant la Cour des Aides, sans toutefois que la compétence des juges du premier ressort soit discutée devant la cour. Par contre en 1639 un hôtelier de Lisle-en-Albigeois fait appel d'une sentence du juge ordinaire de la ville, qu'il considère comme incompétent en la matière (*Hérault*, B-9160).

puisqu'il a son ressort marqué par édit ». Et d'inviter l'assemblée à réformer un « article qui sert de matière de procès aux habitants de la province, dans lesquels procès, ne pouvant empêcher l'exécution dudit édit, ils sont condamnés aux dépens pour y avoir contrevenu ». Les Etats vont-ils enfin reconnaître la compétence des conservateurs? aucunement. Car « s'agissant de semblable matière qui se doit juger sommairement, il n'est rien qui soit au-dessus de la capacité des consuls des lieux ». C'est au contraire la suppression des conservateurs que l'on va réclamer. D'ailleurs l'équivalent appartenant à la province, celle-ci a le « principal intérêt que les magistrats municipaux des communautés en connaissent en première instance » (156). Précisons que les magistrats municipaux dont s'agit, au moins les plus influents (capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier et de Nîmes), ont des griefs particuliers à l'encontre des conservateurs, qu'ils accusent d'empiéter sur leur juridiction (157). Le roi en tout cas se laissera convaincre, et de ce fait à compter de 1667 il ne sera plus question des conservateurs dans le règlement de l'équivalent. Mais on sait le peu d'empressement mis par les Etats à rembourser les offices supprimés. Aussi bien — après comme avant 1667 — s'il arrive qu'un juge ordinaire connaisse d'une affaire d'équivalent, si de temps à autre la Cour des Aides est appelée à régler un conflit de juridiction (158), en règle générale ce sont les conservateurs qui interviennent, chacun d'eux ayant une compétence exclusive dans son ressort. Les habitants de Saussan (159) et de Pérols (160) dans le diocèse de Montpellier, ceux de Nîmes (161) et de Milhaud (162) dans le diocèse de Nîmes comparaissent ainsi devant le conservateur à Montpellier; ceux de Bages (163) dans le diocèse de Narbonne et ceux de Pézenas (164) dans le diocèse d'Agde, devant le conservateur à Béziers; ceux de Castres (165) et ceux de Brugairolles (166) localité située dans le diocèse de Limoux, tout comme ceux de Villegailhenc (167) devant le conservateur à Carcassonne (168). Et les exemples pourraient être multipliés. Qui plus est, en 1680 le syndic général de la province requiert lui-même la Cour des Aides de confier aux conservateurs certaines fonctions extrajudiciaires (169)!

(156) P-V 26 févr. 1666 (*Hte-Gar.*, C-2315, f° 132 v°).

(157) P-V 10 nov. 1640 et 5 mai 1648 (*Hte-Gar.*, C-2303, f° 20 v°; C-2305, f° 361).

(158) *Hérault*, B-9071; B-9150.

(159) *Hérault*, B-9330.

(160) *Hérault*, A-55, f° 223.

(161) *Aude*, B-2513; *Hérault*, B-9265.

(162) *Hérault*, B-5378, B-17559, B-37123, B-42566, B-45201.

(163) *Hérault*, B-41684.

(164) *Hérault*, B-9279.

(165) *Hte-Gar.*, C-2318, f° 94 v°.

(166) *Aude*, B-989.

(167) *Hérault*, B-40252, B-41380.

(168) En 1671 notamment le conservateur rend une quinzaine de sentences ou appointements dont 9 pour fraude sur le vin (*Aude*, B-988).

(169) Il s'agit d'obliger les maîtres de pension à tenir un registre de contrôle paraphé par le conservateur (*Hérault*, B-44988).

Au début du XVIII^{me} siècle deux faits vont encore renforcer l'autorité des conservateurs. C'est d'abord la création des offices d'inspecteurs de l'équivalent. Il n'est pas douteux que l'émotion provoquée dans la province par cette création en décembre 1708 suscite un mouvement favorable aux conservateurs. L'édit de création (170) précise que les inspecteurs de l'équivalent connaîtront « *seuls et à l'exclusion de tous autres, chacun dans leur diocèse, de toutes les fraudes et contestations* » survenues à l'occasion de la levée de l'impôt. Ils devront « *recevoir les plaintes, tant des commis préposés à la levée dudit droit que des cabaretiers et autres* » (171), et les transmettre avec leur avis au procureur général à la Cour des Aides, eux-mêmes ne disposant en propre d'aucun pouvoir juridictionnel (172). Ces officiers toucheront deux sous pour livre du prix du bail et en outre trois livres pour chaque réception de plainte ou de verbal de commis. En ce qui concerne les deux sous pour livre les fermiers seront tenus de les payer aux inspecteurs quand ils en seront requis, sauf à augmenter dans la même proportion les droits d'équivalent. Les Etats se plaignent immédiatement : seule l'« *impuissance* » de la province empêche le rachat. Mais le fermier général Joachim Vincent brusque les événements. Il proteste d'abord contre la disposition de l'édit fixant les attributions des inspecteurs : cette disposition « *anéantit la première instance* » et va contraindre tous les fermiers et sous-fermiers à venir plaider à Montpellier. D'un autre côté l'obligation de soumettre les verbaux aux inspecteurs exposera les commis à des frais et au paiement d'un droit beaucoup plus fort que le droit d'équivalent. Enfin l'augmentation de l'impôt fera fermer la plupart des cabarets. En conséquence le fermier, qui n'est tenu « *envers la province qu'aux clauses et conditions du contrat passé avec elle* », déclare dans un acte signifié aux Etats le 1^{er} février 1709 qu'il « *abandonne dès à présent la ferme* ». Quelques jours plus tard l'assemblée demande à l'intendant qu'il soit sursis à la vente des offices, à charge par le trésorier de la Bourse de payer les deux sous pour livre à l'échéance de chaque quartier (173). Ainsi l'abandon de la ferme pourra être évité, et deux ans après avec le produit du pied fourché les Etats pourront racheter les offices (174). Les conservateurs en ce qui les concerne n'ont pas seulement échappé à un danger certain ; en choisissant de maintenir la tradition dans le domaine juridictionnel, l'assemblée provinciale a en définitive renforcé la position de ces officiers.

L'influence de la législation royale, sur laquelle nous avons eu l'occasion d'insister à plusieurs reprises, a également servi les conservateurs. Certes les ordonnances de juillet 1681 et de février 1687, qui enlèvent aux juridictions de droit commun le contentieux des droits

(170) *Hérault*, B-10, f^o 173.

(171) P-V 25 et 26 janv. 1709 (*Hte-Gar.*, C-2353, f^o 109 v^o, 113 v^o).

(172) P-V 5 févr. 1709 (*Hte-Gar.*, C-2353, f^o 150 v^o).

(173) P-V du 5 févr. 1709. Le trésorier de la Bourse versera effectivement au traitant des offices 34.000 livres pour les 2 sous pour livre du prix du bail (340.000 livres) de l'année 1709 (*Hte-Gar.*, C-2354, f^o 146).

(174) Une clause du bail passé avec Bénézech le 23 mai 1711 (Cf. *supra* p. 89) met ce dernier dans l'obligation de rembourser Pons Michel de la somme de 275.000 livres payée pour la finance (250.000 livres) et les deux sous pour livre des offices d'inspecteurs de l'équivalent (*Hérault*, A-147, f^o 63). En décembre 1711 l'affaire est liquidée (*Hte-Gar.*, C-2356, f^o 23).

affermés (175), ne sont pas applicables à l'équivalent. Il n'en reste pas moins que les plaideurs se réfèrent volontiers aux dispositions de ces ordonnances, en 1719 par exemple pour établir la compétence du conservateur du Puy dans la ville de Langogne (176). Et lorsque le roi dans sa déclaration du 20 janvier 1736 (art. 63) reconnaît la compétence exclusive de la Cour des Aides de Montpellier et celle des « *juges à elle ressortissans, tant au civil qu'au criminel, dans tous les cas de troubles, empêchements et oppositions faits à la levée des impositions* » (177), la juridiction des conservateurs n'est plus contestée. Mais il est évident que les Etats ne pourront plus persévérer dans l'attitude négative adoptée en 1667. Ils l'abandonnent sans commentaire en 1741 (dans le premier règlement publié après la déclaration royale) (178) pour prendre enfin nettement position : « *Celui ou ceux à qui la ferme sera adjudgée, ensemble les sous-fermiers et arrière-fermiers ne pourront se pourvoir, pour tous les différends et procès qui pourront naître à raison de la perception des droits et de l'exploitation desdites fermes, tant au civil qu'au criminel, que devant les juges conservateurs du droit d'équivalent en première instance, et par appel en la Cour des Aides de Montpellier* » (179). Par la suite les événements donneront aux Etats l'occasion de compléter le texte de cet article, pour préciser que la juridiction des conservateurs est appelée à s'exercer « *même pour prétendu trouble et rebellion causés avec attroupement* » (180). Cette mise au point conforme d'ailleurs à la déclaration de 1736 est en réalité dirigée contre la Cour des Aides (181) dont elle tend à prévenir les empiètements sur la juridiction du premier degré. Son bien fondé sur le plan juridique n'est pas contestable, mais du point de vue politique son opportunité pourrait être discutée. De toute façon la contrebande à main armée pratiquée à Montpellier dans les dernières décades de l'Ancien Régime ne plaide guère pour l'autorité de la Cour des Aides.

(175) Cf. notamment les art. 1 et 3 du titre XII de l'ordonn. de 1687 : *Anc. lois franç.*, t. XX, n° 1254.

(176) *Hérault*, B-9150.

(177) *Hérault*, A-68.

(178) Il va sans dire que les intéressés n'attendent pas 1741 pour requérir l'application de la déclaration du 20 janvier 1736 : notamment dès 1737 le fermier de l'impôt dans la localité de Vallabregues (*Hérault* B-9363).

(179) Règl. 1741-1747 (art. 58) ; 1754-1762 (59) ; 1768 (58) ; 1776 (56). Sur l'activité des conservateurs au XVIII^{me} siècle, Cf. notamment registres Carcassonne (*Aude*, B-996) : 35 sentences entre le 1^{er} janvier 1739 et le 31 décembre 1744, dont 16 dans affaires de fraude sur le vin et 15 dans affaires de fraude sur la viande. Cf. également le registre des audiences du conserv. d'Annonay : 19 audiences en 1720, 10 en 1721, 11 en 1722 et autant en 1723 (*Ardèche*, 13-B-7, 47). Sur la variété des affaires : *id.*, 13-B-19 ; 13-B-20. Le « *registre de recette des droits des greffes du bailliage et de l'équivalent* » d'Annonay (*id.*, 13-B-14, 1) fournit quelques renseignements sur l'importance relative des deux juridictions : 22 affaires sur 205 enregistrées en 1753 et 1754 concernent spécialement l'équivalent ; elles ont rapporté 47 l. 6 s. 4 d., la recette s'élevant au total à 308 l. 4 s. 2 d. Cf. de même le journal d'audience du conservateur de Castres : 9 audiences en 1766, 6 en 1768 (*Tarn*, B-1299).

(180) Règl. 1780 (art. 61) ; 1787 (74).

(181) Cf. *infra* p. 393.

CHAPITRE III

La Cour des Aides et le contentieux de l'équivalent

La juridiction souveraine de la Cour des Aides en matière d'équivalent est confirmée à plusieurs reprises par le roi à l'extrême fin du XV^{me} siècle et au début du siècle suivant. On citera les ordonnances et déclarations respectivement faites par Charles VIII à Moulins le 8 juillet 1495 (182) et par Louis XII à Lyon le 24 juin 1500 (183) et à Blois le 19 juillet 1512. Cette dernière ordonnance en particulier condamne certaines entreprises du parlement de Toulouse (184), et de fait la Cour des Aides doit tout d'abord consolider sa juridiction face au parlement.

Les interventions de celui-ci en matière d'équivalent ont pour principal prétexte la conservation des privilèges de Toulouse. On connaît les prétentions des toulousains (185) et l'appui qu'elles rencontrent auprès du parlement : « *par ce moyen* », constate le roi dans sa déclaration du 15 octobre 1513, le fermier est « *demeuré sans aucun paiement dudit droit d'équivalent* » (186). Mais le parlement se préoccupe également de police générale et de réglementation du marché, et son action dans ce domaine a évidemment de graves répercussions sur le rendement de l'impôt. Le fermier dénonce ainsi en 1516 l'interdiction faite aux toulousains de fréquenter les tavernes (187). En 1522 c'est la défense d'exiger plus de 33 sous 4 deniers pour l'équivalent de chaque pipe de vin de Gailhac vendue à Toulouse (188). On voit encore le parlement intervenir dans le conflit opposant les bouchers de la ville aux fermiers en 1525 : aux bouchers il défend de vendre « *chairs morveuses et infectes* » et de frauder le fisc ; aux capitouls il donne l'ordre d'établir les boucheries dans des lieux convenables ; aux fermiers de l'équivalent enfin il prescrit de résider à Toulouse ou d'y commettre des préposés responsables et idoines, gens de bien et dûment cautionnés, pour tenir le registre des ventes « *en lieu exprès* », avec défense de saisir le bétail destiné

(182) Philippi, *op. cit.* pp. 10-14.

(183) Philippi, pp. 15-24.

(184) Philippi, pp. 24-33 ; Fontanon, t. II, pp. 557-560.

(185) Notamment exemption pour les salaisons de ménage et le vin de propriétaire (C. *supra* p. 278 sq.) et affranchissement des principaux hôteliers de la ville (*supra* p. 149) Cf. également *Toulouse*, AA-3, 333 ; AA-13, 18.

(186) Philippi, pp. 33-44.

(187) P-V 18 oct. 1516 (*Hie-Gar.*, C-2277, f° 80 v°).

(188) *Toulouse*, AA-23, 83.

à l'approvisionnement de la ville ; le parlement enfin va jusqu'à enjoindre aux conservateurs de « *faire leur devoir en ce que concerne de tous leurs offices* » (189). Les capitouls sont eux-mêmes indignés de jouer le rôle de valets d'un parlement qui « *usurpe le fait de la police de la ville* ». En tout cas les plaintes que leur procureur adresse au grand Conseil vers 1530 confirment les empiètements de la compagnie toulousaine sur la juridiction de l'équivalent : « *Dict que ilz sont cinq ou six conseillers de laditte court desquelz chascun a son estat à la police de laditte ville. A scavoir l'ung a la charge du pain sur tous les bolangiers, l'autre des cabaretz et equivalent du vins... et par ainsi... lesdictz capitoltz par tels moyens (demeurent) frustrez de ladicte police* » (190). Assez vite cependant les Etats de Languedoc, traditionnellement hostiles à la Cour des Aides ainsi qu'en témoigne encore dans les toutes premières années du XVI^m siècle leur comportement dans l'affaire Du Ru (191), prennent conscience de la nécessité de maintenir le parlement dans les limites de sa compétence. Le souci de la majorité de l'assemblée d'empêcher les toulousains d'échapper à l'imposition explique en grande partie ce changement d'attitude. En tout cas le renvoi des causes d'équivalent devant la cour est réclamé par les représentants de la province le 21 janvier 1511 (192), le 18 octobre 1516 (193), le 4 et le 7 octobre 1526 (194) ; et le 3 février 1527 le roi en réponse aux doléances confirme une nouvelle fois la cour dans ses attributions : l'incompétence du parlement de Toulouse au regard du contentieux de l'équivalent est totale, et les affaires touchant la matière, qui seraient en instance de règlement devant ledit parlement, doivent être renvoyées devant la cour dans le délai d'un mois (195). Ces prescriptions seront « *mises à deuë et entiere execution* », proclame l'assemblée provinciale le 22 août 1527, et « *icelle execution poursuivie là où il appartiendra, par le Procureur et syndic dudit pays aux despens dudit Pays* » (196). Au milieu du XV^m siècle la cour est à nouveau confirmée dans sa juridiction (197), et son action en la matière est toujours appuyée par les Etats (198). Aussi bien les interventions du parlement deviennent-elles de plus en plus rares... et prudentes (199).

(189) Arrêts 26 mars et 15 sept. 1526 (*Hte-Gar.*, C-2182, f^o 95 ; *Toulouse*, AA-23, 31).

(190) *Toulouse*, AA-6, 118.

(191) Les Etats portent cette affaire (consécutive à une folle enchère) devant le parlement (P-V 15 déc. 1505 ; *Hte-Gar.*, C-2276, f^o 129 v^o).

(192) *Hte-Gar.*, C-2276, f^o 331.

(193) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 80 v^o, 81.

(194) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 343 v^o, 346 v^o.

(195) *Hérault*, A-17, f^o 249 ; Philippi, pp. 44-48.

(196) Philippi, p. 48.

(197) Arrêt Conseil privé 15 sept. 1551 portant règlement entre la cour des Aides et les présidiaux, art. 9 (*Hérault*, A-210, 27) ; édit de juin 1552 (Philippi, pp. 48-56 ; Fontanon, t. II, pp. 562-563).

(198) P-V 2 oct. 1554 (*Hte-Gar.*, C-2279, f^o 439) ; 17 nov. 1558 (*id.*, C-2280, f^o 287 v^o) ; 14 nov. 1566 (*id.*, C-2281, f^o 348 v^o).

(199) Cf. dispositif arrêts 5 avr. 1557 (*Toulouse*, AA-18, 15) ; 8 janv. 1562 (*id.*, 81).

Sans doute pendant les troubles il arrive que le parlement étende arbitrairement sa juridiction, soulevant les protestations des Etats (200). Ces agissements cessent en même temps que les guerres de Religion, et pendant les deux derniers siècles de la monarchie la juridiction de la Cour des Aides ne subit pratiquement plus d'atteinte de ce côté-là.

Mais le contentieux de l'équivalent est divers, et la compétence de la cour n'est pas générale. Notamment elle n'englobe pas le contentieux de l'adjudication. En outre cette compétence subit progressivement d'importantes restrictions. A ce propos on rappellera que les Etats contrôlent — dès avant la fin du XVII^{me} siècle — l'interprétation du règlement de l'impôt. C'est aussi le contentieux de l'exécution du bail qui échappe à la cour, et d'abord les différents relatifs au cautionnement devant les assemblées diocésaines. Au XVI^{me} siècle et jusqu'à l'engagement de l'équivalent la cour est appelée à se prononcer en cas de litige. Goty et Guilhe, dont il a été précédemment question, se retrouvent ainsi devant la cour, le premier en 1546, le second en 1560, appelants d'une délibération des Etats du Vivarais ordonnant la réadjudication de l'entreprise; et l'arrêt du 27 août 1561 notamment déclare l'appel de Guilhe fondé, et en conséquence autorise le partisan à exercer les droits qu'il tient de l'adjudication, cependant que l'adjudicataire sur folle enchère, Mathieu Ladvenu, est débouté de sa demande en garantie contre le diocèse (201). En 1600 l'adjudicataire dans le diocèse du Puy, Jean Feuilhas, est également proclamé fermier par la cour, et lorsque les Etats du Velay demandent au roi d'évoquer l'affaire, la plupart des généraux étant parents ou alliés de Feuilhas, il leur est répondu qu'il n'y a pas lieu à évocation, les parties ayant la faculté de récuser les juges qui seraient récusables (202). L'action de la cour en la matière, pas toujours judicieuse (203), est vivement critiquée par les Etats en 1614 (204); mais de toute manière vers 1625 les diocésains cessent d'intervenir dans la réception des cautions. Celles-ci sont présentées aux Etats par l'adjudicataire du bloc avant la passation du bail; et c'est aux Etats à juger de leur qualité et à se prononcer en cas de litige: il s'agit alors ni plus ni moins du contentieux de l'adjudication. Le contentieux de l'exécution du bail s'entend également des procès en garantie intentés contre la province par les fermiers. La cour des aides connaît de ces causes dans la première moitié du XVI^{me} siècle (205), mais par la suite les juges et officiers royaux perdent toute juridiction sur les délibérations des Etats (206). Ce sont donc ces derniers qui statuent sur les réclamations des fermiers, sauf appel au conseil. Qui plus est dans la deuxième moitié du XVII^{me} siècle les Etats

(200) P-V 29 déc. 1574 (*Hte-Gar.*, C-2283, f° 75 v°), 5 janv. 1575 (*id.*, f° 89 v°), 10 oct. 1582 (*id.*, C-2284, f° 154 v°).

(201) *Ardèche*, C-752, n° 33.

(202) *Hte-Loire*, 501-C-5789.

(203) Cf. exemple, *supra* p. 263. Cf. également P-V 8 nov. 1613 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 9). Sur les appels par anticipation: *Ardèche*, C-752, n° 21, 23; *Hte-Gar.*, C-707; C-2296, f° 48.

(204) P-V 3 déc. 1614 (*Hte-Gar.*, C-2294, f° 148).

(205) *Hte-Gar.*, C-2278, f° 165, 194-216.

(206) Cf. *supra* p. 366.

étendent considérablement leur pouvoir juridictionnel, en prenant connaissance des actions en dommages-et-intérêts intentées par les sous-fermiers contre le fermier général. On sait qu'ils persistent dans cette attitude jusqu'à la fin du premier quart du XVIII^{me} siècle, et que par la suite, s'ils laissent le fermier général débattre ses affaires avec ses propres fermiers devant la Cour des Aides, du moins réservent-ils leur juridiction dans les cas où la province serait « *engagée dans la querelle* » (207). Finalement à la suite de ces diverses atteintes la compétence de la cour est limitée au contentieux du recouvrement et à celui de l'administration de la ferme.

I. — LE CONTENTIEUX DU RECOUVREMENT

En principe la juridiction de la cour est une juridiction du second degré (208), les conservateurs étant compétents en première instance. Une certaine hésitation cependant se rencontre à propos d'affaires frauduleuses particulièrement graves, par exemple lorsque les contrevenants ont provoqué une émeute, ou bien lorsque des voies de fait ont été commises sur la personne des fermiers ou de leurs agents. C'est le cas au Puy en 1665 : encore que les directives adressées par les fermiers à leur procureur Antoine Couderc indiquent correctement la marche à suivre — « *si on s'expose à la foule, faut... dresser son verbal de fraude et de rebellion et faire dresser ledit verbal au juge mage qui doit accorder la prise de corps ; et s'il la refuse, relever appel* » (209) — Couderc, insulté et menacé par la populace entraînée par les bouchers (210), porte l'affaire directement devant la Cour des Aides (211). De même en 1679 les commis étant empêchés par la force de percevoir les droits à Lamas-tre et dans un certain nombre de paroisses du haut-Vivarais, le fermier général François Chalon requiert le sénéchal du Puy d'informer des faits... mais en même temps il saisit la cour, « *comme c'est un crime capital commis à l'encontre du fermier général et qui ne peut être plus légitimement réprimé que de l'autorité de celle-ci* » (212). Le fermier général Pierre Boyer en ce qui le concerne déplore les lenteurs de la procédure : « *Il est impossible, observe-t-il en 1689, que l'appel soit jugé de trois ou quatre mois* ». Au Puy la ferme « *dépérirait* » si l'on ne recourait à un « *remède plus prompt* » (213).

Dans le deuxième quart du XVIII^{me} siècle cependant une réaction se dessine contre les empiètements de la Cour des Aides sur la juridiction

(207) Sur tous ces points, Cf *supra* pp. 286 sq.

(208) Cf. ordonnances, déclarations et édits cités p. 388 sq. de même ordonn. juil. 1681 (titre commun, art. 36, 50) et févr. 1687 (titre XII, art. 1^{er}). L'appel n'est pas suspensif, car il s'agit des « *deniers et affaires* » du roi (Commission 12 juil. 1585 et 21 juil. 1588 : *Aude* VII-C-6 ; *Hte-Gar.*, C-2196 ; Cf. également La Coste, *op. cit.*).

(209) *Hte-Loire*, C-7302.

(210) Les faits ont été exposés : *supra* p. 168.

(211) *Hérault*, B-47883 ; de même en 1669 : *id.* B-47713.

(212) *Hérault*, B-47967.

(213) *Hérault*, B-9293.

du premier degré. La déclaration du roi du 20 janvier 1736, qui cependant admet la compétence exclusive de la cour au regard du contentieux du sous-affermage, est formelle sur le point envisagé : c'est à la Cour des Aides et aux juges ressortissants à la cour qu'il appartient de connaître, au civil et au criminel, des troubles, empêchements et oppositions faits à la levée des droits, même « avec attroupement et port d'armes », sans toutefois que la cour « puisse connaître en première instance d'aucunes des affaires qui sont de sa compétence, lesquelles ne pourront y être portées que par appel des jugemens qui auront été rendus par les juges à elle ressortissans » (214). Aussi bien le fermier de l'équivalent s'étant pourvu directement devant la cour en 1737 en alléguant l'incompétence du sénéchal du Puy, conservateur du droit, le conseil d'Etat juge conformément à l'avis de Bernage qu'en dépit des voies de fait commises sur la personne des agents du fermier, celui-ci n'est pas en droit de sauter un degré de juridiction (215). Quelques années plus tard (1741) le même fermier ayant fait assigner devant la cour quelques habitants de Castelnaudary qui s'étaient opposés par la force aux exercices des commis, et la cour ayant retenu la connaissance de la cause, l'intendant ne cache pas son irritation : « Il paraît bien évident que la cour a formellement contrevenu à la déclaration du 20 janvier 1736 et il est d'autant plus important d'en maintenir l'exécution que cette compagnie s'en écarte trop aisément pour paraître aussi disposée qu'il serait désirable à se renfermer dans les bornes que le conseil a prescrites à sa juridiction » (216). L'arrêt rendu par la cour le 21 novembre 1741 sera cassé par le conseil le 8 mai 1742, et le jugement de l'affaire sera confié en dernier ressort à l'intendant (217). La compagnie parisienne adjudicataire de la levée de l'impôt en 1755 reprend cependant l'offensive. Sur requête du fermier général Pierre Saint, prête-nom de la compagnie, la Cour des Aides, rend un arrêt de règlement le 10 juin 1755 par lequel elle se réserve d'informer directement des « émeutes populaires » (218). La réaction des Etats, hostiles par principe à la compagnie fermière, est vive — on s'en sera pas surpris ; d'autant que les fermiers ne peuvent « poursuivre aucun arrêt de règlement » avant que l'assemblée ait délibéré sur le sujet (219). L'archevêque de Narbonne conseillé par les avocats de la province donne l'ordre au syndic général de faire opposition à l'exécution de l'arrêt (220), ce qui n'empêche pas le fermier de se pourvoir directement devant cette dernière lorsque les habitants de Bez en mars 1756 font un mauvais parti aux commis (221). La cour en tout cas fait droit à la requête du syndic (17 janvier 1758) en ordonnant l'application de l'ordonnance de juin 1681 et de la déclaration du 20 janvier 1736 (222). Ajoutons que le roi dans l'article 15 de la déclaration du 7 décembre 1758 portant

(214) Décl., art. 63 et 70 (*Hérault*, A-68).

(215) *Arch. Nat.*, H-1073, 57.

(216) *Arch. Nat.*, H-824, 48.

(217) *Arch. Nat.*, H-824-75.

(218) *Hérault*, A-70.

(219) Cf. *supra* p. 72.

(220) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f^o 150 sq.)

(221) *Hérault*, B-9081.

(222) *Hte-Gar.*, C-25, f^o 41.

règlement entre les Etats et la cour montpelliéraine (223) confirme sur le point envisagé les dispositions de la déclaration de janvier 1736.

Dans les dernières années de l'Ancien Régime enfin la question est à nouveau débattue. Et certes il y a des raisons à cela. Les voies de fait contre les commis se multiplient, au point que l'arrivée des agents du fermier dans un lieu suffit à déclencher une émeute. Le courant d'opinion favorable à l'attribution des « *causes majeures* » à la cour souveraine se ranime, et le 1^{er} octobre 1779 la cour enlève aux conservateurs la connaissance des « *rébellions avec attroupement et émotion populaire* » survenues à Montpellier, centre de la contrebande à main armée, pour attribuer cette connaissance au plus ancien officier de la cour se trouvant de service au bureau (224). Mais les Etats veillent, et le 21 décembre 1780 ils condamnent la décision de la cour, « *littéralement contraire* » à la déclaration du 20 janvier 1736 et au règlement de l'équivalent (225). La cour, précisons-le immédiatement, fera droit à la requête en opposition du syndic général (226). Quant à l'assemblée provinciale, incontestablement fondée dans cette affaire à invoquer l'article 56 du règlement de l'imposition (227), elle se rend compte cependant de l'insuffisance du texte. Le règlement à compter de 1780 précisera donc que la compétence des conservateurs s'étend à « *tout ce qui a rapport à l'exploitation de la ferme, tant au civil qu'au criminel, même pour prétendu trouble et rebellion causés avec attroupement* » (228).

II. — LE CONTENTIEUX DE L'ADMINISTRATION DE LA FERME

Cette partie du contentieux est la seule qui soit expressément attribuée aux conservateurs au XVI^{me} siècle. Mais la Cour des Aides n'hésite pas à empiéter sur la juridiction du premier degré. Notamment lorsqu'à propos d'un différend entre fermiers elle est appelée à trancher un conflit de juridiction entre les conservateurs et d'autres juges, volontiers elle retient la connaissance de la cause (229). Néanmoins ce sont les conservateurs qui d'une manière générale connaissent des procès entre fermiers. Le témoignage de Paul-Barthélémy Bornier, titulaire de l'office à Montpellier à l'extrême fin du XVI^{me} siècle, est formel sur ce point (230). Encore convient-il de s'entendre sur le sens du mot « *fermier* ». Car la compétence de la Cour des Aides en cas de litige consécutif à la réadjudication du bail par une assemblée diocésaine est incontestée au XVI^e siècle ; et la cour en exerçant sa juridiction est tout

(223) *Hérault*, A-70.

(224) *Hte-Gar.*, C-2423, f^o 189.

(225) *Hte-Gar.*, C-2423, f^o 189.

(226) Arrêt 23 sept. 1782 (*Hérault*, A-121, f^o 146).

(227) Cf. *supra* p. 387, le texte de l'article.

(228) P-V 30 déc. 1780 (*Hte-Gar.*, C-2423, f^o 270) ; Règl. 1780 (art. 61) ; 1787 (74).

(229) *Gard*, E-781, f^o 146, 318 v^o, 359 v^o.

(230) *Hérault*, B-22, f^o 41.

naturellement amenée à départager les adjudicataires ou fermiers successifs (231). En ce sens La Coste est fondé à écrire en 1615 : les différends « *de fermier à fermier* » vont à la Cour des Aides. Par contre, poursuit notre auteur, « *si c'est de sous-fermier à sous-fermier, cela se traite pardevant les juges conservateurs et de mesmes entre fermier et sous-fermier* » (232). Au début du XVII^{me} siècle cependant l'affermage en bloc se généralise ; mais l'entreprise est toujours considérée comme étant délivrée par diocèse, ce qui explique l'emploi du mot « *fermier* » par La Coste pour désigner les fermiers diocésains. En fait la Cour des Aides, en jugeant les fermiers diocésains, juge les ayants-cause du fermier général. Sans doute pendant un certain temps continue-t-elle d'intervenir uniquement en appel des délibérations des assemblées diocésaines, partant sans empiéter sur la juridiction des conservateurs ; et c'est ainsi qu'en 1621 le fermier du diocèse de Mende Jacques Maistre n'ayant pas donné caution aux Etats du Gévaudan, ces derniers ayant en conséquence adjugé l'affaire à Pierre Barthélémy, Maistre fait appel de la décision de l'assemblée et de la réadjudication (233). Mais trois ans plus tard l'un des concurrents dans le même diocèse, Jean Barbut, « *relève appel d'une délibération prise entre les associés à l'affermement générale* » : en réalité les fermiers généraux avaient sous-affermé l'entreprise à Pierre Gisquet pour 21.000 livres ; Barbut offre 22.000 livres... et la cour le 11 décembre 1624 casse le bail passé avec Gisquet et ordonne aux fermiers généraux de traiter avec Barbut (234). On peut dès lors considérer qu'une partie, et non la moindre, du contentieux de l'administration la ferme échappe aux conservateurs. L'évolution en tout cas est accomplie au milieu du XVII^{me} siècle, après le rachat de l'équivalent. C'est alors indiscutablement la Cour des Aides qui connaît à l'exclusion de tous les autres juges, en premier et en dernier ressort, des différends entre fermiers généraux et diocésains et entre fermiers diocésains (235).

Progressivement en outre — à compter du milieu du XVII^{me} siècle — la cour attire à elle en première instance nombre d'affaires de moindre importance, concernant l'administration de la ferme dans des paroisses. En bref ses empiètements sur la juridiction du premier degré ne connaissent pas de limite à cet égard. En 1672 par exemple la cour est saisie d'un litige opposant à propos d'un tiercement le fermier général Populaire au sous-fermier de l'impôt dans les paroisses de Cassagnoles, de Cardet et de Maruéjols (236). Pour le même motif on note un débat en 1677 entre le fermier diocésain de Nîmes et le sous-fermier de la viguerie d'Alès (237) ; un autre en 1695 entre le fermier des vigueries d'Alès, d'Anduze et de Sauve et le sous-fermier de Saint-André-de-Valborgne (238). En plus des contestations sur la validité d'un tiercement ou d'un doublement, les différends relatifs à l'exécution des sous-baux

(231) Cf. *supra* p. 390.

(232) La Coste, p. 105.

(233) *Hérault*, B-32, f° 559.

(234) *Hte-Gar.*, C-2301, f° 66 ; *Hérault*, B-36, f° 611 v°.

(235) *Hérault*, B-742, 743, 744 ; B-9169 ; B-46950 ; B-47717...

(236) *Hérault*, B-2337, 2338.

(237) *Hérault*, B-38559.

(238) *Hérault*, B-9309.

vont directement devant la cour : ainsi le fermier diocésain de Montpellier fait assigner devant cette dernière en 1662 le sous-fermier de la paroisse de Mauguio « *pour une somme d'ue de trois cents et quelques livres* » (239). La cour se prononce sur les non-jouissances invoquées par les sous-fermiers (240), et de même sur les litiges entre fermiers et commis : devant elle par exemple les consuls de Langogne, fermiers de l'équivalent de la ville, plaident en 1708 contre leurs commis, qui réclament le paiement de leurs gages (241). Cette extension de la juridiction de la cour rencontre bien quelque résistance. Une requête adressée par le syndic général au conseil d'Etat en 1734, tendant à ce que « *les juges conservateurs connaissent des baux... faits par le fermier et par les sous-fermiers* » (242) en témoigne. Mais au fond la centralisation de l'administration de la ferme au XVIII^{me} siècle renforce la position de la compagnie montpelliéraine. Finalement le roi (art. 4 décl. 20 janv. 1736) sanctionnera l'usage suivi en la matière en autorisant les fermiers et leurs associés et cautions à « *porter directement* » devant la cour les contestations survenues entre eux « *pour raison de leurs fermes seulement, et des actes ou écrits faits au sujet desdites fermes* » (243). Les Etats iront plus loin en 1741, supprimant l'option et faisant une obligation aux intéressés de plaider en première instance devant la cour (244). Sur ce point comme sur tant d'autres l'incertitude n'a donc pris fin qu'au cours du deuxième quart du XVIII^{me} siècle.

(239) *Hérault*, B-9226.

(240) Pendant un certain temps les Etats de Languedoc ont fait concurrence à la cour sur ce point (Cf. *supra* p. 287).

(241) *Hérault*, B-9152.

(242) *Hérault*, A-214.

(243) *Hérault*, A-68.

(244) Règl. 1741-1747 (art. 58) ; 1754-1762 (59) ; 1768 (58) ; 1776 (56) ; 1780 (61) ; 1787 (74).

L'équivalent dans le budget

Au XVI^{me} siècle et pendant le premier tiers du siècle suivant l'équivalent est étroitement lié dans le budget à un groupe de recettes qui constitueront plus tard l'« *ancienne taille* ». L'aide étant le plus ancien élément du groupe, c'est en somme le système ébauché au XV^{me} siècle qui continue de s'appliquer. Les deniers de l'équivalent trouveront un nouvel emploi dans le deuxième tiers du XVII^{me} siècle, les Etats devant faire face à une dépense considérable : le remboursement des offices d'élus. La province, déclare alors l'assemblée, serait « *réduite à cette extrémité de succomber nécessairement si elle avait à porter par imposition le remboursement desdits élus* » (1). L'équivalent est donc engagé au traitant des offices. Il le restera pendant une vingtaine d'années, après quoi son produit sera compté parmi les « *deniers extraordinaires* » pour être affecté d'abord en totalité au don gratuit, puis à compter de 1719 à plusieurs autres dépenses, dont certaines, causées par les affaires extraordinaires ou par les abonnements de droits, justifieront une augmentation du tarif.

On distingue donc quatre périodes dans l'emploi du produit de l'impôt et, en considérant principalement la plus récente, on a pu écrire que « *le Languedoc, à l'aide (de ce) seul produit, pourvoyait à des besoins nombreux avec une intelligence qu'on ne trouvait pas dans les autres provinces* » (2). De toute façon si l'affectation des fonds est plus souple au XVIII^{me} siècle que ce qu'elle était au XVI^{me}, si d'une manière générale elle s'opère conformément aux vues des Etats de Languedoc, le contrôle du pouvoir central s'exerce aussi strictement, le « *droit de jouissance* » desdits Etats sur l'équivalent n'implique aucunement la libre disposition du produit de l'impôt (3).

(1) P-V 30 nov. 1633 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 179 v°).

(2) Rives P., *op. cit.*, p. 125.

(3) Est-il nécessaire de préciser que les deniers ne peuvent être « *divertis ni employés à un autre usage qu'à leur destination* » ? sur l'interdiction, pour les créanciers particuliers des fermiers, de saisir les deniers de l'équivalent, Cf. arrêts conseil 14 août 1659, 23 août 1662, 20 sept. 1664, 22 oct. 1665, 9 oct. 1708 (*Hérault*, A-36, f° 66 ; A-55, f° 36 ; B-9051, 15.357, 37.335 ; *Hte-Gar.*, C-2196 ; C-2314, f° 90, 170 ; C-2316, f° 41 v° ; C-2353, f° 28 v° ; C-2354, f° 124 ; *Loix municip.* II, titre I, n° III et VI).

CHAPITRE 1

La destination du revenu de l'équivalent au XVI^{me} siècle et au XVII^{me} siècle jusqu'en 1629

Si l'équivalent reste lié à l'aide un nouveau principe s'impose dans la deuxième décade du XVI^{me} siècle : celui de la division du produit de l'équivalent en préciput et plus-value. L'innovation est importante et mérite qu'on s'y arrête, non seulement parce qu'elle jette une vive lueur sur l'administration des finances à cette époque-là, et tout particulièrement sur l'action des Etats de Languedoc en la matière, mais aussi parce que le système de l'« *ancienne taille* » est alors en voie de fixation.

Dans les toutes premières années du XVI^{me} siècle le principe de l'inscription dans le chapitre des recettes d'un fonds de 187.975 livres, constitué par le produit de l'aide et par celui de l'équivalent, est toujours en vigueur. En d'autres termes le produit de l'équivalent vient en totalité en déduction du montant de l'aide, conformément aux règles établies sous Louis XI. Mais il importe de tenir compte, d'une part des rabais consentis à la province par les successeurs de Louis XI — encore qu'il eût été logique de les imputer uniquement sur le montant de l'octroi, dont l'accroissement était à l'origine des récriminations des contribuables — d'autre part de la fantaisie que les gens des finances introduisent dans leurs comptes. En 1504 par exemple l'équivalent étant affermé pour 91.325 livres, il faut pour fixer le montant de l'aide se livrer aux opérations suivantes :

a) Déduire de la somme de 187.975 livres d'une part les 20.000 livres de la « *recherche de Normandie* » (4), d'autre part les 91.325 livres de l'équivalent ; on obtient ainsi le montant brut de l'aide : 76.650 livres.

b) Un rabais de 2 sous 15 deniers pour livre étant accordé par le roi sur la quote-part de l'aide, calculer le montant de ce rabais : 12.455 livres.

(4) Cf. *supra* p. 66.

ETAT DU REVENU DE L'EQUIVALENT DANS LA PERIODE 1500-1628

Début du bail	Revenu annuel (en livres)	Début du bail	Revenu annuel (en livres)
1 ^{er} sept. 1504	91.325	1 ^{er} sept. 1561	140.175
— 1507	102.300	— 1564	148.125
— 1510	104.225	— 1567	166.325
— 1513	113.325	— 1570	160.100
— 1516	116.925	— 1573	152.425
— 1519	124.755	— 1579	118.000
— 1522	124.000		(environ ?)
— 1525	99.950	— 1585	133.661
— 1528	108.075	— 1594	126.900
— 1531	117.200	— 1597	156.828
— 1534	112.700	— 1600	150.000
— 1537	114.850	— 1603	169.500
— 1540	124.525	— 1606	180.000
— 1543	127.925	— 1609	200.500
— 1546	130.200	— 1612	212.100
— 1549	131.425	— 1615	251.000
— 1552	134.950	— 1621	266.000
— 1555	147.125	— 1624	268.300
— 1558	145.000	— 1627	275.000

ETAT DU REVENU DE L'EQUIVALENT PAR SENECHAUSSEE
ET PAR DIOCESE (5)

Début du bail 1^{er} septembre 1504 1507 1531

Revenu annuel (en livres) de l'équivalent.

a) Sénéchaussée de Toulouse :

Diocèse de Toulouse	11.000	14.000	20.100
— Lavar	3.400	3.800	6.525
— St-Papoul	1.350	1.525	2.900
— Montauban	2.225	2.400	4.000
— Rieux-Comminges	1.150	1.525	2.650
TOTAL	19.125	23.250	36.175

b) Sénéchaussée de Carcassonne :

Diocèse de Carcassonne	2.500	2.800	5.025
— d'Alet-Limoux	1.250	1.850	2.225
— de Mirepoix	1.325	1.675	3.000
— d'Albi	9.575	11.125	10.525
— de Castres	3.925	4.125	5.450
— de St-Pons	1.850	2.025	1.975
— de Narbonne	4.150	5.650	5.300
— de Béziers	4.075	4.350	4.150
— d'Agde	2.525	2.600	2.400
— de Lodève	1.900	2.100	2.075 (6)
TOTAL	33.075	38.300	42.125

(5) Hte-Loire, C-7300 ; Hte-Gar., C-2277, fo 450 v^o, 474 v^o.

(6) 1.600 livres après réadjudication sur folle enchère.

c) *Sénéchaussée de Beaucaire* :

Diocèse de Maguelonne	5.250	5.300	5.700
— de Nîmes	7.350	7.550	9.000
— d'Uzès	4.525	4.725	4.725
— de Viviers	7.150	7.625	5.125
— du Puy	7.300	7.575	7.000 (7)
— de Mende	7.550	7.950	8.000
TOTAL	39.125	40.725	39.550
		(8)	

c) Défalquer le rabais de ladite quote-part, afin de déterminer la « *portion* (à laquelle) *revient nettement l'aide* » : 64.195 livres ; en fait le chiffre de 64.694 livres 10 sous 6 deniers figure dans la commission (9), probablement par suite d'une erreur de calcul des gens des finances.

C'est seulement en 1506 que l'on modifie (non intentionnellement, semble-t-il) le mode de calcul traditionnel de l'aide. Un rabais supplémentaire (3 sous 5 deniers pour livre) ayant été accordé à la province, il convenait de le faire porter, comme en 1504, sur la quote-part brute de l'imposition. La contribution à l'aide ainsi eût été de 51.101 livres (10). En pratique il en fut autrement : le produit de la ferme des droits d'équivalent étant inchangé — on entra en 1506 dans la dernière année du bail — les gens des finances jugèrent inutile de se livrer à une opération superflue, et ils défalquèrent purement et simplement le montant du nouveau rabais des 64.694 livres 10 sous 6 deniers imposés l'année précédente (11). Compte-tenu d'une erreur de calcul de 200 livres, commise cette fois au préjudice des intérêts du roi, le montant de l'aide se trouvait réglé à 53.440 livres 7 sous 7 deniers (12) : le nouveau procédé de calcul contribue ainsi à grever plus lourdement le taillable de la province. Le résultat inverse est pourtant enregistré au cours des années suivantes, caractérisées par l'utilisation généralisée du procédé de calcul exposé ci-dessus : il n'est plus question du fonds de 187.975 livres ; dans leur comptabilité les gens des finances se réfèrent exclusivement au chiffre de l'aide de l'exercice précédent, qu'ils modifient proportionnellement à la variation du produit de l'équivalent (13). La plus value de ce produit étant en 1507 de 10.975 livres le montant de l'aide diminue d'autant :

(7) 6.825 livres après réadjudication sur folle enchère.

(8) La levée des droits dans cette sénéchaussée ayant été adjudgée au prix de 40.750 livres, l'entreprise ne sera affermée par diocèse que dans les deux autres sénéchaussées.

(9) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 103.

(10) L'équivalent étant toujours affermé au prix de 91.325 livres, le montant brut de l'aide restait fixé à 76.650 livres, comme en 1504 ; mais il fallait défalquer la somme de 25.549 livres (12.455 livres au titre de l'ancien rabais de 2 sous 15 deniers pour livre, et 13.094 livres pour le nouveau rabais de 3 sous 5 deniers) pour obtenir le montant net de l'aide : 51.101 livres.

(11) D'après le nouveau mode de calcul le rabais (3 sous 5 deniers pour livre de 64.694 livres 10 sous 6 deniers) se monte à 11.051 livres.

(12) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 244.

(13) Variation intervenant tous les trois ans.

53.440 l 7 s 7 d — 10.975 l = 42.465 l 7 s 7 d (par suite d'une erreur cependant la commission porte le chiffre de 42.490 livres 7 sous 7 deniers (14).

En 1510 la plus-value du produit de l'équivalent étant de 1.925 livres, le chiffre de l'aide doit être fixé à :

42.490 l 7 s 7 d — 1.925 l = 40.565 l 7 s 7 d (chiffre porté dans la commission : 40.065 l 7 s 7 d) (15).

En 1513 la plus-value du produit de l'équivalent étant de 9.100 livres, le montant de l'aide doit être ramené à :

40.065 l 7 s 7 d — 9.100 l = 30.965 l 7 s 7 d (chiffre porté dans la commission : 32.240 l) (16).

En 1516 enfin le produit de l'équivalent augmentant de 3.600 livres, le montant de l'aide passe à :

32.240 l — 3.600 l = 28.640 l (chiffre porté dans la commission : 27.840 l) (17).

Contrairement à ce qui s'est passé en 1506 la province tire avantage du nouveau procédé de calcul : c'est qu'en effet le montant du rabais est resté inchangé, en dépit de la réduction progressive du montant de l'aide. Si le rabais avait été fixé d'après le montant brut de l'aide les sommes suivantes eussent été imposées sur la taillable de la province : 43.784 livres en 1507 ; 42.500 livres en 1510 ; 36.434 livres en 1513 ; 34.034 livres en 1516... Or les Etats provinciaux se plaignent, et l'on constate qu'il est question dans leurs doléances de tout autre chose que des quelques centaines de livres imposées indûment en 1507 et en 1513 : « *Combien que aux lettres des commissaires envoyés chaque année aux Etats y ait semblables paroles : rabattu ce que monte l'équivalent qui a cours audit Pays, mais à la vérité n'a pas été rabattu, qui a été et est dommage audit Pays de plus de 100.000 livres pour le passé et pourrait être pour l'avenir charge insupportable* » (18). L'affirmation est gratuite, mais elle témoigne que les Etats ont conscience de l'excessive contribution de la province à la taille. Il est d'ailleurs significatif qu'au moment même où perce leur inquiétude sur l'emploi du produit de l'équivalent, leur intransigeance se manifeste à propos de l'imposition d'une crue — « *la part et portion du Pays de Languedoc selon le vrai département* » ne devant pas excéder 9,972 % de la somme répartie sur le royaume (19). On conviendra d'après le chiffre de la taille des

(14) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 181.

(15) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 217 v°, 240, 261.

(16) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 2 v°.

(17) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 95. On s'explique parfaitement que les gens des finances, harcelés de réclamations (Cf. *infra* p. 404) aient cru en 1516 devoir tenir compte des erreurs de calcul commises dans la fixation du chiffre de l'aide depuis plusieurs triennes. Récapitulons : il avait été perçu au détriment de la province : 25 livres en 1507 et 1.274 l. 12 s. 5 d. en 1513, soit en tout 1.299 l. 12 s. 5 d. Par contre en 1510 c'est le Trésor qui avait été lésé de 500 livres. En 1516, l'« erreur », profitable à la province, portant sur 800 livres, l'équilibre est rétabli...

(18) P-V 18 janv. 1511 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 223).

(19) P-V 22 janv. 1511 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 233).

années 1513 à 1517 (20) que les Etats provinciaux ont motif à se plaindre. Mais il est évident que la surcharge procède de la répartition de l'octroi ou des crues.

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1513

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	3.300.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions Aide ...	32.240 l	
levées sur le taillable: Octroi ..	164.413 l 4 s 6 d	
Crue	89.734 l 11 s 8 d	
TOTAL	286.387 l 16 s 2 d	
		286.387 l 16 s 2 d
b) Produit de l'équivalent	113.325 l	
Montant total de la contribution de la province	399.712 l 16 s 2 d	
soit 12,112 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1514

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	2.800.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions Aide ...	32.240 l	
levées sur le taillable: Octroi ..	164.413 l 4 s 6 d	
Crue	39.888 l 3 s 4 d	
TOTAL	236.541 l 7 s 10 d	
		236.541 l 7 s 10 d
b) Produit de l'équivalent	113.325 l	
Montant total de la contribution de la province	349.866 l 7 s 10 d	
soit 12,495 % de la somme imposée sur le royaume.		

Les récriminations eussent été plus vives si l'assemblée n'avait pas perdu de vue le principe de l'affectation de la totalité du produit de l'équivalent à la constitution du fonds de 187.975 livres. Or l'assemblée a oublié ce principe. Elle a retrouvé par contre le plus ancien règlement de l'équivalent (en vigueur sous Charles VII), ainsi qu'en témoigne la délibération du 18 janvier 1511 : le roi, d'après l'assemblée, prélevant à titre de « *préciput* » sur le produit de l'équivalent la somme de 73.000 livres, seul le supplément doit venir en déduction de la quote-part de taille de la province ; mais « *soit ainsi que depuis longtemps en ça ladite ferme d'Equivalent ait été arrentée plus beaucoup que de 73.000 livres,*

(20) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 2 v^o, 22 v^o, 47, 76 et 95.

et... depuis 9 ou 10 ans en ça plus de 80.000 livres, et en 6 années précédentes 100.000 livres et plus, par quoi le surplus de ladite somme de 73.000 livres doit être rabattu..., toutefois, fait calcul de la somme universelle mise sur tout le Royaume de France et de la vraie portion que le Pays de Languedoc en porte pour sa part..., et... distrait et défalqué les 20.000 livres de la Recherche, les portions de Lyonnais, Forez et Beaujolais quand estoient comprises et confuses en ladite portion de Languedoc, les rabais de 2 sols et 4 sols pour livre faits par le Roi, se trouvait clairement que aux sommes et portions que par ci-devant ont été demandées et levées audit Pays de Languedoc n'est aucunement défalqué ni rabattu ce que ladite ferme de l'Equivalent a plus monté que la somme de 73.000 livres » (21). Ces assertions sont doublement fausses, puisque les gens des finances considèrent le produit de l'équivalent comme formant un tout, dont ils tiennent constamment compte dans le calcul de l'aide (22). Aussi bien les Etats, qui affirment en 1511 leur conviction sur l'origine de l'erreur commise dans la répartition de la taille, perdent-ils progressivement de leur assurance : une enquête est ordonnée en Janvier 1512, sans résultat — « Faute des pièces » (23) — et l'on enjoint vainement à plusieurs reprises aux membres de l'assemblée, tout particulièrement aux consuls des villes principales de « trouver les documents pièces ou mémoire » indispensables (24). Finalement on se résout à promettre mille livres à qui découvrira l'erreur ; et quant à celui qui « clarifiera » les comptes et « fera apercevoir n'y avoir point d'erreur », il sera payé de ses peines (25).

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1515

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	2.900.000 l
Contribution effective de la province :	
a) Détail des impositions Aide	32.240 l
levées sur le taillable Octroi ...	214.273 l 8 s 6 d
TOTAL	246.513 l 8 s 8 d
	246.513 l 8 s 8 d
b) Produit de l'équivalent	113.325 l
Montant total de la contribution de la province	359.838 l 8 s 8 d
soit 12,408 % de la somme imposée sur le royaume.	

S'il n'est pas niable que cette agitation incite les gens des finances à mettre de l'ordre dans leur comptabilité, notamment à corriger les erreurs commises depuis 1507 dans le calcul de l'aide, il s'en faut que

(21) *Hte-Gar.*, C-2276, f° 223 sq.

(22) On rappellera d'ailleurs que le procédé de calcul employé à cette époque par les gens des finances avantage la province.

(23) P-V 13 janv. 1512 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 245 v°).

(24) P-V 13 janv. et 27 oct. 1512 (*Hte-Gar.*, C-2276, f° 245 v°, 270) et 18 nov. 1513 (*id.*, C-2277, f° 14).

(25) P-V 4 oct. 1514 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 34).

le résultat corresponde aux aspirations de l'assemblée : à compter de 1516 la province est directement redevable au roi d'une partie du produit de l'équivalent, le préciput, seule la plus-value conservant l'ancienne affectation.

La réforme s'accomplit en plusieurs étapes, car tout d'abord les gens des finances ne semblent pas avoir songé à tirer parti de l'ignorance des Etats. Ils n'avaient eux-mêmes qu'une vague connaissance du sujet, ayant pour principe de ne pas s'encombrer de calculs savants dans la fixation de l'aide. Aussi bien pour se justifier en 1515 se contentent-ils d'exposer le détail de leurs comptes, sans commentaire, laissant à l'assemblée le soin d'établir un rapport entre la plus-value (au sens où elle l'entend) du produit de l'équivalent et la somme de 42.675 livres 8 sous 8 deniers qu'ils ont déduite du montant brut de la quote-part de taille de la province (26). L'année suivante (1516) le trésorier général des finances prend lui-même les devants en déclarant avec le plus grand sérieux que la somme de 47.075 livres (27) est effectivement déduite du montant brut de la taille à titre de plus value de l'équivalent ; quant au préciput, son montant est fixé à 69.850 livres pour les besoins de la démonstration, puisque l'équivalent est adjudgé pour 116.925 livres... Il est inutile de souligner l'arbitraire de cette prise de position. D'une part le montant total de la contribution effective de la province à la taille imposée sur le royaume est beaucoup plus élevé que ne le prétend le trésorier. D'autre part la méthode de calcul de l'aide est tout à fait différente, comme on sait, de celle décrite à l'assemblée par le même personnage. En réalité le trésorier combine les chiffres (quand il ne les compose pas) en fonction du but poursuivi — « *montrer au Pays que le surplus de ce que l'équivalent monte plus de 69.850 livres est dûment rabattu de la portion de l'aide* » — et les explications qu'il fournit le 23 octobre 1516 sont des plus confuses (28). Le trésorier est mieux informé en 1518 : « *L'aide et équivalent monte par chaque an 167.975 livres* » (29). Aussi bien le montant de l'aide est-il calculé cette année-là d'après le procédé au point sous Louis XI :

$$167.975 \text{ l} - 116.925 \text{ l} = 51.050 \text{ l.}$$

(26) L'équivalent étant affermé au prix de 113.325 livres, la plus-value du produit de la ferme par rapport au préciput (73.000 livres, suivant les Etats) se monte à 40.325 livres. Or en 1515 pour la première fois les lettres de commission (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 47) révèlent le montant de la quote-part brute de la province de la somme de 2.900.000 livres imposée sur le taillable du royaume : 289.188 livres 8 sous 8 deniers. Comme le montant des impositions (aide et octroi) devant être effectivement levés sur le taillable de la province est fixé par ces mêmes lettres à la somme de 246.513 livres 8 sous 8 deniers les Etats doivent logiquement déduire que l'abattement de 42.675 livres dont bénéficie la province correspond (à deux milliers de livres près) à la plus-value du produit de l'équivalent.

(27) En 1516 la quote-part de la province de la somme de 2.900.000 livres imposée sur le taillable du royaume est toujours de 289.188 livres 8 sous 8 deniers, cependant que l'aide et l'octroi « montent ensemble » à la somme de 242.113 livres 8 sous 8 deniers.

(28) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 88.

(29) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 117.

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1516 (30)

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	2.900.000 l		
Contribution effective de la province :			
a) Détail des impositions Aide	27.840 l		
levées sur le taillable Octroi	214.273 l 8 s 8 d		
TOTAL	242.113 l 8 s 8 d		
		242.113 l 8 s 8 d	
b) Produit de l'équivalent	116.925 l		
Montant total de la contribution de la province	359.038 l 8 s 8 d		
soit 12,380 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1518

Détail des impositions Aide	51.050 l		
levées sur le taillable Octroi	141.203 l		
	TOTAL	192.253 l	192.253 l
Produit de l'équivalent Préciput	69.850 l		
+ Value	47.075 l	47.075 l	
	TOTAL	116.925 l	116.925 l
Montant total de la contribution de la			
province à la taille de 2.400.000 l		239.328 l	309.178 l
			soit
			9,972 % 12,882 %
			de la somme impo-
			sée sur le royaume.

ce qui ne contribue pas pour peu à accroître l'incertitude d'une assemblée qui distingue mal la « *raison pour quoi l'aide est augmentée... de 20.000 livres* » alors que l'équivalent est toujours affermé au prix de 116.925 livres (31). Le trésorier n'a aucune peine à démontrer que l'octroi a diminué à proportion de l'augmentation de l'aide, et que le taux de 9,972 % est appliqué. Il l'est en effet... si l'on veut bien — comme les Etats de Languedoc par ignorance des principes fondamentaux de l'administration financière de la province ont été les premiers

(30) Ce tableau est valable pour l'année commençant le 1^{er} sept. 1517 : l'octroi ne s'élève qu'à 164.113 l. 4 s. 11 d., mais une crue de 49.860 l. 4 s. 2 d. lui est adjointe, soit au total, 214.273 l. 8 s. 6 d. (*Hte-Gar.*, C-2277, f^o 95).

(31) *Hte-Gar.*, C-2277, f^o 116 v^o.

à le suggérer — diviser le produit de l'équivalent en deux parties et faire abstraction du préciput dans le calcul de la cotisation imposée sur le taillable. Sans doute les Etats seront parfois perplexes. Ils enverront même un enquêteur à Paris en 1522 pour « *trouver moyen de savoir le fondement de l'aide et l'équivalent en la chambre des comptes* » (32). Mais tout ce que l'on retrouvera, c'est l'original des lettres données à Tours le 7 février 1493 à l'occasion de la recherche de Normandie (33). Aussi bien les réclamations désormais porteront sur le seul calcul du rabais (34). La destination du préciput en tout cas ne sera jamais discutée.

Ainsi le préciput de l'équivalent constitue un nouvel article de recette, au même titre que l'aide ou que l'octroi. Son montant ne variera pas : 69.850 livres. Quant à la plus-value elle complète l'aide : on voit encore pendant une brève période (1518-1529) l'aide et son complément entrer en compte pour 98.125 livres (167.975 l — 69.850 l = 98.125 l.) ; puis en 1530 les gens des finances perdent de vue l'ancien chiffre de 167.975 livres, ils augmentent de quelques centaines de livres la quote-part de l'aide — « *par inadvertance* », déclarent-ils (35) — et c'est finalement à 100.000 livres qu'est arrêté le compte. Par la suite une certaine fantaisie se

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1519

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	2.400.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions	Aide	43.220 l
levées sur le taillable	Octroi	141.203 l 4 s 4 d
	TOTAL	184.423 l 4 s 4 d
		184.423 l 4 s 4 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput	69.850 l
	+ Value	54.905 l
	TOTAL	124.755 l
		124.755 l
Montant total de la contribution de la province	309.178 l 4 s 4 d	
soit 12,882 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1522

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	2.400.000 l
Contribution effective de la province :	

(32) P-V 7 sept. 1521 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 202 v°).

(33) Le document pieusement est mis « *au coffre du pays* » à Montpellier (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 258 v°).

(34) P-V 23 oct. 1525, 26 mars, 17 et 22 août 1527 (*Hte-Gar.*, C-2277, f° 354, 365, 372).

(35) *Hte-Gar.*, C-2277, f° 441 v°.

a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide	43.975 l	
	Octroi	141.203 l 4 s 4 d	
	TOTAL	185.178 l 4 s 4 d	185.178 l 4 s 4 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput	69.850 l	
	+ Value	54.150 l	
	TOTAL	124.000 l	124.000 l
Montant total de la contribution de la province			309.178 l 4 s 4 d
soit 12,882 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1526

Chiffre de la taille imposée sur le royaume			2.661.000 l
Contribution effective de la province :			
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide	68.025 l	
	Octroi	167.230 l 17 s	
	TOTAL	235.255 l 17 s	235.255 l 17 s
b) Produit de l'équivalent	Préciput	69.850 l	
	+ Value	30.100 l	
	TOTAL	99.950 l	99.950 l
Montant total de la contribution de la province			335.205 l 17 s
soit 12,446 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1528

Chiffre de la taille imposée sur le royaume			2.661.000 l
Contribution effective de la province :			
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide	59.900 l	
	Octroi	227.063 l 10 s	
	TOTAL	286.963 l 10 s	286.963 l 10 s
b) Produit de l'équivalent	Préciput	69.850 l	
	+ Value	38.225 l	
	TOTAL	108.075 l	108.075 l
Montant total de la contribution de la province			395.033 l 10 s
soit 12,114 % de la somme imposée sur le royaume.			

manifeste encore dans le calcul de la taille — à propos des 20.000 livres de la recherche — mais les innovations, contre lesquelles les Etats s'insurgent, sont sans conséquence (36). Au milieu du XVI^m siècle le montant de l'octroi est déjà définitivement arrêté, tout accroissement de taille, ou crue, faisant l'objet d'une demande distincte (37) ; et cette demande à compter de 1557 est elle-même invariable. Dès lors l'aide, le préciput et l'équivalent, l'octroi et la crue forment un chapitre fixe du budget, que l'on désignera plus tard par l'expression d' « *ancienne taille* ». Il est évident que dans un tel système le produit de l'équivalent, en augmentation constante, va prendre une importance de plus en plus grande : effectivement à la veille des guerres de Religion, le montant et le rôle du préciput restant inchangés, la plus-value se monte à près de 100.000 livres, constituant ainsi la presque totalité de l'aide (38).

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1530

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	3.061.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable		
Aide	61.775 l	
Octroi	205.244 l 7 d	
TOTAL	267.019 l 7 d	267.019 l 7 d
b) Produit de l'équivalent		
Préciput	69.850 l	
+ Value	38.225 l	
TOTAL	108.075 l	108.075 l
Montant de la contribution de la province	375.094 l 7 d	
soit 12,253 % de la somme imposée sur le royaume.		

(36) Entre 1542 et 1554 l'aide et la plus-value de l'équivalent forment la somme de 120.000 livres, mais en contrepartie le montant de l'octroi est diminué de 20.000 livres. Sur les protestations des Etats, Cf. *Hte-Gar.*, C-2278, f^o 24^v, 301 v^o ; C-2279, f^o 1 v^o, 78 v^o sq. En 1554 tout rentre dans l'ordre : l'aide et la plus-value forment à nouveau 100.000 livres, cependant que le montant de l'octroi passe de 259.699 à 279.699 livres.

(37) En 1541 les Etats protestent contre le fait que le montant de l'octroi et celui de la crue sont « *mêlés en une même somme* » (*Hte-Gar.*, C-2278, f^o 133 v^o, 156 v^o). Leurs réclamations sont entendues, et le montant de l'octroi est par la suite fixé indépendamment de celui de la crue.

(38) En 1564 la plus-value du produit de l'équivalent se monte à 78.275 livres, et l'aide à 21.725 livres (*Hte-Gar.*, C-2281, f^o 222 sq.) ; trois ans plus tard la plus-value se monte à 96.475 livres, et l'aide à 3.525 livres (*id.*, C-2282, f^o 12 sq.).

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1531

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	3.061.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide 52.650 l Octroi 205.244 l 7 d	
	TOTAL 257.894 l 7 d	257.894 l 7 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput 69.850 l + Value 47.350 l	
	TOTAL 117.200 l	117.200 l
Montant total de la contribution de la province	375.094 l 7 d	
soit 12,253 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1534

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	3.061.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide 57.150 l Octroi 205.244 l 7 d	
	TOTAL 262.394 l 7 d	262.394 l 7 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput 69.850 l + Value 42.850 l	
	TOTAL 112.700 l	112.700 l
Montant total de la contribution de la province :	375.094 l 7 d	
soit 12,253 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1536

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	4.000.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide .. 57.150 l Octroi .. 285.736 l 12 s 6 d	
	TOTAL .. 342.886 l 12 s 6 d	342.886 l 12 s 6 d

b) Produit de l'équi.	Préciput ..	69.850 l	
	+ Value ...	42.850 l	
TOTAL		112.700 l	112.700 l
Montant total de la contribution de la province			455.586 l 12 s 6 d
soit 11,389 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1538

Chiffre de la taille imposée sur le royaume		4.000.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des impositions	Aide	55.000 l	
levées sur le taillable	Octroi	278.881 l 8 s 10 d	
TOTAL		333.881 l 8 s 10 d	333.881 l 8 s 10 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput ..	69.850 l	
	+ Value ..	45.000 l	
TOTAL		114.850 l	114.850 l
Montant total de la contribution de la province			448.731 l 8 s 10 d
soit, 11,218 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1540

Chiffre de la taille imposée sur le royaume		3.700.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des impositions	Aide	45.325 l	
levées sur le taillable	Octroi	248.965 l 8 s 4 d	
TOTAL		294.290 l 8 s 4 d	294.290 l 8 s 4 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput	69.850 l	
	+ Value	54.675 l	
TOTAL		124.525 l	124.525 l
Montant total de la contribution de la province			418.815 l 8 s 4 d
soit, 11,319 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1541

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	4.600.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide 45.325 l	
	Octroi 338.713 l 13 s 2 d	
TOTAL	384.038 l 13 s 2 d	
		384.038 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput .. 69.850 l	
	+ Value .. 54.675 l	
TOTAL	124.525 l	124.525 l
Montant total de la contribution de la province	508.563 l 13 s 2 d	
soit, 11,055 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1543

Chiffre de la taille. Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume. Crue	600.000 l	
Contribution effective de la province.		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide 61.925 l	
	Octroi 258.881 l 8 s 10 d	
	Crue 59.832 l 4 s 4 d	
TOTAL	380.638 l 13 s 2 d	
		380.638 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équivalent	Préciput 69.850 l	
	+ Value 58.075 l	
TOTAL	127.925 l	127.925 l
Montant total de la contribution de la province	508.563 l 13 s 2 d	
soit 11,055 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1544

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	4.000.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide 61.925 l	
	Octroi 258.881 l 8 s 10 d	
Total	320.806 l 8 s 10 d	

L'EQUIVALENT DANS LE BUDGET

413

		320.806 l 8 s 10 d
b) Produit de l'équi.	Préciput 69.850 l	
	+ value 58.075 l	
	Total 127.925 l	127.925 l
Montant total de la contribution de la province	448.731 l 8 s 10 d	
soit 11,218 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1546

Chiffre de la taille imposée sur le royaume	4.000.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des imposi- Aide	59.650 l	
tions levées sur Octroi	258.881 l 8 s 10 d	
taillable.		
	Total 318.531 l 8 s 10 d	318.531 l 8 s 10 d
b) Produit de l'équi.	Préciput 69.850 l	
	+ value 60.350 l	
	Total 130.200 l	130.200 l
Montant total de la contribution de la province	448.731 l 8 s 10 d	
soit 11,218 % de la somme imposée sur le royaume		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1548

Chiffre de la taille. Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume. Crue	600.000 l	
Contribution effective de la province :		
a) Détail des imposi- Aide	59.650 l	
tions levées sur Octroi	258.881 l 8 s 10 d	
le taillable	Crue	59.832 l 4 s 4 d
	Total 378.363 l 13 s 2 d	378.363 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équi.	Préciput 69.850 l	
	+ value 60.350 l	
	Total 130.200 l	130.200 l
Montant total de la contribution de la province	508.563 l 13 s 2 d	
soit 11,055 % de la somme imposée sur le royaume.		

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1550

Chiffre de la taille	Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume	Crue	600.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des imposi-	Aide	58.425 l	
tions levées sur	Octroi	258.881 l 8 s 10 d	
le taillable	Crue	59.832 l 13 s 4 d	
	Total	377.138 l 13 s 2 d	377.138 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l	
	+ value	61.575 l	
	Total	131.425 l	131.245 l
Montant total de la contribution de la province			508.563 l 13 s 2 d
soit 11,055 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1552

Chiffre de la taille	Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume	Crue	1.200.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des imposi-	Aide	54.900 l	
tions levées sur	Octroi	259.699 l 8 s 10 d	
le taillable	Crue	119.934 l 8 s 8 d	
	Total	434.533 l 17 s 6 d	434.533 l 17 s 6 d (39)
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l	
	+ value	65.100 l	
	Total	134.950 l	134.950 l
Montant total de la contribution de la province ..			569.483 l 17 s 6 d
soit 10,951 % de la somme imposée sur le royaume.			

(39) Le taux de la contribution de la province à la taille, précédemment réglé à 9,972 % (le préciput mis à part) accuse une légère augmentation — il passe à 9,994 % — par suite de l'exemption des terres du vicomte de Turenne. On enregistre ainsi un accroissement de 818 livres du montant du principal de la taille (c'est en fait l'octroi, seul élément susceptible de varier en fonction de l'importance de la quote-part de la province, qui supporte le poids de l'augmentation) et un accroissement de 270 livres du montant de la crue.

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1554

Chiffre de la taille	Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume	Crue	1.200.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des imposi-	Aide	34.900 l	
tions levées sur	Octroi	279.699 l 8 s 10 d	
le taillable	Crue	119.934 l 8 s 8 d	
	Total	434.533 l 17 s 6 d	
			434.533 l 17 6 d
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l	
	+ value	65.100 l	
	Total	134.950 l	134.950 l
Montant total de la contribution de la province		569.483 l 17 s 6 d	
soit 10,951 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1556

Chiffre de la taille	Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume	Crue	1.800.000 l	
Contribution effective de la province :			
a) Détail des imposi-	Aide	22.725 l	
tions levées sur	Octroi	279.699 l 8 s 10 d	
le taillable	Crue	179.901 l 13 s	
	Total	482.326 l 1 s 10 d	
			482.326 l 1 s 10 d
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l	
	+ value	77.275 l	
	Total	147.125 l	147.125 l
Montant total de la contribution de la province		629.451 l 1 s 10 d	
soit 10,852 % de la somme imposée sur le royaume.			

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE
COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1557

Chiffre de la taille	Principal	4.000.000 l	
imposée sur le royaume	Crue	600.000 l	

Contribution effective de la province :

a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide	22.725 l		
	Octroi	279.699 l	8 s	10 d
	Crue	59.967 l	4 s	4 d
	Total	362.391 l	13 s	2 d
				362.391 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l		
	+ value	77.275 l		
	Total	147.125 l		147.125 l

Montant total de la contribution de la province 509.516 l 13 s 2 d
soit 11,076 % de la somme imposée sur le royaume.

CONTRIBUTION DE LA PROVINCE A LA TAILLE DE L'ANNEE COMMENÇANT LE 1^{er} SEPTEMBRE 1558

Chiffre de la taille imposé sur le royaume	Principal	4.000.000 l		
	Crue	600.000 l		
Contribution effective de la province :				
a) Détail des impositions levées sur le taillable	Aide	24.850 l		
	Octroi	279.699 l	8 s	10 d
	Crue	59.967 l	4 s	4 d
	Total	364.516 l	13 s	2 d
				364.516 l 13 s 2 d
b) Produit de l'équi.	Préciput	69.850 l		
	+ value	75.150 l		
	Total	145.000 l		145.000 l

Montant total de la contribution de la province 509.516 l 13 s 2 d
soit 11,076 % de la somme imposée sur le royaume.

Pendant les guerres de Religion les modifications apportées au système sont plus apparentes que réelles : en 1576 notamment les circonstances ne permettant pas l'adjudication de l'équivalent, les gens des finances se contentent de reproduire la commission expédiée l'année précédente (40). Il aurait peut-être mieux valu, comme on l'avait fait six ans plus tôt (41) réserver momentanément la fixation du montant de l'aide. En maintenant fictivement celui-ci à 17.425 livres pendant plusieurs années (42) — solution de facilité sans aucun doute — les gens des finances finissent par s'embrouiller dans leurs comptes (43). Dans l'espoir de clarifier la situation ils en viennent à ne plus faire mention

(40) *Hte-Gar.*, C-2283, f° 185. De même en 1577 (*id.*, f° 215 v°).

(41) *Hte-Gar.*, C-2282, f° 189 sq.

(42) En 1581 et jusqu'en 1584 (*Hte-Gar.*, C-2284, f° 85, 130 sq.).

(43) P-V 11 déc. 1579 (*Hte-Gar.*, C-2284, f° 23).

de l'aide dans la commission de la taille (44). De toute façon on ne saurait s'en tenir au texte des commissions : le pays est profondément divisé, et les assemblées diocésaines à plusieurs reprises (1570, 1575, 1588, 1589) doivent suppléer les Etats incapables d'affermir l'équivalent. En conséquence il appartient à ces assemblées, chacune en ce qui la concerne, de déduire les « *deniers provenant des affermes* » du montant de l'aide (45). L'opération s'accomplit plus ou moins sérieusement et des contestations s'ensuivent. Les députés des diocèses de Narbonne, de Lavaur et de Montauban notamment se plaignent en 1589 d'avoir été excessivement taxés : le diocèse de Narbonne à lui seul aurait été « *surchargé* » de 1.800 écus (46). En fait, alors même que les Etats procèdent à l'adjudication de l'équivalent, la répartition de la taille est critiquée : ce sont les Etats de la Ligue qui en 1593 dénoncent une « *très grande erreur... le Pays n' (étant) aucunement déchargé des deniers revenant bons de l'Equivalent... tellement que par ce moyen les diocèses sont surchargés sur les deniers de l'aide de la somme de 5.000 écus ou plus* » (47) ; les députés des lieux soumis à l'autorité du duc de Ventadour qui en 1596 constatent qu'au département de l'aide et de l'octroi on n'avait rabattu la quote-part des lieux contrôlés par Joyeuse (48) ; enfin les Etats généraux de la province qui à l'extrême fin du XVI^{me} siècle critiquent la « *forme des commissions* », et prétendent que le taillable est « *surchargé* » de la juste portion qui doit être rabattue de l'aide pour la recherche de Normandie (49)...

Ces querelles s'apaisent en même temps que les troubles, et en 1600 -- l'équivalent étant affermé dans des conditions normales -- le retour à l'usage traditionnel s'effectue sans difficulté : la commission (50) fixe le montant de l'aide (déduction faite des 20.000 livres de la recherche de Normandie) à 100.000 livres ; comme la plus-value de l'équivalent se monte à 80.150 livres, c'est en fin de compte la somme de 19.850 livres qui, au titre de l'aide, est imposée sur le taillable languedocien. L'évolution amorcée au cours de la période précédant les guerres de Religion va d'ailleurs se précipiter dans les premières années du XVII^{me} siècle : à compter de 1606 l'augmentation du produit de l'équivalent est telle que l'assemblée des Etats doit se prononcer sur la destination des « *deniers revenant bons au Pays outre et par dessus le préciput et l'aide* ». La décision est ainsi prise de déduire le montant de cette plus-value de celui de l'octroi, traditionnellement fixé à 279.699 livres 8 sous 10 deniers (51).

(44) *Hte-Gar.*, C-2284, f° 168, 220 ; C-2286, f° 23.

(45) Cf. par exemple en 1588 pour le dioc. de Carcassonne : *Aude*, VII-C-5 ; pour celui de Toulouse : *Hte-Gar.*, C-2117.

(46) *Hte-Gar.*, C-2286, f° 43 v°, 71, 81, ~~181~~.

(47) P-V 17 nov. 1593, 14 et 22 nov. 1594 (*Hte-Gar.*, C-2286, f° 277 v° ; C-2287, f° 6, 12 v°).

(48) P-V 20 nov. et 3 déc. 1596 (*Hte-Gar.*, C-2289, f° 16, 48).

(49) P-V 5 janv. 1598 et 13 mai 1599 (*Hte-Gar.*, C-2289, f° 16 v° ; C-2290, f° 50).

(50) *Hte-Gar.*, C-2290, f° 80.

(51) P-V 19 déc. 1608 (*Hte-Gar.*, C-2292, f° 213 v°).

CHAPITRE II

L'engagement de l'équivalent (1630-1656)

L'engagement de l'équivalent est lié aux réformes d'ordre financier entreprises en Languedoc entre 1629 et 1632. Il dure un quart de siècle environ. L'historique de l'événement contribue à faire ressortir l'importance du revenu de cet impôt dans le budget de la province, mais il témoigne aussi que les Etats ont fort à faire pour assurer la conservation des droits de la province.

I. — LA PROVINCE DEPOSSEDEE DE L'EQUIVALENT

Dès avant la fin du premier quart du XVII^m^e siècle le revenu de l'équivalent par son importance excite la convoitise des gens des finances. L'occasion d'exposer leur projet leur est donnée en 1622 aux Etats tenus à Beaucaire après que Rohan et les « *religionnaires* » languedociens eurent déposé les armes. Les « *immenses sommes* » employées pendant les troubles, les « *finances épuisées pour l'entretien des armées* », le fait que « *la province en ait retiré particulièrement le fruit* » motivent la « *demande des Equivalents* », faite par les commissaires royaux : « *le prix revenant desdits Equivalents (devant être) entièrement employé pour la conservation de la Province et pour l'entretien des garnisons que le Roi se résolvait d'y laisser pour empêcher de nouveaux mouvements* » (52). Les Etats mettent cependant très peu d'empressement à délibérer sur un « *sujet aussi grave* » ; au point que les commissaires royaux proposent eux-mêmes d'abandonner le projet — « *si la demande des Equivalents est tellement aigre que les Etats ne puissent l'accorder sans blesser entièrement leur privilège* » — moyennant la constitution d'un fonds pour l'entretien des garnisons (53). Les droits de la province sur l'équivalent font ainsi l'objet

(52) P-V 10 nov. 1622 (*Hte-Gar.*, C-2299, f^o 147) ; Cf. également *HL*, t. **XI**, p. 981.

(53) P-V 17 nov. 1622 (*Hte-Gar.*, C-2299, f^o 155 v^o).

d'un marchandage (54), et l'on peut tenir pour certain que les gens des finances ne mésestiment pas dans leurs calculs l'importance du « *secours* » que représente pour le taillable languedocien le produit de cet impôt. Le duc de Montmorency conviendra d'ailleurs peu après qu'il y avait « *assez d'apparence et de notable augmentation aux finances (du roi) pour le persuader d'ôter cette grâce* » à la province (55). Les événements quelques années plus tard donneront au pouvoir central l'occasion de mettre le projet à exécution.

L'édit de juillet 1629 qui crée un bureau ou siège d'élection dans chaque diocèse de la province suscite de telles réactions de la part des Etats que le roi enjoint à ces derniers de se séparer, avec défense de se réunir à nouveau (56). Les Etats sont ainsi dans l'impossibilité d'affermir l'équivalent pour le trienne devant commencer le 1^{er} septembre 1630. La charge incombe aux trésoriers de France : le 31 août 1630 les trésoriers afferment l'impôt dans le « *diocèse et élection* » de Saint-Papoul à Antoine Hélios, marchand d'Avignonet (57); par contre dans la généralité de Béziers ils optent pour le système de la régie : l'ordre est donné au receveur particulier des tailles de chaque élection de faire la recette des deniers provenant de l'équivalent, et aux consuls des lieux d'en « *tenir contrôle et veiller à la conservation desdits droits et les faire payer auxdits receveurs* » (58). Ce régime sera très provisoire d'ailleurs : le 11 septembre à Lyon des commissaires nommés à cet effet afferment le bloc de l'équivalent à Nicolas Lespicié pour 250.000 livres par an (59). De toute façon seul l'« *intérêt du roi* » est en jeu (60) : la province est dépossédée de l'équivalent.

II. — L'EDIT DE BEZIERS ET LA RESTITUTION DE L'EQUIVALENT A LA PROVINCE

L'établissement des élus sera temporaire : dès 1631 des tractations sont engagées entre les agents du pouvoir central et les députés de la province à la cour en vue de la suppression de ces offices et de la remise de l'équivalent au pays. Un premier traité est conclu le 20 septembre et les Etats ont la permission de se rassembler pour examiner les propositions

(54) « *Les Etats délibèrent sur la demande du Roi, le 26 de novembre (1622), et lui accordèrent la somme de deux cent mille livres de don extraordinaire payable en deux ans par le Trésorier de la Bourse, moyennant quoi les commissaires se désistèrent de la demande de l'Equivalent* » (HL, t. XI, p. 983).

(55) P-V 26 févr. 1627 (Hte-Gar., C-2300, f° 89).

(56) HL, t. XI, pp. 1042-1046; Gachon, *op. cit.* p. 228. Sur la répartition de la taille par les trésoriers, Cf. Arch. Nat., H* 748200, f° 402, 412, 500; Toulouse, AA-24, M6, 48.

(57) Castelnauudary, CC-37, n° 10.

(58) Le Vigan, CC-22, n° 10.

(59) Hérault, A-48, f° 114 v°; A-49, f° 57.

(60) Hte-Gar., C-2292, f° 48.

royales. La discussion cependant traîne en longueur (61), puis est ajournée par suite de la rébellion de Montmorency.

Le roi impose sa volonté par un édit qu'il fait publier au mois d'octobre de l'année suivante (1632) à Béziers où il préside l'ouverture de la session des Etats : la suppression des vingt-deux bureaux d'élection est acquise moyennant le remboursement par la province au traitant Vanel, qui a en fait l'avance au Trésor, de la somme de 3.885.000 livres représentant la valeur des offices et des droits qui leur sont attribués, et le paiement, au même personnage, de 200.000 livres à titre de dommages-et-intérêts — ces sommes devant être imposées sur le pays en quatre années consécutives (62). L'assemblée provinciale et les assemblées diocésaines procèreront donc, suivant l'usage, à la répartition des impositions. Le montant de ces dernières est minutieusement réglé sur celui des dépenses, dont le chapitre le plus important, correspondant aux besoins du roi et aux dépenses de l'Etat, nécessite l'affectation annuelle de 1.050.000 livres. Le montant total des sommes affectées aux autres dépenses (63) excède 1.200.000 livres : « *moyennant lesquelles sommes... le pays demeurera déchargé... de ce qu'il doit payer pour l'octroi, aide, préciput de l'équivalent, taillon & augmentation d'icelui, garnisons... (et) toutes autres choses* ». Enfin, déclare le roi, « *pour faire voir & connoître combien nous désirons le bien & soulagement de ladite province, encore que la ferme de l'équivalent dont nous jouissons aujourd'hui, nous appartienne de toute ancienneté, & que nous en puissions tirer une grande & notable somme en recevant entièrement ledit droit, néanmoins nous avons par ces présentes remis & accordé... audit pays ladite ferme du droit d'équivalent, pour en jouir à l'avenir à commencer au premier jour de l'année prochaine, ainsi qu'ils ont fait par le passé, & pour être en l'assemblée des Etats ledit droit affermé & adjugé en la forme ancienne, & le prix de l'adjudication remis ès mains des receveurs généraux de nos finances de Toulouse & Montpellier, à la décharge & diminution de ladite somme d'un million cinquante mille livres* » (64).

En acceptant même de la considérer comme un acte de générosité du souverain, la remise de l'équivalent à la province ne compense que très faiblement l'augmentation des charges pesant sur le taillable. Nous ne nous étendrons pas sur le mécontentement des Etats exprimé dans leurs doléances en 1632 (65). Retenons seulement que l'assemblée, après avoir protesté contre l'augmentation des impositions, notamment du taillon (art. 9), rappelle (art. 10) que les éléments traditionnels de la taille (aide octroi, crue, préciput de l'équivalent) formaient une somme d'environ cinq cent trente mille livres, « *de laquelle déduit et rabattu les charges qui étaient tant sur les recettes générales que sur les recettes particulières, montant 400.000 livres, il en revenait clair et net à l'Epargne 130.000 livres* ». Or, constate-t-elle, le roi par son édit a « *non seulement augmenté les charges..., accumulé les payements et mortes-payes et autres parties qui se portaient sur les gabelles et rejeté le tout par imposition sur le peuple, mais encore de plus ordonné qu'il sera(it) imposé tous les ans pour être*

(61) *HL*, t. XI, pp. 1051-1053

(62) *HL*, t. XI, pp. 1080-1085

(63) Paiement des gages, mortes-payes, gendarmerie, etc...

(64) *Hérault*, A-49, f° 37.

(65) *Hérault*, A-49, f° 47.

porté net à l'Epargne 1.050.000 livres; (ainsi) la Province se trouve surchargée de 960.000 livres par an sur les matières de deniers qui doivent entrer auxdites recettes générales»; en tenant compte de l'augmentation du taillon et des impositions destinées à faire face aux dépenses des garnisons et des gardes du gouverneur, la surcharge s'élève à 1.301.536 livres.

Quoiqu'il en soit les Etats se préoccupent aussitôt de « *jouir effectivement en entier* » du revenu de l'équivalent : Nicolas Lespicier conserve la direction de la ferme, mais comme le paiement du bail à compter du 1^{er} janvier 1633 est effectué à la décharge de la province, le fermier devra présenter ses quittances aux syndics généraux. En outre le bail devant prendre fin le 31 août 1633, les syndics feront la publicité habituelle afin que l'équivalent puisse être adjudgé dans l'assemblée des Etats qui se tiendra en octobre 1633 (66).

III. — L'ENGAGEMENT DE L'EQUIVALENT

La nécessité de se procurer les capitaux nécessaires au remboursement des élus, tout en assurant le paiement des impositions, contraindra les Etats à envisager une autre solution que l'affermage de l'équivalent. En février 1633 les députés de la province représentent au roi que « *pour plus grande facilité du payement desdites sommes il est besoin d'aliéner le fonds dudit droit, d'autant que le revenu (de la ferme) ne pouvant faire une somme notable que par le temps et en plusieurs années, le soulagement qu'en recevrait le pays serait bien moindre et fort peu considérable à proportion de ce que produira tout d'un coup ladite aliénation, joint qu'ils éviteront en ce faisant les intérêts qu'ils paieraient des sommes qu'ils ne pourraient acquitter qu'en beaucoup d'années* » (67). Le conseil se rend à ces arguments et le roi autorise les Etats, par édit donné à Saint-Germain-en-Laye en février 1633, à « *engager, vendre et aliéner soit en tout ou en partie, à telles personnes que bon leur semblera à temps ou à perpétuité, sous faculté de rachat perpétuel, ledit droit d'équivalent et augmentation d'icelui, si aucune en est faite, au meilleur prix et aux conditions les plus avantageuses qu'il leur sera possible* », les deniers provenant de l'opération devant être versés aux receveurs généraux à l'acquit et décharge des sommes dûes par le pays pour le remboursement des élus (68). L'édit précise que la vente sera faite « *conjointement* » avec l'un des trésoriers généraux de France sous peine de nullité. En fait le roi commettra à cet effet le 17 août 1633 plusieurs personnages « *d'intégrité et capacité* », parmi lesquels les intendants Miron et Le Camus (69). Quant aux Etats, réunis à Montpellier en décem-

(66) P-V 22 oct. 1632 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 146 sq.) ; *Hérault*, A-49, f° 57 v°.

(67) *Hérault*, A-49, f° 83.

(68) *Hérault*, A-49, f° 83. Les trésoriers de la Bourse (créés par l'édit de Béziers) devant avoir le maniement des fonds affectés aux affaires de la province représenteront au roi qu'à leur préjudice l'édit de février 1633 attribue aux receveurs généraux la recette et le maniement des deniers provenant de l'engagement de l'équivalent. Le 16 juillet 1633 le roi fait droit à leur requête (*Hérault*, A-49, f° 48 et 49).

(69) *Hérault*, A-49, f° 85.

bre suivant, ils nomment l'archevêque de Narbonne « *commissaire né de ladite vente* », et ils députent les évêques de Montpellier et de Saint Papoul, les barons de Magalas et de Fabresan, le capitoul de Toulouse, le consul de Montpellier et les députés des diocèses de Montpellier et d'Alès pour faire avec les syndics généraux « *corps de bureau* » avec les commissaires du roi, et procéder à l'engagement de l'équivalent (70).

L'assemblée provinciale règle en même temps les modalités de l'opération : La vente sera faite par diocèse et par paroisse, et non pas en bloc, par généralité ou par sénéchaussée. Les consuls, assesseurs, syndics et diocésains, membres de l'assemblée, seront appelés au bureau pour assister à la vente de l'équivalent de leur ville et diocèse ; ils auront voix délibérative, bien qu'ils ne soient plus en charge à ce moment-là. A cet effet ils se muniront de tous les documents susceptibles d'éclairer les commissaires chargés de la vente, et ils se réuniront avec les prélats et les barons de leur diocèse pour « *concerter avec eux ce qu'ils auront à faire et proposer dans ledit bureau sur le sujet* » (71).

La vente devant être faite à l'encan — « *au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction des chandelles en la manière accoutumée* » (72) — il n'y a pas lieu d'être surpris du refus des Etats d'ouvrir le concours sur le bloc, solution propice aux coalitions d'enchérisseurs. Tout aussi légitime est le souci de l'assemblée de s'informer très exactement du revenu de l'équivalent avant l'opération : il sera d'ailleurs fait commandement à chaque fermier diocésain de présenter à la commission des ventes, dont le bureau siège à Pézenas (73), l'« *état au vrai... du prix des sous-fermes faites aux particuliers des villes, lieux et portions dudit diocèse..., ensemble le livre et papier journal de la régie des lieux tenus et régis par commis* » (74). Enfin des affiches apposées dans les villes et les principales agglomérations de la province (75) précisent la date et le lieu de la mise à l'encan : le 6 mars 1634 à Pézenas (76).

L'opération ne s'effectuera pas sans quelque difficulté. En effet, bien que la province soit déchargée du préciput de 69.850 livres et qu'un fonds spécial soit affecté au paiement des rentes et des gages des officiers, les acquéreurs éventuels s'interrogent sur la valeur réelle du produit de l'équivalent. Au surplus ce dernier sera malencontreusement mentionné dans l'édit de décembre 1633 instituant les offices de contrôleurs des fermes. Aussi bien les intéressés craignent d'être troublés dans leur jouissance par les futurs contrôleurs des fermes et par les propriétaires des rentes assignées sur l'équivalent (77). Les rentiers d'ailleurs s'étaient opposés à l'enregistrement, par la Cour des Aides et par les trésoriers

(70) P-V 2 et 3 déc. 1633 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 183-188).

(71) P-V 2 déc. 1633 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 283).

(72) Extrait de l'affiche (Albi, CC-126).

(73) Dans la maison de M^e François Martin, notaire, rue des Celliers (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 422).

(74) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 422, 428.

(75) Le diocèse d'Albi reçoit soixante affiches imprimées ; celui de Toulouse, quarante ; celui de Lavaur, trente-cinq ; etc... (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 425-427).

(76) Albi, CC-126.

(77) *Hérault*, A-48, f° 27.

de France, de l'édit de février 1633 autorisant l'engagement. Ils réclamaient le remboursement préalable de la somme de 123.339 livres 8 sous 8 deniers qu'ils avaient engagée, faisant valoir leur qualité d'établissements religieux « pour la plupart », et l'impossibilité de « satisfaire aux services divins » sans ledit remboursement (78). La Cour des Aides avait renvoyé les rentiers devant le conseil d'Etat, mais les trésoriers de France de la généralité de Toulouse avaient ordonné le 15 février 1634 que le remboursement serait effectué sur les premiers deniers provenant de la vente, à défaut de quoi les intéressés continueraient de jouir du revenu de l'équivalent (79).

Quelques acquéreurs se présenteront cependant. Louis Salván, receveur des dîmes dans le diocèse d'Albi, Louis Pousoy et Pierre Chambert, bourgeois d'Albi, obtiendront ainsi (le 8 mai 1634) l'adjudication dans le diocèse d'Albi pour 135.000 livres (80). Mais les commissaires chargés de la vente, informés de certaines tractations, retarderont, puis ajourneront la passation des actes malgré les réclamations des adjudicataires (81), et finalement l'affaire sera conduite à Paris par les députés de la province à la cour (82). L'accord est conclu à Fontainebleau le 31 mai. L'équivalent est cédé en bloc à un groupe de personnages dont plusieurs remplissent de très importantes fonctions en Languedoc : la liste publiée ci-après se passe de commentaires. Le nom du traitant des offices d'élus, Vanel, y figure tout naturellement. Le revenu de l'équivalent va lui tenir lieu de rente. Les engagistes sous le nom de Laurent Ardon, bourgeois de Paris, se chargent de la vente « en particulier » de l'équivalent, laquelle

LISTE DES ENGAGISTES DE L'EQUIVALENT (83)

Jean de Miremand, sieur de Cavaignac, conseiller du roi, trésorier général de France dans la généralité de Montpellier.

François de Beaulac, sieur et baron de Montesquieu et de Pezens, conseiller du roi, trésorier général de France dans la généralité de Montpellier.

Antoine de Jouglà, trésorier général de France dans la généralité de Montpellier et intendant des gabelles de Languedoc, conseiller du roi, demeurant à Paris, quai de l'Ecole, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois.

(78) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 80.

(79) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 78-80.

(80) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 126.

(81) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 92, 126 sq.

(82) *Hérault*, A-48, f° 6.

(83) *Hérault*, A-49, f° 35 v°-36, 78-79. La liste ayant été établie en 1648, il va sans dire que certaines indications qui y figurent, concernant notamment l'adresse des personnages ou leur situation de famille, ne sauraient être tenues pour valables pendant toute la durée de l'engagement. Sur les liens de parenté et d'alliance existant entre plusieurs engagistes, Cf. *Hérault* B-9197. On trouvera des renseignements sur plusieurs personnages figurant sur cette liste, notamment sur Daniel Gallières, sur Jean Sartre, sur Pierre Crouzet, sur Pierre de Greffeuille, etc..., dans l'ouvrage de P. Vialles sur *la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier*.

François de Massanne, conseiller, trésorier général dans la généralité de Montpellier.

Jean Peyrat, conseiller, contrôleur général des gabelles de Languedoc, demeurant rue Neuve, paroisse Saint-Eustache.

David d'Azam, conseiller du roi, receveur et payeur des gages des trésoriers généraux de France dans la généralité de Montpellier.

Jean Balthazar, sieur de Malherbe, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de l'Hôtel, demeurant à Paris, faubourg Saint-Germain des-Près, vis-à-vis du pont Rouge, paroisse Saint-Sulpice.

Claude le Ragois, sieur de Bretonvilliers, conseiller du roi, demeurant à Paris, ile Notre-Dame, paroisse Saint-Louis.

Jean le Ragois, son fils, conseiller du roi au parlement de Paris, demeurant place Royale, paroisse Saint-Paul.

Bénigne (ou René) Le Ragois, conseiller du roi, maître ordinaire à la chambre des comptes de Paris, demeurant place Royale.

Alexandre Le Ragois, demeurant à Saint-Sulpice, faubourg Saint-Germain.

Claude Vanel, conseiller du roi, contrôleur général de la Maison et Finances de son Altesse royale Mgr le duc d'Orléans, demeurant rue Neuve des Petits Champs, paroisse Saint-Eustache.

François-Frédéric de Versoris, conseiller secrétaire du roi, demeurant également à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

Pierre de La Serre, conseiller du roi, maître ordinaire à la chambre des comptes de Grenoble, demeurant à Paris, rue de l'Arbresecq, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois.

François de Chovaine, conseiller du roi, demeurant à Paris, ile Notre-Dame.

Charles Du Fresne, sieur de Villeneuve, demeurant cloître Saint-Honoré à Paris.

Demoiselle Jeanne Deschamps, veuve de Jacques Du Vidal, conseiller du roi, contrôleur général des gabelles de Languedoc, demeurant rue Neuve, paroisse Saint-Eustache, à Paris.

Guillaume Falguerolles, maître d'Hôtel ordinaire de Sa Majesté, demeurant faubourg Saint-Germain, à Paris.

Pierre Saulger, conseiller du roi, demeurant rue de Grenelle, à Paris.

Dame Catherine d'Azam, fille et héritière de Jacques d'Azam, veuve de Bernard d'Alsol, trésorier général de France dans la généralité de Montpellier.

Demoiselle Anne de Pirouard, veuve de Charles de Sapt, sieur du Puget, juge-mage dans la sénéchaussée de Limoux.

Raymond Barthe.

Daniel de Gallières, sieur de Lavérune, conseiller du roi, président de la chambre des comptes de Montpellier.

Jean de Sartre, conseiller à la cour des aides de Montpellier.

M^e Bernard Descat, docteur, avocat au parlement de Toulouse.

Pierre Crouset, conseiller du roi, président de la chambre des comptes de Montpellier.

Marc Antoine Du Puy, conseiller du roi, président de la chambre des comptes de Montpellier.

Jean Baptiste de Girard, conseiller du roi, trésorier général dans la généralité de Montpellier.

Pierre de Greffeuille, id.

Dame de Montchat, veuve de Paul Arnaud, Sr. de Lacassaigne, baron du Pouget, trésorier général dans la généralité de Montpellier.

déclare-t-on, ne pourra être faite que par les commissaires à cet effet députés, qui seront tenus de recevoir toutes les enchères, tiercements et doubléments faits devant eux (84). Afin de faciliter la vente par diocèse ville, bourg ou paroisse, le traité prévoit la remise à Ardon de trois mille contrats et d'autant de quittances en blanc, d'un montant total de trois millions de livres. Le prix de vente est en effet fixé à trois millions de livres, mais une remise de sept cent mille livres est immédiatement consentie à Ardon « *en considération du forfait du traité, des frais d'exécution d'icelui, de la taxation des commissaires qui procéderont à la vente et du port et voiture des deniers* ». L'affectation de la somme de 2.300.000 livres et les modalités de paiement sont minutieusement réglées :

— 150.000 livres sont attribuées au roi « *en considération du traité* ». Cette somme est payable en deux fractions égales, l'une à la date de l'arrêt d'homologation du traité, l'autre dans les deux mois de la « *vérification pure et simple* », par la Cour des Aides de Montpellier, de l'édit de février 1633 et d'une déclaration du roi confirmant les engagements pris par les Etats sur la consistance du revenu de l'équivalent.

— 2.042.550 livres seront comptées à M. Louis Lusse, fermier des gabelles de Languedoc, Lyonnais, Dauphiné, Provence et douane de Valence, avant le 1^{er} février 1635, pour partie des avances faites à l'occasion du remboursement des élus.

— 107.450 livres enfin seront versées au trésorier de la Bourse, M^e Lesecq, six mois après la délivrance des quittances de l'équivalent (85).

Le conseil du roi homologue le traité le 17 juin 1634 (86), et il ordonne le même jour aux commissaires chargés de la vente d'expédier les trois mille contrats à Laurent Ardon et les quittances au trésorier de la Bourse (87). De plus le roi par édit rendu à Saint-Germain-en-Laye au mois de Juillet s'efforce d'apaiser les craintes des engagistes relativement au contrôle des fermes et au paiement des rentes. Les engagistes, leurs

(84) *Hérault*, A-48, f^o 6 ; Cf. également *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f^o 110 v^o ; *Hérault*, A-22, f^o 13, 14.

(85) *Hérault*, A-48, f^o 6 sq.

(86) Le roi en profitera pour majorer de 50.000 livres le montant de l'allocation qui doit lui être attribuée. En conséquence la somme à verser entre les mains du trésorier de la Bourse, six mois après la remise des quittances, sera réduite à 57.450 livres (*Hérault*, A-48, f^o 6 sq.)

(87) *Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f^o 94 ; *Hérault*, A-48, f^o 133.

successeurs ou ayants droit sont assurés de jouir pleinement et paisiblement du revenu de l'équivalent comme de leur chose propre, et ce pendant dix ans à compter du 1^{er} janvier 1635; les dix ans écoulés, ils ne pourront être dépossédés qu'en vertu d'un édit bien et dûment vérifié en la Cour des Aides de Montpellier, étant remboursés en un seul paiement de leur finance, frais et loyaux coûts (88). Le 20 novembre 1634 enfin les Etats de Languedoc ratifient le traité « après plusieurs conférences et concertations, grande et mûe délibération » (89). Une certaine opposition paraît s'être manifestée en effet dans l'assemblée : « On demandera sans doute la ratification de la vente de l'équivalent », délibérait le conseil de ville de Toulouse le 3 novembre, juste avant le départ de la délégation aux Etats; « il semblerait pour ce regard d'abord qu'il faille s'y opposer parce que en la dernière tenue des Etats il aurait été délibéré que cette vente y serait faite en détail, néanmoins pour ce que cette délivrance aurait été faite plus pour l'intérêt du particulier que du général... il semble qu'il y a là grande raison de s'opposer à ladite ratification » (90). Ajoutons que l'assemblée provinciale reçut deux offres quelques jours avant de procéder à la ratification; mais que ces offres ne furent pas prises en considération, leur auteur Antoine Girot ayant refusé entre autres choses de présenter des cautions solvables et suffisantes (91).

ETAT DE DISTRIBUTION DE LA SOMME DE 57.450 LIVRES
PAYÉE PAR LAURENT ARDON AU TRESORIER DE LA BOURSE (92)

A l'archevêque de Narbonne, président des Etats et député à la cour, pour le dédommager des dépenses faites à cette occasion	6.000 l.
Au baron de Ganges, pour la même raison	3.000
Au député de Toulouse, pour la même raison	1.500
Au 1 ^{er} consul de Montpellier, pour la même raison ..	1.500
Au syndic général La Mamye, pour la même raison ..	1.500

(88) Edit. juil. 1634 (*Hérault*, A-48, f° 27) enregistré par la Cour des Aides le 21 août : des remontrances seront faites à propos des épices dûs à la cour pour les comptes de l'équivalent et aussi à propos de la réglementation de l'imposition des cabaretiers (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 117). Sur les lettres de jussion expédiées à la cour et l'enregistrement le 24 novembre 1634, Cf. *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 118 sq.; *Hérault*, A-54, f° 80.

(89) *Hte-Gar.*, C-2301, f° 217 v°-221 v°.

(90) *Toulouse*, AA-22, 165. L'attitude de la municipalité toulousaine reflète-t-elle la rancœur de certains capitalistes toulousains qui se seraient volontiers intéressés à l'adjudication de l'équivalent? il n'y a guère de toulousains en effet dans la compagnie de Laurent Ardon; or Louis Salvan, écarté du diocèse d'Albi à la suite de la cession du bloc consentie à Ardon, était précisément soutenu par le banquier toulousain Poussoy (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 126 sq.).

(91) *Hte-Gar.*, C-2301, f° 218-221.

(92) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 104. Etat dressé par l'assemblée provinciale le 1^{er} déc. 1634 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 234 v°, 238).

Au vicomte d'Arpajon, lieutenant général du roi dans la province, en don gratuit pour son joyeux avènement dans la province	6.000
A la vicomtesse d'Arpajon, pour la même raison	3.000
Aux intendants Miron et Le Camus pour leur soin en faveur du pays (3.000 l. à chacun)	6.000
Au sieur Guilleminet, greffier pour le roi aux Etats ..	800
Aux pères Augustins de Béziers	36
Au syndic général de Bardichon (somme dûe après clôture du compte)	8.676 l. 18 s.
Au syndic général la Mothe (id.)	6.928 l. 7 s. 4 d.
Au trésorier de la Bourse François Lesecq (93)	8.683 l. 4 s.
Au greffier des Etats d'Azam (id.)	2.646 l. 8 s.
Au greffier des Etats de Roguier (id.)	952 l.
	57.222 l. 17 s. 4 d.

IV. — L'EXECUTION DU TRAITE CONCLU AVEC LAURENT ARDON

Trois points retiendront notre attention : l'accomplissement réciproque des prestations ; l'opposition des Etats à la perception d'une taxe supplémentaire sur les engagistes ; enfin les abus commis par ces derniers dans l'exercice de leurs droits.

a) L'ACCOMPLISSEMENT RECIPROQUE DES PRESTATIONS

Conformément aux engagements pris Ardon verse la somme de 2.300.000 livres entre les mains des trésoriers de l'Epargne et de la Bourse, et il obtient quittance de la somme de 3.000.000 de livres représentant le prix de l'engagement de l'équivalent (94). Parallèlement trois mille quittances (95) et autant de contrats sont expédiés à Ardon, et l'on

(93) Lesecq ne se contentera pas de cette somme : se prétendant en droit de percevoir 6 deniers pour livre de la somme représentant le prix de vente de l'équivalent, il intentera une action devant le conseil d'Etat. L'assemblée provinciale lui accordera finalement 15.000 livres pour toutes ses prétentions (P-V 23 nov. et 17 déc. 1635 ; *Hte-Gar.*, C-2301, f° 249, 269).

(94) Ardon versa d'abord la somme de 200.000 livres octroyée au roi entre les mains du trésorier de l'Epargne : quittances 24 août et 28 sept. 1634 (*Hérault*, A-48, 133-134). La quittance de 700.000 livres, relative à la remise accordée à Ardon, est du 31 août (*id.*, f° 134). Les trois quittances furent remises au trésorier de la Bourse, auquel il fut directement payé en outre la somme de 57.450 livres (*id.*, f° 134 v°).

Le 11 décembre 1635 les Etats s'inquiètent du retard apporté par Ardon dans la remise au trésorier de la Bourse des quittances de l'Epargne attestant le paiement de la somme de 2.042.550 livres à Louis Lusse ; le syndic général engagera même une instance devant la Cour des Aides pour contraindre Ardon à s'exécuter (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 274 v°), ce qu'il fera le 31 décembre de la même année (*Hérault*, A-48, f° 134 v°).

(95) Le 2 décembre 1634 Théophile Ranchin est commis au contrôle des quittances expédiées par le trésorier de la Bourse aux acquéreurs de l'équivalent (*Hérault*, A-54, f° 83).

procède après les publications traditionnelles (96) aux criées dans les diocèses (97). En général les engagistes donnent à ferme la levée des droits. C'est ainsi qu'Isaac Mas passe des baux dans le diocèse de Mende en août 1634 en tant que procureur de François-Frédéric de Versoris et de Jean Peyrat. L'entreprise est affermée dans la ville du Malzieu et ses dépendances notamment pour quatre ans (1^{er} septembre 1634 - 31 août 1638) au prix de 904 livres par an (98). Elle est également donnée à ferme en 1635 dans la ville de Castelnaudary et dans les paroisses du diocèse de Saint-Papoul (99). L'emploi sur une vaste échelle du procédé de l'affermage expliquerait l'inexécution de l'une des clauses du traité conclu le 31 mai 1634, à savoir la remise au trésorier de la Bourse des ampliations des actes relatifs à la vente de l'équivalent : le 3 décembre 1640 et le 24 décembre 1642 les Etats se plaignent de l'attitude des engagistes à se sujet (100); ils obtiennent même le 23 septembre 1643 un arrêt du conseil enjoignant à Claude Vanel (caution de Laurent Ardon) d'effectuer la remise des pièces en question dans un délai de deux ans (101). En vain : les traitants ne s'exécuteront pas, ainsi qu'en témoignent les délibérations des Etats du 13 mai 1647 (102) et du 4 septembre 1649 (103).

b) L'OPPOSITION DES ETATS A L'ASSUJETISSEMENT DES ENGAGISTES A UNE TAXE SUPPLEMENTAIRE

En 1637 le roi proclame que le droit d'équivalent a été vendu au dessous de sa juste valeur à cause des « *nécessités et affaires pressantes* » de la province : le prix réel (2.300.000 livres) ne correspond même pas — en calculant par capitalisation au denier dix, sur dix ans — à celui du bail passé avec Nicolas Lescquier en 1631 (250.000 livres par an); et « *à le mesurer à celui des fermiers particuliers des diocèses, ledit droit ne saurait revenir au denier 8, qui est une rente excédent de moitié celles qui sont constituées à prix d'argent par les autres sujets, lesquelles rentes ont été réduites au denier 18 par l'édit du mois de mars 1633, voire même celles qui étaient assignées sur ledit équivalent sont réglées au denier 20* » (104). La décision est donc prise de taxer Ardon et ses ayants droits d'un « *supplément de finance* » de un million de livres : moyennant le paiement de cette somme les intéressés continueront de jouir paisiblement du revenu de l'équivalent pendant la période fixée par l'édit de juillet 1634 — dix ans, rappelons-le — et cette période écoulée ils ne pourront en être dépossédés qu'en vertu d'une arrêt dûment

(96) Cf. *Hérault*, B-9291, le P-V des publications effectuées à Alès.

(97) Cf. *Hérault*, B-9291, le P-V de la vente de l'équivalent dans le diocèse du Puy. Quant au sieur Piroard, il se présente en 1637 comme propriétaire de l'équivalent du diocèse d'Alet-Limoux (*Hérault*, B-9162-9166).

(98) *Hérault*, B-9175.

(99) *Aude*, VII-C-10.

(100) *Hte-Gar.*, C-2303, f° 63 v°; C-2304, f° 94.

(101) *Hérault*, A-48, f° 214.

(102) *Hte-Gar.*, C-2304, f° 273 v°.

(103) *Hte-Gar.*, C-2306, f° 220 v°.

(104) Arrêt conseil 13 juin 1637 (*Hérault*, A-48, f° 114 v°).

vérifié et après remboursement du principal et du supplément. En compensation — bien que le roi soit en droit de « *s'approprier ledit équivalent et de le réunir à son domaine* » — il est établi au profit des engagistes une rente annuelle de 20.000 livres sur le fonds des recettes générales de Toulouse et de Montpellier (105).

Les Etats dénoncent aussitôt une mesure dont l'exécution va inévitablement provoquer un recours en garantie des engagistes contre la province. Il s'en faut, ajoutent-ils, que l'engagement soit avantageux pour Ardon et ses associés : la preuve en est qu'ils font « *grande instance* » pour obtenir leur remboursement, « *comme n'étant le revenu annuel équipolent à leur finance pour être ledit droit grandement casuel et sujet à plusieurs non-jouissances* ». Au surplus le roi peut-il disposer d'un bien qui ne dépend pas de son domaine (106) ?

Cette action aboutit quelques mois plus tard : un édit publié à Saint-Germain-en-Laye en décembre 1637 décharge les engagistes de l'équivalent du supplément de finance imposé par l'arrêt du conseil du 13 juin précédent. Toutefois une rente annuelle et perpétuelle de 75.000 livres est constituée au profit des Etats de Languedoc sur le produit des tailles des vingt-deux diocèses, les engagistes de l'équivalent, chacun à proportion de sa part, étant chargés de faire l'avance du fonds jusqu'au rachat de l'équivalent. Les Etats alors jouiront de la rente, dont la constitution, proclame l'édit, ne préjudicie en rien au droit de « *propriété* » du pays de Languedoc sur l'équivalent : celui-ci appartient audit pays depuis son établissement, et il n'a jamais fait partie du domaine royal (107).

c) LES ABUS COMMIS PAR LES ENGAGISTES DANS L'EXERCICE DE LEURS DROITS

Une clause du traité conclu le 31 mai 1634 entre les députés de la province et Laurent Ardon imposait aux engagistes l'obligation de « *garder et observer inviolablement les articles et règlements faits par les Etats* ». Le tarif des droits était indiqué, avec un rappel de l'interdiction de « *lever de plus grandes sommes à peine de concussion* » (108). Ces précautions n'étaient pas inutiles. Le roi lui-même s'était inquiété des abus que pouvaient commettre les engagistes, « *personnes puissantes audit pays* », fort capables de « *s'émanciper et prendre sur nos sujets de plus grands droits que ceux qui s'y sont levés jusqu'à présent* », susceptibles aussi de leur « *donner plusieurs vexations* » (109).

Les engagistes avaient déjà réussi à imposer un procédé nouveau d'évaluation de la consommation particulière des gens tenant « *assiette de buveurs* » (110). Dans l'année qui suit leur entrée en jouissance (fixée, rappelons-le, au 1^{er} septembre 1634) ils manifestent leurs véritables intentions, d'une part en forçant les redevables à leur « *bailler* » les espèces

(105) Arrêt conseil 13 juin 1637.

(106) *Hérault*, B-4, f^o 120 v^o.

(107) *Hérault*, B-4, f^o 130 v^o.

(108) *Hérault*, A-48, f^o 6.

(109) Edit juil. 1634 (Hérault, A-48, f^o 27).

(110) Cf. *supra* p. 178.

d'or au prix de l'épargne et non au prix courant (111), d'autre part en publiant « *certain règlement... contre et par dessus la teneur des anciens articles* », dont « *partie est déguisée et partie supprimée ou entièrement changée* » (112). Le texte diffusé (113) n'est autre en réalité que celui du traité de La Coste, élaboré comme on sait dans un esprit très favorable aux intérêts du fisc. De fait « *la plupart du peuple usant de (ces) articles imprimés dans la croyance que ce sont les véritables sur lesquels il se doit régler... est exposée à plusieurs vexations et contrainte de payer beaucoup plus que ce qui est dû* » (114). Les Etats ordonnent immédiatement aux syndics généraux d'intervenir au procès pendant devant la Cour des Aides entre Laurent Ardon et le syndic de Toulouse (115). Et comme la cour temporise — car « *il y avait plusieurs des présidents et conseillers... parents et alliés desdits acquéreurs* » — l'assemblée prend l'affaire en main et elle arrête le 22 décembre 1638 un ensemble de mesures destinées à obliger les engagistes à respecter leurs engagements. Observant d'abord que les commis, usant d'intimidation afin d'amener les redevables à composition, ne précisent jamais dans leurs exploits la cause de l'accusation, les Etats donnent l'ordre aux syndics de se pourvoir devant la Cour des Aides pour faire cesser cet « *artifice* » : dorénavant « *tous les exploits faits par les commis seront expressément chargés de la fraude dont ils se plaignent et pour quelle sorte de contravention ils font assigner les particuliers* ». Et les consuls, ainsi informés, devront au nom de leur communauté prendre le fait et cause pour les particuliers assignés à tort. La réimpression des « *bons et véritables* » articles est également ordonnée, afin que nul magistrat municipal ne puisse invoquer le prétexte d'ignorance pour refuser d'intervenir. Les engagistes en ce qui les concerne devront préciser leurs intentions au regard du faux règlement (116). Le silence de l'imprimeur Jean Pech aidant (117), ils n'auront aucun scrupule d'ailleurs à affirmer solennellement qu'ils n'ont « *jamais eu connaissance des prétendus articles et règlements* », qu'ils ne s'en sont « *aucunement aidés ni servis* » et qu'ils n'entendent pas : en aider à l'avenir (118).

L'assemblée malheureusement se contente de cette déclaration (119), et elle se désintéresse en fait de l'exécution des autres mesures prévues, encore qu'elle en renouvelle le principe à plusieurs reprises (120). Or les

(111) P-V 7 déc. 1635 (*Hte-Gar.*, C-2301, f° 269 v°) et ordon. commiss. royaux 11 déc. (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 133).

(112) P-V 22 déc. 1638 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 141).

(113) Intitulé « *Règlement des denrées sur lesquelles se doit prendre le droit d'Equivalent, dressé pour la plupart sur les Mémoires et instructions des Etats, et sur les arrêts de la Cour des Aides* » (*Arch. Nat.*, H* 748200, f° 159).

(114) P-V 22 déc. 1638 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 141).

(115) P-V 10 déc. 1636, 1^{re} déc. 1637 et 30 nov. 1638 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 21 v°, 28 v°, 112).

(116) P-V 22 déc. 1638 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 141).

(117) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 523.

(118) *Arch. Nat.*, H* 748200, f° 300 v°, 518 sq., 529 ; *Hérault*, A-48, f° 177 v°.

(119) P-V 17 déc. 1639 (*Hte-Gar.*, C-2302, f° 97).

(120) P-V 2 déc. 1642 (*Hte-Gar.*, C-2304, f° 74), 9 janv. 1646 (*id.*, f° 209), 4 sept. 1649 (*id.*, C-2306, f° 222).

habitants ignorent le contenu du règlement (121) et les commis ne se font pas défaut d'exiger le droit suivant les articles « *supposés et désavoués* », sans rien préciser dans leurs exploits (122). Les viticulteurs débitant leur vin et les maîtres de pension en particulier dénoncent à plusieurs reprises des agissements de la sorte (123). De simples contraventions donnent lieu à des poursuites criminelles (124). Les engagistes obtiennent même un arrêt du conseil le 15 mars 1642 attribuant à la Cour des Aides de Vienne la juridiction souveraine en matière d'équivalent (125) !

Pour décider les Etats à agir il faudra qu'une menace beaucoup plus grave pèse sur le patrimoine de la province...

V. — LE RACHAT DE L'EQUIVALENT

En 1647 le roi « *dans la nécessité des affaires de la guerre et pour la subsistance de ses armées* » aurait fait dessein d'unir l'équivalent à son domaine (126). Les Etats vont donc s'opposer à l'accomplissement de l'opération, lancée en réalité par les familiers du duc d'Orléans dans le but de substituer leur maître à Ardon et à ses ayants droit (127). Au demeurant on s'explique parfaitement que le traitant Vanel, dont les intérêts étaient liés à ceux du duc, et dont on sait qu'il avait avancé au Trésor la finance des offices d'élus, ait intrigué pour conserver la jouissance du revenu de l'équivalent. Cette jouissance ne lui ayant jamais été assurée que pendant dix ans en tant qu'engagiste, il devait tout naturellement s'efforcer en 1647 de ménager l'avenir...

L'assemblée provinciale alertée le 16 mai 1647 nomme douze commissaires (128), qui confirment le 21 du même mois l'extrême importance de l'affaire et l'urgence du rachat de l'équivalent. On s'y résout immédiatement, « *la province ne pouvant éviter que par ce seul moyen son entière ruine qui serait infaillible sans ce remède* » (129). Quant aux engagistes, gravement lésés par l'arrêt du conseil du 3 août suivant, qui attribue au roi trois quartiers du revenu de l'équivalent (130), ils feront cause commune avec les Etats, et à la première occasion ils traiteront avec ces derniers du rachat de l'équivalent (131). Vainement le pouvoir

(121) P-V 4 sept. 1649.

(122) P-V 2 déc. 1642.

(123) Plaintes aux Etats en déc. 1642 (*Hte-Gar.*, C-2304, f° 73), nov. 1643 (*id.*, f° 145), janv. 1646 (*id.*, f° 212 v°), juil., sept. et nov. 1649 (*id.*, C-2306, f° 193, 220 v°, 267).

(124) *Hte-Gar.*, C-2304, f° 74, 145.

(125) *Hte-Gar.*, C-2304, f° 74 v°.

(126) Discours du commissaire Breteuil aux Etats, Carcassonne 20 mai 1648 (*Hte-Gar.*, C-2305, f° 391).

(127) *HL*, t. XIII, p. 273 : « *Le duc d'Orléans visait à cette époque une grosse affaire d'argent sur le Languedoc* ».

(128) *Hte-Gar.*, C-2304, f° 275 v°.

(129) *Hte-Gar.*, C-2304, f° 278 v°.

(130) *Hérault*, A-49, f° 80 v°.

(131) *Hérault*, A-49, f° 35 v°.

central s'efforcera d'empêcher la réalisation d'un accord (132). Le 3 avril 1648 l'assemblée est informée des propositions des engagistes ; le 7 l'affaire est conclue, et les « *articles et conventions* » dressés à cet effet sont lus et « *unanimentement approuvés en pleins Etats* » (133).

Le principe du rachat de l'équivalent par la province est posé, les Etats devant rembourser les trois millions de livres du principal de l'engagement et payer les intérêts, soit (à raison du denier vingt) 575.000 livres. Pour se libérer l'assemblée cède aux engagistes en la personne de leur procureur Bernard Crion, bourgeois de Pézenas, la jouissance du revenu de l'équivalent pendant une durée de huit ans à compter du 1^{er} mars 1648. Le forfait étant conclu sur la base de 300.000 livres par an, les engagistes recouvreront ainsi 2.400.000 livres. Quant au complément, il sera imposé sur la province dans le même temps et versé à Crion par les collecteurs des tailles dans l'ordre suivant : 225.000 livres la première année ; 206.250 livres la seconde ; 187.500 livres la troisième ; 168.750 livres la quatrième ; 150.000 livres la cinquième ; 131.250 livres la sixième ; 112.500 livres la septième ; 93.750 livres enfin la huitième année. Crion de son côté s'engage à donner quittance de 375.000 livres à la fin de chaque année (134), et il offre d'accorder un prêt de 500.000 livres à la province (135).

La ratification du traité sera poursuivie sans délai. Deux membres de l'assemblée — le baron de Ganges et le sieur de Loubatières, consui de Pézenas — iront spécialement à la cour supplier le duc d'Orléans d'« *appuyer de son autorité la justice de cette demande* ». Des suppliques seront également adressés au roi, à la régente, au cardinal, au chancelier, au surintendant, au secrétaire d'Etat La Vrillère, et les commissaires royaux seront priés d'intervenir (136)... Le 18 mai 1648 enfin les députés de la province à la cour sont à même d'informer l'assemblée du résultat de leur mission : après « *beaucoup de rebuts, de soins et de patience* » ils ont obtenu « *tout ce que les Etats pouvaient désirer* » (137). L'arrêt du conseil et la déclaration du roi approuvant le contenu du traité et autorisant son exécution sont effectivement datés du 5 mai (138). La lecture de ces documents est faite dans l'assemblée le 20 (139), et une commission est aussitôt nommée pour conférer avec les engagistes et mettre définitivement au point le texte du contrat (140). Celui-ci sera signé (141) et ratifié le 28 du même mois (142). Ainsi l'action opportune et vigoureuse des Etats, tant dans l'élaboration que dans l'exécution des

(132) Les commissaires du roi procéderont même à l'arrestation des engagistes (*Hte-Gar.*, C-2305, f^o 328-332).

(133) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 332 v^o, 341.

(134) *Hérault*, A-49, f^o 36 v^o.

(135) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 404.

(136) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 341.

(137) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 386.

(138) *Hérault*, A-24, f^o 25.

(139) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 393, 397.

(140) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 404.

(141) *Hérault*, A-49, f^o 80 v^o.

(142) *Hte-Gar.*, C-2305, f^o 413.

mesures (143) — à quoi s'ajoute l'octroi d'« *opulentes gratifications* » (144) — porte ses fruits. En affirmant que « *l'échec des projets du duc d'Orléans sur l'équivalent, malgré le magnifique dédommagement accordé par les Etats, a causé une irritation profonde dans l'entourage du prince* », les auteurs de l'Histoire du Languedoc reconnaissent et exaltent le mérite de cette action (145); et il en est de même du sieur de Breteuil, commissaire du roi, lorsqu'il évoque, le 20 mai 1648, l'heureuse fortune de la province recouvrant la « *possession d'un bien qu'elle semblait par toute sorte d'apparence avoir perdu* » (146).

VI. — LA PROVINCE RECOUVRE LA JOUISSANCE DE SON DROIT

Le 11 décembre 1654 l'archevêque de Narbonne rappelle aux Etats que la province est sur le point de recouvrer son droit d'affermir l'équivalent. En conséquence il invite l'assemblée à « *pourvoir de bonne heure à ce qu'on fasse les proclamations dans tous les diocèses pour faire la délivrance au dernier surdisant* » (147). En fait la province ne recouvrera la jouissance de son droit qu'après avoir déjoué les tentatives des engagistes de prolonger la durée de leur bail, et transigé en fin de compte avec eux.

Un premier jugement avait été rendu au mois de juillet 1654 par la chambre des requêtes de l'Hôtel où le syndic général avait été assigné : le contrat de bail passé le 28 mai 1648 avec Crion était cassé, en même temps qu'étaient confirmés les droits des engagistes sur l'équivalent (148). Mais l'offensive n'avait pas ému les Etats. La Cour des Aides, « *juge naturel* » en la matière, devait d'ailleurs infirmer le jugement des requêtes « *à cause du transport de juridiction* » (149). Néanmoins les

(143) La promptitude dans l'exécution des mesures prises était une condition sine qua non de leur succès. Le baron de Castelnau y fait allusion quelques années plus tard : « *La province pour divers très importants et très justes sujets avait jugé expédient, voire nécessaire, de désengager et retirer au plus tôt et sans délai l'équivalent* » (*Hte-Gar.*, C-2306, f° 130 v°).

(144) « *Tout se termina, comme il arrivait inévitablement dans pareilles circonstances, par d'opulentes gratifications* » (*HL*, t. XIII, p. 273). Le roi reçut 750.000 livres, et le duc d'Orléans 300.000. Quant à l'abbé de La Rivière, chef du conseil du duc, il lui fut accordé 4.000 livres pour le remercier des bons offices qu'il avait déployés en la circonstance (*Hte-Gar.*, C-2305, f° 405-409). Le paiement de ces sommes fut en partie effectué avec les fonds prêtés aux Etats par les engagistes (*id.*, f° 404, 414; *Héroult*, A-49, f° 77 v°).

(145) *HL*, t. XIII, p. 277.

(146) *Hte-Gar.*, C-2305, f° 393. L'archevêque de Narbonne dans sa réponse ne manque pas de souligner que l'autorisation du rachat de l'équivalent est un « *effet de la justice de Leurs Majestés et une suite du contrat d'aliénation à faculté de rachat perpétuel* »; mais que « *néanmoins la province la reçoit comme un bien et une grâce particulière* ».

(147) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 159 v°.

(148) Le syndic général ne s'étant pas présenté à l'audience conformément aux instructions des Etats, le jugement fut rendu par défaut le 30 juillet 1654 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 179; C-2308, f° 53).

(149) Arrêt 28 janv. 1655 (*Héroult*, A-26, f° 7).

engagistes persistent dans leur attitude : ils obtiennent un second jugement des requêtes — contre lequel le syndic général se pourvoit devant la Cour des Aides (150) — et un arrêt du conseil recevant leur opposition à l'exécution des ordonnances prises en vue de l'affermage de l'équivalent (151).

Les pertes subies dans l'exploitation de la ferme par suite de peste, de guerre et de famine fondent leurs prétentions (152), ainsi que la lésion qui aurait vicié leur consentement dans l'accord du 28 mai 1648 : ils y auraient été « *forcés... et même violents, ayant d'ailleurs pris la précaution de faire à ce temps-là quelque acte sur ce sujet pour leur servir en temps et lieu* » (153). On ne peut nier effectivement que le traité ait été conclu dans la crainte d'une intervention du pouvoir central et que des mesures de contrainte aient été prises à l'encontre des engagistes. Du moins les Etats ne semblent pas avoir pu tirer parti des circonstances, étant eux-mêmes en tant que gardien du patrimoine de la province directement menacés par la manœuvre du duc d'Orléans. Les engagistes prétendent cependant que la jouissance du quartier de mars 1656 leur est due, les Etats ayant eux-même « *convenu que leur jouissance commencerait au 1^{er} juin, non au 1^{er} mars comme il était porté par les articles passés avec Crion* » (154). L'assemblée le nie (155). Est-ce à dire qu'elle n'ait jamais envisagé d'indemniser les engagistes ? il est certain que le baron de Castelnau, l'un d'entre eux, s'était refusé à approuver le traité du 28 mai 1648, dont il estimait les conditions « *extrêmement dommageables et désavantageuses* », et qu'il s'y était « *opposé par acte* » ; et que les Etats pour le faire changer d'attitude lui avaient promis la jouissance de l'équivalent du diocèse de Montpellier pendant un an (156). De toute façon en 1655 les Etats croient devoir nommer une commission pour trancher le différend avec les engagistes (157). Et finalement une transaction est conclue le 11 mars, l'assemblée accordant aux engagistes 500.000 livres pour toutes leurs prétentions et demandes (158). Sans aucun doute le remboursement du fonds des rentes constituées en 1637 (159) faisait l'objet d'une de ces demandes. Les engagistes ayant dû verser au Trésor à cette occasion un « *supplément de finance* » de 400.000 livres (160), l'importance de la somme qui leur est attribuée en 1655 s'explique parfaitement.

(150) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 189 v°.

(151) Arrêt conseil 13 févr. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 191 v°).

(152) *Hérault*, B-9032 ; *Hte-Gar.*, C-2307, f° 179.

(153) *Hte-Gar.*, C-2308, f° 53.

(154) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 189 ; *Hérault*, B-9032.

(155) *Hte-Gar.*, C-2307, f° 189.

(156) *Hte-Gar.*, C-2306, f° 130 v°. L'assemblée reviendra par la suite sur sa décision (*id.*, C-2311, f° 113).

(157) *Hte-Gar.*, C-2308, f° 53.

(158) *Hte-Gar.*, C-2308, f° 22 ; la somme de 500.000 livres devait être versée aux engagistes (en la personne des sieurs Peyrat et Gallière) en deux annuités (1656-1657) ; Cf. également *Hérault*, B-47166.

(159) Cf. *supra* p. 429.

(160) *Hérault*, B-9032.

L'opportunité de cette transaction, unanimement approuvée par les Etats sur le moment (161), sera discutée par la suite (162). Le principe toutefois n'en sera pas condamné (163), mais la mis en application suspendue jusqu'à l'exécution intégrale des promesses faites par les engagistes (164). Or le fermier général Raymond Dejean ne peut, dix mois après le commencement de son bail (165), percevoir l'équivalent à Toulouse ainsi que dans plusieurs lieux du diocèse du Puy (166), et Crion n'a pas encore remis au greffier des Etats — comme il s'y était engagé en 1648 et malgré les injonctions qui lui furent renouvelées (167) — la totalité des quittances attestant le remboursement (168). Bien plus certains engagistes « *se faisant fort pour les autres* » ayant dans les quelques jours précédant la transaction « *transporté et délaissé* » leurs droits au roi (169), le conseil d'Etat avait ordonné que les deniers de l'équivalent seraient versés au trésorier de l'Epargne (170). Des saisies furent faites en conséquence (171)... Certes le roi se défendra tout aussitôt de vouloir attenter au patrimoine de la province, et l'arrêt du conseil du 17 mars 1657 ordonnant la levée de toutes les saisies (172), puis la déclaration faite à Toulouse en décembre 1659 confirmeront les droits de la province sur l'équivalent (173). Mais le marquis de Chateaufort et le sieur Descat, deux des engagistes, persisteront à interdire l'accès de leurs terres dans les diocèses du Puy et de Rieux aux agents du fermier, et ils y percevront eux-mêmes l'impôt jusqu'en 1669 (174). On s'explique dans ces conditions que les Etats aient différé et fractionné le paiement de l'indemnité attribuée aux engagistes, et qu'ils en aient réduit le montant proportionnellement à celui des rabais qu'ils durent

(161) P-V 12 mars 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f° 212).

(162) P-V 15 janv. 1656 (*Hte-Gar.*, C-2308, f° 52 v°).

(163) Le 20 janvier 1656 l'assemblée reconnaît que la transaction a été « *prise avec grande connaissance de cause et très prudemment* » (*Hte-Gar.*, C-2308, f° 54 v°).

(164) P-V 21 févr. 1656 (*Hte-Gar.*, C-2308, f° 85).

(165) Fixé, rappelons-le, au 1^{er} mars 1656.

(166) Par suite des agissements de certains engagistes, « *gens de main forte* », tels le vicomte de Polignac et le marquis de Chateaufort (*Hérault*, B-9197), qui — le fait est du moins certain pour le marquis de Chateaufort — tenaient leurs droits du sieur Peyrat (*id.*, B-9287).

(167) P-V 5 nov. 1650 (*Hte-Gar.*, C-2306, f° 21) ; 24 mai 1653 (C-2307, f° 56 v°) 5 janv. 1654 (*id.*, f° 88), 21 févr. 1656 (C-2308, f° 85).

(168) P-V 1^{er} et 2 déc. 1656 (*Hte-Gar.*, C-2309, f° 13 sq.).

(169) *Hte-Gar.*, C-2309, f° 75 v° et 162 ; *Hérault*, A-26, f° 26.

(170) *Hte-Gar.*, C-2309, f° 75 v° et 162.

(171) *Hte-Gar.*, C-2309, f° 75 v°.

(172) Le 16 février 1657 en octroyant au souverain, selon sa demande, la somme de 2.000.000 de livres, les Etats avaient posé comme condition que « *le traité fait sur le sujet de l'équivalent* » (par les deux engagistes) *fût révoqué* » (*Hte-Gar.*, C-2309, f° 76 v°). En ce qui concerne l'arrêt du 17 mars 1657, Cf. *Hérault*, A-26, f° 26 ; *Hte-Gar.*, C-2309, f° 155 v° ; 180 v°.

(173) *Hérault*, A-49, f° 202 v°.

(174) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 106 ; C-2312, f° 150 ; C-2315, f° 78 v° ; C-2316, f° 206 v° ; C-2317, f° 100 ; C-2337, f° 106 ; C-2342, f° 98 v° ; *Hérault*, B-9036, 9200, 9287.

consentir aux fermiers sur le prix des baux (175). Si l'on ajoute qu'il s'éleva plusieurs contestations entre les engagistes (176), on ne sera pas surpris que la liquidation des comptes entre les deux parties soit encore en suspens au début du XVIII^{me} siècle (177).

(175) Le premier versement de 250.000 livres est ordonné par l'assemblée le 3 mai 1657 (*Hte-Gar.*, C-2309, f° 162). L'année suivante l'assemblée se préoccupe du paiement de la seconde fraction (*id.*, C-2310, f° 81 v°, 168 v°, 247), enjoignant constamment au trésorier de la Bourse de « *ne se dessaisir point... qu'à mesure que les engagistes remettraient devers le greffe des Etats leurs contrats et quittances* » (*id.*, C-2309, f° 163 v° ; C-2311, f° 110). En outre l'assemblée retiendra la somme de 17.000 livres sur la première annuité (*id.*, C-2314, f° 25 v°) et diverses autres sommes sur la seconde (*id.*, f° 108 v° ; C-2315, f° 78 v°, 94 v°, 185). Plusieurs règlements interviendront entre les deux parties, notamment en janvier 1675 (*id.*, C-2319, f° 280 v°) jusqu'à une ultime transaction le 1^{er} octobre 1692 aux termes de laquelle l'assemblée reconnaît devoir la somme de 45.088 livres 17 sous 3 deniers (*id.*, C-2337, f° 104).

(176) Ainsi les créanciers du sieur Peyrat, qui avaient reçu procuration des engagistes à l'effet de recouvrer les sommes dues à ces derniers, saisiront les deniers destinés au paiement de la compagnie. Les Etats attendront donc que la chambre des Requêtes se prononce sur la validité de la saisie — ce qu'elle fait le 12 septembre 1692 — pour ordonner le paiement de certaines sommes aux engagistes (*Hte-Gar.*, C-2337, f° 104).

(177) 3.075 livres sont encore dues aux engagistes par les héritiers du trésorier de la Bourse Lesecq le 31 décembre 1699 (*Hte-Gar.*, C-2344, f° 47).

CHAPITRE III

L'affectation du revenu de l'équivalent au paiement du don gratuit (1656-1718)

L'édit de Béziers étant révoqué en 1649 la répartition des impositions s'opère à nouveau suivant les « *anciennes formes* » usitées dans la province (178). Toutefois si l'aide, le préciput de l'équivalent, la crue et l'octroi reprennent leur place dans le budget languedocien, le produit de l'équivalent ne vient plus en déduction de leur montant. L'équivalent est en effet engagé, et c'est sur le taillable qu'est départie la totalité de l'« *ancienne taille* », soit la somme de 529.517 livres (179).

ETAT DU REVENU DE L'EQUIVALENT DANS LA PERIODE 1656-1718

Début du bail		Revenu annuel en livres
1 ^{er} mars	1656	317.800
—	1659	300.000
—	1662	294.000
—	1665	295.000
1 ^{er} janvier	1668	303.000
—	1671	307.000
—	1674	310.000
—	1677	315.000
—	1680	318.000
—	1683	320.000
—	1686	306.000
—	1689	332.000
—	1695	320.000
—	1701	330.000
—	1707	340.000
—	1713	330.000

(178) *Hérault*, B-4, f^o 180 v^o.

(179) Rappelons en effet que le montant de l'aide est fixé à 120.000 livres (il n'est plus tenu compte du rabais de 20.000 livres consécutif à la Recherche de Normandie) ; celui du préciput à 69.850 livres ; celui de l'octroi à 279.699 livres 8 sous 10 deniers, et celui de la crue à 59.967 livres 4 sous 4 deniers. On obtient, en additionnant, la somme de 529.516 livres 13 sous 2 deniers.

Ainsi le préciput n'a plus rien de commun avec l'impôt indirect de l'équivalent lorsque la province recouvre la jouissance de celui-ci, le 1^{er} mars 1656. Le syndic général le marque fortement en 1657, en s'indignant de ce que les propriétaires des rentes assignées sur le préciput fassent saisir les deniers entre les mains du fermier de l'équivalent; les rentiers, déclare-t-il, ne peuvent rien prétendre sur le revenu de ladite ferme, mais « *seulement sur le préciput appartenant à Sa Majesté, et qui est tout distinct et séparé du droit patrimonial de l'équivalent de ladite province* » (180). Quant aux Etats, ils ne manquent pas de tirer argument du fait pour contester aux commissaires royaux le droit de participer à l'adjudication de l'impôt (181), et aux receveurs généraux celui de recevoir le paiement du bail : « *Anciennement, déclare l'archevêque de Toulouse le 30 janvier 1655, les Etats avaient raison de remettre les deniers (de l'équivalent) à la Recette Générale, d'autant que (ces) deniers étaient employés au paiement de l'aide et du préciput de l'équivalent, et le restant en déduction du surplus de l'octroi... Maintenant les Etats sont contraints de (les) employer pour le paiement (du Don Gratuit) qui doit être fait par le trésorier de la Bourse, et par conséquent comme ils changent la destination de ces deniers ils sont obligés de changer l'article (concernant le paiement), en quoi les Receveurs généraux ne reçoivent point de préjudice d'autant que leur recte demeure égale, prenant tout entier l'octroi sur les biens taillables* » (182). Le problème de la destination du produit de l'équivalent est donc résolu : les Etats étant endettés de 1.800.000 livres pour le don gratuit accordé au roi en 1654, le revenu de l'équivalent est affecté au paiement de la dette (183). Incontestablement cette décision est motivée par les circonstances, l'assemblée se réservant le droit de disposer ultérieurement des fonds de façon différente, notamment de les employer « *en diminution du paiement de l'ayde, du préciput et du surplus de l'octroi* » (184). Une partie du produit de l'équivalent servira ainsi à indemniser les anciens engagistes des pertes qu'ils prétendaient avoir subies, évaluées à 500.000 livres (185). Quant à destiner ledit produit au paiement de l'« *ancienne taille* » comme jadis, les Etats prudemment s'en garderont afin qu'il n'y ait aucune possibilité de confusion entre les deniers de l'équivalent et les deniers royaux « *ordinaires* » (186). En quelques années l'usage s'installe

(180) *Hérault*, B-9200.

(181) P-V 17 nov. 1657 (*Hte-Gar.*, C-2310, f^o 35 v^o) et 21 févr. 1661 (*id.*, C-2311, f^o 213 v^o).

(182) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 183.

(183) *Hte-Gar.*, C-2307, f^o 183.

(184) P-V 1^{er} févr. 1655 (*Hte-Gar.*, C-2307, f^o 183 v^o).

(185) Sur la transaction conclue le 11 mars 1655 entre les Etats et les engagistes et les sommes versées à ces derniers, Cf. *supra* p. 434.

(186) Les deniers de la taille (aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent) et ceux du taillon constituent les deniers royaux ordinaires, ainsi dénommés par opposition aux deniers extraordinaires, parmi lesquels figure le don gratuit. Il n'y a pas lieu de s'étendre ici sur la différence existant entre les deux catégories de revenus. Précisons cependant qu'en 1701 l'intendant de Basville, donnant au contrôleur général son avis sur la possibilité pour la province de faire des emprunts dont le paiement serait assigné sur le don gratuit, reconnaît que « *les deniers du don gratuit... ne peuvent être hypothéqués en aucune manière, (le don) étant une concession libre, quit,*

donc d'affecter la totalité du revenu de l'équivalent au paiement du don gratuit : en 1658 des fonds sont encore versés aux engagistes et 200.000 livres seulement (alors que l'équivalent est affermé pour 317.800 livres) sont employées au paiement du don (187). Mais en 1659 c'est la totalité du revenu de l'équivalent (300.000 livres) qui est « retranchée » de la somme de 1.600.000 livres accordée au roi à titre de don gratuit (188). La réforme est accomplie : c'est un « méchant marché » pour le roi, écrira un jour Basville (189).

On verra même en 1660 les Etats affecter au paiement du don gratuit le revenu de l'équivalent des années à venir : le don se monte à 3.000.000 de livres, dont 2.700.000 livres payables dans le courant de l'année. Pour s'acquitter les Etats imposent 1.800.000 livres, les 900.000 livres complémentaires étant réunies de la manière suivante : « Sur la première année (1660) il sera reçu 300.000 livres par le trésorier de la Bourse des fermiers d'icelui (équivalent) quartier par quartier; pareille somme de 300.000 livres sur l'année 1661, que les Etats ont affectée pour le remboursement des trésoriers de la Bourse qui ont prêté ladite somme à la province.. et les 300.000 livres de ladite ferme de l'année 1662 serviront pour le remboursement du prêt que les Etats ont ordonné être fait par la ville de Toulouse et les vingt-deux diocèses de la province, lesquels pour la facilité dudit prêt pourront imposer chacun comme les concerne leur portion de lad. somme s'ils sont en pouvoir de le faire, ou emprunter icelle en affectant le revenu de l'équivalent pour ladite année 1662... lesquels emprunts ne pourront pas excéder la portion que chaque diocèse doit porter desdites 300.000 livres... lesquelles sommes, tant celle de 1.800.000 livres de l'imposition que celle de 900.000 livres seront payées au roi par le trésorier de la Bourse » (190).

Ainsi l'assemblée autorise l'affectation d'un revenu incertain : celui de l'équivalent de l'année 1662. En effet le bail courant expire au mois de février de cette année-là, et l'adjudication du bail suivant n'est pas encore effectuée (comme par fait exprès d'ailleurs le prix de 300.000 livres ne sera pas atteint). En réalité les déclarations des Etats ne doivent pas être prises à la lettre. Les prêteurs ne sont pas particulièrement pressés d'obtenir le remboursement du capital. Aussi bien le revenu de l'équivalent en 1661 viendra-t-il en déduction du don gratuit de l'année (1.000.000 de livres); on n'imposera sur le taillable que la somme de 700.000 livres (191).

Les avances faites par le trésorier de la Bourse en 1660 sont telles pourtant que l'assemblée provinciale affecte la plus grande partie du

par son origine, peut être accordée ou refusée. Au lieu du don gratuit, déclare-t-il, on assigne le paiement sur les autres impositions, comme le préciput de l'équivalent, les deniers de la crue, de l'octroi et de la taule, que l'on appelle « deniers royaux » et qui doivent être nécessairement imposés » (Boislisle, Correspondance... t. II, n° 316). L'intérêt que les Etats de Languedoc pouvaient avoir à ce que le revenu de l'équivalent ne soit pas compris dans les deniers royaux ordinaires est évident.

(187) *Hte-Gar.*, C-2310, f° 90 v°.

(188) P-V 20 mars 1659 (*Hte-Gar.*, C-2310, f° 247, 247 v°).

(189) Mémoire sur le Languedoc, chap. 3.

(190) P-V 27 déc. 1659 (*Hte-Gar.* C-2311, f° 155 v°, 156).

(191) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 326 ; C-2314, f° 59.

revenu de l'équivalent du trienne 1662-1664 à leur remboursement (192). C'est par imposition ou par emprunt que l'on pourvoit au paiement du don gratuit pendant cette période : en 1662 par exemple le montant du don étant fixé à 1.500.000 livres, les Etats décident d'imposer les deux tiers de cette somme et d'emprunter 500.000 livres, le remboursement devant être effectué « *au moyen des 6 deniers pour livre à prendre sur les 20 que les communautés ont faculté de donner pour le droit de collecte* » (193). Toutefois en 1664 une partie du revenu de l'équivalent (192.768 livres) étant en reste, le montant du don gratuit (1.400.000 livres) est diminué d'autant (194). A compter de 1665 enfin le produit de l'équivalent est en totalité constamment affecté au paiement du don gratuit de l'année (195).

Cet emploi pose d'ailleurs un problème assez délicat, tenant au manque de concordance entre les échéances : le trésorier de la Bourse tenu de s'acquitter en douze mensualités (196) alors qu'il reçoit le prix du bail quartier par quartier, est contraint de faire des avances onéreuses pour la province, d'autant plus qu'il importe de pourvoir au « *reculement* » du dernier quartier. On sait qu'en effet le début du bail est fixé au 1^{er} mars dans la période qui suit le rachat de l'équivalent (197). Assez rapidement d'ailleurs l'assemblée remédie à cet inconvénient : à compter de 1668 le début du bail est fixé au 1^{er} janvier. Mais le paiement se fait toujours par quartier et les fermiers disposent de délais. Lorsqu'en outre, prétextant une non jouissance, il diffèrent de remplir leurs engagements — comme c'est le cas en 1659, en 1660, et en 1661 — les avances du trésorier de la Bourse deviennent considérables. En 1661 notamment le trésorier ne reçoit que 252.154 livres 9 sous 6 deniers bien que l'équivalent soit affermé au prix de 300.000 livres. Le paiement du dernier quartier est en outre effectué avec plusieurs mois de retard malgré les mesures prises contre le fermier et ses cautions. Les intérêts de l'avance faite par le trésorier à cette occasion se montent à 2.860 livres (198). On s'explique parfaitement dans ces conditions le peu d'enthousiasme manifesté par l'intendant Basville en 1705 à l'égard du projet de création de nouveaux offices de receveurs généraux en Languedoc : « *Il faut savoir, déclare l'intendant, que le trésorier de la Bourse paye au Trésor royal 3.000.000 de livres pour le don gratuit et que le paiement s'en fait tous les mois, qu'il paye aussi 1.800.000 livres de capitation, en deux termes; qu'il en fait les avances... et (que) les Etats lui en payent l'intérêt. Voilà un*

(192) *Hte-Gar.*, C-2311, f° 324.

(193) *Hte-Gar.*, C-2312, f° 135 v°, 136.

(194) *Hte-Gar.*, C-2314, f° 106 v°.

(195) P-V 13 févr. 1665 (*Hte-Gar.*, C-2314, f° 242) ; 26 févr. 1666 (*id.*, C-2315, f° 130 v°, 131) ; 5 mars 1667 (*id.*, C-2315, f° 251 v°) ; 22 févr. 1668 (*id.*, C-2316, f° 95) ; 7 févr. 1671 (*id.*, C-2317, f° 215) ; etc...

(196) La « *forme de paiement du don gratuit étant contraire à l'usage de la province* », les Etats se sont toujours efforcés, sans succès d'ailleurs, d'obtenir que les sommes accordées ne soient payées qu'aux termes des impositions ordinaires : P-V 2 févr. 1664 (*Hte-Gar.*, C-2314, f° 105-105 v°) ; 26 févr. 1666 (*id.*, C-2315, f° 134) ; 12 déc. 1692 (*id.*, C-2337, f° 18 v°) ; etc...

(197) Sur les difficultés qui s'ensuivent, Cf. *Hte-Gar.*, C-2310, f° 247 v° . C-2314, f° 59.

(198) *Hte-Gar.*, C-2314, f° 59.

paiement de 5.000.000 de livres bien réglé et bien assuré... Si cela est dérangé, il est bien à craindre que les mêmes fonds ne puissent être portés avec la même sûreté » (199). Indépendamment de l'inconvénient que nous venons de signaler, l'affectation des deniers de l'équivalent au paiement du don gratuit est sévèrement jugée par les toulousains pour une raison qui les concerne spécialement. La communauté est abonnée au don gratuit. Elle paie donc l'impôt à part, et de ce fait elle estime que l'emploi du produit de l'équivalent, tel qu'il est réglé par les Etats, ne lui est d'aucune utilité. Le raisonnement est logique, mais il ne produit pas grand effet sur la majorité de l'assemblée : « *C'est assez de grâce pour la ville de Toulouse qu'elle ne paye point les deniers dûs à Sa Majesté par imposition, sans que pour sa commodité il faille priver le reste de la province de l'utilité qu'elle tire de l'équivalent pour diminuer ses dons gratuits* » (200). Et pendant plus d'une demi-siècle l'assemblée provinciale n'envisagera pas un autre emploi des deniers de l'équivalent (201). Précisons qu'elle accorde au roi à compter de 1690 un don gratuit annuel fixe de trois millions de livres.

(199) Boislisle, *Correspondance...*, t. II, n° 852.

(200) P-V 22 janv. 1663 (*Hte-Gar.*, C-2312, f° 229), 20 janv. et 2 déc. 1698 (*id.*, C-2342, f° 89 v° ; C-2343, f° 14), 28 sept. 1701 (*id.*, C-2346, f° 44) et 27 févr. 1776 (*id.*, C-2418, f° 687).

(201) Le montant du don gratuit est imposé sur le taillable, « *déduction faite de l'entier prix de la ferme de l'équivalent* » (*Hte-Gar.*, C-2339, f° 70 ; C-2341, f° 161 v° ; etc...).

CHAPITRE IV

La destination du revenu de l'équivalent après 1718

La décision, prise en 1717, d'« *affermer conjointement avec l'équivalent les 2 deniers pour livre de viande de boucherie attribués aux receveurs des octrois* » met les Etats dans l'obligation de déterminer la consistance exacte du revenu de l'Equivalent. Le produit du pied fourché est en effet destiné au paiement des rentes, et nul dans l'assemblée n'envisage de changer cette affectation. Comme la levée des nouveaux droits est à compter du 1^{er} janvier 1719 affermée pour 354.000 livres par an, on délibère de « *moins imposer* » dans le département du don gratuit la somme de 300.000 livres « *et d'employer 54.000 livres au paiement des rentes* » (202). La décision est importante en ce sens que la part du produit de l'équivalent affectée au don gratuit ne variera plus. Surtout le principe du fractionnement du produit de l'équivalent est posé, et lorsque de nouvelles mesures destinées à augmenter ce produit seront prises les Etats auront à prévoir la destination du supplément de revenu disponible entre les mains du trésorier de la Bourse.

Or la situation financière est franchement mauvaise à la fin du premier quart du XVIII^{me} siècle : la province est endettée de cinquante millions de livres (203), dont elle paie annuellement l'intérêt, soit deux millions de livres; cette charge, ajoutée aux diverses dépenses inscrites dans le budget (don gratuit, taille, taillon, étape, quartiers d'hiver, ustensiles, fourrages, logement des officiers, abonnement des nouveaux offices et droits, milice, travaux publics, etc.) nécessite l'imposition annuelle de sept à huit millions de livres (204). Les Etats de Languedoc s'accordent avec les agents du pouvoir central sur le but à atteindre, au demeurant très ambitieux : « *rembourser les créanciers de la province tout en soulageant les fonds de terre accablés par le poids des impositions, et en secourant les diocèses et les communautés* » (205).

(202) P-V 1^{er} févr. 1719 (*Hte-Gar.*, C-2363, f^o 98).

(203) Le montant des sommes empruntées est fixé à la date du 28 septembre 1729 à 49.105.775 livres 2 sous II deniers :

28.225.512 l. 13 s. 4 d. empruntés par la Province

9.628.034 l. 7 s. empruntés par les diocèses

11.252.228 l. 2 s. 7 d. empruntés par les villes et communautés (*Arch. Nat.*, H-779, n^o 6 ; *Hte-Gar.*, C-2374, f^o 36).

(204) *Arch. Nat.*, H-779, n^o 6.

(205) P-V 14 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f^o 30) et avis de l'intendant de Bernage (*Arch. Nat.*, H-779, n^o 6).

ETAT DU REVENU DE L'EQUIVALENT DANS LA PERIODE 1719-1789

Début du bail		Revenu annuel en livres
1 ^{er} janvier	1719	354.000
—	1725	412.000
—	1731	650.000
—	1737	688.000
—	1743	782.000
—	1749	896.000
—	1755	1.298.000
1 ^{er} avril	1758	1.112.000
—	1764	1.074.000
—	1770	1.108.000
—	1776	1.324.000
—	1782	1.442.000
—	1788	1.376.000

Mais les moyens proposés diffèrent. Le syndic général souhaiterait que la province bénéficie annuellement, pendant dix ans, d'une remise de un million sur le don gratuit, et en outre que les Etats soient autorisés à convertir leurs dettes en rentes viagères jusqu'à concurrence de 4 millions de livres de capital, sinon à emprunter pareille somme à fonds perdu pour éteindre les rentes perpétuelles; toutefois, comme le syndic appréhende que les propriétaires des fonds se trouvent trop chargés par l'intérêt de cet emprunt à fonds perdu, il propose d'augmenter les droits d'équivalent *« pour en porter la ferme au double du prix qu'elle produit actuellement... et d'employer cette augmentation à payer les rentes viagères qui seront constituées par la province. L'extinction qui arrivera successivement de ces rentes à fonds perdu, jointe à la décharge des rentes dont les capitaux seront remboursés au moyen du million de remise sur le don gratuit, soulagera dans la suite les fonds de terre par la diminution des impositions qu'elle procurera »*. L'intendant de Bernage n'est pas de cet avis : l'emprunt de 4.000.000 de livres chargerait la province alors qu'on recherche un *« soulagement prompt et réel »*. Il estime par contre qu'on peut sans inconvénient accroître le revenu de l'équivalent, *« notamment en doublant le droit sur le vin qui est assez abondant dans la province pour ne pas que ce doublement soit à charge aux propriétaires des fonds »*. Mais *« tout ce qu'on en peut espérer est de porter le produit du bail qui est actuellement de 412.000 livres à 600 ou 650.000 livres au plus »* — ce qui est insuffisant. L'intendant propose alors le *« moyen le plus simple, le plus naturel et le moins à charge au peuple »* pour se procurer annuellement un supplément de 300.000 livres, à savoir une *« subvention modique et générale sur tous les vins qui se recueillent dans la province »* (206). D'autres moyens sont également envisagés, car l'assemblée provinciale s'accorde avec l'intendant sur un point : l'impossibilité de *« trouver tous secours dans la seule augmentation de l'équivalent »*. Mais l'assemblée se refuse à grever plus lourdement la production viticole, et pareillement — parce

que la charge retomberait encore sur les propriétaires des fonds de terre — elle s'oppose à l'établissement d'une taxe sur les farines ; quant à imposer un droit d'entrée et de sortie sur les marchandises, ce serait ruiner le commerce. Seul lui paraît acceptable l'établissement d'une crue sur le sel, et souhaitable une diminution des effectifs militaires cantonnés dans la province. Finalement le Languedoc bénéficiera d'une remise annuelle de 800.000 livres sur le don gratuit pendant dix ans à compter de 1730, les fonds ainsi mis à la disposition des Etats étant destinés au remboursement des capitaux empruntés ; quant au taillable, on le secourra en s'aidant du revenu de l'équivalent, dont la « jouissance » est confirmée à la province (207), et qu'on espère, grâce à une majoration sensible et générale des droits, porter à 600.000 livres (208).

La répartition du produit de l'équivalent s'opérera donc à compter du 1^{er} janvier 1731 (début du bail) sur de nouvelles bases. Celles-ci avaient été jetées par l'assemblée provinciale le 14 novembre 1729 (209), et c'est conformément aux vues de cette dernière que le conseil du roi se prononçait quelques jours plus tard (26 novembre), autorisant l'augmentation des droits d'équivalent et prescrivant l'affectation de 300.000 livres dans le département du don gratuit et de 100.000 livres dans celui des Dettes et Affaires de la province ; le surplus devant être réservé au soulagement des diocèses, villes, communautés et particuliers victimes de la grêle, des inondations ou « autres accidents du ciel », ou bien employé en « moins imposé » au profit de la province dans le cas où il n'y aurait lieu à aucune indemnité (210). Précisons immédiatement que le pouvoir central ne cessera pas de contrôler, non seulement l'exécution des opérations prévues par l'arrêt du 26 novembre 1729 et par les arrêts postérieurs renouvelant l'autorisation accordée cette année-là (211), mais également toute affectation de fonds à « d'autres objets

(207) Moyennant 100.000 livres : P-V 3 janv. 1728 et 3 janv. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2372, f^o 43 ; C-2373, f^o 25) et arrêt conseil 19 sept. 1730 (*Hérault*, A-93, f^o 341).

(208) P-V 14 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2314, f^o 30 v^o sq.).

(209) *Hte-Gar.*, C-2374, f^o 41.

(210) *Hérault*, A-93, f^o 278.

(211) L'augmentation des droits d'équivalent ayant été prévue en 1729 pour une période de douze ans (du 1^{er} janvier 1731 au 31 décembre 1742), le conseil d'Etat doit intervenir le 7 nov. 1741 pour proroger cette mesure (*Hte-Gar.*, C-12, f^o 161 ; C-2385, f^o 27 ; C-2386, f^o 25). L'autorisation est à nouveau renouvelée par les arrêts du 5 nov. 1753 (*id.*, C-21, f^o 174 ; C-2396, f^o 63), 15 mai 1761 (*Hérault*, A-109, f^o 9 ; *Hte-Gar.*, C-2403, f^o 193 ; C-2404, f^o 91 v^o) et 25 juin 1768 (*Hérault*, A-112, f^o 75). Par la suite les arrêts du 24 déc. 1774 et du 15 sept. 1775 accordent aux Etats l'autorisation, non seulement de percevoir l'impôt sur le pied réglé en 1729, mais encore de relever le taux des droits grevant le débit de certaines denrées (viande d'agneau et de porc, et poisson) pendant une nouvelle période de six ans (*Hérault*, A-116, f^o 177 ; A-120, f^o 1). Ces différentes mesures seront prorogées jusqu'au 31 mars 1788 par deux nouveaux arrêts, en date du 6 oct. 1781 (*Hérault*, A-120, f^o 129 ; *Hte-Gar.*, C-2423, f^o 270 et s.) et du 24 janv. 1782 (*Hérault*, A-121, f^o 40). Le 14 juillet 1787 enfin le conseil d'Etat intervient pour permettre la continuation de la perception des droits sur le pied réglé par l'arrêt du 26 novembre 1729 et par les arrêts postérieurs, l'assemblée provinciale étant cependant autorisée à dégrever la consommation du poisson et à établir en compensation un droit sur la bière (*Hérault*, A-124, f^o 196). Tous ces arrêts prescrivent l'emploi du produit de l'impôt dans les départements du don gratuit, des Dettes et Affaires et des indemnités.

utiles à la province » — car le « *surplus* » du produit de l'équivalent ne sera que très exceptionnellement versé en totalité au fonds de paiement des indemnités.

Nous envisagerons donc successivement l'emploi du produit dans chacun des départements traditionnels : don gratuit ; Dettes et Affaires ; fonds de paiement des indemnités. Nous traiterons ensuite du problème de l'utilisation du « *surplus* » — ce terme désignant une fraction très importante, sinon la plus considérable du revenu de l'équivalent.

I. — LA PORTION DU REVENU DE L'EQUIVALENT AFFECTEE AU PAIEMENT DU DON GRATUIT

Pour parfaire le paiement du don gratuit en dégrevant d'autant le taillable les Etats prélèvent annuellement sur le revenu de l'équivalent la somme de 300.000 livres.

Cette opération, déjà considéré en 1730 comme « *ordinaire et de tout temps accoutumée* » (212), sera ponctuellement et scrupuleusement exécutée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (213).

II. — L'EMPLOI DU PRODUIT DE L'EQUIVALENT DANS LE DEPARTEMENT DES DETTES ET AFFAIRES DE LA PROVINCE

Le principe de l'affectation annuelle aux Dettes et Affaires de la province d'une somme de 100.000 livres provenant du produit de l'équivalent est posé en 1729. Pendant cinq ans l'assemblée suit les prescriptions du conseil (214), puis on constate qu'elle agit à sa guise : 230.000 livres, 300.000 livres et 200.000 livres sont respectivement destinées aux Dettes et Affaires en 1735, en 1736 et en 1737 (215) ; en 1738, en 1739 et en 1740 au contraire l'assemblée affecte à ce poste seulement le reliquat du produit de l'équivalent, soit respectivement : 95.500 livres, 96.500 livres et 96.000 livres (216). Le contrôleur général alors s'avise de la chose (encore que l'intendant de Bernage se soit efforcé, semble-t-il, de la dissimuler) (217), et il y met un terme. Les dispositions de l'arrêt du 26 novembre 1729 sont d'ailleurs fort opportunément renouvelées par le conseil le 7 novembre 1741 (218).

(212) P-V 14 nov. 1729 (*Hte-Gar.*, C-2374, f° 31).

(213) P-V 5 janv. 1735 (*Hte-Gar.*, C-2377, f° 82) ; 5 févr. 1734 (*id.*, C-2378 f° 126) ; 7 févr. 1735 (*id.*, C-2379, f° 132 v°) ; 4 déc. 1737 (*id.*, C-2382, f° 151) ; 24 janv. 1739 (*id.*, C-2383, f° 80 v°) ; 3 janv. 1765 (*id.*, C-2407, f° 172) ; 2 janv. 1770 (*id.*, C-2412, f° 365) ; 14 févr. 1789 (*id.*, C-2431, f° 329)...

En 1736 et en 1737 exceptionnellement 400.000 livres furent destinées au don gratuit (*id.*, C-2380, f° 258 ; C-2381, f° 157).

(214) Cf. notamment les P-V de la répartition du produit de l'équivalent de l'année 1733 (*Hte-Gar.*, C-2377, f° 82) et 1734 (*id.*, C-2378, f° 126).

(215) Cf. *infra* p. 448.

(216) Cf. *infra* p. 449.

(217) Cf. *infra* p. 449.

(218) *Hte-Gar.*, C-12, f° 161.

Entre 1742 et 1787 les procès-verbaux des Etats (219) témoignent de l'application à peu près constante du principe posé en 1729. On note seulement quelques exceptions :

— En 1768 les Etats avaient été autorisés à prélever 400.000 livres sur le produit de l'équivalent afin de pourvoir au remboursement des capitaux empruntés en vue de la construction et de l'armement d'un vaisseau (220). Comme 300.000 livres suffirent, le complément reçut une autre destination : 94.000 livres furent affectées aux Dettes et Affaires (en supplément des 100.000 livres habituellement réservées à ce poste), et l'on fit don de 6.000 livres à un chef d'industrie particulièrement méritant (221).

— L'année suivante (1769), dernière année du bail, les Etats purent également disposer de la même somme de 400.000 livres : 308.333 l. 6 s. 8 d. durent être affectés au paiement de l'abonnement des dons gratuits des villes et des communautés (222) ; le surplus, soit 91.666 l. 13 s. 4 d., trouva son emploi dans le département des Dettes et Affaires.

— En 1783 le produit de l'équivalent fut affecté aux dépenses prévues : don gratuit (300.000 l.) ; Dettes et Affaires (100.000 l.) ; indemnités (300.000 l.) ; financement des travaux de la route d'Auvergne et de la place Louis le Grand à Montpellier (60.000 l.) ; dons gratuits des villes et des communautés (437.500 l.) ; abonnement des taxes additionnelles aux droits non compris dans les baux des fermes du roi (220.000 l.). Comme il restait 24.500 livres — l'équivalent étant affermé au prix de 1.442.000 livres — on les destina à servir « *en moins imposé* » dans le département des Dettes et Affaires (223).

Après 1787 enfin le revenu de l'impôt diminua. Comme une grande partie des fonds est déjà affectée à des dépenses particulières, seul un reliquat de 38.000 livres peut être destiné aux Dettes et Affaires en général. Le produit de l'équivalent est ainsi réparti (224) :

— Don gratuit	300.000 l.
— Fonds de paiement des indemnités	300.000 l.
— Abonnement des dons gratuits des villes	450.000 l.
— Abonnement des taxes additionnelles aux droits non compris dans les baux des fermes du roi	220.000 l.
— Travaux de la route d'Auvergne et de la place du Peyrou .	68.000 l.
— Dettes et Affaires	38.000 l.
	1.376.000 l.

(219) *Hte-Gar.*, C-2386, f° 108 ; C-2387, f° 98 v° ; C-2388, f° 85 ; C-2393, f° 117 ; C-2395, f° 136 ; C-2398, f° 163 ; C-2405, f° 471 ; C-2415, f° 160 v° ; etc...

(220) Cf. *infra* p. 467.

(221) Cf. *infra* p. 468.

(222) Cf. *infra* p. 460.

(223) *Hte-Gar.*, C-2425, f° 359.

(224) *Hte-Gar.*, C-2430, f° 485 ; C-2431, f° 329.

III. — LA PORTION DU REVENU DE L'EQUIVALENT AFFECTEE AU PAIEMENT DES INDEMNITES

Il importe d'abord de fixer le montant de la somme affectée aux indemnités : il convient ensuite de fournir quelques précisions sur la distribution des secours.

A — LE MONTANT DU PRELEVEMENT DESTINE AU PAIEMENT DES INDEMNITES.

Après avoir réglé le montant des prélèvements destinés au don gratuit et aux Dettes et Affaires l'arrêt du conseil du 26 novembre 1729 prescrit aux Etats de réserver le surplus du produit de l'équivalent au « *soulagement des diocèses, villes, communautés et particuliers ayant souffert des dommages considérables par les grêles, inondations et autres accidents du ciel* » (225). L'équivalent étant affermé au prix de 650.000 livres par an à compter de 1731, c'est donc une somme de 250.000 livres qui doit être affectée au paiement des indemnités (226).

Or les Etats interprétant à leur manière l'arrêt du conseil précité prélèvent pendant trois ans (1731-1733) « *sur les 250.000 livres de reste* » la somme de 20.000 livres pour financer l'exécution des ouvrages du Peyrou (227) ; puis, en 1734, constatant que les fonds affectés à cette dépense sont disponibles, les travaux du Peyrou étant arrêtés, ils conviennent de se servir des 60.000 livres ainsi détournées pour régler les entrepreneurs chargés de la fourniture des troupes (228). Qui plus est, cette année-là (1734) ils destinent la presque totalité (230.000 livres) du « *surplus* » du produit de la ferme au paiement de l'abonnement du dixième (229). Seul le reliquat de 20.000 livres est versé au fonds des indemnités (230).

(225) *Hérault*, A-93, f° 278.

(226) Le fonds des indemnités n'est pas uniquement pourvu de sommes prélevées sur le produit de l'équivalent : il est tradition en effet que le roi accorde tous les ans une « *remise* » sur le don gratuit en faveur des communautés ou des particuliers victimes d'« *accidents du ciel* ». Le montant des remises varie d'une année à l'autre. Il est exceptionnel qu'il n'atteigne pas 100.000 livres, ou qu'il soit supérieur à 400.000 livres. La remise est accordée par arrêt du conseil qui fixe en même temps, compte tenu de la somme prélevée sur le produit de l'équivalent, le montant total du fonds des indemnités : *Hte-Gar.*, C-21, f° 165 ; C-23 f° 21, 125 ; C-24, f° 25, 199 ; C-26, f° 39, 125 ; C-27, f° 117 ; C-161 ; *Hérault*, A-109, f° 21, 113 ; A-110, f° 127 ; A-111, f° 39 ; A-112, f° 3, 125 ; A-116, f° 45 ; A-120, f° 45, 89 ; A-121, f° 7, 57 ; A-122, f° 103, 105 ; A-124, f° 11, 39 ; A-125, f° 99 ; etc...

(227) Cf. *infra* p. 454.

(228) P-V 30 janv. et 5 févr. 1734 (*Hte-Gar.*, C-2378, f° 93 v° 126) : 31.799 livres étaient dues aux anciens entrepreneurs des Voitures et 15.000 livres aux nouveaux entrepreneurs, soit au total 46.799 livres. Comme on disposait de 60.000 livres, le reliquat (13.200 livres) fut affecté aux indemnités.

(229) Cf. *infra* p. 458.

(230) P-V 5 févr 1734. Il convient d'ajouter à ces 20.000 livres le reliquat de 13.200 livres dont il a été question ci-dessus.

En 1735, en 1736 et en 1737 l'assemblée se comporte d'une façon encore plus désinvolte, opérant sur le revenu de l'équivalent un prélèvement considérable sans fournir une explication, sinon que les fonds étaient versés au crédit du taillable dans le département des Dettes et Affaires :

— En 1735 l'assemblée avait tout d'abord envisagé de « *prendre* » la somme de 57.757 livres dûes aux entrepreneurs des voitures sur le revenu de l'équivalent ; puis constatant que le trésorier de la Bourse était redevable à la province de plus de 60.000 livres, elle jugeait préférable de payer les entrepreneurs à l'aide de fonds provenant de ce reliquat de compte : ainsi le produit de l'équivalent « *resterait en entier* ». Il devait être employé de la façon suivante (231) :

Don gratuit	300.000 l
Dettes et Affaires	230.000 l
Indemnités	20.000 l
Fonds mis en réserve « <i>pour être employés à la destination qui en serait faite par les Etats</i> »	100.000 l
	650.000 l
En 1736 la répartition est ainsi opérée :	
Don gratuit	400.000 l
Dettes et Affaires	200.000 l
Indemnités	21.000 l
Fonds mis en réserve	29.000 l
	650.000 l

Précisons que l'assemblée affecte en outre aux Dettes et Affaires en 1736 la somme de 100.000 livres réservée sur le produit de l'équivalent l'année précédente (232).

— En 1737 l'équivalent étant affermé au prix de 688.000 livres, la « *réserve* » de 29.000 livres étant en outre disponible, l'assemblée prescrit la destination suivante : (233).

Don gratuit	400.000 l
Dettes et Affaires	200.000 l
Indemnités	21.000 l
Debet du compte du trésorier de la Bourse pour l'année 1736	76.565 l 19 s 1 d
Fonds mis en réserve « <i>pour être employés comme il conviendrait aux Etats prochains</i> »	19.434 l 11 d
	717.000 l

Les fonds mis en réserve en 1737 serviront au « *remboursement du maréchal d'Asfeld qui, ayant des sommes considérables placées sur la province... méritait quelque préférence pour les services rendus* »

(231) P-V 7 févr. 1735 (*Hte-Gar.*, C-2379, f° 132 v°).

(232) P-V. 1^{er} févr. 1736 (*Hte-Gar.*, C-2380, f° 258).

(233) *Hte-Gar.*, C-2381, f° 157.

comme directeur général des Fortifications » 234). La somme de 1.000 livres, à prendre sur le premier quartier du bail en 1738, lui sera également attribuée (235).

EMPLOI DU PRODUIT DE L'EQUIVALENT EN 1738 (236)

Indemnités	250.000 l
Remboursement du maréchal d'Asfeld	1.000 l
Subventions aux communautés deshéritées	21.500 l
Travaux du Peyrou	20.000 l
Don gratuit	300.000 l
Dettes et Affaires	95.500 l
	688.000 l

Mais le pouvoir central va réagir, d'autant plus qu'on sollicite son aide en 1737 à raison des dommages causés aux récoltes dans plusieurs diocèses : aux députés de la province, qui d'ailleurs réussissent à obtenir une subvention de 200.000 livres, on fait clairement entendre que « l'intention du roi est que les Etats réservent à l'avenir sur le produit de la ferme de l'équivalent une somme de 250.000 livres, pour servir de fonds à ces sortes d'indemnités, conformément à l'arrêt du conseil du 26 novembre 1729 » (237). Les Etats obéissent... à leur manière. En effet l'équivalent étant affirmé au prix de 688.000 livres, c'est une somme de 288.000 livres qui aux termes de l'arrêt du conseil précité, devrait être affectée aux indemnités. Or chaque année, jusqu'en 1741, l'assemblée se contente d'y destiner 250.000 livres, un secours d'une vingtaine de milliers de livres étant en outre distribué aux communautés particulièrement deshéritées ; mais on ne cesse pas de financer les travaux du Peyrou. Le contrôleur général profite du renouvellement de l'autorisation d'augmentation des droits en 1741 pour exprimer son mécontentement, et l'intendant de Bernage finit par convenir que « l'excédent des 400.000 livres n'aurait dû être employé en entier qu'au soulagement des communautés ». Sa responsabilité étant engagée, l'intendant s'abstient d'avouer que l'assemblée contrevient depuis plusieurs années aux prescriptions de l'arrêt du conseil du 26 novembre 1729 — notamment dans la fixation du montant de la somme destinée aux Dettes et Affaires — et même, pour établir que l'arrêt a été sur ce point fidèlement exécuté, il va jusqu'à déclarer que les Etats n'ont affecté aux travaux

(234) P-V- 3 déc. 1737 (*Hte-Gar.*, C-2382, f° 123).

(235) P-V 4 déc. 1737 (*Hte-Gar.*, C-2382, f° 151).

(236) L'emploi du produit de l'équivalent est le même en 1739 et en 1740. Seule différence : en 1739 le maréchal d'Asfeld ne bénéficiant d'aucune allocation, le montant du fonds destiné aux Dettes et Affaires s'accroît de 1.000 livres (*Hte-Gar.*, C-2383, f° 80 v°). En 1740 le fonds de secours aux communautés deshéritées est pourvu de cinq cents livres supplémentaires, et l'on ne peut en conséquence destiner aux Dettes et Affaires que 96.000 livres (*id.*, C-2384, f° 110). Singulière façon, on en conviendra, de suivre les prescriptions de l'arrêt du conseil du 26 novembre 1729 !

(237) P-V 11 nov. 1737 (*Hte-Gar.*, C-2382, f° 40 v°).

du Peyrou qu'une somme de 16.000 livres par an (233) ; « *autrement* » ajoute-t-il en guise d'excuse, les Etats auraient été « *obligés de pourvoir par imposition* » à cette dépense (239). Mais le contrôleur général se montre intraitable : « *l'intention du roi est qu'à l'avenir, à commencer en 1741, la partie... devant être réservée sur le produit de la ferme de l'équivalent au soulagement des diocèses... y soit entièrement employée* » (240).

Ce langage convainc les Etats, sinon de la nécessité d'affecter la totalité du « *surplus* » du produit de l'équivalent aux indemnités (241), du moins de l'impossibilité d'opérer un prélèvement sans l'assentiment du conseil d'Etat. Un premier prélèvement en 1743 est motivé par l'exécution de travaux publics urgents ; comme une augmentation de près de 100.000 livres est enregistrée sur le produit de l'équivalent cette année-là, on convient de distraire cet excédent du surplus dudit produit, lequel surplus reste ainsi fixé à 288.000 livres. D'autres prélèvements seront opérés par la suite, proportionnellement à l'accroissement du revenu de l'équivalent. En 1749 par exemple on verra l'assemblée proclamer qu'il n'y a « *rien de plus naturel que de se servir de l'excédent du prix de la ferme* » pour réduire le montant de la capitation (242) ; en 1750 le contrôleur général intervient pour que l'excédent soit affecté au remboursement des créanciers de la province (243). Ces prélèvements, destinés à satisfaire des besoins immédiats, acquièrent une importance croissante dans l'esprit des Etats, l'entretien du fonds des indemnités passant au second plan. A compter de 1753 on note une réduction de 22.000 livres de la somme affectée à ce fonds (244). Mais la réduction est surtout considérable à compter de 1758, par suite de la diminution

(238) L'intendant dispose ainsi, dans son compte, d'un supplément de finance de 4.000 livres, qu'il peut ajouter aux 96.000 livres employées cette année-là (1740) dans le département des Dettes et Affaires.

(239) *Arch. Nat.*, H-839, n° 27.

(240) Lettre du contrôleur général à l'intendant, 31 janvier 1741, (*Arch. Nat.*, H-839, n° 27).

(241) Les Etats ne s'y résolvent qu'en 1741 et en 1742 : en 1741 ils reviennent sur leur décision d'affecter au financement des travaux publics la somme de 20.000 livres prélevée sur le revenu de l'équivalent. Cette décision est prise le 3 février 1741 — trois jours par conséquent après que le contrôleur général a écrit à l'intendant pour l'informer des intentions du roi. L'assemblée n'est évidemment pas au courant du contenu de la lettre du contrôleur, et elle n'a fait que suivre dans la répartition du produit de la ferme l'usage pratiqué depuis 1738 (Cf. *supra* p. 449). Le langage du contrôleur l'incite à se « *conformer aux dispositions des arrêts du conseil, (et à) destiner aux indemnités tout ce qui reste du prix de ladite ferme* » (*Hte-Gar.*, C-2385, f° 122 ; C-2386, f° 81). De même en 1742 la répartition s'opérera conformément aux dispositions desdits arrêts (P-V 27 janv. 1742 (*Hte-Gar.*, C-2386 f° 108).

(242) Cf. *infra* p. 458.

(243) Cf. *infra* p. 459.

(244) Depuis une douzaine d'années les 288.000 livres affectées au fonds des indemnités étaient employées de la façon suivante : 266.000 livres étaient affectées au paiement des « *indemnités des cas fortuits* » ; 22.000 livres étaient distribuées aux communautés particulièrement deshéritées de la province (Cf. *infra* note 268). Or à compter de 1753 c'est sur la somme de 266.000 livres que sont prélevés les fonds alloués aux communautés deshéritées (*Hte-Gar.*, C-2395, f° 136 ; C-2397, f° 139 ; C-2398, f° 163).

du produit de l'équivalent : alors que 400.000 livres servent au remboursement de l'emprunt lancé pour le rachat des offices municipaux invendus (245), l'assemblée provinciale, avec l'autorisation du roi, ne destine au paiement des indemnités que le « *restant* » du produit de la ferme, soit 212.000 livres. Il en est ainsi jusqu'en 1763 (246).

EMPLOI DU PRODUIT DE L'EQUIVALENT EN 1758

Don gratuit	300.000 l
Dettes et Affaires	100.000 l
Travaux publics	100.000 l
Remboursement des emprunts	400.000 l
Indemnités	212.000 l
	1.112.000 l

En 1764 l'équivalent est affermé pour une nouvelle période de six ans, mais le prix de l'adjudication diminue encore. Aussi bien pendant la durée de ce bail (1764-1769) les Etats doivent-ils se contenter d'affecter annuellement 174.000 livres au fonds d'indemnités (247).

EMPLOI DU PRODUIT DE L'EQUIVALENT EN 1764

Don gratuit	300.000 l
Dettes et Affaires	100.000 l
Travaux publics	100.000 l
Remboursement des emprunts	400.000 l
Indemnités	174.000 l
— — — — —	1.074.000 l

En 1770 le produit de la ferme augmente quelque peu, mais l'abonnement des dons gratuits des villes (248) s'avère aussi onéreux pour la province que le rachat des offices municipaux invendus ; comme 150.000 livres sont en outre prélevés pour financer des travaux publics (249), les Etats ne peuvent réserver aux indemnités qu'un reliquat de 190.385 livres (250). Encore est-ce là un maximum pour le bail dont s'agit, puisque dès la seconde année (1771) le fermier général empêché d'exercer ses droits obtient un dédommagement de 14.005 livres — cette somme lui étant « *tenue en compte sur le pied de la ferme* » (251) : 176.000

(245) Cf. *infra* p. 467.

(246) *Hte-Gar.*, C-2401, f° 315 ; C-2402, f° 465 ; C-2403, f° 192 v° ; etc...

(247) *Hte-Gar.*, C-2406, f° 384 ; C-2407, f° 172 ; C-2408, f° 126 v° ; etc... Encore l'assemblée prélève-t-elle annuellement pendant deux ans (1764-1765) 2.000 livres sur la somme de 174.000 livres pour distribuer en aumônes.

(248) Cet abonnement est payé à l'aide de fonds prélevés sur le produit de l'équivalent : Cf. *infra* p. 459.

(249) Cf. *infra* p. 456.

(250) P-V 2 janv. 1770 (*Hte-Gar.*, C-2412, f° 365).

(251) P-V 5 janv. 1771 (*Hte-Gar.*, C-2413, f° 282 v°).

livres ou environ sont donc affectées aux indemnités cette année-là (252), et il en est de même en 1772 (253). En 1773 l'« addition » au prix de l'abonnement des dons gratuits d'une taxe de 2 sous pour livre nécessite un prélèvement supplémentaire (254), ce qui réduit d'autant la somme destinée aux indemnités. Cette somme se monte à 146.052 l. 14 s. 2 d. en 1773 (255), à 148.389 l. 5 s. 10 d. en 1774 (256) et à 158.955 livres en 1775 (257).

A compter de 1776 enfin les deniers de l'équivalent servent en outre à payer l'abonnement des 8 sous pour livre établis sur le principal des droits non compris dans les baux des fermes du roi et perçus au profit de la province ou des communautés (258). Cette nouvelle destination nécessite d'ailleurs une augmentation de l'impôt (259). Mais en l'autorisant le conseil prescrit aux Etats d'affecter annuellement 250.000 livres aux indemnités, sans que cette somme puisse être destinée à un autre usage ; et pour prévenir tout détournement les fonds en question seront prélevés immédiatement après ceux qui traditionnellement sont employés dans le département du Don Gratuit et dans celui des Dettes et Affaires (260). Bien que ces prescriptions ne correspondent aucunement à leurs intentions (261) — le procédé suivi depuis de nombreuses années dans la répartition du produit de l'équivalent est même formellement condamné — les Etats s'y conforment strictement (262). Ils ne protesteront que lorsque six ans plus tard « sans leur concours » le conseil relève de 50.000 livres le montant du prélèvement destiné aux indemnités (263) ; et d'observer qu'« avant 1775 tous les arrêts du conseil laissaient à l'assemblée la liberté de déterminer le fonds pour les indemnités, liberté très avantageuse aux contribuables puisque les connaissances locales qu'a l'assemblée la mettent à même de proportionner l'indemnité aux temps, aux circonstances et aux besoins desdits contribuables » (264). Mais le pouvoir central ne se laissera pas fléchir (265) : en 1782 et tous les ans jusqu'à la fin de l'Ancien Régime les Etats devront bon gré mal gré destiner 300.000 livres aux indemnités (266).

(252) *Hte-Gar.*, C-2413, f° 35 v°, 283.

(253) *Hte-Gar.*, C-2414, f° 160 v°.

(254) Cf. *infra* pp. 461.

(255) *Hte-Gar.*, C-2415, f° 31.

(256) *Hte-Gar.*, C-2416, f° 261 v°.

(257) *Hte-Gar.*, C-2417, f° 349.

(258) Cf. *infra* p. 462.

(259) Sur la viande de porc et le poisson.

(260) Arrêt conseil 15 sept. 1775 (*Hérault*, A-116, f° 177).

(261) Il ressort des explications fournies au conseil par le syndic général de la province en 1775 que les Etats se proposaient d'affecter au paiement des indemnités suivant l'usage le reliquat du produit de l'équivalent (*Hérault* A-116, f° 177).

(262) P-V 2 mars 1776 (*Hte-Gar.*, C-2418, f° 854) ; 24 déc. 1777 (*id.*, C-2420, f° 252) ; 30 déc. 1780 (*id.*, C-2423, f° 274) ; etc...

(263) Arrêt conseil 6 oct. 1781 (*Hérault*, A-120, f° 129).

(264) P-V 4 janv. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 420).

(265) Arrêt conseil 24 janv. 1782 (*Hérault*, A-121, f° 40).

(266) P-V 21 déc. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2425, f° 359) ; 16 déc. 1783 (*id.*, C-2426, f° 435) ; 28 déc. 1784 (*id.*, C-2427, f° 434) ; 11 janv. 1787 (*id.*, C-2429, f° 520) ; 15 janv. 1788 (*id.*, C-2430, f° 485) ; 14 févr. 1789 (*id.*, C-2431, f° 329)...

b) LA DISTRIBUTION DES SECOURS

La distribution des secours n'est pas laissée à la seule appréciation des Etats provinciaux. L'intendant joue en la matière un rôle de premier plan, sur lequel il n'y a pas lieu de s'étendre ici. Notons cependant que la liberté de l'intendant n'est pas totale : indépendamment du contrôle que le conseil ne manque pas d'exercer, l'application du principe de la double destination de la portion du revenu de l'équivalent affectée aux indemnités est constante. Une part est en effet attribuée à titre de secours aux communautés « *comprises dans les anciens cahiers* », bénéficiant traditionnellement de l'aide royale parce que « *se trouvant dans un état plus fâcheux que les autres* » (267). Si l'intendant à compter de 1731 leur distribue une partie du revenu de l'équivalent, il doit dans la répartition se conformer à l'usage et aux indications fournies par les « *cahiers* », tant en ce qui concerne le nombre des communautés que le montant de l'indemnité accordée à chacune d'entre elles. Il convient de préciser que le fonds constitué à cet effet est d'importance secondaire : une vingtaine de milliers de livres (268), en sorte que la presque totalité du prélèvement opéré sur le produit de l'équivalent est affectée au paiement des « indemnités des cas fortuits ».

IV. — L'EMPLOI DES FONDS PROVENANT DU « SURPLUS » DU PRODUIT DE LA FERME

Aux termes de l'arrêt du conseil du 29 novembre 1729 le « *surplus* » du produit de la ferme devait tourner « *au profit du général de la province* » dès lors qu'il n'y avait « *lieu à aucune indemnité particulière* » (269). On sait de quelle manière l'assemblée des Etats a interprété cette disposition, et jusqu'à quel point l'affectation des fonds aux indemnités a été délibérément sacrifiée à des dépenses jugées plus urgentes ; on sait enfin quelle a été la réaction du pouvoir central. Réaction vive mais nuancée au fond : le produit de l'impôt s'étant accru entre temps, les Etats se sont vu reconnaître le droit d'affecter une partie du « *surplus* » à d'« *autres objets utiles à la province* »... à condition d'obtenir l'autorisation du conseil (270). L'affectation sera très variée :

(267) P-V 1^{er} févr. 1736 (*Hte-Gar.*, C-2380, f^o 258) ; 11 déc. 1748 (*id.*, C-2393, f^o 117) ; 8 mars 1754 (*id.*, C-2396, f^o 394)...

(268) Le montant annuel du prélèvement destiné à secourir les communautés deshéritées comprises dans les « *anciens cahiers* » est fixé à 20.000 livres jusqu'en 1735 (*Hte-Gar.*, C-2377, f^o 82 ; C-2378, f^o 126 ; C-2379, f^o 132 v^o) ; il est de 21.000 livres en 1736 et en 1737, par suite de l'augmentation de l'allocation distribuée aux communautés de Saint-Nazaire (diocèse de Montpellier) et d'Aiguesvives (diocèse de Carcassonne) (*id.*, C-2380, f^o 258 C-2381, f^o 157) ; de 21.500 livres en 1738 et en 1739, la communauté d'Aiguesvives bénéficiant d'un secours supplémentaire (*id.*, C-2382, f^o 151 et C-2383, f^o 80 v^o) ; de 22.000 livres enfin à compter de 1740, la communauté de Saint-Clément étant comprise dans la répartition (*id.*, C-2384, f^o 110 v^o ; C-2385, f^o 122 ; C-2386, f^o 108 ; C-2387, f^o 99 ; C-2388, f^o 85 ; etc...)

(269) *Hérault*, A-93, f^o 278.

(270) Arrêt conseil 5 nov. 1753 (*Hte-Gar.*, C-21, f^o 174).

financement de travaux publics, paiement de droits et d'abonnements de droits, amortissement de dettes... les deniers sont même utilisés dans un but exclusivement charitable. Quant à l'autorisation du conseil les Etats ne pourront jamais passer outre, mais il faut reconnaître qu'ils auront rarement des démêlés avec le pouvoir central.

a) FINANCEMENT DE TRAVAUX PUBLICS

Ouvrages publics, fournitures aux troupes, construction de fortifications : tels sont les trois postes d'affectation.

a) *Ouvrages publics.*

Les fonds prélevés sur le « *surplus* » du produit de l'équivalent ont servi à financer les travaux publics suivants :

— La place du Peyrou à Montpellier, dont l'aménagement d'après les Etats doit atteindre « *à la perfection... pour répondre à la magnificence du monument élevé à l'honneur du feu roi* » (271).

Dès 1731 les Etats prélèvent 20.000 livres sur le produit de l'impôt pour financer l'exécution des « *ouvrages les plus pressants* » du Peyrou (272). Ils procèdent de même en 1732 et en 1733 (273). Toutefois les travaux ne sont pas encore commencés à la fin de cette année-là et les fonds dorment inutilement dans la caisse du trésorier de la Bourse. Aussi bien l'assemblée se décide à changer leur destination, « *sauf à les remplacer de la même manière dès qu'il y aurait lieu de travailler aux ouvrages pour lesquels ils avaient été destinés* » (274). La reconstitution du fonds est entreprise en 1738 : cette année-là 20.000 livres sont prélevées sur le produit de l'équivalent (275), et semblable somme en 1739 (276) et en 1740 (277). Mais le contrôleur général juge que cette utilisation des deniers n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêt du conseil du 26 novembre 1729 : les Etats doivent en premier lieu pourvoir au paiement des indemnités (278). Pendant une longue période après 1741 il ne sera donc plus question de financer les travaux du Peyrou avec le produit de l'équivalent. En 1765 seulement une somme de 100.000 livres est affectée en bloc à diverses dépenses de travaux publics, parmi lesquelles figurent les frais de décoration de la place Louis le Grand à Montpellier (279). L'affectation est renouvelée par la suite jusqu'en 1775 (280), puis, à compter de 1776, les Etats financent les travaux du Peyrou avec le

(271) P-V 22 déc. 1732 (*Hte-Gar.*, C-2377, f° 46 v°).

(272) *Hte-Gar.*, C-2376, f° 75.

(273) *Hte-Gar.*, C-2376, f° 75 ; C-2377, f° 46 v°.

(274) P-V 5 févr. 1734 (*Hte-Gar.*, C-2378, f° 126).

(275) *Hte-Gar.*, C-2382, f° 151.

(276) *Hte-Gar.*, C-2383, f° 80 v°.

(277) *Hte-Gar.*, C-2384, f° 110.

(278) Cf. *supra* p. 449.

(279) *Hte-Gar.*, C-2407, f° 172.

(280) *Hte-Gar.*, C-2408, f° 126 v° ; C-2409, f° 151 ; C-2410, f° 489 ; C-2411, f° 186 ; C-2412, f° 365 ; C-2413, f° 35 v° ; 283 ; C-2414, f° 160 v° ; C-2415, f° 31 ; C-2416, f° 261 v° ; C-2417, f° 349.

« *restant* » du produit de la ferme, soit 19.000 livres en 1776, (281) en 1777 et jusqu'en 1781 (282); 17.000 livres en 1782 (283); 10.000 livres en 1783 (284); 18.000 livres enfin en 1784 (285) et par la suite (286).

— Le pont de Remoulins sur la rivière du Gardon, pour assurer la communication de la grande route de Paris avec Lyon et la Provence.

— Le pont de Villedaigne, pour permettre à la grande route de Toulouse de franchir l'Orbieu.

— Le pont de Villefalce sur la route du Roussillon.

La construction de ces trois ouvrages est décidée par les Etats de Languedoc le 22 janvier 1743. L'assemblée envisageant de financer les travaux avec une portion du revenu de l'équivalent juge indispensable, après l'incident soulevé par le contrôleur général à propos du financement des ouvrages du Peyrou, d'obtenir l'autorisation du conseil. Elle fera valoir que le prix du bail a augmenté de 94.000 livres — ce à quoi « *on pouvait bien ne pas s'attendre* »; que l'on bénéficie ainsi d'un « *excédent de fonds sur ceux prévus et ordonnés* », qu'on ne pourrait mieux employer qu'à la construction d'« *ouvrages d'une utilité solide et indispensable... pour le commerce et les communications* » (287). Les Etats obtiennent satisfaction : l'arrêt du conseil du 17 février 1743 leur permet de « *prendre annuellement sur le prix de la ferme générale de l'équivalent... la somme de 94.000 livres, à laquelle revient... l'excédent du prix de ladite ferme, et ce pendant les six ans de la durée du bail, pour être cette somme employée sans divertissement au paiement de la dépense des trois ponts* » (288). L'arrêt est fidèlement exécuté (289) et les travaux avancent rapidement au moins en ce qui concerne le pont sur le Gardon, « *adossé au pont du Gard* » : la construction des piles et des culées et celle des quatre arches, sur six prévues, est terminée à la fin de l'année 1744 et le syndic général rappelle alors à l'assemblée qu'« *il n'y a aucun fonds à faire pour cette dépense, ni pour celle des deux parties de chemin qui aboutissent à ce pont, attendu qu'il y est pourvu sur le prix de la ferme de l'équivalent* » (290). A compter de 1746 le fonds de 94.000 livres sera affecté en totalité aux dépenses de construction des ponts de Villedaigne et de Villefalce (291).

— Deux ponts, l'un sur l'Ardèche, l'autre sur l'Erieu, en vue d'opérer « *la jonction de la grande route aboutissant à la ville de Saint-Esprit avec celle... construite le long du Rhône depuis le port de la rivière d'Ardèche jusqu'à Tournon, où l'on passe le fleuve pour joindre la route du Dauphiné à Lyon* ». Le 19 février 1754 la commission des

(281) *Hte-Gar.*, C-2418, f° 854.

(282) *Hte-Gar.*, C-2420, f° 252 ; C-2423, f° 274.

(283) *Hte-Gar.*, C-2424, f° 421.

(284) *Hte-Gar.*, C-2425, f° 359.

(285) *Hte-Gar.*, C-2426, f° 435.

(286) *Hte-Gar.*, C-2427, f° 434 ; C-2429, f° 520 ; C-2430, f° 485 ; C-2431, f° 329.

(287) *Arch. Nat.*, H-839, n° 27.

(288) *Hte-Gar.*, C-14, f° 31.

(289) *Hte-Gar.*, C-2287, f° 98 v° ; C-2388, f° 85.

(290) P-V 9 déc. 1744 (*Hte-Gar.*, C-2389, f° 53).

(291) *Hte-Gar.*, C-2390, f° 184 ; C-2391, f° 212 ; C-2392, f° 288.

Travaux publics de l'assemblée évalue le coût des travaux à 500.000 livres, et elle se propose d'affecter annuellement à cette dépense, à compter de 1755, une somme de 100.000 livres prélevée sur le produit de l'équivalent (292). Le conseil d'Etat par l'arrêt du 11 octobre 1754 autorise l'affectation « *jusqu'à l'achèvement desdits ouvrages* » (293). L'arrêt du 15 mai 1761 renouvelle l'autorisation (294), et l'on constate que les travaux sont financés jusqu'en 1775 (295). En fait dès 1765 il n'était plus question que de « *la continuation de la chaussée du pont d'Ardèche* » et de l'achèvement du pont d'Erieu, et l'assemblée pouvait se permettre de destiner une partie des fonds au financement des ouvrages du Peyrou (296).

— Le chemin de communication avec l'Auvergne par le Vivarais. Les Etats, mis par le roi dans l'obligation d'affecter 100.000 livres annuellement au financement des travaux de cette route, jugent préférable d'imposer seulement la moitié de cette somme, et de prélever l'autre moitié sur le produit de l'équivalent (297). Le financement des travaux se poursuivra ainsi sans interruption de 1770 à 1789 (298).

— En 1766, pour « *suppléer du moins en partie aux bornes qu'ont mises les besoins de l'Etat aux grâces de Sa Majesté* », 400.000 livres sont prélevées sur le produit de l'équivalent pour pourvoir aux « *réparations extraordinaires des dégradations causées par les inondations aux ouvrages publics* » (299).

b) *Entretien des lits et ustensiles destinés à l'usage des troupes (1755-1757).*

On sait qu'en 1755 l'équivalent est affermé à un prix très élevé à une compagnie parisienne. Aussi bien les Etats procédant à la répartition du revenu de l'impôt peuvent affecter la somme de 132.000 livres qui « *restait sans destination* » à diverses dépenses, notamment au paiement du bail de l'entretien des lits et ustensiles destinés aux groupes (300).

(292) P-V 19 févr. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 165).

(293) *Hérault*, A-105, f° 147.

(294) *Hérault*, A-109, f° 9.

(295) *Hte-Gar.*, C-2397, f° 109 v°; 139; C-2398, f° 163; C-2399, f° 91 v°; C-2401, f° 315; C-2402, f° 465; C-2403, f° 192 v°; C-2404, f° 91 v°.

(296) P-V 3 janv. 1765 (*Hte-Gar.*, C-2407, f° 172); 21 janv. 1766 (*id.*, C-2408, f° 126 v°); 20 déc. 1766 (*id.*, C-2409, f° 151); 2 janv. 1770 (*id.*, C-2412, f° 365); 5 janv. 1771 (*id.*, C-2413, f° 35 v°, 283); 26 nov. 1771 (*id.*, C-2414, f° 160 v°); 3 déc. 1772 (*id.*, C-2415, f° 160 v°); 7 déc. 1773 (*id.*, C-2416, f° 261 v°); 7 janv. 1775 (*id.*, C-2417, f° 349).

(297) P-V 21 déc. 1769 et 2 janv. 1770 (*Hte-Gar.*, C-2412, f° 365). Arrêt d'autorisation du conseil d'Etat, 9 avr. 1770 (*Loix municip.*, t. II, p. 345).

(298) *Hte-Gar.*, C-2413, f° 35 v°, 283; C-2414, f° 160 v°; C-2415, f° 160 v°; C-2416, f° 261 v°; C-2417, f° 349; C-2418, f° 854; C-2423, f° 274; C-2424, f° 420; C-2425, f° 359; C-2426, f° 435; C-2427, f° 434; C-2429, f° 520; C-2430, f° 485; C-2431, f° 329.

(299) Les Etats avaient sollicité un secours de deux millions de livres, mais il ne leur avait été accordé que douze cent mille livres (*Hte-Gar.*, C-2409, f° 152). Sur l'utilisation des fonds : *id.*, C-2410, f° 99 sq.

(300) *Hte-Gar.*, C-2397, f° 139.

L'affectation est autorisée par l'arrêt du conseil du 4 novembre 1755 (301). Précisons que le bail de l'entretien des lits et ustensiles — quatre mille treize lits, marmites, gamelles, râteliers et autres ustensiles — avait été passé le 29 avril 1754 avec le sieur Soulier, précédemment chargé de la fourniture desdits ustensiles (302). La dépense se montait annuellement à 60.195 livres (303). L'affectation est renouvelée en 1756 (304) et en 1757 (305). Mais le bail de l'équivalent est résilié à la fin de cette année-là, et comme par la suite une baisse sensible est enregistrée sur le prix d'adjudication la question de l'emploi des fonds « *restant sans destination* » cesse de se poser (306).

EMPLOI DU PRODUIT DE L'EQUIVALENT EN 1755

— Don gratuit	300.000 l.
— Dettes et Affaires	100.000
— Indemnités	266.000
— Travaux publics	100.000
— Remboursement des emprunts	400.000
— Paiement « <i>tant de la dépense de l'entretien des lits et autres ustensiles... que des frais de provision et droit annuel des offices nouvellement réunis aux communautés ou d'autres objets également utiles</i> »	132.000
	1.298.000 l.

c) Fortification de la côte languedocienne (1758).

On sait que la levée de l'équivalent fut mise en régie pendant les trois premiers mois de l'année 1758 (307). Cette régie produira environ 155.000 livres (308), qui seront affectées, partie au paiement des intérêts de l'emprunt lancé à l'occasion du renouvellement de l'abonnement des 4 sols pour livre adjoints à la capitation (309), partie au financement d'ouvrages destinés à mettre les côtes de la province « *à l'abri des insultes des ennemis* » (310).

(301) *Hérault*, A-106, f° 123.

(302) Cf. *infra* p. 466.

(303) *Hte-Gar.*, C-2397, f° 41 v°.

(304) P-V 1^{er} mars 1756 (*Hte-Gar.*, C-2398, f° 163). Arrêt d'autorisation 7 mai 1756 (*Hérault*, A-106, f° 65).

(305) P-V 30 nov. 1756 (*Hte-Gar.*, C-2399, f° 91 v°). Arrêt d'autorisation 4 déc. 1757 (*Hte-Gar.*, C-24, f° 203).

(306) Sur l'emploi du produit de l'équivalent en 1758, Cf. le tableau *supra* p. 451.

(307) Après la résiliation du bail Pierre Saint : *supra* p. 294.

(308) 150.475 livres 2 sous 11 deniers, non compris le produit de la régie du diocèse de Lavaur (*Hte-Gar.*, C-2401, f° 401).

(309) Cf. *infra* p. 465.

(310) P-V 17 févr. et 24 déc. 1759 (*Hte-Gar.*, C-2401, f° 175-178 ; C-2402, f° 289).

b) PAIEMENT DE DROITS ET D'ABONNEMENTS DE DROITS

Si les Etats ont payé certains droits et abonnements de droits soit en totalité soit en partie à l'aide du produit de l'équivalent, il convient de noter qu'à deux reprises — en 1770 et en 1776 — le taux de l'impôt a été relevé précisément en vue d'une telle affectation.

a) *Le dixième* (1734).

Les Etats délibèrent le 5 février 1734 de réserver les 230.000 livres de reste du produit de l'équivalent pour s'en servir éventuellement à « *diminuer les avances que la province serait obligée de faire si l'abonnement qu'elle a proposé pour le dixième est accepté* ». En attendant cette somme restera dans la caisse du trésorier de la Bourse (311).

Le prix de l'abonnement du dixième pour 1734 est par la suite fixé à 1.350.000 livres, et comme le trésorier de la Bourse doit avancer les fonds on convient de lui attribuer les 230.000 livres dont il vient d'être question (312).

b) *La capitation* (1749).

L'abonnement de la taxe de 4 sous pour livre adjointe à la capitation en 1748 nécessitant un emprunt de trois millions (313), les Etats reconnaissent promptement qu'il serait « *trés onéreux* » d'imposer en sus de la capitation l'intérêt des sommes empruntées (150.000 livres par an) sans prendre en même temps quelque dispositions pour « *diminuer l'imposition* ». La commission des Affaires Extraordinaires, consultée, se déclare également convaincue le 11 décembre 1748 de la nécessité de réduire le montant de la capitation « *à ce qui n'a été recouvré qu'avec peine les années précédentes* », et l'on souligne que le roi lui-même a fait à la province par l'arrêt du conseil du 11 novembre 1748 une remise de 75.685 livres sur le montant de l'imposition : ainsi « *rien n'est plus naturel que de se servir de l'excédent du prix de la ferme de l'équivalent pour grossir d'autant ce moins imposé* » (314).

Précisons que dans l'esprit des Etats l'« *excédent du prix de la ferme* » ne se réduit pas à l'augmentation de 114.000 livres enregistrée sur le prix du bail. La somme de 94.000 livres affectée annuellement pendant toute la durée du bail devant prendre fin le 31 décembre 1748 au financement de la construction des ponts de Remoulins, de Ville-daigne et de Villefalcon est disponible, et c'est en fin de compte un

(311) *Hte-Gar.*, C-2378, f° 126.

(312) *Hte-Gar.*, C-2379, f° 79.

(313) La « *perception pendant 10 ans... de 4 sols pour livre outre et par dessus la portée des taxes de la capitation* » avait été ordonnée par l'arrêt du conseil du 18 décembre 1747. Le 30 avril de l'année suivante le conseil permettait aux Etats d'abonner la nouvelle taxe (*Hte-Gar.*, C-2393, f° 113). Précisons que la province payait annuellement pour la capitulation 1.600.000 livres.

(314) P-V 11 décembre 1748 (*Hte-Gar.*, C-2393, f° 113-114). Aux termes de l'arrêt du conseil du 30 avril 1748 les Etats devraient imposer « *en sus de la capitation* » l'intérêt des sommes empruntées pour payer l'abonnement des 4 sols pour livre.

prélèvement de 208.000 livres que l'on convient d'opérer sur le produit de l'équivalent en 1749 (315). Le contrôleur général toutefois ne cache pas son hostilité au projet, et les députés de la province devront faire « *les plus vives instances et les représentations les plus réitérées sur les justes motifs qui avaient déterminé les Etats* » pour le persuader de ne « *rien changer à la destination* » du produit de l'équivalent (316). Le contrôleur tient cependant à « *prévenir une pareille (destination) pour l'avenir* », et par l'intermédiaire des commissaires royaux il avertit l'assemblée en 1750 que les fonds disponibles prélevés sur le produit de l'équivalent doivent être destinés au paiement des dettes de la province et tout particulièrement au remboursement de l'emprunt lancé à l'occasion de l'abonnement des 4 sous pour livre de la capitation (317).

c) *Les dons gratuits des villes et des communautés de la province (1769-1789).*

En 1768 la demande d'un nouvel abonnement des dons gratuits payables par toutes les villes et les communautés de la province parvient aux Etats : le roi s'est déterminé à faire cesser l'abonnement en cours avant le terme fixé (31 décembre 1769) ; ou plutôt il exige une augmentation : à compter du 1^{er} juillet 1768 le prix de l'abonnement est fixé à 350.000 livres par an, sauf à tenir compte aux Etats des sommes déjà payées (318). Le souverain cependant désireux de faciliter les moyens d'acquitter le prix de l'abonnement en question, laisse à l'assemblée le choix de ceux qui lui paraîtront le moins onéreux, après toutefois qu'elle aura obtenu son autorisation. Le roi se déclare même « *disposé à permettre d'y destiner une partie de l'équivalent et d'en augmenter aucuns des droits si (l'assemblée) le juge nécessaire, pour être levés et perçus de la même manière et sans aucune exception dans tous les pays, villes et communautés de la province, nonobstant toutes immunités et privilèges... attendu que lesdits droits seraient représentatifs de ceux qui auraient dû y être établis pour le paiement des dons gratuits* » (319).

L'assemblée, cela va sans dire, déplore l'augmentation du prix de l'abonnement mais elle admet de bonne grâce les avantages du « *moyen* » proposé, indiscutablement « *moins onéreux que la voie de l'emprunt puisqu'on y épargne le paiement des intérêts, sans charger d'ailleurs les redevables plus qu'ils ne l'ont été dans le temps où la même portion du prix de la ferme était employée à d'autres destinations dont l'objet a présentement cessé* » (320). Le règlement de l'équivalent (applicable

(315) P-V 11 déc. 1748.

(316) 14 févr. 1750 (*Hte-Gar.*, C-2394, f° 83).

(317) P-V 14 févr. 1750 (*Hte-Gar.*, C-2394, f° 84).

(318) P-V 3 et 24 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 26 v°, 166). Le paiement d'un don gratuit par toutes les villes et les communautés du royaume avait été ordonné par l'édit du mois d'août 1758 ; la province de Languedoc s'était immédiatement abonnée, le prix de l'abonnement (prévu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 1759) étant fixé à 1.800.000 livres. Par la suite il avait été convenu que l'abonnement serait continué jusqu'au 31 décembre 1769, moyennant le paiement (en janvier 1765) de 1.200.000 livres.

(319) *Hte-Gar.*, C-2411, f° 26 v° et 166 v°.

(320) P-V 24 déc. 1768 (*Hte-Gar.*, C-2411, f° 167 v°). L'abonnement est conclu le 28 décembre de la même année (f° 183, 184) ; il sera révisé un an plus tard (*id.*, C-2412, f° 77-79), le roi ayant demandé entre autres choses que le paiement de l'abonnement soit effectué par quartier, et non semestriellement comme il avait été prévu tout d'abord.

à compter du 1^{er} avril 1770) est donc modifié dans le sens indiqué par le roi (321). Mais l'abonnement part du 1^{er} juillet 1768 et le trésorier de la Bourse est en avance de plus de deux cent mille livres avant que les Etats puissent affecter à cette dépense une partie du revenu de l'équivalent de la dernière année du bail courant (322); il faudra donc, après le renouvellement du bail, pourvoir au remboursement desdites avances. Les Etats, déplorant que la province soit « *ainsi exposée à une surcharge qu'on aurait pu éviter en retardant les premiers termes des paiements, pour les faire cadrer avec ceux de la rentrée des fonds de l'équivalent* », délibère le 9 décembre 1769 d'affecter à « *ce surcroît de dépense.... ce qui pourrait rester sans destination plus privilégiée du produit de l'équivalent* » (323). Le roi l'y autorise et il sera pourvu au remboursement des avances en cinq annuités.

Quant au paiement de l'abonnement, rien ne s'oppose à ce qu'il soit effectué à compter de 1769 avec les deniers de l'équivalent. Comme prévu la somme de 250.000 livres correspondant au prix des dix-huit mois restant à courir lors de l'interruption de l'abonnement précédent est portée au crédit de la province : le traité du 28 décembre 1768 précise même qu'il sera « *précompté au trésorier des Etats 41.666 l. 13 s. 4 d. sur le premier paiement de chaque année* » pendant six ans. En conséquence l'assemblée provinciale procédant à la répartition du produit de l'équivalent de l'année 1769 affecte au paiement de l'abonnement la somme de :

350.000 l. — 41.666 l. 13 s. 4 d. = 308.333 l. 6 s. 8 d. (324).

Mais le traité du 28 décembre 1768 est révisé l'année suivante. Aux termes du nouveau traité, conclu le 9 décembre 1769, le paiement de l'abonnement doit être effectué quartier par quartier, la somme de 9.615 l. 7 s. 8 d. étant précomptée au trésorier de la Bourse sur chaque paiement (325). Il y a là une erreur de calcul, commise au préjudice de la province. C'est en réalité la somme de 10.416 l. 13 s. 4 d. qu'il faudrait, tous les trois mois pendant cinq ans, déduire du montant de l'abonnement des dons gratuits pour que la province soit intégralement remboursée. Mais personne ne relève l'erreur, et de ce fait le versement se montera annuellement à 311.538 l. 9 s.

(321) L'abolition des privilèges est promptement résolue (Cf. p. 153) mais on convient que le « *seul article susceptible de quelque augmentation est celui du droit sur les agneaux* » : on assimile donc cette catégorie de viande à celle de boucherie : Cf. *supra* p. 96.

(322) Comme il ne pouvait pas être question de revenir sur la répartition du produit de l'équivalent de l'année en cours, il fut prévu en 1768 que le trésorier de la Bourse ferait l'avance des fonds nécessaires au paiement du prix des six premiers mois de l'abonnement : en effet le premier quartier de l'équivalent de l'année 1769 ne devait « *entrer dans la caisse* » du trésorier qu'au mois de juillet de cette année-là (He-Gar., C-2411, f^o 169), précisément au moment où il faudrait acquitter le deuxième semestre de l'abonnement. La décision étant prise entre temps de payer ledit abonnement quartier par quartier (Cf. note 320), le trésorier de la Bourse fut contraint d'avancer en plus le premier quartier de 1769, ce qui porta le montant de ses avances à 233.653 l. 16 s. 9 d. (Hte-Gar., C-2412, f^o 62).

(323) Hte-Gar., C-2412, f^o 62, 65.

(324) P-V 38 déc. 1768 (Hte-Gar., C-2411, f^o 183, 186).

(325) Hte-Gar., C-2412, f^o 78, 79.

De toute façon le montant des prélèvements à opérer sur le produit de l'équivalent va dépasser toutes les prévisions de l'assemblée, qui devra, non seulement dédommager le fermier général empêché d'exercer ses droits dans la plupart des lieux nouvellement assujettis à l'impôt (326), mais encore acquitter à compter de 1773 une taxe additionnelle de 2 sous pour livre du prix de l'abonnement (327). Finalement c'est une somme de 400.000 livres qui est affectée à cette dépense pendant les trois dernières années du bail Marcilly.

PRELEVEMENTS OPERES SUR LE PRODUIT DE L'EQUIVALENT
PENDANT LA DUREE DU BAIL MARCILLY

(1^{er} Avril 1770 — 31 mars 1776)
en vue du paiement de l'abonnement
des dons gratuits des villes (328)

	1770	1771	1772
Prix de l'abonnement	311.538 l 9 s	311.538 l 9 s	311.538 l 9 s
Fonds destinés au remboursement des trois premiers quartiers du prix de l'abonnement.			
Capital	46.730 l 15 s 4 d	46.730 l 15 s 4 d	46.730 l 15 s 4 d
Intérêt	9.345 l 16 s 4 d	8.346 l 3 s 5 d	7.900 l 12 s 3 d
Montant du prélèvement	367.615 l 8 d	366.615 l 7 s 9 d	366.169 l 16 s 7 d

	1773	1774	1775
Prix de l'abonnement	311.538 l 9 s	311.538 l 9 s	350.000 l
Taxe additionnelle	35.000 l	35.000 l	35.000 l
Fonds destinés au remboursement des trois premiers quartiers du prix de l'abonnement.			
Capital	46.730 l 15 s 4 d	46.730 l 15 s 4 d	
Intérêts	4.673 l 8 s	2.336 l	
Montant du prélèvement	397.942 l 6 s	395.605 l 4 s 4 d	385.000 l

(326) A compter de 1771 le fermier général est autorisé à retenir annuellement 14.005 livres, prélèvement correspondant à quelques livres près à la moitié de l'augmentation du prix du bail.

(327) P-V 14 nov. 1772 (*Hte-Gar.*, C-2415, f^o 31).

(328) *Hte-Gar.*, C-2412, f^o 365 ; C-2413, f^o 35 v^o ; C-2414, f^o 160 v^o ; C-2415, f^o 31 et 160 v^o ; C-2416 f^o 261 v^o et C-2417, f^o 349.

Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime les fonds nécessaires au paiement de l'abonnement des dons gratuits des villes continueront d'être prélevés en totalité sur le produit de l'équivalent. Le prix de l'abonnement reste inchangé jusqu'en 1781 : 350.000 livres, plus 35.000 livres de taxe. En 1782 le prix passe à 455.000 livres, taxe comprise (329) ; il diminue quelque peu en 1783 (437.500 livres) par suite d'une remise (330), mais en 1784 il est porté à 450.000 livres (331) et par la suite il ne subit plus de modification (332).

d) *Les taxes additionnelles aux droits non compris dans les fermes du roi* (1776-1789).

Lorsqu'en 1760 il est question de l'établissement d'une taxe additionnelle d'un sol pour livre du principal des droits non compris dans les fermes du roi et perçus au profit de la province ou des communautés, les Etats se soucient immédiatement de prévenir les « *inconvenients de la perception réelle* » de la taxe : ainsi souscrivent-ils un abonnement dont le prix est fixé à 90.000 livres par an (333). Par la suite, s'agissant de l'imposition d'un second, puis de deux nouveaux sols, enfin en 1775 de 8 sols pour livre, les Etats adoptent la même attitude et, comme l'abonnement est constitué sur le pied réglé en 1760, c'est une somme de 720.000 livres qu'ils doivent en fin de compte affecter annuellement à cette dépense (334).

Le problème de la réunion des fonds s'avère complexe : le roi se déclarant convaincu de la nécessité de « *décharger les biens ruraux de toute contribution aux abonnements* », l'assemblée n'a que le choix des moyens jugés les moins onéreux par le contrôleur général : une « *augmentation des droits sur les consommations* », ou bien une « *addition des droits d'équivalent* » (335). Cette dernière « *voie* » paraît tout d'abord impraticable : indépendamment du « *gain illicite procuré au fermier* » on invoque les graves répercussions que ne manqueraient pas d'avoir l'augmentation de l'impôt sur le prix des denrées de première nécessité. Au reste l'accroissement du revenu de l'équivalent « *remplirait-il l'entier prix de l'abonnement* » ? en réalité il n'est pas possible — et l'assemblée ne l'ignore pas, ainsi qu'en témoigne sa délibération du 10 décembre 1774 (336) — de modifier les conditions d'un bail pendant la durée de celui-ci. Or le bail en cours prend fin seulement le 31 mars 1776... On se résout donc — mais en protestant qu'il s'agit là d'un « *expédient provisoire* » — à grever la production viticole : un droit de vingt sous est établi sur chaque muid du cru de la province (337).

(329) P-V 4 janv. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 420).

(330) *Hte-Gar.*, C-2425, f° 359.

(331) *Hte-Gar.*, C-2426, f° 435.

(332) *Hte-Gar.*, C-2427, f° 434 ; C-2429, f° 520 ; C-2430, f° 435 ; C-2431, f° 329.

(333) *Hte-Gar.*, C-2416, f° 255 v°, 256.

(334) La perception de la taxe additionnelle de 8 sols pour livre est ordonnée par l'édit de novembre 1771, mais la province bénéficie jusqu'en 1775 de remises importantes, correspondant à la moitié (en 1773) ou au quart (en 1774) du prix de l'abonnement (*Hte-Gar.*, C-2416, f° 254 v°).

(335) P-V 7 déc. 1773 (*Hte-Gar.*, C-2416, f° 255, 255 v°).

(336) *Hte-Gar.*, C-2417, f° 50, 51.

(337) P-V 7 déc. 1773 (*Hte-Gar.*, C-2416, f° 257 v°, 259).

Cette « *spéculation* » se solde par un échec total : d'une part le produit de la nouvelle taxe s'avère nettement inférieur aux prévisions de la commission des Affaires Extraordinaires (338); d'autre part de vives protestations s'élèvent dans plusieurs lieux de la province contre l'imposition d'un droit frappant « *essentiellement* » la « *partie la plus chargée* » du taillable, et cela aveuglément, sans « *faire de différence entre les vins* » (339). Les Etats sont ainsi amenés à relever le tarif du droit d'équivalent grevant le débit de la viande de porc et celui du poisson. Ils estiment que la première de ces augmentations est susceptible de produire 140.000 livres, la seconde devant rapporter environ 80.000 livres (340). C'est donc un prélèvement de 220.000 livres qu'ils opéreront sur le revenu de l'équivalent de l'année 1776, le bail devant être renouvelé en effet le 1^{er} avril de cette année-là. Les Etats affecteront en outre au paiement de l'abonnement des 8 sous pour livre le produit des subventions, évalué à 50.000 livres, mais malgré cet appoint la majeure partie des fonds (450.000 livres) devra être imposée sur le taillable (341); de toute façon on se refuse à taxer plus longtemps la production viticole (342).

Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, au moins en ce qui concerne le montant du prélèvement opéré sur le revenu de l'équivalent (343). En 1782 pourtant, le prix de l'abonnement étant porté à 900.000 livres par suite de l'imposition de deux

(338) On recueille environ 260.000 livres, alors qu'on en espérait quatre cent mille (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 304 v°). Aussi bien pour pouvoir remplir leurs obligations en 1775 les Etats doivent-ils prévoir l'imposition de 450.000 livres sur le taillable; le trésorier de la Bourse fera l'avance de « *tout ce qu'il faudra pour compléter les 720.000 livres de l'entier prix dudit abonnement* » (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 318).

(339) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 305).

(340) P-V 5 janv. 1775. Les résultats financiers s'avèreront conformes aux prévisions de l'assemblée.

(341) P-V 5 janv. 1775 (*Hte-Gar.*, C-2417, f° 317-319); Arrêt conseil 15 sept. 1775 (*Hérault*, A-116, f° 177).

(342) Il y aurait lieu d'épiloguer sur l'abolition — quelques mois après son imposition — de la taxe de 20 sous par muid de vin. Il est invraisemblable en effet que les Etats se soient déterminés sur les seuls résultats d'une régie à peine installée. En fait les Etats ne s'étaient résolus à taxer la récolte de l'année 1774 que parce qu'ils n'avaient pas pu modifier les conditions du bail de l'équivalent; dès qu'ils le purent, avant même d'avoir été informés — « *à faute de tous les inventaires* » — des résultats de la perception de la taxe de 20 sous, ils prirent leurs dispositions pour opérer les changements qui pourraient être faits aux droits d'équivalent (P-V 10 déc. 1774; *Hte-Gar.*, C-2417, f° 50). L'assemblée fit grand cas, cela va sans dire, des protestations élevées dans plusieurs lieux de la province contre l'imposition de la taxe de 20 sous. Certaines de ces protestations étaient fondées : ainsi il eût été logique de prendre en considération la qualité des vins. Pouvait-on prétendre par contre que la taxe frappait « *essentiellement* » la « *partie la plus chargée* » du taillable? le fisc, à ce que l'on sait, ne s'était jamais montré particulièrement rigoureux à l'égard des producteurs de vin. Et qui devait en définitive, après l'abolition de la taxe de 20 sous, supporter une charge accrue, sinon la généralité du taillable?

(343) P-V 2 mars 1776 (*Hte-Gar.*, C-2418, f° 854); 24 déc. 1777 (*id.*, C-2420, f° 252); 30 déc. 1780 (C-2423, f° 274); 21 déc. 1782 (C-2425, f° 356); 16 déc. 1783 (C-2426, f° 435); 28 déc. 1784 (C-2427, f° 434); 11 janv. 1787 (C-2429, f° 520); 15 janv. 1788 (C-2430, f° 485); 14 févr. 1789 (C-2431, f° 329).

nouveaux sous, l'assemblée provinciale aurait volontiers parfait le paiement en prélevant 50.000 livres de plus sur le produit de l'équivalent (344). Mais le roi se refuse à amender les dispositions de l'arrêt du conseil du 6 octobre 1781 ordonnant l'affectation de 300.000 livres aux indemnités (345), et c'est sur le taillable en fin de compte qu'est réparti le supplément (346).

e) — *Le droit annuel des offices municipaux acquis par la province en 1754 (1755-1757)*

Le remboursement des capitaux empruntés en vue de l'acquisition des offices municipaux créés par l'édit de novembre 1733 et restés invendus est effectué en une dizaine d'années (1755-1765) à l'aide de fonds prélevés sur le produit de l'équivalent (347). En outre une partie du produit de la ferme est en 1755, en 1756 et en 1757 affectée au paiement du droit annuel de ces offices : les Etats ne pouvant obtenir l'exemption de la Paulette jugent en effet « *plus convenable de faire payer par la province en corps la somme à laquelle revient au total le droit annuel* », car « *les communautés... chargées de payer cet annuel chacune à proportion de la fixation des offices (les concernant)... pourraient négliger de le payer, ce qui priverait la province et ces communautés des avantages de l'acquisition* » (348).

c) PAIEMENT DES DETTES DE LA PROVINCE.

Le remboursement des capitaux empruntés constitue l'une des préoccupations majeures des Etats (si d'aventure ils l'oublient, le contrôleur général ne manque pas de les rappeler à l'ordre) et le fait qu'ils aient à plusieurs reprises payé les dettes de la province avec les deniers de l'équivalent n'est pas de ceux qui doivent surprendre.

Les fonds étant sauf exception affectés à l'amortissement de dettes bien déterminées, la liste des opérations réalisées, d'importance d'ailleurs très inégale, peut être établie avec certitude.

a) — *Remboursement des avances faites par les fournisseurs des équipages des troupes en 1733 et en 1734.*

On sait que les Etats effectuent ce remboursement au moyen de fonds destinés primitivement au financement des travaux du Peyrou : en 1734 l'exécution des travaux étant suspendue, les fonds dormaient « *inutillement* » dans la caisse du trésorier de la Bourse (349).

(344) P-V 4 janv. 1782 (*Hte-Gar.*, C-2424, f° 422).

(345) Arrêt conseil 24 janv. 1782 (*Hérault*, A-121, f° 40).

(346) *Hte-Gar.*, C-2432, f° 34, 35.

(347) Cf. *infra* p. 466.

(348) *Hte-Gar.*, C-2397, f° 91 v°.

(349) Cf. *supra* p. 454.

b) — *Amortissement de la rente constituée au profit du maréchal d'Asfeld (1737-1738)*

Le maréchal d'Asfeld, qui avait des « *sommes considérables placées sur la province* », méritait « *quelque préférence* » selon les Etats pour les services rendus en tant que directeur général des Fortifications : vingt mille livres ou environ lui furent assignés sur le produit de l'équivalent des années 1737 et 1738 (350).

c) — *Amortissement des dettes contractées pour l'abonnement des 4 sous pour livre de la capitation (1750-1752 et 1758)*

Cette dépense avait nécessité le lancement en 1748 d'un emprunt de 3 millions de livres (351), et l'on sait que deux ans plus tard le contrôleur général mettait les Etats dans l'obligation d'affecter les fonds disponibles prélevés sur le produit de l'équivalent à l'amortissement de la dette (352). En fait l'assemblée provinciale fut dissoute en 1750 (353), et les dépenses de l'année en cours, ainsi que celles des deux années suivantes, furent ordonnées de la seule autorité du roi (354) dans l'esprit, cela va sans dire, des directives précédemment communiquées aux Etats par le contrôleur général : la somme de 208.000 livres que les Etats avaient « *destinée au paiement de la capitation* » en 1749 fut ainsi en 1750, en 1751 et en 1752 affectée à l'amortissement de la dette contractée pour l'abonnement des 4 sous pour livre de la capitation.

En ce qui concerne l'affectation du produit de l'équivalent du premier quartier de 1758 au paiement des intérêts du nouvel emprunt de 3.000.000 de livres lancé à l'occasion du renouvellement de l'abonnement des 4 sous pour livre, elle fut décidée par l'assemblée provinciale le 6 février 1759, et présentée « *comme le moyen le plus prompt et le moins à charge* » (355). On rappellera que l'équivalent avait été mis en régie pendant les trois premiers mois de l'année 1758 (356).

d) — *Extinction de la dette contractée pour rembourser le trésorier de la Bourse Bonnier (1753).*

En autorisant les Etats désireux d'amortir la dette de la province à prélever 230.000 livres sur le revenu de l'équivalent de l'année 1753, le conseil d'Etat avait précisé que cette somme, jointe à celle de 800.000 livres remise par le roi sur le montant de la capitation, devait

(350) Cf. *supra* p. 449.

(351) Cf. *supra* p. 458.

(352) L'incident survenu en 1750 entre le contrôleur général et les Etats a été rapporté ci-dessus p. 459.

(353) *HL*, t. XIII, p. 1095.

(354) *HL*, t. XIII, p. 1126.

(355) P-V 6 févr. 1759 (*Hte-Gar.*, C-2401, f^o 77). La continuation de l'imposition des 4 sous pour livre de la capitation avait été ordonnée par l'arrêt du conseil du 27 septembre 1757 ; le 2 mai de l'année suivante le conseil avait autorisé la province de Languedoc à renouveler l'abonnement, le prix étant toujours fixé à 3.000.000 de livres.

(356) Après la résiliation du bail Pierre Saint : *supra* p. 294.

être affectée au paiement des dettes portant intérêt au denier vingt, au choix des Etats, « en observant d'éteindre en même temps et par préférence les rentes d'un même emprunt, à l'exception... de celles appartenant à des communautés religieuses, hôpitaux et autres gens de mainmorte » (357).

Les Etats choisirent d'éteindre la dette contractée en 1725 pour pourvoir au remboursement des avances faites par le trésorier de la Bourse Bonnier dans la période comprise entre les années 1719 et 1724 (358). Près de 2.800.000 livres avaient été empruntées et il restait dû en 1753 une somme de 1.176.955 livres, dont 140.219 livres à des gens de mainmorte (359).

e) — *Remboursement des avances faites par le fournisseur des lits et ustensiles aux troupes* (1754).

En 1754 le roi prenant la décision d'augmenter les effectifs militaires dans la province, les Etats adjugent à un négociant de Lunel, Soulier, la fourniture des lits et ustensiles destinés aux troupes. Le montant de la dépense n'étant pas déterminé au moment de la passation du bail, il est stipulé que Soulier fera l'avance des fonds (360); en outre comme les Etats redoutent que la dépense soit excessive — elle se montera finalement à 409.766 l. 15 s. 4 d. (361) — et qu'ils appréhendent de la « rejeter sur les diocèses ou sur les communautés où les troupes d'augmentation seront en quartier, ou de l'imposer sur le général » du pays, ils obtiennent l'autorisation d'affecter 230.000 livres, à prendre sur le produit de l'équivalent, au remboursement du fournisseur (362).

f) — *Extinction de la dette contractée pour l'acquisition des offices municipaux créés par l'édit de novembre 1733 et restés invendus* (1755-1765)

Ces offices sont évalués 11.400.000 livres en 1754 : vainement les députés de la province à la cour s'efforcent d'obtenir un forfait plus avantageux (363).

(357) Arrêt conseil 29 déc. 1753 (*Hte-Gar.*, C-22, f° 63; *Loix municip.* t. II, p. 217); P-V 28 nov. 1752 et 8 mars 1754 (*id.*, C-2395, f° 136; C-2396, f° 384, 385).

(358) L'assemblée provinciale avait reconnu devoir à Bonnier 3.453.186 l. 13 s. 9 d. Elle avait délibéré d'imposer sur le taillable en 1725 la somme de 733.806 l. 19 s. et d'emprunter le surplus, soit 2.719.379 l. 14 s. 9 d. (*Hte-Gar.*, C-2369, f° 98 v°).

(359) P-V 8 mars 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 384-385).

(360) Il est prévu que Soulier rendra compte aux Etats comme de clerc à maître; pour ses soins et l'intérêt de ses avances il lui est accordé 10 % du montant de la dépense (P-V 7 mars 1754; *Hte-Gar.*, C-2396, f° 330, 334).

(361) P-V 14 déc. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2397, f° 41 v°).

(362) P-V 7 mars 1754 (*Hte-Gar.*, C-2396, f° 337, 338). Une partie de la remise traditionnellement accordée par le roi sur la capitulation est également affectée à cette dépense (*id.*, C-2396, f° 340, 394; C-2397, f° 40 v°, 41).

(363) P-V 21 déc. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2397, f° 57).

Les conditions de l'arrangement, fixées par l'arrêt du conseil du 30 juillet 1754, sont les suivantes : le Trésor royal fait l'avance de 7.400.000 livres; les Etats empruntent de leur côté le complément, soit 4.000.000 de livres. Le remboursement de cette partie sera effectué par annuité de 500.000 livres — 400.000 livres étant prélevées sur le revenu de l'équivalent, le reste provenant d'une remise de 800.000 livres que le roi s'engage à accorder chaque année sur la capitation; le surplus de ladite remise, soit 700.000 livres, devra être affecté au paiement des intérêts et au remboursement du capital avancé par le Trésor. Les députés de la province pourront ainsi proclamer que « *l'évaluation des offices est fixée par rapport à la province à la somme de 4.000.000 de livres* » (3.636.363 l. 12 s. pour le principal; 363.636 l. 8 s. pour les 2 sous pour livre); et ils ajoutent que ces conditions remplissent tout ce que les Etats pouvaient désirer par l'acquisition des charges municipales invendues, « *soit en éloignant les traités qui auraient pu être faits à cette occasion avec plusieurs compagnies qui se présentaient pour acquérir les mêmes offices, soit en diminuant à l'égard de la province, autant qu'il été possible, l'objet du prix de cette acquisition* » (364).

Les dispositions arrêtées le 30 juillet 1754 recevront une stricte application : chaque année à compter de 1755 la somme de 400.000 livres sera prélevée sur le produit de l'équivalent pour servir au remboursement, capital et intérêts, des quatre millions empruntés (365). En conséquence la dette est éteinte en 1765. Une partie de la somme de 400.000 livres prélevée cette année-là sur le produit de l'équivalent est d'ailleurs affectée à une autre dépense (366).

Précisons qu'il n'a pas été fait grâce à la province de la Paulette des offices municipaux : le conseil d'Etat avait lui-même fixé le montant du droit annuel à 10.101 l. 2 d. (367). Avec l'autorisation du roi la taxe est acquittée, au moins jusqu'en 1758, à l'aide des deniers de l'équivalent (368).

g) — *Extinction de la dette contractée pour offrir un vaisseau au roi* (1765, 1767, 1768)

En 1765 la province ne doit plus que 340.000 livres sur la somme empruntée pour l'acquisition des offices municipaux invendus. Le prélèvement de 400.000 livres ordonné sur le produit de l'équivalent permet donc aux Etats d'éteindre la dette, et même de destiner une cinquantaine de milliers de livres au remboursement des capitaux empruntés pour offrir un vaisseau au roi (369). La décision est également prise d'opérer

(364) P-V 21 et 24 déc. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2397, f° 57, 91).

(365) *Hte-Gar.*, C-2397, f° 139; C-2398, f° 163; C-2399, f° 91 v°; C-2401, f° 315; C-2402, f° 465; C-2403, f° 192 v°; C-2404, f° 91 v°; C-2405, f° 471; C-2406, f° 384; C-2407, f° 172.

(366) Cf. *infra* g).

(367) P-V 24 déc. 1754 (*Hte-Gar.*, C-2397, f° 91 v°).

(368) Arrêts conseil 4 nov. 1755; 7 mai 1756 et 4 déc. 1757 (*Hérault*, A-106, f° 65, 123; *Hte-Gar.*, C-24, f° 203).

(369) *Hérault*, A-111, f° 35. La décision d'offrir au roi un vaisseau de ligne de quatre vingt canons, devant être baptisé « *Le Languedoc* », a été prise en 1761.

dans ce même but un prélèvement de 400.000 livres sur le produit de l'équivalent de l'année 1766 et enfin — la construction et l'armement du vaisseau ayant contraint l'assemblée de lancer un emprunt de 700.000 livres — d'éteindre la dette en 1767 (370).

Ce plan reçoit l'approbation du conseil d'Etat (371), mais son exécution sera suspendue en 1766 eu égard aux « *tristes circonstances* » dans lesquelles la province se trouve : des pluies torrentielles et des inondations ayant causé de graves dommages, notamment aux ouvrages publics, les 400.000 livres prélevées sur le revenu de l'équivalent sont affectées au paiement des « *réparations extraordinaires* » nécessitées par la remise en état de ces ouvrages (372). Les prélèvements destinés au remboursement des sommes empruntées pour la construction du « *Languedoc* » seront ainsi opérés, dans des proportions conformes aux premières vues de Etat, en 1767 et en 1768 (373).

D) AUMONES ET GRATIFICATIONS

Aumones

La délivrance de l'équivalent est pour les Etats l'occasion de distribuer des aumônes. Il est question de cet usage dans le premier quart du XVII^{me} siècle, mais on ne saurait affirmer que les aumônes sont à la charge de la province (374), à fortiori qu'elles sont prélevées sur le produit de l'équivalent. En 1764 cependant les procès-verbaux révèlent que deux mille livres ont été prélevées sur ledit produit, et autant l'année suivante, pour permettre au président de l'assemblée d'accomplir, « *suivant le plus ancien usage* », cette œuvre charitable (375).

Gratifications

Le sieur Badger ayant contribué à perfectionner l'industrie textile languedocienne en établissant à Nîmes une calandre anglaise, les Etats conviennent le 31 décembre 1767 de prélever six mille livres sur le produit de l'équivalent de l'année 1768 et de les lui attribuer (376).

(370) *Hérault*, A-111, f° 35.

(371) Arrêt 18 déc. 1766 (*Hérault*, A-111, f° 35).

(372) P-V 21 janv. et 20 déc. 1766 (*Hte-Gar.*, C-2408, f° 126 v° ; C-2409, f° 152).

(373) 400.000 livres sont prélevées en 1767 (*Hte-Gar.*, C-2409, f° 152) ; 300.000 livres en 1768 (*id.*, C-2410, f° 409).

(374) Un incident survenu en 1612 laisse plutôt supposer le contraire : l'entreprise avait été délivrée le 17 janvier à Deshours pour 212.000 livres, « *en donnant aux Pauvres de Jésus-Christ la somme de 500 livres, à la distribution des commissaires (royaux)* ». Quelques jours plus tard on apprenait que le fermier refusait de payer ce supplément de prix. Les Etats reconnaissaient cependant que le prix du bail était plus élevé qu'ils n'avaient espéré, et ils prenaient la décision d'en distraire chaque année 200 livres, durant le trienne, pour donner en aumônes (*Hte-Gar.*, C-2293, f° 119, 137). A noter également que le duc de Montmorency, premier commissaire du roi, ordonne aux sieurs Gallière et Durant, à qui le bail est délivré le 5 décembre 1614, de verser aux frères prêcheurs de Castres la somme de 450 livres (*Hérault*, A-46, f° 370 v°).

(375) *Hte-Gar.*, C-2406, f° 384 et C-2407, f° 172.

(376) *Hte-Gar.*, C-2410, f° 489.

CONCLUSION

Par un singulier paradoxe l'équivalent va disparaître alors que sa réglementation est enfin cohérente, son administration rationnelle, son revenu plus indispensable que jamais aux pouvoirs publics. C'est qu'il est, comme les aides — et même plus puisque dans son principe il constitue un privilège — lié à l'Ancien Régime. Inévitablement l'écroulement de celui-ci entraînera son abolition.

Sans doute l'Assemblée nationale opte tout d'abord (décret 28-31 janvier 1790) pour la continuation de la levée des droits d'aides « *de toute nature..., sous quel dénomination qu'ils soient connus..., dans la même forme et sous le même régime précédemment établi* » (1). Ordre est même donné aux officiers municipaux (décret 23-26 février 1790) d'employer tous les moyens pour prévenir et dissiper les obstacles apportés à la perception (2). Plus spécialement le décret du 23-26 mars 1790 touchant l'administration de la province de Languedoc porte expressément (art. 5) que le bail à ferme de l'équivalent et le règlement relatif à cet impôt seront « *exécutés selon leur forme et teneur* » (3).

La levée des droits incontestablement se heurte pendant cette période à de sérieux obstacles. La contrebande à main armée, notamment à Montpellier, n'est pas l'un des moindres : le fermier Dupuy dénombre deux cents contrebandiers dans la ville au début de 1789. Tous reçoivent une aide active de la population en sorte qu'il n'est plus possible aux commis de s'opposer efficacement aux entreprises frauduleuses ; même les corps de garde placés aux portes s'avèrent impuissants à secourir percepteurs et contrôleurs. Dupuy s'indigne d'une telle situation : jugeant « *impossible que de pareils désordres subsistent plus longtemps à Montpellier où toutes les autorités sont réunies* », il préconise encore au début de 1789 l'emploi de moyens rigoureux pour soumettre les « *rebelleonnaires* » (4). Mais peu après tous les intéressés tombent d'accord sur un point : l'inopportunité d'une politique de fermeté en matière fiscale, dans l'intérêt de la tranquillité publique (5).

Les contrebandiers professionnels ne sont pas seuls en cause. L'opinion publique, travaillée par les bouchers et par les cabaretiers (6), qui souvent — il convient de le reconnaître — ont des griefs fondés

(1) Duvergier, Collection des lois, I, p. 96.

(2) Duvergier, I, p. 102. Cf. également décret du 22 mars — 11 avril 1790 (p. 129).

(3) Duvergier, I p. 130.

(4) *Hte-Gaz.* C-2431, f° 335 sq.

(5) Mémoire présenté par Dupuy, sept. 1790 (*Hérault*, B-9045).

(6) Par exemple à Mende (*Hérault*, B-21627).

vis-à-vis des fermiers (7), manifeste parfois violemment son hostilité à l'égard des commis. A Sète notamment le 15 avril 1789 les locaux servant de bureau au fermier sont envahis par la populace, le mobilier est saccagé, les romaines détruites, les registres des déclarations et les livres d'inventaires « *mis en lambeaux* » et dispersés aux quatre vents ; les consuls enfin sont « *forcés de faire publier qu'il ne se percevrait plus de droit d'équivalent* » dans la ville (8). Des excès se produisent en même temps dans d'autres endroits de la province, particulièrement dans les pays de Velay, de Vivarais et de Gévaudan : à Mende les bouchers refusent d'acquitter les droits et pour montrer leur détermination ils ont l'audace d'égorger les bêtes devant le bureau du fermier. A Monestier les cabaretiers comparaissent devant le maire au mois d'avril 1790 « *pour s'éclairer sur la prétendue suppression de l'équivalent* ». En vain on leur fait lecture des décrets de l'Assemblée nationale prescrivant la levée des droits et l'application du règlement, et on les exhorte à s'y conformer. Rien ne peut les détourner de leur supposition et quatre mois après ils résistent encore aux moyens mis en œuvre pour les contraindre. A Joyeuse d'ailleurs des affiches sont apposées, annonçant la « *suppression légale* » de l'équivalent. Aussi bien dans le même temps à Fay-le-Froid les huissiers se heurtent aux contribuables étonnés qu'on ose encore percevoir le droit (9). La suppression de certaines taxes, notamment la dîme et la gabelle, contribue à accroître la confusion : le peuple tient pour certain que tous les droits et principalement ceux de l'équivalent sont supprimés, constate le fermier Prunac à propos des incidents survenus à Sète (10). Quant à Roussot, fermier des villes de Nîmes et de Beaucaire, il proclame le 4 mai 1790 que « *les redevables soutenus et inspirés par les ennemis de la révolution cherchent à donner une mauvaise et fausse interprétation aux décrets rendus par l'Assemblée nationale en soutenant que l'équivalent est supprimé* » (11).

La position des autorités, des magistrats municipaux en particulier, est très délicate. Le plus souvent ils doivent se contenter d'exhorter les traitants à agir avec indulgence et modération. Au Puy par exemple en octobre 1789 il ne peut être donné suite à un verbal de fraude dressé contre le cabaretier Jean Lac, le baron de Lestrade, général de la milice, craignant que les poursuites n'entraînent une « *émeute générale* » qui mette « *la ville en feu* ». Ce n'est pas un cas isolé : le fermier Corbie est instamment prié par les conseils municipaux de plusieurs villes (Chirac, Florac, Marvejols, Pradelles, Solignac, Viviers, etc...) d'« *user de la plus grande modération* » et de se contenter de ce qu'il pourrait « *amiablement percevoir* » (octobre 1789 — septembre 1790) ; à Saint-Chély d'Apcher même les magistrats municipaux constatent le 5 août 1790 qu'il est « *moralement impossible de faire le recou-*

(7) Cf. notamment *Hérault*, B-9045 le mémoire adressé le 14 avril 1790 à l'Assemblée Nationale par les aubergistes, traiteurs et cabaretiers de Beaucaire.

(8) *Hérault*, B-9131.

(9) *Hérault*, B-21627. La population de Langogne est également persuadée de la suppression de l'équivalent, ainsi que l'attestent de nombreux verbaux dressés en 1789 (*Lozère*, F-742).

(10) *Hérault*, B-9131.

(11) *Hérault*, B-9045.

vement des arrérages » (12). A leur décharge reconnaissons que les autorités locales refusent très rarement d'assister les commis quand ces derniers les prient d'intervenir. Corbie, qui dirige l'entreprise dans les trois pays de Velay, de Vivarais et de Gévaudan, et qui n'aurait pas manqué de faire cas de tels incidents, ne signale de défection de la part des consuls qu'à Craponne, Langogne et Chateauneuf (13). Quant à Dupuy, dont le département s'étend sur les quatre diocèses d'Alès, de Montpellier, de Nîmes et d'Uzès, il ne peut établir de façon certaine qu'un seul cas de refus d'assistance, de la part des officiers municipaux de Nîmes, refus constaté par verbal le 18 août 1790 (14).

En définitive les troubles ayant affecté l'organisation de la ferme semblent devoir être localisés dans l'espace et dans le temps. Les seules réclamations sérieuses à notre connaissance émanent des sept diocèses dirigés par Corbie et Dupuy. Quant aux partisans qui administrent la ferme dans les territoires relevant des anciennes sénéchaussées de Carcassonne et de Toulouse ils exécutent fidèlement les obligations souscrites (15) ; tout au plus réclament-ils des délais de paiement (16). De toute façon les autorités réagissent rapidement. A Mende par exemple les chefs des émeutiers sont arrêtés (juin 1790) grâce à l'action conjuguée de la municipalité, de la maréchaussée et de la garde nationale (17), et à Sète les responsables de l'insurrection du 15 avril 1789 sont sévèrement châtiés (18). Cette action est en tout point conforme aux vues de l'Assemblée nationale : les officiers municipaux, proclame le décret du 12-21 septembre 1790, *« mettront au rang de leurs devoirs les plus essentiels... celui de veiller à ce qui les droits dont la perception a été ordonnée ou prorogée... soient payés avec la plus grande exactitude, ou perçus avec la même sûreté »* (19). Et de fait Corbie dans les circulaires adressées à ses subordonnés en janvier 1791, prône la rigueur : *« Allez donc en avant sans ménagement ni complaisance ; faites faire des commandements, des saisies... et des arrestations »* (20)...

En fait l'assemblée révolutionnaire ne pouvait pas maintenir le système fiscal de l'Ancien Régime. Consultons les cahiers de doléances remis dans chaque sénéchaussée de la province en 1789 (21). Si trois d'entre eux seulement — cahiers du tiers-état des sénéchaussées de

(12) *Hérault*, B-21627.

(13) *Hérault*, B-21627. Corbie est particulièrement satisfait de l'attitude de la municipalité de Pradelles (Lettre 9 sept. 1790, *Lozère* F-740-743).

(14) *Hérault*, B-9045 ; B-9380.

(15) A l'exception peut-être de Truilhet, sous-fermier des « campagnes » de Carcassonne : *Hérault*, B-9103.

(16) *Hérault*, B-9380, 21627.

(17) *Hérault*, B-21.627.

(18) *Hérault*, B-9380, 21.627.

(19) Duvergier, I p. 367.

(20) Circulaire 20 janv. 1791 (*Lozère* F-741).

(21) HL, t. XIV, pr. cc. 2522 sq.

Montpellier (22), d'Annonay (23) et de Villeneuve-de-Berg (24) — nomment expressément l'équivalent (25), tous d'une manière générale souhaitant une réforme fiscale impliquant l'abolition des impôts indirects. C'était là le vœu de la nation, et la Constituante malgré les besoins financiers de l'Etat ne pouvait l'oublier. Les aides suivront donc le sort de la gabelle. Les aides et droits assimilés, notamment les devoirs de Bretagne et l'équivalent de Languedoc : c'est le même et célèbre décret du 2-17 mars 1791 qui en prononce l'abolition, à compter du 1^{er} avril (26). L'enseignement de l'histoire cependant n'aura pas été vain. Lorsque l'Etat recourra à nouveau aux impôts indirects le pouvoir fiscal pourra, en parfaite connaissance de cause, faire son choix parmi les techniques d'administration et de recouvrement longuement éprouvées sous l'Ancien Régime.

(22) Art. 11.

(23) Art. 14.

(24) Art. 48.

(25) Ces cahiers, on l'a déjà noté, émanent des départements considérés par les fermiers comme particulièrement « difficiles ».

(26) Duvergier, II, p. 231.

BIBLIOGRAPHIE

a) *Travaux modernes sur l'équivalent :*

- NICOD E. — Le droit d'équivalent dans le haut-Vivarais. *Rev. du Vivarais*, t. VIII, 1900, pp. 176-183.
- SPONT A. — L'équivalent aux aides en Languedoc de 1450 à 1515. *Ann. Midi*, 1891, pp. 232 et suiv.
- TEISSIER DU CROS Ch. — L'impôt de l'équivalent du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime, *Ann. Midi*, 1944-1948, pp. 290-325.

b) *Ouvrages généraux :*

- APPOLIS Emile. — Un pays Languedocien au milieu du XVIII^e siècle : le diocèse civil de Lodève. Etude administrative et économique. *Albi*, 1951.
- BARATIER Edouard, REYNAUD Félix. — Histoire du commerce de Marseille. Tome II (de 1291 à 1480). *Paris*, 1951.
- BEAUCOURT G. DU FRESNE DE. — Histoire de Charles VII. *Paris*, 6 vol., 1881-1891.
- BEAUCOURT G. DU FRESNE DE. — Le procès de Jacques Cœur. *Rev. Quest. hist.*, t. XLVII, 1890.
- BONNAFOUS Marcelle. — Toulouse et Louis XI. *Ann. Midi*, 1927-1928, 1 et 113.
- BOUTARIC Edgard. — Institutions militaires de la France avant les armées permanentes. *Paris*, 1863.
- BOUVIER René. — Un financier colonial au XV^e siècle : Jacques Cœur. *Paris*, 1928.
- BURCUBURU P. — La Livre carnassière, ancienne livre de boucherie. *Bull. Comité Trav. Hist., Section Sciences Economiques et Sociales*, 1939, pp. 101-125.
- CASTER G. — La technique commerciale du pastel à Toulouse au XVI^e siècle. *Ann. Midi*, 1951, pp. 305-327.
- CLAMAGERAN. — Histoire de l'impôt en France. *Paris*, 1867-1868, 2 vol.
- CLEMENT Pierre. — Jacques Cœur et Charles VII ou la France au XV^e siècle. *Paris*, 1853, 2 vol.
- DAINVILLE Maurice DE. — Une intervention de Jacques Cœur au sujet du port d'Aiguesmortes. *Recueil trav. C. Brunel*, I (1955) 322 sq.
- DANSIN Hippolyte. — Etude sur le gouvernement de Charles VII. *Thèse lettres Paris*. Strasbourg, 1856.
- DELCAMBRE Etienne. — Une institution municipale languedocienne. Le consulat du Puy-en-Velay des origines à 1610. *Le Puy-en-Velay*, 1933.
- DELCAMBRE Etienne. — Contribution à l'histoire des Etats provinciaux. Les Etats du Velay des origines à 1642. *St Etienne*, 1938.
- DENIAU J. — Les Etats particuliers du Pays de Gévaudan, *Bull. Soc. Lettres, Sc., Arts Lozère*, 1930, pp. 49-50.
- DERMIGNY Louis. — Une concurrence au port franc de Marseille : armement languedocien et trafic du Levant et de Barbarie (1681-1795). *Provence Historique*, 1955, 248-262.

- DERMIGNY Louis. — Naissance et croissance d'un port : Sète de 1666 à 1880. *Montpellier* 1955.
- DION Roger. — Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIX^{me} siècle. *Paris*, 1959.
- DOGNON Paul. — La taille en Languedoc de Charles VII à François I^{er}. *Ann. Midi*, 1891, pp. 340 sq.
- DOGNON Paul. — Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion. *Toulouse*, 1895.
- DOUCET Roger. — Le gouvernement de Louis XI. *Rev. Cours et Conférences*. 1923-24, p. 524.
- DUBEDAT. — Histoire du parlement de Toulouse. *Paris*, 1885.
- DUBLED Henri. — Seigneurs et paysans en Languedoc au Moyen-Age et sous l'Ancien Régime. Le cas particulier du village de Gajan (Gard). *Rec. Mém. et trav. Soc. Hist. Droit Ecrit*, IV, I (1958) pp. 1 sq.
- DUPONT-FERRIER G. — Histoire et signification du mot « aides » dans les institutions financières de la France, spécialement aux XIV^e et XV^e siècles. *Bibl. Ecole Chartes*, 1928, pp. 53-69.
- DUPONT-FERRIER G. — Les origines des élections financières en France aux XIV^e et XV^e siècles. *Bibl. Ecole Chartes*, 1929, pp. 233-255.
- DUPONT-FERRIER G. — Etudes sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen-Age. Tome II. Les finances extraordinaires et leur mécanisme. *Paris*, 1932.
- DUPONT-FERRIER G. — Nouvelles Etudes sur les Institutions financières de la France à la fin du Moyen-Age. Les origines et le premier siècle de la chambre ou cour des aides de Paris. *Paris*, 1933.
- DUTIL L. — L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789), *Paris*, 1911.
- FORT, aîné. — Tables de comparaison entre les anciens poids et mesures du département de l'Hérault et les nouveaux poids et mesures. *Montpellier*, Thermidor an XIII.
- GACHON J.L.P. — Les Etats de Languedoc et l'Edit de Béziers (1632). *Paris*, 1887.
- GACHON P. — Histoire de Languedoc. *Paris*, 1921.
- GANDILHON René. — Politique économique de Louis XI. *Paris*, 1941.
- GERAUD-PARRACHA Guillaume. — Le commerce des vins et des eaux-de-vie en Languedoc sous l'Ancien Régime. *Thèse droit, Montpellier*, 1955.
- GERMAIN A. — Histoire du commerce de Montpellier, antérieurement à l'ouverture du port de Cette. *Montpellier*, 1861, 2 vol.
- GILLES Henry. — Les Etats de Languedoc au XV^e siècle. *Ecole Nationale des Chartes. Positions des thèses*, 1952 pp. 50-54.
- GILLES Henry. — Les Etats de Languedoc au XV^e siècle. *Th. droit dactyl*, 1959.
- GOURCY DE. — La foire de Beaucaire. *Montpellier*, 1911.
- GOURON André. — La réglementation des métiers en Languedoc. *Th. droit Montpellier* 1957.
- GOURON Marcel. — Histoire de la ville du Pont-Saint-Esprit. *Nîmes*, 1934.
- GRAND Roger. — (av. collab. Delatouche R.). L'Agriculture au Moyen-Age de la fin de l'Empire romain au XVI^e siècle. *Paris*, 1950.
- GUIRAUD L. — Recherches et conclusions nouvelles sur le prétendu rôle de Jacques Cœur étudié dans ses rapports administratifs et commerciaux avec le Languedoc et principalement avec Montpellier d'après des documents entièrement inédits. *Paris*, 1900.

- HYD W. — Histoire du commerce du Levant au Moyen-Age. *Edit. française publiée par Furcy Raynaud. Leipzig, Paris, 1886, 2 tomes.*
- JOLY Alice. — Etablissements de Jacques Cœur dans le lyonnais (1444-1453). *Bibl. Ecole Chartes, 1928, pp. 70-80.*
- LEFEBVRE DE LA BELLANDE. — Traité général des droits d'aides. Nelle édition, *Paris 1770.*
- LE SOURD Aug. — Essai sur les Etats de Vivarais depuis leurs origines. *Paris, 1926.*
- MARINESCO Constantin. — Du nouveau sur Jacques Cœur. *Mélanges d'Hist. Louis Halphen, 1951.*
- MARION Marcel. — Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles. *Paris 1923.*
- MARION Marcel. — Histoire financière de la France depuis 1715. *Paris, 1927, t. I (1715-1789), t. II (1789-1792).*
- MATTHEWS George T. — The Royal General Farms in Eighteenth Century France. *New-York 1958.*
- MAZON — Les muletiers du Vivarais, du Velay et du Gévaudan. *Le Puy-en-Velay, 1892.*
- MEYNIAL, Ed. — Etudes sur l'histoire financière du XVI^e siècle. *Nlle Rev. hist. de droit fr. et étranger, 1920, p. 451; 1921, p. 459 sq.*
- MONIN H. — Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville. 1685-1719. *Th. Lettres. Paris, 1884.*
- MOREAU DE BEAUMONT. — Mémoires concernant les impositions et droits. Edit. Poullin de Vieville, t. II, *Paris, 1787.*
- PAGEZY Jules. — Mémoires sur le port d'Aiguesmortes. *Paris, 1886.*
- PION J-F-J. — La ferme générale des droits et domaines du roi depuis sa création jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. *Thèse droit Paris 1902.*
- POCQUET DU HAUT-JUSSE B. A. — Les aides en Bourgogne sous Philippe le Hardi et Jean Sans Peur (1363-1419). *Rev. hist. de droit fr. et étranger, 1939, pp. 388-422.*
- PORTAL Charles. — Histoire de la ville de Cordes, Tarn (1222-1799). *Albi. Cordes 1902.*
- PUNTOUS Th. — Un diocèse civil de Languedoc. Les Etats particuliers du diocèse de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècles. *Thèse droit Toulouse 1909.*
- REGNE Jean. — Histoire du Vivarais. *Largentière, 1921, 2 tomes.*
- REGNE Jean. — La vie économique et les classes sociales en Vivarais au lendemain de la Guerre de Cent ans. *Aubenas, 1926.*
- RIOL J. L. — Le vignoble de Gaillac depuis ses origines jusqu'à nos jours et l'emploi de ses vins à Bordeaux. *Paris, 1913.*
- RIVES Paul. — Etude sur les attributions financières des Etats provinciaux en général et des Etats de Languedoc au XVIII^e siècle. *Thèse droit Toulouse 1884.*
- ROCHE Aug. — Beauchastel (Histoire civile et religieuse), *Aubenas, 1914.*
- ROUCHIER J. — Histoire du Vivarais publiée sous les auspices du conseil général de l'Ardèche par J. Régné, tome I, 1914.
- ROUSSET Auguste. — Histoire des impôts indirects... complétée, annotée et publiée par H. Louiche-Desfontaines. *Paris, 1883.*
- ROUX Pierre. — Les fermes d'impôts sous l'Ancien Régime. *Thèse droit Paris 1916.*

- SFONT A. — La taille en Languedoc de 1450 à 1515. *Annales du Midi*, 1890 pp. 365 sq., 478 sq. ; 1891, pp. 482 sq.
- STOURM René. — Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution. 2 vol. Paris 1885.
- THOMAS Antoine. — Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII. Paris, 1879, 2 vol.
- THOMAS Antoine. — La première réunion des Etats de Languedoc sous Louis XI. *Ann. Midi*, 1909, pp. 212-214.
- TROUVE (Baron). — Essai historique sur les Etats généraux de la province de Languedoc. Paris 1818.
- VIALA André. — Le Parlement de Toulouse et l'Administration Royale laïque. 1420-1525 env. *Albi*, 1953, 2 vol.
- VIALLES Pierre. — Etudes historiques sur la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, d'après ses archives privées. *Montpellier*, 1921.
- WOLFF Philippe. — Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350-vers 1450). Paris, 1954.

c) SOURCES IMPRIMEES.

- AYMARD. — Inventaire qui contient les titres et privilèges de la maison consulaire de la ville du Puy. *Ann. Soc. Agric., sciences, arts... du Puy*, t. XV, second semestre 1850.
- BASVILLE, LAMOIGNON DE. — Mémoires pour servir à l'histoire de Languedoc. Amsterdam, 1734.
- BOISLISLE A. DE, — Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des Provinces publiée d'après les documents conservés aux Archives Nationales, Paris, 1874, t. I (1683-1699), t. II (1699-1708).
- Bulletin Soc. Agric. Lozère, 1878, 1891 (*P-V. Etats Gévaudan*).
- CASENEUVE. — Chartes des principaux privilèges libertez et franchises de la Province de Languedoc. *Toulouse*, 1645.
- DELCAMBRE Etienne. — Un inventaire inédit des archives du consulat du Puy. *Bull. Hist., scient. litt... Soc. acad. du Puy et Hie-Loire*, t. XVI, 1931.
- D'ESPEISSES Antoine. — Œuvres. Edit. Guy du Rousseaud de la Combe, t. III Lyon, 1750.
- DOUAIS C. — Charles VII et le Languedoc d'après un registre de la viguerie de Toulouse (1436-1448). *Ann. Midi*, 1896-1897.
- DUPONT-FERRIER G. — Gallia Regia ou état des officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées de 1328 à 1515. Paris, 1942-1954.
- Du Droit d'Equivalent suivant les Augmentations et bonifications des nouveaux articles et règlement de la Province fait aux derniers Etats le 19 novembre 1687 et suivant les arrêts et règlement. (*Arch. Hérault*, A-68, n° 471).
- FONTANON Antoine. — Les Edicts et ordonnances des roys de France depuis S. Loys jusques a présent. Paris, 1585.
- ISAMBERT, JOURDAN, DECRUSY. — Recueil général des Anciennes Lois françaises, 1827, tome IX et suiv.
- JACQUETON Q. — Documents relatifs à l'Administration financière en France de Charles VII à François 1^{er} (1443-1523). Paris, 1891.
- Journal du Procureur Dauvet, édité par M. Mollat. Paris, 1952-1953, 2 vol.

- LA COSTE Daniel DE. — Traicte du droit de l'Equivalent establi dans le pays du Languedoc par le Roy Charles VII en l'an 1460. *Toulouse*, 1616. (*Arch. Hérault*, A-206).
- Le livre de Podio ou Chroniques d'Etienne Médicis, bourgeois du Puy, publiées par A. Chassaing, *Le Puy*, 1874, 2 tomes.
- PHILIPPI Jean. — Edicts et ordonnances du Roy, concernans l'autorité et iurisdiction des cours des aides de France, sous le nom de celle de Montpellier... Avec un Recueil des Arrests de conséquence de ladite Cour. *A Béziers par Jean Martel*, 1628.
- Règlement des denrées sur lesquelles se doit prendre le droit d'équivalent, Dressé pour la pluspart sur les Mémoires et instructions des Etats et sur les Arrêts de la Cour des aides. *A Montpellier, par Jean Pech, imprimeur du Roi et de la ville*, 1638 (*Arch. Nat.*, H* 748²⁰⁰, f° 159).
- TARDIF Jules. — Monuments historiques (Archives de l'Empire, inventaires et documents, 3) *Paris*, 1866.
- VAESEN J. — Catalogue du fonds Bourré à la Bibliothèque Nationale, *Bibl. Ec. Chartes* 1884.
- VAESEN J. — Lettres de Louix XI publiées par J. Vaesen et E. Charavay, *Paris*, 1883 et suiv.
- VAISSETE Dom, DEVIC Dom. — Histoire générale de Languedoc, *éd. Privé*, 16 vol., 1872-1905. Les documents concernant notre sujet se trouvent dans les tomes IX et suivants.
- VALOIS Noël. — Inventaire des arrêts du conseil d'Etat (règne de Henri IV) *Paris*, 1886-1893 (2 tomes).
- WOLFF Philippe. — Doléances de la ville de Toulouse aux Etats de Languedoc de 1438, *Ann Midi*, 1942-1943, pp. 88-102.

d) SOURCES MANUSCRITES.

Archives Nationales :

H* 748²⁰⁰.
 H 748²¹⁹.
 H-813, 824, 831, 839, 840, 857, 893, 1072, 1073, 1100.
 K-68, 71, 691.

Bibliothèque Nationale :

fr. 3868, 6963, 6964, 20409, 20496, 20497, 22403, 22406, 23259, 23263,
 23267, 23269, 23900, 23901, 23915, 24090, 24405, 25712, 25713,
 26073, 27268, 25711.
fr. n^{le} acq. 20029, 21135.
lat. 9178, 9179.
clair. 197, 202, 220.

Archives départementales :

Ardèche, B-51, 13-B-7, à 13-B-19.
 C-136, 329, 331 à 338, 699, 752 à 754, 1129, 1468.
Aude, B-984 à 1002, 1561, 2163, 2255, 2513, 2529, 2539.
 B-2540, 2717, 2719, 2794.
 VII-C-5, 6, 8, 10, 11.
 XXXII-C-12.
Drôme, E-588.
Gard, C-629, 815, 1206, 1224.
 E-781, 11-E-46.

Haute-Garonne, B-11.

C-1 à C-28, 161, 692, 707, 708, 747, 816, 993, 2017, 2019, 2182, 2196, 2276 à 2432.

Hérault, A-2 à 241.

B-I,	4,	7,	10,	13,	14,	15,	16,	18,	19,	21
à 23,	27,	31,	32,	34,	36,	40,	41,	50,	91,	742
à 744,	2337,	2338,	3892,	5378,	8830,	9026,	9027,	9028,	9032,	9033.
9035,	9036,	9045,	9048,	9049,	9055 à	9059,	9061,	9062,	9069,	9071.
9075,	9077 à	9081,	9093,	9094,	9098,	9100,	9103,	9104,	9128,	9131.
9137,	9140,	9141,	9150,	9152,	9155,	9156,	9160,	9162 à	9166,	9167
à 9172,	9175,	9189 à	9191,	9197,	9200,	9217,	9225,	9226,	9228,	
9229,	9241,	9245,	9246,	9252,	9264 à	9266,	9276,	9279,	9282.	
9287,	9291 à	9298,	9308 à	9313,	9329,	9330,	9333,	9338,	9340,	
9341,	9359,	9363,	9365,	9371,	9375,	9379 à	9382,	9684,	9759,	11095.
12328,	13577,	13939,	15357,	17437,	17440,	17559,	18836,	19049,	21351,	21352,
21376,	21380,	21627,	21656,	23496,	33068,	34444,	34081,	35109,	35110,	
35638,	36427,	37123,	37138,	37226,	37227,	37234,	37318,	37640,	38083	
38131,	38347,	38359,	38381,	38418,	38842,	39330,	40252,	40702,	41380.	
41684,	41750,	42147,	42566,	42811,	43940,	44988,	45201,	45460,		
45485,	46604,	46641,	46657,	46599,	46778,	46909,	46943,	46950,	46970,	
47130,	47166,	47171,	47172,	47236,	47264,	47303,	47396 à	47398,	47427,	
47447,	47579,	47601,	47674,	47675,	47713,	47714,	47838,	47883,	47967.	

Haute-Loire, C-7300 à 7304, C-5736, 5904, 6446, 6622, 501-C-5423, 501-C-5551, 501-C-5789.

B-6.

Lozère, F-64, 486, 532, 740 à 743, 1905.

Tarn, B-1299

C-163, 195, 265, 388.

Tarn-et-Garonne, A-11, 14.

Archives municipales :

Aiguesmortes, CC-84.

Albi, AA-44, 45.

CC-126, 265.

II-12, 13.

Castelnaudary, CC-37.

Cordes, AA-19.

BB-79, 84.

CC-45, 47, 74, 99, 197, 236.

FF-14, 16.

Caillac BB, CC-35, 36.

Le Puy, AA-1,

Bibl. du Puy, fonds Cortial, manuscrit n° 101.

Le Vigan, CC-22.

BB-9.

Mende, HH-8.

Montpellier, AA-12.

BB-52, 53, 60, 67, 190, 194.

Joffre 8.

Petits Tiroirs II, 4330.

G VI, 3482.

Narbonne, AA-112, 117.

BB-1 à 18, 23, 30 à 32, 36, 41, 46 à 48, 51 à 54, 56 à 73, 227, 228.

Nîmes, EE-4, 5.

FF-31.

MM-5, 7.

Mn-4.

Pézenas, Armoire A, layette 2, liasse 6, charte 13 ; id., liasse 3, charte 18.

Toulouse, AA-3, 5, 6, 13, 15 à 18, 20 à 25, 28, 30, 38, 39, 49, 55, 73, 83 à 85, 93, 94.

BB-181.

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
-------------------------------	---

LIVRE I

L'imposition de l'équivalent et l'établissement du règlement applicable en la matière

CHAPITRE PREMIER

<i>L'établissement de l'équivalent.</i>	11
<i>Section I.</i> — L'imposition de l'équivalent des aides en Languedoc (1443)	11
<i>Section II.</i> — La levée de l'impôt pendant le règne de Charles VII Technique et résultats prévus et imprévus	21
I. — Le mécanisme de la perception	21
II — La moins-value du produit de l'impôt, ses causes et ses conséquences	25
III. — L'équivalent dans la main du roi	32
<i>Section III.</i> — Historique d'une tentative de réforme fiscale (1462-1465)	35
<i>Section IV.</i> — L'équivalent définitivement inclus dans le système fiscal du Languedoc	53
I. — Le tarif des droits et les modalités de l'imposition	53
Les droits sur la viande (54) ; — Les droits sur le poisson (55) ; — Les droits sur le vin (56).	53
II. — La liquidation du contentieux de l'impôt L'ordonnance du 12 septembre 1467 et les juges conservateurs (59) ; — Les vicis- situdes de la cour des aides après 1467 (63).	57
III. — La place de l'équivalent dans les finan- ces de Languedoc	65

CHAPITRE II

<i>L'établissement du règlement de l'équivalent. . .</i>	69
I. — L'élaboration du règlement	75
II. — La sanction des commissaires royaux ..	76
III. — L'enregistrement et la publication du règlement	80

LIVRE II

Etude analytique de l'impôt

CHAPITRE PREMIER

<i>L'assiette et le tarif des droits d'équivalent. . .</i>	87
<i>Section I. — Les droits sur la viande</i>	87
I. — L'imposition de la viande vendue à la boucherie	88
Tarif général (88) ; — Le droit perçu sur la viande consommée dans les hôpitaux et hôtels-Dieu (91) ; — Tarif applicable au débit de la viande de porc (92) ; — Tarif applicable au débit des agneaux (93) ; — Exemption d'équivalent pour les che- vreaux (97) ; — La perception du droit sur la viande de qualité inférieure et sur les graisses (97) ; — La perception du droit sur la volaille, le gibier, la charcuterie (98).	
II. — L'imposition de la viande vendue hors boucherie	99
Les partages de viande effectuée en fran- chise d'équivalent (100) ; — Le « privilège » du Gévaudan (101).	
III. — Le cas de la viande exclue du circuit commercial	102
<i>Section II. — Les droits sur le poisson</i>	108
I. — Tarif général	108
II. — Tarifs spéciaux	111
Poisson de qualité inférieure (111) ; — Barils de sardines et d'anchois (111)	

III. — Exemption d'équivalent pour certaines ventes de poisson frais	112
Règlementation fiscale du marché de gros antérieurement à 1776 (112) ; — Règlementation fiscale du marché de bétail antérieurement à 1776 (114) ; — La réforme opérée dans les dernières années de l'Ancien Régime (115).	
IV. — Exemption d'équivalent pour les ventes de certains poissons et de crustacés, de coquillages et de grenouilles	116
Section III. — Les droits sur le vin	117
I. — L'exemption d'équivalent pour le vin de propriétaire	118
Les bénéficiaires de l'exemption (119). Condition de l'exemption : Définition de l'« assiette de buveurs » (120) ; — Le cas de maîtres de pension (124) ; — Le cas des gens spécialisés dans la prestation des « services » (127). Modalités d'application de l'exemption : Transfert de vin (128) ; — Débit fait par un préposé (130).	
II. — L'imposition des vins	132
Débit pur et simple. Le principe : L'imposition du vin autre que celui de propriétaire (132) ; — L'exception : exemption d'équivalent (135).	

CHAPITRE II

<i>Le mécanisme de l'imposition.</i>	138
I. — L'équivalent, droit de vente	138
II. — L'imposition directe de la consommation	139

CHAPITRE III

<i>La portée de l'imposition.</i>	143
I. — Le rejet des exemptions personnelles ..	143
II. — Les villes et communautés privilégiées ..	147
Les privilèges locaux jusqu'en 1770 (147) ; — Les privilèges locaux après 1770 (153).	

CHAPITRE IV

<i>La liquidation de l'impôt.</i>	157
<i>Section I. — Le contrôle des marchandises exposées en vente ..</i>	157
I. — La technique du contrôle	157
La pesée (158) ; — Les marques (159) ; — L'enregistrement (161).	
II. — Le moment du contrôle	162
Le contrôle de la circulation des mar- chandises (163) ; — Le contrôle de la viande aux abattoirs (166).	
III. — Le pouvoir de contrôle	172
<i>Section II. — Le contrôle du débit</i>	176
I. — La « déduction » du vin excu du com- merce	176
II. — Le contrôle du prix des vins	179
<i>Section III. — Les limites du contrôle</i>	181
I. — La réglementation de l'entrepôt	181
Le droit commun (181) ; — Le régime applicable à Sète (182).	
II. — Le contrôle de la production et de la con- sommation détaxée.	185
Le contrôle de la viande détaxée (185) ; — Le contrôle de la production et de la vente du vin (187).	
III. — La police du marché	189

CHAPITRE V

<i>Le paiement de l'impôt.</i>	194
--------------------------------	-----

LIVRE III

L'affermage de l'équivalent

CHAPITRE PREMIER

<i>L'adjudication de l'équivalent.</i>	199
<i>Section I. — Les conditions générales de l'adjudication</i>	199
I. — Le cadre	199
II. — Le moment	200

III. — La participation des commissaires royaux	201
IV. — Formalités préalables à la réception des enchères	203
V. — Diversité ou unité d'adjudication	204
VI. — Ordre des criées	207
VII. — Mise à prix	208
VIII. — Le système des feux	209
IX. — Règlementation de l'enchère	211
X. — L'enchérissement conditionnel	213
XI. — La délivrance	216
XII. — Le contrat de bail	217
XIII. — La durée et le début du bail	219
<i>Section II. — La participation au concours</i>	<i>220</i>
I. — Les conditions requises dans la personne des enchérisseurs	221
II. — Le problème de la libre concurrence .. La protection des enchérisseurs (223) ; — La lutte contre les « monopoles » (224).	223
<i>Section III. — Le problème des adjudications provisoires</i>	<i>229</i>
I. — Mesures de circonstances et velleités de réglementation (1590-1630)	229
II. — La réglementation élaborée en 1618 et application (1655-1725)	232
La réglementation des conditions de la réadjudication (232) ; — La multiplication des adjudications (234) ; — Besoin et tentatives de réforme (1705-1724).	
III. — Vers la fin de l'arbitraire (1725-1775) .. Les conditions de l'enchérissement après les deux premières adjudications (237) ; — Les conditions de l'enchérissement après la troisième adjudication (238).	236
IV. — L'application de la législation royale (1775-1788)	242

CHAPITRE II

<i>Les garanties données à la province.</i>	<i>247</i>
<i>Section I. — Le cautionnement devant les Etats</i>	<i>247</i>
I. — La réception des cautions	248
II. — L'étendue du cautionnement	250
III. — Les qualités requises dans la personne des cautions	251

IV. — La sanction	253
V. — Les sûretés supplémentaires	256
Section II. — Le cautionnement devant les assemblées diocésaines	259
I. — La réception des cautions	260
La réception des cautions par les assemblées diocésaines (260) ; — L'intervention des trésoriers de France dans la réception des cautions (262) ; — Sûretés admises temporairement à la place du cautionnement (264).	
II. — L'étendu du cautionnement	265
III. — Les conditions requises dans la personne des cautions	266
IV. — La sanction	268

CHAPITRE III

<i>Les effets du contrat de bail.</i>	272
Section I. — Obligations à la charge de l'adjudicataire	272
I. — Les obligations de l'adjudicataire relativement au recouvrement des droits	272
II. — Le paiement du bail	273
III. — La reddition de compte	274
Section II. — Obligations à la charge du bailleur	278
I. — Légimité de l'action en garantie contre la province pour non-jouissance résultant de cas fortuits	282
II. — Règlementation de l'action en garantie contre la province	286
Le pouvoir juridictionnel des Etats (286) ; — L'exercice de recours en garantie contre la province (289) ; — L'indemnisation des fermiers (293).	

LIVRE IV

L'administration de la ferme

CHAPITRE PREMIER

<i>Le sous-affermage.</i>	297
Section I. — Le procédé suivi dans le sous-fermage	298
Le minimum de l'enchérissement (300) ; — Le délai (302).	

<i>Section II.</i> — Contenu et effets des sous-baux	305
I. — L'objet du contrat	305
II. — Le prix du bail	306
III. — Les obligations des parties	309
Les obligations du bailleur (310) ; — Les obligations du preneur (311) ; — Sanction (312) ; — Les garanties attachées au contrat (312).	

CHAPITRE II

L'intervention des états provinciaux et des autorités municipales dans l'administration de la ferme. 313

<i>Section I.</i> — L'intervention des autorités municipales	313
<i>Section II.</i> — L'intervention des Etats Provinciaux dans l'administration de la ferme en 1780	316
I. — La participation des Etats à l'administration de la ferme	317
La composition de la compagnie fermière (317) ; — La représentation des intérêts de la province (318) ; — Le contrôle de l'administration de la ferme (318).	
II. — La participation de la province au bénéfice de l'exploitation	319
La part de bénéfice dévolue à la province (319) ; — Le calcul du bénéfice (320) ; — La répartition (320).	

CHAPITRE III

Le personnel de l'administration fermière. . . . 321

<i>Section I.</i> — Les cadres de l'administration fermière	323
I. — Les fermiers généraux et les fermiers diocésains	323
II. — Les directeurs de la ferme	332
<i>Section II.</i> — Le personnel subalterne	334
I. — Les fermiers locaux de l'équivalent	334
II. — Les commis	338
Le statuts de commis (338) ; — L'exercice du pouvoir fiscal par le commis (345) ; — L'effectif : importance, composition, caractère, état des relations avec la population (349).	

LIVRE V

Le contentieux de l'équivalent

CHAPITRE PREMIER

<i>Le Conseil du Roi et le contentieux de l'équivalent.</i>	363
I. — Les règlements de juges	363
II. — Les évocations	364
III. — L'appel des délibérations des Etats et des ordonnances des commissaires royaux ..	366
IV. — Les règlements de police économique ..	368
V. — L'intendant et le contentieux de l'équivalent	370

CHAPITRE II

<i>Les juges conservateurs de l'équivalent.</i>	375
I. — Les vicissitudes des conservateurs du XVI ^{me} au XVIII ^{me} siècle	375
II. — La compétence des conservateurs	381

CHAPITRE III

<i>La Cour des Aides et le contentieux de l'équivalent.</i>	388
I. — Le contentieux du recouvrement	391
II. — Le contentieux de l'administration de la ferme	393

LIVRE VI

L'équivalent dans le budget

CHAPITRE PREMIER

<i>La destination du revenu de l'équivalent au XVI^{me} siècle et au XVII^{me} siècle, jusqu'en 1629.</i>	399
---	-----

CHAPITRE II

<i>L'engagement de l'équivalent (1630-1656).</i>	418
I. — La province dépossédée de l'équivalent	418
II. — L'édit de Béziers et la restitution de l'équivalent à la province	419

III. — L'engagement de l'équivalent	421
IV. — L'exécution du traité conclu avec Laurent Ardon	427
L'accomplissement réciproque de prestations (427) ; — L'opposition des Etats à l'assujettissement des engagistes à une taxe supplémentaire (428) ;— Les abus commis par les engagistes dans l'exercice de leurs droits (429).	
V. — Le rachat de l'équivalent	431
VI. — La province recouvre la jouissance de son droit	433

CHAPITRE III

<i>L'affectation du revenu de l'équivalent au paiement du don gratuit (1656-1718).</i>	437
--	-----

CHAPITRE IV

<i>La destination du revenu de l'équivalent après 1718.</i>	442
I. — La portion du revenu de l'équivalent affectée au paiement du don gratuit	445
II. — L'emploi du produit de l'équivalent dans le département des Dettes et Affaires de la province	445
III. — La portion du revenu de l'équivalent affectée au paiement des indemnités ..	447
Le montant du prélèvement destiné au paiement des indemnités (447) ; — La distribution des secours (453).	
IV. — L'emploi des fonds provenant du « surplus » du produit de la ferme	453
Financement de travaux publics : Ouvrages publics (454) ; — Entretien des lits et ustensiles destinés à l'usage des troupes (1755-1757) (456) ; — Fortification de la côte Languedocienne (1758) (457).	
Paiement de droits et d'abonnements de droits : Le dixième (1734) (458) ; — La capitation (1749) (458) ; — Les dons gratuits des villes et des communautés de la province (1769-1789) (459) ; — Les taxes additionnelles aux droits non compris dans les fermes du roi (1776-1789) (462) ; — Le droit annuel des offices municipaux acquis par la province en 1754 (1755-1757) (464).	

Païement des dettes de la province : Remboursement des avances faites par les fournisseurs des équipages des troupes en 1733 et en 1734 (464) ; — Amortissement de la rente constituée au profit du maréchal d'Asfeld (1737-1738) (465) ; — Amortissement des dettes contractées pour l'abonnement des 4 sous pour livre de la capitation (1750-1752 et 1758) (465) ; — Extinction de la dette contractée pour rembourser le trésorier de la Bourse Bonnier (1753) (465) ; — Remboursement des avances faites par le fournisseur des lits et ustensiles aux troupes (1754) (466) ; — Extinction de la dette contractée pour l'acquisition des offices municipaux créés par l'édit de novembre 1733 et restés invendus (1755-1765) (466) ; — Extinction de la dette contractée pour offrir un vaisseau au roi (1765, 1767, 1768) (467). Aumônes et gratifications (468).

Conclusion. 469

Bibliographie. 473

— IMPRIMERIE Paul DÉHAN —

3 & 5, Rue de la Vieille-Intendance

———— MONTPELLIER ————

